

31

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1988

TABLE DES MATIÈRES

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES

Volume 31



SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE DES MATIÈRES

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988 ...	Du 2 février au 25 février 1988.
Seconde session ordinaire de 1987-1988*	Du 2 avril au 30 juin 1988.
Session de droit*	Du 1 ^{er} juillet au 7 juillet 1988.
Troisième session extraordinaire de 1987-1988 ...	Le 8 juillet 1988.
Première session ordinaire de 1988-1989	Du 3 octobre au 21 décembre 1988.
Première session extraordinaire de 1988-1989	Le 22 décembre 1988.

* Dissolution de l'Assemblée nationale : décret du 14 mai 1988 (*JO* Lois et décrets du 15 mai 1988). Elections des députés à l'Assemblée nationale les 5 et 12 juin 1988 : décret n° 88-719 du 14 mai 1988 (*JO* Lois et décrets du 15 mai 1988).

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de trois parties distinctes : une Table nominative, une Table des matières et une brochure « Renseignements divers ».

Elle met à la disposition du lecteur :

- en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et de Mmes et MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année (**Table nominative**) ;
- pour chacune des matières examinées par le Sénat, l'analyse des travaux de ladite assemblée, classés par ordre alphabétique des thèmes (**Table des matières**) ;
- de nombreuses informations relatives au Sénat et aux divers organismes liés à son activité (**Renseignements divers**) ; le texte de la brochure « Renseignements divers » est repris en première partie de la Table des matières.

*

Pour l'usage des Tables, il doit être précisé que les dates seules indiquent les séances publiques ; les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient aux dates du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ; enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et décrets* » renvoient au *Journal officiel* du même nom.

*

Cette Table des matières a été éditée principalement à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », élaborée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le centre serveur du Groupement de la Caisse des Dépôts - Centre d'automatisation pour le management (GCAM).

Des renseignements sur les travaux du Sénat, notamment avant la publication de la table annuelle, peuvent être obtenus par les Sénateurs auprès des services et des secrétaires des groupes politiques du Sénat, pourvus d'un terminal d'interrogation.

SOMMAIRE

Avertissement	p. 3 *
Liste des principales abréviations utilisées dans la table	p. 6 *

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. - COMPOSITION DU SÉNAT :

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1988	p. 7 *
B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1988	p. 10 *
C. - Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 14 *
D. - Sénateurs décédés	p. 15 *
E. - Cessations de mandat de sénateur	p. 15 *
F. - Démissions	p. 15 *
G. - Contentieux électoral	p. 15 *
H. - Sénateurs nommés membres du Gouvernement	p. 15 *
I. - Remplacements de sénateurs	p. 15 *
J. - Vacances de siège	p. 16 *
K. - Élections partielles	p. 16 *
L. - Anciens sénateurs décédés	p. 16 *

II. - BUREAU DU SÉNAT	p. 16 *
-----------------------------	---------

III. - SESSIONS	p. 16 *
-----------------------	---------

IV. - COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 17 *
--	---------

V. - COMPOSITION DES COMMISSIONS :

A. - Commissions permanentes	p. 18 *
B. - Commission de contrôle	p. 20 *
C. - Commissions mixtes paritaires	p. 20 *

VI. - DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 23 *
--	---------

VII. - MISSIONS D'INFORMATION	p. 24 *
-------------------------------------	---------

VIII. - HAUTE COUR DE JUSTICE	p. 25 *
-------------------------------------	---------

IX. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	p. 25 *
X. - ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 26 *
XI. - ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES :	
A. - Nominations ou désignations de sénateurs	p. 27 *
B. - Liste récapitulative	p. 27 *
XII. - GOUVERNEMENT :	
A. - Composition et attributions du Gouvernement Jacques Chirac	p. 29 *
B. - Composition et attributions du premier Gouvernement Michel Rocard	p. 30 *
C. - Composition et attributions du deuxième Gouvernement Michel Rocard	p. 33 *
XIII. - TEXTES :	
A. - Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1988	p. 37 *
B. - Déposés mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat	p. 38 *
XIV. - DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	p. 42 *
XV. - TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL	p. 43 *
XVI. - EXPLICATION DES SIGLES	p. 44 *

DEUXIÈME PARTIE : TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
GD	Groupe de la Gauche démocratique.
UC	Groupe de l'Union centriste.
UREI	Groupe de l'Union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

CMP	Commission mixte paritaire.
DG	Discussion générale.
AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1988

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - GD - ECON.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - SOCI.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - ECON.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

B

José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Jean BARRAS, Français établis hors de France - RPR - SOCI.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - SOCI.
Gilbert BAUMET, Gard - GD - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - SOC - SOCI.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Jean BÉNARD-MOUSSEAU, Indre - UREI - ETRD.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHET, Haute-Marne - GD - ECON.
Roland BERNARD, Rhône - SOC - ECON.
Guy BESSE, Indre - GD - SOCI.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - SOC.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - GD-R - SOCI.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - SOC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - ECON.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Stéphane BONDUEL, Charente-Maritime - GD - FINC.
Charles BONIFAY, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Raymond BOURGINE, Paris - RPR-A - FINC.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - AFCL.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - AFCL.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - GD - ETRD.
Eugène BOYER, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BOYER-ANDRIVET, Gironde - NI - ECON.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Pierre BRANTUS, Jura - UC - AFCL.
Louis BRIVES, Tarn - GD - ETRD.
Raymond BRUN, Gironde - RPR-A - ECON.

C

Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - GD - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ECON.
Pierre CAROUS, Nord - RPR - AFCL.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - GD-R - FINC.
Marc CASTEX, Gers - UREI - SOCI.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Jean CAUCHON, Eure-et-Loir - UC - SOCI.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - LOIS.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - ETRD.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - ETRD.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Félix CICCOLINI, Bouches-du-Rhône - SOC - LOIS.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - LOIS.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - GD - SOCI.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - GD - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Charles-Henri de COSSÉ BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - SOC - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - GD - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - SOC - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - SOC - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - FINC.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados - UREI - FINC.
Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
Émile DIDIER, Hautes-Alpes - GD - ETRD.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - AFCL.

E

Léon EECKHOUTTE, Haute-Garonne - SOC - AFCL.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Jules FAIGT, Hérault - SOC - AFCL.
Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Louis de la FOREST, Ille-et-Vilaine - UREI - ETRD.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - GD - ECON.
Jean FRANCOU, Bouches-du-Rhône - UC - FINC.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.

G

Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - SOC - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GIACOBBI, Haute-Corse - GD - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - SOCI.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - GD - LOIS.
Henri GETSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - AFCL.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - SOC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Robert GUILLAUME, Nièvre - SOC - AFCL.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HœFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - GD - ECON.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin - RPR - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - AFCL.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - GD - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - SOCI.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - SOC - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - AFCL.
Guy de LA VERPILLIÈRE, Ain - UREI - ECON.
Louis LAZUECH, Aveyron - UREI - SOCI.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC-R - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Bastien LECCIA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Yves LE COZANNET, Côtes-du-Nord - UC-R - ECON.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Modeste LEGOUEZ, Eure - UREI - FINC.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - GD - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - AFCL.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - GD - ETRD.
Bernard LEMARIÉ, Côtes-du-Nord - UC - SOCI.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - GD-R - ECON.
François LESEIN, Aisne - GD - AFCL.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Georges LOMBARD, Finistère - UC - FINC.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne - SOC - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - SOC - FINC.
François LOUISY, Guadeloupe - SOC - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Paul MALASSAGNE, Cantal - RPR-A - ECON.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - SOC - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - SOC - FINC.
Christian MASSON, Ardennes - RPR - AFCL.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Pierre MATRAJA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - AFCL.
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - SOC - AFCL.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - ETRD.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
Josy MOINET, Charente-Maritime - GD - FINC.
René MONORY, Vienne - UC - FINC.
Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - ETRD.
Jacques MOSSION, Somme - UC - LOIS.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - GD - ECON.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - GD - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - FINC.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - ETRD.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Dominique PADO, Paris - UC - AFCL.
Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - ECON.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - SOC-A - ECON.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - SOCI.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - SOC - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - GD - LOIS.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Maurice PIC, Drôme - SOC - AFCL.
Jean-François PINTAT, Gironde - UREI - FINC.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Raymond POIRIER, Eure-et-Loir - UC - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - SOC - ETRD.
Henri PORTIER, Aube - RPR - SOCI.
Roger POU DONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - SOC - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-R - ECON.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.

R

André RABINEAU, Allier - UC - SOCI.
Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - SOC - LOIS.
Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône - SOC - FINC.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes - GD - FINC.
René RÉGNAULT, Côtes-du-Nord - SOC - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Michel RIGOU, Charente-Maritime - GD - ECON.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.

Paul ROBERT, Cantal - GD - ETRD.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - GD - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - LOIS.
Roger ROUDIER, Dordogne - SOC - ECON.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ECON.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Roland RUET, Ain - UREI - AFCL.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Pierre SALVI, Val-d'Oise - UC - LOIS.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Abel SEMPÉ, Gers - GD-A - AFCL.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - SOCI.
Pierre SICARD, Cher - UC - AFCL.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Michel SORDEL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - GD - ECON.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - AFCL.
Raymond TARCY, Guyane - SOC-A - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - SOCI.
François TRUCY, Var - UREI - SOCI.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1988

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 - **AIN** (2 Sénateurs).
Guy de La Verpillière.
Roland Ruet.
- 2 - **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 - **ALLIER** (2 Sénateurs).
Jean Cluzel.
André Rabineau.
- 4 - **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 - **ALPES (HAUTES-)** (1 Sénateur).
Émile Didier.
- 6 - **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
Joseph Raybaud.
- 7 - **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 - **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Christian Masson.
- 9 - **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 - **AUBE** (2 Sénateurs).
Bernard Laurent.
Henri Portier.
- 11 - **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 - **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Louis Lazuech.
Jean Puech.
- 90 - **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Charles Bonifay.
Félix Ciccolini.
Jean Francou.
Bastien Leccia.
Pierre Matraja.
Louis Minetti.
Irma Rapuzzi.
- 14 - **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Jacques Descours Desacres.
Jean-Marie Girault.
- 15 - **CANTAL** (2 Sénateurs).
Paul Malassagne.
Paul Robert.
- 16 - **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Stéphane Bonduel.
Josy Moinet.
Michel Rigou.
- 18 - **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Pierre Sicard.
- 19 - **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A - **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.
- 20B - **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 - **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Michel Sordel.
- 22 - **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
Yves Le Cozannet.
Bernard Lemarié.
René Régnauld.
- 23 - **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 - **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Michel Manet.
Roger Roudier.
- 25 - **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 - **DRÔME** (2 Sénateurs).
Gérard Gaud.
Maurice Pic.
- 91 - **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.
- 27 - **EURE** (3 Sénateurs).
Henri Collard.
Modeste Legouez.
Alain Pluchet.
- 28 - **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Cauchon.
Raymond Poirier.
- 29 - **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Georges Lombard.
- 30 - **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 - **GARONNE (HAUTE-)** (4 Sénateurs).
Eugène Boyer.
Léon Eeckhoutte.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 - **GERS** (2 Sénateurs).
Marc Castex.
Abel Sempé.
- 33 - **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Jacques Boyer-Andrivet.
Raymond Brun.
Philippe Madrelle.
Jean-François Pintat.

- 92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Robert Pontillon.
- 34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
Jules Faigt.
Marcel Vidal.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
Louis de la Forest.
Jean Madelain.
- 36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Jean Bénard-Mousseaux.
Guy Besse.
- 37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.
- 38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Brantus.
Pierre Jeambrun.
- 40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebaire-Dupin.
Philippe Labeyrie.
- 41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.
- 42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.
- 43 - **LOIRE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé Brissac.
Luc Dejoie
Bernard Legrand.
- 45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
Jean Huchon.
Charles Jolibois.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
- Jean-Pierre Tizon.
René Travert.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 - **MARNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriot.
Hubert Martin.
Richard Pouille.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Éric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.
- 59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
Pierre Carous.
André Diligent.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel.
Jean Natali.
Michel Souplet.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.
- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
Raymond Bourguine.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de la Malène.
Dominique Pado.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Henri Collette.
Michel Darras.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.

- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.
Marcel Bony.
Roger Quilliot.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.
- 65 - **PYRÉNÉES (HAUTES-)** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Daugnac.
- 67 - **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
Daniel Hœffel.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Marcel Rudloff.
- 68 - **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
Henri Goetschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 - **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 - **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.
- 77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Paul Séramy.
- 93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Marcel Debarge.
Paulette Fost.
Jean Garcia.
- 79 - **SÈVRES (DEUX-)** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.
- 81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Pierre Salvi.
- 83 - **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 - **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Robert Laucournet.
Louis Longequeue.
- 88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.
- b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.
- GUYANE** (1 Sénateur).
Raymond Tarcy.
- MARTINIQUE** (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.
- LA RÉUNION** (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.
Louis Virapoullé.
- c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER**
- NOUVELLE CALÉDONIE** (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(10 Sénateurs).
Jean Barras.
Jean-Pierre Bayle.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Jacques Habert.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Olivier Roux.
Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959).

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1989

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Pierre Croze, Jacques Habert, N., N.).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Rhin (Bas-) à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean Barras, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1988, 319 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 320 (*****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983. Deux sièges seront pourvus lors du prochain renouvellement de la série A.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

(*****) Sièges non pourvus depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

D. – Sénateurs décédés

M. Lucien Delmas, sénateur de la Dordogne (1980-1988), le 5 février 1988 (*JO Lois et décrets* du 9 février 1988).

M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (1980-1988), le 30 mars 1988 (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1988).

E. – Cessations de mandat de sénateur

De M. Emile Tricon (Hauts-de-Seine), démissionnaire le 10 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 10 mai 1988) (*JO Lois et décrets* du 11 mai 1988).

De M. Jean Colin (Essonne), démissionnaire le 13 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 13 mai 1988) (*JO Lois et décrets* du 14 mai 1988).

De M. Georges Dessaigne (Mayenne), démissionnaire le 31 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 31 mai 1988) (*JO Lois et décrets* du 2 juin 1988).

De M. Maurice Faure (Lot), nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

De M. Jacques Pelletier (Aisne), nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

De M. Michel Durafour (Loire), démissionnaire le 12 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

De M. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne), élu député le 5 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 17 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1988).

De M. Georges Benedetti (Gard), élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

De M. André Duroméa (Seine-Maritime), élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 13 juillet 1988) (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1988).

De M. Michel Giraud (Val-de-Marne), élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 3 octobre 1988) (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1988).

De M. Pierre Merli (Alpes-Maritimes), élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

De M. Robert Schwint (Doubs), élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

De M. Jacques Grandon (Vienne), démissionnaire le 1^{er} juillet 1988 (cessation de mandat sénatorial le 1^{er} juillet 1988) (*JO Lois et décrets* du 3 juillet 1988).

De M. Jean-Marie Rausch (Moselle), nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

De M. Michel Charasse (Puy-de-Dôme), nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

De M. André Méric (Haute-Garonne), nommé secrétaire d'Etat le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

F. – Démissions

De M. Emile Tricon, sénateur des Hauts-de-Seine, le 10 mai 1988 (*JO Lois et décrets* du 11 mai 1988).

De M. Jean Colin, sénateur de l'Essonne, le 13 mai 1988 (*JO Lois et décrets* du 14 mai 1988).

De M. Georges Dessaigne, sénateur de la Mayenne, le 31 mai 1988 (*JO Lois et décrets* du 2 juin 1988).

De M. Michel Durafour, sénateur de la Loire, le 12 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

De M. Jacques Grandon, sénateur de la Vienne, le 1^{er} juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 3 juillet 1988).

G. – Contentieux électoral

Contestation de l'élection de sénateurs comme députés.

M. le président du Sénat a été informé par lettre en date du 24 juin 1988 de M. le président du Conseil constitutionnel que les élections à l'Assemblée nationale de MM. André Duroméa, sénateur de la Seine-Maritime, et Michel Giraud, sénateur du Val-de-Marne, ont fait l'objet de recours devant le Conseil constitutionnel.

En conséquence, jusqu'à la décision du Conseil constitutionnel, MM. André Duroméa et Michel Giraud n'ont pu participer aux travaux du Sénat, conformément à l'article L.O. 137 du code électoral.

Le Conseil constitutionnel a rejeté les deux requêtes tendant à l'annulation des élections de MM. André Duroméa et Michel Giraud : décisions n° 88-1080 du 13 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1988) et n° 88-1049 du 3 octobre 1988 (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1988).

H. – Sénateurs nommés membres du Gouvernement

a) *Premier Gouvernement de M. Michel Rocard* (décret du 12 mai 1988) :

M. Maurice Faure (Lot), nommé ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement.

M. Michel Durafour (Loire), nommé ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Jacques Pelletier (Aisne), nommé ministre de la coopération et du développement.

b) *Deuxième gouvernement de M. Michel Rocard* (décret du 28 juin 1988)

MM. Maurice Faure, Michel Durafour et Jacques Pelletier, reconduits dans leurs fonctions ministérielles.

M. Jean-Marie Rausch (Moselle), ministre du commerce extérieur.

M. Michel Charasse (Puy-de-Dôme), ministre délégué chargé du budget.

I. – Remplacements de sénateurs

M. Roger Roudier remplace M. Lucien Delmas (Dordogne) le 6 février 1988 (*JO Lois et décrets* du 9 février 1988).

M. Jean Pourchet remplace M. Edgar Faure (Doubs) le 31 mars 1988 (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1988).

M. Charles Pasqua remplace M. Emile Tricon (Hauts-de-Seine) le 11 mai 1988 (*JO Lois et décrets* du 12 mai 1988).

M. Jean-Jacques Robert remplace M. Jean Colin (Essonne) le 14 mai 1988 (*JO Lois et décrets* du 15 mai 1988).

M. André Boyer remplace M. Maurice Faure (Lot) le 13 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

M. François Lesein remplace M. Jacques Pelletier (Aisne) le 13 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988).

M. Robert Pagès remplace M. André Duroméa (Seine-Maritime) le 14 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1988).

M. Jean Arthuis remplace M. Georges Dessaigne (Mayenne) le 24 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 26 juillet 1988).

M. Yvon Collin remplace M. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne) le 31 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 2 août 1988).

M. Jean-Eric Bousch remplace M. Jean-Marie Rausch (Moselle) le 29 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

M. Gilbert Belin remplace M. Michel Charasse (Puy-de-Dôme) le 29 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

M. Eugène Boyer remplace M. André Méric (Haute-Garonne) le 29 juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

M. Georges Gruillot remplace M. Robert Schwint (Doubs) le 4 septembre 1988 (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. Claude Pradille remplace M. Georges Benedetti (Gard) le 4 septembre 1988 (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. François Mathieu remplace M. Michel Durafour (Loire) le 4 septembre 1988 (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. René Monory remplace M. Jacques Grandon (Vienne) le 4 septembre 1988 (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. Charles Ginesy remplace M. Pierre Merli (Alpes-Maritimes) le 11 septembre 1988 (*JO Lois et décrets* du 13 septembre 1988).

M. Lucien Lanier remplace M. Michel Giraud (Val-de-Marne) le 4 octobre 1988 (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1988).

J. - Vacances de siège

Le siège de M. Georges Dessaigne (Mayenne), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1988).

Le siège de M. Michel Durafour (Loire), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 15 juin 1988).

Le siège de M. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne), élu député, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1988).

Le siège de M. Georges Benedetti (Gard), élu député, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

Le siège de M. Pierre Merli (Alpes-Maritimes), élu député, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

Le siège de M. Robert Schwint (Doubs), élu député, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988).

Le siège de M. Jacques Grandon (Vienne), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 5 juillet 1988).

K. - Elections partielles

M. Jean Arthuis, proclamé élu sénateur de la Mayenne, à la suite des opérations électorales du 24 juillet 1988, en remplacement de M. Georges Dessaigne, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 26 juillet 1988).

M. Yvon Collin, proclamé élu sénateur de Tarn-et-Garonne, à la suite des opérations électorales du 31 juillet 1988, en remplacement de M. Jean-Michel Baylet, élu député (*JO Lois et décrets* du 2 août 1988).

M. Georges Gruillot, proclamé élu sénateur du Doubs, à la suite des opérations électorales du 4 septembre 1988, en remplacement de M. Robert Schwint, élu député (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. Claude Pradille, proclamé élu sénateur du Gard, à la suite des opérations électorales du 4 septembre 1988, en remplacement de M. Georges Benedetti, élu député (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. François Mathieu, proclamé élu sénateur de la Loire, à la suite des opérations électorales du 4 septembre 1988, en remplacement de M. Michel Durafour, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. René Monory, proclamé élu sénateur de la Vienne, à la suite des opérations électorales du 4 septembre 1988, en remplacement de M. Jacques Grandon, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 6 septembre 1988).

M. Charles Ginesy, proclamé élu sénateur des Alpes-Maritimes, à la suite des opérations électorales du 11 septembre 1988, en remplacement de M. Pierre Merli, élu député (*JO Lois et décrets* du 13 septembre 1988).

L. - Anciens sénateurs décédés

M. Jean Mercier, sénateur du Rhône de 1977 à 1986, le 11 janvier 1988 (2 février 1988) (p. 5).

M. Paul Ribeyre, sénateur de l'Ardèche de 1959 à 1980, le 14 janvier 1988 (2 février 1988) (p. 5).

M. Sylvain Maillols, sénateur des Pyrénées-Orientales de 1981 à 1983, le 20 janvier 1988 (9 février 1988) (p. 13).

M. Roger Lachèvre, sénateur de Seine-et-Oise de 1952 à 1968, le 31 mars 1988 (23 juin 1988) (p. 249).

M. Pierre Giraud, sénateur de la Seine de 1958 à 1959 et de 1968 à 1977, le 14 mai 1988 (23 juin 1988) (p. 249).

M. Marcel Vauthier, sénateur de la Réunion de 1948 à 1955, le 26 mai 1988 (23 juin 1988) (p. 249).

M. Roger Ménager, sénateur de la Seine de 1958 à 1959, le 6 juin 1988 (23 juin 1988) (p. 249).

M. Jacques Henriet, sénateur du Doubs de 1959 à 1980, le 14 juin 1988 (23 juin 1988) (p. 249).

M. Marcellin Carraud, sénateur de la Haute-Saône de 1958 à 1959, le 18 juin 1988 (6 juillet 1988) (p. 421).

M. Jacques Coudert, sénateur de la Corrèze de 1971 à 1980, le 17 septembre 1988 (3 octobre 1988) (p. 485).

M. Georges Repiquet, sénateur de la Réunion de 1959 à 1983, le 30 septembre 1988 (3 octobre 1988) (p. 485).

M. Maximilien Quenum-Possy-Berry, sénateur du Dahomey de 1955 à 1959, le 21 octobre 1988 (25 octobre 1988) (p. 649).

M. Guy Petit, sénateur des Pyrénées-Atlantiques de 1959 à 1983, le 31 octobre 1988 (2 novembre 1988) (p. 701).

M. Charles Alliès, sénateur de l'Hérault de 1971 à 1980, le 11 novembre 1988 (15 novembre 1988) (p. 1032).

M. Roland Boscary-Monsservin, sénateur de l'Aveyron de 1971 à 1980, le 13 novembre 1988 (15 novembre 1988) (p. 1032).

M. Jacques Ménard, sénateur des Deux-Sèvres de 1957 à 1986, le 18 novembre 1988 (19 novembre 1988) (p. 1311).

M. Yacouba Sido, sénateur du Niger de 1952 à 1958, le 26 novembre 1988.

M. Arthur Ramette, sénateur du Nord de 1952 à 1956, le 15 décembre 1988 (20 décembre 1988) (p. 2990).

M. Fernand Poignant, sénateur de la Sarthe de 1968 à 1977, le 20 décembre 1988 (20 décembre 1988) (p. 2990).

M. Jean de Montgascon, conseiller de la République de la Sarthe de 1946 à 1948, le 28 décembre 1988.

II. - BUREAU DU SENAT

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : M. Daniel Millaud se démet de ses fonctions de secrétaire du Sénat (11 octobre 1988) (p. 515) ; il est remplacé par M. Marcel Daunay nommé le 18 octobre 1988 (*JO Lois et décrets* du 19 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-Présidents : MM. Etienne Dailly, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt.

Questeurs : MM. Pierre Schiélé, Amédée Bouquerel, Jacques Bialski.

Secrétaires : MM. Charles Bonifay, Marcel Daunay, Jean-François Le Grand, Roland du Luart, Serge Mathieu, Josy Moynet, Dick Ukeiwé, Robert Vizet.

III. - SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988 : convocation du Parlement en session extraordinaire pour le mardi 2 février 1988 (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1988) ; ouverture (2 février 1988) (p. 5) ; clôture (25 février 1988) (p. 235) (*JO Lois et décrets* du 26 février 1988).

Seconde session ordinaire de 1987-1988 : ouverture (2 avril 1988) (p. 243) ; ajournement (2 avril 1988) (p. 244) ; poursuite de la session ordinaire (23 juin 1988) (p. 249) ; clôture (30 juin 1988) (p. 357).

Session de droit (article 12 de la Constitution) : ouverture (1^{er} juillet 1988) (p. 367) ; clôture (7 juillet 1988) (p. 463).

Troisième session extraordinaire de 1987-1988 : convocation du Parlement en session extraordinaire pour le vendredi 8 juillet 1988 (*JO Lois et décrets du 8 juillet 1988*) ; ouverture (8 juillet 1988) (p. 467) ; ajournement (8 juillet 1988) (p. 479) ; clôture (*JO Lois et décrets du 9 juillet 1988*).

Première session ordinaire de 1988-1989 : ouverture (3 octobre 1988) (p. 485) ; séance levée (21 décembre 1988) (p. 3091).

Première session extraordinaire de 1988-1989 : convocation du Parlement en session extraordinaire pour le jeudi 22 décembre 1988 (*JO Lois et décrets du 22 décembre 1988*) ; ouverture (22 décembre 1988) (p. 3102) ; ajournement (22 décembre 1988) (p. 3119) ; clôture (*JO Lois et décrets du 23 décembre 1988*).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Groupe communiste (C)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : M. André Duroméa est élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 13 juillet 1988) ; il est remplacé par M. Robert Pagès qui adhère au groupe le 14 juillet 1988 (*JO Lois et décrets du 16 juillet 1988*).

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (14 membres) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Paul Souffrin, Hector Viron, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du Règlement (un membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe de la Gauche démocratique (GD)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : décès de M. Edgar Faure le 30 mars 1988 ; M. Michel Durafour, nommé ministre, démissionne de son mandat de sénateur le 12 juin 1988 ; M. Maurice Faure est nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) ; il est remplacé par M. André Boyer qui adhère au groupe le 15 juin 1988 (*JO Lois et décrets du 16 juin 1988*) ; M. Jacques Pelletier est nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) ; il est remplacé par M. François Lesein qui adhère au groupe le 17 juin 1988 (*JO Lois et décrets du 18 juin 1988*) ; M. Jean-Michel Baylet est élu député le 5 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial de 17 juin 1988) ; il est remplacé par M. Yvon Collin qui adhère au groupe le 10 août 1988 (*JO Lois et décrets du 11 août 1988*) ; M. Gilbert Baumet adhère au groupe le 17 juin 1988 (*JO Lois et décrets du 18 juin 1988*) ; M. Pierre Merli est élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 25 juin 1988).

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (29 membres) : MM. François Abadie, Gilbert Baumet, Georges Berchet, Guy Besse, Stéphane Bonduel, André Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Emile Didier, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Bernard Legrand, Max Lejeune, François Lesein, Josy Moinet, Georges Mouly, Jacques Moutet, Hubert Peyou, Joseph Raybaud, Michel Rigou, Paul Robert, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Apparenté aux termes de l'article 6 du Règlement (un membre) : M. Abel Sempé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du Règlement (trois membres) : MM. Jacques Bimbenet, Ernest Cartigny, Charles-Edmond Lenglet.

Président du groupe : M. Josy Moinet, élu le 30 juin 1988 (*JO Lois et décrets du 1^{er} juillet 1988*).

Groupe de l'Union centriste (UC)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : M. Jean Pourchet adhère au groupe le 14 avril 1988 (*JO Lois et décrets du 16 avril 1988*) ; M. Jean Colin démissionne de son mandat de sénateur le 13 mai 1988 ; M. Georges Dessaigue démissionne de son mandat de sénateur le 31 mai 1988 ; il est remplacé par M. Jean Arthuis qui adhère au groupe le 1^{er} août 1988 (*JO Lois et décrets du 2 août 1988*) ; M. Jacques Grandon démissionne de son mandat de sénateur le 1^{er} juillet 1988 ; il est remplacé par M. René Monory qui adhère au groupe le 7 septembre 1988 (*JO Lois et décrets du 8 septembre 1988*) ; M. Jean-Marie Rausch est nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) ; M. François Mathieu adhère au groupe le 7 septembre 1988 (*JO Lois et décrets du 8 septembre 1988*).

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (63 membres) : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Pierre Brantus, Paul Caron, Louis de Catuelan, Jean Cauchon, Auguste Chupin, Jean Cluzel, André Daignac, André Diligent, Jean Faure, André Fosset, Jean Francou, Jacques Genton, Henri Goetschy, Jacques Golliet, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Roger Lise, Georges Lombard, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, Jean Pourchet, André Rabineau, Guy Robert, Olivier Roux, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Pierre Sicard, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin, Louis Virapoullé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du Règlement (sept membres) : MM. Paul Alduy, Francisque Collomb, Marcel Daunay, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe : M. Daniel Hoeffel.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue pendant l'année 1988.

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (50 membres) : MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Marc Castex, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jacques Descours Desacres, Jean Dumont, Louis de la Forest, Jean-Pierre Fourncade, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Larché, Guy de La Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean-François Pinat, Richard Pouille, Jean Puech, Henri de Raincourt, Roland Ruet, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du Règlement (trois membres) : MM. Charles Jolibois, Henri Olivier, André Pourny.

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : M. Luc Dejoie, précédemment rattaché administrativement, adhère au groupe le 3 février 1988 (*JO Lois et décrets du 4 février 1988*) ; M. Emile Tricon démissionne de son mandat de séna-

teur le 10 mai 1988 ; il est remplacé par M. Charles Pasqua, qui adhère au groupe le 11 mai 1988 (JO Lois et décrets du 12 mai 1988) ; M. Jean-Jacques Robert adhère au groupe le 17 mai 1988 (JO Lois et décrets du 18 mai 1988) ; M. Michel Giraud est élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 3 octobre 1988) ; il est remplacé par M. Lucien Lanier, qui s'apparente au groupe le 4 octobre 1988 (JO Lois et décrets du 5 octobre 1988) ; M. Jean-Eric Bousch adhère au groupe le 4 août 1988 (JO Lois et décrets du 5 août 1988) ; M. Georges Gruillot adhère au groupe le 15 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 16 septembre 1988) ; M. Charles Ginesy s'apparente au groupe le 28 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 29 septembre 1988) ; puis en devient membre le 21 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 22 décembre 1988).

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (73 membres) :

MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Jean Barras, Henri Belcour, Jacques Bérard, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, Jean-Eric Bousch, Jacques Braconnier, Michel Caldagues, Robert Calmejeane, Pierre Carous, Auguste Cazalot, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, Henri Collette, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jacques Delong, Charles Descours, Franz Duboscq, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Marcel Fortier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, Charles Ginesy, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hautecloque, MM. Bernard Hugo, Roger Husson, André Jarrot, Paul Kauss, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Christian Masson, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Henri Portier, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean Simonin, Louis Souvet, René Tréguët, Dick Ukeiwé.

Apparentés aux termes de l'article 6 du Règlement (7 membres) : MM. Raymond Bourguine, Raymond Brun, Désiré Debavelaere, Paul Malassagne, Lucien Lanier, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Rattaché aux termes de l'article 6 du Règlement (un membre) : M. Claude Prouvoyeur.

Président du groupe : M. Charles Pasqua, élu le 17 mai 1988 (JO Lois et décrets du 20 mai 1988).

Groupe socialiste (S)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : décès de M. Lucien Delmas le 5 février 1988 ; il est remplacé par M. Roger Roudier qui adhère au groupe le 10 février 1988 (JO Lois et décrets du 11 février 1988) ; M. Georges Benedetti est élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) ; il est remplacé par M. Claude Pradille, qui adhère au groupe le 9 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 11 septembre 1988) ; M. Robert Schwint est élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) ; MM. André Méric et Michel Charasse sont nommés ministres le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) ; ils sont respectivement remplacés par M. Eugène Boyer qui adhère au groupe le 9 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 11 septembre 1988) et par M. Gilbert Belin qui adhère au groupe le 14 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 15 septembre 1988).

Composition du groupe au 31 décembre 1988 (60 membres) :

MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Gilbert Belin, Jacques Bellanger, Roland Bernard, Jacques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Marcel Bony, Eugène Boyer, Jacques Carat, William Chervy, Félix Ciccolini, Marcel Costes, Raymond Courrière, Roland Courteau, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delelis, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Léon Eeckhoutte, Claude Estier, Jules Faigt, Gérard Gaud, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Bastien Leccia, Louis Longequeue, Paul Loridant, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Pierre Matraja, Jean-Luc Mélenchon, Michel

Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrabitte, Maurice Pic, Robert Pontillon, Claude Pradille, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Régnauld, Roger Roudier, Gérard Roujas, André Rouvière, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, Marcel Vidal.

Apparentés aux termes de l'article 6 du Règlement (trois membres) : MM. Rodolphe Désiré, Albert Pen, Raymond Tarcy.

Président du groupe : M. Claude Estier, élu le 5 juillet 1988 (JO Lois et décrets du 6 juillet 1988).

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 : M. Roger Roudier, devenu sénateur le 6 février 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 10 février 1988 (JO Lois et décrets du 11 février 1988) ; M. Jean Pourchet, devenu sénateur le 31 mars 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 14 avril 1988 (JO Lois et décrets du 16 avril 1988) ; M. Jean-Jacques Robert, devenu sénateur le 14 mai 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 17 mai 1988 (JO Lois et décrets du 18 mai 1988) ; M. André Boyer, devenu sénateur le 13 juin 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 15 juin 1988 (JO Lois et décrets du 16 juin 1988) ; M. François Lesein, devenu sénateur le 13 juin 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 17 juin 1988 (JO Lois et décrets du 18 juin 1988) ; M. Gilbert Baumet ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 17 juin 1988 (JO Lois et décrets du 18 juin 1988) ; M. Jean Arthuis, devenu sénateur le 24 juillet 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 1^{er} août 1988 (JO Lois et décret du 2 août 1988) ; M. Yvon Collin, devenu sénateur le 31 juillet 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 10 août 1988 (JO Lois et décrets du 11 août 1988) ; MM. Eugène Boyer et Gilbert Belin, devenus sénateurs le 29 juillet 1988, ne figurent, respectivement, sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 9 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 11 septembre 1988) et 14 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 15 septembre 1988) ; M. Jean-Eric Bousch, devenu sénateur le 29 juillet 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 4 août 1988 (JO Lois et décrets du 5 août 1988) ; MM. Georges Gruillot, Claude Pradille, François Mathieu, René Monory, devenus sénateurs le 4 septembre 1988 ; respectivement, MM. François Mathieu et René Monory ne figurent sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 7 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 8 septembre 1988) ; M. Claude Pradille, jusqu'au 9 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 11 septembre 1988) et M. Georges Gruillot, jusqu'au 15 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 16 septembre 1988) ; M. Charles Ginesy, devenu sénateur le 11 septembre 1988, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 28 septembre 1988 (JO Lois et décrets du 29 septembre 1988).

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1988 (quatre membres) : MM. Jacques Boyer-Andrivet, François Delga, Jacques Habert, Charles Ornano.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. - COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. - COMMISSIONS PERMANENTES

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Edgar Faure, décédé le 30 mars 1988 (JO Lois et décrets du 31 mars 1988) ; M. Jacques Pelletier, nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) (JO Lois et décrets du 14 juin 1988) ; M. Paul Loridant, démissionnaire le 29 juin 1988 (JO Lois et décrets du 30 juin 1988) ; M. Ernest Cartigny, démissionnaire le 7 juillet 1988 (JO Lois et décrets du 8 juillet 1988) ;

Sont nommés membres de cette commission : M. François Lesein, le 28 juin 1988, en remplacement de M. Jacques Peltier, nommé ministre (JO Lois et décrets du 29 juin 1988) ; M. Jean-Luc Mélenchon, le 29 juin 1988, en remplacement de M. Paul Lorient, démissionnaire (JO Lois et décrets du 30 juin 1988) ; M. Charles Pasqua, le 12 octobre 1988, en remplacement de M. Ernest Cartigny, démissionnaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1988) ; M. Jean-Eric Bousch, le 28 octobre 1988, en remplacement de M. Edgar Faure, décédé (JO Lois et décrets du 29 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) Bureau : Président : M. Maurice Schumann ; Vice-présidents : MM. Léon Eeckhoutte, Paul Séramy, Pierre Laffitte, Michel Miroudot ; Secrétaires : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Adrien Gouteyron, Pierre Vallon.

b) Membres : MM. Hubert d'Andigné, François Autain, Jacques Bérard, Jean-Pierre Blanc, Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Jean-Eric Bousch, Pierre Brantus, Jacques Carat, Pierre Carous, Jean Delaneau, André Diligent, Alain Dufaut, Jean Dumont, Jules Faigt, Alain Gérard, Yves Goussebaire-Dupin, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Kléber Malécot, Hubert Martin, Christian Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Dominique Pado, Sosefo Makape Papiho, Charles Pasqua, Maurice Pic, Raymond Poirier, Roger Quilliot, Ivan Renar, Roland Ruet, Abel Sempé, Pierre Sicard, Pierre-Christian Taittinger, Dick Ukeiwé, Albert Vec-ten, Marcel Vidal.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Lucien Delmas, décédé le 5 février 1988 (JO Lois et décrets du 6 février 1988) ; M. Jean Colin, démissionnaire de son mandat de sénateur le 13 mai 1988 (JO Lois et décrets du 14 mai 1988) ; M. Georges Dessaigne, démissionnaire de son mandat de sénateur le 31 mai 1988 (JO Lois et décrets du 2 juin 1988) ; M. André Duroméa, élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 13 juillet 1988) (JO Lois et décrets du 16 juillet 1988) ; M. Jean-Marie Rausch, nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (JO Lois et décrets du 30 juillet 1988) ; M. André Jarrot, démissionnaire le 12 octobre 1988 (JO Lois et décrets du 13 octobre 1988) ; M. Paul Kauss, démissionnaire le 20 octobre 1988 (JO Lois et décrets du 21 octobre 1988).

Sont nommés membres de cette commission : M. Roger Roudier, le 11 février 1988, en remplacement de M. Lucien Delmas, décédé (JO Lois et décrets du 12 février 1988) ; M. Jean Pourchet, le 28 juin 1988, en remplacement de M. Jean Colin, démissionnaire (JO Lois et décrets du 29 juin 1988) ; M. Jean Arthuis, le 11 octobre 1988, en remplacement de M. Georges Dessaigne, démissionnaire (JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) ; M. François Mathieu, le 12 octobre 1988, en remplacement de M. Jean-Marie Rausch, nommé ministre (JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) ; M. Georges Gruillot, le 20 octobre 1988, en remplacement de M. André Jarrot, démissionnaire (JO Lois et décrets du 21 octobre 1988) ; M. Jean-Jacques Robert, le 20 octobre 1988, en remplacement de M. Paul Kauss, démissionnaire (JO Lois et décrets du 21 octobre 1988) ; M. Robert Pagès, le 15 novembre 1988, en remplacement de M. André Duroméa, élu député (JO Lois et décrets du 16 novembre 1988).

Bureau : M. Jean Arthuis est nommé vice-président, en remplacement de M. Marcel Daunay, démissionnaire, le 23 novembre 1988 (JO Lois et décrets du 26 novembre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) Bureau : Président : M. Jean François-Poncet ; Vice-présidents : MM. Richard Pouille, Robert Laucournet, Philippe François, Jean Arthuis ; Secrétaires : MM. Serge Mathieu, René Tréguët, Francisque Collomb, Louis Minetti.

b) Membres : MM. François Abadie, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barbier, Jacques Bellanger, Georges Ber-

chet, Roland Bernard, André Bohl, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Boyer-Andrivet, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Robert Calmejané, Paul Caron, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Marcel Costes, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debave-laere, Rodolphe Désiré, Pierre Dumas, Jean Faure, Roland Grimaldi, Georges Gruillot, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, Pierre Jeambrun, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Guy de La Verpillière, Yves Le Cozannet, Bernard Legrand, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Lombard, Paul Malassagne, François Mathieu, Louis Mercier, Louis Moirard, Paul Moreau, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Robert Pagès, Albert Pen, Daniel Percheron, Jean Péyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Claude Prouvoyeur, Jean Puech, Henri de Raincourt, Michel Rigou, Jean-Jacques Robert, Jean Roger, Josselin de Rohan, Roger Roudier, André Rouvière, Jean Simonin, Michel Sor-del, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Emile Tricon, démissionnaire de son mandat de sénateur le 10 mai 1988 (JO Lois et décrets du 11 mai 1988) ; M. Maurice Faure, nommé ministre le 12 mai 1988 (cessation de mandat sénatorial le 12 juin 1988 à minuit) (JO Lois et décrets du 14 juin 1988) ; M. Jean-Michel Baylet, élu député le 5 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 17 juin 1988) (JO Lois et décrets du 18 juin 1988) ; M. Michel Giraud, élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 3 octobre 1988) (JO Lois et décrets du 5 octobre 1988) ; M. Pierre Merli, élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) (JO Lois et décrets du 25 juin 1988) ; M. Charles Pasqua, démissionnaire le 12 octobre 1988 (JO Lois et décrets du 13 octobre 1988).

Sont nommés membres de cette commission : M. André Boyer, le 28 juin 1988, en remplacement de M. Maurice Faure, nommé ministre (JO Lois et décrets du 29 juin 1988) ; M. Charles Pasqua, le 28 juin 1988, en remplacement de M. Emile Tricon, démissionnaire (JO Lois et décrets du 29 juin 1988) ; M. Louis Brives, le 29 juin 1988, en remplacement de M. Jean-Michel Baylet, élu député (JO Lois et décrets du 30 juin 1988) ; M. Yvon Collin, le 11 octobre 1988, en remplacement de M. Pierre Merli, élu député (JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) ; M. André Jarrot, le 12 octobre 1988, en remplacement de M. Charles Pasqua, démissionnaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1988) ; M. Paul Kauss, le 20 octobre 1988, en remplacement de M. Michel Giraud, élu député (JO Lois et décrets du 21 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) Bureau : Président : M. Jean Lecanuet ; Vice-présidents : MM. Yvon Bourges, Pierre Matraja, Michel d'Aillières, Emile Didier ; Secrétaires : MM. Jean Garcia, Jacques Genton, Michel Alloncle, Guy Cabanel.

b) Membres : MM. Paul Alduy, Jean-Pierre Bayle, Jean-Luc Bécart, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, André Boyer, Louis Brives, Michel Caldaguès, Jean Chamant, Jean-Paul Chambriard, Jacques Chatumont, Michel Chauty, Yvon Collin, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delellis, Claude Estier, Louis de la Forest, Gérard Gaud, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Mme Nicole de Haute-cloque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Paul Kauss, Christian de La Malène, Bastien Leccia, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Longueueu, Philippe Madrelle, Daniel Millaud, Claude Mont, Michel Moreigne, Jean Natali, Charles Ornano, Paul d'Ornano, Robert Pontillon, Roger Poudonson, Paul Robert, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Georges Benedetti, élu député le 13 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 24 juin 1988) (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988) ; M. André Méric, nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988) ; M. Louis Brives, démissionnaire le 29 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 30 juin 1988) ; M. Jean-Luc Mélenchon, démissionnaire le 29 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 30 juin 1988).

Sont nommés membres de cette commission : M. Gilbert Belin, le 11 octobre 1988, en remplacement de M. Georges Benedetti, élu député (*JO Lois et décrets* du 12 octobre 1988) ; M. Eugène Boyer, le 11 octobre 1988, en remplacement de M. André Méric, nommé ministre (*JO Lois et décrets* du 12 octobre 1988) ; M. Charles Ginesy, le 28 octobre 1988, en remplacement de M. Louis Brives, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 29 octobre 1988) ; M. Lucien Lanier, le 28 octobre 1988, en remplacement de M. Jean-Luc Mélenchon, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 29 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) *Bureau* : *Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : MM. Louis Souvet, Bernard Lemarié, Henri Collard, Charles Bonifay ; *Secrétaires* : MM. André Rabineau, Charles Descours, Hector Viron, José Balarello.

b) *Membres* : MM. Jean Amelin, Jean Barras, Jean-Paul Bataille, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Gilbert Belin, Guy Besse, Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Eugène Boyer, Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Marc Castex, Jean Cauchon, Jean Chérioux, François Delga, Franz Duboscq, Charles Ginesy, Claude Huriet, Roger Husson, Lucien Lanier, Louis Lazuech, Henri Le Breton, Roger Lise, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe, MM. Arthur Moulin, Guy Penne, Henri Portier, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Olivier Roux, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Paul Souffrin, Raymond Tarcy, Georges Treille, François Trucy, N...

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (40 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Robert Schwint, élu député le 13 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1988) ; M. Michel Durafour, démissionnaire de son mandat de sénateur le 12 juin 1988 (*JO Lois et décrets* du 14 juin 1988) ; M. Jacques Mossion, démissionnaire le 12 octobre 1988 (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1988).

Sont nommés membres de cette commission : M. Paul Lorient, le 29 juin 1988, en remplacement de M. Robert Schwint, élu député (*JO Lois et décrets* du 30 juin 1988) ; M. Ernest Cartigny, le 7 juillet 1988, en remplacement de M. Michel Durafour, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 8 juillet 1988) ; M. René Monory, le 12 octobre 1988, en remplacement de M. Jacques Mossion, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1988).

Bureau : M. Joseph Raybaud, élu vice-président le 12 juillet 1988, en remplacement de M. Michel Durafour, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) *Bureau* : *Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-président d'honneur* : M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-présidents* : Joseph Raybaud, Jean Cluzel, Jacques Descours Desacres, Tony Larue ; *Secrétaires* : MM. Emmanuel Hamel, Modeste Leguez, Louis Perrein, Robert Vizet ; *Rapporteur général* : M. Maurice Blin.

b) *Membres* : MM. René Ballayer, Stéphane Bonduel, Raymond Bourguine, Ernest Cartigny, Roger Chinaud, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Gérard Delfau, Jacques Delong, Marcel Fortier, André Fosset, Mme Paulette Fost, MM. Jean Francou, Henri Gœtschy, Georges Lombard, Paul Lorient, Roland du Luart, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Josy Moinet, René Monory, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, Bernard Pellarin, Jean-François Pintat, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Régnault, Henri Torre, André-Georges Voisin.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (42 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Jacques Grandon, démissionnaire de son mandat de sénateur le 1^{er} juillet 1988 (*JO Lois et décrets* du 3 juillet 1988) ; M. Michel Charasse, nommé ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (*JO Lois et décrets* du 30 juillet 1988).

Sont nommés membres de cette commission : M. André Daignac, le 11 février 1988, en remplacement de M. Guy Malé, décédé le 3 décembre 1987 (*JO Lois et décrets* du 12 février 1988) ; M. Claude Pradille, le 11 octobre 1988, en remplacement de M. Michel Charasse, nommé ministre (*JO Lois et décrets* du 12 octobre 1988) ; M. Jacques Mossion, le 12 octobre 1988, en remplacement de M. Jacques Grandon, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

a) *Bureau* : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. Félix Ciccolini, Charles de Cuttoli, Paul Girod, Louis Virapoullé ; *Secrétaires* : MM. Germain Authié, René-Georges Laurin, Charles Lederman, Pierre Salvi.

b) *Membres* : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Gilbert Baumet, Christian Bonnet, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Jean Clouet, Henri Collette, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Michel Darras, André Daignac, Marcel Debarge, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. François Giacobbi, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hœffel, Charles Jolibois, Bernard Laurent, Paul Masson, Jacques Mossion, Hubert Peyou, Claude Pradille, Albert Ramassamy, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon.

B. - COMMISSION DE CONTROLE

Commission de contrôle de l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées.

Nomination par le Sénat (21 décembre 1988) (p. 3077).

Membres : MM. Etienne Dailly, Jean Clouet, Maurice Blin, René Monory, Jean Cluzel, Lucien Neuwirth, Raymond Bourguine, Michel Caldaguès, José Balarello, Josy Moinet, Roger Chinaud, François Autain, Jacques Oudin, Hubert Haenel, Jean Arthuis, Jacques Larché, Xavier de Villepin, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Masseret, Paul Lorient, Charles Lederman.

C. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 7 juillet 1988 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Pierre Michel, Philippe Marchand, Gilbert Bonnemaïson, François Colcombet, Mme Nicole Catala, M. Francis Delattre.

Suppléants : MM. Robert Savy, Jean-Pierre Worms, Pierre Bourguignon, François Asensi, Alain Lamassoure, Jacques Toubon, Jean-Jacques Hyest.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Charles de Cuttoli, Louis Virapoullé, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Auguste Cazalet, Jean Clouet, Bernard Laurent, René-Georges Laurin, Jacques Thyraud, Félix Ciccolini, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du jeudi 7 juillet 1988, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : au Sénat : M. Marcel Rudloff ; à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel.

2. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 9 novembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 4 novembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Sueur, Bernard Derossier, Jean-Pierre Worms, Mmes Hélène Mignon, Roselyne Bachelot, M. Denis Jacquat.

Suppléants : Mme Denise Cacheux, M. Jean Le Garrec, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, M. François Rochebloine, Mme Muguette Jacquaint, MM. Jean-Yves Chamard, Hervé de Charette.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Pierre Louvot, Bernard Laurent, Bernard Pellarin, Mme Hélène Missoffe, MM. Charles Bonifay, Franck Sérusclat.

Suppléants : MM. Louis Boyer, Henri Collard, Jean Madelain, Guy Besse, Henri Belcour, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Marc Boeuf.

Dans sa séance du jeudi 10 novembre 1988, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Sueur ; *Vice-Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Michel Belorgey ; au Sénat : M. Pierre Louvot.

3. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 7 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du samedi 3 décembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Claude Bartolone, Robert Loïdi, Guy Malandain, Umberto Battist, Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Robert Le Foll, Alain Calmat, Mlle Elisabeth Hubert, MM. Jacques Blanc, Adrien Zeller, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Henri Collard, Jean Delaneau, Jean Madelain, Charles Bonifay, Franck Sérusclat.

Suppléants : MM. Louis Boyer, Charles Descours, Guy Besse, Franz Duboscq, André Rabineau, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du jeudi 8 décembre 1988, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-Président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : au Sénat : Mme Hélène Missoffe et M. Henri Collard ; à l'Assemblée nationale : M. Claude Bartolone.

4. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 9 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 8 décembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Jack Queyranne, Bernard Schreiner (Yvelines), Michel Français, Jean-Pierre Michel, Michel Péricard, André Santini.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Fourné, Jean-Pierre Bequet, Thierry Mandon, Louis de Broissia, Michel Pelchat, Jacques Barrot, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Charles Jolibois, André Diligent, Jean Delaneau, François Autain, Jacques Carat.

Suppléants : MM. Albert Vecten, Charles Pasqua, Jacques Habert, Pierre Laffitte, Dominique Pado, Jules Faigt, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Dans sa séance du mercredi 14 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Maurice Schumann ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Jack Queyranne ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

5. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1989.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 12 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 9 décembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart, Jean Le Garrec, Philippe Auberger, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. François Hollande, Yves Tavernier, Jean-Louis Dumont, Jean-Paul Planchou, Jean-Pierre Brard, Ladislav Poniatowski, Georges Tranchant.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Maurice Blin, Joseph Raybaud, André Fosset, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean-Pierre Masserret.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, René Ballayer, Roger Chinaud, Lucien Neuwirth, Roland du Luart, Paul Loridant, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 13 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Dominique Strauss-Kahn ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Maurice Blin.

6. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 14 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Raymond Douyère, François Colcombet, Jean Le Garrec, François Hollande, Arthur Dehaine, Michel Voisin.

Suppléants : MM. Jacques Roger-Machart, Alain Bonnet, Alain Rodet, Jean-Louis Dumont, Jean Tardito, Jean-Pierre Delalande, Gilbert Gantier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Louis Virapoullé, Jacques Larché, Jacques Oudin, René-Georges Laurin, Charles Jolibois, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Alphonse Arzel, Luc Dejoie, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Paul Loridant, Paul Masson, Jacques Thyraud.

Dans sa séance du jeudi 15 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Dominique Strauss-Kahn ; *Vice-président* : M. Charles Jolibois ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Douyère ; au Sénat : M. Jacques Larché.

7. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 15 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 14 décembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Pierre Michel, Jean-Pierre Worms, Michel Fromet, François Colcombet, Mme Nicole Catala, M. Francis Delattre.

Suppléants : MM. Gilbert Bonnemaïson, André Delattre, Marc Dolez, Jacques Brunhes, Gérard Longuet, Jacques Limouzy, Christian Kert.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Raymond Bouvier, Charles de Cuttoli, Pierre Salvi, Charles Jolibois, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : M. Auguste Cazalet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Girod, Daniel Hœffel, Albert Ramassamy, Roger Romani, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 15 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Jean-Pierre Michel ; *Vice-Président* : M. Jacques Larché ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Sapin ; au Sénat : M. Raymond Bouvier.

8. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1988.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 16 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Raymond Douyère, Alain Bonnet, Jean Le Garrec, Philippe Auberger, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. Jean-Paul Planchou, Jacques Roger-Machart, Alain Rodet, François Hollande, Jean Tardito, Ladislav Poniatowski, Jean-Pierre Delalande.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, André Fosset, Joseph Raybaud, René Ballayer, Roger Chinaud, Tony Larue, Jean-Pierre Masseret.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, René Monory, Jacques Descours Desacres, Lucien Neuwirth, Jean-François Pintat, Paul Loridant, Robert Vizet.

Dans sa séance du lundi 19 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-Président* : M. Dominique Strauss-Kahn ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. André Fosset.

9. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 19 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Aloyse Warhouver, Jean Giovannelli, François Colcombet, Jean-Paul Chanteguet, Michel Cointat, Léonce Deprez.

Suppléants : MM. Régis Barailla, Jean-Claude Blin, Michel Carlelet, Georges Colin, Germain Gengewin, Jean-Louis Goasduff, Pierre Esteve.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-François Poncet, Jean Arthuis, Alain Pluchet, Jacques Thyraud, Jacques Machet, Fernand Tardy, Roland Grimaldi.

Suppléants : MM. Jean Simonin, Marcel Daunay, Michel Sor-del, Marcel Bony, Raymond Soucaret, Philippe François, Louis Minetti.

Dans sa séance du lundi 19 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. François Colcombet ; *Vice-Président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Gouzes ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

10. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 21 décembre 1988 et par le Sénat dans sa séance du mardi 20 décembre 1988, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Claude Peyronnet, Pierre Tabanou, Jean-Pierre Michel, Philippe Marchand, Jean Fibéri, Pascal Clément.

Suppléants : MM. François Colcombet, Michel Fromet, Marc Dolez, Jacques Brunhes, Francis Delattre, Mme Nicole Catala, M. Jean-Jacques Hyst.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Daniel Hœffel, Paul Girod, Christian Bennet, Paul Masson, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Raymond Bouvier, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Graziani, Charles Jolibois, Roger Romani, Marcel Rudloff.

Dans sa séance du mercredi 21 décembre 1988, la commission mixte paritaire a désigné :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-Président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Peyronnet ; au Sénat : M. Daniel Hœffel.

VI. - DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes

(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1988.

Composition au 31 décembre 1988 :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, Guy Cabanel, Gérard Delfau, Jacques Golliet, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret, Josy Moinet, Xavier de Villepin.

Bureau : Président : M. Jacques Genton ; Vice-présidents : MM. André Jarrot, Pierre Matraja, Bernard Barbier, Joseph Raybaud ; Secrétaires : MM. Jean Garcia, Auguste Cazalet, Marcel Daunay, Robert Pontillon, Michel Miroudot.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants du Sénat) :

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Charles Bonifay, Henri Collard, Claude Huriet, Guy de la Verpillière, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Michel Moreigne, Guy Robert.

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants de l'Assemblée nationale) (nomination : JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) :

Membres : M. Henri Bayard, Mme Denise Cacheux, MM. Guy Chanfrault, André Clert, Bernard Debré, Jean-Marie Demange, Jean-Pierre Lapaire, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Jacques Masdeu-Arus, Gilbert Millet, Mmes Christiane Mora, Monique Papon, M. Francisque Perrut, Mme Ségolène Royal, M. Michel Terrot.

Nomination du bureau le 29 novembre 1988 (JO Lois et décrets du 30 novembre 1988) :

Président : Mme Denise Cacheux, député ; Vice-présidents : M. Charles Bonifay, sénateur ; M. Claude Huriet, sénateur ; Mme Christiane Mora, député ; Mme Ségolène Royal, député.

Rapporteurs : M. Henri Bayard, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; M. Jean-Pierre Lapaire, député, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception ; M. Guy Chanfrault, député, pour suivre l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1988 :

Nomination de M. Roland Grimaldi le 25 février 1988, en remplacement de M. Lucien Delmas, décédé (JO Lois et décrets du 26 février 1988) ; puis nommé vice-président de cette délégation le 13 octobre 1988 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

Membres : MM. Philippe François, Roger Husson, Robert Laucournet, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Jean-Pierre Masseret, Geoffroy de Montalembert, Georges Mouly, Bernard Pellarin.

Bureau : Président : M. Bernard Barbier ; Vice-présidents : MM. Jacques Braconnier, André Rabineau, Roland Grimaldi, Michel Rigou ; Secrétaire : Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition (membres nommés par le Sénat) au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modifications (membres nommés par le Sénat) intervenues au cours de l'année 1988 :

M. Jean-Marie Rausch devient ministre le 28 juin 1988 (cessation de mandat sénatorial le 28 juillet 1988 à minuit) (JO Lois et décrets du 30 juillet 1988) ; nominations, le 18 octobre 1988, de MM. Jacques Mossion, membre titulaire en remplacement de M. Jean-Marie Rausch, Pierre Laffitte, membre titulaire en remplacement de M. Josy Moinet, démissionnaire, et Josy Moinet, membre suppléant en remplacement de M. Georges Berchet, démissionnaire (JO Lois et décrets du 19 octobre 1988).

Composition du bureau jusqu'au 14 mai 1988 (dissolution de l'Assemblée nationale) : Président : M. Jean-Marie Rausch, sénateur ; Vice-président : M. Philippe Bassinet, député ; Secrétaires : MM. Didier Julia, député ; Josy Moinet, sénateur.

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants du Sénat) :

Membres titulaires : MM. Louis Boyer, Adrien Gouteyron, Bernard Hugo, Pierre Laffitte, Jacques Mossion, Louis Perrein, Robert Pontillon, Pierre Vallon.

Membres suppléants : MM. Richard Pouille, Marc Lauriol, Christian Masson, Josy Moinet, Jean Faure, René Régnauld, Paul Loridant, Michel Souplet.

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants de l'Assemblée nationale) (nomination : JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) :

Membres titulaires : MM. Claude Birraux, Michel Destot, Alain Devaquet, Raymond Forni, Robert Galley, Jean-Yves Le Déaut, Louis Mexandeau, Michel Pelchat.

Membres suppléants : M. Yves Fréville, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jacques Godfrain, Christian Bataille, Jean-Michel Couve, Emile Zuccarelli, Daniel Chevalier, Pierre-André Wiltzer.

Bureau (nommé le 27 octobre 1988) (JO Lois et décrets du 28 octobre 1988) :

Président : M. Jacques Moission, sénateur ; Vice-président : M. Jean-Yves Le Déaut, député ; Secrétaires : M. Raymond Forni, député ; M. Pierre Laffitte, sénateur.

VII. - MISSIONS D'INFORMATION

A. - Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement).

a) Commission des affaires culturelles

1 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission d'information effectuée en **Indonésie** du 20 au 30 septembre 1987 afin d'y étudier les **relations culturelles, scientifiques et techniques** entre la France et ce pays [n° 248 (87-88)] (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 - 18 mars 1988).

2 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission d'information effectuée du 14 au 27 septembre 1987 sur l'état de la **francophonie** et l'usage de la **langue française** à **Madagascar** et à **l'île Maurice** [n° 257 (87-88)] (2 avril 1988).

3 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission d'information effectuée par **MM. Paul Séramy, Jacques Pelletier, Roland Ruet, Jacques Bérard et Paul Loridant**, du 5 au 21 février 1988, chargée d'étudier dans les Territoires de **Polynésie française** et de **Nouvelle-Calédonie** et en **Australie**, la mise en place de **l'Université du Pacifique** ainsi que **l'enseignement** et la diffusion de la **langue française** [n° 355 (87-88)] (Rattaché par ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 12 septembre 1988).

4 - Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information qui serait chargée de réaliser une étude comparative des **systèmes d'enseignement scolaire** dans les principaux pays de la **Communauté économique européenne** : Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Italie, Espagne, Belgique et Danemark (5 décembre 1988) (p. 2242) - Octroi de l'autorisation demandée (14 décembre 1988) (p. 2699) - Participants : **Titulaires : MM. Adrien Gouteyron, président ; Paul Séramy, Michel Mirondot, Pierre Laffitte, Marcel Vidal, Mme Danielle Bidard-Reydet ; Suppléants : MM. Jacques Bérard, Albert Vecten, Jean Delaneau, Jules Faigt, Jacques Habert, Mme Hélène Luc.**

b) Commission des affaires économiques et du Plan

1 - Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Thaïlande**, en **Malaisie**, à **Singapour** et en **Indonésie**, qui serait chargée d'étudier les problèmes du **développement économique** de ces pays, ainsi que leurs **relations économiques, commerciales et financières** avec la France (30 novembre 1988) (p. 1994) - Octroi de l'autorisation demandée (14 décembre 1988) (p. 2699) - Participants : **MM. Jean François-Poncet, président ; Jacques Bellanger, Marcel Bony, Louis Moinard, Jean Huchon, Paul Malassagne, Richard Pouille, Jean Simonin.**

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée par **MM. Michel d'Aillières, Robert Pontillon, Edouard Le Jeune et Paul Robert**, du 29 février au 11 mars 1988, au **Pérou** et en **Bolivie** sur l'évolution de la situation en **Amérique andine** et les **relations bilatérales** avec la France [n° 26 (88-89)] (12 octobre 1988).

2 - Mission effectuée par **MM. Michel Alloncle, Max Lejeune, Roger Poudonson et Michel Caldaguès**, du 28 février au 12 mars 1988, en **Polynésie française** et en **Nouvelle-Calédonie** pour visiter le **centre d'expérimentation du Pacifique** et pour se tenir au courant des questions relatives aux **armées** et à la **gendarmerie** dans ces territoires.

3 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information afin de visiter les **forces françaises stationnées en Allemagne** (2 décembre 1988) (p. 2077) - Octroi de l'autorisation demandée (14 décembre 1988) (p. 2699).

d) Commission des affaires sociales

1 - Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Canada** afin d'y étudier la **protection sociale** et **l'organisation du système de santé** (28 juin 1988) (p. 267) - Octroi de l'autorisation demandée (29 juin 1988) (p. 281) - Mission effectuée du 16 au 24 juillet 1988 - Participants : **MM. Claude Huriet, Charles Descours, José Balarello, Marc Boeuf, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Henri Collard.**

e) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

1 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission d'information effectuée aux **Etats-Unis** du 16 au 26 juillet 1987, sur la situation de **l'aéronautique civile** de ce pays et les différents aspects du contentieux **Airbus** [n° 222 (87-88)] (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987 - 22 janvier 1988).

f) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée au **Brésil** et en **Argentine** du 6 au 18 septembre 1987 afin d'étudier les **institutions** de ces deux pays [n°287 (87-88)] (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 3 juin 1988).

2 - Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée par *MM. Germain Authié, François Giacobbi, Bernard Laurent et Paul Masson*, au **Japon**, en **République de Corée** et à **Hong-Kong** du 24 février au 10 mars 1988 afin d'étudier le **bicamérisme** et les **structures décentralisées** au **Japon**, les **institutions nouvelles** de la République de **Corée** et l'évolution du **statut de Hong-Kong** [n° 292 (87-88)] (23 juin 1988).

3 - Mission, autorisée le 18 décembre 1987, en **Espagne** et au **Portugal** afin d'étudier les problèmes juridiques posés à ces pays par l'entrée en vigueur de l'**Acte unique européen** - Mission annulée.

4 - Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Union soviétique** afin d'étudier les rapports nouveaux qui se nouent entre la Fédération et les Républiques socialistes (9 décembre 1988) (p. 2520) - Octroi de l'autorisation demandée (14 décembre 1988) (p. 2699).

B. - Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement).

1 - Rapport d'information fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les conséquences, pour l'économie française, de l'**achèvement du marché européen** en 1992 [n° 59 (88-89)] (26 octobre 1988) - Mission composée de : *MM. René Trégouët, président ; Michel Souplet, Roland Grimaldi, vice-présidents ; Louis Minetti, secrétaire ; Bernard Barbier et Jean François-Poncet, rapporteurs ; Jacques Bellanger, Jacques Bracconnier, Raymond Brun, Marcel Daunay, Jean Faure, Robert Laucournet, Maurice Lombard, Jacques Moutet, Richard Pouille.*

2 - Demande conjointe des présidents des quatre commissions des affaires culturelles, des affaires sociales, des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, aux termes de laquelle ces commissions demandent au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier la **situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif** et de proposer des mesures destinées à améliorer la qualité de la vie professionnelle en milieu hospitalier (9 décembre 1988) (p.2484) - Octroi de l'autorisation demandée (14 décembre 1988) (p.2699) - Participants : *MM. Claude Huriet, président ; François Autain, Jean-Pierre Tizon, Stéphane Bonduel, Mme Nelly Rody, vice-présidents ; Mme Marie-Claude Beaudeau, secrétaire ; M. Charles Descours, rapporteur ; MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Henri Belcour, Charles Bonifay, Louis Boyer, Jean Chérioux, Henri Collard, André Dagnac, Jean-Pierre Fourcade, Alain Gérard, Bernard Lemarié, François Lesein, Pierre Louvot, Jean Madelain, Hubert Martin, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Oudin, Raymond Poirier, Claude Pradille, René Régnault, Michel Rufin, Franck Sérusclat, Georges Treille.*

VIII. - HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1988 :

M. Jean Colin démissionne de son mandat sénatorial le 13 mai 1988 (*JO* Lois et décrets du 14 mai 1988).

Composition au 31 décembre 1988 :

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Pierre Brantus, Louis Brives, Félix Ciccolini, Charles de Cuttoli, Jacques Larché, *président* ; Charles Lederman, Jacques Machet, Kléber Malécot, Jacques Thyraud.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin, N...

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Au 31 décembre 1988, l'Assemblée nationale, entrée en fonctions le 23 juin 1988, n'avait pas procédé au renouvellement de ses membres.

IX. - COMMISSION SPECIALE CHARGÉE DE VERIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier 1987 et le 21 décembre 1988 (La nomination des membres de la commission spéciale a été retardée afin de permettre la modification des dispositions de l'article 103 du Règlement ; résolution adoptée le 9 décembre 1988).

Membres (nommés par le Sénat le 21 décembre 1988) (*JO* Lois et décrets du 22 décembre 1988) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Pierre Carous, Jean Cauchon, Gérard Delfau, Marcel Fortier, Jacques Genton, Pierre Jeambrun, Tony Larue, Marc Lauriol, Jean-François Pintat, Albert Voilquin.

Au 31 décembre 1988, la commission n'avait pas nommé son bureau.

X. - ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat au 1^{er} janvier 1988 : voir Table des matières 1987 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1988.

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants du Sénat) :

Membres titulaires : MM. Henri Collette, Pierre Croze, Pierre Jeambrau, Louis Jung, Pierre Matraja, Henri Portier.

Membres suppléants : MM. Michel Alloncle, André Bohl, Pierre Lacour, Robert Pontillon, Roland Ruet, Louis Souvet.

Composition au 31 décembre 1988 (Représentants de l'Assemblée nationale) (nomination : JO Lois et décrets du 12 octobre 1988) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Roland Beix, Jean-Marie Caro, Adrien Durand, François Fillon, Raymond Forni, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Mme Catherine Lalumière, MM. Jean Oehler, Jean Seitlinger.

Membres suppléants : MM. René André, Jean-Pierre Balligand, Alain Barrau, Claude Biraux, Paul Dhaille, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Emile Köchl, Pierre Lagorce, Charles Pistre, Jean Valleix, Jean-Pierre Worms.

M. Louis Jung est président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

XI. - ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

A. - Nominations ou désignations de sénateurs

M. le président du Sénat a renouvelé le 3 mai 1988 le mandat de Mme Hélène Missoffe au sein du **Comité national des retraités et personnes âgées** (décret n° 88-160 du 17 février 1988 modifiant le décret n° 82-697 du 4 août 1982).

Lors de sa séance du 29 juin 1988, le Sénat a désigné M. Marcel Vidal comme représentant au sein du **conseil d'orientation de l'Établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (art. 7 du décret n° 76-83 du 27 janvier 1976, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 88-542 du 4 mai 1988).

En application de l'article 4 du décret n° 84-712 du 17 juillet 1984, M. le président du Sénat a désigné, le 30 juin 1988, MM. Paul Malassagne et Albert Pen comme membres du **comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer**, en remplacement de M. Lucien Delmas, décédé, et de M. Pierre Lacour, démissionnaire.

Dans sa séance du 5 juillet 1988, le Sénat a renouvelé le mandat de M. André Rabineau comme membre du **conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre** (art. D. 434 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre).

Dans sa séance du 6 juillet 1988, le Sénat a désigné M. Guy Penne pour le représenter au sein du **Conseil supérieur de la coopération** en application du décret n° 76-356 du 20 avril 1976.

Dans sa séance du 6 juillet 1988, le Sénat a désigné M. Marc Boeuf pour le représenter au sein du conseil d'administration du **Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts** en application du décret n° 76-169 du 13 février 1976.

Dans sa séance du 6 juillet 1988, le Sénat désigné Mme Hélène Missoffe pour le représenter au sein du **Haut Conseil du secteur public** en application de l'article 53 de la loi n° 88-135 du 11 février 1982.

Dans sa séance du 11 octobre 1988, le Sénat a désigné M. Adrien Gouteyron en vue de représenter le Sénat au sein de la **Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)** (décret n° 79-368 du 7 mai 1979).

Au cours de sa séance du 10 novembre 1988, le Sénat a désigné M. Maurice Lombard comme membre du **comité de liaison pour le transport des personnes handicapées** (arrêté du 12 mars 1985 relatif au comité de liaison pour le transport des personnes handicapées).

Au cours de sa séance du 10 novembre 1988, le Sénat a désigné M. Pierre Jeambrun comme membre titulaire et M. Louis Virapoullé comme membre suppléant du premier collège du **Conseil supérieur de l'aviation marchande** (décret n° 85-907 du 9 août 1985 modifiant le code de l'aviation civile et relatif au Conseil supérieur de l'aviation marchande).

Au cours de sa séance du 10 novembre 1988, le Sénat a désigné MM. Jean Faure, Bernard-Charles Hugo, Franz Duboscq et Raymond Bouvier comme membres du **Conseil national de la montagne** (décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la montagne).

Dans sa séance du 16 novembre 1988, le Sénat a désigné M. Jacques Golliet en vue de représenter le Sénat au sein de la **Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)** (décret n° 79-368 du 7 mai 1979).

En application du décret n° 78-1136 du 6 décembre 1978, M. le président du Sénat a décidé de renouveler le mandat de M. Pierre Salvi comme membre titulaire de la **Commission d'accès aux documents administratifs (JO Lois et décrets du 18 novembre 1988)**.

Dans sa séance du 23 novembre 1988, le Sénat a renouvelé le mandat de M. Charles Jolibois au sein de la **Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice** (article 4 de la loi n° 85-699 du 11 juillet 1985).

Dans la séance du 19 décembre 1988, le Sénat a désigné M. Henri Gœtschy pour le représenter au sein de la **Commission centrale de classement des débits de tabac** pour l'année 1989 (décret du 28 novembre 1873 modifié).

B. - Liste récapitulative des organismes extraparlementaires au 31 décembre 1988 (classés par domaine de compétence)

Agriculture

Comité consultatif du Fonds national des abattoirs : MM. Alain Pluchet, *titulaire* ; René Régnauld, *suppléant*.

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers : MM. Raymond Brun, *titulaire* ; Charles-Edmond Lenglet, *suppléant*.

Comité consultatif des courses : M. Paul Malassagne, *titulaire*.

Conseil national de la montagne : MM. Jean Faure, Bernard Hugo, Franz Duboscq, Raymond Bouvier, *titulaires*.

Conseil supérieur de l'aménagement rural : pas de demande de désignation.

Comité national des vins de France : pas de demande de désignation.

Départements et territoires d'outre-mer

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) : MM. Henri Gœtschy, Josy Moinet, *titulaires* ; Daniel Millaud, André-Georges Voisin, *suppléants*.

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : MM. Henri Gœtschy, Paul Malassagne, Albert Pen, *titulaires*.

Economie et finances

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales : MM. Louis Mercier, Joseph Raybaud, *titulaires*.

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques : M. Josy Moinet, *titulaire*.

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations : M. Maurice Blin, *titulaire*.

Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération : M. André-Georges Voisin, *titulaire*.

Comité des prix de revient des fabrications d'armement : M. Jean Francou, *titulaire*.

Comité des finances locales : MM. Jacques Descours Desacrés, Christian Bonnet, *titulaires* ; Maurice Blin, Raymond Bouvier, *suppléants*.

Fonds forestier national : M. Geoffroy de Montalembert, *titulaire*.

Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale : M. Richard Pouille, *titulaire*.

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics : MM. Marcel Fortier, Maurice Blin, *titulaires* ; Jacques Oudin, *suppléant*.

Conseil national du crédit : MM. Maurice Blin, Jean-Pierre Masseret, *titulaires*.

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie : M. Robert Vizet, *titulaire*.

Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation : Président de la commission des finances ; Rapporteur général de la commission des finances ; *titulaires*.

Education, culture et communication

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche : MM. Adrien Gouteyron, Gérard Delfau, *titulaires* ; Jacques Habert, Pierre Croze, *suppléants*.

Conseil d'orientation de l'établissement public du centre national d'art et de culture Georges Pompidou : MM. Raymond Bourguine, Michel Miroudot, Marcel Vidal, *titulaires*.

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence : MM. Jacques Carat, Hubert Martin, *titulaires* ; Ivan Renar, Jean Delaneau, *suppléants*.

Conseil national de la cinématographie : MM. Maurice Schumann, Jean Delaneau, *titulaires* ; Jean Cluzel, Hubert Martin, *suppléants*.

Conseil d'administration de la société nationale Radio-France : M. Jacques Carat, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société Antenne 2 (A2) : M. André Fosset, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société France-Régions 3 (FR3) : M. Michel Miroudot, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer : M. Daniel Millaud, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société Radio-France internationale : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire*.

Institut national de l'audiovisuel (INA) : M. Marc Lauriol, *titulaire*.

Société Télédiffusion de France : M. Adrien Gouteyron, *titulaire*.

Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du Fonds culturel créé par l'arrêté du 27 mars 1957 : M. Paul d'Ornano, *titulaire*.

Energie

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie : M. Marcel Lucotte, *titulaire*.

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires : M. André Jarrot, *titulaire*.

Commission consultative pour la production de carburants de substitution : MM. Rémi Herment, Philippe François, *titulaires*.

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz : MM. Jean-François Pintat, Jean Chamant, *titulaires*.

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie : pas de demande de désignation.

Conseil supérieur du pétrole : pas de demande de désignation.

Environnement

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : MM. Philippe de Bourgoing, Alphonse Arzel, *titulaires* ; Marcel Vidal, Félix Ciccolini, *suppléants*.

Commission supérieure des sites : M. Paul Séramy, *titulaire*.

Conseil national du bruit : M. Charles Descours, *titulaire*.

Jeunesse et sports, vie associative

Comité de l'éthique du loto sportif : MM. Jean Francou, *titulaire* ; Roland Ruet, *suppléant*.

Conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative : M. Pierre Vallon, *titulaire*.

Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature : Président de la commission des affaires culturelles, *titulaire*.

Commission nationale du sport de haut niveau : Rapporteur spécial de la commission des finances ; Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, *titulaires*.

Justice, intérieur, législation

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire : MM. Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Georges Lombard, *titulaires*.

Conseil supérieur de l'adoption : M. Michel Rufin, *titulaire*.

Commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires : MM. Jean-Pierre Tizon, Michel Rufin, *titulaires*.

Commission nationale de l'informatique et des libertés : MM. Jacques Thyraud, Pierre Vallon, *titulaires*.

Commission d'accès aux documents administratifs : MM. Pierre Salvi, *titulaire* ; Charles Jolibois, *suppléant*.

Haut conseil du secteur public : MM. Paul Caron, Maurice Blin, Pierre Brantus, Mme Héléne Missoffe, *titulaires*.

Conseil national des services publics départementaux et communaux : MM. René-Georges Laurin, Pierre Schiélé, Paul Girod, Germain Authié, *titulaires*.

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux : M. Joseph Raybaud, *titulaire*.

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice : M. Charles Jolibois, *titulaire*.

Commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu : pas de demande de désignation.

Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République : Président de la commission des lois, *titulaire*.

Relations extérieures, défense, coopération

Commission consultative des droits de l'homme : M. Pierre-Christian Taittinger, *titulaire*.

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : MM. Jacques Golliet, Adrien Gouteyron, *titulaires*.

Conseil supérieur de la coopération : MM. Guy Penne, Michel Sordel, *titulaires*.

Conseil permanent du service militaire : pas de demande de désignation.

Transports, équipement, commerce et artisanat, industrie

Etablissement public Autoroutes de France : M. Lucien Neuwirth, *titulaire*.

Commission supérieure du Crédit maritime mutuel : MM. René Régnauld, Yves Le Cozannet, Josselin de Rohan, *titulaires*.

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées : M. Maurice Lombard, *titulaire*.

Conseil supérieur de l'aviation marchande : MM. Pierre Jeambrun, *titulaire* ; Louis Virapoullé, *suppléant*.

Conseil national des transports : MM. Georges Berchet, Maurice Lombard, *titulaires* ; Yves Le Cozannet, Bernard Hugo, *suppléants*.

Commission nationale d'urbanisme commercial : MM. Pierre Jeambrun, Serge Mathieu, Pierre Lacour, Alain Pluchet, *titulaires* ; Richard Pouille, Bernard Barbier, Jean Faure, Bernard Hugo, *suppléants*.

Conseil national de l'habitat : MM. Auguste Chupin, *titulaire* ; Bernard Barbier, *suppléant*.

Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie : MM. Paul Masson, *titulaire* ; N., *suppléant*.

Conseil national de l'information statistique : MM. Raymond Brun, *titulaire* ; Georges Berchet, *suppléant*.

Conseil national du tourisme : MM. Pierre Vallon, *titulaire* ; Paul Malassagne, *suppléant*.

Travail, santé, sécurité sociale

Commission supérieure des allocations familiales : M. Claude Huriet, *titulaire*.

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre : M. André Rabineau, *titulaire*.

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine : MM. Yves Le Cozannet, Charles Bonifay, *titulaires*.

Conseil supérieur de la Mutualité : M. Charles Bonifay, *titulaire*.

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles : MM. Pierre Louvot, Roland du Luart, *titulaires* ; Marc Boeuf, Jacques Machet, *suppléants*.

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé : M. Michel Miroudot, *titulaire*.

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts : M. Marc Boeuf, *titulaire*.

Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice : Mme Marie-Claude Beauveau, *titulaire*.

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail : M. Hector Viron, *titulaire*.

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés : MM. Bernard Lemarié, Franck Sérusclat, *titulaires*.

Etablissement public d'hospitalisation à Fresnes : MM. Louis Boyer, *titulaire* ; Charles Bonifay, *suppléant*.

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer) : M. Louis Virapoullé, *titulaire*.

Comité national des retraités et des personnes âgées : Mme Hélène Missoffe, *titulaire*.

Commission des comptes de la sécurité sociale : MM. Louis Boyer, Charles Descours, Marcel Fortier, Jacques Oudin, *titulaires*.

Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire*.

Commission sociale centrale pour les rapatriés : pas de demande de désignation.

Commission nationale de l'équipement sanitaire : Président de la commission des affaires sociales, *titulaire* ; N., *suppléant*.

Divers

Commission centrale de classement des débits de tabac : M. Henri Gœtschy, *titulaire*.

*
* *

Organismes supprimés ou ne comportant plus de représentation parlementaire

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : la représentation parlementaire a été supprimée par l'article premier de la loi n° 86-1321 du 30 décembre 1986 relative à l'organisation économique en agriculture (*JO Lois et décrets* du 31 décembre 1986).

Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture : supprimée par l'article premier du décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines (*JO Lois et décrets* du 16 mars 1986, p. 4278).

Comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie : supprimée par l'article premier du décret n° 86-431 du 13 mars 1986 portant suppression du comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie (*JO Lois et décrets* du 15 mars 1986, p. 4125).

Commission supérieure des caisses d'épargne : supprimée par le décret n° 88-47 du 15 janvier 1988 modifiant l'article 22 du code des caisses d'épargne (*JO Lois et décrets* du 17 janvier 1988, p. 815).

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole : supprimée par l'article 16-X de la loi n° 88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole (*JO Lois et décrets* du 19 janvier 1988).

Conseil national de prévention de la délinquance : supprimé par l'article 17 du décret n° 88-1015 du 28 octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (*JO Lois et décrets* des 2 et 3 novembre 1988, p. 13798).

Conseil supérieur du service social : supprimé.

Comité d'honneur pour la célébration, en 1987, du 70^e anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique aux côtés de la France en 1917 : supprimé.

XII. - GOUVERNEMENT

A. - Gouvernement Jacques Chirac

(Nommé les 20, 25 mars, 19 août 1986, 20 janvier et 28 septembre 1987).
(*JO des 21, 26 mars, 20 août, 9 décembre 1986, 21 janvier, 26 juin et 29 septembre 1987*).

1 - Composition au 1^{er} janvier 1988 :

Premier ministre	Jacques Chirac
Ministre d'État, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard Balladur
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin Chalandon
Ministre de la défense	André Giraud
Ministre de la culture et de la communication	François Léotard
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard Raimond
Ministre de l'intérieur	Charles Pasqua
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre Méhaignerie
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard Pons
Ministre de l'éducation nationale	René Monory
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe Séguin
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain Madelin
Ministre de l'agriculture	François Guillaume
Ministre de la coopération	Michel Aurillac
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André Rossinot
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de Charette
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative	Camille Cabana

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain Juppé
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur	Michel Noir
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services	Georges Chavanès
Ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication	André Santini
Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Bernard Bosson
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité	Robert Pandraud
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales	Yves Galland
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports	Jacques Douffiagues
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement	Alain Carignon
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur	Jacques Valade
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille	Michèle Barzach
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.	Gérard Longuet
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie	Lucette Michaux-Chevry
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme	Claude Malhuret
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports	Christian Bergelin
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence	Jean Arthuis
Secrétaire d'État auprès du ministre de la défense	Jacques Boyon
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères	Didier Bariani
Secrétaire d'État auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud	Gaston Flosse
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement	Michèle Alliot-Marie
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle	Nicolé Catala
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale	Adrien Zeller
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme	Jean-Jacques Descamps
Secrétaire d'État aux anciens combattants	Georges Fontes
Secrétaire d'État à la mer	Ambroise Guélléc

2 - Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier 1988 et le 9 mai 1988.

3 - Décret du 10 mai 1988 (JO Lois et décrets du 11 mai 1988, p. 7013).

Il est mis fin sur la présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de M. Jacques Chirac, Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

4 - Attributions des ministres et secrétaires d'État.

Voir Table des matières 1987, « Renseignements divers ».

B. - Premier Gouvernement Michel Rocard

- Décret du 10 mai 1988 portant nomination du Premier ministre (JO Lois et décrets du 11 mai 1988) (p. 7013).

- Décret du 12 mai 1988 portant nomination des membres du Gouvernement (JO Lois et décrets du 13 mai 1988) (p. 7069).

- Décret du 13 mai 1988 relatif à la composition du Gouvernement (JO Lois et décrets du 14 mai 1988) (p. 7101).

1 - Composition au 13 mai 1988 :

Premier ministre	Michel Rocard
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports	Lionel Jospin
Ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy

Ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement	Maurice Faure
Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Garde des sceaux, ministre de la justice	Pierre Arpaillange
Ministre de la défense	Jean-Pierre Chevènement
Ministre de l'intérieur	Pierre Joxe
Ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire	Roger Fauroux
Ministre des affaires européennes	Édith Cresson
Ministre des transports	Louis Mermaz
Ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel Durafour
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Michel Delebarre
Ministre de la coopération et du développement	Jacques Pelletier
Ministre de la culture et de la communication	Jack Lang
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Henri Nallet
Ministre des postes et télécommunications et de l'espace	Paul Quilès
Ministre de la mer	Louis Le Pensec
Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Olivier Stirn
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, chargé de la recherche	Hubert Curien
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Edwige Avice
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions	Jacques Chèreque
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce, de l'artisanat et du tourisme	François Duboin
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés	Georgina Dufoix
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la protection sociale	Claude Évin
Ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication	Catherine Tascia
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Jacques Mellick
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan	Lionel Stoléru
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement	Brice Lalonde
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Tony Dreyfus
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, chargé de l'enseignement technique	Robert Chapuis
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, chargé des sports	Roger Bambuck
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Véronique Neiertz
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, chargé du logement	Philippe Essig
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, chargé des grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales et de la francophonie	Thierry de Beaucé
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales	Jean-Michel Boucheron
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé des voies navigables et des transports routiers	Georges Sarre
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la formation professionnelle	André Laignel
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de l'insertion sociale	Bernard Kouchiner
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé des personnes âgées et des handicapés	Catherine Trautmann

2 - Aucune modification n'est intervenue entre le 13 mai et le 22 juin 1988.

3 - Décret du 22 juin 1988 (JO Lois et décrets du 23 juin 1988) (p. 8278).

Il est mis fin sur présentation de la démission du Gouvernement aux fonctions de M. Michel Rocard, Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

4 - Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 22 juin 1988.

M. Pierre Bérégovoy :

- Décret n° 88-722 du 27 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget** (JO Lois et décrets du 28 mai 1988, p. 7413).

M. Lionel Jospin :

- Décret n° 88-726 du 28 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports** (JO Lois et décrets du 31 mai 1988, p. 7493).

M. Tony Dreyfus :

- Décret n° 88-727 du 31 mai 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre** (JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1988, p. 7527).

M. Louis Mermaz :

- Décret n° 88-728 du 30 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre des transports** (JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1988, p. 7531).

M. Jack Lang :

- Décret n° 88-729 du 30 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre de la culture et de la communication** (JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1988, p. 7533).

M. Louis Le Pensec :

- Décret n° 88-730 du 30 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre de la mer** (JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1988, p. 7536).

M. Lionel Stoléru :

- Décret n° 88-731 du 31 mai 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan** (JO Lois et décrets du 2 juin 1988, p. 7566).

M. Olivier Stirn :

- Décret n° 88-732 du 31 mai 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du Premier ministre, **chargé des départements et territoires d'outre-mer** (JO Lois et décrets du 2 juin 1988, p. 7567).

M. Roger Bambuck :

- Décret n° 88-733 du 31 mai 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale, de la recherche et des sports, **chargé des sports** (JO Lois et décrets du 2 juin 1988, p. 7567).

M. Thierry de Beaucé :

- Décret n° 88-734 du 31 mai 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, **chargé des relations culturelles internationales et de la francophonie** (JO Lois et décrets du 2 juin 1988, p. 7571).

Mme Catherine Tasca :

- Décret n° 88-735 du 1^{er} juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de la culture et de la communication, **chargé de la communication** (JO Lois et décrets du 2 juin 1988, p. 7572).

M. Brice Lalonde :

- Décret n° 88-736 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre, **chargé de l'environnement** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7646).

Mme Véronique Neiertz :

- Décret n° 88-737 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, **chargé de la consommation** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7647).

M. Maurice Faure :

- Décret n° 88-738 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7649).

M. Jean-Michel Boucheron :

- Décret n° 88-739 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre de l'intérieur, **chargé des collectivités territoriales** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7650).

M. Michel Durafour :

- Décret n° 88-740 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre de la fonction publique et des réformes administratives** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7655).

M. Paul Quilès :

- Décret n° 88-741 du 3 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre des postes et télécommunications et de l'espace** (JO Lois et décrets du 4 juin 1988, p. 7659).

M. Robert Chapuis :

- Décret n° 88-742 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, **chargé de l'enseignement technique** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7758).

M. Hubert Curien :

- Décret n° 88-743 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, **chargé de la recherche** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7759).

M. Philippe Essig :

- Décret n° 88-744 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, de l'équipement et du logement, **chargé du logement** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7761).

M. Emile Biasini :

- Décret n° 88-745 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, **chargé des grands travaux** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7761).

M. Jacques Chérèque :

- Décret n° 88-746 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, **chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7764).

M. François Doubin :

- Décret n° 88-747 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, **chargé du commerce, de l'artisanat et du tourisme** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7765).

Mme Catherine Trautmann :

- Décret n° 88-748 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé des personnes âgées et des handicapés** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7770).

M. Bernard Kouchner :

- Décret n° 88-749 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de l'insertion sociale** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7770).

Mme Georgina Dufoux :

- Décret n° 88-750 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7771).

M. Claude Évin :

- Décret n° 88-751 du 7 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de la santé et de la protection sociale** (JO Lois et décrets du 8 juin 1988, p. 7772).

M. Jacques Pelletier :

- Décret n° 88-753 du 9 juin 1988 relatif aux attributions du **ministre de la coopération et du développement** (JO Lois et décrets du 10 juin 1988, p. 7848).

M. André Laignel :

- Décret n° 88-755 du 10 juin 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, **chargé de la formation professionnelle** (JO Lois et décrets du 11 juin 1988, p. 7904).

C. - Deuxième Gouvernement Michel Rocard

- Décret du 23 juin 1988 portant nomination du Premier ministre (JO Lois et décrets du 24 juin 1988) (p. 8319)
- Décret du 28 juin 1988 portant nomination des membres du Gouvernement (JO Lois et décrets du 29 juin 1988) (p. 8528)

1 - Composition au 28 juin 1988 :

Premier ministre	Michel Rocard
Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ..	Lionel Jospin
Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement	Maurice Faure
Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Garde des sceaux, ministre de la justice	Pierre Arpaillange
Ministre de la défense	Jean-Pierre Chevènement
Ministre de l'intérieur	Pierre Joxe
Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire	Roger Fauroux
Ministre des affaires européennes	Édith Cresson
Ministre des transports et de la mer	Michel Delebarre
Ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel Durafour
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Jean-Pierre Soisson
Ministre de la coopération et du développement	Jacques Pelletier

Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire	Jack Lang
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Louis Le Pensec
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Henri Nallet
Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace	Paul Quilès
Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement	Claude Évin
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre du commerce extérieur	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Michel Charasse
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie	Alain Decaux
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Edwige Avice
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions	Jacques Chérèque
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat	François Doubin
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme	Olivier Stirn
Ministre délégué auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer	Jacques Mellick
Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication	Catherine Tasca
Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la santé	Léon Schwartzberg
Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées	Théo Braun
Secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes	Michèle André
Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre	André Méric
Secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs	Gérard Renon
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan	Lionel Stoléru
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement	Brice Lalonde
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Tony Dreyfus
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire	Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique	Robert Chapuis
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports	Roger Bambuck
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Véronique Neiertz
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales	Thierry de Beaucé
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux	Georges Sarre
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle	André Laignel
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé des grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille	Hélène Dorlhac
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie	Michel Gillibert

2 - Modifications intervenues entre le 28 juin 1988 et le 31 décembre 1988.

- Décret du 8 juillet 1988 (JO Lois et décrets du 9 juillet 1988, p. 8990)

Il est mis fin sur sa demande aux fonctions de M. Léon Schwartzberg, ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la santé.

3 – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 31 décembre 1988.

Mme Véronique Neiertz :

- Décret n° 88-800 du 8 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, **chargé de la consommation** (JO Lois et décrets du 10 juillet 1988, p. 9021).

M. Tony Dreyfus :

- Décret n° 88-801 du 8 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du **Premier ministre** (JO Lois et décrets du 12 juillet 1988, p. 9070).

M. Michel Charasse :

- Décret n° 88-805 du 12 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, **chargé du budget** (JO Lois et décrets du 13 juillet 1988, p. 9111).

M. Jean-Michel Baylet :

- Décret n° 88-812 du 12 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre de l'intérieur, **chargé des collectivités territoriales** (JO Lois et décrets du 14 juillet 1988, p. 9162).

M. Lionel Jospin :

- Décret n° 88-821 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9382).

M. Jean-Pierre Soisson :

- Décret n° 88-822 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9390).

M. Jack Lang :

- Décret n° 88-823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9392).

M. Claude Évin :

- Décret n° 88-824 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9403).

M. Jean-Marie Rausch :

- Décret n° 88-825 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre du commerce extérieur** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9403).

Mme Michèle André :

- Décret n° 88-826 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9404).

M. André Méric :

- Décret n° 88-827 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre** (JO Lois et décrets du 20 juillet 1988, p. 9405).

M. Robert Chapuis :

- Décret n° 88-831 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, **chargé de l'enseignement technique** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9478).

M. Maurice Faure :

- Décret n° 88-832 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9480).

M. Roger Fauroux :

- Décret n° 88-833 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9483).

M. Michel Delebarre :

- Décret n° 88-834 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre des transports et de la mer** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9486).

Mme Catherine Tasca :

- Décret n° 88-835 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, **chargé de la communication** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9487).

M. Louis Le Pensec :

- Décret n° 88-836 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre des départements et territoires d'outre-mer** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9487).

M. Paul Quilès :

- Décret n° 88-837 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre des postes, des télécommunications et de l'espace** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9489).

M. Hubert Curien :

- Décret n° 88-838 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre de la recherche et de la technologie** (JO Lois et décrets du 22 juillet 1988, p. 9489).

- M. Gérard Renon :
- *Décret n° 88-839 du 20 juillet 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs** (*JO Lois et décrets* du 22 juillet 1988, p. 9491).
- M. Roger Bambuck :
- *Décret n° 88-840 du 21 juillet 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, **chargé de la jeunesse et des sports** (*JO Lois et décrets* du 23 juillet 1988, p. 9518).
- M. Jacques Chérèque :
- *Décret n° 88-842 du 22 juillet 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, **chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions** (*JO Lois et décrets* du 23 juillet 1988, p. 9522).
- M. André Laignel :
- *Décret n° 88-843 du 22 juillet 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, **chargé de la formation professionnelle** (*JO Lois et décrets* du 23 juillet 1988, p. 9527).
- M. François Doubin :
- *Décret n° 88-844 du 22 juillet 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, **chargé du commerce et de l'artisanat** (*JO Lois et décrets* du 26 juillet 1988, p. 9590).
- M. Olivier Stirn :
- *Décret n° 88-845 du 22 juillet 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, **chargé du tourisme** (*JO Lois et décrets* du 26 juillet 1988, p. 9592).
- M. Jacques Mellick :
- *Décret n° 88-851 du 28 juillet 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des transports et de la mer, **chargé de la mer** (*JO Lois et décrets* du 31 juillet 1988, p. 9847).
- M. Brice Lalonde :
- *Décret n° 88-856 du 8 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre, **chargé de l'environnement** (*JO Lois et décrets* du 9 août 1988, p. 10127).
- M. Emile Biasini :
- *Décret n° 88-859 du 8 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, **chargé des grands travaux** (*JO Lois et décrets* du 9 août 1988, p. 10135).
- M. Georges Sarre :
- *Décret n° 88-865 du 11 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre des transports et de la mer, **chargé des transports routiers et fluviaux** (*JO Lois et décrets* du 12 août 1988, p. 10285).
- Mme Hélène Dorlhac :
- *Décret n° 88-867 du 11 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, **chargé de la famille** (*JO Lois et décrets* du 12 août 1988, p. 10287).
- M. Michel Gillibert :
- *Décret n° 88-868 du 11 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, **chargé des handicapés et des accidentés de la vie** (*JO Lois et décrets* du 12 août 1988, p. 10288).
- M. Théo Braun :
- *Décret n° 88-869 du 11 août 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, **chargé des personnes âgées** (*JO Lois et décrets* du 12 août 1988, p. 10288).
- M. Lionel Stoléru :
- *Décret n° 88-883 du 22 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre, **chargé du Plan** (*JO Lois et décrets* du 23 août 1988, p. 10694).
- M. Thierry de Beaucé :
- *Décret n° 88-885 du 22 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat** auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, **chargé des relations culturelles internationales** (*JO Lois et décrets* du 23 août 1988, p. 10700).
- M. Alain Decaux :
- *Décret n° 88-886 du 22 août 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, **chargé de la francophonie** (*JO Lois et décrets* du 23 août 1988, p. 10701).
- Mme Edwige Avice :
- *Décret n° 88-887 du 22 août 1988* relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 23 août 1988, p. 10701).
- M. Bernard Kouchner :
- *Décret n° 88-888 du 23 août 1988* relatif aux attributions du **secrétaire d'Etat**, auprès du Premier ministre, **chargé de l'action humanitaire** (*JO Lois et décrets* du 24 août 1988, p. 10742).

XIII. – A – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1988
(avec indication de la rubrique de classement dans la table des matières et de la date de première inscription à l'ordre du jour)*

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988
(2 février - 25 février 1988)

11 février 1988. – Projet de loi organique relatif à la transparence financière de la vie politique. – **Elections.**
– Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique. – **Elections.**

Seconde session ordinaire de 1987 - 1988
(2 avril - 30 juin 1988)

29 juin 1988. – Projet de loi portant amnistie. – **Grâce et amnistie.**

Session de droit en application de l'article 12 de la Constitution
(1^{er} juillet - 7 juillet 1988)

5 juillet 1988. – Projet de loi relatif au prélèvement sur certains revenus au profit de la sécurité sociale et à l'augmentation de la retenue pour pension des fonctionnaires. – **Sécurité sociale.**

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et prorogeant les exonérations de cotisations de sécurité sociale liées aux contrats de qualification. – **Formation professionnelle.**

6 juillet 1988. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant de la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 4 octobre 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la double imposition en matière de transport maritime et aérien. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à un accord portant création de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à l'administration de la Nouvelle-Calédonie. – **Nouvelle-Calédonie.**

– Proposition de loi relative à l'élection des conseillers généraux et dérogeant aux dispositions de l'article L. 221 du code électoral. – **Elections.**

Première session ordinaire de 1988 - 1989
(3 octobre - 21 décembre 1988)

4 octobre 1988. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 8 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires modifiée par la loi n° 68-1045 du 29 novembre 1968. – **Navires.**

11 octobre 1988. – Projet de loi relatif à la protection sociale et portant dispositions diverses relatives à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Sécurité sociale.**

– Projet de loi relatif aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. – **Apprentissage.**

12 octobre 1988. – Proposition de loi relative aux essais chez l'homme d'une substance à visée thérapeutique ou diagnostique. – **Santé.**

18 octobre 1988. – Projet de loi portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. – **Bâtiment et travaux publics.**

– Projet de loi modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes. – **Transports maritimes.**

20 octobre 1988. – Projet de loi instituant l'aide judiciaire devant les cours administratives d'appel et modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions et désignations d'office. – **Justice.**

27 octobre 1988. – Proposition de loi relative à la prorogation du mandat des membres des comités économiques et sociaux régionaux. – **Régions.**

2 novembre 1988. – Projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion. – **Politique économique et sociale.**

8 novembre 1988. – Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

15 novembre 1988. – Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. – **Politique économique et sociale.**

17 novembre 1988. – Projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social. – **Agriculture.**

19 novembre 1988. – Projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et aux fonds communs de créances. – **Marchés financiers.**

21 novembre 1988. – Projet de loi de finances pour 1989. – **Lois de finances.**

9 décembre 1988. – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 103 du Règlement du Sénat. – **Parlement.**

12 décembre 1988. – Projet de loi autorisant l'approbation du protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. – **Traités et conventions.**

* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table des matières 1988.

– Projet de loi complétant la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. – **Environnement.**

13 décembre 1988. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant d'une convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, fait à Paris le 16 juin 1988. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles. – **Urbanisme.**

14 décembre 1988. – Projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux. – **Communes.**

15 décembre 1988. – Projet de loi de finances rectificative pour 1988. – **Lois de finances rectificatives.**

19 décembre 1988. – Projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'État, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet. – **Fonction publique territoriale.**

20 décembre 1988. – Projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles au traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 158 concernant la cessation de la relation de travail à l'initiative de l'employeur. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une décision du Conseil des communautés européennes relative au système des ressources propres des communautés. – **Communautés européennes.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes entre les représentants des gouvernements des États membres relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1988. – **Communautés européennes.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux. – **Traités et conventions.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières sur le capital de la Société générale. – **Banques et établissements financiers.**

– Projet de loi portant approbation de la convention fiscale entre l'État et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Impôts et taxes.**

B. – Textes déposés, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table et de la date de dépôt)*.

Première session extraordinaire de 1987-1988

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987).

6 janvier 1988. – Proposition de la loi relative au financement des organismes agréés pour le contrôle qualitatif des vins d'appellation d'origine et au financement de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie. – **Boissons et alcools.**

15 janvier 1988. – Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « Victimes de la déportation du travail ». – **Déportés et internés.**

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988

(2 février 1988 - 25 février 1988)

2 février 1988. – Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats – **Maires.**

– Proposition de loi relative à la lutte contre la fraude électorale – **Elections.**

16 février 1988. – Proposition de la loi tendant à moduler les cotisations d'assurance vieillesse en fonction des charges familiales. – **Assurance vieillesse.**

25 février 1988. – Proposition de loi relative à la défense des droits d'usage au bois. – **Bois.**

– Proposition de loi relative à la filiation des enfants nés par procréation médicalement assistée. – **Médecine.**

– Proposition de loi relative au recueil, à la conservation et à l'utilisation des gamètes humains. – **Médecine.**

– Proposition de loi visant à donner le nom d'Alain-Savary à un bâtiment de la marine nationale. – **Marine nationale.**

(Dépôts rattachés pour ordre un procès-verbal de la séance du 25 février 1988)

1^{er} mars 1988. – Proposition de loi visant à augmenter le nombre de conseillers municipaux dans les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 300 et 500. – **Elections.**

3 mars 1988. – Proposition de loi portant création d'une société nationale des télécommunications. – **Télécommunications.**

16 mars 1988. – Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement.**

– Proposition de loi relative à la diffusion de l'enregistrement des procès relatifs aux crimes contre l'humanité. – **Justice.**

– Proposition de la loi tendant à donner vocation à la qualité de combattant aux militaires ayant participé à certaines opérations menées par la France sur les théâtres d'opérations extérieures. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 374 du Code civil relatif à l'exercice de l'autorité parentale en ce qui concerne les enfants naturels. – **Famille.**

– Proposition de loi tendant à réprimer les discriminations à l'encontre des handicapés. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à instaurer une incitation fiscale en faveur des économies d'énergie. – **Impôts et taxes.**

* Pour plus de précisions sur ces dépôts, se reporter à la rubrique correspondante de la table des matières 1988

Seconde session ordinaire de 1987-1988
(2 avril - 30 juin 1988)

2 avril 1988. – Proposition de loi tendant à instituer au bénéfice des communes de 2 000 habitants ou moins, en métropole, et des communes de 7 500 habitants ou moins, dans les départements d'outre-mer, un droit d'option en faveur de la première part de la Dotation globale d'équipement. – **Finances locales.**

– Proposition de loi visant à instaurer un revenu minimum d'insertion. – **Politique économique et sociale.**

– Projet de loi modifiant l'article 105 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée et relatif aux autorisations délivrées en vertu de l'article 17 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982. – **Communication audiovisuelle.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988)

21 avril 1988. – Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse. – **Enseignement.**

– Projet de loi relatif à l'accueil à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées adultes par des familles. – **Action sanitaire et sociale.**

22 avril 1988. – Proposition de loi visant à permettre l'exercice des compétences des régions en matière d'aménagement du territoire – **Collectivités territoriales.**

28 avril 1988. – Proposition de loi tendant à permettre aux communes de continuer à percevoir la taxe professionnelle sur les arsenaux et manufactures d'armes. – **Impôts locaux.**

– Proposition de loi relative aux droits des Français rapatriés d'origine nord-africaine – **Rapatriés.**

– Proposition de loi relative à l'exercice des activités ambulantes et aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe. – **Libertés publiques.**

– Proposition de loi tendant à garantir la couverture sociale des agriculteurs en retard de paiement de leurs cotisations. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à instaurer, pour l'avocat d'un demandeur, l'obligation impérative de porter à la connaissance de la juridiction saisie la constitution du défendeur. – **Justice.**

– Proposition de loi relative à la dignité et à la liberté des familles. – **Famille.**

– Proposition de loi tendant à créer des fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance. – **Emploi.**

– Proposition de loi tendant à créer un statut d'inspecteur pédagogique régional de l'enseignement technique. – **Enseignement technique et professionnel.**

– Proposition de loi tendant à garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour améliorer la situation des retraités. – **Assurance vieillesse.**

11 mai 1988. – Proposition de loi tendant à faciliter l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon. – **Expropriation.**

– Proposition de loi visant à modifier les dispositions du Code de la sécurité sociale relatives aux contributions de solidarité des scieries agricoles. – **Sécurité sociale.**

18 mai 1988. – Proposition de loi tendant à instituer un revenu minimum d'existence tenant compte des charges familiales et de logement. – **Pauvreté.**

20 mai 1988. – Proposition de loi relative à la liberté de reproduction des logiciels. – **Droit pénal.**

Propositions de loi reprises par leurs auteurs
(6 avril 1988).

21 octobre 1986. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à donner aux modalités de représentation des collectivités territoriales de la République le caractère de loi organique relative au Sénat. – **Collectivités territoriales.**

(30 avril 1988)

30 octobre 1986. – Proposition de loi relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes. – **Langues et cultures étrangères.**

– Proposition de loi relative aux langues de France et aux cultures régionales. – **Langues et cultures régionales.**

– Proposition de loi portant création d'un droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers. – **Energie.**

– Proposition de loi visant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail. – **Travail.**

– Proposition de loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal. – **Interruption volontaire de grossesse (IVG).**

– Proposition de loi relative à la réforme de la taxe d'apprentissage. – **Taxe d'apprentissage.**

– Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraites ou d'invalité servies par le régime de sécurité sociale des mines. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi portant amélioration des retraites minières. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au régime minier le bénéfice du régime spécial. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des travailleurs des mines, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants droit du régime minier. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962. – **Fêtes légales.**

– Proposition de loi tendant à accorder une demi-part supplémentaire aux contribuables mariés exerçant une activité salariée ayant au moins un enfant à charge. – **Impôt sur le revenu.**

– Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux. – **Elections.**

– Proposition de loi portant statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et démocratisation de ces fonctions électives. – **Collectivités locales.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac. – **Industrie.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'utilisation des fonds publics dont ont bénéficié les chantiers navals et plus généralement des entreprises relevant de la filière maritime et de faire toutes propositions portant d'une part réparation des détournements de fonds et d'autre part en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime. – **Industrie.**

31 octobre 1986. – Proposition de loi tendant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux. – **Agriculture.**

17 novembre 1986. – Proposition de loi tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des forêts méditerranéennes. – **Forêts.**

23 juin 1988. – Proposition de loi relative à la publicité subliminale. – **Communication audiovisuelle.**

– Proposition de loi tendant à garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à exclure, de la base d'imposition de la taxe professionnelle, les immobilisations réalisées par les collectivités locales et par leurs groupements pour la collecte et le traitement des ordures ménagères. – **Taxe professionnelle.**

– Proposition de loi organique tendant à instituer une procédure d'urgence dans le contentieux de l'élection des députés, défini par l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel. – **Elections.**

30 juin 1988. – Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir. – **Entreprises.**

– Proposition de loi relative à la création d'entreprise. – **Entreprises.**

– Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux. – **Entreprises.**

– Proposition de loi tendant à la création de fonds d'entreprises pour le mécénat. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

Session de droit en application de l'article 12 de la Constitution (1^{er} juillet - 7 juillet 1988)

5 juillet 1988. – Proposition de loi modifiant la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés. – **Rapatriés.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 162 du Code électoral pour garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives. – **Elections.**

Troisième session extraordinaire de 1987-1988 (8 juillet 1988)

8 juillet 1988. – Proposition de loi relative à la procréation humaine médicalement assistée. – **Santé.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988)

10 août 1988. – Proposition de loi relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang. – **Médecine.**

– Proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires. – **Enseignement.**

– Proposition de loi tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à lutter contre la faim dans le monde et pour le développement. – **Coopération.**

– Proposition de loi tendant à interdire les relations économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'Afrique du Sud, tant que durera le régime d'apartheid. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté. – **Politique économique et sociale.**

– Proposition de loi tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'étalement de droit du paiement de l'impôt sur le revenu du défunt. – **Impôt sur le revenu.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement. – **Lois de finances.**

– Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Pensions civiles et militaires d'invalidité.**

– Proposition de loi relative à la retraite à cinquante ans des marins. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail. – **Pensions de retraite.**

– Proposition de loi tendant à ce qu'en matière de protection sociale chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi visant à étendre aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants d'Algérie le droit aux campagnes doubles. – **Pensions de retraite.**

– Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi tendant à l'extension des allocations familiales dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge. – **Prestations familiales.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître le génocide dont le peuple arménien fut victime en 1915. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi tendant à la mise en oeuvre de l'article 26 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs, en autorisant le juge à maintenir dans le logement un locataire de bonne foi menacé d'expulsion. – **Baux.**

– Proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale. – **Famille.**

– Proposition de loi tendant à la protection des femmes victimes de violences ou de sévices de la part de leur conjoint. – **Femmes (droits).**

– Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes. – **Ordre public.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître la nationalité française à tout étranger résistant. – **Nationalité française.**

– Proposition de loi tendant à indemniser pleinement les victimes d'attentats. – **Ordre public.**

– Proposition de loi tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les conseils de prud'hommes. – **Justice.**

– Proposition de loi tendant à supprimer l'interdiction de séjour. – **Droit pénal.**

Première session ordinaire de 1988-1989 (3 octobre - 20 décembre 1988)

3 octobre 1988. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer la pratique référendaire. – **Elections.**

– Proposition de loi relative aux incompatibilités familiales au sein des conseils municipaux. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles. – **Sports.**

– Proposition de loi tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble. – **Communes.**

– Proposition de loi tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 435-2 du Code du travail et relative aux crédits d'heures alloués au représentant syndical au comité central d'entreprises. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée payée par le personnel des Houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué. – **Energie.**

– Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national. – **Travail.**

– Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet. – **Accident du travail.**

– Proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées. – **Entreprises publiques.**

– Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux ainsi que pour la protection des fonctionnaires de sécurité et de justice. – **Peine de mort.**

4 octobre 1988. – Proposition de loi modifiant la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 relative à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord. – **Afrique du Nord.**

– Proposition de loi tendant à conférer un caractère extraterritorial à la taxe professionnelle. – **Taxe professionnelle.**

11 octobre 1988. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française. – **Handicapés.**

12 octobre 1988. – Proposition de loi portant création de « Sociétés d'exercice libéral ». – **Professions libérales.**

– Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives. – **Sports**.

18 octobre 1988. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum. – **Elections**.

20 octobre 1988. – Proposition de loi tendant à permettre aux receveurs, receveurs ruraux et chefs de centre des postes et télécommunications d'accéder à la propriété d'une résidence principale et à exclure le logement de fonction des barèmes d'imposition. – **Logement**.

– Proposition de loi tendant à renforcer la responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de règlement judiciaire. – **Redressement et liquidation judiciaires**.

– Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Déportés et internés**.

– Proposition de loi tendant à lutter contre la drogue par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales. – **Toxicomanie**.

– Proposition de loi tendant au développement de l'éducation sexuelle. – **Enseignement secondaire**.

– Proposition de loi tendant à la gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire et à la prime de rentrée scolaire. – **Enseignement**.

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leurs familles. – **Anciens combattants et victimes de guerre**.

– Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française. – **Handicapés**.

– Proposition de loi tendant à modifier le code de la route en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire. – **Circulation routière**.

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a eu lieu l'opération meurtrière du 5 mai 1988 à l'Île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. – **Parlement**.

– Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur le théâtre national de l'Opéra de Paris. – **Parlement**.

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers, publics, privés et privés à but non lucratif ainsi que sur la qualité de la vie en milieu hospitalier, et les moyens de les améliorer. – **Parlement**.

– Proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers des camps Viet-Minh le statut de déporté et interné. – **Déportés et internés**.

Propositions de loi reprises par leurs auteurs (20 octobre 1988)

14 avril 1987. – Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux. – **Assurance invalidité décès**.

(25 octobre 1988)

26 janvier 1987. – Proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de suspension du permis de conduire. – **Circulation routière**.

25 octobre 1988. – Proposition de loi relative aux destructions, dégradations et dommages commis au préjudice d'un culte. – **Cultes**.

28 octobre 1988. – Proposition de loi visant à modifier les conditions de perception de la redevance « ski de fond ». – **Impôts et taxes**.

2 novembre 1988. – Proposition de loi tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du métayage et du fermage viticoles. – **Baux ruraux**.

– Proposition de loi relative à la distillation en franchise de droits d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des exploitants agricoles. – **Boissons et alcools**.

– Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections**.

– Proposition de loi modifiant et complétant l'article 2 quater de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger**.

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger**.

4 novembre 1988. – Proposition de loi tendant à préserver l'intégrité des oeuvres cinématographiques ou de fiction diffusées par les chaînes de télévision, notamment par l'interdiction des coupures publicitaires. – **Communication audiovisuelle**.

– Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article L. 238 du code électoral relatives aux incompatibilités familiales dans les conseils municipaux. – **Elections**.

– Proposition de loi tendant à supprimer la possibilité de fusion des listes de candidats au deuxième tour des élections municipales. – **Elections**.

10 novembre 1988. – Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon. – **Expropriation**.

16 novembre 1988. – Proposition de loi tendant à réprimer le défaut de présentation des sous-traitants au maître de l'ouvrage par l'entrepreneur principal. – **Entreprises**.

– Proposition de loi tendant à réformer le mode de scrutin pour l'élection des conseillers généraux. – **Elections**.

22 novembre 1988. – Proposition de loi tendant à modifier la définition du taux de l'intérêt légal. – **Intérêts (taux)**.

23 novembre 1988. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande. – **Traités et conventions**.

– Proposition de loi tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des conseils municipaux dans les communes de 3500 habitants au plus. – **Elections**.

28 novembre 1988. – Projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales. – **Consommation**.

30 novembre 1988. – Proposition de loi tendant à permettre aux appelés du contingent d'effectuer leur service national dans les services départementaux d'incendie et de secours et dans les corps de sapeurs-pompiers communaux. – **Service national**.

– Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales. – **Procédure pénale**.

– Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire. – **Procédure pénale**.

– Proposition de loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers**.

– Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux. – **Conseil économique et social**.

6 décembre 1988. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement**.

8 décembre 1988. – Proposition de loi relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger**.

13 décembre 1988. – Proposition de loi organique relative à la situation des fonctionnaires élus pour la deuxième fois au Sénat, à l'Assemblée nationale ou à l'assemblée des communautés européennes. – **Elections**.

14 décembre 1988. – Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance. – **Résistants.**

15 décembre 1988. – Proposition de loi relative à la protection des personnes dans le domaine de la communication télématique publique. – **Informatique.**

19 décembre 1988. – Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics. – **Grèves.**

20 décembre 1988. – Proposition de loi relative à la promotion de la langue des signes française. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à accorder la légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 titulaires d'un titre de guerre. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à faciliter la formation, au sein des petites et moyennes entreprises, en faveur des personnels salariés et non salariés. – **Entreprises.**

21 décembre 1988. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 35-1 du code des postes et télécommunications et l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme. – **Urbanisme.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie. – **Traités et conventions.**

Première session extraordinaire de 1988-1989 (22 décembre 1988)

22 décembre 1988. – Proposition de loi tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les services publics. – **Grèves.**

XIV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des neuf décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en janvier 1988 sur des textes adoptés en 1987 figurent dans les « Renseignements divers » de 1987.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1988 :

1 – Décision n° 88-242 DC du 10 mars 1988 (*JO* Lois et décrets du 12 mars 1988) qui déclare conforme à la Constitution la loi organique relative à la transparence financière de la vie

politique, en ce qui concerne tant ses dispositions ayant le caractère de loi organique que celles de ses dispositions ayant le caractère de loi.

2 – Décision n° 88-244 DC du 20 juillet 1988 (*JO* Lois et décrets du 21 juillet 1988) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 7 c et 15-II et non contraires les autres dispositions de la loi portant amnistie (rectificatif : *JO* Lois et décrets du 22 juillet 1988).

3 – Décision n° 88-246 DC du 20 décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1988) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution, adoptée par le Sénat le 9 décembre 1988, modifiant l'article 103 du règlement du Sénat.

4 – Décision n° 88-247 DC du 17 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées (rectificatif : *JO* Lois et décrets du 21 janvier 1989).

5 – Décision n° 88-248 DC du 17 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1989) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 8 et 11 de la loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ainsi que certaines dispositions inséparables figurant au 1° de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 dans la rédaction issue de l'article 11 ci-dessus (rectificatif : *JO* Lois et décrets du 21 janvier 1989).

6 – Décision n° 88-249 DC du 12 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 13 janvier 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre social.

7 – Décision n° 88-250 DC du 29 décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1988) qui déclare contraires à la Constitution les articles 30 et 31 de la loi de finances rectificative pour 1988.

8 – Décision n° 88-251 DC du 12 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 13 janvier 1989) qui déclare contraires à la Constitution les articles 16 et 17 de la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales.

Voir également :

I.G. Contentieux électoral

XV – TABLEAUX DE CONCORDANCE

A – De la date des séances avec la date de la publication,

la pagination, les numéros des JO débats et les numéros des microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1988

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches
2 février	3 février	1 à 8	1	001	10 novembre	11 novembre	965 à 1028	35	020
9 février	10 février	9 à 14	2	002	15 novembre	16 novembre	1029 à 1074	36	021
11 février	12 février	15 à 52	3	003	16 novembre	17 novembre	1075 à 1152	37	022
16 février	17 février	53 à 96	4	004	17 novembre	18 novembre	1153 à 1212	38	023
17 février	18 février	97 à 206	5	005-006	18 novembre	19 novembre	1213 à 1292	39	023-024
25 février	26 février	207 à 240	6	007	19 novembre	20 novembre	1293 à 1342	40	024
2 avril	3 avril	241 à 246	7	008	21 novembre	22 novembre	1343 à 1410	41	025
23 juin	24 juin	247 à 260	8	009	22 novembre	23 novembre	1411 à 1460	42	025-026
28 juin	29 juin	261 à 268	9	009	23 novembre	24 novembre	1461 à 1530	43	026
29 juin	30 juin	269 à 310	10	009	24 novembre	25 novembre	1541 à 1618	44	027
30 juin	1 ^{er} juillet	311 à 364	11	010	25 novembre	26 novembre	1619 à 1718	45	027-028
1 ^{er} juillet	2 juillet	365 à 382	12	011	26 novembre	27 novembre	1719 à 1780	46	029
5 juillet	6 juillet	383 à 416	13	011	27 novembre	28 novembre	1781 à 1826	47	029-030
6 juillet	7 juillet	417 à 458	14	011	28 novembre	29 novembre	1827 à 1882	48	030
7 juillet	8 juillet	459 à 464	15	012	29 novembre	30 novembre	1883 à 1950	49	031
8 juillet	9 juillet	465 à 482	16	012	30 novembre	1 ^{er} décembre	1951 à 1998	50	032
3 octobre	4 octobre	483 à 494	17	013	1 ^{er} décembre	2 décembre	1999 à 2074	51	032-033
4 octobre	5 octobre	495 à 510	18	013	2 décembre	3 décembre	2075 à 2142	52	033
11 octobre	12 octobre	511 à 530	19	013	3 décembre	4 décembre	2143 à 2196	53	034
12 octobre	13 octobre	531 à 570	20	013	5 décembre	6 décembre	2197 à 2262	54	035
13 octobre	14 octobre	571 à 596	21	014	6 décembre	7 décembre	2263 à 2338	55	035-036
14 octobre	15 octobre	597 à 604	22	014	7 décembre	8 décembre	2339 à 2414	56	036-037
18 octobre	19 octobre	605 à 616	23	014	8 décembre	9 décembre	2415 à 2480	57	037
20 octobre	21 octobre	617 à 630	24	014	9 décembre	10 décembre	2481 à 2552	58	038
21 octobre	22 octobre	631 à 646	25	014	10 décembre	11 décembre	2553 à 2640	59	039-039
25 octobre	26 octobre	647 à 668	26	015	12 décembre	13 décembre	2641 à 2664	60	040
26 octobre	27 octobre	669 à 672	27	015	13 décembre	14 décembre	2665 à 2694	61	040
27 octobre	28 octobre	673 à 682	28	015	14 décembre	15 décembre	2695 à 2760	62	041
28 octobre	29 octobre	683 à 698	29	015	15 décembre	16 décembre	2761 à 2838	63	041-042
2 novembre	3 novembre	699 à 740	30	016	16 décembre	17 décembre	2839 à 2864	64	042
3 novembre	4 novembre	741 à 806	31	017	19 décembre	20 décembre	2865 à 2934	65	043
4 novembre	5 novembre	807 à 866	32	018	20 décembre	21 décembre	2935 à 3060	66	043-044
8 novembre	9 novembre	867 à 908	33	019	21 décembre	22 décembre	3061 à 3098	67	045
9 novembre	10 novembre	909 à 964	34	019	22 décembre	23 décembre	3099 à 3120	68	045

**B – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO débats et les numéros des microfiches.**

(Questions)

ANNÉE 1988

DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches
7 janvier	1 à 22	1	01	7 juillet	781 à 806	26	16
14 janvier	23 à 56	2	02	14 juillet	807 à 836	27	16
21 janvier	57 à 100	3	03	21 juillet	837 à 850	28	16
28 janvier	101 à 132	4	04	28 juillet	851 à 872	29	16
4 février	133 à 172	5	05	4 août	873 à 896	30	17
11 février	173 à 210	6	06	11 août	897 à 916	31	17
18 février	211 à 236	7	07	25 août	917 à 950	32	17
25 février	237 à 260	8	08	1 ^{er} septembre	951 à 970	33	18
3 mars	261 à 308	9	09	8 septembre	971 à 1002	34	18
10 mars	309 à 348	10	09	15 septembre	1003 à 1030	35	18
17 mars	349 à 382	11	10	22 septembre	1031 à 1060	36	19
25 mars	383 à 416	12	10	29 septembre	1061 à 1096	37	19
31 mars	417 à 444	13	10	6 octobre	1097 à 1116	38	20
7 avril	445 à 486	14	11	13 octobre	1117 à 1150	39	20
14 avril	487 à 516	15	11	20 octobre	1151 à 1172	40	20
21 avril	517 à 552	16	12	27 octobre	1173 à 1210	41	21
28 avril	553 à 586	17	12	3 novembre	1211 à 1242	42	22
5 mai	587 à 632	18	13	10 novembre	1243 à 1266	43	22
9 mai	633 à 692	19	14	17 novembre	1267 à 1300	44	22
26 mai	693 à 702	20	14	24 novembre	1301 à 1338	45	23
2 juin	703 à 716	21	15	1 ^{er} décembre	1339 à 1372	46	24
9 juin	717 à 734	22	15	8 décembre	1373 à 1402	47	24
16 juin	735 à 748	23	15	15 décembre	1403 à 1440	48	25
23 juin	749 à 764	24	15	22 décembre	1441 à 1470	49	25
30 juin	765 à 780	25	15	29 décembre	1471 à 1494	50	26

XVI. – EXPLICATION DES SIGLES

ACCA	Association communale de chasse agréée.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	ANIL	Association nationale d'information logement.
ADI	Agence de l'information.	ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AFP	Agence France-Presse.	AP	Autorisation de programme.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	AP	Assistance publique.
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne.	APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	APL	Aide personnalisée au logement.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.	APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.	ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.	ARIM	Association de restauration immobilière.
AMG	Assistance médicale gratuite.	ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.	ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	ASA	Aide supplémentaire d'attente.
		ASE	Agence spatiale européenne.

ASEAN	Association of the South-East Asian Nations.	CET	Collège d'enseignement technique.
ASGF	Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
ASSDIC	Association syndicale de gestion forestière.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
ASSU	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
ATAC	Association du sport scolaire et universitaire.	CFP	Compagnie française des pétroles.
ATC	Association technique pour l'action culturelle.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
ATOS	Assistants techniques du commerce.	CEO	Centre d'études d'opinion.
AUDIST	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
AVTS	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CFT	Confédération française du travail.
BCA	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BCC	Bureau central d'alerte.	CGI	Code général des impôts.
BCEAO	Banque centrale de compensation.	CGT	Confédération générale du travail.
BDPA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CHR	Centre hospitalier régional.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CHS	Comité d'hygiène et de sécurité.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CIASI	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (voir CIRI).
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CIDAR	Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BIT	Bureau international du travail.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CIL	Comités interprofessionnels du logement.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
BUS	Bureau universitaire de statistique.	CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle (remplace le CIASI).
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture. Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CAMPUS	Comité de coopération avec l'Afrique et Madagascar pour la promotion universitaire et scientifique.	CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CNAP	Conseil national d'accession à la propriété.
CAO	Conception assistée par ordinateur.	CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.	CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.	CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.	CNBF	Caisse nationale des barreaux français.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.	CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.	CNCL	Commission nationale de la communication et des libertés.
CAT	Centre d'aide par le travail.	CNDP	Centre national de documentation pédagogique.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.	CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.	CNEJ	Centre national d'études judiciaires.
CDF	Charbonnages de France.	CNES	Centre national d'études spatiales.
CDPTH	Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement.	CNET	Centre national d'études des télécommunications.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.	CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.	CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.
CEE	Communauté économique européenne.	CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.
CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.	CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.	CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.
CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.	CNOSF	Comité national olympique et sportif français.
CEP	Centre d'expérimentation du Pacifique.	CNPF	Conseil national du patronat français.
CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.	CNR	Compagnie nationale du Rhône.
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.	CNRA	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.
CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.	CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.	CNTA	Comptoir national technique agricole.
CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.	CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.	COB	Commission des opérations de bourse.
CES	Collège d'enseignement secondaire.	CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.		

CODER Commission de développement économique régional.
CODERPA Comité départemental des retraités et personnes âgées.
CODEVI Comptes pour le développement industriel.
CODIS Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.
CODISC Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.
COFACE Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COGEMA Compagnie générale des matières nucléaires
COMES Commissariat à l'énergie solaire.
COMT Commission des marchés à terme de marchandises.
CORDET Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.
CORDES Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CORRI Comité régional de restructuration industrielle.
COS Coefficient d'occupation du sol.
COTOREP Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CPAG Centres de préparation à l'administration générale.
CPIE Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CPP Code de procédure pénale.
CREDOC Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CREPS Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.
CRITT Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CROAT Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CROSS Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CROUS Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CRPF Centre régional de la propriété forestière.
CRTL Comité régional du tourisme et des loisirs.
CSCE Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
CSMF Confédération des syndicats médicaux français.
CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTGREF Centre technique du génie rural, des eaux et forêts.
CTIFL Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CTIR Centres de traitement informatique régionaux.
CUCES Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CVR Combattant volontaire de la Résistance.
DAGIC Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
DATAR Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DCRF Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
DCRI Direction de la coopération et des relations internationales.
DDASS Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
DDE Direction départementale de l'équipement.
DEFI Développement-Exportation-Formation-Image (nouveau sigle du CDPHTH).
DEPE Délégués des entreprises pour l'emploi.
DEUG Diplôme d'études universitaires générales.
DGA Délégation générale pour l'armement.
DGCC Direction générale de la concurrence et de la consommation.
DGCL Direction générale des collectivités locales.
DGD Dotation générale de décentralisation.
DGE Dotation globale d'équipement.
DGF Dotation globale de fonctionnement.
DGRST Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DIHP Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
DJA Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DOM Département d'outre-mer.
DOT Défense opérationnelle du territoire.

ECU European currency unit (unité de compte européenne).
EDF Electricité de France.
EID Entente interdépartementale pour la démoustication.
ENA Ecole nationale d'administration.
ENIM Etablissement national des invalides de la marine.
ENM Ecole nationale de la magistrature.
ÉPAD Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
ERAP Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EUTELSAT Organisation européenne de télécommunications par satellite.
FAAS Fonds additionnel d'action sociale.
FAC Fonds d'aide et de coopération.
FAC Fonds d'action conjoncturelle.
FACE Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAO Fabrication assistée par ordinateur.
FAR Fonds d'action rurale.
FARI Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.
FAS Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
FASASA Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASSO Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
FAU Fonds d'aménagement urbain.
FBCF Formation brute de capital fixe.
FCTVA Fonds de compensation pour la TVA.
FDES Fonds de développement économique et social.
FEC Fonds d'égalisation des charges.
FECL Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED Fonds européen de développement.
FEDER Fonds européen de développement régional.
FEOGA Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FESIC Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres.
FIANE Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC Foire internationale d'art contemporain.
FIAM Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FICA Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA Fonds international pour le développement agricole.
FIDAR Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIDOM Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM Fonds industriel de modernisation.
FINUL Forcé intérimaire des Nations unies au Liban.
FIOM Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
FIRS Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
FLNC Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS Front de libération national kanak socialiste.
FMF Fédération des médecins de France.
FMI Fonds monétaire international.
FMO Force multinationale et d'observateurs.
FNAC Fonds national d'art contemporain.
FNACA Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL Fonds national d'aide au logement.
FNAPSUM Fédération nationale des associations de permanence de soins et d'urgences médicales.
FNAT Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDA (ou FNDVA) Fonds national pour le développement de la vie associative.

FNDAB	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.	IPES	Institut de préparation aux enseignements du second degré.
FNDS	Fonds national pour le développement du sport (ancien Fonds national d'aide au sport de haut niveau).	IRA	Instituts régionaux d'administration.
FNE	Fonds national de l'emploi.	IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.	IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.	IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.
FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.	IRCHA	Institut de recherche de chimie appliquée.
FOST	Force océanique stratégique.	IRIA	Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
FPA	Formation professionnelle des adultes.	IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.	IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.
FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.	ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.
FROM	Fonds régionaux d'organisation des marchés.	ISM	Indemnité spéciale de montagne.
FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.	ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.	ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.	ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications.
GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.	ITEF	Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.	IUT	Institut universitaire de technologie.
GATT	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.	IVD	Indemnité viagère de départ.
GDF	Gaz de France.	JET	Joint European Forum.
GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.	JO	Journal officiel.
GERDAT	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.	LBU	Ligne budgétaire unique.
GFA	Groupement foncier agricole.	LCR	Lettre de change-relevé.
GIE	Groupement d'intérêt économique.	LTS	Logement très social.
GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).	MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.
GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.	MCM	Montants compensatoires monétaires.
GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.	MECA	Machines et équipements de conception avancée.
GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.	MIACA	Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.
HLM	Habitations à loyer modéré.	MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.
IAD	Indemnité annuelle départ.	MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
IATA	Association internationale des transports aériens.	MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
IDES	Institut de développement de l'économie sociale.	OCORA	Office de coopération radiophonique.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
IDI	Institut de développement industriel.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
IDIA	Institut de développement des industries agro-alimentaires.	OIT	Organisation internationale du travail.
IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ILM	Immeuble à loyer moyen.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ILN	Immeuble à loyer normal.	ONI	Office national d'immigration.
INA	Institut national de l'audiovisuel.	ONIBEV	Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
INAO	Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
INC	Institut national de la consommation.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
INED	Institut national d'études démographiques.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
INEP	Institut national d'éducation populaire.	ONIVIT	Office national interprofessionnel des vins de table.
INER IPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
INMARSAT	Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	ONU	Organisation des Nations unies.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ORTF	Office de radiodiffusion et télévision française.
		OTA	Office of technology assessment.
		OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
		OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.

UTN Unité touristique nouvelle.
VRP Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS Versement représentatif de la taxe sur les
 salaires.
VSNA Volontaires du service national actif.
ZAC Zone d'aménagement concerté.

ZAD Zone d'aménagement différé.
ZAN Zones d'agglomération nouvelle.
ZEP Zone d'éducation prioritaire.
ZEP Zone d'environnement protégé.
ZIF Zone d'intervention foncière.
ZUP Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1988

A

Accidents du travail

Voir *Politique économique et sociale*, 4, Art. 6

1. – **Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 11 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 58 ; n° 70
Rapports d'information, 14

Acte unique européen

Voir *Rapports d'information*, 15

Action sanitaire et sociale

Voir *Lois de finances*, 2, Solidarité, santé et protection sociale

1. – **Projet de loi relatif à l'accueil à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées adultes par des familles**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et par M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 21 avril 1988) [n° 260 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Administration fiscale

Voir *Rapports du Gouvernement*, 4

Administration pénitentiaire

Voir *Lois de finances*, 2, Justice

Administration territoriale

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur

Adoption

Voir *Questions orales sans débat* n° 32

Affaires étrangères (ministère)

Voir *Traités et conventions*, 19

Affrètement

Voir *Transports maritimes*, 1

Afrique

Voir *Lois de finances*, 2, Coopération et développement

Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2

1. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 relative à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Alduy, sénateur (4 octobre 1988) [n° 14 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Afrique du Sud (République)

Voir *Droits de l'homme*, 1
Rappels au règlement, 11 ; 24

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Voir *Traités et conventions*, 8

Agglomérations nouvelles

Voir *Urbanisme*, 1

Agriculteurs (jeunes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 7

Agriculture

Voir *Allocutions et communications*, 25 ; 26 ; 29
Baux ruraux, 1
Lois de finances, 2, Art. 23 ; Agriculture et forêt
Questions au Gouvernement n° 7 ; n° 50 ; n° 51 ; n° 70 ; n° 76
Questions orales sans débat n° 22 ; n° 43
Rapports d'information, 14
Sécurité sociale, 2 ; 3

1. – **Proposition de loi tendant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 octobre 1986) [n° 57 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – **Projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (3 octobre 1988) [n° 4 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis aux commissions des lois et des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (9 novembre 1988) [n° 75 (88-89)] – Avis de MM. Jacques Thyraud (9 novembre 1988) [n° 76 (88-89)] et Jean Machet (10 novembre 1988) [n° 80 (88-89)] – Urgence – Discussion (17 et 18 novembre 1988) – Adoption (18 novembre 1988) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1988) [n° 363] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gérard Gouzes (8 décembre 1988) [n° 430] – Avis oraux de M. Aloyse Warhouver pour la commission des lois et de M. Jean Giovannelli pour la commission des affaires culturelles – Discussion (16 décembre 1988) – Adoption (16 décembre 1988) [n° 53].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1988) [n° 161 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (20 décembre 1988) [n° 165 (88-89)] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 48].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Gouzes (19 décembre 1988) [n° 488] – Discussion (22 décembre 1988) – Adoption (22 décembre 1988) [n° 68].

PROMULGATION : Loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(17 novembre 1988) (p. 1156, 1167 ; 1186, 1210) ; (18 novembre 1988) (p. 1219, 1290).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1156, 1167 ; 1186, 1203) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Machet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Alain Pluchet, Fernand Tardy, Louis Minetti, Roland du Luart, Michel Souplet, Raymond Soucaret, Claude Prouvoeur, Germain Authié, Michel Sordel, Louis Mercier, Philippe François, Gérard Roujas, Louis Virapoullé, Gérard Larcher, Claude Huriet, au nom de M. Alphonse Arzel et en son nom propre, Franz Duboscq, Marcel Daunay.*

Activités agricoles (définition) : *Arthuis (Jean)* (p. 1159) ; *Huriet (Claude)* (p. 1199) ; *Nallet (Henri)* (p. 1156, 1201) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1190).

Agriculteurs en difficulté : *Arthuis (Jean)* (p. 1159) ; *Authié (Germain)* (p. 1192) ; *Luart (Roland du)* (p. 1187) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1196) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1164).

Agriculteurs en difficulté (données chiffrées) : *Machet (Jacques)* (p. 1162) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157).

Agriculteurs (retraite) : *Arthuis (Jean)* (p. 1161) ; *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Mercier (Louis)* (p. 1195) ; *Minetti (Louis)* (p. 1187) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157, 1158, 1201, 1202) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1165) ; *Prouvoeur (Claude)* (p. 1191, 1192) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1191) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167).

Agriculture : *Duboscq (Franz)* (p. 1199, 1200) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Huriet (Claude)* (p. 1198, 1199) ; *Nallet (Henri)* (p. 1200, 1201) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Souplet (Michel)* (p. 1189).

Aide alimentaire : *Minetti (Louis)* (p. 1186).

Aménagement rural : *Huriet (Claude)* (p. 1199) ; *Minetti (Louis)* (p. 1187) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1196) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Souplet (Michel)* (p. 1189) ; voir aussi Exploitations agricoles (morcellement).

Appellations d'origine : *Souplet (Michel)* (p. 1190).

Banques et établissements financiers : *Thyraud (Jacques)* (p. 1165).

Baux ruraux : *Tardy (Fernand)* (p. 1166) ; voir aussi Fermage.

Bénéfices agricoles (BA) : *Nallet (Henri)* (p. 1157).

Bretagne (région) : *Minetti (Louis)* (p. 1186).

Calamités agricoles : *Thyraud (Jacques)* (p. 1164).

Céréales : *Nallet (Henri)* (p. 1203).

Chambres d'agriculture : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Code du travail : *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Commerce extérieur : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Commission départementale de conciliation : *Arthuis (Jean)* (p. 1160) ; *Authié (Germain)* (p. 1192) ; *Mercier (Louis)* (p. 1194) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1164).

Commission départementale des structures : *Tardy (Fernand)* (p. 1166).

Communauté économique européenne (CEE) : *Minetti (Louis)* (p. 1187) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193).

Communautés européennes (directives) : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Consommateurs (protection et information) : *Duboscq (Franz)* (p. 1199) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158) ; *Souplet (Michel)* (p. 1189).

Coopératives agricoles : *Soucaret (Raymond)* (p. 1190).

Cotisation de solidarité : voir Agriculteurs (retraite).

Cotisations sociales : *Arthuis (Jean)* (p. 1161, 1162) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1198) ; *Luart (Roland du)* (p. 1189) ; *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Mercier (Louis)* (p. 1195) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157, 1201, 1203) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1165) ; *Prouvoeur (Claude)* (p. 1191) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1197).

Déconfiture civile : *Arthuis (Jean)* (p. 1159) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166).

Départements : *Daunay (Marcel)* (p. 1200).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1202) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1197).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Arthuis (Jean)* (p. 1161).

Emploi : *Sordel (Michel)* (p. 1193).

Enseignement agricole privé : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Entreprises agricoles : voir Exploitations agricoles.

Exode rural : *Machet (Jacques)* (p. 1162).

Exploitants agricoles : *Authié (Germain)* (p. 1192) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193).

Exploitants agricoles (conjoints) : *Huriet (Claude)* (p. 1198) ; *Machet (Jacques)* (p. 1162, 1163) ; *Mercier (Louis)* (p. 1194) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193).

Exploitations agricoles : *Arthuis (Jean)* (p. 1159, 1160) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1200) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Huriet (Claude)* (p. 1199) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1197) ; *Minetti (Louis)* (p. 1187) ; *Nallet (Henri)* (p. 1156, 1201) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1196) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1197).

Exploitations agricoles (données chiffrées) : *Luart (Roland du)* (p. 1188).

Exploitations agricoles (morcellement) : *Arthuis (Jean)* (p. 1161) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1191) ; voir aussi Aménagement rural.

Exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) : *Arthuis (Jean)* (p. 1160) ; *Authié (Germain)* (p. 1193) ; *Huriet (Claude)* (p. 1198) ; *Machet (Jacques)* (p. 1162, 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157).

Exportations : *Minetti (Louis)* (p. 1186).

Fermage : *François (Philippe)* (p. 1196) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1198) ; *Luart (Roland du)* (p. 1188, 1189) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157, 1158, 1202) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1165).

Filiales : *Arthuis (Jean)* (p. 1160) ; *Mercier (Louis)* (p. 1195) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Fiscalité agricole : *Larcher (Gérard)* (p. 1198) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1190) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167).

Fonds de conversion : *Pluchet (Alain)* (p. 1165).

Fonds de reconversion : *François (Philippe)* (p. 1196) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1198).

Formation professionnelle : *Duboscq (Franz)* (p. 1199) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Souplet (Michel)* (p. 1189).

Gel des terres : *Huriet (Claude)* (p. 1199) ; *Mercier (Louis)* (p. 1195) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167).

Groupements agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) : *Arthuis (Jean)* (p. 1159) ; *Huriet (Claude)* (p. 1198) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157).

Importations : *Minetti (Louis)* (p. 1187).

Impôts fonciers : *Arthuis (Jean)* (p. 1161) ; *Luart (Roland du)* (p. 1189) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1165, 1166).

Jeunes agriculteurs : *Pluchet (Alain)* (p. 1166).

Lait et produits laitiers : *Luart (Roland du)* (p. 1187) ; *Minetti (Louis)* (p. 1186) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1197).

Marchés agricoles : *Larcher (Gérard)* (p. 1198) ; *Minetti (Louis)* (p. 1186).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Arthuis (Jean)* (p. 1160, 1161) ; *Mercier (Louis)* (p. 1194) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158) ; *Sordel (Michel)* (p. 1194) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190).

Mutualité sociale agricole (MSA) (données chiffrées) : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1191).

Organisations interprofessionnelles agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 1188) ; *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Parcelle de subsistance : voir *Agriculteurs (retraite)*.

Pauvreté : *Minetti (Louis)* (p. 1186).

Politique agricole commune (PAC) : *Duboscq (Franz)* (p. 1199) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1166).

Prestations familiales : *Machet (Jacques)* (p. 1163).

Prestations sociales : *Machet (Jacques)* (p. 1163).

Prestations sociales agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Prêts à l'agriculture : *Pluchet (Alain)* (p. 1166).

Prix agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 1187, 1188) ; *Minetti (Louis)* (p. 1186) ; *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Produits agricoles et alimentaires : *Larcher (Gérard)* (p. 1198) ; *Souplet (Michel)* (p. 1189).

Protection sociale : *Nallet (Henri)* (p. 1157) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1192) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190).

Redressement et liquidation judiciaires : *Arthuis (Jean)* (p. 1159, 1160) ; *Authié (Germain)* (p. 1192) ; *Duboscq (Franz)* (p. 1199) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1197) ; *Mercier (Louis)* (p. 1194) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157, 1201, 1202) ; *Sordel (Michel)* (p. 1194) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166, 1167) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1164, 1165) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1197).

Registre de l'agriculture : *Mercier (Louis)* (p. 1194) ; *Nallet (Henri)* (p. 1156, 1201) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1166) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166).

Règlement amiable : *Arthuis (Jean)* (p. 1160) ; *Authié (Germain)* (p. 1192) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1197) ; *Minetti (Louis)* (p. 1187) ; *Nallet (Henri)* (p. 1157) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1196) ; *Sordel (Michel)* (p. 1193) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1166, 1167) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1164).

Règlements communautaires : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Réponse à M. Arthuis : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Authié : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Réponse à M. Daunay : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Réponse à M. du Luart : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Réponse à M. Huriet : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Réponse à M. Machet : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Mercier : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Réponse à M. Minetti : *Nallet (Henri)* (p. 1201).

Réponse à M. Prouvoyeur : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Sordel : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Réponse à M. Soucaret : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Réponse à M. Souplet : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Tardy : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Thyraud : *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202).

Réponse à M. Virapoullé : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Revenu cadastral : *Arthuis (Jean)* (p. 1161).

Revenus agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 1187).

Salaires, traitements et indemnités : *Nallet (Henri)* (p. 1158) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190).

Salariés agricoles : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1191) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1196) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1167) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1165).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Nallet (Henri)* (p. 1202).

Structures agricoles : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Sordel (Michel)* (p. 1194) ; *Souplet (Michel)* (p. 1190) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1165).

Structures agricoles (contrôle) : *Arthuis (Jean)* (p. 1161) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1200) ; *François (Philippe)* (p. 1195) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1197, 1198) ; *Luart (Roland du)* (p. 1188) ; *Nallet (Henri)* (p. 1201, 1202) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1190, 1191).

Successions et libéralités : *Huriet (Claude)* (p. 1199).

Sûretés : *Thyraud (Jacques)* (p. 1165).

Tourisme rural : *Soucaret (Raymond)* (p. 1190).

Travail (aménagement du temps) : *Machet (Jacques)* (p. 1163) ; *Nallet (Henri)* (p. 1158).

Viticulture : *Arthuis (Jean)* (p. 1161).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1203, 1210 ; 1219, 1287) : *MM. Louis Minetti, Fernand Tardy, Jean Arthuis, rapporteur ; Alain Pluchet, Henri Nallet, ministre ; Jacques Thyraud, rapporteur pour avis ; Marcel Daunay, Raymond Soucaret, Claude Huriet – Franz Duboscq, Roland Grimaldi, Jacques Machet, Philippe de Bourgoing, Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances ; Geoffroy de Montalembert, Jean François-Poncet, président de la commission des finances ; Claude Estier, Louis Lazuech, Louis Virapoullé, Jacques Machet, rapporteur pour avis ; Louis de Catuelan.*

Art. 1^{er} (Définition des objectifs du projet de loi) (p. 1203).

Parole sur l'article : *M. Louis Minetti* (p. 1203).

Adopté : amendement n° 33 de M. Jean Arthuis, rapporteur : notion d'entreprises agricoles (p. 1205).

Retirés : amendement n° 180 de M. Fernand Tardy : références à l'environnement économique et social (p. 1205) – Amendement n° 83 de M. Alain Pluchet : notion d'entreprises agricoles (p. 1205).

Devenus sans objet : amendements de M. Louis Minetti, n° 135 : substitution du mot exploitation au mot entreprise (p. 1205) – N° 136 : formes juridiques de l'exploitation agricole familiale (p. 1205) – N° 137 : but de l'exploitation agricole : mise en valeur d'un patrimoine agricole (p. 1205) – N° 138 : définition du revenu agricole (p. 1205) – Et n° 139 : indépendance de l'agriculture française (p. 1205).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 33, est adopté (p. 1205).

Chapitre premier

L'entreprise agricole

Intitulé (p. 1205).

Adopté : amendement n° 34 de M. Jean Arthuis, rapporteur : « Dispositions relatives à l'exploitation et à l'entreprise agricoles » (p. 1206).

Rejeté : sur l'amendement n° 34 de la commission, sous-amendement n° 226 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1205).

– L'intitulé du chapitre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 1206).

Avant l'art. 2 (p. 1206).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 35 : modification des dispositions normatives

relatives aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER (p. 1206) – Et n° 225 : objectifs du contrôle des structures des exploitations agricoles (p. 1206).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1206).

Art. 2 (Définition des activités agricoles) (p. 1206).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 36 : suppression de la référence aux activités agricoles définies à l'article 1144 du code rural (p. 1207) – N° 37 : rédactionnel (p. 1207) – N° 38 : élargissement de la définition des activités agricoles (p. 1209) – Et n° 39 : coordination avec l'amendement n° 36, ci-contre (p. 1210) – Amendement de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, n° 3, première partie : suppression des dérogations éventuelles au caractère civil des activités agricoles (p. 1209) – Et deuxième partie : caractère civil des activités agricoles (p. 1209).

Rejetés : amendement n° 140 de M. Louis Minetti : définition restrictive des activités agricoles (p. 1209) – Amendement n° 162 de M. Raymond Soucaret : inclusion des entreprises de travaux agricoles et forestiers parmi les activités agricoles (p. 1209) – Amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : définition des termes agriculteurs et entreprises agricoles (p. 1210).

Retirés : amendements rédactionnels et identiques n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, et n° 181 de M. Fernand Tardy (p. 1207) – Amendements identiques n° 84 de M. Alain Pluchet, et n° 197 de M. Alphonse Arzel, retiré par M. Claude Huriet : suppression des dérogations éventuelles au caractère civil des activités agricoles (p. 1209).

Devenus sans objet : amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : caractère accessoire des activités annexes (p. 1209) – Amendement n° 141 de M. Louis Minetti : définition et sort des activités agricoles annexes (p. 1209).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1210).

Art. 3 (Constitution d'un registre de l'agriculture) (p. 1219).

Parole sur l'article : M. Franz Duboscq (p. 1219).

Adopté : amendement n° 40 de M. Jean Arthuis, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article 3 par coordination avec l'article 2 modifié (p. 1222).

Retirés : sur l'amendement n° 40 de la commission, sous-amendements n° 227 et 228 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1220 et 1221) – Amendement n° 85 de M. Alain Pluchet (p. 1221) – Amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1221).

Devenus sans objet : amendement n° 182 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : coordination avec l'article 2 (p. 1222) – Amendement n° 198, de M. Claude Huriet, soutenu par M. Jacques Machet : transformations des produits agricoles (p. 1222) – Amendement n° 142 de M. Louis Minetti : tenue et objet du registre de l'agriculture (p. 1222) – Amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : simplification des formalités administratives et fiscales (p. 1222).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 40, est adopté (p. 1222).

Art. 4 (Adhésion d'un groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC, à une société coopérative agricole : article L. 521-3 du code rural) (p. 1222).

Parole sur l'article : M. Franz Duboscq (p. 1222).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 41 : application des dispositions de cet article aux seules assemblées générales (p. 1222) – Et n° 42 : extension des dispositions de cet article aux associés d'une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL (p. 1223).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1223).

Après l'art. 4 (p. 1223).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 126 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : extension

du bénéficiaire de la provision pour investissement aux associés exploitants d'une exploitation à responsabilité limitée, EARL (p. 1224 ; précédemment réservé pour entendre l'avis de la commission des finances sur l'éventuelle application de l'article 40 de la Constitution, p. 1223).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1224).

Art. 5 (Définition du sociétariat des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC : article 1^{er} de la loi n° 62-917 du 8 août 1962 relative aux groupements agricoles d'exploitation en commun) (p. 1223).

Parole sur l'article : MM. Alain Pluchet (p. 1223), Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 1223) ; Jean Arthuis, rapporteur (p. 1223).

– L'article 5 est adopté (p. 1224).

Avant l'art. 6 (p. 1224).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 43 de M. Jean Arthuis, rapporteur : coordination de l'article 12 de la loi n° 85-697 du 11 juillet 1985 relative à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée avec l'article 1^{er} du projet de loi (p. 1224).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1224).

Art. 6 (Contenu des statuts et modalité de dissolution d'une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL : article 14 de la loi n° 85-697 du 11 juillet 1985 précitée) (p. 1224).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Jean Arthuis, rapporteur : possibilité pour les associés non exploitants de faire apport d'immeubles (p. 1225) – Amendement n° 183 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : gestion de l'EARL en cas d'absence d'associés exploitants (p. 1225).

Retiré : amendement n° 86 de M. Alain Pluchet : sort de l'EARL en cas de non-respect de l'une des dispositions de la loi de 1985 (p. 1225).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1225).

Art. 7 (Régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL, familiales : article 8 du code général des impôts) (p. 1225).

Retiré : amendement n° 87 de M. Alain Pluchet (p. 1226).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 45 de M. Jean Arthuis, rapporteur : conditions de création d'une EARL destinée à l'installation d'un agriculteur (p. 1226).

– L'article 7 est adopté (p. 1226).

Art. 8 (Établissement du prix du fermage : article L. 411-11 du code rural) (p. 1226).

Adopté : amendement n° 46 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de la référence aux loyers des logements conventionnés (p. 1227).

Rejetés : amendement n° 143 de M. Louis Minetti : suppression de cet article (p. 1227) – Amendement n° 184 de M. Fernand Tardy, soutenu puis retiré par M. Roland Grimaldi, repris par M. Louis Minetti : fixation du loyer des bâtiments d'habitation (p. 1227).

Retiré : amendement n° 88 de M. Alain Pluchet : fixation du loyer des bâtiments d'habitation (p. 1227).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1227).

Art. 9 (Mise en conformité des baux en cours avec les nouvelles dispositions relatives au calcul du prix du fermage) (p. 1227).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 47 : rédactionnel (p. 1228) – N° 48 : date de prise d'effet de la mise en conformité (p. 1228) – N° 49 : modalités de prise en compte des travaux exécutés par le bailleur (p. 1228) – Et n° 50 : prise en compte des majorations au titre d'un bâtiment d'habitation (p. 1228).

Rejeté : amendement n° 144 de M. Louis Minetti : suppression de cet article (p. 1228).

Retiré : amendement n° 89 de M. Alain Pluchet : procédure de mise en conformité du prix du fermage lorsque le loyer dépasse le prix normal du bail (p. 1228).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1228).

Après l'art. 9 (p. 1229).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 90 de M. Alain Pluchet : révision du prix des baux (p. 1229) – Amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : modalités d'indemnisation du bailleur en cas de conversion automatique de métayage en fermage (p. 1230).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 127 (art. additionnel) de M. Jean Puech, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : déduction fiscale en cas de construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation rurale (p. 1229).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1229 et 1230).

Art. 10 (Modification des modalités de cession d'un bail rural et d'association d'un copreneur : article L. 411-35 du code rural) (p. 1230).

Adopté : amendement n° 185 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : cession de bail en faveur des descendants du preneur ayant été émancipés (p. 1230).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1230).

Art. 11 (Extension du droit de préemption : article L. 412-5 du code rural) (p. 1231).

Adopté : amendement n° 51 de M. Jean Arthuis, rapporteur : assouplissement du droit de préemption au regard du contrôle des structures (p. 1231).

Rejeté : amendement n° 145 de M. Louis Minetti : restrictions apportées au droit de reprise lorsque le conjoint n'exerce pas de profession agricole (p. 1231).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1231).

Après l'art. 11 (p. 1206 et 1231).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, n° 170 : procédure de contrôle des structures ; superficie de référence économique (p. 1237) – Et n°s 171, 172, 173, 174, 175 : coordination avec l'amendement n° 170 (p. 1238 et 1239) – N° 93 : conditions de participation des personnes morales aux élections aux tribunaux paritaires et aux commissions consultatives départementales de baux ruraux (p. 1240) ; sous-amendement n° 235 de M. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1240) – N° 121 : contribution du preneur au paiement des taxes foncières (p. 1241) – Et n° 169 : baux de carrière (p. 1242) – Amendement (art. additionnel) n° 224 de M. Henri Nallet, ministre : élargissement des conditions d'utilisation à des fins touristiques des bâtiments loués (p. 1240).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 52 de M. Jean Arthuis, rapporteur : modification du champ d'application du contrôle des structures (p. 1236).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 199 de M. Marcel Daunay : objectifs du contrôle des structures des exploitations agricoles (p. 1206) – Amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, n° 91 : prorogation des fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (p. 1239) – N° 92 : activités annexes de tourisme rural (p. 1240) – Et n° 168 : apport d'immeubles ruraux à une société civile d'exploitation agricole en cas de décès du conjoint (p. 1242) – Amendements (art. additionnels) de M. Alphonse Arzel, soutenus par M. Jacques Machet, n° 215 : conditions de sous-location des biens pris à bail à des fins touristiques (p. 1240) – Et n° 214 : cession progressive d'un bail à un copreneur (p. 1242) – Amendement (art. additionnel) n° 129 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Louis Lazuech : apport d'immeubles ayant bénéficié d'un taux réduit de la taxe de publicité foncière à une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL (p. 1242).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 122 de M. Alain Pluchet : création d'une prime d'orientation des terres (p. 1241).

– Dix articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1237, 1238, 1239, 1240, 1241 et 1242).

Chapitre II

Le règlement amiable, le redressement et la liquidation judiciaires

Intitulé (p. 1242).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : adjonction à l'intitulé des mots : « de l'exploitation agricole » (p. 1243).

– L'intitulé du chapitre deux, ainsi modifié, est adopté (p. 1243).

Section 1

Le règlement amiable

Intitulé (p. 1243).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 7 (p. 1243).

– L'intitulé de la section 1, ainsi modifié, est adopté (p. 1243).

Art. 12 (Institution d'une procédure de règlement amiable) (p. 1243).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : définition de la procédure de règlement amiable (p. 1245 ; priorité ordonnée p. 1244) – Amendement n° 54 de M. Jean Arthuis, rapporteur : coordination avec l'article 2 (p. 1245).

Rejeté : amendement n° 186 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : mise en oeuvre de la procédure de règlement amiable sous l'autorité du président du tribunal de grande instance (p. 1245).

Devenus sans objet : amendement n° 53, de M. Jean Arthuis, rapporteur : définition de la procédure de règlement amiable (p. 1245) ; sous-amendement n° 229 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1245).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1245).

Art. 13 (Création d'une commission départementale de conciliation) (p. 1245).

Adoptés : amendements identiques n° 55 de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 10 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, et n° 187 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : suppression de cet article (p. 1246).

Devenu sans objet : amendement n° 146 de M. Louis Minetti : composition de la commission départementale de conciliation (p. 1246).

– L'article 13 est supprimé (p. 1246).

Après l'art. 13 (p. 1246).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 147 de M. Louis Minetti : missions et financement de la commission départementale de conciliation (p. 1246).

Art. 14 (Saisine du président du tribunal de grande instance) (p. 1246).

Adopté : amendement n° 56 de M. Jean Arthuis, rapporteur : saisine du président du tribunal de grande instance par les seuls dirigeants des exploitations agricoles en difficulté (p. 1248).

Rejetés : amendement n° 11 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : saisine du président du tribunal de grande instance par le procureur de la République (p. 1248) – Sur l'amendement n° 56 de la commission, sous-amendement n° 179 de M. Henri Nallet, ministre (p. 1248).

Devenu sans objet : amendement n° 188 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : saisine du président du tribunal de grande instance par un créancier (p. 1248).

Non soutenu : amendement n° 216 de M. Claude Huriet (p. 1248).

– L'article 14, dans la rédaction de l'amendement n° 56, est adopté (p. 1248).

Art. 15 (*Information du président du tribunal de grande instance*) (p. 1248).

Adopté : amendement n° 57 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rédactionnel (p. 1249).

Retirés : sur l'amendement n° 57 de la commission, sous-amendement n° 230 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1248) – Amendement n° 12 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1249) – Amendement n° 189 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : missions du conciliateur (p. 1249).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 57, est adopté (p. 1249).

Art. 16 (*Pouvoirs et missions du conciliateur*) (p. 1249).

Adopté : amendement n° 58 de M. Jean Arthuis, rapporteur : missions du conciliateur (p. 1250).

Retirés : amendement n° 13 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1250) – Amendement n° 190 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : possibilité pour le conciliateur de réaliser des expertises économiques et financières (p. 1250) – Amendement n° 148 de M. Louis Minetti : plan de redressement (p. 1250).

Devenu sans objet : amendement n° 149 de M. Louis Minetti : caractère contraignant de l'accord entre le débiteur et ses créanciers (p. 1250).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1250).

Art. 17 (*Effets du règlement amiable*) (p. 1250).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n°s 59 et 60 : rédactionnels (p. 1250 et 1251).

Retirés : amendements identiques n° 94 de M. Alain Pluchet, et n° 217 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Jacques Machet : possibilité de résilier certains baux de l'exploitant (p. 1251).

Devenus sans objet : amendements de M. Louis Minetti n°s 150 et 151 (p. 1250).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1251).

Art. 18 (*Secret professionnel*) – Adopté (p. 1251).

Section 2

Le redressement et la liquidation judiciaires

Intitulé (p. 1251).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 8 (p. 1252).

– L'intitulé de la section, ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Art. 19 (*Redressement et liquidation judiciaires : modifications de la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises*) (p. 1252).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 61 : définition de l'agriculteur (p. 1252) – N° 62 : rédactionnel (p. 1253) – N° 64 : suppression du préalable amiable obligatoire (p. 1255) – N° 65 : prolongation de la période d'observation (p. 1256) ; sous-amendement n° 19 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1256) – N°s 66 et 67 : rédactionnels (p. 1256) – Et n° 68 : objet la session des actifs d'une exploitation agricole (p. 1257) – Amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, n° 15 : identique à l'amendement n° 62 de la commission (p. 1253) – N° 16 : suppression du seuil relatif au chiffre d'affaires de l'agriculteur (p. 1254) – N° 18 : identique à l'amendement n° 64 de la commission (p. 1255) – N° 21 : conditions de reprise du fonds par le bailleur ou tout autre reprenneur (p. 1258) – N° 23 : coordination avec l'amendement n° 21 (p. 1259) – N° 27 : coordination avec l'amendement n° 70, ci-dessous (p. 1261) – N° 28 : maintien provisoire dans les lieux d'habitation (p. 1261) – N° 29 : impossibilité de faire appel ou opposition des jugements du tribunal

relatifs à la reprise, l'attribution ou à la cession du bail rural (p. 1261) – Et n° 30 : sanction du défaut de comptabilité (p. 1262) – Amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 70 : prolongation de la période d'observation (p. 1260) ; sous-amendement n° 26 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis (p. 1260) – N°s 71 et 72 : coordination (p. 1262) – Amendements de M. Henri Nallet, ministre, n° 163 : peine de banqueroute en cas d'absence de comptabilité (p. 1263) – Et n° 232 : application des dispositions relatives au règlement et à la liquidation judiciaires dans certaines collectivités territoriales d'outre-mer (p. 1263).

Rejetés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, n° 20 : interdiction de conclure des contrats de location gérance lorsqu'il s'agit d'une exploitation agricole (p. 1257) – Et n° 25 : possibilité de désigner un médiateur (p. 1260).

Retirés : amendement n° 95 de M. Alain Pluchet : suppression du seuil relatif au chiffre d'affaires de l'agriculteur (p. 1253) – Amendement n° 218 de M. Alphonse Arzel, retiré par M. Jacques Machet : suppression du seuil relatif au chiffre d'affaires de l'agriculteur (p. 1253) – Amendement n° 63 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression du seuil relatif au chiffre d'affaires de l'agriculteur (p. 1253) – Amendement n° 191 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : suppression du seuil relatif au chiffre d'affaires de l'agriculteur (p. 1254) – Amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis, n° 17 : conditions de mise en oeuvre de la procédure simplifiée (p. 1254) – N° 22 : suppression du droit de préemption de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER, lorsqu'elle intervient dans un plan de cession (p. 1265 ; réservé p. 1258) – N° 24 (p. 1259) – Et n° 31 : peine de banqueroute en cas d'absence de comptabilité (p. 1263) – Amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 69 (p. 1259) – Et n° 73 : application des dispositions relatives au règlement et à la liquidation judiciaires dans certaines collectivités territoriales d'outre-mer (p. 1263) – Amendement n° 152 de M. Louis Minetti : maintien du contrôle des structures (p. 1259).

Devenus sans objet : amendement n° 164 de M. Henri Nallet, ministre : possibilité de renoncer au bénéfice de la procédure du règlement amiable (p. 1255) – Amendements de M. Louis Minetti, n°s 153 et 154 : constatation par la commission départementale de conciliation de l'échec de la procédure amiable (p. 1255).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1266 ; vote réservé p. 1263).

Après l'art. 19 (p. 1263).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 233 de M. Henri Nallet, ministre : modalités d'application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprises (p. 1264).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 74 de M. Jean Arthuis, rapporteur : analogue à l'amendement n° 233 (p. 1264).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1264).

Art. 20 (*Cotisations à l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés, AGS*) (p. 1264).

Adopté : amendement n° 75 de M. Jean Arthuis, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 16 à l'article 19 (p. 1264).

Retiré : amendement n° 32 de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 75 (p. 1264).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 75, est adopté (p. 1264).

Art. 21 (*Complicité de banqueroute*) – Adopté (p. 1264).

Après l'art. 21 (p. 1264).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 234 de M. Henri Nallet, ministre : suppression du droit de préemption de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural,

SAFER, lorsqu'elle intervient dans un plan de cession (p. 1266).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 123 de M. Alain Pluchet : création d'un fonds de reconversion (p. 1265).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1266).

Chapitre III

Dispositions sociales

Avant l'art. 22 (p. 1266).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 120 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : interdiction des prélèvements au titre des cotisations impayées à la mutualité sociale agricole sur les prestations familiales (p. 1266).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Louis Minetti, n° 155 : indemnité journalière pour arrêt de travail supérieur à trois jours (p. 1267) – N° 156 : revalorisation des retraites agricoles (p. 1267) – Et n° 157 : réduction des cotisations à la mutualité sociale agricole pour les exploitants disposant d'un faible revenu cadastral (p. 1267).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1266).

Art. 22 (*Définition des critères d'affiliation au régime de protection sociale agricole des coexploitants et des associés de sociétés agricoles ; extension des critères d'assujettissement aux cotisations de solidarité*) (p. 1267).

Adopté : amendement n° 99, de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : maintien de l'affiliation à la mutualité sociale agricole de coexploitants ne répondant pas aux nouvelles normes de calcul des surfaces d'assujettissement (p. 1269).

Rejeté : amendement n° 192 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : prise en compte des productions hors sol ou spécialisées dans le calcul des surfaces d'assujettissement (p. 1268).

Retirés : amendement n° 193 de M. Fernand Tardy, retiré par M. Roland Grimaldi (p. 1268) – Amendements de M. Louis Minetti, n° 158 : non prise en compte ou minoration des surfaces d'assujettissement destinées à favoriser l'installation de jeunes agriculteurs (p. 1268) – Et n° 159 (p. 1269) – Amendement n° 76 de M. Jean Arthuis, rapporteur : analogue à l'amendement n° 99 (p. 1269).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1269).

Après l'art. 22 (p. 1269).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 77 de M. Jean Arthuis, rapporteur : détermination de l'assiette des cotisations sociales agricoles (p. 1270).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1270).

Art. 23 (*Calcul de l'assiette des cotisations sociales des associés exploitants d'une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL*) (p. 1270).

Adopté : amendement n° 100 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : répartition des cotisations de prestations familiales entre les exploitants agricoles d'une EARL dans les départements d'outre-mer (p. 1271).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Art. 24 (*Calcul de l'assiette des cotisations sociales des associés exploitants d'une EARL*) (p. 1271).

Adopté : amendement n° 101 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : répartition des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité entre les exploitants associés d'une EARL dans les départements d'outre-mer (p. 1271).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Art. 25 (*Calcul de l'assiette des cotisations sociales des associés exploitants d'une EARL*) (p. 1271).

Adopté : amendement n° 102 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : répartition des cotisations individuelles et cadastrales d'assurance vieillesse entre les associés exploitants d'une EARL et extension de ces dispositions aux départements d'outre-mer (p. 1272).

– L'article 25, dans la rédaction de l'amendement n° 102, est adopté (p. 1272).

Art. 26 (*Conditions de majoration de la retraite proportionnelle*) (p. 1272).

Adoptés : amendement n° 103 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1272) – Amendement n° 78 de M. Jean Arthuis, rapporteur : extension de la majoration de la retraite proportionnelle aux exploitations agricoles à responsabilité limitée non exclusivement composées d'exploitants associés (p. 1273).

Retiré : amendement n° 219 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Louis de Catuelan : association de la profession à l'élaboration du décret relatif aux majorations du montant des prestations vieillesse (p. 1273).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : sur l'amendement n° 78 de la commission, sous-amendement n° 104 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis (p. 1273).

Non soutenu : amendement n° 131 de M. Henri de Raincourt (p. 1273).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1273).

Après l'art. 26 (p. 1273).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 97 de M. Alain Pluchet : analogue à l'amendement n° 79 de la commission (p. 1274) – Amendement (art. additionnel) n° 79 de M. Jean Arthuis, rapporteur : institution d'un régime complémentaire de retraite facultatif pour les exploitants agricoles (p. 1274) – Amendement (art. additionnel) n° 220 de M. Alphonse Arzel, retiré par M. Louis de Catuelan : identique à l'amendement n° 96, ci-dessous (p. 1274).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 96 de M. Alain Pluchet : ouverture d'un droit à pension de réversion aux conjoints survivants d'exploitants agricoles et suppression de l'interdiction de cumul (p. 1275).

Art. 27 (*Extension au régime des salariés agricoles de dispositions du régime général*) (p. 1275).

Adoptés : amendements de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis, n°s 105 et 106 : rédactionnels (p. 1275) – Et n° 107 : correction d'une erreur de référence (p. 1275) – Amendement n° 194 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : identique à l'amendement n° 107 de la commission (p. 1275).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1275).

Art. 28 (*Extension des catégories de bénéficiaires des prestations d'invalidité*) (p. 1276).

Adopté : amendement n° 231 de M. Henri Nallet, ministre : extension aux époux coexploitants et associés d'une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL, du bénéfice de la pension d'invalidité (p. 1276).

Retiré : amendement n° 108 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis (p. 1276).

– L'article 28, dans la rédaction de l'amendement n° 231, est adopté (p. 1276).

Art. 29 (*Affiliation à la mutualité sociale agricole des salariés des filiales majoritaires des coopératives et autres organismes agricoles ainsi que des enseignants des établissements d'enseignement agricole privé*) (p. 1276).

Parole sur l'article : M. Louis Minetti (p. 1276).

Adopté : amendement n° 109 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : conditions d'activité, d'assujettissement et de participation des organismes agricoles créateurs de filiales (p. 1278).

Rejeté : amendement n° 80 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression des dispositions relatives à l'affiliation des salariés des filiales des coopératives agricoles (p. 1278).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1278).

Art. 30 (*Diminution de la parcelle de subsistance et modalités de cessation d'activité au regard du droit à pension*) (p. 1278).

Adoptés : amendements identiques n° 81 de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 110 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis, et n° 195 de M. Fernand Tardy, soutenu par Roland Grimaldi : suppression des dispositions relatives à la diminution de la parcelle de subsistance (p. 1279).

Devenu sans objet : amendement n° 160 de M. Louis Minetti : modalités de l'autorisation de poursuivre la mise en valeur d'une exploitation tout en percevant des prestations d'assurance vieillesse (p. 1279).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1279).

Art. 31 (*Extension aux sociétés agricoles de l'exonération de la contribution sociale de solidarité*) – Adopté (p. 1279).

Art. 32 (*Législation sur la durée du travail et le repos hebdomadaire*) (p. 1279).

Adoptés : amendements de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis, n°s 111, 112, 114, 115, 116 et 117 : rédactionnels (p. 1280) – Et n° 113 : avis de la commission supérieure de la codification (p. 1280).

Rejeté : amendement n° 161 de M. Louis Minetti : suppression de cet article (p. 1280).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1280).

Art. 33 (*Mensualisation des ouvriers agricoles*) – Adopté (p. 1281).

Art. 34 (*Contenu des règlements de travail préfectoraux*) – Adopté (p. 1281).

Art. 35 (*Modifications du code du travail*) (p. 1281).

Adopté : amendement n° 118 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1281).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1281).

Après l'art. 35 (p. 1281).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 165 de M. Henri Nallet, ministre : transmission au préfet, aux fins d'attribution d'aides, de renseignements confidentiels détenus par les organismes d'assurance maladie (p. 1281).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1281).

Chapitre IV

Dispositions diverses

Avant l'art. 36 (p. 1281).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 134 de M. Louis de Catuelan : responsabilité en cas de dommages aux cultures causés par des lapins (p. 1282) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 223 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 176 de M. Alain Pluchet : consultation des représentants de la propriété agricole lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (p. 1283).

Retiré : amendement n° 125 de M. Alain Pluchet : définition de la capacité professionnelle agricole, condition d'attribution des aides et des autorisations de l'Etat (p. 1282).

Non soutenus : amendements (art. additionnels) n°s 177 et 178 de M. Serge Mathieu (p. 1283 et 1284).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1282 et 1283).

Art. 36 (*Conséquences juridiques du retrait des terres*) (p. 1283).

Retirés : amendement n° 196 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : modalités de calcul de l'impôt sur le

revenu du preneur (p. 1284) – Amendement n° 119 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : évolution de la prime de retrait (p. 1285).

– L'article 36 est adopté (p. 1285).

Art. 37 (*Agriculture biologique*) (p. 1285).

Retiré : amendement n° 221 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Louis de Catuelan : consultation de la profession agricole sur les conditions d'obtention de ce label (p. 1285).

– L'article 37 est adopté (p. 1285).

Après l'art. 37 (p. 1283).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 166 de M. Henri Nallet, ministre : habilitation des organismes agréés pour l'organisation des examens analytique et organoleptique à percevoir une redevance (p. 1283).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1283).

Art. 38 (*Liste des agents qualifiés pour procéder au contrôle des produits et services susceptibles de porter atteinte à la sécurité des consommateurs*) – Adopté (p. 1285).

Avant l'art. 39 (p. 1285).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 82 de M. Jean Arthuis, rapporteur : droit alimentaire : distinction entre labellisation et certification (p. 1286).

Non soutenu : sur l'amendement n° 82 de la commission, sous-amendement n° 133 de M. Henri de Raincourt (p. 1286).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1286).

Art. 39 (*Abrogation de dispositions législatives relatives à des denrées alimentaires*) (p. 1286).

Adopté : amendement n° 167 de M. Henri Nallet, ministre : abrogation de dispositions relatives à la protection des produits laitiers (p. 1286).

– L'article 39, dans la rédaction de l'amendement n° 167, est adopté (p. 1286).

Art. 40 (*Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 1286).

Après l'art. 40 (p. 1286).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 222 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Louis de Catuelan : attribution préférentielle (p. 1287).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1287) ; Daniel Hoeffel (p. 1287), Roland Grimaldi (p. 1288), Louis Minetti (p. 1288), Geoffroy de Montalembert (p. 1288), Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques (p. 1289) ; intervention de M. Henri Nallet, ministre (p. 1289) ; Emmanuel Hamel (p. 1290).

Adoption (18 novembre 1988) (p. 1290).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1988) (p. 3078, 3089).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3078, 3081) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Henri Nallet, ministre de l'agriculture.

Agriculteurs (jeunes) : Nallet (Henri) (p. 3081).

Cotisations sociales : Arthuis (Jean) (p. 3079) ; Nallet (Henri) (p. 3080).

Créances : Arthuis (Jean) (p. 3078).

Entreprises : Nallet (Henri) (p. 3080).

Exploitants agricoles : Arthuis (Jean) (p. 3078, 3079) ; Nallet (Henri) (p. 3080, 3081).

Fermage : Arthuis (Jean) (p. 3079).

Fiscalité : Arthuis (Jean) (p. 3079).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Arthuis (Jean)* (p. 3079).
 Procédure parlementaire : *Arthuis (Jean)* (p. 3078).
 Protection sociale : *Nallet (Henri)* (p. 3080).
 Retraites : *Nallet (Henri)* (p. 3080).
 Tourisme rural : *Arthuis (Jean)* (p. 3079).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3081, 3089) : *MM. Henri Nallet, ministre ; Jean Arthuis, rapporteur ; Alain Pluchet, Marcel Daunay.*

Art. 2 A et 2 B – Supprimés par la CMP (p. 3081).
Art. 2, 3 et 4 (p. 3081).
Art. 6 (p. 3082).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Henri Nallet, ministre : exclusion de la participation en apport immobilier à une exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) de toute personne autre que les associés exploitants de ladite EARL et les membres de leur famille jusqu'au quatrième degré (p. 3083 ; scrutin public n° 109).

Art. 9 (p. 3083).
Art. 9 bis A – Supprimé par la CMP (p. 3083).
Art. 9 bis B (p. 3083).
Art. 9 bis – Supprimé par la CMP (p. 3083).
Art. 9 ter, 9 quater, 10, 10 bis, 11, 11 bis A et 11 bis B (p. 3083).
Art. 11 bis à 11 septies – Supprimés par la CMP (p. 3083).
Art. 11 septies 1 (p. 3083).
Art. 11 septies 2 et 11 octies – Supprimés par la CMP (p. 3084).
Art. 11 nonies (p. 3084).
Art. 11 decies et 11 undecies – Supprimés par la CMP (p. 3084).
Art. 14, 16 bis, 17 et 19 (p. 3084).
Art. 19 bis (p. 3085).
Art. 19 bis 1 – Supprimé par la CMP (p. 3085).
Art. 19 bis 2 (p. 3085).
Art. 21 ter – Supprimé par la CMP (p. 3085).
Art. 22 (p. 3085).
Art. 22 bis – Supprimé par la CMP (p. 3085).
Art. 23 et 26 (p. 3085).
Art. 26 bis, 28, 29, 30, 32, 35 bis, 35 ter, 36 AA et 36 AB (p. 3086).
Art. 36 AC (p. 3087).
Art. 36 A – Supprimé par la CMP (p. 3087).
Art. 36 B, 37, 37 bis A, 38 bis, 38 ter et 38 quater (p. 3087).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Alain Pluchet* (p. 3088), *Roland Grimaldi* (p. 3088), *Emmanuel Hamel* (p. 3088), *Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques* (p. 3088, 3089).

Adoption (21 décembre 1988) (p. 3089).

Agro-alimentaire (industrie)

Voir *Lois de finances, 2*, Agriculture et forêt

Aide alimentaire

Voir *Coopération, 1*
Rappels au règlement, 4

Aide au développement

Voir *Lois de finances, 2*, Coopération et développement

Aide familiale ou ménagère

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 3

Aide judiciaire

Voir *Justice, 3*.

Algérie

Voir *Fêtes légales, 1*
Pensions et retraites, 2
Questions orales avec débat n° 12
Traités et conventions, 14

Allocations familiales

Voir *Prestations familiales, 1*

Allocutions et communications

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle, 1*
Messages du Président de la République, 1
Motions d'ordre (procédure parlementaire), 4

1. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1987-1988 et communications diverses** (2 février 1988) (p. 5) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

2. – **Communication du Gouvernement**, en date du 2 février 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et des assemblées territoriales de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral et sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (2 février 1988) (p. 6).

3. – **Communications diverses** (9 février 1988) (p. 13, 14) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

4. – **Hommage aux otages français du Liban** (16 février 1988) (p. 67, 68) – *Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Roger Romani, Claude Estier, Michel Durafour, Jean Cluzel, Richard Pouille, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

5. – **Clôture de la deuxième session extraordinaire de 1987-1988** (25 février 1988) (p. 235) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

6. – **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1987-1988 ; communications diverses ; ajournement du Sénat** (2 avril 1988) (p. 243, 244) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

7. – **Annonce au Sénat de la session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution ; communications diverses** (23 juin 1988) (p. 249) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

8. – **Hommage aux victimes d'une catastrophe ferroviaire** (28 juin 1988) (p. 265) – *MM. Alain Poher, président du Sénat ; Robert Vizet.*

9. – **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale : nouvelle composition du Bureau de l'Assemblée nationale** (28 juin 1988) (p. 266).

10. – **De M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat (clôture de la seconde session ordinaire de 1987-1988)** (30 juin 1988) (p. 357).

11. – **De M. Jean Chérioux**, vice-président du Sénat (Réunion du Parlement en session de droit jusqu'au 7 juillet 1988 inclus, conformément à l'article 12 de la Constitution) (1^{er} juillet 1988) (p. 367).
12. – **Communication du Gouvernement** en date du 4 juillet 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi relatif à l'**administration de la Nouvelle-Calédonie** (5 juillet 1988) (p. 391).
13. – **De M. Etienne Dailly**, vice-président du Sénat : ouverture de la troisième session extraordinaire de 1987-1988 (8 juillet 1988) (p. 467).
14. – **De M. Etienne Dailly**, vice-président du Sénat, et de **M. Jean Poperen**, ministre chargé des relations avec le Parlement : ajournement du Sénat (8 juillet 1988) (p. 479, 480).
15. – **Communications diverses** : ouverture de la première session ordinaire de 1988-1989, décès d'anciens sénateurs, élections de sénateurs, remplacement d'un sénateur, cessation de mandats, décisions du Conseil constitutionnel (3 octobre 1988) (p. 485, 486) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*
16. – **Communication du Gouvernement**, en date du 13 juillet 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française** et des îles **Wallis-et-Futuna** ainsi que du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **protection de la nature dans le Pacifique sud** (3 octobre 1988) (p. 486).
17. – **Prise d'acte du décret portant clôture de la troisième session extraordinaire de 1987-1988** (3 octobre 1988) (p. 490).
18. – **Hommage aux victimes de la catastrophe de Nîmes** (4 octobre 1988) (p. 497) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance; Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.*
19. – **Hommage à M. Geoffroy de Montalembert, doyen du Sénat** (11 octobre 1988) (p. 514) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance; Geoffroy de Montalembert, Louis Le Pensec, ministre.*
20. – **Communication du Président de la République**, relative au décret du 5 octobre 1988 soumettant au référendum le projet de loi portant dispositions statutaires et préparatoires à l'**autodétermination de la Nouvelle-Calédonie** en 1998, le 6 novembre 1988 (11 octobre 1988) (p. 514) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*
21. – **Communication du Gouvernement**, en date du 14 octobre 1988, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de **Polynésie française**, du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances et de l'assemblée territoriale des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de **transports maritimes** (14 octobre 1988) (p. 599).
22. – **Hommage aux victimes d'un accident ferroviaire** (8 novembre 1988) (p. 869) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*
23. – **Communication du Gouvernement**, en date du 7 novembre 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances et de l'assemblée territoriale des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication** (8 novembre 1988) (p. 869).
24. – **Souhaits de bienvenue au vice-président de l'Assemblée nationale de la République irakienne** (9 novembre 1988) (p. 927).
25. – **Communication du Gouvernement**, en date du 16 novembre 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances, des assemblées territoriales de **Polynésie française** et des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi relatif à l'**adaptation de l'exploitation agricole** à son environnement économique et social (16 novembre 1988) (p. 1122).
26. – **Communication du Gouvernement**, en date du 17 novembre 1988, relative à la consultation du Congrès du territoire de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances, de l'Assemblée territoriale de **Polynésie française** et de l'Assemblée territoriale des îles **Wallis-et-Futuna**, se rapportant au projet de loi relatif à l'**adaptation de l'exploitation agricole** à son environnement économique et social et à l'application dans les territoires d'outre-mer des lois n°s 85-98 et 85-99 du 25 janvier 1985 (17 novembre 1988) (p. 1185).
27. – **Souhaits de bienvenue au président de l'Assemblée nationale** (21 novembre 1988) (p. 1370) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*
28. – **Communication du Gouvernement**, en date du 24 novembre 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie**, des assemblées territoriales de **Polynésie française** et des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des **conseils municipaux** (24 novembre 1988) (p. 1554) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*
29. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, de la **Polynésie française** et de **Wallis-et-Futuna**, se rapportant au projet de loi relatif à l'**adaptation de l'exploitation agricole** à son environnement économique et social et à l'application dans les territoires d'outre-mer des lois n° 85-98 et 85-99 du 25 janvier 1985 (envoi complémentaire à la communication faite au Sénat le 17 novembre 1988) (30 novembre 1988) (p. 1979).
30. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et des îles **Wallis-et-Futuna**, sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication** (envoi complémentaire à la communication faite au Sénat le 7 novembre 1988) et concernant la consultation de l'assemblée territoriale de **Polynésie française** sur ce projet de loi (2 décembre 1988) (p. 2088).
31. – **Hommage aux victimes d'un tremblement de terre en Arménie** (8 décembre 1988) (p. 2418) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
32. – **Communication du Gouvernement**, en date du 14 décembre 1988, relative à la consultation du congrès du territoire de la **Nouvelle-Calédonie**, de l'assemblée territoriale de **Polynésie française** et de l'assemblée territoriale des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne pour la prévention de la **torture** et des **peines ou traitements inhumains ou dégradants** (15 décembre 1988) (p. 2797).
33. – **Communications diverses** : décision du Conseil constitutionnel, décès (20 décembre 1988) (p. 2964, 2990) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
34. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du 22 décembre 1988 (21 décembre 1988) (p. 3064) – *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

35. – De M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance : ouverture de la première session extraordinaire de l'année 1988-1989 (22 décembre 1988) (p. 3102).

36. – Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat (22 décembre 1988) (p. 3117, 3118) – Elections – Gouvernement – Commissions parlementaires – Commissions mixtes paritaires – Budget de l'Etat – Communauté économique européenne – Sénat – Presse – Remerciements et vœux.

37. – De M. Alain Poher, président du Sénat : ajournement des travaux du Sénat, l'ordre du jour étant épuisé (22 décembre 1988) (p. 3119).

Aménagement du temps

Voir *Lois de finances, 2*, Education nationale - Jeunesse et sports

Aménagement du territoire

Voir *Collectivités territoriales, 3*
Lois de finances, 2, Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° 66
Questions orales sans débat n° 31

Aménagement rural

Voir *Agriculture, 2*
Lois de finances, 2, Agriculture et forêt
Questions au Gouvernement n° 51

Amendements

Voir *Rappels au règlement, 12 ; 27 ; 29*

Amérique andine

Voir *Rapports d'information, 12*

Amérique latine

Voir *Rapports d'information, 12*

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Déportés et internés, 2 ; 3*
Lois de finances, 2, Anciens combattants
Pensions et retraites, 2

1. – Proposition de loi tendant à donner vocation à la qualité de combattant aux militaires ayant participé à certaines opérations menées par la France sur les théâtres d'opérations extérieures, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 16 mars 1988) [n° 244 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 342 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leurs familles,

PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 46 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – Proposition de loi tendant à accorder la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 titulaires d'un titre de guerre, PRESENTÉE AU SENAT par M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1988) [n° 172 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Apartheid

Voir *Rappels au règlement, 11*

Appellations d'origine

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*, Art. 23

Apprentissage

1. – Proposition de loi relative à la réforme de la taxe d'apprentissage, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 45 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – Projet de loi relatif aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (2 avril 1988) [n° 255 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Auguste Cazalet (11 octobre 1988) [n° 16 (88-89)] – Avis de M. Jean Madelain (11 octobre 1988) [n° 18 (88-89)] – Discussion (11 octobre 1988) – Adoption (11 octobre 1988) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1988) [n° 291] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Paul Virapoullé (17 novembre 1988) [n° 360] – Discussion (22 novembre 1988) – Adoption (22 novembre 1988) [n° 27].

PROMULGATION : Loi n° 88-1089 du 1^{er} décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 1988) (p. 524, 529).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 524, 527) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Auguste Cazalet, rapporteur de la commission des lois ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Daniel Millaud, au nom de M. Marcel Henry.*

Agriculture : *Cazalet (Auguste)* (p. 525).

Apprentissage : *Cazalet (Auguste)* (p. 525) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 524) ; *Madelain (Jean)* (p. 526) ; *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Code du travail : *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Comité de la formation professionnelle : *Cazalet (Auguste)* (p. 525) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 524).

Communes : *Cazalet (Auguste)* (p. 525).

Comores : *Madelain (Jean)* (p. 526).

Conseils généraux : *Cazalet (Auguste)* (p. 525) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 525) ; *Madelain (Jean)* (p. 526).

Convention Etat-Mayotte : *Le Pensec (Louis)* (p. 527) ; *Madelain (Jean)* (p. 526) ; *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Conventions de formation : *Cazalet (Auguste)* (p. 525).

Décentralisation : *Cazalet (Auguste)* (p. 525) ; *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Droit (applicable à Mayotte): *Le Pensec (Louis)* (p. 527); *Madelain (Jean)* (p. 526); *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Economie et finances: *Cazalet (Auguste)* (p. 525); *Madelain (Jean)* (p. 526).

Emploi: *Cazalet (Auguste)* (p. 525); *Madelain (Jean)* (p. 526).

Équipement: *Cazalet (Auguste)* (p. 525); *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM): *Le Pensec (Louis)* (p. 527).

Formation professionnelle: *Cazalet (Auguste)* (p. 525); *Le Pensec (Louis)* (p. 524); *Madelain (Jean)* (p. 526); *Millaud (Daniel)* (p. 527).

Mayotte: *Le Pensec (Louis)* (p. 524).

Mayotte (données chiffrées): *Madelain (Jean)* (p. 526).

Réponse à M. Marcel Henry: *Le Pensec (Louis)* (p. 527).

Tourisme: *Cazalet (Auguste)* (p. 525).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 527, 529): *MM. Auguste Cazalet, rapporteur; Jean Madelain, rapporteur pour avis; Louis Le Pensec, ministre.*

Art. 1^{er} (*Compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage*) - Adopté (p. 527).

Art. 2 (*Le comité de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi*) (p. 528).

Adopté: amendement n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis: rédactionnel (p. 528).

Retiré: amendement n° 2 de M. Auguste Cazalet, rapporteur: rédactionnel (p. 528).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 528).

Art. 3 à 6 (*Formation professionnelle et apprentissage: programme annuel, conventions, financement*) - Adoptés (p. 528).

Après l'art. 6 (p. 528).

Adopté: amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Auguste Cazalet, rapporteur: date d'entrée en vigueur de la loi (p. 529).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 529).

Explication de vote sur l'ensemble: *M. Paul Souffrin* (p. 529).

Adoption (11 octobre 1988) (p. 529).

Architecture

Voir *Bâtiment et travaux publics*, 1

Lois de finances, 2, Équipement et logement - I - Urbanisme, logement et services communs

Argentine

Voir *Rapports d'information*, 6

Armée

Voir *Lois de finances*, 2, Défense

Armement

Voir *Traités et conventions*, 22

Armement nucléaire

Voir *Lois de finances*, 2, Défense

Arménie

Voir *Allocutions et communications*, 31

Droits de l'homme, 2

Langues et cultures étrangères, 1

Article d'équilibre

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 29

Asie

Voir *Traités et conventions*, 6

Asie du Sud-Est

Voir *Rapports d'information*, 7

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, 9; 11

Assemblées territoriales

Voir *Allocutions et communications*, 2

Associations

Voir *Lois de finances*, 2, Education nationale - Jeunesse et sports

Assurance invalidité décès

1. - **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel Hoeffel, sénateur (14 avril 1987) [n° 175 (86-87)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Proposition de loi reprise conformément au 3^e alinéa de l'article 28 du Règlement, le 20 octobre 1988.

Assurance vieillesse

1. - **Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 46 (86-87)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. - **Proposition de loi portant amélioration des retraites minières**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 47 (86-87)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

3. - **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants droit du régime minier**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 50 (86-87)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

4. - **Proposition de loi tendant à moduler les cotisations d'assurance vieillesse en fonction des charges familiales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Auguste Cazalet, sénateur (16 février 1988) [n° 231 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. - **Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour améliorer la situation des retraités**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 28 avril 1988) [n° 275 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. - **Proposition de loi relative à la retraite à cinquante ans pour les marins**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 339 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

7. - **Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 344 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Assurances

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 16
Questions au Gouvernement n° 59
Rapports d'information, 15

Australie

Voir *Rapports d'information, 10*
Traités et conventions, 26

Automobiles

Voir *Questions orales sans débat n° 40*

Autorité parentale

Voir *Famille, 1; 3*

Aviation civile

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne
Rapports d'information, 1

B**Bangladesh**

Voir *Traités et conventions*, 2

Banques et établissements financiers

Voir *Marchés financiers*, 1

Ordre du jour du Sénat, 2

Questions au Gouvernement n° 59 ; n° 68

Rappels au règlement, 25 ; 26 ; 27 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31

Rapports d'information, 15

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières sur le capital de la Société générale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 novembre 1988) [n° 101 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Roger Chinaud (19 décembre 1988) [n° 159 (88-89)] – Avis de M. Hubert Haenel (19 décembre 1988) [n° 163 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 44].

NOUVEL INTITULE « **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées** » – Election des membres de la commission (21 décembre 1988) (p. 3077).

Discussion des conclusions du rapport

(20 décembre 1988) (p. 3028, 3052).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3028, 3043) : MM. Roger Chinaud, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Josy Moinet, Charles Lederman, Paul Loridant et les orateurs sur la motion.

Actionnaires et actionnariat : Lederman (Charles) (p. 3035).

Actions : Chinaud (Roger) (p. 3029).

Banque de France : Loridant (Paul) (p. 3037, 3038).

Banques et établissements financiers : Lederman (Charles) (p. 3035).

Bourses de valeurs : Chinaud (Roger) (p. 3030, 3031, 3032, 3042) ; Monory (René) (p. 3039, 3040).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : Chinaud (Roger) (p. 3029, 3030, 3042) ; Lederman (Charles) (p. 3036) ; Loridant (Paul) (p. 3037) ; Moinet (Josy) (p. 3032) ; Monory (René) (p. 3039, 3040) ; Pasqua (Charles) (p. 3041).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) (commission de surveillance) : Chinaud (Roger) (p. 3031) ; Moinet (Josy) (p. 3033).

Comité de la réglementation bancaire : Loridant (Paul) (p. 3037).

Commission de contrôle : Pasqua (Charles) (p. 3040).

Commission d'enquête (champ d'investigation) : Chinaud (Roger) (p. 3030) ; Lederman (Charles) (p. 3034) ; Loridant (Paul) (p. 3038).

Commission d'enquête (procédure de création) : Larché (Jacques) (p. 3028).

Commission des finances : Chinaud (Roger) (p. 3041, 3042) ; Moinet (Josy) (p. 3032, 3033) ; Monory (René) (p. 3040).

Commission des opérations de bourse (COB) : Chinaud (Roger) (p. 3041, 3042) ; Loridant (Paul) (p. 3038) ; Monory (René) (p. 3040).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Chinaud (Roger) (p. 3032) ; Monory (René) (p. 3039).

Commissions permanentes : Moinet (Josy) (p. 3032).

Conseil d'Etat : Loridant (Paul) (p. 3037, 3038).

Cour des comptes : Moinet (Josy) (p. 3033).

Entreprises publiques : Chinaud (Roger) (p. 3031) ; Lederman (Charles) (p. 3035).

Investissements étrangers en France : Chinaud (Roger) (p. 3030).

Marceau Investissements : Chinaud (Roger) (p. 3029) ; Loridant (Paul) (p. 3037).

Marchés financiers : Chinaud (Roger) (p. 3030, 3042) ; Lederman (Charles) (p. 3035) ; Loridant (Paul) (p. 3038) ; Moinet (Josy) (p. 3032) ; Monory (René) (p. 3039, 3040).

Nationalisations : Chinaud (Roger) (p. 3029) ; Lederman (Charles) (p. 3035).

Noyaux durs : Loridant (Paul) (p. 3036, 3037) ; Monory (René) (p. 3039).

Ordre du jour du Sénat : Lederman (Charles) (p. 3034) ; Monory (René) (p. 3039).

Parlement (information) : Chinaud (Roger) (p. 3031) ; Moinet (Josy) (p. 3033).

Parlement (rôle) : Chinaud (Roger) (p. 3042) ; Pasqua (Charles) (p. 3041).

Politique économique et sociale : Lederman (Charles) (p. 3035).

Privatisations : Lederman (Charles) (p. 3034, 3035) ; Loridant (Paul) (p. 3036, 3037).

Réponse à M. Lederman : Chinaud (Roger) (p. 3041) ; Pasqua (Charles) (p. 3040).

Réponse à M. Loridant : Pasqua (Charles) (p. 3040).

Réponse à M. Moinet : Chinaud (Roger) (p. 3041).

Réponse à M. Monory : Chinaud (Roger) (p. 3041, 3042) ; Pasqua (Charles) (p. 3040).

Société générale : Chinaud (Roger) (p. 3029) ; Lederman (Charles) (p. 3034) ; Loridant (Paul) (p. 3036, 3037) ; Monory (René) (p. 3039).

Société immobilière de gestion et de participation (SIGP) : Chinaud (Roger) (p. 3029) ; Moinet (Josy) (p. 3032).

Valeurs mobilières : Lederman (Charles) (p. 3035).

Motion n° 1 de M. René Monory et plusieurs de ses collègues, tendant au renvoi à la commission des finances de ses conclusions sur la proposition de résolution (p. 3036) – MM. René Monory, Charles Pasqua, Roger Chinaud, rapporteur.

Rejet de la motion (p. 3043 ; scrutin public n° 104).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3043, 3052) : MM. René Monory, Roger Chinaud, rapporteur ; Charles Lederman, Paul Loridant, Jean-Pierre Bayle, Michel Dreyfus-Schmidt, Josy Moinet, Claude Estier, Jacques Larché, président de la commission des lois.

Art. premier (Création d'une commission d'enquête sur les opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées en application de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 auxquelles ont participé, directement ou indirectement, des établissements, sociétés ou organismes visés à l'article 6 bis de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 ainsi que la Caisse des dépôts et consignations pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui) (p. 3043).

Adopté : amendement n° 2 de M. René Monory : création d'une commission de contrôle à la place d'une commission d'enquête (p. 3051 ; scrutin public n° 106).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3051).

Art. 2 (Composition de la commission) – Adopté (p. 3052).

Intitulé (p. 3052).

Adopté : amendement n° 3 de M. René Monory : coordination avec l'amendement n° 2 (p. 3052).

– L'intitulé, ainsi rédigé, est adopté (p. 3052).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 3052).

Bâtiment et travaux publics

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement et logement - I - Urbanisme, logement et services communs

Lois de finances rectificatives, 1, Art. 27, 35

Rapports au Gouvernement, 1

1. – **Projet de loi portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée**, PRESENTEE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 20 juillet 1988) [n° 329 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (12 octobre 1988) [n° 23 (88-89)] – Discussion (18 octobre 1988) – Adoption (18 octobre 1988) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 300] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (22 novembre 1988) [n° 366] – Discussion (24 novembre 1988) – Adoption (24 novembre 1988) [n° 32].

PROMULGATION : Loi n° 88-1090 du 1^{er} décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1988) (p. 608, 612).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 608, 610) : MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Pagès.

Architectes : Voir Maîtres d'oeuvre.

Code des marchés publics : Faure (Maurice) (p. 608, 609) ; Laucournet (Robert) (p. 609).

Collectivités territoriales : Faure (Maurice) (p. 608).

Concours d'architecture et d'ingénierie : Voir Code des marchés publics.

Décentralisation : Faure (Maurice) (p. 608) ; Laucournet (Robert) (p. 609).

Décret en Conseil d'Etat : Faure (Maurice) (p. 608).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : Pagès (Robert) (p. 610).

Habitations à loyer modéré (HLM) : Pagès (Robert) (p. 610).

Logement : Pagès (Robert) (p. 610).

Maîtres d'oeuvre : Faure (Maurice) (p. 609).

Négociations interprofessionnelles : Faure (Maurice) (p. 608) ; Laucournet (Robert) (p. 609) ; Pagès (Robert) (p. 610).

Réglementation (historique) : Laucournet (Robert) (p. 609).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 610, 612) : MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Maurice Faure, ministre ; William Chervy.

Art. unique (Détermination et rémunération des missions des maîtres d'oeuvre privés) (p. 610).

Adoptés : amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur, n° 1 : suppression de la mention relative aux établissements publics régionaux (p. 610) – N° 2 : exclusion du champs d'application de la loi des opérations visant à réaliser des logements destinés à l'accession à la propriété (p. 611) – Et n° 3 et 4 : rédactionnels (p. 611).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 612).

Adoption (18 octobre 1988) (p. 612).

Baux

1. – **Proposition de loi tendant à la mise en oeuvre de l'article 26 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs, en autorisant le juge à maintenir dans le logement un locataire de bonne foi menacé d'expulsion**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 347 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Baux ruraux

1. – **Proposition de loi tendant à adopter certaines dispositions fiscales et juridiques du métayage et du fermage viticoles**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur (2 novembre 1988) [n° 63 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Belgique

Voir *Traités et conventions*, 12

Bois

1. – **Proposition de loi relative à la défense des droits d'usage au bois**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe Madrelle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 février 1988) [n° 236 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Boissons et alcools

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 18

1. – **Proposition de loi relative au financement des organismes agréés pour le contrôle qualitatif des vins d'appellation d'origine et au financement de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987 – 6 janvier 1988) [n° 220 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi relative à la distillation en franchise de droits d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des exploitants agricoles**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur (2 novembre 1988) [n° 64 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Bourses de valeurs

Voir *Marchés financiers*, 1

Brésil

Voir *Rapports d'information*, 6

Bretagne (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° 43

Budgets annexes

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne ; Imprimerie nationale ; Légion d'honneur et ordre de la libération ; Monnaies et médailles ; Postes, télécommunications et espace ; Prestations sociales agricoles

C**Caisse des dépôts et consignations (CDC)**

Voir *Rapports du Gouvernement*, 6

Calamités et catastrophes

Voir *Allocutions et communications*, 8 ; 18 ; 31
Lois de finances, 2, Services du Premier ministre - V -
 Environnement
Questions au Gouvernement n° 15 ; n° 69 ; n° 74

Campagnes électorales

Voir *Elections*, 3 ; 4
Questions au Gouvernement n° 29

Canada

Voir *Traités et conventions*, 5 ; 19

Centre national d'études de sécurité sociale (CNESS)

Voir *Politique économique et sociale*, 4, Art. 28

Chambres d'agriculture

Voir *Questions orales sans débat* n° 20

Charbon

Voir *Energie*, 1 ; 2

Chasse

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - V -
 Environnement
Questions au Gouvernement n° 67

Cher (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 24

Chômage

Voir *Enseignement*, 3
Lois de finances, 2, Travail, emploi, formation profes-
 sionnelle et services communs

Chypre

Voir *Questions orales avec débat* n° 12

Cinéma

Voir *Communication audiovisuelle*, 4
Lois de finances, 2, Comptes spéciaux du Trésor
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 32

Circulation routière

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Transports ter-
 restres, voies navigables et sécurité routière

1. - Proposition de loi visant à supprimer la procédure adminis-
 trative de suspension du permis de conduire, PRESENTÉE AU

SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (Rattachée pour ordre
 au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1986 - 26 janvier
 1987) [n° 145 (86-87)] - Renvoi à la commission des lois -
 Reprise conformément au troisième alinéa de l'article 28 du
 Règlement le 25 octobre 1988.

2. - Proposition de loi tendant à modifier le code de la route en
 supprimant la procédure administrative de suspension du permis
 de conduire, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc
 Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988)
 [n° 48 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Code de l'urbanisme

Voir *Urbanisme*, 1

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Politique économique et sociale*, 1 ; 4

Code de la route

Voir *Grâce et amnistie*, 1

Code de la santé publique

Voir *Politique économique et sociale*, 4
Santé, 1

Code de la sécurité sociale

Voir *Agriculture*, 2
Assurance invalidité décès, 1
Politique économique et sociale, 3

Code de procédure pénale

Voir *Grâce et amnistie*, 1
Traités et conventions, 7

Code des communes

Voir *Allocutions et communications*, 28
Communes, 2

Code des marchés publics

Voir *Bâtiment et travaux publics*, 1

Code des pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Sécurité sociale*, 4

Code des postes et télécommunications

Voir *Urbanisme*, 2

Code du service national

Voir *Politique économique et sociale*, 4

Code du travail

Voir *Agriculture*, 2
Formation professionnelle, 1
Grâce et amnistie, 1
Politique économique et sociale, 4

Code électoral

Voir *Allocutions et communications*, 28

Communes, 2
Elections, 3 ; 4 ; 9

Code forestier

Voir *Bois, 1*

Code général des impôts

Voir *Agriculture, 2*
Lois de finances rectificatives, 1
Marchés financiers, 1

Code pénal

Voir *Grâce et amnistie, 1*
Traités et conventions, 7

Code rural

Voir *Agriculture, 2*
Politique économique et sociale, 4

Collectivités territoriales

Voir *Communes, 2*
Elections, 5
Fonction publique territoriale, 1
Lois de finances, 2, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur ; Intérieur
Questions au Gouvernement n° 12 ; n° 22 ; n° 53 ; n° 64
Rapports du Gouvernement, 9
Taxe professionnelle, 1
Urbanisme, 1

1. - **Proposition de loi constitutionnelle tendant à donner aux modalités de représentation des collectivités territoriales de la République le caractère de loi organique relative au Sénat, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jacques Larché, sénateur (21 octobre 1986) [n° 20 (86-87)] - Renvoi à la commission des lois - Reprise par son auteur le 6 avril 1988.

2. - **Proposition de loi portant statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et démocratisation de ces fonctions électorales, PRESENTÉE AU SENAT**, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 54 (86-87)] - Renvoi à la commission des lois - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

3. - **Proposition de loi visant à permettre l'exercice des compétences des régions en matière d'aménagement du territoire, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Michel Giraud, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 22 avril 1988) [n° 263 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Apprentissage, 2*
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer ; Equipement et logement - I - Urbanisme, logement et services communs
Nouvelle-Calédonie, 1
Questions au Gouvernement n° 54 ; n° 74
Sécurité sociale, 1

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics

Voir *Rapports du Gouvernement, 3*

Comités économiques et sociaux

Voir *Conseil économique et social, 1*

Régions, 1

Commerce et artisanat

Voir *Lois de finances, 2, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat*

Commerce extérieur

Voir *Lois de finances, 2, Economie, finances et budget - Commerce extérieur*
Lois de finances rectificatives, 1

Commerce international

Voir *Environnement, 1*
Rapports d'information, 14

Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Voir *Questions orales sans débat n° 13*

Commission des opérations de bourse (COB)

Voir *Marchés financiers, 1*

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL)

Voir *Communication audiovisuelle, 1 ; 3*
Rapports d'information, 11

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

Voir *Parlement, 5*

Commissions d'enquête ou de contrôle

Voir *Banques et établissements financiers, 1*
Industrie, 1 ; 2
Parlement, 1 ; 2 ; 3 ; 4
Rappels au règlement, 18 ; 19

1. - **Résultat du scrutin pour l'élection des membres de la commission de contrôle de l'action des établissements, sociétés ou organismes ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées (21 décembre 1988) (p. 3077) - M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.**

Commissions parlementaires

Voir *Rappels au règlement, 5 ; 7*

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Communautés européennes, 1 ; 2*
Marchés financiers, 1
Questions au Gouvernement n° 1 ; n° 31 ; n° 44 ; n° 51 ; n° 54 ; n° 58 ; n° 62
Questions orales sans débat n° 15
Rapports d'information, 8 ; 16

Communautés européennes

Voir *Rapports d'information, 8 ; 9*
Télécommunications, 1

1. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une décision du Conseil des communautés européennes relative au système des**

ressources propres des communautés, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et par Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes (5 octobre 1988) [n° 276] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Paul Dhaille (6 décembre 1988) [n° 425] – Avis de M. Martin Malvy (24 novembre 1988) [n° 409] – Discussion (12 décembre 1988) – Adoption (12 décembre 1988) [n° 48].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1988) [n° 133 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Josy Moinet (14 décembre 1988) [n° 145 (88-89)] – Avis de M. Michel Crucis (14 décembre 1988) [n° 141 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 38].

PROMULGATION: Loi n° 88-1253 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2971, 2981).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2971, 2978): *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes; MM. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances; Michel Crucis, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Jean Garcia.*

Acte unique européen: *Cresson (Edith)* (p. 2971).

Aide au développement: *Cresson (Edith)* (p. 2978); *Garcia (Jean)* (p. 2977).

Budget communautaire: *Cresson (Edith)* (p. 2977).

Commerce international: *Garcia (Jean)* (p. 2977).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement): *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Communauté économique européenne (CEE) (historique du financement): *Cresson (Edith)* (p. 2971, 2972); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres): *Cresson (Edith)* (p. 2971, 2972, 2978); *Crucis (Michel)* (p. 2975); *Garcia (Jean)* (p. 2976); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Délégations parlementaires: *Cresson (Edith)* (p. 2977).

Finances communautaires: *Crucis (Michel)* (p. 2975, 2976); *Moinet (Josy)* (p. 2975).

Finances publiques: *Moinet (Josy)* (p. 2974).

Fonds européen de développement régional (FEDER): *Garcia (Jean)* (p. 2976).

Parlement (rôle): *Cresson (Edith)* (p. 2977, 2978); *Crucis (Michel)* (p. 2975); *Garcia (Jean)* (p. 2976); *Moinet (Josy)* (p. 2974, 2975).

Politique agricole commune (PAC): *Cresson (Edith)* (p. 2971, 2972); *Garcia (Jean)* (p. 2976); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Politique économique et sociale: *Garcia (Jean)* (p. 2977).

Politique monétaire et financière: *Garcia (Jean)* (p. 2977).

Politiques communautaires: *Cresson (Edith)* (p. 2971, 2972, 2978); *Garcia (Jean)* (p. 2976, 2977); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Prélèvements obligatoires (CEE): *Cresson (Edith)* (p. 2972); *Garcia (Jean)* (p. 2976).

Prélèvements obligatoires (CEE) (données chiffrées): *Moinet (Josy)* (p. 2973, 2974).

Produit national brut (PNB): *Cresson (Edith)* (p. 2972); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

Recherche: *Cresson (Edith)* (p. 2978).

Royaume-Uni: *Cresson (Edith)* (p. 2971, 2972, 2978); *Crucis (Michel)* (p. 2975); *Garcia (Jean)* (p. 2976).

Souveraineté nationale: *Garcia (Jean)* (p. 2976).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA): *Cresson (Edith)* (p. 2972); *Moinet (Josy)* (p. 2973).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2978, 2981)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 24 juin 1988 relative au système des ressources propres des communautés) (p. 2978).

Explications de vote sur l'article unique: *MM. Jacques Genton* (p. 2978), *Claude Estier* (p. 2979), *Emmanuel Hamel* (p. 2979), *Raymond Bourguin* (p. 2979), *Josy Moinet* (p. 2980), *intervention de Mme Edith Cresson, ministre* (p. 2980).

Scrutin public n° 103 (p. 2981).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2981).

2. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes entre les représentants des Gouvernements des Etats membres relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1988, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et par Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes (5 octobre 1988) [n° 277] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Daniel Goulet (6 décembre 1988) [n° 424] – Avis de M. Martin Malvy (24 novembre 1988) [n° 410] – Discussion (12 décembre 1988) – Adoption (12 décembre 1988) [n° 49].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1988) [n° 134 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Josy Moinet (14 décembre 1988) [n° 144 (88-89)] – Avis de M. Michel Crucis (14 décembre 1988) [n° 140 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 39].

PROMULGATION: Loi n° 88-1254 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2981, 2983).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2981, 2983): *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes; MM. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances; Michel Crucis, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.*

Avances: *Cresson (Edith)* (p. 2981); *Moinet (Josy)* (p. 2982).

Budget communautaire: *Cresson (Edith)* (p. 2981); *Moinet (Josy)* (p. 2982).

Communauté économique européenne (ressources propres): *Crucis (Michel)* (p. 2983).

Déficit budgétaire: *Cresson (Edith)* (p. 2981); *Moinet (Josy)* (p. 2982).

Finances publiques: *Moinet (Josy)* (p. 2982).

Parlement (rôle): *Moinet (Josy)* (p. 2982).

Politique agricole commune (PAC): *Cresson (Edith)* (p. 2982).

Politiques communautaires: *Cresson (Edith)* (p. 2981).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2983)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord intervenu entre les représentants des Gouvernements des Etats membres des communautés européennes portant sur le versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1988, conclu à Luxembourg le 24 juin 1988) (p. 2983).

Explications de vote sur l'article unique: *MM. Jean Garcia* (p. 2983), *Claude Estier* (p. 2983), *Raymond Bourguin* (p. 2983).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2983).

Communautés européennes (directives)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 6 ; n° 17

Communes

Voir *Finances locales*, 1

Fonction publique territoriale, 1

Impôts locaux, 1

Urbanisme, 1

1. - **Proposition de loi tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Paulette Fost, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 6 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (19 octobre 1988) [n° 318] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (17 novembre 1988) [n° 361] - Urgence - Discussion (24 novembre 1988) - Adoption (24 novembre 1988) [n° 33].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (27 novembre 1988) [n° 102 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raymond Bouvier (8 décembre 1988) [n° 120 (88-89)] - Discussion (14 décembre 1988) - Adoption (14 décembre 1988) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (15 décembre 1988) [n° 475] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (15 décembre 1988) [n° 481] - Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Raymond Bouvier (15 décembre 1988) [n° 154 (88-89)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 décembre 1988) [n° 475] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (20 décembre 1988) [n° 489] - Discussion (20 décembre 1988) - Adoption (20 décembre 1988) [n° 56].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1988) [n° 170 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raymond Bouvier (21 décembre 1988) [n° 179 (88-89)] - Discussion (21 et 22 décembre 1988) - Adoption (22 décembre 1988) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (22 décembre 1988) [n° 521] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (22 décembre 1988) [n° 522] - Discussion (22 décembre 1988) - Adoption (22 décembre 1988) [n° 69].

PROMULGATION : Loi n° 88-1262 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989) - Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 14 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(14 décembre 1988) (p. 2699, 2749).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2699, 2711) : MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Raymond Bouvier rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Paul Girod, Daniel Percheron, Charles Lederman.

Assesseurs : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701).

Bulletins de vote : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2700, 2711) ; Girod (Paul) (p. 2705).

Bureaux de vote : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701, 2710) ; Percheron (Daniel) (p. 2707).

Campagnes électorales : Lederman (Charles) (p. 2709).

Carte nationale d'identité : Baylet (Jean-Michel) (p. 2701).

Circonscriptions électorales : Lederman (Charles) (p. 2708).

Collectivités territoriales d'outre-mer : Girod (Paul) (p. 2705).

Commissions de contrôle des opérations électorales et de recensement des votes : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702).

Communication audiovisuelle : Lederman (Charles) (p. 2709).

Conseils consultatifs (communes associées) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2700) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702) ; Percheron (Daniel) (p. 2707).

Conseils municipaux : Allouche (Guy) (p. 2703) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2700) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702) ; Girod (Paul) (p. 2706) ; Percheron (Daniel) (p. 2707).

Contentieux électoral : Baylet (Jean-Michel) (p. 2700, 2710).

Déclarations de candidature : Allouche (Guy) (p. 2705) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2711) ; Bouvier (Raymond) (p. 2701) ; Girod (Paul) (p. 2706).

Elections municipales : Girod (Paul) (p. 2705, 2706) ; Lederman (Charles) (p. 2709).

Etrangers : Lederman (Charles) (p. 2709).

Finances locales : Girod (Paul) (p. 2705).

Fraude électorale : Allouche (Guy) (p. 2703) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701, 2710) ; Bouvier (Raymond) (p. 2701, 2702) ; Girod (Paul) (p. 2705) ; Lederman (Charles) (p. 2707, 2711) ; Percheron (Daniel) (p. 2706).

Inéligibilités : Allouche (Guy) (p. 2705) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701) ; Girod (Paul) (p. 2706).

Information (pluralisme) : Lederman (Charles) (p. 2709).

Listes électorales : Baylet (Jean-Michel) (p. 2700).

Listes électorales (inscriptions et radiations) : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2700, 2710) ; Bouvier (Raymond) (p. 2703).

Machines à voter : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2710) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702).

Maires : Baylet (Jean-Michel) (p. 2700) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702).

Opérations électorales : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Bouvier (Raymond) (p. 2701, 2702) ; Percheron (Daniel) (p. 2707).

Partis et groupements politiques (financement) : Lederman (Charles) (p. 2709).

Peines et amendes : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Bouvier (Raymond) (p. 2701).

Presse : Lederman (Charles) (p. 2709).

Représentation proportionnelle : Lederman (Charles) (p. 2708).

Scrutin majoritaire : Baylet (Jean-Michel) (p. 2711) ; Lederman (Charles) (p. 2707, 2708, 2709, 2711).

Signature des listes d'émargement : Allouche (Guy) (p. 2703, 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701, 2710) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702) ; Girod (Paul) (p. 2706).

Suffrage universel : Lederman (Charles) (p. 2708).

Urnes : Allouche (Guy) (p. 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2701, 2710) ; Bouvier (Raymond) (p. 2702) ; Girod (Paul) (p. 2705).

Vote blanc : Allouche (Guy) (p. 2705) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2711).

Vote électronique : Voir Machines à voter.

Vote par procuration : Allouche (Guy) (p. 2703, 2704) ; Baylet (Jean-Michel) (p. 2700, 2710, 2711) ; Bouvier (Raymond) (p. 2703) ; Girod (Paul) (p. 2705).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2711, 2749) : MM. Charles Lederman, Raymond Bouvier, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Mme Hélène Luc, MM. René Tréguët, Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel, Hubert Haenel, Paul Loridant, Pierre Carous, Stéphane Bonduel, Guy Allouche, Hector Viron, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Paul Séramy, Louis de Catuelan, Jean Arthuis, Franck Sérusclat, Geoffroy de Montalembert, Dominique Pado, Adrien Gouteyron, Jules Faigt, Christian Bonnet, Jacques Moutet, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet.

Avant l'art. 1^{er} A (p. 2711).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 27 : abrogation des lois relatives au scrutin nominal majoritaire à deux tours et à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (p. 2712 ; scrutin public n° 81) – N° 28 : égalité des circonscriptions électorales pour l'élection des députés (p. 2713) – N° 29 : élection des députés à la représentation proportionnelle dans le cadre du département (p. 2714 ; scrutin public n° 82) – N° 30 : conditions de l'électorat ; conditions de participation des étrangers aux élections municipales (p. 2617 ; scrutin public n° 83) – Et n° 32 : modalités d'établissement des listes électorales (p. 2718).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 31 de M. Charles Lederman : conditions d'éligibilité des Français et des étrangers pour les élections municipales (p. 2718).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ELECTORAL

Art. 1^{er} A (*Impression d'un emblème sur les bulletins de vote*) (p. 2718).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : interdiction de l'impression d'un emblème sur les bulletins (p. 2719) ; sous-amendement n° 63 de M. René Tréguët (p. 2719).

Retiré : amendement n° 42 de M. Pierre Joxe, ministre (p. 2719).

– L'article 1^{er} A, dans la rédaction de l'amendement n° 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2719).

Après l'art. 1^{er} A (p. 2719).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2719).

Art. 1^{er} B (*Affectation d'un périmètre géographique à chaque bureau de vote*) (p. 2720).

Retiré : amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article (p. 2720).

– L'article 1^{er} B est adopté (p. 2720).

Art. 1^{er} C (*Abaissement du seuil d'utilisation des machines à voter aux communes de plus de 3500 habitants*) – Adopté (p. 2720).

Art. 1^{er} D (*Caractéristiques des machines à voter*) (p. 2720).

Retiré : amendement n° 33 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2721).

– L'article 1^{er} D est adopté (p. 2721).

Art. 1^{er} E (*Caractéristiques des machines à voter*) – Adopté (p. 2721).

Après l'art. 1^{er} E (p. 2721).

Retirés : amendements analogues (art. additionnels) n° 4 de M. Bernard Laurent, soutenu par M. Paul Séramy, et n° 57 de M. Guy Allouche : prise en considération du vote blanc (p. 2723).

Avant l'art. 1^{er} (p. 2723).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 58 de M. Guy Allouche : couleur des enveloppes utilisées lors des consultations électorales (p. 2724).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 34 de M. Charles Lederman : modalités de désignation des présidents des bureaux de vote (p. 2724).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2724).

Art. 1^{er} (*Signature de la liste d'émargement*) (p. 2724).

Adopté : amendement n° 12 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : constatation du vote par la signature de deux membres du bureau sur deux listes d'émargement distinctes (p. 2729 ; scrutin public n° 84).

Devenus sans objet : amendement n° 7 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Louis de Catuelan : suppression de l'émargement par l'électeur lui-même (p. 2729) – Amendement n° 35 de M. Charles Lederman : constatation du vote par la signature de deux assesseurs sur deux listes d'émargement distinctes (p. 2729).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 2729).

Art. 1^{er} bis (*Présentation par les électeurs d'un document attestant de leur identité*) (p. 2729).

Adopté : amendement n° 13 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article (p. 2730).

Retiré : amendement n° 36 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Hector Viron : contrôle de l'identité des électeurs (p. 2730).

Non soutenu : amendement n° 1 de M. Roger Lise (p. 2729).

– L'article 1^{er} bis est supprimé (p. 2731).

Art. 1^{er} ter (*Obligation de recourir aux urnes transparentes*) (p. 2731).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Alduy, soutenu par M. Paul Séramy : suppression de cet article (p. 2731).

– L'article 1^{er} ter est supprimé (p. 2731).

Art. 2 (*Électeurs se trouvant dans l'impossibilité de signer*) (p. 2731).

Adopté : amendement n° 14 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 12 à l'article 1^{er} (p. 2731).

– L'article 2 est supprimé (p. 2731).

Art. 2 bis (*Distinction des opérations de décomptes des émargements et des opérations de dépouillement*) – Adopté (p. 2731).

Art. 2 ter (*Tables de dépouillement*) – Adopté (p. 2731).

Art. 2 quater (*Identification des enveloppes regroupant les bulletins*) – Adopté (p. 2731).

Après l'art. 2 quater (p. 2731).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 59 de M. Guy Allouche (p. 2732).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Bernard Laurent (p. 2731).

Art. 3 (*Limitation du vote par procuration*) (p. 2732).

Adopté : amendement n° 15 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article (p. 2734 ; scrutin public n° 85).

– L'article 3 est supprimé (p. 2734).

Art. 4 (*Limitation du nombre des procurations confiées à un mandataire*) (p. 2734).

Adopté : amendement n° 37 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2734).

– L'article 4 est supprimé (p. 2734).

Après l'art. 4 (p. 2734).

Adopté : amendement n° 60 (art. additionnel) de M. Jules Faigt : interdiction pour un médecin candidat à une élection de délivrer des certificats médicaux attestant que l'électeur ne peut se déplacer le jour du scrutin (p. 2735).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2735).

Art. 5 (Modalités du vote par procuration) (p. 2735).

Adopté : amendement n° 16 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 12, à l'article 1^{er} (p. 2735 ; scrutin public n° 86).

– L'article 5 est supprimé (p. 2735).

Art. 5 bis (Commissions de contrôle des opérations de vote) (p. 2735).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Charles Lederman : création et composition des commissions de contrôle des opérations de vote (p. 2736).

– L'article 5 bis est adopté (p. 2736).

Après l'art. 5 bis (p. 2736).

Rejeté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : institution d'une commission nationale de contrôle des opérations de vote (p. 2736).

Art. 5 ter (Dispositions pénales) (p. 2736).

Adopté : amendement n° 43 de M. Pierre Joxe, ministre : graduation des amendes (p. 2738).

– L'article 5 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 43, est adopté (p. 2738).

Art. 5 quater (Dispositions pénales) (p. 2738).

Adopté : amendement n° 17 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'article 5 undecièmes (p. 2738).

– L'article 5 quater est supprimé (p. 2738).

Art. 5 quinquies (Dispositions pénales relatives aux candidatures) – Adopté (p. 2738).**Art. 5 sexièmes (Dispositions pénales) (p. 2738).**

Adopté : amendement n° 44 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 43 à l'article 5 ter (p. 2738).

– L'article 5 sexièmes est supprimé (p. 2738).

Art. 5 septièmes (Dispositions pénales : substitution ou imitation volontaire de signature sur la liste d'émargement) (p. 2738).

Adopté : amendement n° 45 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression de cet article (p. 2738).

– L'article 5 septièmes est supprimé (p. 2738).

Art. 5 octièmes (Dispositions pénales) (p. 2738).

Adopté : amendement n° 46 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 43 à l'article 5 ter (p. 2738).

Devenu sans objet : amendement n° 54 de M. Charles Lederman : modulation des peines (p. 2739).

– L'article 5 octièmes est supprimé (p. 2739).

Art. 5 nonièmes (Dispositions pénales : atteintes à la sincérité du scrutin) (p. 2739).

Adopté : amendement n° 18 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article par coordination avec l'article 5 undecièmes (p. 2739).

– L'article 5 nonièmes est supprimé (p. 2739).

Art. 5 décièmes (Dispositions pénales : atteintes à la sincérité du scrutin) (p. 2739).

Adopté : amendement n° 47 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression de cet article (p. 2739).

– L'article 5 décièmes est supprimé (p. 2739).

Art. 5 undecièmes (Dispositions pénales : privation des droits civiques et publicité de la condamnation) (p. 2739).

Adoptés : amendements de M. Raymond Bouvier, rapporteur, n° 19 : référence au code pénal (p. 2740) – Et n° 20 : réintégra-

tion des dispositions supprimées aux articles 5 quater et 5 nonièmes (p. 2741).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Charles Lederman : restrictions apportées à la privation des droits civiques (p. 2741).

Retiré : amendement n° 48 de M. Pierre Joxe, ministre : rédactionnel (p. 2741).

– L'article 5 undecièmes, ainsi modifié, est adopté (p. 2741).

Après l'art. 5 undecièmes (p. 2741).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Ernest Cartigny : dispositions destinées à éviter l'unicité de candidature lors des élections législatives ou cantonales (p. 2742) – Amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : règles d'inéligibilité pour les élections cantonales (p. 2743).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2742 et 2743).

Art. 5 duodécièmes (Inéligibilité des salariés de la commune) (p. 2743).

Adoptés : amendement n° 50 de M. Pierre Joxe, ministre : modifications des conditions d'inéligibilité (p. 2744) ; sous-amendement n° 21 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (p. 2744).

– L'article 5 duodécièmes, dans la rédaction de l'amendement n° 50, ainsi modifié, est adopté (p. 2744).

Après l'art. 5 duodécièmes (p. 2744).

Adoptés : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : coordination (p. 2744) – Amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, rapporteur : incompatibilités familiales : limitation à deux du nombre des membres d'une même famille dans un conseil municipal (p. 2746 ; priorité ordonnée p. 2745).

Devenus sans objet : amendements analogues (art. additionnels) n° 3 de M. Ernest Cartigny, n° 9 de M. Auguste Cazalet, et n° 25 de M. Paul Séramy : suppression de toutes les incompatibilités familiales (p. 2746).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2744 et 2746).

Art. 5 terdécièmes (Déclarations de candidature aux élections municipales) – Adopté (p. 2746).**Art. 5 quaterdécièmes (Procédure en cas d'inéligibilité de l'un des candidats) (p. 2746).**

Adopté : amendement n° 52 de M. Pierre Joxe, ministre : simplification de la procédure en cas de refus de délivrance du récépissé (p. 2747).

Retiré : amendement n° 61 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Guy Allouche : vérification a priori des dépôts de candidatures (p. 2747).

– L'article 5 quaterdécièmes, dans la rédaction de l'amendement n° 52, est adopté (p. 2747).

Après l'art. 5 quaterdécièmes (p. 2747).

Adopté : amendement n° 62 (art. additionnel) de M. Guy Allouche : contrôles a priori des dépôts de candidatures lors des élections cantonales (p. 2747).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2747).

Avant l'art. 6 (p. 2747).

Adoptés : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : inéligibilités ; coordination avec l'amendement n° 49 (p. 2747) – Amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Paul Séramy : règle de convocation des conseils municipaux à l'issue des élections municipales pour l'élection du maire et des adjoints (p. 2747).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2747).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES COMMUNES

Art. 6 (*Démission des membres du conseil municipal*) – Adopté (p. 2748).

Art. 7 (*Conditions d'effectifs du conseil municipal pour l'élection du maire et des adjoints*) – Adopté (p. 2748).

Art. 8 (*Expiration de plein droit du mandat du maire et des adjoints*) – Adopté (p. 2748).

Art. 9 (*Conséquences de la démission du maire et des adjoints*) – Adopté (p. 2748).

Art. 10 (*Remplacement de la commission consultative par le conseil consultatif dans les communes associées*) – Adopté (p. 2748).

Art. 11 (*Suppression du sectionnement électoral dans les communes associées*) – Adopté (p. 2748).

Après l'art. 11 (p. 2748).

Adoptés : amendements de M. Raymond Bouvier, rapporteur, n° 23 (division nouvelle) : « Titre III – Dispositions diverses » (p. 2748) – Et n° 24 (art. additionnel) : date d'application de certaines dispositions (p. 2748).

– Une division nouvelle et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi (p. 2748).

Explications de vote sur l'ensemble : *intervention de M. Pierre Joxe, ministre* (p. 2748) ; *MM. Raymond Bouvier, rapporteur* (p. 2748) ; *Paul Séramy* (p. 2748), *Guy Allouche* (p. 2749), *Charles Lederman* (p. 2749).

Scrutin public n° 87 (p. 2749).

Adoption (14 décembre 1988) (p. 2749).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1988) (p. 3089, 3091) ; (22 décembre 1988) (p. 3102, 3108).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3089, 3090) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur* ; *Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois* ; *Robert Vizet, Guy Allouche*.

Fraude électorale : *Allouche (Guy)* (p. 3090) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 3089) ; *Vizet (Robert)* (p. 3089).

Listes électorales : *Vizet (Robert)* (p. 3089).

Partis et groupements politiques (financement) : *Vizet (Robert)* (p. 3089).

Radiodiffusion et télévision : *Vizet (Robert)* (p. 3089).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3090, 3091 ; 3102, 3108) : *MM. Raymond Bouvier, rapporteur* ; *Pierre Joxe, ministre* ; *Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel d'Aillières, Geoffroy de Montalembert, Louis de Catuelan*.

Art. 1^{er} A (p. 3090).

Adopté : amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : interdiction de faire figurer sur le bulletin un emblème ou le nom sous forme de sigle d'une personne non candidate dans la circonscription considérée, à l'exception des villes de Paris, Lyon et Marseille sous certaines conditions (p. 3090).

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 3090).

Art. 1^{er} (p. 3090).

Adopté : amendement n° 2 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : constat du vote de chaque électeur par la signature ou le paraphe simultané sur chaque exemplaire de la liste d'émargement des membres du bureau (p. 3103).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 3103).

Après l'art. 1^{er} (p. 3103).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, rapporteur : lors du prochain renouvellement général

des conseils municipaux, constat à titre d'essai du vote de chaque électeur par sa signature sur la liste d'émargement dans certaines circonscriptions électorales figurant sur une liste établie par décret (p. 3105 ; scrutin public n° 110).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3105).

Art. 1^{er} ter – Adopté (p. 3105).

Art. 2 (p. 3105).

Adopté : amendement n° 4 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3105).

– L'article 2 est supprimé (p. 3105).

Art. 3 (p. 3105).

Adopté : amendement n° 5 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article (p. 3105).

– L'article 3 est supprimé (p. 3105).

Art. 4 (p. 3105).

Adopté : amendement n° 6 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article (p. 3105).

– L'article 4 est supprimé (p. 3105).

Art. 4 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3105).

Art. 5 (p. 3105).

Adopté : amendement n° 7 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3105).

– L'article 5 est supprimé (p. 3105).

Art. 5 ter – Adopté (p. 3105).

Art. 5 septièm – Adopté (p. 3106).

Art. 5 décièm – Adopté (p. 3106).

Art. 5 undécièm – Adopté (p. 3106).

Art. 5 undécièm bis – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3106).

Adopté : amendement n° 8 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives à la présence dans tous les cas d'un deuxième candidat au second tour de scrutin (p. 3106).

– L'article 5 undécièm bis, ainsi rédigé, est rétabli (p. 3106).

Art. 5 quater décièm, 5 quindécièm et 5 sexdécièm – Adoptés (p. 3106).

Art. 5 septdécièm – Adopté (p. 3107).

Art. 6 A – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3107).

Art. 12 (p. 3107).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (p. 3107).

– L'article 12, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 3107).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Allouche* (p. 3107), *Raymond Bouvier, rapporteur* (p. 3107) ; *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 3107, 3108), *Robert Vizet* (p. 3108).

Adoption (22 décembre 1988) (p. 3108).

Communication audiovisuelle

Voir *Allocutions et communications*, 23 ; 30
Rappels au règlement, 12
Rapports d'information, 11
Traités et conventions, 6

1. – Projet de loi modifiant l'article 105 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée et relatif aux autorisations délivrées en vertu de l'article 17 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982, PRE-

SENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la culture, et par M. André Santini, ministre délégué chargé de la communication (2 avril 1988) [n° 256 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Proposition de loi relative à la publicité subliminale**, PRESENTEE AU SENAT, par M. José Balareello, sénateur (23 juin 1988) [n° 289 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. – **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture et par Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication (12 octobre 1988) [n° 27 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Adrien Gouteyron (3 novembre 1988) [n° 68 (88-89)] – Avis de M. Charles Jolibois (3 novembre 1988) [n° 69 (88-89)] – Discussion (8, 9 et 10 novembre 1988) – Adoption (10 novembre 1988) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1988) [n° 354] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Jack Queyranne (1^{er} décembre 1988) [n° 417] – Avis oral de M. Jean-Pierre Fourré – Discussion (5, 6 et 7 décembre 1988) – Adoption (7 décembre 1988) [n° 41].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 décembre 1988) [n° 123 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Jack Queyranne (14 décembre 1988) [n° 438] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Adrien Gouteyron (14 décembre 1988) [n° 139 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 décembre 1988) [n° 442] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Jack Queyranne (15 décembre 1988) [n° 474] – Discussion (16 décembre 1988) – Adoption (16 décembre 1988) [n° 52].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1988) [n° 160 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (20 décembre 1988) [n° 166 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 493] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Jack Queyranne (21 décembre 1988) [n° 494] – Discussion (22 décembre 1988) – Adoption (22 décembre 1988) [n° 71].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-248 DC du 17 janvier 1989 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 1989) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 8 et 11 de la loi, ainsi que certaines dispositions inséparables figurant au 1^o de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 dans la rédaction issue de l'article 11 ci-dessus – Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 21 janvier 1989).

PROMULGATION : Loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1988) (p. 869, 905); (9 novembre 1988) (p. 912, 961); (10 novembre 1988) (p. 969, 979; 980, 1018).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 869, 895) : M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire; Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication; MM. Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean Cluzel, Paul Graziani, Claude Estier, Ivan Renar, Pierre-Chris-

tian Taittinger, Louis Virapoullé, Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laffitte, Jean-Paul Bataille, Gérard Delfau, Jean-Pierre Bayle, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Audiovisuel (historique des réformes) : Cluzel (Jean) (p. 878); Estier (Claude) (p. 880); Gouteyron (Adrien) (p. 873); Graziani (Paul) (p. 879); Habert (Jacques) (p. 892); Jolibois (Charles) (p. 876); Lang (Jack) (p. 870); Renar (Ivan) (p. 882); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 884); Tasca (Catherine) (p. 892).

Audiovisuel (programmes) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 891); Estier (Claude) (p. 880); Habert (Jacques) (p. 892); Lang (Jack) (p. 870); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 887); Renar (Ivan) (p. 882).

Autorisations d'exploitation (procédure d'attribution) : Delfau (Gérard) (p. 890); Gouteyron (Adrien) (p. 873, 874); Tasca (Catherine) (p. 872).

Cinéma : Gouteyron (Adrien) (p. 876); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 885).

Collectivités territoriales d'outre-mer : Virapoullé (Louis) (p. 886).

Comités techniques décentralisés : Delfau (Gérard) (p. 890); Tasca (Catherine) (p. 872).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 890, 891); Delfau (Gérard) (p. 889); Estier (Claude) (p. 881); Gouteyron (Adrien) (p. 873, 874); Graziani (Paul) (p. 879, 880); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 885); Tasca (Catherine) (p. 871, 873, 893).

Communauté économique européenne (CEE) : Laffitte (Pierre) (p. 887).

Concurrence : Cluzel (Jean) (p. 878); Gouteyron (Adrien) (p. 873); Habert (Jacques) (p. 892); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 887).

Conseil d'Etat : Gouteyron (Adrien) (p. 875).

Conseil supérieur de l'audiovisuel : Cluzel (Jean) (p. 878); Laffitte (Pierre) (p. 886); Renar (Ivan) (p. 883); Tasca (Catherine) (p. 871); Virapoullé (Louis) (p. 885).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (compétences) : Cluzel (Jean) (p. 879); Gouteyron (Adrien) (p. 874); Graziani (Paul) (p. 880); Jolibois (Charles) (p. 876); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 885); Tasca (Catherine) (p. 872).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (composition) : Bataille (Jean-Paul) (p. 889); Cluzel (Jean) (p. 879); Estier (Claude) (p. 881); Gouteyron (Adrien) (p. 874); Graziani (Paul) (p. 880); Jolibois (Charles) (p. 876, 877); Lang (Jack) (p. 870, 871); Renar (Ivan) (p. 883); Tasca (Catherine) (p. 871, 872, 893); Virapoullé (Louis) (p. 886).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (mode de désignation) : voir Conseil supérieur de l'audiovisuel (composition).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (moyens de fonctionnement) : Laffitte (Pierre) (p. 887).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (pouvoirs de sanction) : Gouteyron (Adrien) (p. 875); Graziani (Paul) (p. 880); Jolibois (Charles) (p. 877); Tasca (Catherine) (p. 873).

Constitution : Jolibois (Charles) (p. 877).

Contrats ou conventions : Estier (Claude) (p. 881); Gouteyron (Adrien) (p. 874, 875); Jolibois (Charles) (p. 877); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 888); Renar (Ivan) (p. 883); Tasca (Catherine) (p. 872).

Création audiovisuelle : Cluzel (Jean) (p. 878); Gouteyron (Adrien) (p. 873); Renar (Ivan) (p. 884).

Décret en Conseil d'Etat : Laffitte (Pierre) (p. 886).

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (DPCA) : Estier (Claude) (p. 881); Gouteyron (Adrien) (p. 876).

France Régions 3 (FR3) : Delfau (Gérard) (p. 890).

Fréquences hertziennes : *Delfau (Gérard)* (p. 889) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 888).

Groupes multimédias : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 890) ; *Renar (Ivan)* (p. 883).

Haute autorité de la communication audiovisuelle : *Estier (Claude)* (p. 880) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 873) ; *Tasca (Catherine)* (p. 871).

Information : *Habert (Jacques)* (p. 892).

Information (pluralisme) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 889) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 890) ; *Renar (Ivan)* (p. 884).

Infractions : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 891).

Langue et culture françaises : *Cluzel (Jean)* (p. 878) ; *Habert (Jacques)* (p. 892).

Livres : *Lang (Jack)* (p. 869).

Mieux-disant culturel : voir Autorisations d'exploitation (procédure d'attribution).

Parlement : *Tasca (Catherine)* (p. 893).

Parlement (information) : *Cluzel (Jean)* (p. 879) ; *Estier (Claude)* (p. 881) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 875).

Parlement (rôle) : *Laffitte (Pierre)* (p. 887) ; *Renar (Ivan)* (p. 883) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 886).

Pouvoirs publics : *Gouteyron (Adrien)* (p. 873, 875) ; *Tasca (Catherine)* (p. 872).

Président de la République : *Cluzel (Jean)* (p. 879) ; *Estier (Claude)* (p. 881) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 874) ; *Tasca (Catherine)* (p. 893).

Profits : *Renar (Ivan)* (p. 882).

Projet de loi (élaboration) : *Lang (Jack)* (p. 870) ; *Tasca (Catherine)* (p. 893).

Propriété littéraire et artistique : *Lang (Jack)* (p. 869).

Publicité : *Estier (Claude)* (p. 881) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 876) ; *Habert (Jacques)* (p. 892) ; *Renar (Ivan)* (p. 882, 883, 884) ; *Schumann (Maurice)* (p. 894) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 885) ; *Tasca (Catherine)* (p. 893, 894).

Radio France outre-mer (RFO) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 891).

Radios locales privées : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 891) ; *Delfau (Gérard)* (p. 889) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 887) ; *Tasca (Catherine)* (p. 872).

Radios locales privées (financement) : *Delfau (Gérard)* (p. 890).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Renar (Ivan)* (p. 883).

Réunion (île) : *Virapoullé (Louis)* (p. 886).

Révocations et licenciements : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 888) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 890, 891) ; *Estier (Claude)* (p. 880, 881).

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 885).

Télécommunications : *Graziani (Paul)* (p. 880) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 887).

Télévision (financement) : *Renar (Ivan)* (p. 882, 883) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 885) ; *Tasca (Catherine)* (p. 894).

Télévisions de secteur public : *Cluzel (Jean)* (p. 878, 879) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 873) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 888) ; *Renar (Ivan)* (p. 882, 883) ; *Tasca (Catherine)* (p. 893) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 886).

Télévisions privées (Canal Plus) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 875).

Transparence : *Gouteyron (Adrien)* (p. 874) ; *Graziani (Paul)* (p. 880) ; *Tasca (Catherine)* (p. 893).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 895, 905 ; 912, 961 ; 969, 1018) : *M. Pierre-Christian Taittinger, Mme Catherine Tasca, ministre ; MM. Charles Lederman, Adrien Gouteyron,*

rapporteur ; Jean-Pierre Bayle, Louis Virapoullé, Jack Lang, ministre ; Jean-Luc Mélenchon, Gérard Delfau, Ivan Renar, Michel Dreyfus-Schmidt - Jean-Paul Bataille, Charles Jolibois, rapporteur pour avis ; Pierre Laffitte, Daniel Hoeffel, Roger Chinaud, Claude Estier, Maurice Schumann, Josy Moinet, Dominique Pado, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Josselin de Rohan, Louis Perrein, Xavier de Villepin, Jacques Carat, Jean Cluzel - Charles Pasqua, Jean Garcia, Roger Romani, René Trégouët, Emmanuel Hamel, François Louisy.

TITRE I

MISSIONS ET COMPOSITIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Titre premier (p. 895).

Retiré : amendement n° 110 de M. Pierre-Christian Taittinger : substitution des termes « conseil de l'audiovisuel » à ceux de « conseil supérieur de l'audiovisuel » (p. 895).

Avant l'art. 1^{er} (p. 895).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar n° 82 (art. additionnel) : abrogation de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (p. 898 ; scrutin public n° 12) - N° 128 (art. additionnel) : caractère de service public de l'activité de radiodiffusion et de télévision (p. 899 ; scrutin public n° 13) - Amendement n° 129 (art. additionnel) : contenu de la mission de service public de radiodiffusion et de télévision (p. 900).

Art. 1^{er} (*Garanties d'exercice de la liberté de communication et rôle du conseil supérieur de l'audiovisuel : article 1^{er} de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 900).

Adopté : amendement n° 41 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article 1^{er} (p. 903 ; scrutin public n° 14).

Rejeté : amendement n° 130 de M. Ivan Renar : nouvelle rédaction de l'article premier renforçant la définition du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 902).

Devenus sans objet : amendements de M. Ivan Renar, n° 131 : définition du rôle et des missions du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 903) - N° 132 : contenu de la mission du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 903) - N° 83 : extension des compétences du conseil supérieur de l'audiovisuel au secteur privé (p. 903) - N° 84 : surveillance par le conseil supérieur de l'audiovisuel du respect du cahier des charges de l'ensemble des chaînes (p. 903) - N° 133 : défense de la langue et de la culture françaises (p. 903) - Amendements de Mme Catherine Tasca, ministre, n° 182 : rédactionnel (p. 903) - N° 183 : compétence du conseil supérieur de l'audiovisuel en matière de proposition sur l'amélioration de la qualité des programmes (p. 903).

- L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 41, est adopté (p. 903).

Après l'art. 1^{er} (p. 903).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 134 de M. Ivan Renar : définition des notions d'oeuvre audiovisuelle d'expression française et de première diffusion (p. 903).

Art. 2 (*Anonymat du choix des programmes : article 3 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) - Adopté (p. 903).

Art. 3 (*Composition et organisation du conseil supérieur de l'audiovisuel : article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 904).

Parole sur l'article : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 904), *Jean-Paul Bataille* (p. 912).

Adoptés : amendement n° 42 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 927) ; sous-amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 184 : désignation du représentant du Conseil d'Etat par les membres en activité de cet organisme (p. 921) ; n° 185 : modalité de désignation du représentant de la Cour de cassation (p. 922) ; n° 186 : désignation du représentant de la Cour des comptes

par les membres en activité de cette cour (p. 922); n° 187 : réduction de la durée du mandat des membres du conseil de 9 à 6 ans (p. 922); n° 188 : renouvellement par tiers tous les deux ans (p. 922); n° 189 : conditions de renouvellement du mandat (p. 922); n° 190 : règlement intérieur du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 923); sous-amendement n° 37 de M. Pierre Laffitte : suppression de la limite d'âge pour la nomination des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 922).

Rejeté : amendement n° 135 de M. Ivan Renar : nouvelle rédaction de cet article (p. 921).

Retirés : amendement n° 170 de M. Marcel Lucotte : réduction de 13 à 9 du nombre des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 913) – Amendements de M. Pierre-Christian Taïtinger, n° 111 : modalité de désignation des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 917) – Et n° 113 : modalité d'élection du président du conseil (p. 918).

Devenus sans objet : amendements de M. Jean-Paul Bataille, n° 149 : nombre de membres du conseil (p. 927) – N° 150 : mode de désignation des membres du conseil (p. 927) – N° 151 : modalité de désignation des membres du conseil (p. 927) – N° 152 : mode de désignation du président et du vice-président du conseil (p. 927) – N° 153 : suppression du renouvellement par tiers du conseil (p. 927) – N° 154 : modalité de remplacement en cas de vacances (p. 927) – N° 155 : modalité de remplacement en cas de vacances (p. 927) – N° 156 : règle de quorum (p. 927) – N° 157 : modalités de délibération (p. 927) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 7 : composition du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 927) – N° 8 : désignation et compétence du président du conseil et élaboration du règlement intérieur (p. 927) – Et n° 9 : coordination avec l'amendement n° 8 (p. 927) – Amendement n° 112 de M. Pierre-Christian Taïtinger : suppression de la limite d'âge pour les membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 927) – Amendement n° 123 de M. Daniel Hoeffel : suppression de la limite d'âge des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 927) – Amendement n° 85 de M. Ivan Renar : modalité d'élection du président du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 927) – Amendement n° 172 de M. Marcel Lucotte : modalités d'élection du président du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 927).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 42, ainsi modifié, est adopté (p. 927).

Art. 4 (*Obligations imposées aux membres du conseil supérieur de l'audiovisuel : article 5 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 927).

Adoptés : amendement n° 43 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : régime des incompatibilités applicables aux membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 929) – Amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 930); sous-amendement n° 191 de M. Catherine Tasca, ministre : rédactionnel (p. 930) – Amendement n° 44 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : obligation de réserve et démission d'office (p. 931) – Amendement n° 173 de M. Marcel Lucotte : suppression de l'obligation de réserve pendant l'année suivant l'expiration des mandats (p. 932) – Amendement n° 174 de M. Marcel Lucotte : rémunération des membres du conseil à l'expiration de leur mandat (p. 932).

Rejetés : sur l'amendement n° 43 de la commission, sous-amendement n° 193 de M. Claude Estier : régime des incompatibilités applicables aux membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 929) – Amendement n° 13 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : application de l'article 175-1 du code pénal après la cessation des fonctions de membre du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 932).

Retirés : amendement n° 192 de Mme Catherine Tasca, ministre (p. 931) – Amendement n° 45 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 931).

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 11 et 12 : obligation de réserve des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 931).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 932).

Art. 5 (*Dispositions diverses : articles 6 et 7 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 932).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 86 : création d'un observatoire technique de la communication (p. 932) – Et n° 88 : rattachement du service juridique et technique de l'information à l'observatoire technique de la communication (p. 932).

– L'article 5 est adopté (p. 932).

Art. 6 (*Abandon du projet de transfert à l'autorité de régulation des pouvoirs du ministre chargé des télécommunications à l'égard des installations autres que celles de l'Etat : article 10 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 932).

Parole sur l'article : M. Louis Perrein (p. 932).

Rejetés : amendement n° 146 de M. Raymond Bourgine : limitation de la durée de la période transitoire (p. 934) – Amendement n° 122 de M. Louis Perrein : limitation de la durée de la période transitoire (p. 934).

– L'article 6 est adopté (p. 934).

Art. 7 (*Compétences du conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des sociétés nationales de programmes et de l'Institut national de l'audiovisuel : article 13 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 934).

Adopté : amendement n° 46 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : procédure de sanction en cas de manquement grave à l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion (p. 937).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 89 : extension du champ d'application de l'article à la garantie du pluralisme dans les chaînes privées (p. 935) – N° 90 : organisation obligatoire de débats sur les questions d'intérêt national (p. 936) – Et n° 91 : publicité des observations faites par le conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 937).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 937).

Après l'art. 7 (p. 937).

Retiré : amendement n° 162 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : amélioration des conditions de transparence pour l'exercice des missions du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 938).

TITRE II

RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Art. 8 (*Rapport du conseil supérieur de l'audiovisuel avec les pouvoirs publics : article 18 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 938).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 47 : coordination avec l'article 7 (p. 938) – N° 48 : auditions du conseil supérieur de l'audiovisuel par les commissions parlementaires (p. 939) – N° 49 : coordination avec l'article 1^{er} (p. 940) – Amendement n° 94 de M. Ivan Renar : modalités d'information du Parlement (p. 940).

Rejeté : amendement n° 92 de M. Ivan Renar : surveillance du respect des missions de service public (p. 938).

Devenu sans objet : amendement n° 93 de M. Ivan Renar : modalités d'information du Parlement (p. 939).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 940).

Après l'art. 8 (p. 940).

Adopté : amendement n° 147 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel : insertion d'un titre premier bis intitulé : « De la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle » (p. 940).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 940).

Art. 9 (*Nature juridique de l'espace hertzien : article 22 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 940).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article (p. 943).

Retiré : amendement n° 163 de M. Xavier de Villepin : statut des fréquences hertziennes (p. 943).

- L'article 9 n'est pas adopté (p. 943).

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES AUX SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Art. 10 (*Dispositions communes aux secteurs public et privé de communication audiovisuelle : article 27 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 943).

Parole sur l'article : MM. Jean-Paul Bataille (p. 943), Jacques Carat (p. 943).

Adopté : amendement n° 51 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 948).

Retirés : amendement n° 175 de M. Marcel Lucotte : suppression de cet article (p. 945) - Amendement n° 126 de M. Jean Cluzel, retiré au profit de l'amendement n° 51 (p. 947).

Devenus sans objet : amendements de M. Ivan Renar, n° 136 : soumission des secteurs public et privé aux principes du secteur public (p. 948) - N° 137 : contenu des obligations des chaînes en matière de diffusion de la publicité (p. 948) - N° 138 : production d'oeuvres originales d'expression française (p. 948) - N° 139 : suppression de la dissociation des activités de production et de diffusion (p. 948) - N° 140 : obligations imposées aux chaînes du secteur public et du secteur privé (p. 148) - Amendement n° 158 de M. Jean-Paul Bataille : quota de diffusion des oeuvres d'expression originale française (p. 948).

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 948).

Après l'art. 10 (p. 948).

Rejeté : amendement n° 95 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard-Reydet : interdiction des coupures publicitaires pendant la première diffusion sur une chaîne d'un film ou d'une oeuvre télévisuelle (p. 1005 ; réserve ordonnée p. 948 ; scrutin public n° 23) - Amendements (art. additionnels) de M. Ivan Renar n° 96 : contrôles exercés par la régie française de publicité (p. 948) - N° 97 : abrogation du titre IV de la loi du 30 septembre 1986 relatif à la privatisation de TFI (p. 949 ; scrutin public n° 15) - N° 98 : modalités de rachat de TFI et création de deux sociétés nationales de programme (p. 949) - N° 99 : élection des présidents des entreprises de l'audiovisuel (p. 950) - N° 101 : création d'une structure de concertation pour l'harmonisation des programmes (p. 951) - N° 102 : information du téléspectateur sur l'identité des responsables des journaux télévisés (p. 951) - N° 103 : garanties du respect du pluralisme dans le secteur public ou privé (p. 952) - N° 104 : modalités de répartition des temps d'antenne entre les différents partis politiques (p. 953) - N° 141 : interdiction de toute censure (p. 954) - N° 142 : restitution à TDF du statut d'établissement public et nature de ses missions (p. 954 ; scrutin public n° 16) - N° 143 : restitution à la Société française de production et de création audiovisuelle, SFP, du statut de société nationale (p. 955).

Retiré : amendement n° 114 de M. Pierre-Christian Taittinger : application des dispositions du projet de loi à Canal Plus (p. 953).

Irrelevantes (article 40 de la Constitution) : amendements de M. Ivan Renar, n° 100 : reversement aux chaînes publiques des sommes correspondant aux exonérations de redevance (p. 950) - N° 144 : attribution aux chaînes publiques du montant de TVA prélevée sur la redevance (p. 956).

TITRE IV

AUTORISATIONS

DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR PRIVÉ

Art. 11 (*Conventions passées pour l'exploitation des services privés de communication audiovisuelle diffusée par voie hertzienne terrestre ou par satellite : article 28 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 956).

Adoptés : amendement n° 196 de Mme Catherine Tasca, ministre : caractère préalable de la signature des conventions

uniquement pour les nouveaux services (p. 960) - Amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 52 : prolongation de la durée maximale d'autorisation pour le service de télévision (p. 960) - N° 53 : champ couvert par les conventions (p. 960) - N° 54 : objet de la convention (p. 960) - N° 55 : application de l'obligation conventionnelle au service de radio (p. 961) - N° 56 : exclusion des engagements relatifs à la production, du champ de la convention (p. 961) - Amendement n° 127 de M. Louis Virapoullé : diffusion des programmes culturels des départements et territoires d'outre-mer en métropole (p. 961) - Amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 57 : rédactionnel (p. 961) - N° 58 : définition des pénalités contractuelles appliquées par le conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 961) - Et n° 59 : publicité des conventions (p. 961).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 105 : suppression de cet article (p. 960) - N° 107 : objet de la convention (p. 960) - N° 145 : suppression de la séparation des activités de production et de diffusion (p. 961) - Amendement n° 159 de M. Jean-Paul Bataille : objet de la convention (p. 960).

Retirés : amendement n° 164 de M. Xavier de Villepin : retiré au profit de l'amendement n° 52 (p. 956) - Amendement de M. Marcel Lucotte, n° 176 : retiré au profit de l'amendement n° 52 (p. 956) - Et n° 177 : incidence de la convention sur la mise en oeuvre des sanctions prévues par la loi (p. 961).

- L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 961).

Art. 12 (*Modification, par coordination, des critères retenus lors des autorisations d'exploitation des services privés de radiodiffusion sonore diffusée par voie hertzienne terrestre ; article 29 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 969).

Parole sur l'article : M. Jean-Luc Mélenchon (p. 969).

Adoptés : amendement n° 197 de Mme Catherine Tasca, ministre : critères de limitation des appels à candidature (p. 971) - Amendement n° 60 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rédactionnel (p. 971).

- L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 971).

Art. 13 (*Création des « comités techniques » décentralisés chargés d'instruire les demandes d'autorisation et de surveiller leur exploitation ; article additionnel après l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 971).

Retirés : amendement n° 61 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : autorité chargée de constituer les comités techniques (p. 972) - Amendement n° 165 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Louis Virapoullé : cas particulier des réseaux de radiodiffusion sonore (p. 973).

- L'article 13 est adopté (p. 973).

Après l'art. 13 (*Conséquences des annulations prononcées par le Conseil d'Etat*) (p. 973).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Daniel Hoefel, soutenus par M. Charles Pasqua, n° 124 : suppression de la procédure d'appel à candidatures pour les décisions d'extension de la zone de couverture des services de télévision nationaux déjà autorisés (p. 975 ; scrutin public n° 17) - Et n° 125 : validation législative des décisions de la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL, autorisant l'extension de la zone de couverture des services nationaux de télévision déjà autorisés (p. 978 ; scrutin public n° 18).

- Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 975, 978).

Art. 14 (*Autorisation d'exploitation des services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre et des services privés de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par satellites ; articles 30 et 31 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 978).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 62 : procédure de délivrance des autorisations (p. 980) ; sous-amendement n° 200 de Mme Catherine Tasca, ministre (p. 980) - N° 63 : introduction du principe des auditions

publiques au cours de la procédure d'attribution des autorisations (p. 980) – N° 64 : rédactionnel (p. 980) – Et n° 65 : rédactionnel (p. 980).

Retiré : amendement n° 198, de Mme Catherine Tasca, ministre (p. 978).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 980).

Art. 15 (*Pouvoirs de sanctions du conseil supérieur de l'audiovisuel; article 42 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 980).

ART. 42 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Mise en demeure faite aux titulaires d'une autorisation d'exploitation de respecter différentes obligations*) (p. 980).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 983) – Amendement n° 66 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : obligation de publicité (p. 983).

Rejeté : amendement n° 108 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Jean Garcia : obligation de publicité sur la chaîne concernée (p. 984).

Retirés : amendement n° 115 de M. Pierre-Christian Taittinger : application des dispositions de cet article aux concessionnaires pour l'exploitation d'un service de communication audiovisuelle (p. 983) – Amendement n° 14 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : respect des obligations définies par contrat ou convention (p. 983).

– Le texte proposé pour l'article 42 de la loi du 30 septembre 1986, ainsi modifié, est adopté (p. 984).

ART. 42-1 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Echelle des sanctions*) (p. 984).

Adoptés : amendement n° 67 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : allègement des sanctions et suppression des dispositions relatives au recours devant le Conseil d'Etat (p. 986) ; sous-amendement n° 16 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (p. 986).

Retirés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n°s 17, 18 et 19 (p. 985) – Amendement n° 178 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Roger Chinaud : suppression de la possibilité de suspendre une partie du programme (p. 986).

Devenu sans objet : amendement n° 109 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Jean Garcia : pouvoir de sanctions du Parlement (p. 986).

– Le texte proposé pour l'article 42-1 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 67, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

ART. 42-2 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Limites maximum du montant des sanctions pécuniaires*) (p. 986).

Retiré : amendement n° 68 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rédactionnel (p. 986).

– Le texte proposé pour l'article 42-2 de la loi du 30 septembre 1986 est adopté (p. 986).

ART. 42-3 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Sanctions de la modification substantielle des données ayant conditionné l'obtention de l'autorisation*) (p. 986).

Adopté : amendement n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : sanctions en cas d'abus de position dominante ou de pratique anticoncurrentielle (p. 987).

– Le texte proposé pour l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est adopté (p. 987).

ART. 42-4 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Recours contre les sanctions non précédées d'une mise en demeure*) (p. 987).

Adopté : amendement n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : sanctions de la modification substantielle des données ayant conditionné l'obtention de l'autorisation (p. 987).

– Le texte proposé pour l'article 42-4 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est adopté (p. 987).

ART. 42-5 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Sanctions des cas d'abus de position dominante ou d'entrave à la libre concurrence*) (p. 987).

Adopté : amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : publicité des décisions prises par le conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 987).

– Le texte proposé pour l'article 42-5 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 987).

ART. 42-6 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Procédure*) (p. 987).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : prescription (p. 987).

Retirés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n°s 69 et 70 (p. 987).

– Le texte proposé pour l'article 42-6 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 987).

ART. 42-7 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Saisine de la justice administrative par le président du conseil supérieur de l'audiovisuel*) (p. 988).

Adopté : amendement n° 24 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : motivation et notification des décisions du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 989) ; sous-amendement n° 199 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 989).

Retiré : sur l'amendement n° 24 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 201 de Mme Catherine Tasca (p. 989).

– Le texte proposé pour l'article 42-7 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 24, ainsi modifié, est adopté (p. 989).

ART. 42-8 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Prescription*) (p. 989).

Adopté : amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : procédure (p. 990).

– Le texte proposé pour l'article 42-8 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est adopté (p. 990).

ART. 42-9 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Publicité des décisions prises par le conseil supérieur de l'audiovisuel*) (p. 990).

Adopté : amendement n° 26 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : compétence du Conseil d'Etat pour connaître des recours contre les décisions du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 990).

– Le texte proposé pour l'article 42-9 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 990).

APRES L'ART. 42-9 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (p. 990).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 71 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 990).

ART. 42-10 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Saisine du procureur de la République*) (p. 990).

Adopté : amendement n° 27 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : caractère suspensif du recours contre certaines décisions (p. 990).

– Le texte proposé pour l'article 42-10 de la loi du 30 septembre 1986, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 990).

APRES L'ART. 42-10 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (p. 990).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 28 : saisine de la justice administrative par le président du conseil supérieur de l'audiovisuel

(p. 990) – Et n° 29 : saisine du procureur de la République (p. 991).

– Deux articles additionnels sont insérés après l'article 42-10 de la loi du 30 septembre 1986 (p. 990 et 991).

Retirés : amendements de M. Pierre-Christian Taittinger n°s 116, 117, 118, 119 et 120 (p. 983).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 991).

TITRE V

SECTEUR PUBLIC DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Art. 16 (*Cahiers des charges des sociétés nationales de programmes ; article 48 de la loi du 30 septembre 1986*) (p. 991).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 72 : avis motivé du conseil supérieur de l'audiovisuel sur les dispositions du cahier des charges (p. 991) – Et n° 73 : réglementation des émissions publicitaires et du parrainage (p. 991).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 991).

Après l'art. 16 (p. 991).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 74 : procédure d'élaboration du cahier des charges de l'Institut national de l'audiovisuel, INA (p. 992) – Et n° 75 : procédure d'élaboration du cahier des charges de Télédiffusion de France, TDF (p. 992).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 992).

Avant l'art. 17 (p. 992).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Claude Estier, soutenu par M. Jacques Carat, n° 1 : interdiction des interruptions publicitaires et des sous-titrages publicitaires des oeuvres cinématographiques et des oeuvres de fiction audiovisuelles (p. 1000 ; scrutin public n° 19 ; précédemment réservé p. 948) – N° 2 : interdiction des interruptions et des sous-titrages publicitaires lors d'une première diffusion ; définition de la première diffusion (p. 1000 ; scrutin public n° 20 ; priorité ordonnée p. 948) – Et n° 3 : interdiction des coupures publicitaires sauf si l'oeuvre cinématographique dépasse 150 minutes (p. 1000 ; scrutin public n° 21 ; priorité ordonnée p. 948) – Amendement (art. additionnel) n° 76 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : interdiction des interruptions et des sous-titrages publicitaires lors d'une première diffusion (p. 1005 ; scrutin public n° 22 ; précédemment réservé p. 948) ; sous-amendement n° 195 de M. Roger Chinaud (p. 1002).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 17 (*Habilitation et assermentation du personnel chargé du contrôle de la réception ; article 78 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 1005).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, n° 31 : rédactionnel (p. 1006) – Et n° 30 : destinataires des procès-verbaux d'infraction (p. 1006).

Retiré : amendement n° 77 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 1005).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1006).

Après l'art. 17 (p. 1006).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 4 de M. Claude Estier, soutenu par M. Gérard Delfau : aide au service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne collectant de faibles ressources publicitaires (p. 1007).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Claude Estier, soutenu par M. Gérard Delfau : rôle des comités techniques décentralisés dans l'attribution de l'aide aux services de radiodiffusion sonore (p. 1007).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1007).

Art. 18 (*Dispositions transitoires relatives à la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL*) (p. 1007).

Adoptés : amendement n° 78, de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : attributions de la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL, pendant la période transitoire (p. 1008) – Première partie de l'amendement n° 33 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : versement d'une indemnité aux anciens membres de la commission nationale de la communication et des libertés (p. 1009).

Rejeté : deuxième partie de l'amendement n° 33 précité : obligation de réserve (p. 1009).

Retirés : amendement n° 179, soutenu par M. Marcel Lucotte : attributions de la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL, pendant la période transitoire (p. 1008) – Amendement n° 32 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : attributions de la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL, pendant la période transitoire (p. 1008) – Amendement n° 79 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 1009).

Devenu sans objet : amendement n° 6 de M. Claude Estier, soutenu par M. Jacques Carat : indemnisation des anciens membres de la commission nationale de la communication et des libertés, CNCL (p. 1009).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1009).

Art. 19 (*Composition du premier conseil supérieur de l'audiovisuel*) (p. 1009).

Adopté : amendement n° 34 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : durée des mandats et délais de nomination et d'élection au premier conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 1010).

Retirés : amendement n° 121 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 1009) – Amendement n° 160 de M. Jean-Paul Bataille (p. 1009) – Amendement n° 80 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 1010) – Amendement n° 180 de M. Marcel Lucotte, retiré par M. Roger Chinaud (p. 1010).

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 34, est adopté (p. 1010).

Après l'art. 19 (p. 1010).

Adopté : amendement n° 169 de M. René Trégouët : horodatage des enregistrements vidéo d'images d'actualités (p. 1013 ; scrutin public n° 24).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1013).

Art. 20 (*Dispositions diverses ; article 105 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 1013).

Parole sur l'article : M. François Louisy (p. 1013) – Guadeloupe.

Adoptés : amendement n° 35 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : suppression des dispositions relatives aux autorisations délivrées avant la date de la publication de la loi (p. 1014) – Amendement n° 81 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : contrôle du respect des obligations des sociétés titulaires d'une concession (p. 1015).

Retiré : amendement n° 181 de M. Marcel Lucotte, retiré par M. Roger Chinaud (p. 1015).

Devenu sans objet : amendement n° 204 de Mme Catherine Tasca, ministre : sort des autorisations délivrées avant la date de la publication de la loi (p. 1014).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1015).

Après l'art. 20 (p. 1015).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 167 de M. Xavier de Villepin, retiré par M. Louis Virapoullé (p. 1016).

Art. 21 (*Coordination*) (p. 1016).

Adopté : amendement n° 36 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis : changement de terminologie dans les textes pris en application de la loi du 30 septembre 1986 (p. 1016).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1016).

Art. 22 (*Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1016).

Adopté : amendement n° 203 de Mme Catherine Tasca, ministre : application de la loi dans certaines collectivités territoriales (p. 1016).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1016).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Claude Estier (p. 1017), Ivan Renar (p. 1017), Louis Virapoullé (p. 1018), Charles Pasqua (p. 1018), intervention de Mme Catherine Tasca, ministre (p. 1018).

Adoption (10 novembre 1988) (p. 1018).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2985, 3002).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2985, 2989) : Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication ; MM. Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Ivan Renar, François Autain.

Audiovisuel (programmes) : Renar (Ivan) (p. 2988).

Conseil supérieur de l'audiovisuel : Gouteyron (Adrien) (p. 2986) ; Renar (Ivan) (p. 2988).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (compétences) : Autain (François) (p. 2988).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (composition) : Autain (François) (p. 2988) ; Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (pouvoirs de sanction) : Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Création audiovisuelle : Gouteyron (Adrien) (p. 2986) ; Tasca (Catherine) (p. 2986).

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (DPCA) : Autain (François) (p. 2989) ; Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Fréquences hertziennes : Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Institut national de la communication audiovisuelle (INA) : Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Publicité : Autain (François) (p. 2989).

Radios locales privées (financement) : Autain (François) (p. 2989).

Télécommunications : Autain (François) (p. 2989).

Télédiffusion de France (TDF) : Gouteyron (Adrien) (p. 2987).

Télévisions de secteur public : Autain (François) (p. 2989) ; Renar (Ivan) (p. 2988).

Télévisions privées : Gouteyron (Adrien) (p. 2987) ; Renar (Ivan) (p. 2988) ; Tasca (Catherine) (p. 2986).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2990, 3002) : MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Ivan Renar, Mme Catherine Tasca, ministre ; MM. André Rabineau, François Autain, Jean-Pierre Bayle, Jean Delàneau, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Charles Pasqua.

Art. 1^{er} – Adopté (p. 2990).

Art. 3 (p. 2990).

Adopté : amendement n° 3 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : composition du conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 2991).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2991).

Art. 4, 5 – Adoptés (p. 2991).

Art. 5 bis, 6 et 7 – Adoptés (p. 2992).

Art. 8 (p. 2992).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 4 : suppression pour le conseil supérieur de l'audiovisuel de la possibilité de formuler des observations sur la répartition du produit de la redevance et de la publicité entre les organismes de secteur public (p. 2992) – Et n° 5 : rétablissement de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (p. 2992).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2992).

Art. 8 bis (p. 2992) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : insertion dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 d'un titre premier bis relatif à la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (p. 2994).

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 1 de M. Ivan Renar (p. 2993).

– L'article 8 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est rétabli (p. 2994).

Art. 9 (p. 2994).

Adopté : amendement n° 7 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article (p. 2994).

– L'article 9 est supprimé (p. 2994).

Art. 10 – Adopté (p. 2994).

Art. 10 bis (p. 2994).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Charles Pasqua, et n° 19 de M. Louis Virapoullé : suppression de cet article relatif à la publicité à la télévision (p. 2996).

– L'article 10 bis est supprimé (p. 2996).

Art. 11 (p. 2996).

Adopté : amendement n° 8 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : insertion de règles de procédure relatives à l'application des pénalités contractuelles (p. 2997).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2997).

Art. 12 (p. 2997).

Adopté : amendement n° 9 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modalités d'élaboration de la convention entre le conseil supérieur de l'audiovisuel et le candidat à l'exploitation d'un service privé de radiodiffusion (p. 2997).

Retiré : amendement n° 2 de M. Charles Pasqua : dispositions relatives aux candidatures des réseaux nationaux de radiodiffusion en modulation de fréquences (p. 2997).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2997).

Art. 13, 13 bis et 13 ter – Adoptés (p. 2998).

Art. 14 (p. 2998).

Adopté : amendement n° 10 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modalités d'élaboration de la convention entre le conseil supérieur de l'audiovisuel et le candidat à l'exploitation d'un service de télévision (p. 2998).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2998).

Art. 14 bis – Adopté (p. 2998).

Art. 15 (p. 2998).

Adopté : amendement n° 11 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : coordination (p. 2999).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2999).

Art. 16 bis (p. 2999) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 12 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'Institut national de l'audiovisuel, INA (p. 2999).

– L'article 16 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est rétabli (p. 2999).

Art. 16 ter (p. 2999) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 13 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à Télédiffusion de France, TDF (p. 2999).

– L'article 16 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est rétabli (p. 2999).

Art. 16 quater (p. 2999) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 14 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la répartition du produit attendu de la redevance et de la publicité (p. 3000).

– L'article 16 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est rétabli (p. 3000).

Art. 16 quater et 16 sexiès – Adoptés (p. 3000).

Art. 17 bis A (p. 3000).

Adopté : amendement n° 15 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rédactionnel (p. 3000).

– L'article 17 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Art. 17 bis (p. 3000).

Adopté : amendement n° 16 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rédactionnel (p. 3000).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Art. 18 – Adopté (p. 3000).

Art. 19 (p. 3000).

Adopté : amendement n° 17 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : composition du premier conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 3001).

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 3001).

Art. 19 bis (p. 3001) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 20 (p. 3001).

Adopté : amendement n° 18 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modalités d'application des sanctions aux sociétés de télévision relevant du régime de la concession (p. 3002).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3002).

Art. 21 et 22 – Adoptés (p. 3002).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Ivan Renar (p. 3002), François Autain (p. 3002).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 3002).

4. – **Proposition de loi tendant à préserver l'intégrité des oeuvres cinématographiques ou de fiction diffusées par les chaînes de télévision, notamment par l'interdiction des coupures publicitaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ivan Renar, sénateur, et plusieurs de ses collègues (4 novembre 1988) [n° 70 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Comores

Voir *Questions orales sans débat* n° 46

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances, 2*, Economie, finances et budget - I – Charges communes (et rapatriés) et II – Services financiers (et consommation) ; Comptes spéciaux du Trésor

Concurrence

Voir *Lois de finances, 2*, Economie, finances et budget - I – Charges communes (et rapatriés) et II – Services financiers (et consommation)

Condammations pénales

Voir *Procédure pénale, 1*

Condamnés

Voir *Grâce et amnistie, 1*

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)

Voir *Rapports d'information, 14*

Conférence des présidents

Voir *Rappels au règlement, 22*

1. – **Conférence des présidents** : observations de M. Michel Dreyfus-Schmidt sur l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et aux fonds communs de créances (10 novembre 1988) (p. 980) – MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

Conflits sociaux

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne *Questions au Gouvernement* n° 16 ; n° 18 ; n° 19 ; n° 20 ; n° 21 ; n° 32 ; n° 36 ; n° 37 ; n° 39 ; n° 41 ; n° 55 ; n° 56 ; n° 63
Rappels au règlement, 10 ; 13 ; 14

1. – **Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (19 décembre 1988) [n° 162 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les services publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 décembre 1988) [n° 183 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Congo

Voir *Traités et conventions, 24*

Conseil constitutionnel

Voir *Allocutions et communications, 33*
Elections, 8 ; 13
« *Renseignements divers* », p. 15 * (contentieux électoral) ; p. 42 * (décisions)

Conseil de l'Europe

Voir *Rapports d'information, 4*
Traités et conventions, 9 ; 23

Conseil des ministres des communautés européennes

Voir *Communautés européennes, 1 ; 2*

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - III – Conseil économique et social

1. – **Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Cauchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1988) [n° 109 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil national du patronat français (CNPFF)

Voir *Entreprises publiques*, 1

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Voir *Communication audiovisuelle*, 3

Conseil supérieur des Français de l'étranger

Voir *Français de l'étranger*, 1 ; 2 ; 3

Conseils généraux

Voir *Elections*, 1 ; 17

Conseils municipaux

Voir *Communes*, 2
Elections, 12 ; 15 ; 16 ; 18
Taxe professionnelle, 2

Consommateurs (protection et information)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 5

1. - **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation (26 octobre 1988) [n° 326] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Roger Léron (22 novembre 1988) [n° 367] - Discussion (25 novembre 1988) - Adoption (25 novembre 1988) [n° 34].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1988) [n° 103 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Consommation

Voir *Lois de finances*, 2, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) et II - Services financiers (et consommation)

Constitution

Voir *Elections*, 11

Construction navale

Voir *Industrie*, 2
Questions au Gouvernement n° 32

Contentieux administratif

Voir *Justice*, 3

Contentieux fiscal

Voir *Rapports du Gouvernement*, 4

Contrats de plan

Voir *Lois de finances*, 2, Industrie et aménagement du territoire - IV - Tourisme ; Services du Premier ministre - IV - Plan
Questions au Gouvernement n° 64

Coopération

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Traités et conventions, 8

1. - **Proposition de loi tendant à lutter contre la faim dans le monde et pour le développement**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 333 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Coopération culturelle, scientifique et technique

Voir *Rapports d'information*, 2

Coopération intercommunale

Voir *Urbanisme*, 1

Coopération militaire

Voir *Traités et conventions*, 22

Corée du Sud

Voir *Rapports d'information*, 7

Corps diplomatique et consulaire

Voir *Traités et conventions*, 19

Cotisations sociales

Voir *Assurance vieillesse*, 4
Formation professionnelle, 1
Lois de finances, 2, Prestations sociales agricoles (Budget annexe)
Politique économique et sociale, 4
Sports, 1

Cour des comptes

Voir *Lois de finances*, 2, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) et II - Services financiers (et consommation) ; Rapport annuel de la Cour des comptes
Rapports au Parlement, 2

Cours administratives d'appel

Voir *Justice*, 3

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Questions au Gouvernement* n° 24 ; n° 74

Crédit

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 15

Crédit foncier

Voir *Politique économique et sociale*, 4, Art. 4

Crimes, délits et contraventions

Voir *Cultes*, 1

Grâce et amnistie, 1
Peine de mort, 1

Cultes

1. - Proposition de loi relative aux destructions, dégradations et dommages commis au préjudice d'une association culturelle,

PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 octobre 1988) [n° 56 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Culture

Voir *Questions au Gouvernement* n° 10

D**Danse**

Voir *Enseignement*, 1
Questions au Gouvernement n° 65

Décentralisation

Voir *Fonction publique territoriale*, 1

Déchets

Voir *Environnement*, 1
Questions au Gouvernement n° 30
Taxe professionnelle, 1

Décorations

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 4
Lois de finances, 2, Légion d'honneur et ordre de la libération (Budgets annexes)

Défense

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1
Traités et conventions, 22

Défense nationale

Voir *Lois de finances*, 2, Défense
Questions au Gouvernement n° 4

Délégations parlementaires

Voir *Parlement*, 6
Rappels au règlement, 8
Rapports d'information, 16

Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 10

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Finances locales*, 1
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 2
Politique économique et sociale, 4, Art. 3

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 3

Déportés et internés

Voir *Pensions et retraites*, 1

1. – Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « Victimes de la déportation du travail », PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987 – 15 janvier 1988) [n° 221 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au

travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « Victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 42 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi [n° 385 (86-87)] tendant à accorder aux prisonniers des camps Viêt-Minh le statut de déporté et interné – Retirée le 20 octobre 1988, puis redéposée par ses auteurs, M. Raymond Poirier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 54 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Députés

Voir *Elections*, 8 ; 10

Désarmement

Voir *Questions au Gouvernement* n° 60

Détention provisoire

Voir *Procédure pénale*, 2

Détenus

Voir *Rappels au règlement*, 6
Traités et conventions, 23

Dettes publiques

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

Divorce ou séparation de corps

Voir *Traités et conventions*, 12 ; 13 ; 14

Dopage

Voir *Sports*, 2

Dotations globales d'équipement (DGE)

Voir *Finances locales*, 1
Lois de finances, 2, Art. 65

Dotations globales de fonctionnement (DGF)

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 27
Lois de finances rectificatives, 1, Art. premier

Douanes

Voir *Traités et conventions*, 21

Droit des personnes et de la famille

Voir *Traités et conventions*, 12 ; 13

Droit du travail

Voir *Traités et conventions*, 16 ; 17 ; 18

Droit international privé

Voir *Navires*, 1

Droit pénal

1. - **Proposition de loi relative à la liberté de reproduction des logiciels**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 20 mai 1988) [n° 281 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à supprimer l'interdiction de séjour**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 354 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

Droits de l'homme

Voir *Allocutions et communications*, 32
Questions au Gouvernement n° 57

Questions orales avec débat n° 12

Rappels au règlement, 15

Traités et conventions, 9 ; 23

1. - **Proposition de loi tendant à interdire les relations économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'Afrique du Sud, tant que durera le régime d'apartheid**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 334 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. - **Proposition de loi tendant à reconnaître le génocide dont le peuple arménien fut victime en 1915**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 348 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

E

Eau et assainissement

Voir *Questions orales sans débat* n° 43

Ecoles françaises à l'étranger

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 25

Economie et finances (budget)

Voir *Lois de finances*, 2, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) et II - Services financiers (et consommation)

Economie sociale

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique et économie sociale)

Education nationale

Voir *Questions au Gouvernement* n° 5
Questions orales sans débat n° 30

Education nationale (budget)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 25 ; n° 27

Education populaire

Voir *Lois de finances*, 2, Education nationale - Jeunesse et sports

Education surveillée

Voir *Lois de finances*, 2, Justice
Rapports au Gouvernement, 1

Elections

Voir *Allocutions et communications*, 28
Communes, 2
Français de l'étranger, 1
Rappels au règlement, 21

1. - **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 53 (86-87)] - Renvoi à la commission des lois - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. - **Proposition de loi relative à la lutte contre la fraude électorale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Giraud, sénateur (2 février 1988) [n° 225 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - **Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (2 février 1988) [n° 1214] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre Mazeaud (2 février 1988) [n° 1216] - Discussion (2, 3 et 4 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 1215 - Elections 4) - Adop-

tion (4 février 1988) [n° 243] - NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi organique relatif à la transparence financière de la vie politique** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 février 1988) [n° 227 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Larché (11 février 1988) [n° 229 (87-88)] - Discussion (11, 16 et 17 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 228 (87-88) - Elections 4) - Adoption (17 février 1988) [n° 89].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 février 1988) [n° 1228] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre Mazeaud (23 février 1988) [n° 1239] - Discussion (23 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 1229 - Elections 4) - Adoption (23 février 1988) [n° 245].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 février 1988) [n° 232 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Larché (25 février 1988) [n° 234 (87-88)] - Discussion (25 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 233 (87-88) - Elections 4) - Adoption (25 février 1988) [n° 91].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-242 DC du 10 mars 1988 (*J. O. Lois et décrets* du 12 mars 1988) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-226 du 11 mars 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 12 mars 1988).

Discussion (première lecture)

(11 février 1988) (p. 17, 49) ; (16 février 1988) (p. 56, 88) ; (17 février 1988) (p. 102, 139).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 17, 49) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 228 - Elections 4) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Marc Lauriol, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Hélène Luc, MM. Raymond Bouvier, Michel Durafour, François Delga, Jean-Paul Bataille, Jacques Bellanger, André Diligent, Jacques Habert, Franck Sérusclat ; et les orateurs sur les motions.*

Campagnes électorales : *Bouvier (Raymond)* (p. 37) ; *Delga (François)* (p. 40) ; *Diligent (André)* (p. 45) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 38, 39) ; *Fost (Paulette)* (p. 25) ; *Habert (Jacques)* (p. 46) ; *Larché (Jacques)* (p. 21) ; *Pasqua (Charles)* (p. 17, 48) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 47).

Campagnes électorales (financement public) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 34) ; *Lauriol (Marc)* (p. 31).

Campagnes électorales (financement public) (critères de répartition) : *Luc (Hélène)* (p. 37) ; *Pasqua (Charles)* (p. 19).

Collectivités territoriales : *Diligent (André)* (p. 44).

Commission (transparence financière) : *Durafour (Michel)* (p. 38) ; *Larché (Jacques)* (p. 21) ; *Pasqua (Charles)* (p. 18).

Conjoints : *Delga (François)* (p. 40) ; *Durafour (Michel)* (p. 40) ; *Larché (Jacques)* (p. 21) ; *Lauriol (Marc)* (p. 31) ; *Pasqua (Charles)* (p. 18).

Conseil constitutionnel : *Durafour (Michel)* (p. 38).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Bellanger (Jacques)* (p. 42) ; *Larché (Jacques)* (p. 21).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 46).

Constitution : *Larché (Jacques)* (p. 22, 30) ; *Lederman (Charles)* (p. 28) ; *Pasqua (Charles)* (p. 20).

Déductions fiscales : *Bellanger (Jacques)* (p. 42) ; *Diligent (André)* (p. 45) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 34, 35) ; *Durafour (Michel)* (p. 39) ; *Fost (Paulette)* (p. 24) ; *Larché (Jacques)* (p. 22) ; *Lauriol (Marc)* (p. 32) ; *Lederman (Charles)* (p. 29) ; *Luc (Hélène)* (p. 36) ; *Pasqua (Charles)* (p. 19).

Dons et legs : *Bellanger (Jacques)* (p. 42) ; *Delga (François)* (p. 40) ; *Diligent (André)* (p. 45) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 34, 45) ; *Durafour (Michel)* (p. 39) ; *Lauriol (Marc)* (p. 31) ;

Lederman (Charles) (p. 29); Pasqua (Charles) (p. 19); Sérusclat (Franck) (p. 47).

Elections : Larché (Jacques) (p. 21, 22).

Elections européennes : Pasqua (Charles) (p. 19).

Elections législatives : Luc (Hélène) (p. 37); Pasqua (Charles) (p. 19).

Elections municipales : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 34); Durafour (Michel) (p. 39).

Elections présidentielles : Pasqua (Charles) (p. 18, 19).

Elections régionales : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 34).

Elections sénatoriales : Pasqua (Charles) (p. 19).

Elus : Delga (François) (p. 40); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 33); Larché (Jacques) (p. 21); Lederman (Charles) (p. 27).

Elus locaux : Pasqua (Charles) (p. 18).

Entreprises : Bellanger (Jacques) (p. 42); Delga (François) (p. 40); Diligent (André) (p. 45); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 34, 45); Lauriol (Marc) (p. 32); Sérusclat (Franck) (p. 47).

Information (pluralisme) : Fost (Paulette) (p. 23, 25); Luc (Hélène) (p. 37).

Journal officiel : Larché (Jacques) (p. 22); Pasqua (Charles) (p. 18, 19).

Libertés individuelles : Pasqua (Charles) (p. 20).

Libertés publiques : Larché (Jacques) (p. 25); Lederman (Charles) (p. 28).

Mécénat : Fost (Paulette) (p. 24); Sérusclat (Franck) (p. 47).

Ministres et secrétaires d'Etat : Pasqua (Charles) (p. 18).

Modes de scrutin : Bataille (Jean-Paul) (p. 41); Bellanger (Jacques) (p. 42); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 33); Fost (Paulette) (p. 23, 25); Larché (Jacques) (p. 29); Lederman (Charles) (p. 27); Pasqua (Charles) (p. 19).

Organisations syndicales : Lederman (Charles) (p. 29); Pasqua (Charles) (p. 48).

Parlementaires : Pasqua (Charles) (p. 18).

Partis et groupements politiques : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 32); Habert (Jacques) (p. 46); Lederman (Charles) (p. 27); Luc (Hélène) (p. 35); Pasqua (Charles) (p. 19, 48).

Partis et groupements politiques (financement privé) : Bouvier (Raymond) (p. 37).

Partis et groupements politiques (financement public) : Delga (François) (p. 40); Diligent (André) (p. 44, 45); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 33); Durafour (Michel) (p. 38); Fost (Paulette) (p. 23); Larché (Jacques) (p. 22); Lauriol (Marc) (p. 31); Lederman (Charles) (p. 29); Luc (Hélène) (p. 37).

Partis et groupements politiques (financement public) (critères de répartition) : Bataille (Jean-Paul) (p. 41); Bellanger (Jacques) (p. 42); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 34); Durafour (Michel) (p. 39); Fost (Paulette) (p. 23); Larché (Jacques) (p. 22); Pasqua (Charles) (p. 19); Sérusclat (Franck) (p. 47).

Partis et groupements politiques (statut) : Bellanger (Jacques) (p. 42); Larché (Jacques) (p. 30); Lederman (Charles) (p. 28, 29); Luc (Hélène) (p. 36); Pasqua (Charles) (p. 48).

Patrimoine (déclaration) : Bataille (Jean-Paul) (p. 41); Delga (François) (p. 40); Diligent (André) (p. 44); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 33); Durafour (Michel) (p. 38, 39); Habert (Jacques) (p. 46); Larché (Jacques) (p. 21); Lauriol (Marc) (p. 31); Luc (Hélène) (p. 37); Pasqua (Charles) (p. 18, 47).

Personnes morales : voir Entreprises; Organisations syndicales.

Président de la République : Larché (Jacques) (p. 20).

Presse : Fost (Paulette) (p. 24).

Propagande électorale : Delga (François) (p. 40); Lederman (Charles) (p. 27); Luc (Hélène) (p. 37).

Publicité politique : Diligent (André) (p. 45); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 32).

Radiodiffusion et télévision : Diligent (André) (p. 43); Fost (Paulette) (p. 24, 25); Luc (Hélène) (p. 37).

Régimes matrimoniaux : Delga (François) (p. 40); Larché (Jacques) (p. 21).

Sanctions : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 35); Larché (Jacques) (p. 21); Pasqua (Charles) (p. 18).

Sénat : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 33).

Vie politique et sociale : Diligent (André) (p. 43); Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 43); Fost (Paulette) (p. 23); Larché (Jacques) (p. 20); Lauriol (Marc) (p. 30); Luc (Hélène) (p. 35); Pasqua (Charles) (p. 17).

Vie privée : Durafour (Michel) (p. 38); Larché (Jacques) (p. 21); Pasqua (Charles) (p. 20, 47).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer la question préalable** (p. 23) – Mme Paulette Fost, MM. Jacques Larché, rapporteur; Charles Pasqua, ministre.

Rejet de la motion (p. 26; scrutin public n° 110).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 56, 88; 102, 139) : MM. Charles Lederman, Jacques Larché, rapporteur; Charles Pasqua, ministre; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Louis Virapoullé, Christian Bonnet, Roger Romani, Louis Jung, Michel Caldaguès, Paul Souffrin, Claude Estier, Michel Durafour, Jean Cluzel, Richard Pouille, André Diligent, André Méric, Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité; Michel Darras, Roger Chinaud, Mme Hélène Luc, M. Jacques Bellanger, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Stéphane Bonduel, Jean Garcia.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1^{er} (Déclaration de situation patrimoniale des candidats à la présidence de la République : modification du paragraphe I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel) (p. 56).

Parole sur l'article : M. Charles Lederman (p. 56, 57).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 2 : remise, sous pli scellé, d'une déclaration de situation patrimoniale au Conseil constitutionnel par les candidats à la présidence de la République (p. 59) – Et n° 3 : publication au Journal officiel des résultats de l'élection présidentielle, et de la déclaration de situation patrimoniale du candidat proclamé élu par le Conseil constitutionnel (p. 63).

Rejeté : amendement n° 42 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : mention dans la déclaration de situation patrimoniale des changements de régimes matrimoniaux intervenus durant l'exercice du mandat (p. 60).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Charles Lederman : allongement, à une durée de quinze jours avant le premier tour de scrutin, du délai minimal de publication de la liste des citoyens ayant proposé chaque candidat et des déclarations de situations patrimoniales de ces candidats (p. 63).

Explication du vote sur l'article : M. Paul Souffrin (p. 63).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 63; scrutin public n° 112).

Art. 2 (Application aux élections à la présidence de la République des règles relatives au contrôle du financement des campagnes électorales pour l'élection des députés : modification du paragraphe II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 précitée) (p. 63).

Rejetés : amendement n° 22 de M. Charles Lederman : abaissement de plus de moitié du plafond maximal des dépenses électorales des candidats à l'élection présidentielle (p. 65; scrutin public n° 113) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 44 : abaissement, d'envi-

ron un tiers, du plafond maximal des dépenses électorales des candidats à l'élection présidentielle (p. 65 ; scrutin public n° 114) – Et n° 43 : prise en compte des dépenses effectuées au moyen de fonds publics, qui concourent directement ou indirectement à la promotion du candidat, dans le total, plafonné, des dépenses électorales (p. 66).

Explications de vote sur l'article : M. Etienne Dailly (p. 67) – Constitution (Partis et groupements politiques).

– L'article 2 est adopté (p. 67).

Art. 3 (*Publication des comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle : modification du paragraphe III de l'article 3 de la loi n° 62-1292 précitée*) – Adopté (p. 67).

Art. 4 (*Remboursement des frais : modification du paragraphe V de l'article 3 de la loi n° 62-1292 précitée*) (p. 68).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Larché, rapporteur : sanction prévue en cas de dépassement par les candidats du plafond de dépenses autorisées : remboursement forfaitaire non effectué (p. 69).

Rejeté : amendement n° 23 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : amélioration des aides consenties par l'Etat aux candidats à l'élection présidentielle : avances sur le remboursement forfaitaire, lequel est porté au quart du plafond (p. 69).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 69).

Après l'art. 4 (p. 69).

Rejeté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : insertion de deux articles 4 et 5 nouveaux dans la loi n° 62-1292 précitée : article 4 : respect du principe d'égalité entre les candidats pendant la campagne électorale, dans les programmes d'information des services de radiodiffusion et télévision de statut juridique public ou privé (de droit français) ; mission de la société française de production, SFP ; rôle de la commission nationale de contrôle ; et article 5 : obligation, pour les services de radiodiffusion et télévision, de respecter l'expression pluraliste des partis politiques ; création d'une commission nationale à cet effet (p. 71 ; scrutin public n° 115).

Art. 5 (*Déclaration de sa situation patrimoniale par le Président de la République à l'expiration de ses pouvoirs, et publication de cette déclaration*) (p. 71) – Supprimé par l'Assemblée nationale, par coordination avec la modification qu'elle a apporté à l'article 1^{er} du présent projet de loi organique.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MEMBRES DU PARLEMENT

Art. 6 (*Sanction du non-dépôt de la déclaration de situation patrimoniale*) (p. 71) – Supprimé par l'Assemblée nationale, cette disposition étant transférée à l'article 11 bis du présent projet de loi organique.

Art. 7 (*Déclaration de situation patrimoniale des parlementaires et contenu de cette déclaration : article L.O. 135-1 nouveau du code électoral*) (p. 73).

Parole sur l'article : M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 73, 74).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 5 : modification du premier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 135-1 du code électoral : obligation pour le député élu de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, dans les quinze jours qui suivent son entrée en fonction, une déclaration sur l'honneur de situation patrimoniale comprenant ses biens propres, et, le cas échéant, ceux de la communauté, ou les biens réputés indivis ; caractère confidentiel de ces déclarations et des informations fournies au Bureau (p. 84) ; sous-amendement n° 95 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 83) – N° 8 : suppression des deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et huitième alinéas du texte proposé pour l'article L.O. 135-1 du code électoral : énumérations de catégories de patrimoine qui devaient être déclarées par les députés (p. 85 ; scrutin public n° 118) – Et n° 9 : délivrance au député, par le Bureau de l'Assemblée nationale, dès réception de la déclaration de situation patrimoniale, d'un récépissé attestant ce dépôt (p. 86).

Rejetés : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendements de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 89 à 92 (p. 80), n° 93 (p. 82 ; scrutin public n° 116), et n° 94 (p. 82) – Amendement n° 50 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : mention des changements de régimes matrimoniaux intervenus durant le mandat du député (p. 86) – Amendement n° 10, déposé par M. Jacques Larché, rapporteur, retiré (p. 86), puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détermination par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article L.O. 135-1 nouveau du code électoral (p. 87).

Retirés : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendement n° 96 de M. Michel Darras (p. 82) – Amendement n° 38 de M. André Diligent : obligation pour le député de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, dans le mois qui suit la proclamation de son élection, une déclaration notariée de sa situation patrimoniale et de celle de son conjoint (p. 78) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 51, 45, 46 et 47 (p. 78) – N° 48 : publication au Journal officiel des déclarations de situations patrimoniales des députés (p. 85) – Et n° 49 : possibilité pour tout électeur de consulter les déclarations de situations patrimoniales des députés (p. 87).

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, n° 25 : obligation pour le député de déposer une déclaration notariée de sa situation patrimoniale, de celle de son conjoint, ainsi que de celles de ses enfants mineurs (p. 84) – Et n° 26 : mention, dans la déclaration de situation patrimoniale du député, de la nature et du montant de ses revenus, et de ses liens présents ou passés avec toute entreprise ou société, notamment l'exercice d'un rôle de direction ou la participation à un conseil d'administration (p. 85).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 88).

Art. 7 bis (*Institution d'une commission chargée de recevoir les déclarations de situations patrimoniales des parlementaires : article L.O. 135-2 nouveau du code électoral*) (p. 102).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Larché, rapporteur, destiné à préciser dans quelles hypothèses la déclaration de situation patrimoniale, déposée par le député conformément aux dispositions de l'article L.O. 135-1 nouveau du code électoral, peut être communiquée (p. 104).

Retiré : amendement n° 52 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension du rôle de la commission en matière de contrôle des déclarations de patrimoine – Le texte de cet amendement est devenu sans objet du fait de l'option du Sénat, à l'article 7 du présent projet de loi organique, en faveur du Bureau de l'Assemblée nationale (p. 108).

Devenu sans objet : amendement n° 27 de M. Charles Lederman : publication au Journal officiel des déclarations de situations patrimoniales des députés (p. 104).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 104).

Après l'art. 7 bis (p. 104).

Rejeté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : insertion d'un article L.O. 155-1 nouveau dans le code électoral : obligation, pour l'ensemble des candidats aux élections législatives, d'annexer une déclaration de situation patrimoniale, consultable par tout électeur de la circonscription, à leur déclaration de candidature (p. 104).

Art. 7 ter (*Sanctions applicables en cas de publication ou divulgation de tout ou partie des déclarations de situations patrimoniales : article L.O. 135-3 nouveau du code électoral*) (p. 104).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Larché, rapporteur : application des peines prévues par l'article 368 du code pénal en cas d'atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui (p. 108 ; scrutin public n° 119).

Rejetés : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 53 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 107) – Amendement n° 29 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 107).

– L'article 7 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 108).

Art. 7 quater (*Applicabilité aux sénateurs : deuxième alinéa de l'article L.O. 296 du code électoral*) (p. 108).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article (p. 108).

– L'article 7 quater est supprimé (p. 108).

Art. 8 (Sanction du non-dépôt du compte de campagne) (p. 108) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Cette disposition a été transférée à l'article 11 bis du présent projet de loi organique.

Art. 9 (Dispositions relatives au financement des campagnes électorales pour l'élection des députés : articles L.O. 163-1 à L.O. 163-3 nouveaux du code électoral) (p. 108).

Parole sur l'article : M. Charles Lederman (p. 108).

ARTICLE L.O. 163-1 NOUVEAU DU CODE ELECTORAL – Adopté (p. 108).

ARTICLE L.O. 163-2 NOUVEAU DU CODE ELECTORAL (p. 108).

Rejetés : amendement n° 54 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : fixation du plafond des dépenses de campagne d'un candidat à cent mille francs, augmenté de trois francs par électeur inscrit (p. 111 ; scrutin public n° 120) ; sous-amendement n° 97 de M. Roger Chinaud (p. 110) – Amendement n° 30 de M. Charles Lederman : plafond des dépenses de campagne d'un candidat déterminé à raison de quatre francs par habitant de la circonscription et actualisé annuellement (p. 113 ; scrutin public n° 121).

Retiré : amendement n° 41 de M. Jacques Pelletier : subordination de la prise en charge par l'Etat des dépenses de propagande d'un candidat au respect par celui-ci des dispositions de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979, relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, en matière d'affichage (p. 113).

– Le texte proposé est adopté (p. 113).

ARTICLE L.O. 163-3 NOUVEAU DU CODE ELECTORAL (p. 113).

Adopté : amendement n° 84 de M. Jacques Larché, rapporteur : interdiction pour les personnes morales de droit public, les casinos, cercles et maisons de jeux, d'effectuer des dons aux candidats (p. 124 ; priorité ordonnée p. 114).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 31 : règles relatives aux dons manuels consentis aux candidats : abaissement du plafonnement de la somme versée par des personnes physiques ; interdiction pour les personnes morales de financer directement ou indirectement un candidat (p. 124 ; scrutin public n° 123) – Et n° 32 : coordination avec l'amendement n° 31 (p. 125) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 55 : interdiction pour les personnes morales de consentir des dons aux candidats ; remboursement de l'Etat minoré de la part des sommes réunies par le candidat, qui excède le total effectif de ses dépenses de campagne (p. 124) – N° 56 : plafond des dons consentis par les personnes physiques et les personnes morales identique en cas de versement soit à un, soit à plusieurs candidats (p. 125) – N° 67 : dons consentis par des personnes morales à un candidat : accord nécessaire de l'assemblée générale des actionnaires ou des associés après consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; inscription spécifique de ces dons au bilan (p. 126) – Et n° 68 : analogue à l'amendement n° 67 (p. 126) – Amendement n° 14 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 163-3 du code électoral, relatif au plafonnement du montant total des dons consentis à un candidat, identique à celui de ses dépenses de campagne prévu à l'article L.O. 163-2 nouveau du code électoral (p. 125 ; scrutin public n° 124) – Sur l'amendement n° 84 de la commission, sous-amendement n° 57 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : énumération de l'ensemble des sociétés, dont certaines détiennent des fonds publics, à qui il est interdit de consentir des dons aux candidats (p. 114 ; scrutin public n° 122).

Retirés : amendements n° 58 à 66 de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, relatifs aux dons consentis aux candidats (p. 125) – Sur l'amendement n° 84 de la commission, sous-amendement n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la direction générale des impôts

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 126).

– L'ensemble de l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 126).

Art. 9 bis (Interdiction faite aux candidats de recevoir des fonds d'origine étrangère, à l'exception des contributions versées par les Communautés européennes lors de l'organisation des élections au Parlement européen) (p. 126).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de l'exception relative à l'organisation des élections au Parlement européen (p. 126).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Charles Lederman : autre exception : contributions versées par des personnes physiques de nationalité étrangère résidant en France (p. 127).

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 127).

Art. 9 ter (Déductibilité fiscale des dons consentis en application de l'article L.O. 163-3 nouveau du code électoral : article 238 bis du code général des impôts) (p. 127).

Parole sur l'article : Mme Hélène Luc (p. 127).

Adoptés : amendements identiques n° 85 de M. Jacques Larché, rapporteur, et n° 70 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'exception relative aux dons consentis par les collectivités publiques, les établissements publics industriels et commerciaux, les casinos, cercles et maisons de jeux ; coordination avec l'amendement n° 84 de la commission, portant sur l'article 9 (p. 130).

Rejetés : amendements identiques n° 34 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Hélène Luc, et n° 69 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 130 ; scrutin public n° 125) – Amendement n° 71 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : autres exceptions au principe de déductibilité fiscale relatives à diverses catégories d'entreprises ; conditions d'accès au bénéfice de la déduction fiscale pour les personnes morales (p. 130).

Retirés : amendements n° 72 à 76 de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogues globalement à la première partie de son amendement n° 71 (p. 130).

– L'article 9 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 131 ; scrutin public n° 126).

Après l'art. 9 ter (p. 131).

Retiré : amendement n° 77 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modification du dernier alinéa de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : possibilité pour tout actionnaire d'obtenir communication des actions nominatives de soutien à l'élection des députés (p. 132).

Art. 10 (Dépôt obligatoire, par les candidats aux élections législatives, du compte de leur campagne électorale : article L.O. 179-1 nouveau du code électoral) (p. 132).

Adoptés : amendements identiques n° 86 de M. Jacques Larché, rapporteur, et n° 78 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai maximal du dépôt par chaque candidat de son compte de campagne ramené à trente jours après l'élection (p. 133) – Amendement n° 35 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jean Garcia : comptabilisation, dans le compte de campagne du candidat, des dépenses réellement engagées par lui ou par son mandataire (p. 133) – Amendement n° 16 de M. Jacques Larché, rapporteur : rédactionnel (p. 133).

Rejetés : amendements de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 79 : possibilité, pour tout électeur, de consulter dans les préfectures les comptes de campagne (p. 134) – Et n° 80 : mission de contrôle des chambres régionales des comptes, auxquelles sont transmis les comptes de campagne (p. 134).

Retiré : amendement de forme n° 17 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 134).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 134).

Art. 11 (*Exclusion pour les élections sénatoriales de l'application des dispositions relatives aux comptes de campagne : article L.O. 325 du code électoral*) – Adopté (p. 134).

Art. 11 bis (*Sanctions prévues pour le non-respect des dispositions des articles 7 et 10 du présent projet : article L.O. 128 du code électoral*) (p. 136).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jacques Larché, rapporteur : en cas de dépassement du plafond de dépenses de campagne autorisé, suppression de la sanction d'inéligibilité pendant un an ; maintien de cette sanction en cas d'absence de dépôt du compte de campagne (p. 136).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : sanction d'inéligibilité pour la durée de la législature en cas d'absence de transmission du compte de campagne au Bureau de l'Assemblée nationale (p. 135) – Amendement n° 82 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : pénalité en cas de dépassement inférieur à 10 % du plafond des dépenses de campagne : versement à l'Etat par le candidat d'une somme égale à quatre fois le montant de ce dépassement (p. 137).

Retiré : amendement n° 81 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : sanction d'inéligibilité pendant un an en cas de non-dépôt du compte de campagne, en dépit du rappel de cette obligation par le président de la commission prévue par l'article 135-2 nouveau du code électoral (article 7 bis du présent projet de loi organique) (p. 137).

– L'article 11 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 137).

Après l'art. 11 bis (p. 137).

Rejeté : amendement n° 83 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modification de l'article L. O. 136 du code électoral : droit de tout citoyen de faire constater à sa requête, la déchéance par le Conseil constitutionnel (p. 138).

Retiré : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 137).

– L'article 11 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 137).

TITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 12 (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à la déclaration de situation patrimoniale du Président de la République en fin de mandat*) (p. 138) – Supprimé par l'Assemblée nationale, par coordination avec la suppression de l'article 5.

Art. 13 (*Aménagement pour la prochaine élection présidentielle des dispositions relatives au compte de campagne de chaque candidat, par dérogation au troisième alinéa du paragraphe II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 précitée*) – Adopté (p. 138).

Art. 14 (*Entrée en vigueur des dispositions des articles 6 à 8 du présent projet de loi organique*) (p. 138).

Adopté : amendement n° 20 de M. Jacques Larché, rapporteur : coordination avec son amendement n° 18 : entrée en vigueur de l'article 11 bis du présent projet (p. 138).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 138).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Charles Lederman (p. 138), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 138, 139).

Scrutin public de droit n° 127 (p. 139).

Adoption (17 février 1988) (p. 139).

Discussion (deuxième lecture)

(25 février 1988) (p. 211, 228).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 211, 220) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 233 – Elections 4) : MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Robert Vizet, Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly ; et les orateurs sur la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer

l'exception d'irrecevabilité au projet de loi n° 233 relatif à la transparence financière de la vie politique.

Bureau de l'Assemblée nationale : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 213) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212).

Bureau du Sénat : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 213) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212).

Campagnes électorales : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Vizet (Robert) (p. 217).

Commission : Pasqua (Charles) (p. 211).

Conseil constitutionnel (décisions) : Lederman (Charles) (p. 215).

Constitution : Larché (Jacques) (p. 216) ; Lederman (Charles) (p. 215, 216).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : Dailly (Etienne) (p. 219).

Déductions fiscales : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 213) ; Lederman (Charles) (p. 216).

Démocratie : Lederman (Charles) (p. 216) ; Vizet (Robert) (p. 218).

Dons et legs : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 212, 213) ; Lederman (Charles) (p. 216).

Droit de vote (femmes) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219).

Elections législatives (dépenses de campagne) : Dailly (Etienne) (p. 220) ; Larché (Jacques) (p. 212) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212) ; Vizet (Robert) (p. 218).

Elections présidentielles : Dailly (Etienne) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 212).

Elections présidentielles (dépenses de campagne) : Dailly (Etienne) (p. 220) ; Larché (Jacques) (p. 212) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212) ; Vizet (Robert) (p. 218).

Elus locaux : Pasqua (Charles) (p. 211).

Entreprises : Vizet (Robert) (p. 218).

Grève (droit de) : Vizet (Robert) (p. 218).

Opinion publique : Lederman (Charles) (p. 214).

Organisations syndicales : Larché (Jacques) (p. 216).

Parlement : Larché (Jacques) (p. 216).

Parlement (droits) : Lederman (Charles) (p. 214).

Parlement (rôle) : Lederman (Charles) (p. 214).

Partis et groupements politiques : Lederman (Charles) (p. 214) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212).

Partis et groupements politiques (financement) : Larché (Jacques) (p. 216).

Partis et groupements politiques (financement public) : Larché (Jacques) (p. 212, 213) ; Lederman (Charles) (p. 213, 215, 216) ; Vizet (Robert) (p. 218).

Partis et groupements politiques (statut) : Larché (Jacques) (p. 216) ; Lederman (Charles) (p. 215).

Patrimoine (déclaration) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219) ; Larché (Jacques) (p. 212) ; Pasqua (Charles) (p. 211, 212) ; Vizet (Robert) (p. 217, 218).

Presse : Larché (Jacques) (p. 216).

Sénat (IIIe République) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 219).

Vie politique et sociale : Lederman (Charles) (p. 213, 214) ; Vizet (Robert) (p. 217).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 220, 228) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Vizet, Etienne Dailly, Jacques Larché, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, Michel Darras, Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales.

Art. 7 (p. 220).

Rejetés : amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : exigence de précision et d'exactitude accentuée en ce qui concerne la déclaration obligatoire des biens meubles et immeubles répertoriés dans le document déposé par le député auprès du président de la commission prévue par l'article L.O. 135-2 nouveau du code électoral ; rappel de cette obligation de dépôt par le président de ladite commission ; consultation possible de ces déclarations par tout électeur (p. 224) – Amendement n° 1 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet, analogue à l'amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 224).

Retiré : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly : appréciation, par le Bureau de l'Assemblée nationale, de la variation des situations patrimoniales des députés, compte tenu des informations par lui recueillies (p. 223).

Explications de vote sur l'article : MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 224), Jacques Larché, rapporteur (p. 224) ; Jean-Pierre Fourcade (p. 225), Michel Darras (p. 225) ; intervention de M. Charles Pasqua, ministre.

– L'article 7 est adopté (p. 225).

Art. 7 bis (p. 226).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet, analogue au texte proposé pour l'article L.O. 135-2 nouveau du code électoral, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture (p. 227).

Retiré : amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : retour au principe de la création d'une commission administrative chargée de recevoir les déclarations de situations patrimoniales des députés ; composition et missions de ladite commission (p. 227).

– L'article 7 bis est adopté (p. 227).

Art. 9 bis – Adopté (p. 227).

Art. 10 (p. 227).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : transmission des comptes de campagne aux chambres régionales des comptes qui en contrôlent l'exactitude et la sincérité (p. 224).

– L'article 10 est adopté (p. 227).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Charles Lederman (p. 227, 228), Jacques Bimbenet (p. 228), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 228).

Scrutin public de droit n° 141 (p. 228).

Adoption (25 février 1988) (p. 228).

4. – **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (2 février 1988) [n° 1215] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (2 février 1988) [n° 1217] – Discussion (2, 3 et 4 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi organique n° 1214 – Elections 3) – Adoption (4 février 1988) [n° 244].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 février 1988) [n° 228 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (11 février 1988) [n° 230 (87-88)] – Discussion (11, 16 et 17 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi organique n° 227 (87-88) – Elections 3) – Adoption (17 février 1988) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 février 1988) [n° 1229] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (23 février 1988) [n° 1240] – Discussion (23 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi organique n° 1228 – Elections 3) – Adoption (23 février 1988) [n° 246].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 février 1988) [n° 233 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (25 février 1988) [n° 235

(87-88)] – Discussion (25 février 1988) (Discussion générale commune avec le projet de loi organique n° 232 (87-88) – Elections 3) – Adoption (25 février 1988) [n° 92].

PROMULGATION : Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 (J.O. Lois et décrets du 12 mars 1988).

Discussion (première lecture)

(11 février 1988) (p. 17, 49) ; (17 février 1988) (p. 139, 185).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 17, 49) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 227 – Elections 3)

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 26) – MM. Charles Lederman, Jacques Larché, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre.

Rejet de la motion (p. 30 ; scrutin public n° 111).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 139, 185) : MM. Jacques Larché, rapporteur ; André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Mme Hélène Luc, MM. Charles Lederman, Auguste Cazalet, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité ; Michel Durafour, Michel Darras, Stéphane Bonduel, Jean Roger, Charles Pasqua, ministre ; Jacques Pelletier, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Laffitte, Jean Cluzel, Emmanuel Hamel, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DECLARATION DU PATRIMOINE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET DES TITULAIRES DE CERTAINES FONCTIONS ELECTIVES

Division et intitulé (p. 139).

Non soutenu : amendement de suppression n° 35 de M. André Diligent (p. 139).

Art. 1^{er} (Déclaration de situation patrimoniale des membres du Gouvernement) (p. 139).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Larché, rapporteur : dépôt de la déclaration de situation patrimoniale auprès de la commission prévue à l'article 3 du présent projet (p. 139).

Non soutenu : amendement de suppression n° 36 de M. André Diligent (p. 139).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 139).

Art. 2 (Déclaration de situation patrimoniale des présidents des assemblées des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de trente mille habitants) (p. 139).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Lucien Neuwirth, soutenu par M. Auguste Cazalet : suppression de l'obligation, pour les présidents de conseil de région du territoire de Nouvelle-Calédonie, de déposer une déclaration de situation patrimoniale (p. 142 ; scrutin public n° 129) – Amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 5, de forme, analogue à son amendement n° 4 (p. 142) – Et n° 6 : nouvel alinéa : détermination de la population prise en compte pour l'application du présent article, en ce qui concerne les maires (p. 142).

Rejetés : amendement n° 21 de M. Charles Lederman : extension des obligations imposées par le présent article aux candidats à l'élection au Parlement européen et aux conseillers régionaux (p. 141) – Sur l'amendement n° 48 de M. Lucien Neuwirth, sous-amendement n° 77 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 141 ; scrutin public n° 128).

Non soutenu : amendement de suppression n° 37 de M. André Diligent (p. 140).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 142).

Après l'art. 2 (p. 142).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 52 : publication

au Journal officiel des déclarations de situations patrimoniales des personnes visées aux articles 1 et 2 du présent projet de loi (p. 142) – Et n° 53 : consultation possible, par tout électeur, des déclarations de situations patrimoniales des personnes mentionnées aux articles 1 et 2 du présent projet (p. 142).

Art. 3 (Missions de la commission ad hoc) (p. 142).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jacques Larché, rapporteur : composition et mission de la commission administrative chargée de recevoir les déclarations de situations patrimoniales des personnes mentionnées aux articles 1 et 2 du présent projet (p. 143).

Rejeté : sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 22 de M. Charles Lederman : publication au Journal officiel des déclarations de situations patrimoniales dans le mois suivant leur réception par la commission (p. 143 ; scrutin public n° 130).

Retiré : sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 68 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du second alinéa de cet article relatif à l'appréciation, par la commission, des variations de patrimoine (p. 142).

Non soutenu : amendement de suppression n° 18 de M. André Diligent (p. 142).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 143).

Art. 4 (Sanctions du non-dépôt de la déclaration de situation patrimoniale : articles L. 195 et L. 340 du code électoral) (p. 143).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 24 : variation de la sanction d'inéligibilité en fonction de la durée du mandat de l'élu sanctionné (p. 144) – Et n° 23 : réaffirmation du principe de transparence financière pendant la durée des mandats (p. 144).

Non soutenu : amendement de suppression n° 39 de M. André Diligent (p. 144).

– L'article 4 est adopté (p. 144).

Après l'art. 4 (p. 144).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 54 : détermination du plafond mobile des dépenses de campagne d'une liste électorale dans chaque région (p. 147 ; scrutin public n° 131) – N° 55 : remboursement par l'Etat des dépenses électorales aux partis politiques atteignant le seuil de 2,5 % des suffrages exprimés (seuil minoré de moitié) (p. 147) – N° 56 : extension à la région du système établi pour le compte de campagne ; responsabilité du candidat tête de liste à l'élection régionale, déjà politiquement responsable (p. 147) – N° 57 : sanction d'inéligibilité pendant un an, dans chaque région, pour tout candidat élu ayant dépassé le plafond autorisé de dépenses de campagne ; pénalités (p. 147) – N° 59 : détermination du plafond mobile des dépenses de campagne dans chaque commune de plus de trente mille habitants (p. 150) – N° 60 : établissement obligatoire, par chaque candidat tête de liste dans les communes de plus de trente mille habitants, d'un compte de campagne ; modalités (p. 150) – N° 58 : remboursement plafonné, par l'Etat, des dépenses électorales des listes électorales ayant atteint le seuil de 2,5 % des suffrages exprimés, dans les communes de plus de trente mille habitants (p. 150) – Et n° 61 : sanction d'inéligibilité, pendant un an, pour le premier candidat élu tête de liste dans chaque commune de plus de trente mille habitants en cas de dépassement du plafond des dépenses de campagne ; pénalités (p. 150).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES CAMPAGNES POUR L'ELECTION DES DEPUTES

Art. 5 (Remboursement forfaitaire de certaines dépenses électorales des candidats à l'Assemblée nationale : article L. 167 du code électoral) (p. 150).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Larché, rapporteur : sanction d'ordre financier à l'encontre de tout candidat qui, au

cours de sa campagne, dépasserait le seuil des dépenses autorisées : référence à l'article L.O. 163-2 nouveau du code électoral (p. 152).

Rejetés : amendement n° 62 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : abaissement à 2,5 % du seuil fixé par l'article L. 167 du code électoral et remboursement par l'Etat porté à 40 % des dépenses électorales effectivement engagées dans la limite du plafond prévu à l'article L.O. 163-2 nouveau (p. 152) – Amendement n° 25 de M. Charles Lederman : suppression du seuil, fixé à 5 % des suffrages exprimés au premier tour, pour l'octroi du remboursement forfaitaire par l'Etat (p. 152).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 152).

Après l'art. 5 (p. 147 et 152).

Rejetés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt : article L. 242 du code électoral : extension du principe proposé précédemment ; établissement obligatoire d'un compte de campagne par chaque candidat tête d'une liste dans les communes de neuf mille habitants et plus ; plafond mobile des dépenses électorales (p. 149) – Amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Jean Roger : réduction, en cas d'infraction ; suppression, en cas de récidive, de la dotation de l'Etat et du remboursement prévu par l'Etat pour les frais de campagne, pour les candidats ayant contrevenu aux dispositions de l'article 30 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979, en matière d'affichage sauvage (p. 154 ; scrutin public n° 132).

Art. 5 bis (Régime juridique des partis et groupements politiques) (p. 154).

Parole sur l'article : *Mme Hélène Luc* (p. 154), *M. Charles Lederman* (p. 154, 155).

Rejeté : amendement de suppression n° 26 de M. Charles Lederman (p. 158 ; scrutin public n° 133).

– L'article 5 bis est adopté (p. 158).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES

Division et intitulé (p. 158).

Rejeté : amendement n° 27 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de la division Titre III et de son intitulé (p. 159 ; scrutin public n° 134).

Art. 6 (Dispositions relatives au financement des partis politiques) (p. 159).

Parole sur l'article : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 159) – République fédérale d'Allemagne (RFA), Constitution (Partis et groupements politiques).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 161).

Rejetés : amendement n° 28 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Hélène Luc : suppression de cet article (p. 161) – Amendement n° 43 de M. Pierre Laffitte : possibilité, pour les personnes physiques et morales, d'alimenter un compte spécial, ouvert par le Trésor public, affecté au financement de l'ensemble des formations politiques ; montant de leur contribution volontaire fixé dans la déclaration fiscale annuelle (p. 161) – Amendement n° 63 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : propositions faites, conjointement par les Bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat et par des représentants de chaque parti, au Gouvernement pour la fixation du montant des crédits affectés au financement des partis et groupements politiques (p. 161).

Retiré : amendement n° 40 de M. André Diligent : nouvelle rédaction de cet article (p. 160).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 161).

Après l'art. 6 (p. 161).

Rejetés : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur : modalités d'attribution des aides de l'Etat,

prévues à l'article 6 du présent projet (p. 168 ; scrutin public n° 135 ; demande de réserve formulée par M. Michel Darras, rejetée p. 164) ; sous-amendements n° 70, 71, 72 et 73 de M. André Méric, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 166 et 167 ; demande de réserve formulée par M. Michel Darras, rejetée p. 164) – Amendement n° 64 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : conditions d'attribution des aides de l'Etat, prévues par l'article 6 du présent projet ; seuil minimal de 2,5 % des suffrages exprimés ; répartition proportionnelle au pourcentage des suffrages obtenus (p. 168 ; demande de priorité formulée par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejetée p. 166).

Retiré : sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendement n° 69 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 164).

Devenu sans objet : amendement n° 67 (art. additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 168).

Art. 7 (Modalités de répartition des crédits prévus à l'article précédent) (p. 169).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 12 : aide attribuée aux partis et groupements politiques proportionnelle au nombre de parlementaires inscrits ou rattachés dans le mois qui suit l'ouverture annuelle de la première session ordinaire (p. 171) – N° 13 : indication par chaque parlementaire d'un seul parti ou groupement politique (p. 171) – N° 14 : suppression de l'obligation pour le Bureau de l'Assemblée nationale et le Bureau du Sénat de communiquer conjointement au Premier ministre la répartition des parlementaires entre les partis et groupements politiques (p. 171) – Et n° 16 : délai mentionné au premier alinéa de cet article, en cas de dissolution de l'Assemblée nationale : à partir du deuxième jeudi qui suit son élection (p. 171).

Rejetés : amendement n° 29 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Hélène Luc : suppression de cet article (p. 170) – Amendement n° 65 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : aides attribuées proportionnellement au nombre de députés : absence de prise en compte, pour la répartition des aides aux partis et groupements politiques, du nombre de sénateurs inscrits ou rattachés (p. 171).

Retirés : amendement n° 41 de M. Jacques Mossion (p. 169) – Amendement n° 15 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 170).

Devenu sans objet : amendement n° 11 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 169).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 171).

Après l'art. 7 (p. 171).

Retiré : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, retiré par M. René Travert (p. 171).

Art. 8 (Déroptions à certains contrôles de droit commun, destinées à soustraire les partis et groupements politiques bénéficiaires de l'aide publique de certains contrôles qui leur seraient de plein droit applicables) (p. 172).

Parole sur l'article : M. Emmanuel Hamel (p. 172) – Cour des comptes.

Rejeté : amendement n° 30 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Hélène Luc : suppression de cet article (p. 172).

– L'article 8 est adopté (p. 172).

Art. 9 (Transparence financière des partis et groupements politiques bénéficiaires de l'aide publique) (p. 172).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jacques Larché, rapporteur : dépôt, sur le bureau de l'Assemblée nationale et sur le bureau du Sénat, des comptes arrêtés annuellement et certifiés des partis et groupements politiques (p. 173).

Retiré : amendement n° 17 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 172).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 173).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Avant l'art. 10 (p. 147).

Rejeté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Michel Durafour : insertion, dans le code électoral, de trois articles L. 239-1, L. 239-2 et L. 239-3 nouveaux relatifs à la réglementation des comptes de campagne pour les élections municipales (p. 150).

Art. 10 (Sanctions des dispositions de l'article L.O. 163-3 du code électoral, relatif aux dons consentis aux candidats à l'élection à l'Assemblée nationale, et à l'élection à la présidence de la République : article 9 du projet de loi organique : article L. 106 du code électoral) – Adopté (p. 173).

Art. 11 (Accès aux listes et fichiers électoraux : article L. 28 du code électoral ; abrogation de l'article 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) (p. 173).

Rejeté : amendement n° 19, retiré par M. Jacques Larché, rapporteur, puis repris, modifié, par M. Michel Darras : modalités d'accès permanent aux listes et fichiers électoraux (p. 177 ; scrutin public n° 136).

Devenus sans objet : sur l'amendement n° 19 déposé par M. Jacques Larché, rapporteur, sous-amendements n° 74 et 75 de M. André Méric, soutenus par M. Michel Darras (p. 175).

– L'article 11 est adopté (p. 177).

Après l'art. 11 (p. 177).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Pasqua, ministre, n° 76 : communication, aux actionnaires des sociétés commerciales, de la liste des actions de parrainage et de mécénat, et des dons effectués aux partis et groupements politiques dans les conditions prévues à l'article L.O. 163-3 nouveau du code électoral (p. 177) ; sous-amendement n° 78 de M. Michel Darras (p. 177) – Et n° 79 : modification de l'article 5 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger : prise en charge par l'Etat de certains frais électoraux engagés par les candidats à l'élection audit Conseil ; modalités du remboursement (p. 179).

Retirés : amendements (art. additionnels) n° 34 de M. Charles de Cuttoli, et n° 49 de M. Jacques Habert, analogues à l'amendement n° 79 du Gouvernement (p. 178).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 177 et 179).

Art. 12 (Publicité politique à la télévision) (p. 179).

Rejetés : amendement n° 33 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : nouvelle rédaction de cet article tendant à l'interdiction des émissions publicitaires à caractère politique, en contradiction avec les dispositions du présent article qui reportent l'entrée en vigueur de leur autorisation (p. 181 ; scrutin public n° 137) – Amendement n° 66 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement n° 33 (p. 182 ; scrutin public n° 138).

– L'article 12 est adopté (p. 182).

Art. 13 (Entrée en vigueur des articles 1^{er} et 2 de la présente loi) – Adopté (p. 182).

Art. 13 bis (Bilan de la réforme) – Adopté (p. 182).

Art. 13 ter (Limitation de la durée d'application de la présente loi) (p. 182).

Adopté : amendement de suppression n° 20 de M. Jacques Larché, rapporteur, qui estime inconstitutionnelles les dispositions prévues au second alinéa du présent article (p. 183).

– L'article 13 ter est supprimé (p. 183).

Art. 14 (Extension de l'application de la présente loi aux territoires d'Outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) – Adopté (p. 183).

Explications de vote sur l'ensemble : M. Jean Cluzel (p. 183), Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 183, 184), MM. Jacques Habert (p. 184), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 184), Roger Romani (p. 184, 185), Stéphane Bonduel (p. 185) – Elections présidentielles, démocratie, Parlement (rôle), partis et groupements politiques, entreprises, collectivités territoriales, opinion publique.

Scrutin public n° 139 (p. 185).

Adoption (17 février 1988) (p. 185).

Discussion (deuxième lecture)

(25 février 1988) (p. 211, 220 ; 229, 235).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 211, 220) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 232 – Elections 3)

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 213) – MM. Charles Lederman, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Larché, rapporteur.

Rejet de la motion (p. 217 ; scrutin public n° 140).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 229, 235) : MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Dominique Pado, Michel Darras.

Art. 2 (p. 229).

Rejetés : amendements identiques n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman, et n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement de l'obligation, pour les présidents des conseils de région du territoire de Nouvelle-Calédonie, de déclarer leur situation patrimoniale (p. 230).

Devenu sans objet : amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 230).

– L'article 2 est adopté (p. 230).

Art. 3 (p. 230).

Rejetés : amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : mission de la commission administrative prévue à l'article L.O. 135-2 nouveau du code électoral, en ce qui concerne les déclarations de situations patrimoniales des personnes visées aux articles 1^{er} et 2 du présent projet de loi ; possibilité pour tout électeur de consulter ces déclarations (p. 231) – Amendement n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : retour au principe adopté en première lecture par l'Assemblée nationale : composition et missions de la commission chargée de recevoir les déclarations de situations patrimoniales visées à l'article L.O. 135-1 nouveau du code électoral (p. 231).

Devenu sans objet : amendement n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 230).

– L'article 3 est adopté (p. 230).

Art. 3 bis (p. 231).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif aux sanctions en matière de publication ou de divulgation totales ou partielles des déclarations et observations prévues aux articles L.O. 135-1 nouveau du code électoral, et 1^{er} et 2 du présent projet de loi (p. 231 ; scrutin public n° 142).

– L'article 3 bis est adopté (p. 232).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Charles Lederman (p. 232, 233), Marcel Lucotte (p. 233), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 234, 235) – Organisations syndicales, France, Parlement (droits), démocratie, presse, Etats-Unis d'Amérique (USA).

Scrutin public n° 143 (p. 235).

Adoption (25 février 1988) (p. 235).

5. – **Proposition de loi visant à augmenter le nombre de conseillers municipaux dans les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 300 et 500**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Auguste Cazalet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 1^{er} mars 1988) [n° 240 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés**, PRESENTÉE AU

SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 269 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi tendant à garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (23 juin 1988) [n° 290 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – **Proposition de loi organique tendant à instituer une procédure d'urgence dans le contentieux de l'élection des députés, défini par l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juin 1988) [n° 298 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers généraux et dérogeant aux dispositions de l'article L. 221 du code électoral**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Charles Josselin, député, et plusieurs de ses collègues (29 juin 1988) [n° 16] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Tenaillon (30 juin 1988) [n° 32] – Discussion (1^{er} juillet 1988) – Adoption (1^{er} juillet 1988) [n° 2].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1988) [n° 310 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (5 juillet 1988) [n° 318 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 104].

PROMULGATION : Loi n° 88-813 du 13 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 16 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 448, 449).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 448, 449) : MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois.

Code électoral : Salvi (Pierre) (p. 448).

Elections : Salvi (Pierre) (p. 448).

Elections cantonales : Joxe (Pierre) (p. 448) ; Salvi (Pierre) (p. 448).

Mandats électoraux : Joxe (Pierre) (p. 448) ; Salvi (Pierre) (p. 448).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 449)

Art. unique (Dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 221 du code électoral, afin de pourvoir les sièges de conseiller général devenus vacants entre le 5 juin 1988 et la date du prochain renouvellement de la série sortante, sous réserve des dispositions de l'article L. 220 dudit code ; non-application d'une disposition de l'article 33 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions) – Adopté (p. 449).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 449).

10. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 162 du code électoral pour garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur (5 juillet 1988) [n° 317 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

11. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer la pratique référendaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Lombard, sénateur (3 octobre 1988) [n° 2 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

12. – **Proposition de loi relative aux incompatibilités familiales au sein des conseils municipaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Raymond Bouvier, sénateur (3 avril 1988) [n° 3 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Bouvier (9 novembre 1988) [n° 74 (88-89)].

13. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Yves Le Cozannet, sénateur (18 octobre 1988) [n° 33 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

14. – **Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 novembre 1988) [n° 65 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

15. – **Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article L. 238 du code électoral relatives aux incompatibilités familiales dans les conseils municipaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (4 novembre 1988) [n° 71 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Bouvier (9 novembre 1988) [n° 74 (88-89)].

16. – **Proposition de loi tendant à supprimer la possibilité de fusion des listes de candidats au deuxième tour des élections municipales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel Hoeffel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (4 novembre 1988) [n° 72 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

17. – **Proposition de loi tendant à réformer le mode de scrutin pour l'élection des conseillers généraux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Joseph Raybaud, sénateur (16 novembre 1988) [n° 86 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

18. – **Proposition de loi tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des conseils municipaux dans les communes de 3500 habitants ou plus**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 novembre 1988) [n° 99 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

19. – **Proposition de loi organique relative à la situation des fonctionnaires élus pour la deuxième fois au Sénat, à l'Assemblée nationale ou à l'Assemblée des communautés européennes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (13 décembre 1988) [n° 136 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Elections cantonales

Voir *Elections*, 9
Questions au Gouvernement n° 28 ; n° 29

Elections municipales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 28

Elections professionnelles

Voir *Questions orales sans débat* n° 20

Elections régionales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 28

Elevage

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 24

Eloges funèbres

1. – **Hommage à la mémoire de M. Lucien Delmas**, sénateur de la Dordogne, par M. Alain Poher, président du Sénat ; lecture d'un message de M. Michel Rocard, Premier ministre (28 juin 1988) (p. 265, 266).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Edgar Faure**, sénateur du Doubs, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'asso-

cie M. Michel Rocard, Premier ministre (5 juillet 1988) (p. 386, 389).

Elus locaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° 53

Emploi

Voir *Accidents du travail*, 1
Formation professionnelle, 1
Lois de finances, 2, Art. 8 à 13 ; Industrie et aménagement du territoire - IV – Tourisme ; Recherche et technologie ; Services du Premier ministre - I – Services généraux (dont fonction publique et économie sociale) ; Travail, emploi, formation professionnelle et services communs
Politique économique et sociale, 1 ; 4
Questions au Gouvernement n° 72
Rapports du Gouvernement, 8
Traités et conventions, 16
Travail, 2

1. – **Proposition de loi tendant à créer des fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Vizet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 272 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Energie

Voir *Impôts et taxes*, 1
Lois de finances, 2, Art. 19 à 21

1. – **Proposition de loi portant création d'un droit d'entrée sur les charbons importés d'un pays tiers**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 41 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée payée par le personnel des Houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 9 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Energie nucléaire

Voir *Questions au Gouvernement* n° 52 ; n° 72
Questions orales sans débat n° 13
Rapports du Gouvernement, 12
Traités et conventions, 8

Enfance

Voir *Traités et conventions*, 12 ; 13 ; 14 ; 16

Enfants (mode de garde)

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 3

Enseignants

Voir *Lois de finances*, 2, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Questions au Gouvernement n° 5 ; n° 75
Questions orales sans débat n° 10 ; n° 16 ; n° 19

Enseignants (formation)

Voir *Questions orales sans débat* n° 11

Enseignement

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1

Lois de finances, 2, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Questions au Gouvernement n° 2 ; n° 5 ; n° 22 ; n° 25 ; n° 27 ; n° 71

1. - **Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse**, PRESENTEE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la culture (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 21 avril 1988) [n° 259 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. - **Proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 331 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. - **Proposition de loi tendant à la gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire et à la prime de rentrée scolaire**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 45 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement (programmes)

Voir *Enseignement secondaire*, 1

Enseignement artistique

Voir *Questions au Gouvernement* n° 65
Questions orales sans débat n° 18

Enseignement primaire

Voir *Questions orales sans débat* n° 11 ; n° 16

Enseignement secondaire

Voir *Questions orales sans débat* n° 19

1. - **Proposition de loi tendant au développement de l'éducation sexuelle**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 44 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement supérieur

Voir *Politique économique et sociale*, 4
Questions au Gouvernement n° 17 ; n° 75

Enseignement technique et professionnel

1. - **Proposition de loi tendant à créer un statut d'inspecteur pédagogique régional de l'enseignement technique**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 28 avril 1988) [n° 273 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Entreprises

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 8, 9, 11, 56, 57 ; Industrie et aménagement du territoire - I - Industrie - III - Commerce et artisanat ; Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

Lois de finances rectificatives, 1
Patrimoine artistique, archéologique et historique, 1

Questions au Gouvernement n° 12

1. - **Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (30 juin 1988) [n° 305 (87-88)] - Renvoi à la commission des finances.

2. - **Proposition de loi relative à la création d'entreprise**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (30 juin 1988) [n° 306 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - **Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (30 juin 1988) [n° 307 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

4. - **Proposition de loi tendant à réprimer le défaut de présentation des sous-traitants au maître de l'ouvrage par l'entrepreneur principal**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Jung, sénateur (16 novembre 1988) [n° 84 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

5. - **Proposition de loi tendant à faciliter la formation, au sein des petites et moyennes entreprises, en faveur des personnels salariés et non salariés**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1988) [n° 173 (88-89)] - Renvoi à la commission des finances.

Entreprises (fiscalité)

Voir *Questions orales sans débat* n° 40

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Entreprises*, 5

Entreprises publiques

1. - **Proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 12 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Environnement

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - V - Environnement
Questions orales avec débat n° 6
Questions orales sans débat n° 4 ; n° 39
Rapports du Gouvernement, 12

1. - **Projet de loi complétant la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement (19 octobre 1988) [n° 319] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Paul Bachy (17 novembre 1988) [n° 358] - Discussion (23 novembre 1988) - Adoption (23 novembre 1988) [n° 31].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1988) [n° 100 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Bernard Hugo (7 décembre 1988) [n° 118 (88-89)] - Discussion (12 décembre 1988) - Adoption (12 décembre 1988) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1988) [n° 436] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Paul Bachy (16 décembre 1988) [n° 483] - Discussion (20 décembre 1988) - Adoption (20 décembre 1988) [n° 58].

PROMULGATION : Loi n° 88-1261 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1988) (p. 2648, 2659).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2648, 2652) : *MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Bernard Hugo, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roland Grimaldi, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Commerce international : *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Communautés européennes (directives) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2651) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2650) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Déchets : *Grimaldi (Roland)* (p. 2650, 2651) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2650) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2648, 2649).

Déchets industriels toxiques : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2652) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2651) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2649) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Déchets (transfert international) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2652) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2650).

Douanes : *Lalonde (Brice)* (p. 2649).

Environnement : *Hugo (Bernard)* (p. 2649).

Exportations : *Grimaldi (Roland)* (p. 2651) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Pays en voie de développement (PVD) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2651) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2649) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2648).

Pollution (eau) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2652) ; *Hugo (Bernard)* (p. 2650).

Pollutions et nuisances : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2652).

Transports de matières dangereuses : *Grimaldi (Roland)* (p. 2651).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2652, 2659) : *MM. Bernard Hugo, rapporteur ; Brice Lalonde, secrétaire d'Etat ; Jean Arthuis.*

Art. unique (Modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux : précisions et compléments apportés à la législation existante et introduction dans le droit français des dispositions de la directive européenne du 6 décembre 1984 qui se rapportent au problème des importations et des exportations des déchets dangereux) (p. 2652).

PARAGRAPHE I-A (p. 2652).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2652).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2652).

PARAGRAPHE I-B (p. 2652).

Rejeté : amendement n° 27 de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat : définition par le décret en Conseil d'Etat des obligations incombant aux différentes parties (p. 2653).

– Le texte proposé est adopté (p. 2653).

PARAGRAPHE I (Article 4-1 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975) (p. 2653).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Bernard Hugo, rapporteur : mise à la charge du détenteur des déchets des frais d'analyse et d'expertise (p. 2654).

– Le texte proposé est adopté (p. 2654).

PARAGRAPHES I BIS, I TER ET I QUATER – Adoptés (p. 2654).

APRES LE PARAGRAPHE I QUATER (p. 2654).

Adopté : amendement n° 3 (paragraphe additionnel) de M. Bernard Hugo, rapporteur : établissement, par l'autorité administrative compétente après consultation des collectivités territoriales concernées, d'un plan définissant les conditions de l'élimination de certaines catégories de déchets (p. 2654).

– Un paragraphe additionnel est inséré dans l'article unique (p. 2654).

PARAGRAPHE II (Insertion d'un titre VII bis concernant l'importation ou l'exportation de déchets, et comportant les articles 23-1 à 23-4, dans la loi n° 75-633 précitée) (p. 2654).

– Sur le texte proposé pour l'intitulé :

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2655).

– Avant l'article 23-1 (nouveau) de la loi n° 75-633 précitée (p. 2655).

Retiré : amendement n° 5 de M. Bernard Hugo, rapporteur : insertion d'un article 23-1 A : dispositif spécifique applicable aux déchets ménagers (p. 2656).

– Article 23-1 (nouveau) de la loi 75-633 précitée (p. 2656).

Adoptés : amendements de M. Bernard Hugo, rapporteur, n° 7 : rédactionnel (p. 2656) – N° 8 : information préalable des autorités compétentes, par le détenteur de déchets, de toute opération d'importation, d'exportation ou de transit (p. 2656) – N° 9 : interdiction d'importer, d'exporter ou d'assurer le transit des déchets lorsque le détenteur n'est pas en mesure de faire la preuve d'un accord le liant au destinataire, ou si l'élimination de ces déchets ne peut se faire sans danger (p. 2656) – Et n° 10 : suppression du dernier alinéa du texte proposé relatif à la fixation des modalités d'application par décret en Conseil d'Etat (p. 2657).

Retiré : amendement n° 6 de M. Bernard Hugo, rapporteur : limitation du champ d'application de ce dispositif aux seuls déchets dangereux (p. 2656).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

– Article 23-2 (nouveau) de la loi n° 75-633 précitée (p. 2657).

Adopté : amendement n° 12 de M. Bernard Hugo, rapporteur : suppression de la mention de la consultation préalable des états intéressés dans le cas d'une importation illégale de déchets (p. 2657).

Retiré : amendement n° 11 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2657).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

– Article 23-3 (nouveau) de la loi n° 75-633 précitée (p. 2657).

Adopté : amendement de coordination n° 14 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2657).

Retiré : amendement n° 13 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2657).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

– Article 23-4 (nouveau) de la loi n° 75-633 précitée (p. 2657).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de M. Bernard Hugo, rapporteur (p. 2657).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

– Après l'article 23-4 (nouveau) de la loi n° 75-633 précitée (p. 2657).

Adopté : amendement n° 16 de M. Bernard Hugo, rapporteur : fixation des modalités d'application de ce présent titre par décret en Conseil d'Etat (p. 2657).

– Un article additionnel à la loi n° 75-633 précitée est inséré dans le paragraphe II de l'article unique (p. 2657).

– Le paragraphe II, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

PARAGRAPHE III – Adopté (p. 2658).

PARAGRAPHE IV (p. 2658).

Adoptés : amendements de M. Bernard Hugo, rapporteur, n° 17, rédactionnel - Et n° 18, de coordination (p. 2658).

- Le paragraphe IV, ainsi modifié, est adopté (p. 2658).

- L'ensemble de l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 2659).

Explication de vote sur l'ensemble : M. Emmanuel Hamel (p. 2658, 2659).

Adoption (12 décembre 1988) (p. 2659).

Epargne

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 54, 55
Questions au Gouvernement n° 62

Equipement

Voir *Lois de finances, 2*, Industrie et aménagement du territoire - IV - Tourisme

Equipements sportifs

Voir *Questions orales sans débat n° 6*

Espace

Voir *Lois de finances, 2*, Postes, télécommunications et espace (Budget annexe)

Espagne

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 3*
Questions au Gouvernement n° 73

Essonne (département)

Voir *Questions au Gouvernement n° 69*

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Lois de finances, 2*, Solidarité, santé et protection sociale
Parlement, 4
Questions au Gouvernement n° 47

Etablissements publics

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*, Art. 26

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Rapports d'information, 1*
Traités et conventions, 15

Ethique et déontologie médicales

Voir *Santé, 1*

Etrangers

Voir *Nationalité française, 1*
Questions au Gouvernement n° 57
Rappels au règlement, 16

1. - **Proposition de loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1988) [n° 108 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Europe

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères
Traités et conventions, 22

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Elections, 4*
Traités et conventions, 22

Exploitants agricoles

Voir *Agriculture, 2*
Boissons et alcools, 2
Lois de finances, 2, Prestations sociales agricoles (Budget annexe)

Expropriation

1. - **Proposition de loi tendant à faciliter l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 11 mai 1988) [n° 278 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (10 novembre 1988) [n° 82 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Expulsions (étrangers)

Voir *Etrangers, 1*
Questions orales sans débat n° 46

Expulsions (logement)

Voir *Baux, 1*

F

Famille

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1
Enseignement, 3
Lois de finances, 2, Solidarité, santé et protection sociale
Pauvreté, 1
Traités et conventions, 14 ; 16

1. - **Proposition de loi tendant à modifier l'article 374 du code civil relatif à l'exercice de l'autorité parentale en ce qui concerne les enfants naturels**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 - 16 mars 1988) [n° 245 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi relative à la dignité et à la liberté des familles**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beauveau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 28 avril 1988) [n° 271 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - **Proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beauveau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 348 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

Femme (droits)

1. - **Proposition de loi tendant à la protection des femmes victimes de violences ou de sévices de la part de leur conjoint**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beauveau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 349 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

Femmes

Voir *Travail*, 1

Fêtes légales

1. - **Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Duroméa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 51 (86-87)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Filiation

Voir *Médecine*, 1

Finances locales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 12 ; n° 22 ; n° 64
Questions orales sans débat n° 14 ; n° 42
Traités et conventions, 5

1. - **Proposition de loi tendant à instituer au bénéfice des communes de 2000 habitants ou moins, en métropole et des communes de 7500 habitants ou moins, dans les départements d'outre-mer, un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (2 avril 1988) [n° 249 (87-88)] - Renvoi à la commission des finances.

Finances publiques

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - IV - Plan
Lois de finances rectificatives, 1

Finlande

Voir *Traités et conventions*, 21

Fiscalité

Voir *Agriculture*, 2
Entreprises, 1
Lois de finances, 2, Agriculture et forêt ; Industrie et aménagement du territoire - I - Industrie - III - Commerce et artisanat - IV - Tourisme ; Recherche et technologie ; Travail, emploi, formation professionnelle et services communs
Lois de finances rectificatives, 1
Marchés financiers, 1
Politique économique et sociale, 4
Questions au Gouvernement n° 1 ; n° 7
Questions orales sans débat n° 15
Rapports au Gouvernement, 1
Sécurité sociale, 4
Traités et conventions, 4 ; 5 ; 15 ; 24

Fiscalité locale

Voir *Impôts et taxes*, 3
Lois de finances, 2, Art. 53 ; Intérieur
Questions au Gouvernement n° 33

Fonction militaire

Voir *Lois de finances*, 2, Défense

Fonction publique

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique et économie sociale)

Fonction publique de l'Etat

Voir *Lois de finances*, 2
Questions au Gouvernement n° 40 ; n° 63

Fonction publique hospitalière

Voir *Politique économique et sociale*, 4

Fonction publique territoriale

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur
Rapports au règlement, 20 ; 22 ; 23

1. - **Projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (23 novembre 1988) [n° 402] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Claude Peyronnet (8 décembre 1988) [n° 431] - Urgence - Discussion (9 et 10 décembre 1988) - Adoption (10 décembre 1988) [n° 46].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1988) [n° 130 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoeffel (20 décembre 1988)

[n° 169 (88-89)] – Discussion (19 et 20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 495].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Claude Peyronnet (21 décembre 1988) [n° 507] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Daniel Hoeffel (21 décembre 1988) [n° 176 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 495] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Claude Peyronnet (21 décembre 1988) [n° 512] – Discussion (22 décembre 1988) – Adoption (22 décembre 1988) [n° 70] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1988) [n° 180 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (22 décembre 1988) [n° 181 (88-89)] – Discussion (22 décembre 1988) – Adoption (22 décembre 1988) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1988) [n° 524] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Claude Peyronnet (22 décembre 1988) [n° 525] – Discussion (22 décembre 1988) – Adoption (22 décembre 1988) [n° 72].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-251 DC du 12 janvier 1989 (J.O. Lois et décrets du 13 janvier 1989) qui déclare les articles 16 et 17 contraires à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-19 du 13 janvier 1989 (J.O. Lois et décrets du 14 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1988) (p. 2913, 2921); (20 décembre 1988) (p. 3002, 3028).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2913, 2921; 3002, 3011) : MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales; Jacques Larché, président de la commission des lois; Claude Estier, Paul Souffrin, Daniel Hoeffel, René Régnauld, Mme Hélène Luc, MM. Josy Moinet, Alain Poher, président du Sénat; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Robert Vizet, Louis de Catuelan, Stéphane Bonduel.

Acte unique européen : Régnauld (René) (p. 3005).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : Régnauld (René) (p. 3006).

Centre national de la fonction publique territoriale : Baylet (Jean-Michel) (p. 2914, 3011); Bonduel (Stéphane) (p. 3009); Catuelan (Louis de) (p. 3009).

Code des communes : Baylet (Jean-Michel) (p. 2915).

Collectivités territoriales : Baylet (Jean-Michel) (p. 2915, 2916); Régnauld (René) (p. 3005); Vizet (Robert) (p. 3008).

Communes (petites) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2914, 2915, 2916, 3010); Bonduel (Stéphane) (p. 3010); Hoeffel (Daniel) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3006).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : Catuelan (Louis de) (p. 3009).

Constitution : Larché (Jacques) (p. 3003).

Décentralisation : Baylet (Jean-Michel) (p. 2913); Bonduel (Stéphane) (p. 3009); Hoeffel (Daniel) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3005, 3006); Vizet (Robert) (p. 3007).

Démocratie : Larché (Jacques) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3003).

Elections municipales : Vizet (Robert) (p. 3007, 3008).

Elus locaux : Baylet (Jean-Michel) (p. 2913).

Fonctionnaires et agents publics : Baylet (Jean-Michel) (p. 2913, 2914, 2916); Régnauld (René) (p. 3005); Vizet (Robert) (p. 3007).

Fonction publique territoriale : Baylet (Jean-Michel) (p. 2913); Hoeffel (Daniel) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3005); Vizet (Robert) (p. 3007).

Fonction publique territoriale (intégration) : Régnauld (René) (p. 3007).

Fonction publique territoriale (personnels à temps non complet) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2915); Bonduel (Stéphane) (p. 3009); Catuelan (Louis de) (p. 3008); Hoeffel (Daniel) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3005, 3006).

Formation professionnelle : Baylet (Jean-Michel) (p. 2914); Catuelan (Louis de) (p. 3009); Régnauld (René) (p. 3005, 3006).

Gouvernement : Larché (Jacques) (p. 3003).

Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) : Régnauld (René) (p. 3006).

Licenciements : Vizet (Robert) (p. 3008).

Médecins : Régnauld (René) (p. 3007).

Organisations syndicales : Baylet (Jean-Michel) (p. 2913).

Paris (ville) : Bonduel (Stéphane) (p. 3010).

Parlement : Larché (Jacques) (p. 3003); Régnauld (René) (p. 3003).

Salaires, traitements et indemnités : Baylet (Jean-Michel) (p. 3010); Vizet (Robert) (p. 3007).

Salariés : Régnauld (René) (p. 3006).

Travaux d'utilité collective (TUC) : Vizet (Robert) (p. 3008).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3011, 3028) : MM. Robert Vizet, Daniel Hoeffel, rapporteur; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat; René Régnauld, Paul Girod, Pierre Lacour, Marcel Lucotte, Michel Caldaguès, Michel Dreyfus-Schmidt, Josy Moinet, Jacques Larché, président de la commission; François Delga, Louis de Catuelan.

Avant le chapitre 1^{er} (p. 3011).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Robert Vizet, n° 4 : abrogation de la loi n° 87-259 du 13 juillet 1987 modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale, dite « loi Galland » (p. 3012) – Et n° 5 : statut et rémunération des fonctionnaires territoriaux ayant vocation à l'intégration dans les cadres d'emploi (p. 3013).

Chapitre I^{er}

Du délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat

Art. 1^{er} (Délai de partition du service extérieur de l'Etat) (p. 3013).

Adopté : amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : réduction du délai de partition des services extérieurs de l'Etat (p. 3013).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 3013).

Art. 2 (Délai d'exercice du droit d'option des fonctionnaires exerçant dans les services partagés : article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) (p. 3013).

Adopté : réduction du délai d'exercice du droit d'option des fonctionnaires exerçant dans les services partagés (p. 3013).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 3013).

Chapitre II

Du centre national de la fonction publique territoriale

Art. 3 (*Composition et modalités de fonctionnement du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale : article 12 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) (p. 3014).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 15 : mode d'élection du président du conseil d'administration du CNFPT (p. 3015) – Et n° 16 : exclusivité de la gestion, notamment financière, aux seuls élus du conseil d'administration (p. 3015).

Retirés : amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : représentation minimale des régions au conseil d'administration du CNFPT ramené de deux à un siège (p. 3014) – Amendement n° 2 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Pierre Lacour : mode d'élection du président et des deux vice-présidents du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT (p. 3014).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3015).

Après l'art. 3 (p. 3015).

Retiré : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : mode de désignation des délégués du CNFPT (p. 3016).

Art. 3 bis (*Assujettissement du centre national de la fonction publique territoriale au contrôle de la Cour des comptes : insertion d'un article 12 quinquies dans la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) – Adopté (p. 3016).

Art. 4 (*Composition du conseil d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale : article 12 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) (p. 3016).

Adopté : amendement rédactionnel n° 17 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 3016).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3016).

Art. 5 (*Attributions du conseil d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale : article 13 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée*) (p. 3016).

Adopté : amendement n° 18 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3016).

Retiré : amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte : suppression de cet article (p. 3016).

– L'article 5 est supprimé (p. 3016).

Après l'art. 5 (p. 3016).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : désignation des délégués du CNFPT par le seul collègue des élus du conseil d'administration dudit centre (p. 3017).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3017).

Chapitre III

Des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet

Art. 6 (*Recrutement d'agents à temps non complet : article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) (p. 3017).

Adopté : amendement n° 20 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : compétences des centres de gestion concernant le recrutement des agents permanents à temps non complet (p. 3017).

Retiré : amendement n° 21 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : unification du régime des conventions susceptibles d'être passées par les centres de gestion avec les collectivités territoriales et les établissements qui font appel à des agents à temps non complet (p. 3017).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Art. 6 bis (*Mise à disposition de fonctionnaires à temps non complet : article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) (p. 3017).

Adopté : amendement n° 22 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3018).

– L'article 6 bis est supprimé (p. 3018).

Art. 7 (*Conditions de nomination dans des emplois à temps non complet : article 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) – Adopté (p. 3018).

Art. 8 (*Intégration des fonctionnaires à temps non complet dans les cadres d'emploi : article 108 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) – Adopté (p. 3018).

Après l'art. 8 (p. 3018).

Retiré : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Michel Caldaguès : pouvoir de réglementation de la circulation et du stationnement dans la capitale transféré du préfet de police au maire de Paris (p. 3020).

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 9 (*Détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires*) (p. 3020).

Adopté : amendement n° 23 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3020).

– L'article 9 est supprimé (p. 3020).

Après l'art. 9 (p. 3021).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Pierre Lacour : périodicité et modalités de versement des cotisations dues par les collectivités locales aux centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale (p. 3022).

Retiré : amendement n° 7 de M. François Delga : augmentation de la proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel pour la promotion interne des secrétaires de mairie de premier niveau (p. 3021).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3022).

Art. 10 (*Recours contre le tiers responsable en vue de la récupération des charges sociales au titre d'un congé de longue durée : article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) – Adopté (p. 3022).

Art. 11 (*Composition du conseil de discipline : article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée*) – Adopté (p. 3022).

Art. 12 (*Mode de désignation des délégués des communes dans les conseils des communautés urbaines : article L. 165-24 du code des communes*) (p. 3022).

Adopté : amendement n° 24 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3023).

– L'article 12 est supprimé (p. 3023).

Art. 13 (*Régime financier du conseil de Paris : abrogation de l'article 23 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris*) (p. 3023).

Adopté : amendement n° 25 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : substitution de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France à la Cour des comptes à tous les stades de la procédure de contrôle (p. 3024).

– L'article 13, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est adopté (p. 3024).

Art. 14 (*Modification du mode de scrutin municipal pour les communes de 2500 à 3500 habitants*) (p. 3024).

Adoptés : amendements identiques n° 26 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur et n° 10 de M. Marcel Lucotte : suppression de cet article (p. 3026).

Retiré : amendement n° 8 de M. Louis de Catuelan : modification du mode de scrutin municipal pour les communes de 2500 à 10000 habitants (p. 3025).

– L'article 14 est supprimé (p. 3026).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. François Delga* (p. 3026); *intervention de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat* (p. 3027); *MM. Roger Romani* (p. 3027), *Robert Vizet* (p. 3027), *René Régnauld* (p. 3027), *Stéphane Bonduel* (p. 3027), *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 3027, 3028).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 3028).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1988) (p. 3108, 3117).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3108, 3113) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales*; *Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois*; *René Régnauld, Jean Garcia, Jacques Descours Desacres*; *René Ballayer, Michel Dreyfus-Schmidt, Josselin de Rohan*.

Collectivités territoriales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3108); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3110).

Communes : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3109).

Communes (petites) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3111); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3110); *Rohan (Josselin de)* (p. 3112).

Démocratie : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 3110).

Elections municipales : *Ballayer (René)* (p. 3110); *Rohan (Josselin de)* (p. 3111).

Elus locaux : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3112); *Hoeffel (Daniel)* (p. 3109).

Fonction publique territoriale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3108, 3111); *Garcia (Jean)* (p. 3110); *Hoeffel (Daniel)* (p. 3109); *Régnauld (René)* (p. 3109).

Fonction publique territoriale (personnels à temps non complet) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3109).

Modes de scrutin : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3111).

Organisations syndicales : *Garcia (Jean)* (p. 3110).

Parlement (rôle) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 3111).

Salaires, traitements et indemnités : *Garcia (Jean)* (p. 3110).

Villes : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3110).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3113, 3117) : *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur*; *Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat*; *Michel Dreyfus-Schmidt*.

Art. 3 (p. 3113).

Adoptés : amendement de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 1 : élection du président du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale par et parmi les représentants des communes, des départements et des régions (p. 3114) – Et n° 2 : participation exclusive des représentants des communes, des départements et des régions aux délibérations du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale en matière financière (p. 3114).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3114).

Art. 5 (p. 3114).

Adopté : amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3114).

– L'article 5 est supprimé (p. 3114).

Art. 5 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3114).

Adopté : amendement n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : choix des délégués régionaux et interdépartementaux par le seul collège des élus (p. 3114).

– L'article 5, ainsi rédigé, est rétabli (p. 3114).

Art. 6 et 6 bis – Adoptés (p. 3114).

Art. 9 (p. 3114).

Adopté : amendement n° 5 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3115).

– L'article 9 est supprimé (p. 3115).

Art. 12 (p. 3115).

Adopté : amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3115).

– L'article 12 est supprimé (p. 3115).

Art. 13 (p. 3115).

Adopté : amendement n° 7 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : régime du contrôle financier auquel sera soumise la ville de Paris (p. 3116).

– L'article 13, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 3116).

Art. 14 (p. 3116).

Adopté : amendement n° 8 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 3116).

– L'article 14 est supprimé (p. 3116).

Art. 15 – Adopté (p. 3116).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. René Régnauld* (p. 3116, 3117), *Jean Garcia* (p. 3117), *Jean Chérioux* (p. 3117), *René Ballayer* (p. 3117).

Adoption (22 décembre 1988) (p. 3117).

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Elections*, 19

Fonction publique territoriale, 1

Questions au Gouvernement n° 39

Fonds communs de créances

Voir *Marchés financiers*, 1

Forêts

Voir *Lois de finances*, 2, *Agriculture et forêt*
Rapports du Gouvernement, 7

1. – Proposition de loi tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des forêts méditerranéennes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 novembre 1986) [n° 74 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Formation continue

Voir *Travail*, 3

Formation professionnelle

Voir *Apprentissage*, 2

Entreprises, 5

Fonction publique territoriale, 1

Lois de finances, 2, Art. 10; *Industrie et aménagement du territoire* - III – Commerce et artisanat - IV – Tourisme; *Travail, emploi, formation professionnelle et services communs*

1. – Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et prorogeant les exonérations de cotisations de sécurité sociale liées aux contrats de qualification, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre des affaires sociales et de l'emploi (24 juin 1988) [n° 3] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (30 juin 1988) [n° 33] – Discussion (1^{er} juillet 1988) – Adoption (1^{er} juillet 1988) [n° 4].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1988) [n° 311 (87-88)] – Renvoi à la commission des

affaires sociales – Rapport de M. André Rabineau (5 juillet 1988) [n° 312 (87-88)] – Discussion (5 juillet 1988) – Adoption (5 juillet 1988) [n° 95].

PROMULGATION : Loi n° 88-811 du 12 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(5 juillet 1988) (p. 405, 411).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 405, 410) : MM. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Bonifay, Mme Marie-Claude Beaudou.

Assurance chômage : Laignel (André) (p. 406) ; Rabineau (André) (p. 407).

Budget de l'Etat : Laignel (André) (p. 406) ; Rabineau (André) (p. 407).

Chômage : Beaudou (Marie-Claude) (p. 408, 409) ; Laignel (André) (p. 410).

Code du travail : Bonifay (Charles) (p. 408) ; Laignel (André) (p. 406).

Collectivités territoriales : Laignel (André) (p. 406) ; Rabineau (André) (p. 407).

Contrats emploi-formation : Laignel (André) (p. 407) ; Rabineau (André) (p. 407).

Cotisations sociales : Laignel (André) (p. 410).

Emploi : Laignel (André) (p. 405, 406).

Emploi des jeunes : Beaudou (Marie-Claude) (p. 408, 409) ; Laignel (André) (p. 410).

Entreprises : Beaudou (Marie-Claude) (p. 409) ; Laignel (André) (p. 405).

Femmes : Laignel (André) (p. 406).

Formation continue : Beaudou (Marie-Claude) (p. 409).

Formation professionnelle : Beaudou (Marie-Claude) (p. 408, 409) ; Bonifay (Charles) (p. 408) ; Laignel (André) (p. 405, 407, 410).

Formation professionnelle (rémunération des stages) : Bonifay (Charles) (p. 407) ; Laignel (André) (p. 406) ; Rabineau (André) (p. 407).

Handicapés : Laignel (André) (p. 406).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : Beaudou (Marie-Claude) (p. 409).

Organisations syndicales : Bonifay (Charles) (p. 408) ; Laignel (André) (p. 406) ; Rabineau (André) (p. 407).

Technologies nouvelles : Beaudou (Marie-Claude) (p. 409).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 410, 411) : Mme Marie-Claude Beaudou, MM. André Rabineau, rapporteur ; André Laignel, secrétaire d'Etat.

Art. 1^{er} (Financement des stages de formation professionnelle : articles L. 961-2 à L. 961-5 du code du travail) – Adopté (p. 410).

Art. 2 (Reconduction de l'exonération des cotisations patronales liée aux contrats de qualification) (p. 411).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudou : suppression de cet article (p. 411).

– L'article 2 est adopté (p. 411).

Adoption (5 juillet 1988) (p. 411).

Frais généraux

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*, Art. 12

Français de l'étranger

Voir *Elections, 14*

Lois de finances, 2, Affaires étrangères ; Anciens combattants ; Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

1. – Proposition de loi modifiant et complétant l'article 2 quater de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 novembre 1988) [n° 66 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 novembre 1988) [n° 67 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Proposition de loi relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Penne, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 décembre 1988) [n° 119 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Francophonie

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères ; Coopération et développement
Rapports d'information, 3

Fraude électorale

Voir *Communes, 2*
Elections, 2

G

Gendarmerie nationale

Voir *Lois de finances, 2, Défense*
Questions au Gouvernement n° 4; n° 45

Gers (département)

Voir *Questions orales sans débat n° 22*

Gouvernement (déclarations)

1. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement** : lecture, par M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, du discours prononcé à l'Assemblée nationale par M. Michel Rocard, Premier ministre (29 juin 1988) (p. 272, 281) [n° 302 (87-88)].

M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement; Mme Hélène Luc, MM. Daniel Hoeffel, Gérard Delfau, Josselin de Rohan, Marcel Lucotte.

Afrique du Sud (République) : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Agriculture : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 275).

Agro-alimentaire (industrie) : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Assurance maladie maternité : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Assurance vieillesse : *Faure (Maurice)* (p. 275); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Calamités et catastrophes : *Luc (Hélène)* (p. 278).

Chômage : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Cinéma : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Commerce extérieur : *Faure (Maurice)* (p. 275, 277).

Commissariat général au plan : *Faure (Maurice)* (p. 276).

Communauté économique européenne (CEE) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 279); *Lucotte (Marcel)* (p. 280).

Coopération : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Coopération européenne : *Luc (Hélène)* (p. 278).

Cotisations sociales : *Faure (Maurice)* (p. 273).

Croissance économique : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Défense : *Faure (Maurice)* (p. 277); *Lucotte (Marcel)* (p. 281).

Démocratie : *Faure (Maurice)* (p. 273, 274); *Lucotte (Marcel)* (p. 281).

Education : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Emploi : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Enfance : *Faure (Maurice)* (p. 273).

Enseignants : *Faure (Maurice)* (p. 273).

Entreprises : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Etablissements d'enseignement public : *Faure (Maurice)* (p. 273).

Femmes : *Faure (Maurice)* (p. 273).

Finances publiques : *Faure (Maurice)* (p. 275); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Fiscalité : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 274, 276).

Formation professionnelle : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 273).

France : *Faure (Maurice)* (p. 277); *Hoeffel (Daniel)* (p. 278).

Francophonie : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Grand marché intérieur (CEE) : *Faure (Maurice)* (p. 276).

Ideologies politiques : *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Iran : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Laboratoires de recherche : *Faure (Maurice)* (p. 276).

Liban : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Libéralisme : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Logement social : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 273).

Moyen-Orient : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Nouvelle-Calédonie : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 272); *Hoeffel (Daniel)* (p. 279); *Lucotte (Marcel)* (p. 280).

Organisations syndicales : *Faure (Maurice)* (p. 276).

Parlement (rôle) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 279); *Lucotte (Marcel)* (p. 281).

Pauvreté : *Faure (Maurice)* (p. 274).

Pays en voie de développement (PVD) : *Faure (Maurice)* (p. 276); *Hoeffel (Daniel)* (p. 279).

Plan : *Faure (Maurice)* (p. 274); *Lucotte (Marcel)* (p. 281).

Police : *Faure (Maurice)* (p. 274).

Politique économique et sociale : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 273, 274, 275); *Hoeffel (Daniel)* (p. 279); *Luc (Hélène)* (p. 278); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Politique monétaire et financière : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 275).

Politiques communautaires : *Faure (Maurice)* (p. 275); *Hoeffel (Daniel)* (p. 279).

Racisme : *Luc (Hélène)* (p. 278).

Radiodiffusion et télévision : *Faure (Maurice)* (p. 274, 277).

Recherche : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Faure (Maurice)* (p. 276, 277); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Référendums : *Faure (Maurice)* (p. 272).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Delfau (Gérard)* (p. 279); *Luc (Hélène)* (p. 278).

Salariés : *Luc (Hélène)* (p. 278).

Sécurité civile : *Hoeffel (Daniel)* (p. 279); *Rohan (Josselin de)* (p. 280).

Service public : *Faure (Maurice)* (p. 275).

Suffrage universel : *Faure (Maurice)* (p. 272).

Train à grande vitesse (TGV) : *Faure (Maurice)* (p. 277).

Vie politique et sociale : *Faure (Maurice)* (p. 273, 277); *Lucotte (Marcel)* (p. 280).

Grâce et amnistie

Voir *Afrique du Nord, 1*

Motions d'ordre (procédure parlementaire), 3

1. – **Projet de loi portant amnistie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juin 1988 – 16 juin 1988) [n° 288 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (23 juin 1988) [n° 297 (87-88)] – Discussion (29, 30 juin et 1^{er} juillet 1988) – Adoption (1^{er} juillet 1988) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 juillet 1988) [n° 37] – Renvoi à la

commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (4 juillet 1988) [n° 39] – Discussion (5 juillet 1988) – Adoption (5 juillet 1988) [n° 6].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 juillet 1988) [n° 320 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (6 juillet 1988) [n° 322 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Rejet (6 juillet 1988) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 116] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (7 juillet 1988) [n° 117] – Discussion (7 juillet 1988) – Adoption (7 juillet 1988) [n° 7].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 323 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Pierre Michel (7 juillet 1988) [n° 129] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Marcel Rudloff (7 juillet 1988) [n° 324 (87-88)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 130] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (7 juillet 1988) [n° 131] – Discussion (7 juillet 1988) – Adoption (7 juillet 1988) [n° 9].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 325 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (8 juillet 1988) [n° 326 (87-88)] – Discussion (7 juillet 1988) – Adoption (7 juillet 1988) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 juillet 1988) [n° 144] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (8 juillet 1988) [n° 145] – Discussion (8 juillet 1988) – Adoption (8 juillet 1988) [n° 10].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-244 DC du 20 juillet 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 21 juillet 1988) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions de l'article 7c et de l'article 15-II (*J.O. Lois et décrets* du 21 juillet 1988).

PROMULGATION : Loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 21 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1988) (p. 282, 307); (30 juin 1988) (p. 314, 323; 339, 356); (1^{er} juillet 1988) (p. 367, 382).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 282, 296) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Louis Virapoullé, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles de Cuttoli, Charles Lederman, Bernard Laurent, Albert Ramassamy, Jean Chérioux.*

Accidents de la circulation : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284); *Cuttoli (Charles de)* (p. 290); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290); *Laurent (Bernard)* (p. 294).

Alcoolisme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284); *Cuttoli (Charles de)* (p. 290); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290).

Chômage : *Ramassamy (Albert)* (p. 294).

Circulation routière : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284); *Cuttoli (Charles de)* (p. 290); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290); *Laurent (Bernard)* (p. 294).

Code pénal : *Rudloff (Marcel)* (p. 285).

Conflits sociaux : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282); *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Corse (région) : *Virapoullé (Louis)* (p. 289).

Cour de cassation : *Lederman (Charles)* (p. 293).

Crimes contre l'humanité : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283).

Crimes, délits et contraventions : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282, 284); *Chérioux (Jean)* (p. 294); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290); *Larché (Jacques)* (p. 287); *Rudloff (Marcel)* (p. 285); *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Décisions de justice : *Lederman (Charles)* (p. 292).

Délinquance : *Larché (Jacques)* (p. 287); *Laurent (Bernard)* (p. 293); *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Démocratie : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282); *Larché (Jacques)* (p. 287).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 296); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Ramassamy (Albert)* (p. 294); *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Détenus : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283, 296); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Larché (Jacques)* (p. 287); *Laurent (Bernard)* (p. 293); *Lederman (Charles)* (p. 291).

Drogue (trafic) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290).

Droit du travail : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284); *Lederman (Charles)* (p. 292); *Rudloff (Marcel)* (p. 286); *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Elections présidentielles : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Rudloff (Marcel)* (p. 286); *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Emplois civils et militaires de l'Etat : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282).

Enseignement : *Ramassamy (Albert)* (p. 294).

Etablissements pénitentiaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 296); *Laurent (Bernard)* (p. 293); *Lederman (Charles)* (p. 291).

Etrangers : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283, 284); *Lederman (Charles)* (p. 291, 292).

Faillites : voir Redressement et liquidation judiciaires.

France : *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Fraude électorale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284).

Fraude fiscale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284).

Grâce et amnistie : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282, 284, 295); *Chérioux (Jean)* (p. 295); *Cuttoli (Charles de)* (p. 290, 291); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Larché (Jacques)* (p. 287); *Laurent (Bernard)* (p. 293); *Lederman (Charles)* (p. 291); *Rudloff (Marcel)* (p. 286, 287); *Virapoullé (Louis)* (p. 288, 289).

Grand marché intérieur (CEE) : *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Grève (droit de) : *Lederman (Charles)* (p. 293).

Inspection du travail : *Arpaillage (Pierre)* (p. 285); *Lederman (Charles)* (p. 292).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : *Chérioux (Jean)* (p. 294, 295); *Cuttoli (Charles de)* (p. 290); *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Juridictions judiciaires : *Rudloff (Marcel)* (p. 285).

Justice : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282, 284); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Lederman (Charles)* (p. 292); *Rudloff (Marcel)* (p. 285); *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Libertés individuelles : *Lederman (Charles)* (p. 291, 293).

Médecins : *Chérioux (Jean)* (p. 294).

Opinion publique : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290).

Organisations syndicales (militants) : *Lederman (Charles)* (p. 293).

Parlement (rôle) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289); *Larché (Jacques)* (p. 287); *Laurent (Bernard)* (p. 293).

Peines complémentaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284).

Peines de substitution : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283); *Rudloff (Marcel)* (p. 285).

Peines et amendes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283, 285) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 290) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 289) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Police : *Lederman (Charles)* (p. 292).

Pollutions et nuisances : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284).

Président de la République : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 291) ; *Laurent (Bernard)* (p. 293) ; *Lederman (Charles)* (p. 292) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Presse (infractions) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283).

Racisme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283, 296) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 290) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 286) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Redressement et liquidation judiciaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 284).

Réunion (île) : *Ramassamy (Albert)* (p. 294).

Salariés : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283) ; *Lederman (Charles)* (p. 292).

Sanctions administratives : *Rudloff (Marcel)* (p. 285).

Sénat : *Arpaillage (Pierre)* (p. 282) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 288).

Terrorisme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 283, 284, 296) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 290) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 290) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 286).

Traités et conventions : *Cuttoli (Charles de)* (p. 291).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 296, 307 ; 314, 323 ; 339, 356 ; 367, 382) : *MM. Louis Lazuech, Charles Lederman, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Stéphane Bonduel, au nom de la commission des finances ; Etienne Dailly, Louis Virapoullé, Félix Ciccolini, Jean Huchon, Henri Bangou, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Daniel Millaud, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Rémi Herment, Jean Huchon, Jacques Golliet, Albert Ramassamy, Emmanuel Hamel, Jean-Luc Mélenchon, Pierre-Christian Taittinger, Robert Vizet, Jacques Machet, Michel Souplet.*

Chapitre I^{er}

Amnistie de droit

Art. 1^{er} (*Amnistie de droit des contraventions de police*) – Adopté (p. 296).

Après l'art. 1^{er} (p. 296).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 58 (art. additionnel) déposé par M. Roland du Luart, retiré par M. Louis Lazuech, puis repris par M. Charles Lederman : compensation par l'Etat des pertes de recettes qui résulteront de l'amnistie des contraventions de police (p. 297).

Art. 2 (*Amnistie de droit de certains délits lorsqu'ils ont été commis avant le 22 mai 1988*) (p. 297).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, n° 15 : amnistie des délits en relation avec des conflits de caractère industriel, agricole, rural, artisanal ou commercial : mise en conformité du texte proposé pour le quatrième alinéa de cet article (3°) avec la jurisprudence en la matière (p. 299) – Et n° 16 : nouvelle rédaction, plus précise, du cinquième alinéa de cet article (4°) : amnistie des délits commis dans les établissements scolaires ou universitaires en relation avec les conflits relatifs à l'enseignement (p. 301) ; sous-amendement n° 62 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Félix Ciccolini (p. 300) – Amendements identiques n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, et n° 63 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article (7°) : exclusion du champ d'application de l'amnistie de droit des délits et infractions à la législation sur les interruptions volontaires de grossesse (p. 307) – Amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli : extension du champ d'application de cet article aux délits prévus par l'article 146 (relatif aux malver-

sations commises par les syndics) de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le régime de la faillite, du règlement judiciaire et de la liquidation des biens (p. 316).

Rejetés : amendement n° 24 de M. Henri Bangou : extension, à certaines conditions, du champ d'application de cet article aux infractions commises à l'occasion d'événements politiques et sociaux en relation avec la détermination du statut des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (p. 302) – Amendement n° 55 de M. Charles Lederman : inclusion des délits prévus par l'article 226 du code pénal dans le champ d'application de cet article (p. 305) – Amendement n° 25 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : amnistie de droit de certains délits en matière de police des étrangers (p. 315).

Retirés : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : amnistie de droit, quels qu'en soient les auteurs, des délits commis à l'occasion de conflits relatifs à des problèmes industriels, agricoles, ruraux, artisanaux ou commerciaux, y compris au cours de manifestations sur la voie publique ou dans les lieux publics (p. 298) – Amendement n° 23 de M. Charles Lederman : amnistie de droit des délits commis à l'occasion de réunions syndicales (p. 298) – Sur l'amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, sous-amendement n° 71 de M. Pierre Brantus, soutenu par M. Jean Huchon : amnistie de droit étendue aux délits résultant de l'établissement d'une seconde copie de logiciels à des fins pédagogiques (p. 300) – Amendement n° 17 de M. Etienne Dailly : amnistie de droit des délits en relation avec des élections de toute nature, « notamment en relation avec un financement, direct ou indirect, de dépenses exposées » (p. 305) – Amendement n° 73 de M. Rémi Herment : amnistie de droit des infractions familiales relatives aux délits de non-présentation d'enfants et de non-paiement de pensions alimentaires (p. 316) – Amendement n° 74 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Jean Huchon : amnistie de droit des délits pour les infractions à la législation et à la réglementation de certaines armes (p. 317).

Non soutenu : amendement n° 72 de M. Rémi Herment (p. 297).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 317).

Après l'art. 2 (p. 306).

Rejeté : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Félix Ciccolini : amnistie de droit des délits commis avant le 1^{er} février 1983 en ce qui concerne la perception d'honoraires supérieurs à ceux fixés par la réglementation en vigueur pour les interruptions volontaires de grossesse (p. 307).

Art. 3 (*Amnistie, sans condition, d'infractions à caractère militaire*) – Adopté (p. 317).

Art. 4 (*Insoumission et désertion*) – Adopté (p. 317).

Art. 5 (*Refus d'obéissance*) – Adopté (p. 317).

Art. 6 (*Contraventions de grande voirie*) – Adopté (p. 317).

Après l'art. 6 (p. 317).

Rejeté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jacques Golliet : amnistie de droit de certaines infractions au code de l'urbanisme (p. 318).

Art. 7 (*Amnistie en raison du « quantum »*) (p. 318).

Adopté : amendement n° 65 de M. Albert Ramassamy : amnistie, dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, des peines d'emprisonnement inférieures ou égales à dix-huit mois avec application du sursis simple (p. 323).

Rejeté : amendement n° 26 de M. Charles Lederman : amnistie des peines d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois sans sursis (p. 320).

Retirés : amendement n° 56 de M. Louis Virapoullé (p. 321) – Amendement n° 75 de M. Rémi Herment (p. 323).

Devenus sans objet : amendements n° 27 et 28 de M. Charles Lederman (p. 321) – Amendements n° 29, 30 et 31 de M. Charles Lederman (p. 323).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 323).

Art. 8 (*Infractions punies de peines de substitution*) - Adopté (p. 323).

Art. 9 (*Amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine*) - Adopté (p. 323).

Art. 10 (*Amnistie des infractions commises par des mineurs ayant fait l'objet d'une admonestation*) - Adopté (p. 323).

Art. 11 (*Sort de l'amnistie en cas de voies de recours*) - Adopté (p. 323).

Art. 12 (*Contestations relatives à l'amnistie*) - Adopté (p. 323).

Chapitre II

Grâce amnistiante

Art. 13 (*Amnistie par mesure individuelle : faculté, pour le Président de la République, d'admettre par décret, au bénéfice de l'amnistie, certaines catégories de personnes ne remplissant pas les conditions légales*) (p. 339).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 3 : suppression du septième alinéa de cet article relatif au bénéfice de l'amnistie individuelle susceptible d'être accordée aux personnes condamnées à l'interdiction temporaire de pénétrer ou de séjourner sur le territoire français (p. 342) - Et n° 4 : coordination avec son amendement n° 3 (p. 342).

Retiré : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, analogue aux amendements n° 3 et n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 340).

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 342).

Chapitre III

Amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles et de certaines mesures administratives

Art. 14 (*Amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles*) - Adopté (p. 343).

Après l'art. 14 (p. 343).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 44 : réintégration de droit, sauf cas de force majeure, des salariés licenciés ou révoqués pour des faits et délits commis à l'occasion ou en relation avec des conflits, des activités syndicales ou revendicatives ; reconstitution de carrière pour les salariés de la fonction publique (p. 353 ; scrutin public n° 145) - N° 45 : analogue à son amendement n° 44 en ce qui concerne les salariés du secteur public et nationalisé (p. 353 ; scrutin public n° 146) - N° 46 : analogue à son amendement n° 44 en ce qui concerne les salariés du secteur privé licenciés pour les mêmes raisons (p. 353 ; scrutin public n° 147) - N° 47 : possibilité pour les salariés licenciés ou révoqués d'invoquer la présente loi d'amnistie pour obtenir leur réintégration (p. 354) - N° 48 : analogue à son amendement n° 47 en ce qui concerne les salariés du secteur public et nationalisé ; reconstitution de carrière pour les salariés de la fonction publique ; modalités de leur réintégration (p. 354) - N° 49 : analogue à son amendement n° 47 en ce qui concerne les salariés du secteur privé ; modalités de leur réintégration (p. 354) - N° 50 : réintégration de droit, sauf cas de force majeure, des représentants qualifiés d'organisations syndicales, licenciés ou révoqués (p. 354) - N° 51 : analogue à son amendement n° 35 en ce qui concerne les représentants qualifiés d'organisations syndicales du secteur public et nationalisé, licenciés ou révoqués (p. 354) - N° 52 : analogue à son amendement n° 35 en ce qui concerne les représentants qualifiés d'organisations syndicales du secteur privé licenciés (p. 354) - N° 53 : possibilité pour les représentants qualifiés d'organisations syndicales, licenciés ou révoqués, d'invoquer la présente loi d'amnistie pour obtenir leur réintégration ; modalités de cette réintégration (p. 354) - N° 54 : analogue à son amendement n° 38 en ce qui concerne les représentants qualifiés d'organisations syndicales du secteur public et nationalisé licenciés ou révoqués (p. 354) - N° 55 : analogue à son amendement n° 38 en ce qui concerne les représentants qualifiés d'organisations syndicales du secteur privé licenciés (p. 354) - N° 56 : réintégration de

droit, sauf cas de force majeure, des représentants élus du personnel licenciés ou révoqués pour des faits et délits commis à l'occasion ou en relation avec des conflits du travail ; reconstitution de carrière pour les représentants élus du personnel salarié de la fonction publique (p. 354) - N° 42 : analogue à son amendement n° 41 en ce qui concerne les représentants élus du personnel du secteur public et nationalisé, licenciés ou révoqués dans les mêmes conditions (p. 354) - N° 43 : réintégration de droit, sauf cas de force majeure, des représentants élus du personnel du secteur privé licenciés pour les mêmes raisons (p. 354) - N° 33 : possibilité d'invoquer la qualité de représentant élu du personnel pour les salariés qui ont été licenciés ou révoqués en raison de faits et délits en relation avec cette fonction, en vue de leur réintégration ; modalités de cette réintégration (p. 354) - N° 32 : analogue à son amendement n° 33 en ce qui concerne les salariés du secteur public et nationalisé (p. 354) - Et n° 34 : analogue à son amendement n° 33 en ce qui concerne les salariés du secteur privé qui ont été licenciés ou révoqués (p. 354) - Amendement n° 66 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'invoquer la qualité de représentant élu du personnel, de représentant syndical ou comité d'entreprise ou de délégué syndical, pour tout salarié qui, depuis le 22 mai 1981, a été licencié pour faute, autre que lourde, commise à l'occasion de l'exercice de cette fonction de représentant ; modalités d'application du droit à réintégration (p. 353 ; scrutin public n° 144 ; priorité ordonnée p. 351).

Art. 15 (*Amnistie des sanctions prononcées par un employeur*) (p. 354).

Adoptés : amendements identiques n° 19 de M. Etienne Dailly, n° 59 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger, et n° 76 de M. Rémi Herment : suppression de cet article (p. 356 ; scrutin public n° 148).

- L'article 15 est supprimé (p. 356).

Art. 16 (*Amnistie des faits commis par des étudiants ou des élèves dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 367).

Adopté : amendement n° 20 de M. Etienne Dailly : amnistie non assortie du droit à réintégration dans l'établissement scolaire ou universitaire auquel le bénéficiaire appartenait, à moins que la poursuite de ses études ne l'exige (p. 368).

- L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 368).

Art. 17 (*Contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles*) - Adopté (p. 368).

Art. 18 (*Amnistie de certaines mesures administratives concernant le permis de conduire*) - Adopté (p. 369).

Chapitre IV

Effets de l'amnistie

Art. 19 (*Effets généraux de l'amnistie en matière pénale*) (p. 369).

Adopté : amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : non-remise, de par l'amnistie, de la peine complémentaire d'interdiction de pénétrer ou de séjourner sur le territoire français (p. 369).

Retirés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 5 : amnistie des condamnés à un travail d'intérêt général définitivement acquise après l'accomplissement dudit travail (p. 369) - Et n° 6 : précision juridique (p. 369).

Devenu sans objet : amendement n° 50 de M. Charles Lederman (p. 369).

- L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 369).

Art. 20 (*Faillite personnelle*) - Adopté (p. 369).

Art. 21 (*Condamnation pour infractions multiples*) - Adopté (p. 370).

Art. 22 (*Evasion et interdiction de séjour*) - Adopté (p. 370).

Art. 23 (*Effets de l'amnistie en matière professionnelle*) (p. 370).

Devenu sans objet : amendement n° 51 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : coordination avec ses

amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 14 (p. 370).

– L'article 23 est adopté (p. 370).

Art. 24 (*Réserve des droits des tiers*) – Adopté (p. 370).

Art. 25 (*Action en révision et réhabilitation*) – Adopté (p. 370).

Art. 26 (*Interdiction de rappel des faits amnistiés*) – Adopté (p. 370).

Art. 27 (*Mesures tendant à la protection judiciaire de la jeunesse*) – Adopté (p. 370).

Après l'art. 27 (p. 370).

Adopté : amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : insertion, dans l'article L. 30 du code électoral, d'un 5° relatif aux Français et Françaises qui, à la suite de l'amnistie, recouvrent l'exercice de leurs droits civiques (p. 371).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 371).

Chapitre V

Exclusions de l'amnistie

Art. 28 (*Exclusions générales de l'amnistie*) (p. 371).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : suppression de certains cas d'exclusion, prévus au 2°, 5°, 11°, 13°, 15° et 16° de cet article, et mention des infractions prévues aux articles 425 à 429 du code pénal (p. 380) ; sous-amendements n° 86 et n° 83 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 379) ; sous-amendement n° 57 de M. Michel Maurice-Bokanowski, soutenu par M. Charles de Cuttoli (p. 380).

Rejeté : sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 69 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 379).

Retirés : amendement n° 77 de M. Rémi Herment : égalité de régime entre le délit de non-présentation d'enfant et celui de non-paiement de pension alimentaire (p. 377) – Amendement n° 70 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Etienne Dailly : exclusion du champ d'application de l'amnistie des condamnations justifiées par la violation délibérée du code de la route, quand elle a eu pour conséquence la mort ou des blessures graves (p. 377) – Amendement n° 60 de M. Roland du Luart, retiré par M. Pierre-Christian Taittinger (p. 374) – Amendement n° 78 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Jacques Machet : bénéfice de l'amnistie accordée aux condamnés pour infraction à la législation et à la réglementation sur les armes (p. 377) – Amendement n° 21 de M. Etienne Dailly : bénéfice de l'amnistie au « quantum » accordée aux auteurs d'infractions commises avant le 22 mai 1988 en matière de législation et de réglementation du travail punies d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement assortie le cas échéant d'une amende ; modalités différentes selon que l'amende est égale ou inférieure à 5.000 F, ou supérieure à 5.000 F (p. 378) – Sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 61 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger (p. 380) – Amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Michel Souplet : exclusion du bénéfice de la présente loi des infractions prévues aux articles 425 à 429 du code pénal (p. 378) – Amendement n° 14 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, identique à l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel (p. 378) – Amendement n° 22 de M. Etienne Dailly : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits qui, commis depuis l'amnistie précédente, ont donné lieu à plus de trois condamnations pour des faits de même nature, quel que soit le « quantum » de la peine prononcée (p. 378).

Devenus sans objet : amendements de M. Félix Ciccolini, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 67 : exclusion des infractions en matière de transport de matières dangereuses, du bénéfice de l'amnistie (p. 380) – Et n° 68 : exclusion des infractions constituées par le détournement illicite des sommes destinées à la construction d'habitations à loyer modéré, du bénéfice de l'amnistie (p. 380) – Amendement n° 53 de M. Charles Lederman : exclusion de toutes les infractions au code du travail, commises par les employeurs, du bénéfice de

l'amnistie (p. 380) – Amendement n° 79 de M. André Fosset, soutenu par M. Michel Souplet : exclusion du bénéfice de l'amnistie des seules infractions à la réglementation du travail ayant entraîné l'application de l'article 319 du code pénal, et sanctionnées par une peine d'emprisonnement (p. 380) – Amendement n° 54 de M. Charles Lederman : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits et contraventions ayant fait l'objet d'une condamnation à une amende égale ou inférieure à 1.300 F et datant de plus de cinq ans (p. 380) – Sur l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, sous-amendement n° 85 de M. Charles de Cuttoli (p. 378) – Amendements de M. André Fosset, soutenus par M. Rémi Herment, n° 80 : exclusion des délits de propagande en faveur de l'avortement, du bénéfice de l'amnistie (p. 380) – Et n° 81 : exclusion des délits prévus et punis par l'article 353 du code pénal concernant les mauvais traitements infligés aux animaux, du bénéfice de l'amnistie (p. 380).

– L'article 28, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 380).

Après l'art. 28 (p. 373).

Adoptés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : exclusion de l'amnistie d'un certain nombre d'infractions et de délits sauf lorsqu'ils sont antérieurs au 16 juillet 1974 et que leur auteur n'est pas en état de récidive (p. 380) ; sous-amendement n° 84 de M. Pierre Arpaillange : coordination avec son sous-amendement n° 83 à l'article 28 (p. 380).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 380).

Chapitre VI

Dispositions particulières relatives au casier judiciaire et à la constatation de certains cas d'amnistie

Art. 29 (*Apurement du casier judiciaire en ce qui concerne les condamnations prononcées par certaines juridictions*) – Adopté (p. 380).

Art. 30 (*Constatation de l'amnistie*) – Adopté (p. 380).

Art. 31 (*Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 380).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 381) – Amendement n° 82 de M. Pierre Arpaillange, ministre : entrée en vigueur de la présente loi à compter de sa publication au Journal officiel de la République française ; prise en compte de la nécessité d'une publication préalable au Journal officiel propre à chaque territoire d'outre-mer (p. 381).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 381).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 381), Charles Lederman (p. 381), Charles de Cuttoli (p. 381), Etienne Dailly (p. 381), Louis Virapoullé (p. 381, 382) – Casier judiciaire, diffamation.

Scrutin public n° 149 (p. 382).

Adoption (1^{er} juillet 1988) (p. 382).

Discussion (deuxième lecture)

(6 juillet 1988) (p. 450, 454).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 450, 454) : MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; et les orateurs sur la motion.

Accidents de la circulation : Arpaillange (Pierre) (p. 450).

Campagnes électorales : Arpaillange (Pierre) (p. 450).

Circulation routière : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 453).

Code de procédure pénale : Arpaillange (Pierre) (p. 450).

Code du travail : Rudloff (Marcel) (p. 451).

Compétitivité économique : Rudloff (Marcel) (p. 451).

Crimes, délits et contraventions : Dailly (Etienne) (p. 452) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 454).

Détenus : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453).

Détenus (terroristes) : *Dailly (Etienne)* (p. 452).

Etablissements pénitentiaires : *Dailly (Etienne)* (p. 452).

Etrangers : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450).

Grâce et amnistie : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450); *Dailly (Etienne)* (p. 452); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453); *Rudloff (Marcel)* (p. 451).

Parlement (rôle) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453).

Partis et groupements politiques (financement) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450).

Politique pénitentiaire : *Dailly (Etienne)* (p. 453).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Dailly (Etienne)* (p. 453).

Récidive : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450); *Rudloff (Marcel)* (p. 451).

Salariés : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453); *Rudloff (Marcel)* (p. 451).

Secteur public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 450).

Terrorisme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453).

Toxicomanie : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 453).

Motion n° 32 de M. Marcel Lucotte, soutenue par M. Etienne Dailly, **tendant à opposer la question préalable** (p. 451) – *MM. Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, rapporteur; Pierre Arpaillage, ministre.*

Adoption de la motion (p. 454; scrutin public n° 152).

Rejet du projet de loi (6 juillet 1988) (p. 454).

Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1988) (p. 467, 479).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 467) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Larché (Jacques)* (p. 467).

Droit du travail : *Arpaillage (Pierre)* (p. 467).

Salariés : *Arpaillage (Pierre)* (p. 467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 467, 479) : *MM. Jacques Larché, rapporteur; Pierre Arpaillage, ministre; Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Millaud, Charles Lederman, Jean Chérioux, Charles de Cuttoli.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 467).

Art. 2 (p. 468).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jacques Larché, rapporteur : exclusion des délits touchant à l'interruption volontaire de grossesse (p. 468) – Amendements identiques n° 4 de M. Jacques Larché, rapporteur, et n° 2 de M. Charles de Cuttoli : amnistie des délits prévus par l'article 146 (relatif aux malversations commises par les syndicats) de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (p. 469).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 469).

Art. 3 – Adopté (p. 469).

Art. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 – Adoptés (p. 470).

Art. 12 – Adopté (p. 471).

Art. 13 (p. 471).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 5 : suppression de l'amnistie individuelle des personnes condamnés à l'interdiction de pénétrer ou de séjourner sur le

territoire français (p. 471) – Et n° 6 : coordination avec son amendement n° 5 (p. 472).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 472).

Art. 14 – Adopté (p. 472).

Art. 15 (p. 472).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'amnistie des sanctions prononcées par un employeur (p. 474; scrutin public n° 153).

Retiré : amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte : suppression de cet article (p. 473).

– L'article 15 est supprimé (p. 474).

Art. 16 – Adopté (p. 474).

Art. 17 et 18 – Adoptés (p. 474).

Art. 19 (p. 475).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Larché, rapporteur : coordination avec ses amendements n° 5 et 6 (p. 475).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 475).

Art. 20, 21, 22 et 23 – Adoptés (p. 475).

Art. 24, 25, 26, 27 et 27 bis – Adoptés (p. 476).

Art. 28 (p. 476).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 9 : suppression des dixième alinéa (8°bis) et onzième alinéa (8°ter) de cet article relatif aux exclusions du bénéfice de l'amnistie : infractions en matière de transport de matières dangereuses – Infractions en matière de patrimoine prévues au code de l'urbanisme (p. 477) – N° 10 : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits pour lesquels a été prononcé à titre de peine principale l'interdiction de pénétrer ou de séjourner sur le territoire français (p. 477) – N° 11 : exclusion du bénéfice de l'amnistie, sous réserve des dispositions du 2° de l'article 2 du présent projet, des autres délits et contraventions en matière de législation et de réglementation du travail à l'exception de certaines infractions punies d'une seule peine d'amende (p. 478) – Et n° 12 : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits répressifs de même nature (p. 478).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 478).

Art. 28 bis – Adopté (p. 479).

Art. 29, 30, 30 bis et 31 – Adoptés (p. 479).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier* (p. 479), *Charles Lederman* (p. 479).

Adoption (8 juillet 1988) (p. 479).

Grand marché intérieur (CEE)

Voir *Lois de finances, 2, Agriculture et forêt; Economie, finances et budget - Commerce extérieur; Services du Premier ministre - IV - Plan Questions au Gouvernement n° 1; n° 16 Rapports d'information, 8; 15*

Greffes d'organes

Voir *Questions au Gouvernement n° 9*

Groupes d'amitié

Voir *Rappels au règlement, 24*

Groupes politiques

Voir *Rappels au règlement, 8*

H**Habitations à loyer modéré (HLM)**

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 58

Handicapés

Voir *Action sanitaire et sociale, 1*
Lois de finances, 2, Solidarité, santé et protection sociale
Questions orales sans débat n° 29
Traités et conventions, 18

1. – **Proposition de loi tendant à réprimer les discriminations à l'encontre des handicapés**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 16 mars 1988) [n° 246 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ivan Renar, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet – 10 août 1988) [n° 332 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Raymond Poirier, sénateur (11 octobre 1988) [n° 21 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

4. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 47 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

5. – **Proposition de loi relative à la promotion de la langue des signes française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1988) [n° 171 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Histoire

Voir *Lois de finances, 2*, Anciens combattants

Hong Kong

Voir *Rapports d'information, 7*

Hôpitaux publics

Voir *Politique économique et sociale, 4*

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 18

Impôt sur le revenu

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 2
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 12
Traités et conventions, 15

1. – **Proposition de loi tendant à accorder une demi-part supplémentaire aux contribuables mariés exerçant chacun une activité salariée, ayant au moins un enfant à charge**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 52 (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – **Proposition de loi tendant en cas de décès d'un contribuable à faire bénéficier ses héritiers de l'étalement de droit des paiements de l'impôt sur le revenu du défunt**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Vizet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 336 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôt sur les sociétés

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 8
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 13

Impôts et taxes

Voir *Apprentissage*, 1
Energie, 2
Questions au Gouvernement n° 62

1. – **Proposition de loi tendant à instaurer une incitation fiscale en faveur des économies d'énergie**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 16 mars 1988) [n° 247 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi visant à modifier les conditions de perception de la redevance « ski de fond »**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Faure, sénateur (28 octobre 1988) [n° 62 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi portant approbation de la convention fiscale entre l'Etat et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Olivier Stirn, ministre des départements et territoires d'outre-mer (24 juin 1988) [n° 4] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Pourchon (6 décembre 1988) [n° 426] – Discussion (8 décembre 1988) – Adoption (8 décembre 1988) [n° 44].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1988) [n° 128 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (14 décembre 1988) [n° 146 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 37].

PROMULGATION: Loi n° 88-1263 du 30 décembre 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 4 janvier 1989) – Annexe au texte de la loi publié au *J. O.* du 4 janvier 1989 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2970, 2971).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2970): Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes; M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.

Conseil constitutionnel (décisions): Cresson (Edith) (p. 2970).

Doubles impositions: Cresson (Edith) (p. 2970); Moinet (Josy) (p. 2970).

Entreprises (fiscalité): Cresson (Edith) (p. 2970).

Fiscalité locale: Cresson (Edith) (p. 2970).

Traités et conventions: Cresson (Edith) (p. 2970); Moinet (Josy) (p. 2970).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2970)

Art. unique (Approbation de la convention et du protocole conclus entre l'Etat et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale, dont le texte a été signé à Saint-Pierre-et-Miquelon le 30 mai 1988) (p. 2970).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2971).

Impôts locaux

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 53

1. – **Proposition de loi tendant à permettre aux communes de continuer à percevoir la taxe professionnelle sur les arsenaux et manufactures d'armes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Garcia, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 265 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Imprimerie nationale

Voir *Lois de finances*, 2, Imprimerie nationale (Budget annexe)

Incendies

Voir *Questions au Gouvernement* n° 6

Incompatibilités

Voir *Elections*, 12; 15

Indonésie

Voir *Rapports d'information*, 2

Industrie

Voir *Lois de finances*, 2, Economie, finances et budget - Commerce extérieur
Questions orales avec débat n° 15

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 55 (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'utilisation des fonds publics dont ont bénéficié les chantiers navals et plus généralement des entreprises relevant de la filière maritime et de faire toutes propositions portant d'une part réparation des détournements de fonds et d'autre part, en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses col-

lègues (30 novembre 1986) [n° 56 (86-87)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Industrie (ministère)

Voir *Lois de finances, 2*, Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie

Infirmiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 18 ; n° 19 ; n° 20 ; n° 21
Rappels au règlement, 10

Informatique

Voir *Droit pénal, 1*

1. – **Proposition de loi relative à la protection des personnes dans le domaine de la communication télématique publique**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Missoffe et M. Emmanuel Hamel, sénateurs (15 décembre 1988) [n° 155 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Installations nucléaires

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 66

Intérêt (taux)

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la définition du taux d'intérêt légal**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Lorient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1988) [n° 95 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Intérieur

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur

Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Voir *Questions orales sans débat* n° 27

1. – **Proposition de loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 44 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Investissements

Voir *Questions au Gouvernement* n° 12

Irak

Voir *Allocutions et communications, 24*

Iran

Voir *Rappels au règlement, 15*

Israël

Voir *Rappels au règlement, 3*

J

Japon

Voir *Questions au Gouvernement* n° 61
Rapports d'information, 7

Jeunesse

Voir *Lois de finances*, 2, Education nationale - Jeunesse et sports

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*, 2, Journaux officiels (Budget annexe)

Justice

Voir *Grâce et amnistie*, 1
Lois de finances, 2, Justice
Questions au Gouvernement n° 48 ; n° 77

1. - **Proposition de loi relative à la diffusion de l'enregistrement des procès relatifs aux crimes contre l'humanité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 - 16 mars 1988) [n° 243 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à instaurer pour l'avocat d'un demandeur, l'obligation impérative de porter à la connaissance de la juridiction saisie la constitution du défendeur**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 28 avril 1988) [n° 270 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - **Projet de loi instituant l'aide judiciaire devant les cours administratives d'appel et modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions et désignations d'office**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 20 juillet 1988) [n° 328 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoeffel (12 octobre 1988) [n° 24 (88-89)] - Discussion (20 octobre 1988) - Adoption (20 octobre 1988) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1988) [n° 320] - Renvoi à la

commission des lois - Rapport de M. Patrick Devedjian (17 novembre 1988) [n° 362] - Discussion (22 novembre 1988) - Adoption (22 novembre 1988) [n° 30].

PROMULGATION : Loi n° 88-1092 du 1^{er} décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(20 octobre 1988) (p. 619, 622).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 619, 620) : MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Félix Ciccolini, Charles Lederman.

Aide judiciaire : Lederman (Charles) (p. 620).

Bureaux d'aide judiciaire (composition) : Arpaillage (Pierre) (p. 619) ; Hoeffel (Daniel) (p. 619).

Corse (région) : Ciccolini (Félix) (p. 620).

Cours administratives d'appel : Arpaillage (Pierre) (p. 619).

Cours administratives d'appel (nombre et localisation) : Hoeffel (Daniel) (p. 620) ; Ciccolini (Félix) (p. 620).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : Ciccolini (Félix) (p. 620).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 620, 622) : MM. Charles Lederman, Daniel Hoeffel, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Stéphane Bonduel, au nom de la commission des finances.

Art. 1^{er} (Extension aux cours administratives d'appel du système d'aide judiciaire : modification des articles 4, 11 et 12 de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972) (p. 620).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements n°s 1 et 2 de M. Charles Lederman : élargissement des conditions d'accès à l'aide judiciaire (p. 621).

- L'article 1^{er} est adopté (p. 621).

Art. 2 (Composition des bureaux d'aide judiciaire) - Adopté (p. 621).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 621), Georges Gruillot (p. 622), Charles Lederman (p. 622), Jacques Habert (p. 622).

Adoption (20 octobre 1988) (p. 622).

4. - **Proposition de loi tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les conseils de prud'hommes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 353 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

L

Lait et produits laitiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 31 ; n° 50 ; n° 76

Langue et culture françaises

Voir *Questions au Gouvernement* n° 71
Rapports d'information, 3 ; 10

Langues et cultures étrangères

1. – **Proposition de loi relative à l'enseignement de la langue et de la culture arménienne**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 39 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Langues et cultures régionales

1. – **Proposition de loi relative aux langues de France et aux cultures régionales**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Danielle Bidard-Reydet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 40 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Libertés individuelles

Voir *Informatique*, 1

Libertés publiques

1. – **Proposition de loi relative à l'exercice des activités ambulantes et aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 267 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Licenciements

Voir *Rapports du Gouvernement*, 2
Traités et conventions, 17

Logement

Voir *Bâtiment et travaux publics*, 1
Lois de finances, 2, Art. 63, 64 ; *Équipement et logement*
- I – *Urbanisme, logement et services communs*
Pauvreté, 1
Questions au Gouvernement n° 14
Questions orales sans débat n° 35

1. – **Proposition de loi tendant à permettre aux receveurs, receveurs ruraux et chefs de centre des postes et télécommunications d'accéder à la propriété d'une résidence principale et à exclure le logement de fonction des barèmes d'imposition**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 40 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Logement (aides au)

Voir *Rapports au Gouvernement*, 1

Loire (fleuve)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 24

Lois de finances

1. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Vizet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 337 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi de finances pour 1989**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget et par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget (3 octobre 1988) [n° 160] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Alain Richard, rapporteur général (13 octobre 1988) [n° 294] – Discussion (18, 19, 20, 21, 25, 26, 27, 28 octobre, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 novembre 1988) – Adoption (18 novembre 1988) [n° 24].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1988) [n° 87 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général (21 novembre 1988) [n° 88 (88-89)] – Adoption (10 décembre 1988) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1988) [n° 434] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (13 décembre 1988) [n° 435] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (13 décembre 1988) [n° 135 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (12 décembre 1988) [n° 434] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général (14 décembre 1988) [n° 440] – Discussion (19 décembre 1988) – Adoption (19 décembre 1988) [n° 55].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1988) [n° 167 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (20 décembre 1988) [n° 168 (88-89)] – Discussion (21 décembre 1988) – Rejet (21 décembre 1988) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 513] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général (21 décembre 1988) [n° 514] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 66].

PROMULGATION : Loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 28 décembre 1988) – Rectificatif (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1989).

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 294) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1989 (n° 160), par M. Alain Richard, rapporteur général :

- Tome I.- Rapport général
- Tome II.- Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier
- Tome III.- Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGET GÉNÉRAL

1. - Dépenses civiles

Annexes :

1. - Affaires étrangères : M. Jean-Marie Cambacères.
2. - Affaires européennes : M. Martin Malvy.
3. - Agriculture et forêt : M. Yves Tavernier.
4. - Anciens combattants : M. Jean-Louis Dumont.
5. - Commerce extérieur : M. Edmond Hervé.
6. - Coopération et développement : M. Alain Vivien.
7. - Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture : M. Charles Josselin.
8. - Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Communication : M. Robert-André Vivien.
9. - Départements et territoires d'Outre-Mer : M. Maurice Pourchon.
10. - Économie, finances et budget : M. Jean-Marc Ayrault.
11. - Économie, finances et budget : Secteur public : M. Jean Le Garrec.
12. - Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Jean-Paul Planchou.
13. - Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
14. - Éducation nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports : M. Gérard Bapt.
15. - Équipement et logement : Urbanisme, Logement et Services communs : M. Jean Anciant.
16. - Équipement et logement : Routes : M. Louis Mexandeau.
Transports et mer : Sécurité routière.
17. - Fonction publique et réformes administratives : M. Roland Huguet.
18. - Industrie et aménagement du territoire : Industrie : M. Jacques Roger-Machart.
19. - Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.
20. - Industrie et aménagement du territoire : Commerce et Artisanat : M. Alain Griotteray.
21. - Industrie et aménagement du territoire : Tourisme : M. Alain Rodet.
22. - Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Augustin Bonrepaux.
23. - Intérieur : Police, Sécurité civile : M. Guy Bêche.
24. - Justice : M. Philippe Auberger.

25. - Premier ministre : Services généraux - Budget annexe des Journaux Officiels - Plan : M. Jean-Pierre Balligand.
26. - Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Raymond Marcellin.
27. - Premier ministre : Conseil économique et social : M. Ladislav Poniatowski.
28. - Premier ministre : Environnement : M. Michel Barnier.
29. - Recherche et technologie : M. Emile Zuccarelli.
30. - Solidarité, santé et protection sociale : Section commune - Famille : M. Fabien Thiémé.
31. - Solidarité, santé et protection sociale : Personnes âgées : M. Jean-Pierre Delalande.
32. - Solidarité, santé et protection sociale : Santé - Solidarité et protection sociale : M. Gilbert Gantier.
33. - Transports et mer : Transports terrestres : M. Claude Germon.
34. - Transports et Mer : Aviation civile et Météorologie - Budget annexe de la Navigation aérienne : M. Michel Inchauspé.
35. - Transports et Mer : Mer : M. Albert Denvers.
36. - Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : M. Pierre Forgues.
37. - Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel Berson.

2. - Dépenses militaires

38. - Défense : M. François Hollande.

II. - BUDGETS ANNEXES

39. - Imprimerie nationale : M. Jean-Jacques Jegou.
40. - Légion d'Honneur - Ordre de la Libération : M. Jean de Gaulle.
41. - Monnaies et médailles : M. Arthur Dehaine.
42. - Postes, télécommunications et espace : M. Alain Bonnet.
43. - Prestations sociales agricoles : M. Philippe Vasseur.

III. - DIVERS

44. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Dominique Gambier.
45. - Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 295), présentée au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1989 :

- Tome I.- Anciens combattants : M. Jean Proveux.
- Tome II.- Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture : Mme Françoise de Panafieu.
- Tome III.- Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Communication : M. Bernard Schreiner (Yvelines).
- Tome IV.- Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Bernard Derozier.
- Tome V.- Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Jean Giovannelli.

- Tome VI.- Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement technique : M. René Couanau.
- Tome VII.- Éducation nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et Sports : M. Georges Hage.
- Tome VIII.- Recherche et technologie : M. Jean-Pierre Sueur.
- Tome IX.- Solidarité, santé et protection sociale : Famille : M. Bernard Debré.
- Tome X.- Solidarité, santé et protection sociale : Personnes âgées : M. Guy Teissier.
- Tome XI.- Solidarité, santé et protection sociale : Santé : M. Alain Calmat.
- Tome XII.- Solidarité, santé et protection sociale : Solidarité et protection sociale : M. Claude Bartolone.
- Tome XIII.- Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : Mme Marie-France Lecuir.
- Tome XIV.- Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Paul Fuchs.
- Tome XV.- Prestations sociales agricoles : M. Henri Bayard.

AVIS (n° 296), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1989 :

- Tome I.- Affaires étrangères : Services diplomatiques et généraux : M. André Delehedde.
- Tome II.- Affaires étrangères : Relations culturelles et francophonie : M. Xavier Deniau.
- Tome III.- Affaires européennes : Institutions, Marché unique, Monnaie : M. Jean Seitlinger.
- Tome IV.- Affaires européennes : Recherche, Technologie, Télécommunications : M. Jean-Yves Le Déaut.
- Tome V.- Agriculture et forêt : M. Théo Vial-Massat.
- Tome VI.- Commerce extérieur : M. Charles Millon.
- Tome VII.- Coopération et développement : M. André Bellon.
- Tome VIII.- Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture et communication : Mme Catherine Lalumière.
- Tome IX.- Solidarité, santé et protection sociale : Immigration : M. Jean-Marie Daillet.
- Tome X.- Transports et mer : Mer : M. Jean Lacombe.
- Tome XI.- Défense : M. Claude-Gérard Marcus.

AVIS (n° 297), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1989 :

- Tome I.- Affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian.
- Tome II.- Coopération et développement : M. Guy-Michel Chauveau.
- Tome III.- Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Louis Pierna.
- Tome IV.- Défense : Espace et Forces nucléaires : M. Freddy Deschaux-Beaume.

- Tome V.- Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Guy Branger.
- Tome VI.- Défense : Personnels de la Défense : M. Jean Gatel.
- Tome VII.- Défense : Forces terrestres : M. François Filion.
- Tome VIII.- Défense : Marine : M. Joseph Gourmelon.
- Tome IX.- Défense : Air : M. Jean Briane.
- Tome X.- Défense : Gendarmerie : M. Georges Lemoine.

AVIS (n° 298), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1989 :

- Tome I.- Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'Outre-mer : M. Jean-Pierre Lapaire.
- Tome II.- Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'Outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé.
- Tome III.- Fonction publique et réformes administratives : M. Jacques Mahéas.
- Tome IV.- Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Pascal Clément.
- Tome V.- Intérieur : Police : M. Michel Suchod.
- Tome VI.- Intérieur : Sécurité civile : M. Pierre Pasquini.
- Tome VII.- Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. François Asensi.
- Tome VIII.- Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée : M. Gilbert Bonne-maison.

AVIS (n° 299) présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges, sur le projet de loi de finances pour 1989 :

- Tome I.- Agriculture et forêt : M. Pierre Métais.
- Tome II.- Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier.
- Tome III.- Départements et territoires d'Outre-mer : M. Guy Malandain.
- Tome IV.- Équipement et logement : M. Jean Œhler.
- Tome V.- Industrie et aménagement du territoire : Commerce et Artisanat - Économie, finances et budget : Consommation : M. Jean-Paul Charé.
- Tome VI.- Industrie et aménagement du territoire : Industrie : M. Roger Mas.
- Tome VII.- Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Michel Dinet.
- Tome VIII.- Industrie et aménagement du territoire : Tourisme : M. Francis Geng.
- Tome IX.- Premier ministre : Plan : M. Paul Lombard.
- Tome X.- Premier ministre : Environnement : M. Georges Colin.
- Tome XI.- Recherche et technologie : M. Robert Galley.

- Tome XII.- Transports et mer : Transports terrestres - Sécurité routière : M. Jacques Fleury.
- Tome XIII.- Transports et mer : Aviation civile et Météorologie - Budget annexe de la navigation aérienne : M. Jean Auroux.
- Tome XIV.- Transports et mer : Mer : M. Jean Beauvils.
- Tome XV.- Postes, télécommunications et espace : M. Jean-Pierre Fourré.

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 88 (88-89)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale [n° 87 (88-89)], par M. Maurice Blin, rapporteur général :

- Tome I.- Le budget de 1989 et son contexte économique et financier.
- Tome II.- Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)
- Tome III.- Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGETS CIVILS

A. - Budget général.

Annexes :

1. - Affaires étrangères : M. Josy Moinet.
 2. - Agriculture et forêt : M. Roland du Luart.
 3. - Anciens combattants : M. Emmanuel Hamel.
 4. - Coopération et développement : M. André-Georges Voisin.
- Culture et communication :
5. - • Culture : M. Raymond Bourguine.
 6. - • Communication : M. Jean Cluzel.
- Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.
- Économie, finances et budget :
8. - I. - Charges communes : M. André Fosset.
 9. - II. - Services financiers : M. Michel Manet.
 10. - • Commerce extérieur : M. Tony Larue.
- Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :
11. - I. - Enseignement scolaire : M. Jacques Delong.
 12. - II. - Enseignement supérieur : M. Jacques Descours-Desacres.
 13. - Éducation nationale, jeunesse et sports : M. Stéphane Bonduel.
- Équipement et logement :
14. - I. - Urbanisme, logement et services communs : M. Ernest Cartigny.
 15. - II. - Routes : M. Paul Loricant.
- Industrie et aménagement du territoire :
16. - I. - Industrie : M. Jean-François Pintat.
 17. - II. - Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.

18. - III. - Commerce et artisanat : M. René Ballayer.
 19. - IV. - Tourisme : M. Roger Chinaud.
- Intérieur :
20. - • Administration centrale et sécurité : M. Joseph Raybaud.
 21. - • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Bernard Pellarin.
 22. - Justice : M. Georges Lombard.
 23. - Recherche et technologie : M. Pierre Croze.
- Services du Premier ministre :
24. - I. - Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
 25. - • Économie sociale : M. Robert Vizet.
 26. - II. - S.G.D.N. : M. Emmanuel Hamel.
 27. - III. - Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
 28. - IV. - Plan : M. Gérard Delfau.
 29. - V. - Environnement : M. Robert Vizet.
 30. - Solidarité, santé et protection sociale : M. Jacques Oudin.

Transports et Mer :

I. - Transports terrestres et sécurité routière :

31. - 1. Transports terrestres : Mlle Irma Rapuzzi.
32. - • Voies navigables : M. Jean-Pierre Masseret.
33. - 2. Sécurité routière : M. Paul Loricant.
34. - II. - Aviation civile : M. Marcel Fortier.
34. - III. - Météorologie : M. Marcel Fortier.
- IV. - Mer :
35. - • Marine marchande : M. René Regnault.
36. - • Ports maritimes : M. Tony Larue.
37. - Travail, emploi et formation professionnelle, solidarité, santé et protection sociale - Services communs : M. René Monory.
37. - Travail, emploi et formation professionnelle : M. René Monory.

B. - Budgets annexes.

38. - Imprimerie nationale : M. Robert Vizet.
39. - Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
40. - Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
41. - Navigation aérienne : M. Marcel Fortier.
42. - Monnaies et Médailles : M. Louis Perrein.
43. - Postes, télécommunications et espace : M. Henri Torre.
44. - Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. - DÉFENSE

45. - Exposé d'ensemble : M. Jean Francou.
46. - Dépenses ordinaires : M. Modeste Legouez.
45. - Dépenses en capital : M. Jean Francou.

III. - AUTRES DISPOSITIONS

47. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Lucien Neuwirth.
48. - Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes : M. Jean-Pierre Masseret.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 89 (88-89)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Culture, par M. Michel Miroudot.
- Tome II.- Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
- Tome III.- Environnement, par M. Hubert Martin.
- Tome IV.- Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
- Tome V.- Enseignement agricole, par M. Albert Vec-ten.
- Tome VI.- Enseignement supérieur, par M. Pierre Brantus.
- Tome VII.- Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
- Tome VIII.- Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.
- Tome IX.- Jeunesse et sports, par M. François Lesein.
- Tome X.- Communication, par M. Adrien Goutey-ron.
- Tome XI.- Relations culturelles, scientifiques et tech-niques, par M. Jean Delaneau.
- Tome XII.- Francophonie, par M. Jacques Habert.

AVIS [n° 90 (88-89)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Agriculture, par M. Michel Sordel.
- Tome II.- Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.
- Tome III.- Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
- Tome IV.- Industrie, par M. Francisque Collomb.
- Tome V.- Energie, par M. Roland Grimaldi.
- Tome VI.- Recherche scientifique, par M. René Tré-gouët.
- Tome VII.- Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
- Tome VIII.- Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.
- Tome IX.- Commerce extérieur, par M. Marcel Dau-nay.
- Tome X.- Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.
- Tome XI.- Plan, par M. Bernard Barbier.
- Tome XII.- Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
- Tome XIII.- Ports maritimes, par M. Claude Prou-voyeur.
- Tome XIV.- Logement, par M. Robert Laucournet.
- Tome XV.- Urbanisme, par M. André Rouvière.
- Tome XVI.- Tourisme, par M. Paul Malassagne.
- Tome XVII.- Environnement, par M. Bernard Hugo.
- Tome XVIII.- Transports terrestres, par M. Georges Ber-chet.

- Tome XIX.- Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
- Tome XX.- Marine marchande, par M. Yves Le Cozan-net.
- Tome XXI.- Postes, télécommunications et espace, par M. Jean Faure.
- Tome XXII.- Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré.
- Tome XXIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

AVIS [n° 91 (88-89)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
- Tome II.- Affaires étrangères, relations culturelles, par M. Paul Alduy.
- Tome III.- Coopération, par M. Paul d'Ornano.
- Tome IV.- Défense. Section commune, par M. Xavier de Villepin.
- Tome V.- Défense. Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle.
- Tome VI.- Défense. Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
- Tome VII.- Défense. Section Air, par M. Albert Voil-quin.
- Tome VIII.- Défense. Section Marine, par M. Max Lejeune.

AVIS [n° 92 (88-89)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Anciens combattants, par M. André Rabi-neau.
- Tome II.- Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.
- Tome III.- Sécurité sociale, par M. Charles Descours.
- Tome IV.- Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.
- Tome V.- Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.
- Tome VI.- Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise.
- Tome VII.- Logement social, par M. Charles Bonifay.

AVIS [n° 93 (88-89)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage uni-versel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Intérieur. Décentralisation et tribunaux administratifs, par M. Pierre Salvi.
- Tome II.- Intérieur. Police et sécurité, par M. Paul Masson.
- Tome III.- Intérieur. Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon.
- Tome IV.- Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.
- Tome V.- Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.
- Tome VI.- Justice. Éducation surveillée, par M. Charles de Cuttoli.
- Tome VII.- Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
- Tome VIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1989 (Assemblée nationale n° 160 et Sénat n° 87, 1988-1989) et des articles de la loi de finances pour 1989 (n° 88-1149 du 23 décembre 1988)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
PREMIÈRE PARTIE					
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER					
TITRE PREMIER					
Dispositions relatives aux ressources					
I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS					
A. - Dispositions antérieures					
1		Entrée en vigueur des dispositions de la loi de finances pour 1989	22 nov. 1988	1430	1
B. - Mesures fiscales					
a. Mesures en faveur des ménages					
	2 A (A.N.) 1 ^{re} lect.	Suppression du droit d'inscription aux concours administratifs	22 nov. 1988	1431	2
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	22 nov. 1988	1431 1441	3
3		Relèvement des limites de déduction des frais de garde et des sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile	22 nov. 1988	1439	4
	3 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Extension du bénéfice de la réduction d'impôt pour frais de garde	22 nov. 1988	1440	5
	3 ter (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Extension du bénéfice de la réduction d'impôt pour frais d'aide à domicile	22 nov. 1988	1441	6
4		Institution d'une réduction d'impôt en faveur des dons consentis aux associations d'aide alimentaire	22 nov. 1988	1443 1674	7
5		Déduction des cotisations syndicales des salariés et des pensionnés	22 nov. 1988	1449	8
6		Réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée	22 nov. 1988	1453 1674	9
	6 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Suppression de la limitation du droit à déduction de T.V.A. relatif à l'exploitation des appareils automatiques	23 nov. 1988	1484	10
7		Allègement de la taxe d'habitation	23 nov. 1988	1484	11
b. Mesures en faveur de l'emploi et des entreprises					
8		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéfices non distribués	23 nov. 1988	1493	12
	8 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Aménagement des règles fiscales applicables en cas de donation de titres au personnel d'une entreprise	23 nov. 1988	1499	13
9		Mesures en faveur de la création et de la reprise d'entreprises	23 nov. 1988	1500 1675	14
10		Amélioration du crédit d'impôt-formation	23 nov. 1988	1509 1676	15
11		Mesures destinées à favoriser la mobilité économique et le développement des entreprises	23 nov. 1988	1518 1677	16
	11 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Renouvellement de l'agrément des centres de gestion agréés	24 nov. 1988	1536	17
	11 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Extension du rôle des centres de gestion agréés dans la tenue des documents comptables de leurs adhérents	24 nov. 1988	1537	18

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
12		Indexation du barème de la taxe sur les salaires	24 nov. 1988	1538 1677	19
13	13 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Allègement des taxes et participations assises sur les salaires Indexation du plafond de la cotisation d'impôt conditionnant l'accès aux chèques-vacances	24 nov. 1988 24 nov. 1988	1541 1542	20 21
<i>c. Aménagement de la fiscalité des activités financières dans la perspective du grand marché</i>					
14		Modalités de détermination du résultat net des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.).	24 nov. 1988	1543 1677	22
15		Suppression de la taxe sur les encours de crédits	24 nov. 1988	1546	23
16		Réduction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance	24 nov. 1988	1546	24
17		Aménagement du régime fiscal des opérations de transactions sur titres	24 nov. 1988	1546	25
<i>d. Mesure de solidarité nationale</i>					
18		Instauration d'un impôt de solidarité sur la fortune	24 nov. 1988	1548 1677	26
<i>e. Fiscalité de l'énergie et des transports</i>					
19		Réduction du taux de la T.I.P.P. applicable au supercarburant sans plomb	24 nov. 1988	1593	27
20		Déduction de la T.V.A. sur les carburateurs utilisés par les compagnies de navigation aérienne	24 nov. 1988	1594	28
21		Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière	24 nov. 1988	1594	29
<i>f. Mesures diverses</i>					
22		Réduction des taux du droit d'enregistrement et des taxes locales additionnelles applicables aux ventes aux enchères publiques de meubles	24 nov. 1988	1599	30
	22 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Modification du taux de plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée	24 nov. 1988	1601	31
23		Mesures en faveur de l'agriculture	25 nov. 1988	1627	32
	23 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Extension du report d'imposition à l'apport à une société des éléments d'actif appartenant à un exploitant agricole individuel	25 nov. 1988	1629	33
	23 quater (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Extension aux exploitations agricoles à responsabilité limitée (E.A.R.L.) du maintien du taux réduit de la taxe de publicité foncière en cas d'apport	25 nov. 1988	1632	34
	23 octies (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Augmentation du droit d'examen du permis de conduire ..	25 nov. 1988	1644	35
	23 nonies (A.N.) Nelle lect.	Droit d'inscription aux concours administratifs	(1)	(1)	36
24		Mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses	25 nov. 1988	1645 1680	37
	24 bis A (A.N.) Nelle lect.	Taxe locale d'équipement (T.L.E.) : prélèvement pour frais	(1)	(1)	38
	24 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Allègements de la taxe d'habitation : dégrèvement en faveur des contribuables modestes	25 nov. 1988	1646	39
II. - RESSOURCES AFFECTÉES					
25		Dispositions relatives aux affectations	25 nov. 1988	1646	40
26		Taxe sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.)	25 nov. 1988	1647	41
27		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) ..	25 nov. 1988	1649 1651	42
TITRE II					
Dispositions relatives aux charges					
28		Majoration des rentes viagères	25 nov. 1988	1650	43

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
29		Équilibre général du budget	25 nov. 1988 10 déc. 1988	1652 2615	44
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1989			
		A. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. - Budget général			
30		Budget général. Services votés	10 déc. 1988	2569	45
31		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services civils	10 déc. 1988	2570 2613	46
32		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils	10 déc. 1988	2571 2614	47
33		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services militaires	7 déc. 1988	2405	48
34		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services militaires	7 déc. 1988	2405	49
35		Autorisations d'engagement par anticipation	10 déc. 1988	2574	50
		II. - Budgets annexes			
36		Budgets annexes. Services votés	10 déc. 1988	2574	51
37		Budgets annexes. Mesures nouvelles	10 déc. 1988	2574	52
		III. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale			
38		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés	9 déc. 1988	2507	53
39		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles	9 déc. 1988	2507	54
40		Clôture du compte d'affectation des produits de la privatisation	9 déc. 1988	2507	55
		B. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE			
41		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. Services votés	9 déc. 1988	2508	56
42		Comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles	9 déc. 1988	2508	57
43		Comptes de commerce. Mesures nouvelles	9 déc. 1988	2508	58
44		Comptes d'avances. Mesures nouvelles	9 déc. 1988	2508	59
45		Comptes de prêts. Mesures nouvelles	9 déc. 1988	2508	60
46		Modification du compte de gestion de titres du secteur public	9 déc. 1988	2508	61
47		Transformation d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers en un compte de prêts	9 déc. 1988	2508	62
		C. - DISPOSITIONS DIVERSES			
48		Perception des taxes parafiscales	10 déc. 1988	2575	63
49		Crédits évaluatifs	10 déc. 1988	2590	64
50		Crédits provisionnels	10 déc. 1988	2591	65
51		Report de crédits	10 déc. 1988	2592	66
52		Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée aux organismes du secteur public audiovisuel et approbation du produit attendu de la publicité de marque des sociétés nationales de télévision	8 déc. 1988	2470	67
	52 bis (A.N.) 1 ^{er} lect.	Financement de l'audiovisuel public: remboursements d'exonérations de la redevance et taux zéro de la T.V.A. concernant la redevance	8 déc. 1988	2471	68
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
		a. Fiscalité locale			
53		Détermination des bases des impôts directs locaux en 1989	10 déc. 1988	2596	69

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		b. Fiscalité de l'épargne			
54		Régime des porteurs de parts de fonds communs de placements à risques et des sociétés de capital-risque	10 déc. 1988	2599	70
55		Définition du régime fiscal applicable aux opérations réalisées par les particuliers sur les marchés d'options négociables	10 déc. 1988	2600	71
	55 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés nouvelles.....	10 déc. 1988	2602	72
		c. Mesures concernant les entreprises			
56		Extension du régime des sociétés mères	10 déc. 1988	2605	73
57		Régime fiscal des interventions des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (S.I.C.O.M.I.) à l'étranger	10 déc. 1988	2607	74
	57 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Modification du statut des sociétés agréées pour le financement des télécommunications.....	10 déc. 1988	2607	75
	57 ter (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Aménagement des conditions d'acquisition d'œuvres d'art par les entreprises ouvrant droit à réduction d'impôt....	10 déc. 1988	2607	76
		d. Mesures en faveur du logement			
58		Allègement des droits de mutation à l'occasion des rachats effectués par les organismes d'H.L.M., des logements d'accédants à la propriété en difficulté	10 déc. 1988	2608	77
		e. Mesures diverses			
59		Modalités de taxation des redevables du régime simplifié d'imposition à la T.V.A. en cas de défaut de versement des acomptes	10 déc. 1988	2609	78
60		Recouvrement des créances fiscales en cas de sinistre ou d'attentat	10 déc. 1988	2609	79
61		Relèvement du seuil pour l'obligation de paiement par chèques et virements	10 déc. 1988	2609	80
		B. - AUTRES MESURES			
		Anciens combattants			
	62 A (A.N.) 1 ^{re} lect.	Revalorisation des pensions des veuves et des orphelins de guerre : indice de pension de référence porté de 463,5 à 471.....	7 déc. 1988	2368	81
		Économie, finances et budget :			
		I. - Charges communes			
62		Prise en charge par l'État des droits et obligations d'organismes publics	9 déc. 1988	2506	82
	62 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Cotisations sociales salariales : extension de l'exonération aux entreprises de dix salariés et plus au titre des salaires versés aux apprentis.....	9 déc. 1988	2507	83
	62 bis-1 (A.N.) Nelle lect.	Opérations financières délictueuses entre la France et l'étranger portant sur des fonds provenant du trafic des stupéfiants	(1)	(1)	84
		Éducation nationale :			
		enseignements scolaire et supérieur			
	62 ter (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Modification du régime de la dotation spéciale instituteurs	2 déc. 1988 10 déc. 1988	2126 2610	85
		Équipement et Logement :			
		I. - Urbanisme, logement et services communs			
63		(supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture) .	1 ^{er} déc. 1988	2067	-
64		Réduction du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction et financement de l'allocation de logement à caractère social	1 ^{er} déc. 1988	2067	86
65		Reconduction de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) des villes nouvelles	1 ^{er} déc. 1988	2069	87

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
66		Industrie et aménagement du territoire : I. - Industrie Actualisation du barème des redevances auxquelles sont assujetties les exploitations des installations nucléaires de base	5 déc. 1988	2241	88
67		Industrie et aménagement du territoire : III. - Commerce et artisanat Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers	3 déc. 1988	2181	89
68		Recensement des associations de droit local alsacien-lorrain ayant reçu des subventions de l'État	10 déc. 1988	2610	90

1) Le projet de loi, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, a été rejeté au Sénat en nouvelle lecture par l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable.

N.B. Les discontinuités de numérotation de certaines séries d'articles additionnels au projet de loi (par exemple l'absence d'article 23 ter ou des articles additionnels entre les articles 23 quater et 23 octies) résultent du fait que seuls ont été retenus les articles adoptés définitivement.

Discussion (première lecture)

(21 novembre 1988) (p. 1366, 1405); (22 novembre 1988) (p. 1414, 1458); (23 novembre 1988) (p. 1465, 1523); (24 novembre 1988) (p. 1536, 1605); (25 novembre 1988) (p. 1623, 1713); (26 novembre 1988) (p. 1721, 1779); (27 novembre 1988) (p. 1784, 1823); (28 novembre 1988) (p. 1829, 1881); (29 novembre 1988) (p. 1885, 1949); (30 novembre 1988) (p. 1953, 1994); (1^{er} décembre 1988) (p. 2001, 2069); (2 décembre 1988) (p. 2077, 2140); (3 décembre 1988) (p. 2145, 2195); (5 décembre 1988) (p. 2200, 2257); (6 décembre 1988) (p. 2265, 2336); (7 décembre 1988) (p. 2342, 2410); (8 décembre 1988) (p. 2420, 2471); (9 décembre 1988) (p. 2484, 2520, 2522, 2548); (10 décembre 1988) (p. 2556, 2567).

I - DISCUSSION GENERALE (21 novembre 1988) (p. 1366, 1405); (22 novembre 1988) (p. 1414, 1430): *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie; Maurice Blin, rapporteur général; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Pierre Masseret, Mme Hélène Luc, MM. Roland du Luart, Xavier de Villepin, Josy Moinet - MM. Josselin de Rohan, René Régnauld, Louis Virapoullé, René Trégouët, Paul Loridant, Maurice Schumann, Geoffroy de Montalembert.*

Accords multifibres (AMF): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1426); *Schumann (Maurice)* (p. 1423, 1424).

Acte unique européen: *Blin (Maurice)* (p. 1371); *Poncelet (Christian)* (p. 1375, 1376); *Trégouët (René)* (p. 1421).

Agriculture: *Luart (Roland du)* (p. 1401).

Aide au développement: *Charasse (Michel)* (p. 1384, 1430); *Régnauld (René)* (p. 1417).

Aménagement du territoire: *Charasse (Michel)* (p. 1428); *François-Poncet (Jean)* (p. 1390); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1428).

Anciens combattants et victimes de guerre: *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1390).

Balance commerciale: *Blin (Maurice)* (p. 1371); *Luart (Roland du)* (p. 1401); *Poncelet (Christian)* (p. 1375).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL): *Charasse (Michel)* (p. 1387); *Luc (Hélène)* (p. 1398); *Régnauld (René)* (p. 1417).

Chômage: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367); *Blin (Maurice)* (p. 1370); *Régnauld (René)* (p. 1416).

Collectivités territoriales: *Charasse (Michel)* (p. 1386, 1430).

Commerce extérieur: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367); *Charasse (Michel)* (p. 1380); *Luart (Roland du)* (p. 1399); *Poncelet (Christian)* (p. 1374, 1375).

Commerce international: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1366).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1378); *Charasse (Michel)* (p. 1382).

Concurrence: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367).

Conflits sociaux: *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391); *Luc (Hélène)* (p. 1396); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402).

Conjoncture économique: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1380, 1424, 1425); *Blin (Maurice)* (p. 1370, 1371); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391); *François-Poncet (Jean)* (p. 1388); *Larché (Jacques)* (p. 1392); *Loridant (Paul)* (p. 1422); *Luart (Roland du)* (p. 1399); *Luc (Hélène)* (p. 1397); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395); *Moinet (Josy)* (p. 1403); *Poncelet (Christian)* (p. 1374); *Rohan (Josselin de)* (p. 1414); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402); *Virapoullé (Louis)* (p. 1418, 1419).

Conseil économique et social: *Blin (Maurice)* (p. 1373).

Cotisations sociales: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368); *Blin (Maurice)* (p. 1371).

Croissance économique: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367, 1368, 1369, 1377, 1392); *Blin (Maurice)* (p. 1370); *Larché (Jacques)* (p. 1393); *Loridant (Paul)* (p. 1422); *Poncelet (Christian)* (p. 1374).

Culture: *Charasse (Michel)* (p. 1383).

Décentralisation: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1425); *Larché (Jacques)* (p. 1393); *Luc (Hélène)* (p. 1398); *Moinet (Josy)* (p. 1405).

Déficit budgétaire: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368, 1369, 1378); *Blin (Maurice)* (p. 1370, 1372, 1373); *Charasse (Michel)* (p. 1380, 1381); *Luart (Roland du)* (p. 1400); *Poncelet (Christian)* (p. 1375); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402).

Départements d'outre-mer (DOM): *Charasse (Michel)* (p. 1428); *Virapoullé (Louis)* (p. 1419).

Dépenses publiques: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1377, 1425); *Blin (Maurice)* (p. 1372); *Charasse (Michel)* (p. 1381, 1382, 1428, 1429); *Loridant (Paul)* (p. 1422); *Luart (Roland du)* (p. 1401); *Luc (Hélène)* (p. 1397); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395); *Poncelet (Christian)* (p. 1375, 1376); *Rohan (Josselin de)* (p. 1414, 1415); *Trégouët (René)* (p. 1422); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402); *Virapoullé (Louis)* (p. 1418).

Dettes publiques: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1377, 1379); *Charasse (Michel)* (p. 1380, 1381, 1384); *Luc (Hélène)* (p. 1397); *Poncelet (Christian)* (p. 1376).

Dévaluation: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1377).

Dotation globale de fonctionnement (DGF): *Blin (Maurice)* (p. 1373); *Régnauld (René)* (p. 1417).

Economie: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1366).

Education nationale: *Charasse (Michel)* (p. 1383); *Luc (Hélène)* (p. 1398); *Régnauld (René)* (p. 1416).

Emploi: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367, 1368, 1378); *Charasse (Michel)* (p. 1383, 1384, 1385, 1386); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1390); *Luart (Roland du)* (p. 1399, 1401); *Luc (Hélène)* (p. 1398); *Moinet (Josy)* (p. 1404).

Entreprises (charges): *Blin (Maurice)* (p. 1371); *Charasse (Michel)* (p. 1385, 1386, 1429); *Luc (Hélène)* (p. 1397); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395); *Poncelet (Christian)* (p. 1375).

Entreprises publiques: *Blin (Maurice)* (p. 1372, 1373).

Epargne: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1369, 1379, 1427); *Blin (Maurice)* (p. 1371); *Charasse (Michel)* (p. 1385, 1386); *François-Poncet (Jean)* (p. 1389); *Luart (Roland du)* (p. 1400); *Poncelet (Christian)* (p. 1375, 1376); *Trégouët (René)* (p. 1420); *Villepin (Xavier de)* (p. 1403).

Europe: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1369, 1379, 1426); *Larché (Jacques)* (p. 1393); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395).

Exportations: *Poncelet (Christian)* (p. 1375).

Finances publiques: *Blin (Maurice)* (p. 1374); *Poncelet (Christian)* (p. 1375).

Fiscalité: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368, 1369, 1379, 1421, 1427); *Blin (Maurice)* (p. 1371, 1372); *Charasse (Michel)* (p. 1381, 1385, 1428); *François-Poncet (Jean)* (p. 1389); *Larché (Jacques)* (p. 1394); *Luart (Roland du)* (p. 1400, 1401); *Luc (Hélène)* (p. 1396, 1397, 1398); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395); *Moinet (Josy)* (p. 1404, 1405); *Poncelet (Christian)* (p. 1375, 1376, 1427); *Rohan (Josselin de)* (p. 1414); *Trégouët (René)* (p. 1420, 1421, 1422); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402, 1403).

Fiscalité locale: *Blin (Maurice)* (p. 1373); *Charasse (Michel)* (p. 1386, 1387, 1427, 1428); *Luart (Roland du)* (p. 1400); *Régnauld (René)* (p. 1417).

Fonctionnaires et agents publics: *Blin (Maurice)* (p. 1372); *Charasse (Michel)* (p. 1382).

Fonction publique: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368, 1425); *Charasse (Michel)* (p. 1429); *Larché (Jacques)* (p. 1393); *Régnauld (René)* (p. 1416, 1417); *Rohan (Josselin de)* (p. 1415); *Villepin (Xavier de)* (p. 1402).

Fonds de compensation : *Charasse (Michel)* (p. 1387, 1388).

Formation professionnelle : *Charasse (Michel)* (p. 1383) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1390) ; *Luc (Hélène)* (p. 1398) ; *Régnauld (René)* (p. 1416).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1379, 1421, 1427) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1388, 1389) ; *Luart (Roland du)* (p. 1400) ; *Luc (Hélène)* (p. 1396) ; *Moinet (Josy)* (p. 1404) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1427) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1414, 1415) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1423) ; *Tréguët (René)* (p. 1419, 1420, 1422) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1402).

Handicapés : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391).

Hôpitaux publics : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1377) ; *Blin (Maurice)* (p. 1371, 1373) ; *Charasse (Michel)* (p. 1385) ; *Moinet (Josy)* (p. 1404).

Impôts et taxes : *Blin (Maurice)* (p. 1373) ; *Charasse (Michel)* (p. 1384, 1386) ; *Luart (Roland du)* (p. 1400) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1395) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1375) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1424) ; *Tréguët (René)* (p. 1420).

Impôt sur le revenu : *Charasse (Michel)* (p. 1385).

Impôt sur les sociétés : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1369, 1378) ; *Blin (Maurice)* (p. 1371) ; *Tréguët (René)* (p. 1420).

Industrie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1378, 1389) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1389, 1390) ; *Luc (Hélène)* (p. 1397).

Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367, 1377).

Intérêt (taux) : *Charasse (Michel)* (p. 1380).

Investissements : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367, 1378) ; *Blin (Maurice)* (p. 1370) ; *Luart (Roland du)* (p. 1400, 1401) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1374).

Justice : *Charasse (Michel)* (p. 1384, 1428) ; *Larché (Jacques)* (p. 1393).

Logement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367) ; *Charasse (Michel)* (p. 1383, 1430) ; *Loridant (Paul)* (p. 1423) ; *Luc (Hélène)* (p. 1398) ; *Régnauld (René)* (p. 1417).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Charasse (Michel)* (p. 1382, 1383).

Lois de programmation militaire : *Charasse (Michel)* (p. 1384).

Marchés financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368).

Organisations syndicales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1368).

Parlement : *Charasse (Michel)* (p. 1381) ; *Luart (Roland du)* (p. 1401).

Pétrole : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367).

Pharmaciens : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367).

Planification : *Blin (Maurice)* (p. 1373).

Police : *Charasse (Michel)* (p. 1384).

Politique de l'emploi : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391).

Politique économique et sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1370, 1377) ; *Blin (Maurice)* (p. 1374) ; *Charasse (Michel)* (p. 1383, 1430) ; *Luart (Roland du)* (p. 1399, 1401) ; *Luc (Hélène)* (p. 1396) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1394) ; *Moinet (Josy)* (p. 1404) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1416).

Politique monétaire et financière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1366, 1368, 1377, 1379, 1389) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1388) ; *Larché (Jacques)* (p. 1392) ; *Luart (Roland du)* (p. 1399, 1401) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1415) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1419).

Pouvoir d'achat : *Luc (Hélène)* (p. 1398) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1418).

Prélèvements obligatoires : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1379, 1425) ; *Charasse (Michel)* (p. 1384, 1385) ; *Luc (Hélène)* (p. 1397) ; *Moinet (Josy)* (p. 1404).

Prestations familiales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1392).

Privatisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1378, 1390, 1425, 1426) ; *Blin (Maurice)* (p. 1372) ; *Charasse (Michel)* (p. 1382, 1430) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1389, 1390) ; *Luart (Roland du)* (p. 1399) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1416) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1402).

Prix (liberté) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1367).

Protection sociale : *Blin (Maurice)* (p. 1373) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1415).

Rapatriés : *Charasse (Michel)* (p. 1384).

Recherche : *Charasse (Michel)* (p. 1383).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1369) ; *Charasse (Michel)* (p. 1383).

Santé : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391).

Secteur public : *Charasse (Michel)* (p. 1429) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1390).

Sécurité sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1425, 1426) ; *Charasse (Michel)* (p. 1430) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391) ; *Luart (Roland du)* (p. 1401) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1415).

Service public : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1377, 1425) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1391) ; *Moinet (Josy)* (p. 1404, 1405).

Société générale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1426).

Taxe professionnelle : *Charasse (Michel)* (p. 1427).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1369, 1377, 1379) ; *Blin (Maurice)* (p. 1371) ; *Charasse (Michel)* (p. 1385, 1386, 1430) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1389) ; *Loridant (Paul)* (p. 1423) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1415) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1403) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1419).

Textile (industrie) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1426) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1423, 1424).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II - DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (22 novembre 1988) (p. 1414, 1458) ; (23 novembre 1988) (p. 1465, 1523) ; (24 novembre 1988) (p. 1536, 1605) ; (25 novembre 1988) (p. 1623, 1685) : *MM. Robert Vizet, Maurice Blin, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre délégué ; Robert Pagès, Roger Chinaud, André Fosset, Jacques Descours Desacres, Louis Virapoullé, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Oudin, Lucien Neuwirth, Paul Loridant, Jean-Pierre Masseret, Stéphane Bonduel, Josy Moinet, Daniel Hoeffel, René Régnauld, Jean Madelain, Jacques Moutet - Louis Moinard, Louis Boyer, Jean Simonin, Paul Robert, Roland Grimaldi, au nom de la commission des affaires économiques ; Daniel Millaud, Désiré Debavelaere, Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles ; Pierre Laffitte, Mme Paulette Fost, MM. Emmanuel Hamel, Roland du Luart, René Ballayer, Louis de Catuelan, Louis Minetti, Xavier de Villepin, Etienne Dailly, Louis Souvet - Claude Estier, Mme Hélène Luc, MM. José Balarello, Jean-Paul Bataille, Philippe François, Pierre Croze, Paul Robert, Jean Clouet, Jacques Moutet, Marc Lauriol, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roger Romani, Paul d'Ornano, Auguste Cazalet, Paul Séramy, Geoffroy de Montalembert, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean Chérioux, Charles de Cuttoli, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, Michel Souplet - Raymond Soucaret, Franz Duboscq, Louis Perrein, François Lesein, Jean-Pierre Fourcade, Charles Pasqua, Jacques Habert.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I - Impôts et revenus autorisés

A - Dispositions antérieures

Art. 1^{er} (Autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 1430).

Parole sur l'article : M. Robert Vizet (p. 1430, 1431).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 1431).

B – Mesures fiscales

Art. 2 A (Suppression du droit d'inscription aux concours administratifs) (p. 1431).

Parole sur l'article : M. Robert Vizet (p. 1431).

– L'article 2A est adopté (p. 1431).

Art. 2 (Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) (p. 1431).

Parole sur l'article : M. Robert Vizet (p. 1431, 1432).

Adoptés : amendement n° I-120 de M. Roger Chinaud : création de fonds spéciaux approvisionnés par les salariés en vue du rachat éventuel de leur société (p. 1434) – Amendement n° I-289 de M. Michel Charasse, ministre : rédactionnel (p. 1434).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Robert Pagès n° I-86 : modification du barème de l'impôt sur le revenu et dispositions spéciales relatives aux dirigeants de société, leur conjoint, ainsi qu'aux revenus des placements financiers et immobiliers (p. 1432 ; scrutin public n° 42) – N° I-87 : modification du barème de l'impôt pour les contribuables domiciliés dans la zone sinistrée du Gard (p. 1433) – N° I-89 : prise en compte de la modification imprévisible des revenus (p. 1436) – N° I-90 : exonérations applicables aux personnes victimes d'une longue maladie (p. 1436) – N° I-91 : réduction de la fiscalité pesant sur les personnes âgées (p. 1437).

Retiré : amendement n° I-24 de M. Paul Séramy, soutenu M. Louis Virapoullé : aide fiscale en faveur des couples dont l'un des conjoints est admis pour une longue durée dans un établissement médicalisé (p. 1443 ; réservé p. 1435).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-88 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : étalement du paiement de l'impôt sur le revenu, acquitté au nom d'une personne décédée (p. 1434) – Amendement n° I-191 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Pagès : relèvement du plafond de la somme forfaitaire prévue au titre des frais funéraires déduits de l'actif d'une succession (p. 1435) – Amendement n° I-80 de M. Louis Virapoullé : déduction du revenu imposable des frais funéraires (p. 1435).

Non soutenu : amendement n° I-25 de M. Louis-Geoffroy Jung (p. 1435).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1443 ; réservé p. 1437).

Après l'art. 2 (p. 1437).

Rejeté : amendement n° I-180 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : abattements applicables aux travaux et aux frais de raccordement d'une habitation au réseau d'assainissement (p. 1438).

Retiré : amendement n° I-81 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : réduction d'impôts pour l'acquisition des résidences secondaires dans les départements d'outre-mer (p. 1439).

Non soutenu : amendement n° I-26 (art. additionnel) de M. Louis-Geoffroy Jung (p. 1437).

Art. 3 (Relèvement des limites de déduction des frais de garde et des sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile) (p. 1439).

Parole sur l'article : MM. Jacques Oudin, Michel Charasse, ministre (p. 1440).

– L'article 3 est adopté (p. 1440).

Après l'art. 3 (p. 1440).

Adoptés : amendement n° I-153 (art. additionnel) de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : extension de la déduction aux conjoints justifiant d'un emploi à plein temps et d'un

emploi à temps partiel (p. 1441) ; sous-amendement n° I-305 de M. Michel Charasse, ministre : extension de la déduction aux conjoints exerçant deux emplois à mi-temps (p. 1441) – Amendement n° I-290 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, ministre : réduction d'impôt en faveur des couples dont l'un des conjoints est admis pour une longue durée dans un établissement médicalisé (p. 1443).

Retirés : amendement n° I-260 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth : réduction d'impôt en faveur des couples âgés dont l'un des deux conjoints est hospitalisé en service de long séjour ou en section de cure médicale en maison de retraite (p. 1442) – Amendement n° I-273 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridan : mesures fiscales en faveur des personnes âgées accueillies en service hospitalier de long séjour ou en section de cure médicale de maison de retraite (p. 1442).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1441, 1443).

Art. 4 (Institution d'une réduction d'impôt en faveur des dons consentis aux associations d'aide alimentaire) (p. 1443).

Parole sur l'article : M. Robert Vizet (p. 1443).

Adopté : amendement n° I-274 de M. Jean-Pierre Masseret : élargissement du dispositif de l'article à l'ensemble des associations caritatives fournissant une aide alimentaire ainsi qu'une assistance médicale ou matérielle (p. 1449 ; priorité ordonnée p. 1449).

Devenus sans objet : amendement n° I-132 de M. Josy Moinet : élargissement du dispositif de l'article (p. 1449) – Amendement n° I-11 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Roger Chinaud : extension du dispositif de l'article (p. 1449) – Amendement n° I-23 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Daniel Hoefel : extension du dispositif de l'article (p. 1449) – Amendement n° I-66 de M. Charles Pasqua, soutenu par M. Lucien Neuwirth : extension du dispositif de l'article (p. 1449).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1449).

Art. 5 (Déduction des cotisations syndicales des salariés et des pensionnés) (p. 1449).

Retiré : amendement n° I-27 de M. Jean Madelain : extension du bénéfice du crédit d'impôt aux cotisations mutualistes (p. 1450).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-198 de M. Jean Madelain : extension du champ d'application de l'article à toutes les organisations syndicales de salariés ou de fonctionnaires (p. 1450).

– L'article 5 est adopté (p. 1450).

Après l'art. 5 (p. 1450).

Retiré : amendement n° I-275 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret : application du régime des plus-values à long terme pour les auteurs indépendants de logiciels (p. 1452).

Avant l'art. 6 (p. 1452).

Rejeté : amendement n° I-95 (art. additionnel) de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : abaissement du taux de la TVA sur les produits de première nécessité (p. 1453).

Art. 6 (Réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 1453).

Adoptés : amendement n° I-166 de M. Maurice Blin, rapporteur : extension du taux réduit de TVA au charbon à usage domestique (p. 1471) – Amendement n° I-78 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Roger Chinaud : suppression du taux majoré de la TVA pour les supports du son ou de l'image (p. 1477) – Amendement n° I-159 de M. Louis Virapoullé : abaissement du taux de TVA majoré dans les départements d'outre-mer (p. 1479 ; scrutin public n° 44) – Amendement n° I-291 de M. Michel Charasse, ministre : coordination (p. 1479) – Amendement n° I-262 de M. Lucien Neuwirth : suppression de la règle « du décalage d'un mois » en matière de TVA pour les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 1989 (p. 1481).

Rejetés : amendement n° I-28 de M. Louis Moinard : réduction du taux de TVA applicable aux aliments et aux nourritures des-

tinés aux animaux de compagnie (p. 1468) – Amendement n° I-56 de M. Louis Boyer : réduction du taux de TVA applicable aux aliments ou nourritures destinés aux animaux de compagnie (p. 1468) – Amendement n° I-261 de M. Jean Simonin : réduction du taux de TVA applicable aux aliments et aux nourritures destinés aux animaux de compagnie (p. 1468) – Amendement n° I-97 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : baisse du taux de TVA sur les automobiles (p. 1482).

Retirés : amendement n° I-135 de M. Jacques Moutet : abaissement du taux moyen de TVA (p. 1455) – Amendement n° I-160 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis : réduction du taux de la TVA perçu sur la consommation de charbon (p. 1469) – Amendement n° I-199 de M. André Bohl : réduction du taux de la TVA perçu sur la consommation à usage domestique de charbon (p. 1469) – Amendements de M. Pierre Maseret, n° I-276 : diminution du taux de TVA applicable à la consommation de charbon à usage domestique (p. 1470) – Et n° I-277 : réduction du taux de TVA applicable aux supports du son ou de l'image (p. 1475) – Amendement n° I-79 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Roger Chinaud : réduction du taux de TVA applicable aux supports du son ou de l'image (p. 1478) – Amendement n° I-29 de M. Jean Pourchet soutenu par M. Daniel Millaud : réduction du taux de TVA applicable aux véhicules automobiles (p. 1482).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de M. Robert Vizet, n° I-181 : réduction du taux de TVA applicable à la consommation d'électricité et de gaz (p. 1468) – Et n° I-155 : application du taux réduit de TVA aux voitures de tourisme utilisées par les handicapés (p. 1471) – Amendement n° I-182 de M. Ivan Renar, soutenu par M. Robert Pagès : diminution du taux de TVA applicable aux supports du son ou de l'image (p. 1476) – Amendement n° I-215 de M. Jacques Carat : diminution du taux de TVA applicable aux supports du son ou de l'image (p. 1476).

Devenus sans objet : amendement n° I-214 de M. Jacques Carat : abaissement du taux de TVA applicable aux cassettes vidéo préenregistrées et affectation d'une taxe spécifique pour l'alimentation du centre national de la cinématographie (p. 1477) – Amendement n° I-241 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Daniel Millaud : abaissement du taux de TVA applicable aux opérations portant sur les vidéo cassettes préenregistrées (p. 1477) – Amendement n° I-242 de M. Jacques Oudin : abaissement du taux de TVA applicable aux opérations portant sur les vidéo cassettes préenregistrées (p. 1477).

Non soutenu : amendement n° I-138 de M. Jean-François Pinat (p. 1483).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1483).

Après l'art. 6 (p. 1453).

Adopté : amendement n° I-263 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth, soutenu par M. Jacques Oudin : abaissement du taux normal et du taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 1458 ; scrutin public n° 43).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-94 : relèvement du taux de TVA sur les hôtels quatre étoiles et quatre étoiles luxe ainsi que sur les relais de tourisme quatre étoiles (p. 1483) – Amendement n° I-96 : exonération de TVA pour le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ainsi que sur certaines représentations théâtrales (p. 1483) – N° I-183 : reversement de la TVA aux communes pour les dépenses sociales engagées (p. 1484 ; scrutin public n° 45) – N° I-184 : exonération de la TVA sur les investissements au bénéfice des organismes d'HLM (p. 1484 ; scrutin public n° 46).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Roger Chinaud, n° I-121 : abaissement du taux moyen de TVA (p. 1455) – Et n° I-122 : abaissement du taux moyen de TVA (p. 1455).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1458).

Art. 6 bis (Suppression de la limitation du droit à déduction de TVA relatif à l'exploitation des appareils automatiques) – Adopté (p. 1484).

Art. 7 (Allègement de la taxe d'habitation) (p. 1484).

Retirés : amendements de M. Roland du Luart, n° I-141 : suppression de la surtaxe perçue par l'Etat pour le compte des départements, communes, régions et chambres d'agriculture sur le foncier non bâti (p. 1487) – Et n° I-244 : suppression de la surtaxe de 3,6 % perçue par l'Etat au profit des départements, communes, régions et chambres d'agriculture sur les terres agricoles (p. 1487).

– L'article 7 est adopté (p. 1487).

Après l'art. 7 (p. 1487).

Adoptés : amendement n° I-32 (art. additionnel) de M. Louis de Catuelan : réduction d'impôt pour l'acquisition ou la construction de logements à compter du 1^{er} janvier 1989 (p. 1490) – Amendement n° I-265 (art. additionnel) de M. Pierre Dumas, soutenu par M. Jacques Oudin : réduction d'impôt pour l'acquisition ou la construction de logements à compter du 1^{er} janvier 1989 (p. 1490) – Amendement n° I-137 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet : réduction de l'impôt sur le revenu, des dépenses afférentes à des travaux destinés à économiser l'énergie (p. 1491).

Rejeté : amendement n° I-185 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu (p. 1491).

Retirés : amendement n° I-31 (art. additionnel) de M. Louis de Catuelan : prorogation de la période d'application des réductions d'impôts instituées en faveur de l'investissement immobilier locatif (p. 1488) – Amendement n° I-264 (art. additionnel) de M. Pierre Dumas, soutenu par M. Jacques Oudin : prorogation de la période d'application des réductions d'impôts instituées en faveur de l'investissement immobilier locatif (p. 1489).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1490, 1491).

Avant l'art. 8 (p. 1491).

Retiré : amendement n° I-12 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : système d'amortissement dégressif en faveur de l'acquisition de biens d'équipement (p. 1493).

Art. 8 (Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéficiaires non distribués) (p. 1493).

Parole sur l'article : M. Jacques Oudin (p. 1493).

Adopté : amendement n° I-123 de M. Roger Chinaud : application d'un taux de 39 % pour les bénéficiaires non distribués (p. 1499).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-92 : suppression de cet article (p. 1497) – Et n° I-93 : exclusion du champ d'application de l'article des opérations avec des sociétés sud-africaines (p. 1499 ; scrutin public n° 47).

Retiré : amendement n° I-231 de M. Josy Moinet : extension du dispositif à l'ensemble des personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés notamment au secteur des banques mutualistes et coopératives (p. 1496).

Devenus sans objet : amendements de M. Michel Charasse, ministre, n° I-292 : rédactionnel (p. 1499) – N° I-293 : conditions d'exonération du supplément d'impôt sur les sociétés pour les distributions soumises au précompte et les distributions en actions (p. 1499) – N° I-294 : rédactionnel (p. 1499) – Et n° I-295 : simplification et harmonisation du supplément d'impôts sur les sociétés (p. 1499).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1499).

Après l'art. 8 (p. 1499).

Retiré : amendement n° I-33 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Louis Moinard : atténuation des effets du seuil d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises (p. 1499).

Art. 8 bis (Aménagement des règles fiscales applicables en cas de donation de titres au personnel d'une entreprise) (p. 1499).

Adopté : amendement n° I-296 de M. Michel Charasse, ministre : rédactionnel (p. 1500).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1500).

Art. 9 (*Mesures en faveur de la création et de la reprise d'entreprises*) (p. 1500).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin* (p. 1500).

Adoptés : amendement n° I-68 de M. Xavier de Villepin : extension du dispositif d'aide à la création d'entreprises à toute l'année 1988 (p. 1502) – Amendement n° I-266 de M. Lucien Neuwirth, soutenu par M. Jacques Oudin : extension de l'exonération de taxe professionnelle à la création d'entreprises libérales (p. 1503) – Amendements de M. Michel Charasse, ministre, n° I-297 : exclusion du champ d'application de l'article des entreprises nouvellement créées reprenant une activité préexistante (p. 1504) – N° I-298 : codification de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1987 modifiant les procédures fiscales et douanières sous l'article 1727 du CGI (p. 1507) – Et n° I-299 : codification de l'article 50 de la loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 relative au développement et à la transmission des entreprises sous l'article 209 quater E du code général des impôts (p. 1508) – Amendement n° I-286 de M. Etienne Dailly : extension du champ d'application de l'article aux activités commerciales et artisanales (p. 1507) – Amendement n° I-72 de M. René Ballayer : extension du régime d'étalement des bénéfices prévus par l'article 50 de la loi du 5 janvier 1988 aux agriculteurs et aux professions libérales (p. 1508) – Amendement n° I-167 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de la possibilité de bénéficier de la donation partage à la suite d'une transmission sous forme de RES (rachat d'une entreprise par ses salariés) lorsque la transmission se fait entre parents et enfants (p. 1508).

Retirés : amendement n° I-278 de M. Roger Quilliot, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : prolongation du système d'exonération aux entreprises créées entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 1988 (p. 1504) – Sur l'amendement n° I-297 de M. Michel Charasse, ministre, sous-amendement n° I-307 de M. Maurice Blin, rapporteur général : limitation à deux ans de l'exclusion des entreprises nouvelles reprenant une activité préexistante du régime fiscal des entreprises nouvelles (p. 1504).

Devenu sans objet : amendement n° I-164 de M. Jacques Oudin : application de la loi avancée du 1^{er} octobre 1988 à la date du 1^{er} janvier 1988 (p. 1502).

Non soutenu : amendement n° I-232 de M. Josy Moinet (p. 1501).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1508).

Après l'art. 9 (p. 1508).

Adopté : amendement n° I-124 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud : insertion dans le code général des impôts d'un article 105 étendant sous certaines conditions le bénéfice de diverses mesures aux professions libérales (p. 1508).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1508).

Avant l'art. 10 (p. 1509).

Rejeté : amendement n° I-186 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : institution d'une taxe sur certains investissements réalisés à l'étranger par les sociétés françaises (p. 1509).

Art. 10 (*Amélioration du crédit d'impôt formation*) (p. 1509).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin* (p. 1509).

Adoptés : amendement n° I-168 de M. Maurice Blin, rapporteur général : crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des personnels qualifiés à salaire élevé, compensant le déplaçonnement des cotisations familiales (p. 1512) ; sous-amendement n° I-308 de M. Michel Charasse, ministre (p. 1512) – Amendements de M. Michel Charasse, ministre, n° I-301 : codification de l'article 69 de la loi de finances pour 1988 sous l'article 244 quater C du code général des impôts (p. 1512) – Et n° I-302 : codification et précision de la qualité des agents chargés du contrôle des dépenses de formation (p. 1513).

Retirés : amendement n° I-200 de M. André Fosset : définition de la notion de « salariés occupant les emplois les moins quali-

fiés » (p. 1511) – N° I-279 de M. Jean-Pierre Masseret : retiré au profit de l'amendement n° I-300 de M. Michel Charasse, ministre (p. 1511).

Devenus sans objet : amendement n° I-300 de M. Michel Charasse, ministre : définition des emplois les moins qualifiés (p. 1512) – Amendement n° I-152 de M. Jacques Oudin : majoration du crédit d'impôt formation aux entreprises dépassant le plafond d'investissement de formation (p. 1512).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1509).

Après l'art. 10 (p. 1513).

Adoptés : amendement n° I-201 (art. additionnel) de M. André Fosset : relèvement des plafonds des comptes courants des PME et des PMI (p. 1514) – Amendements (art. additionnels) de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis, n° I-219 : réfaction de l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les rémunérations perçues par un salarié auteur d'une innovation (p. 1515) – N° I-221 : extension aux licences et apports en industrie de l'assiette des crédits d'impôt recherche (p. 1517).

Rejeté : amendement n° I-98 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : assujettissement à l'impôt sur le revenu des gains nets retirés des cessions à titre onéreux, supérieures à un certain plafond, des valeurs mobilières (p. 1513).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Laffitte, n° I-218 : amélioration de la prime de risque instaurée par la loi du 30 décembre 1986 (p. 1514) – N° I-222 : option entre les systèmes du crédit d'impôt en volume et du crédit d'impôt en accroissement ouverte aux entreprises n'ayant jamais bénéficié du crédit d'impôt (p. 1517).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-220 (art. additionnel) de M. Pierre Laffitte : réduction d'impôt au bénéfice des personnes physiques investissant dans la création de sociétés ayant pour objet la valorisation de recherches (p. 1516).

Non soutenu : amendement n° I-247 de M. René Trégouët (p. 1517).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1514, 1515, 1517).

Art. 11 (*Mesures destinées à favoriser la mobilité économique et le développement des entreprises*) (p. 1518).

Parole sur l'article : *M. Louis Minetti* (p. 1518).

Adopté : amendement n° I-126 de M. Roger Chinaud : diminution du taux d'impôt sur les sociétés appliqué aux sociétés procédant à une augmentation de capital par incorporation de leur bénéfice (p. 1521).

Retirés : amendement n° I-267 de M. Louis Souvet : diminution des droits d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux (p. 1519) – Amendement n° I-202 de M. René Ballayer : diminution des droits d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux (p. 1519) – Amendement n° I-125 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Roger Chinaud : ouverture d'un droit d'option pour l'impôt sur les sociétés aux sociétés civiles professionnelles (p. 1520) – N° I-203 de M. André Fosset : application du droit fixe d'enregistrement à l'apport de fonds propres par incorporation de capital (p. 1521).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1521).

Après l'art. 11 (p. 1521).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par M. Louis Minetti, n° I-99 : relèvement du plafond ouvrant droit à un abattement de 20 % sur les bénéfices ou rémunérations aux adhérents des centres de gestion optant pour l'imposition au réel (p. 1521) – N° I-156 : relèvement du plafond du chiffre d'affaires conditionnant l'obtention de la réduction d'impôt pour les petits commerçants et les artisans (p. 1522) – N° I-100 : relèvement du montant de la déduction d'impôt accordée aux artisans et commerçants adhérents de centres de gestion agréés (p. 1522) – N° I-187 : modification du mode de calcul de l'impôt sur les opérations de bourse (p. 1522) – N° I-157 : relèvement du plafond du chiffre d'affaires ouvrant droit à la dispense des frais d'expert-

comptable accordée aux adhérents des centres de gestion (p. 1523).

Art. 11 bis (*Renouvellement de l'agrément des centres de gestion agréés*) (p. 1536).

Adopté : amendement n° I-169 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 1537 ; scrutin public n° 48).

Devenu sans objet : amendement n° I-188 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Louis Minetti : extension du dispositif d'agrément aux associations (p. 1537).

– L'article 11 bis est supprimé (p. 1537).

Art. 11 ter (*Extension du rôle des centres de gestion agréés dans la tenue des documents comptables de leurs adhérents*) (p. 1537).

Adopté : amendement n° I-170 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 1538 ; scrutin public n° 49).

Retirés : amendement n° I-162 de M. Jean Roger, soutenu par M. Josy Moinet : suppression de cet article (p. 1537) – Amendement n° I-280 de M. Jean-Pierre Masseret : extension du champ d'application de l'article à toutes les entreprises adhérentes aux centres de gestion (p. 1538).

– L'article 11 ter est supprimé (p. 1538).

Art. 12 (*Indexation du barème de la taxe sur les salaires*) (p. 1538).

Adopté : amendement n° I-204 de M. André Fosset : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile (p. 1540).

Rejeté : amendement n° I-101 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Louis Minetti : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux (p. 1539).

Retiré : amendement n° I-281 de M. Claude Estier : extension, aux activités non lucratives des groupements mutualistes, du bénéfice de l'abattement consenti aux associations et aux syndicats (p. 1541).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1541).

Art. 13 (*Allègement des taxes et participations assises sur les salaires*) (p. 1541).

Retiré : amendement n° I-282 de M. Jean-Pierre Masseret : relèvement du seuil de la contribution des employeurs à l'acquisition des titres-restaurant bénéficiant de l'exonération de la taxe sur les salaires (p. 1541).

– L'article 13 est adopté (p. 1541).

Après l'art. 13 (p. 1541).

Retiré : amendement n° I-103 (art. additionnel) de M. Louis Minetti (p. 1542).

Art. 13 bis (*Indexation du plafond de la cotisation d'impôts conditionnant l'accès aux chèques vacances*) (p. 1542).

Rejeté : amendement n° I-102 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : extension du bénéfice des chèques vacances aux salariés ayant acquitté moins de 9300 francs d'impôt sur le revenu et instauration d'un réajustement annuel de ce plafond (p. 1542).

– L'article 13 bis est adopté (p. 1542).

Avant l'art. 14 (p. 1542).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° I-163 de M. Jacques Oudin : abaissement du taux applicable à la fiscalité de l'épargne (p. 1543).

Art. 14 (*Substitution de la règle du coupon échu à la règle du coupon courru pour la détermination du résultat net imposable des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM*) (p. 1543).

Adopté : amendement n° I-205 de M. André Fosset : avancée de la date de suppression du courru du 1^{er} octobre 1989 au 1^{er} janvier 1989 (p. 1546).

Retiré : amendement n° I-287 de M. Etienne Dailly : suppression du système du courru institué par l'article 20 de la loi de finances rectificative pour 1986 à compter du 1^{er} janvier 1989 (p. 1545).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1546).

Art. 15 (*Suppression de la taxe sur les encours de crédit*) – Adopté (p. 1546).

Art. 16 (*Réduction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance*) – Adopté (p. 1546).

Art. 17 (*Aménagement du régime fiscal des opérations de transaction sur titres*) – Adopté (p. 1546).

Après l'art. 17 (p. 1546).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-189 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de l'anonymat pour les transactions portant sur l'or (p. 1547 ; scrutin public n° 50).

Art. 18 (*Création d'un impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 1548).

Parole sur l'article : MM. José Balarello (p. 1550), Jean-Paul Bataille (p. 1550), Philippe François (p. 1551), Pierre Croze (p. 1552), Robert Vizet (p. 1553), Mme Paulette Fost (p. 1553), MM. Paul Robert (p. 1553), Jean-Pierre Masseret (p. 1554), Christian Poncelet, président de la commission des finances (p. 1554) ; Michel Charasse, ministre (p. 1555).

PARAGRAPHE 1 (*Institution d'un impôt annuel de solidarité sur la fortune*) (p. 1556).

Adopté : amendement n° I-171 de M. Maurice Blin, rapporteur général : limitation de la création de l'impôt de solidarité sur la fortune à la seule année 1989 (p. 1558 ; scrutin public n° 51).

Devenus sans objet : amendement n° I-127 de M. Roger Chinaud : limitation de la création de l'impôt de solidarité sur la fortune aux années 1989 et 1990 (p. 1558) – Amendement n° I-104 de M. Robert Vizet : rédactionnel (p. 1558) – Amendement n° I-228 de M. Jean Clouet : rédactionnel (p. 1558).

APRES LE PARAGRAPHE 1 (p. 1559).

Rejeté : amendement n° I-110 (paragraphe additionnel) de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : modulation des taux de l'impôt sur la fortune en fonction des biens inclus dans l'assiette (p. 1559 ; scrutin public n° 52).

PARAGRAPHE 2 (*Détermination du seuil d'imposition à l'impôt de solidarité et confirmation du caractère imposable des monuments historiques*) (p. 1559).

Adoptés : amendement n° I-136 de M. Jacques Moutet : relèvement du seuil d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, pour les couples mariés (p. 1560 ; scrutin public n° 53) – Amendement n° I-226 de M. Jacques Descours Desacres : relèvement du seuil d'imposition à l'ISF par enfant à charge (p. 1561) – Amendement n° I-70 de M. Xavier de Villepin : assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune en cas d'aliénation d'un bien immobilier (p. 1561) – Amendement n° I-172 de M. Maurice Blin, rapporteur général : solidarité du nu-propriétaire et de l'usufruitier au regard du paiement de l'impôt de solidarité sur la fortune en cas de mutation à titre gratuit en ligne directe (p. 1562) – Amendement n° I-268 de M. Roger Romani, soutenu par M. Jacques Oudin : maintien, pour la détermination des droits de succession, du système d'évaluation forfaitaire des immeubles applicable en Corse (p. 1566 ; scrutin public n° 55).

Rejetés : amendement n° I-105 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : abaissement du seuil d'imposition à l'ISF (p. 1559) – Amendement n° I-107 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune de certains biens professionnels et immobiliers (p. 1563 ; scrutin public n° 54).

Retirés : amendement n° I-225 de M. Jacques Descours Desacres : relèvement du seuil d'imposition à l'ISF pour les couples mariés (p. 1560) – Amendement n° I-128 de M. Roger Chinaud : relèvement du seuil d'imposition à l'ISF pour les

couples mariés et possibilité de souscrire des déclarations de fortune séparées (p. 1560) – Amendement n° I-251 de M. Pierre Croze : conditions d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens détenus en indivision (p. 1561) – Amendement n° I-243 de M. Raymond Bourguine, soutenu par M. Jacques Oudin : suppression du caractère imposable des monuments historiques (p. 1563).

APRES LE PARAGRAPHE 2 (p. 1566).

Adoptés : amendement n° I-64 (paragraphe additionnel) de M. Roger Chinaud : modification des règles d'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune en ce qui concerne la prise en compte des biens taxables (p. 1567) – Amendement n° I-13 (paragraphe additionnel) de M. Roland du Luart : extension du champ d'application de l'exonération partielle dont bénéficient certains biens ruraux donnés à bail et non considérés comme des biens professionnels (p. 1572 ; scrutin public n° 56) ; sous-amendement n° I-310 de M. Philippe François : exonération des parts de groupements forestiers résultant d'apports en numéraire (p. 1571).

Retirés : amendement n° I-43 (paragraphe additionnel) de M. Xavier de Villepin (p. 1570) – Amendements de M. Henri Raincourt (paragraphe additionnel) n° I-16 (p. 1570) – Et n° I-17 (p. 1570) – Amendements de M. Geoffroy de Montalbert (paragraphe additionnel) n° I-84 (p. 1570) – Et n° I-85 (p. 1570) – Amendements de M. Alain Pluchet (paragraphe additionnel) n° I-254 (p. 1570) – N° I-255 (p. 1570) – N° I-256 (p. 1570) – Et n° I-253 (p. 1570).

Devenus sans objet : amendement n° I-272 (paragraphe additionnel) de M. Auguste Cazalet : détermination de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune selon les règles déjà en vigueur pour les déclarations patrimoniales des parlementaires et du Président de la République (p. 1567) – Amendement n° I-57 (paragraphe additionnel) de M. Jean-François Pintat (p. 1572).

PARAGRAPHE 2 BIS (*Exonération des droits de la propriété industrielle*) (p. 1572).

Adoptés : amendement n° I-206 de M. André Fosset : exonération des objets d'art et de collection dans la limite d'un plafond (p. 1577) – Amendement n° I-174 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte de la résidence principale dans le mode de calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1577 ; priorité ordonnée p. 1572).

Rejetés : amendement n° I-109 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : assujettissement des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique ; abattement pour les oeuvres d'art et de collection récentes (p. 1576) – Amendement n° I-83 de M. François Abadie, soutenu par M. Stéphane Bonduel : assujettissement des objets d'antiquité, d'art ou de collection à l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1576).

Retirés : amendement n° I-34 de M. Xavier de Villepin (p. 1573 ; précédemment réservé p. 1559) – Amendement n° I-233 de M. Jean-Paul Bataille : assujettissement des objets d'antiquité, d'art ou de collection et les droits de la propriété littéraire et artistique à l'impôt de la solidarité sur la fortune (p. 1576) – Amendements de M. Jean Chérioux, n° I-149 : assujettissement, après abattement des objets d'art ou de collection à l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1576) – Et n° I-151 : abattement applicable aux biens immobiliers servant d'habitation principale (p. 1576) – Amendements de M. José Balarello, n° I-14 : prise en compte de la résidence principale dans le mode de calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1575) – Et n° I-15 : abattement applicable à la résidence principale pour le calcul de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1576) – Amendement n° I-129 de M. Roger Chinaud : prise en compte de la résidence principale pour le calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1572) – Amendement n° I-35 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Paul Séramy : exclusion des logements utilisés à titre de résidence principale par leur propriétaire (p. 1576) – Amendement n° I-36 de M. Louis de Catuelan : retiré au profit de l'amendement n° I-174 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 1576) – Amendement n° I-269 de M. Pierre Dumas : exonération de certains logements à usage locatif (p. 1576) – Amen-

dement n° I-250 de M. Pierre Croze : abattement applicable à la résidence principale (p. 1576).

Non soutenus : amendement n° I-37 de M. Paul Alduy (p. 1576) – Amendements de M. Jean Clouet, n° I-229 (p. 1576) – Et n° I-230 (p. 1576).

APRES LE PARAGRAPHE 2 BIS (p. 1578).

Adoptés : amendement n° I-216 (paragraphe additionnel) de M. Maurice Schumann : exonération des monuments historiques classés ou inscrits, ouverts au public et abattement applicable lorsque seuls les parcs et jardins sont ouverts au public (p. 1579) – Amendement n° I-161 (paragraphe additionnel) de M. Charles de Cuttoli : exonération du champ d'application de l'article des indemnités versées en application de la loi du 16 juillet 1987 relative au règlement d'indemnisation des rapatriés (p. 1580).

Retirés : amendements (paragraphe additionnels) de M. Michel Miroudot, soutenus par M. Jean Delaneau, n° I-118 et n° I-119 retirés au profit de l'amendement n° I-216 (p. 1579).

PARAGRAPHE 3 (*Définition des biens professionnels. Règles applicables aux droits sociaux*) (p. 1580).

Rejeté : amendement n° I-106 de M. Robert Vizet : suppression de ce paragraphe (p. 1580).

Article 885 O du code général des impôts – Adopté (p. 1580).

Article 885 O bis du code général des impôts (p. 1580).

Adoptés : amendement n° I-208 de M. André Fosset : nature des fonctions exercées par le propriétaire de parts ou droits sociaux permettant de bénéficier de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels (p. 1581) – Amendements de M. Xavier de Villepin, n° I-69 : non-prise en compte des bénéfices non commerciaux directement liés à l'exploitation pour le calcul des revenus des dirigeants d'entreprises (p. 1582) – N° I-40 : participations détenues dans plusieurs sociétés constitutives d'un seul et même bien professionnel en cas d'exercice par le redevable de fonctions de direction dans plusieurs sociétés ayant des activités similaires, connexes ou complémentaires (p. 1582) – Et n° I-41 : caractère de biens professionnels des parts ou actions de sociétés détenues au moment de la retraite par une personne exerçant depuis au moins trois ans des fonctions de direction, de gestion et d'administration (p. 1584) – Amendement n° I-165 de M. Jacques Oudin : extension de la qualification de biens professionnels au cas d'interposition de plusieurs sociétés holding et à la détention par l'ensemble du foyer fiscal des titres d'un holding en dessous d'un certain seuil (p. 1582) – Amendements de M. André Fosset, n° I-207 : caractère alternatif des conditions permettant de considérer comme un bien professionnel les actions détenues dans différentes sociétés (p. 1583) – N° I-209 : mêmes conditions d'exonération pour les parts détenues à concurrence de 25 % et pour le patrimoine investi à 75 % (p. 1583) – Et n° I-210 : conditions d'exonération des parts ou actions d'une société constituant en vue du rachat d'une entreprise par ses salariés ou détenues au titre de stock option (p. 1584) – Amendement n° I-173 de M. Maurice Blin, rapporteur général : substitution de la valeur nette du patrimoine taxable à la valeur brute pour le calcul de la base de référence de la participation détenue par un dirigeant dans le capital de sa société (p. 1583) – Amendement n° I-61 de M. Roger Chinaud : conditions de prise en compte comme biens professionnels des parts ou actions détenues directement par tout cadre de l'entreprise (p. 1585) – Amendement n° I-197 de M. Louis Virapoullé : liste des biens exonérés de l'impôt de solidarité sur la fortune dans les départements et territoires d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1587 ; scrutin public n° 57).

Retirés : amendements de M. Pierre-Christian Taittinger, n° I-58 : définition des fonctions de direction permettant de bénéficier de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1580) – Et n° I-59 : nature des fonctions de direction permettant de bénéficier de l'exonération des biens professionnels (p. 1580) – Amendement n° I-38 de M. Xavier de Villepin : exonération des parts ou actions détenues par un incapable sous tutelle dans une société où son tuteur exerce des fonctions de direction (p. 1581) – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-283 : conditions de maintien d'exonération en cas

d'augmentation du capital par des investisseurs extérieurs (p. 1583) – Et n° I-284 : définition des biens professionnels figurant dans le champ d'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 1584) – Amendement n° I-82 de M. Louis Virapoullé : conditions d'exonération des parts ou actions d'entreprises ou sociétés domiciliées dans les DOM (p. 1587).

Devenu sans objet : amendement n° I-39 de M. Jean Arthuis (p. 1581).

– Le texte proposé pour l'article 885 O bis du code général des impôts, ainsi modifié, est adopté (p. 1587).

Article 885 O ter du code général des impôts (p. 1587).

Adopté : amendement n° I-142 de M. Roland du Luart : caractère de biens professionnels des comptes courants d'associés destinés à être incorporés au capital (p. 1587).

– Le texte proposé pour l'article 885 O ter du code général des impôts, ainsi modifié, est adopté (p. 1587).

Article 885 O quater du code général des impôts (p. 1587).

Adopté : amendement n° I-42 de M. Xavier de Villepin : caractère de biens professionnels des parts et actions de sociétés holding animatrices de leur groupe (p. 1587).

– Le texte proposé pour l'article 885 O quater du code général des impôts, ainsi modifié, est adopté (p. 1587).

Article 885 O quinquies du code général des impôts – Adopté (p. 1587).

PARAGRAPHE 3 BIS (Mode d'évaluation des titres cotés en bourse : article 885 I bis du code général des impôts) – Adopté (p. 1587).

APRES LE PARAGRAPHE 3 BIS (p. 1588).

Adopté : amendement n° I-245 (paragraphe additionnel) de M. Ernest Cartigny : conditions de prise en compte des biens immobiliers loués à usage d'habitation sous le régime de la loi de 1948 (p. 1588).

PARAGRAPHE 4 (Barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1588).

Adopté : amendement n° I-227 de M. Jacques Descours Desacres : coordination avec l'amendement n° I-226 (p. 1589).

Rejeté : amendement n° I-111 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Charles Lederman : reprise du barème antérieur de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 1589).

Retiré : amendement n° I-18 de M. José Balarello (p. 1589).

APRES LE PARAGRAPHE 4 (p. 1589).

Adopté : amendement n° I-211 (paragraphe additionnel) de M. André Fosset : modalité de prise en compte des sommes versées au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune lors de l'acquittement des droits de mutation à titre gratuit et de succession (p. 1589).

Retiré : amendement n° I-130 (paragraphe additionnel) de M. Roger Chinaud : prise en compte des sommes versées au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune lors de l'acquittement des droits de succession (p. 1589).

PARAGRAPHE 5 (Plafonnement de la contribution ISF d'un contribuable : article 885 Y du code général des impôts) (p. 1589).

Adopté : amendement n° I-175 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties ainsi que de la taxe d'habitation pour la réduction appliquée à l'impôt (p. 1590).

Retirés : amendements de M. Jean-Paul Bataille, n° I-234 : plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction du prélèvement sur le revenu imposable (p. 1590) – Et n° I-60 : modification du pourcentage des revenus nets de frais professionnels entrant dans le calcul de l'impôt (p. 1590) – Amendement n° I-148 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : déduction de l'impôt sur le foncier non bâti de la base de calcul du plafond (p. 1590) – Amendement n° I-212 de M. André Fosset : retiré au profit de

l'amendement n° I-175 (p. 1590) – Amendement n° I-74 de M. René Ballayer (p. 1590).

– Le texte proposé pour l'article 885 Y du code général des impôts, ainsi modifié, est adopté (p. 1590).

PARAGRAPHE 5 BIS (Institution d'une réduction d'impôts pour charge de famille : article 885 V du code général des impôts) (p. 1590).

Rejeté : amendement n° I-190 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de l'abattement forfaitaire accordé par personne à charge (p. 1590).

Non soutenu : amendement n° I-19 de M. José Balarello (p. 1590).

– Le texte proposé pour l'article 885 V du code général des impôts est adopté (p. 1590).

APRES LE PARAGRAPHE 5 BIS (p. 1590).

Retiré : amendement n° I-131 (paragraphe additionnel) de M. Paul d'Ornano : périodicité des déclarations de fortune (p. 1590).

PARAGRAPHE 6 (Rétablissement pour les compagnies d'assurance de l'obligation de déclaration annuelle de certains contrats) (p. 1591).

Adopté : amendement n° I-176 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de ce paragraphe (p. 1591).

Retiré : amendement n° I-133 de M. Josy Moinet (p. 1591).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1593 ; scrutin public n° 58).

Après l'art. 18 (p. 1593).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-112 de M. Robert Vizet : réduction de l'abattement appliqué au prélèvement sur les produits des jeux (p. 1593).

Art. 19 (Réduction du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb) (p. 1593).

Adopté : amendement n° I-303 de M. Michel Charasse, ministre : codification (p. 1594).

Rejeté : amendement n° I-30 de M. Xavier de Villepin : réduction de la taxe intérieure sur le fuel lourd et suppression de la taxe sur le gaz naturel (p. 1594).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1594).

Art. 20 (Déduction de la taxe sur la valeur ajoutée, sur les carburateurs utilisés par les compagnies de navigation aérienne) – Adopté (p. 1594).

Art. 21 (Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière) (p. 1594).

Retirés : amendements de M. Jean-François Pintat, n° I-20 : suppression de cet article (p. 1595) – Et n° I-62 : diminution du taux du prélèvement sur les produits des sociétés pétrolières (p. 1595).

– L'article 21 est adopté (p. 1595).

Avant l'art. 22 (p. 1595).

Adopté : amendement n° I-309 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : diminution des taux de prélèvement sur l'épargne compensé par une augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 1599 ; scrutin public n° 59).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Francou, soutenus par M. Stéphane Bonduel, n° I-235 : exonération fiscale des primes versées aux médaillés olympiques (p. 1596) – N° I-237 : exonération fiscale des aides personnalisées versées aux athlètes de haut niveau (p. 1598) – N° I-236 : exonération, dans la limite d'un plafond, des aides personnalisées versées aux athlètes de haut niveau (p. 1598) – N° I-238 : déduction supplémentaire de 25 % sur les revenus des sportifs professionnels (p. 1598) – N° I-239 : étalement fiscal des rémunérations des sportifs professionnels (p. 1598) – N° I-240 : autorisation

d'affectation au profit des associations sportives des bénéficiaires réalisés au cours d'une session sportive sur un compte de provision en franchise d'impôt (p. 1598).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1599).

Art. 22 (Réduction des taux du droit d'enregistrement et des taxes locales additionnelles applicables aux ventes aux enchères publiques de meubles) (p. 1599).

Retiré : amendement n° I-270 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Jacques Oudin : réduction du taux de la taxe additionnelle au droit d'enregistrement perçue au profit des départements, des communes et de l'Etat (p. 1599).

– L'article 22 est adopté (p. 1599).

Après l'art. 22 (p. 1599).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° I-288 de M. Etienne Dailly : suppression des « bourses de résidence » instaurées par la loi du 18 juin 1843 sur le tarif des commissaires priseurs (p. 1548 ; priorité ordonnée p. 1548) – Amendement n° I-75 (art. additionnel) de M. René Ballayer, soutenu par M. Xavier de Villepin : exonération de la taxe professionnelle des artisans durant la première année de l'embauche du premier salarié (p. 1600) – Amendement n° I-217 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Jean Delaneau : extension aux parts de sociétés civiles immobilières, propriétaires d'immeubles classés ou inscrits, de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit (p. 1601).

Retirés : amendement n° I-270 (art. additionnel) de M. Louis Souvet, soutenu par M. Jacques Oudin : réduction du taux de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement perçus au profit des départements, des communes et de l'Etat (p. 1599) – Amendement n° I-76 (art. additionnel) de M. René Ballayer, soutenu par M. Xavier de Villepin : exonération totale au titre de la première année d'embauche du premier salarié par les artisans (p. 1601) – Amendement n° I-248 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Roger Chinaud : extension aux parts de sociétés civiles immobilières, propriétaires d'immeubles classés ou inscrits, de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit (p. 1601).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1548, 1600, 1601).

Art. 22 bis (Modification du taux de plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 1601).

Adopté : amendement n° I-77 de M. René Ballayer, soutenu par M. Xavier de Villepin : abaissement du taux de plafonnement (p. 1602).

– L'article 22 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1602).

Avant l'art. 23 (p. 1602).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, soutenus par M. Philippe François, n° I-1 : régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL (p. 1603) – N° I-2 : réévaluation du taux des déductions forfaitaires des revenus fonciers des propriétés rurales données à bail (p. 1604) – N° I-3 : augmentation de la déduction fiscale pour le financement d'immobilisations amortissables et de stocks à rotation lente applicable aux entreprises agricoles (p. 1625) – Amendement n° I-48 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : régime fiscal applicable aux achats de parts et actions de coopératives agricoles (p. 1627) ; sous-amendement n° I-306 de M. Jacques Descours Desacres : extension de ce régime fiscal aux coopératives d'utilisation de matériel agricole, CUMA (p. 1627).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-193 de M. Louis Minetti, soutenu par Mme Paulette Fost : modification de base d'imposition des polyculteurs auxquels s'applique le régime de forfait collectif (p. 1623).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-134 de M. Josy Moinet : extension aux jeunes agriculteurs, ne bénéficiant pas de la dotation d'installation, de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable de l'année d'installation et des quatre

années suivantes (p. 1605) – Amendement (art. additionnel) n° I-139 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : extension du bénéfice de la provision pour investissement aux associés exploitants d'une EARL (p. 1626).

Devenus sans objet : amendements (art. additionnels) de M. Michel Souplet, n° I-45 : régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL (p. 1603) – N° I-46 : réévaluation du taux des déductions forfaitaires des revenus fonciers des propriétés rurales données à bail (p. 1604) – Et n° I-47 : déduction fiscale pour le financement d'immobilisation amortissable et de stock à rotation lente applicable aux investissements des entreprises agricoles (p. 1624) – Amendement (art. additionnel) n° I-144 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : déduction fiscale pour le financement d'immobilisation amortissable et de stock à rotation lente applicable aux investissements des entreprises agricoles (p. 1625).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1603, 1604, 1625, 1627).

Art. 23 (Mesures en faveur de l'agriculture) (p. 1627).

Adopté : amendement n° I-4 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Philippe François : application des règles d'exonération de l'impôt sur le revenu aux jeunes agriculteurs s'installant à partir du 1^{er} février 1989 (p. 1628).

Rejeté : amendement n° I-113 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de la réduction de 50 % applicable à tous les jeunes agriculteurs ayant ou non obtenu la dotation (p. 1628).

Devenus sans objet : amendement n° I-21 de M. Henri de Raincourt (p. 1628) – Amendement n° I-49 de M. Michel Souplet (p. 1628).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1628).

Après l'art. 23 (p. 1629).

Adoptés : amendement n° I-145 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : extension du bénéfice du sursis d'imposition des plus values aux apports partiels lors de la transmission des exploitations agricoles (p. 1630) – Amendement n° I-71 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : augmentation du plafond de la déduction fiscale dans le cadre de la double activité des agriculteurs (p. 1631) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Charasse, ministre, n° I-304 : extension aux EARL du bénéfice de l'article 705 du code général des impôts permettant l'application d'un taux réduit de la taxe de publicité foncière exigible lors de certaines acquisitions par les agriculteurs (p. 1632) – Et n° I-312 : relèvement du droit d'examen du permis de conduire (p. 1645) – Amendement n° I-147 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : exonération des droits de mutation à titre gratuit pour les biens donnés à bail à long terme et les parts de groupement foncier agricole lors de la première transmission (p. 1634) – Amendement n° I-146 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Oudin : augmentation du tarif des redevances affectées au fond national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (p. 1644) – Amendement n° I-259 (art. additionnel) de M. Philippe François : création de sociétés d'investissement forestier (p. 1644).

Rejetés : amendement n° I-257 (art. additionnel) de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Philippe François : imputation du déficit des immeubles soumis au statut du fermage sur les revenus autres que les loyers à compter de la neuvième année (p. 1631) – Amendement n° I-158 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : institution d'une taxe spéciale, à la charge des utilisateurs, sur les produits dits de substitution aux céréales (p. 1640).

Retirés : amendement n° I-223 (art. additionnel) de M. Henri de Raincourt : extension de la réduction de 50 % du bénéfice imposable à l'ensemble des jeunes exploitants (p. 1629) – Amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, soutenus par M. Philippe François, n° I-5 : extension du bénéfice du sursis d'imposition des plus-values aux apports partiels d'actif lors de la transmission d'une exploitation agricole (p. 1630) – N° I-6 : diminution du taux de base applicable aux sessions

d'immeubles affectés à une exploitation agricole (p. 1632) – N° I-9 : diminution des bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1636) – Et n° I-10 : diminution des bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1637) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Souplet, n° I-50 : extension du bénéfice du sursis d'imposition des plus-values aux apports partiels d'actif lors de la transmission des exploitations agricoles (p. 1630) – N° I-53 : exclusion de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, des cultures pérennes durant la période d'improductivité suivant leur plantation ou replantation (p. 1635) – N° I-44 : diminution des bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1637) – Et n° I-54 : suppression du caractère irrévocable de l'option en faveur du système de déclaration trimestrielle de TVA pour les agriculteurs (p. 1640) – Amendement n° I-22 (art. additionnel) de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : exclusion de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les cultures pérennes durant la période d'improductivité suivant leur plantation ou replantation (p. 1635) – Amendement n° I-285 (art. additionnel) de M. René Régnault, soutenu par M. Louis Perrein : augmentation du tarif des redevances affectées au fond national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (p. 1643).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-63 (art. additionnel) de M. Raymond Soucaret : modification de la base de calcul de la taxe professionnelle pour les entreprises de travaux agricoles et forestiers (p. 1638) – Amendement n° I-258 (art. additionnel) de M. Michel Alloncle, soutenu par M. Franz Duboscq : modification de la base de calcul de la taxe professionnelle applicable aux entreprises de travaux agricoles et forestiers (p. 1639).

Devenus sans objet : amendements (art. additionnels) de M. Alain Pluchet, soutenus par M. Philippe François, n° I-252 : augmentation des revenus déductibles dans le cadre d'une double activité dont l'une est agricole (p. 1631) – N° I-7 : simplification des règles fiscales applicables aux mutations à titre gratuit des biens supportant un bail à long terme (p. 1634) – Et n° I-8 : suppression de la limite d'exonération appliquée aux mutations à titre gratuit des biens supportant un bail à long terme (p. 1634) – Amendements (art. additionnels) de M. Michel Souplet, n° I-51 : suppression de la limite d'exonération des droits de mutation à titre gratuit appliquée aux biens donnés à bail à long terme et aux parts de groupements fonciers agricoles (p. 1634) – Et n° I-52 : suppression de la limite d'exonération appliquée aux mutations à titre gratuit des biens supportant un bail à long terme (p. 1634).

– Sept articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1630, 1631, 1632, 1634, 1644, 1645).

Art. 24 (*Mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses*) – Adopté (p. 1645).

Après l'art. 24 (p. 1645).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° I-67 de M. Jean Madelain, soutenu par M. André Fosset, retiré puis repris par M. Robert Vizet : caractère éligible au fond de compensation de la TVA des subventions versées par les départements et les régions aux établissements publics d'enseignement pour les achats d'équipement matériel (p. 1646) – Amendement (art. additionnel) n° I-116 de M. Robert Vizet : rétablissement de la taxe sur les dépenses de cadeaux et de frais de spectacles engagées par les dirigeants d'entreprises (p. 1646).

Art. 24 bis (*Allègements de la taxe d'habitation*) – Adopté (p. 1646).

II – Ressources affectées

Art. 25 (*Dispositions relatives aux affectations*) – Adopté (p. 1646).

Après l'art. 25 (p. 1646).

Retirés : amendement n° I-246 (art. additionnel) de M. François Lesein : augmentation du prélèvement sur les enjeux du loto affectés au Fonds national pour le développement du sport, FNDS (p. 1647) – Amendement n° I-249 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Josy Moynet :

augmentation du prélèvement sur les enjeux du loto affectés au Fonds national pour le développement du sport, FNDS (p. 1647).

Art. 26 (*Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) – Adopté (p. 1647).

Avant l'art. 27 (p. 1647).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-195 : suppression du prélèvement opéré sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL (p. 1646 ; scrutin public n° 60) – Et n° I-224 : présentation lors de la loi de finances pour 1990 d'un projet de réforme sur la taxe professionnelle (p. 1649).

Art. 27 (*Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 1649).

Adopté : amendement n° I-313 de M. Michel Charasse, ministre : ajustement du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la DGF consécutif aux modifications apportées au taux de la TVA (p. 1652).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1652 ; précédemment réservé p. 1649).

Après l'art. 27 (p. 1649).

Rejeté : amendement n° I-196 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : création d'un Fonds d'allègement de la dette des collectivités locales alimenté par un prélèvement sur les entreprises d'assurance passibles de l'impôt sur les sociétés (p. 1650).

TITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 28 (*Majoration des rentes viagères*) – Adopté (p. 1650).

TITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 29 et Etat A annexé (*Equilibre général du budget*) (p. 1652).

Parole sur l'article : M. Daniel Millaud (p. 1664).

Adoptés : amendements de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° I-178 : réduction des cotisations des exploitants agricoles au BAPSA, compensée par un prélèvement d'un égal montant sur le fond de réserve (p. 1665 ; priorité ordonnée p. 1664) – Et n° I-177 : réduction des dépenses ordinaires civiles de l'Etat et des dépenses civiles en capital (p. 1670 ; scrutin public n° 61) – Amendement n° I-314 de M. Michel Charasse, ministre : modification de l'article d'équilibre prenant en compte les votes intervenus au cours de l'examen du projet (p. 1671).

Retiré : amendement n° I-271 de M. Roger Chinaud : coordination avec l'amendement n° I-177 (p. 1671).

Devenu sans objet : amendement n° I-311 de M. Michel Charasse, ministre : réduction des cotisations des exploitants agricoles au BAPSA, compensée par un prélèvement d'un égal montant sur le fond de réserve (p. 1665).

– L'article 29 et l'Etat A annexé, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 1672).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 47 bis du règlement à la demande de M. Michel Charasse, ministre (p. 1675).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement, portant sur les articles soumis à une seconde délibération et les amendements n°s A-1 à A-25 ainsi que sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances (p. 1674).

Art. 4 (p. 1674).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° A-1 de M. Michel Charasse, ministre : suppression de la compensation de la perte de recettes résultant de la réduction d'impôt sur le revenu pour versements affectés à l'aide alimentaire médicale ou matérielle des personnes en difficulté (p. 1685).

Art. 6 (p. 1674).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-2 de M. Michel Charasse, ministre: suppression des gages accompagnant les réductions des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 1685).

Art. 6 bis A (p. 1675).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-3 de M. Michel Charasse, ministre: suppression du gage accompagnant la suppression de la limitation du droit à déduction de TVA relatif à l'exploitation des appareils automatiques (p. 1685).

Art. 7 bis (p. 1675).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-4 de M. Michel Charasse, ministre: suppression du gage accompagnant les réductions d'impôts accordées pour l'acquisition ou la construction de logements à compter du 1^{er} janvier 1989 (p. 1685).

Art. 7 ter (p. 1675).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-5 de M. Michel Charasse, ministre: suppression du gage accompagnant les réductions d'impôts ouvertes au titre des dépenses afférentes à des travaux destinés à économiser l'énergie (p. 1685).

Art. 9 (p. 1675).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-9 de M. Michel Charasse, ministre: suppression du gage accompagnant les mesures en faveur de la création et de la reprise d'entreprises (p. 1685).

Art. 9 bis (p. 1676).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-7 de M. Michel Charasse, ministre: suppression du gage accompagnant l'exonération d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 1989 pour l'exercice d'une profession non commerciale (p. 1685).

Art. 10 (p. 1676).

Adoptés (lors du vote unique): amendements de M. Michel Charasse, ministre, n° A-9: suppression du gage accompagnant l'augmentation du crédit d'impôt formation (p. 1685) – Et n° A-8: coordination (p. 1685).

Art. 10 bis (p. 1676).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-10 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 10 ter (p. 1676).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-11 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 10 quater (p. 1676).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-12 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 11 (p. 1677).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-13 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'amendement d'équilibre (p. 1685).

Art. 12 (p. 1677).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-14 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 14 (p. 1677).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-15 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 18 (p. 1677).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-16 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 A (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-17 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 bis A (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-18 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 bis C (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-19 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 ter (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-20 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 quater (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-21 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 quinquies (p. 1679).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-22 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 22 sexies (p. 1680).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-23 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 23 quinquies (p. 1680).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-24 de M. Michel Charasse, ministre: coordination avec l'article d'équilibre (p. 1685).

Art. 24 (p. 1680).

Adopté (lors du vote unique): amendement n° A-25 de M. Michel Charasse, ministre: modification du tableau annexé aux cotes des douanes afin d'introduire le nouveau tarif de la taxe sur la valeur des produits pétroliers (p. 1685).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie: MM. Robert Vizet (p. 1681), Roger Chinaud (p. 1681, 1682), Xavier de Villepin (p. 1682, 1683); Charles Pasqua (p. 1683), Paul Lorient (p. 1684), Jacques Habert (p. 1684), intervention de M. Michel Charasse, ministre (p. 1685).

Scrutin public de droit n° 62 (p. 1685).

Adoption des articles soumis à seconde délibération, modifiés par les amendements n°s A-1 à A-25, ainsi que de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances (25 novembre 1988) (p. 1685).

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général

Affaires étrangères.

Agriculture et forêt.

Anciens combattants (+ art. 62A).

Coopération et développement.

Culture et communication :

- Culture.

- Communication (et information) (+ lignes 50 et 51 de l'état E annexé à l'art. 48, art. 52 et 52 bis).

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie, finances et budget :

I. – Charges communes (dont rapatriés) (+ art. 62 et 62 bis)

et II. – Services financiers (et consommation)

- Commerce extérieur

Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :

I. – Enseignement scolaire

II. – Enseignement supérieur

Éducation nationale, jeunesse et sports.

Équipement et logement :

I. – Urbanisme, logement et services communs (+ art. 63, 64 et 65)

II. – Routes

Industrie et aménagement du territoire :

I. – Industrie (+ art. 66)

II. – Aménagement du territoire

III. – Commerce et artisanat (+ art. 67)

IV. – Tourisme

Intérieur :

- Administration centrale et sécurité.

- Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation.

Justice.

Recherche et technologie.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux (dont fonction publique)

- Économie sociale

II. – S.G.D.N.

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

V. – Environnement

Solidarité, santé et protection sociale.

Transports et Mer :

I. – Transports terrestres et sécurité routière :

1. Transports terrestres

- Voies navigables

2. Sécurité routière

II. – Aviation civile (+ budget annexe de la navigation ancienne)

et III. – Météorologie

IV. – Mer :

- Marine marchande

- Ports maritimes

Travail, emploi et formation professionnelle, solidarité, santé et protection sociale - Service communs.

Travail, emploi et formation professionnelle.

B. – Budgets annexes.

Imprimerie nationale.

Journaux officiels.

Légion d'honneur - Ordre de la Libération.

Monnaies et Médailles.

Postes, télécommunications et espace.

Prestations sociales agricoles.

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble.

Dépenses ordinaires (+ art. 33).

Dépenses en capital (+ art. 34).

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor (art. 38 à 47).

Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Discussion (6 décembre 1988) (p. 2265, 2317) :

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes; MM. Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les communautés européennes; Josy Moinet, rapporteur spécial; Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles); Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques); Jacques Habert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie); Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères; Jean Garcia, Pierre Croze, Louis Jung, Jean-Pierre Cantegrit, Maurice Couve de Murville, Claude Estier, Jacques Habert, Jacques Thyraud, Xavier de Villepin, Paul d'Ornano, Robert Pontillon, Olivier Roux, Jean Barras, Pierre Matraja, Jean Francou, Jean-Pierre Bayle, Marcel Rudloff, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales; Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

Affaires étrangères (budget) : Barras (Jean) (p. 2298); Couve de Murville (Maurice) (p. 2288); Croze (Pierre) (p. 2285); Delaneau (Jean) (p. 2275); Dumas (Roland) (p. 2265); Estier (Claude) (p. 2290); Habert (Jacques) (p. 2292); Lecanuet (Jean) (p. 2277, 2278); Matraja (Pierre) (p. 2300); Moinet (Josy) (p. 2270, 2272); Mont (Claude) (p. 2272, 2273); Ornano (Paul d') (p. 2295); Pontillon (Robert) (p. 2296); Roux (Olivier) (p. 2297).

Affaires étrangères (ministère) : Alduy (Paul) (p. 2274); Avice (Edwige) (p. 2311); Couve de Murville (Maurice) (p. 2288, 2289); Cresson (Edith) (p. 2307); Croze (Pierre) (p. 2285); Dumas (Roland) (p. 2265, 2313, 2314); Lecanuet (Jean) (p. 2279); Moinet (Josy) (p. 2270, 2271, 2272); Pontillon (Robert) (p. 2296).

Afrique : Croze (Pierre) (p. 2286); Decaux (Alain) (p. 2310).

Afrique du Sud (République) : Dumas (Roland) (p. 2314); Garcia (Jean) (p. 2284).

Agents à l'étranger (indemnités) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2302); Dumas (Roland) (p. 2313, 2314); Habert (Jacques) (p. 2291); Matraja (Pierre) (p. 2300); Moinet (Josy) (p. 2271);

- Mont (Claude) (p. 2273); Ornano (Paul d') (p. 2295); Pontillon (Robert) (p. 2296); Roux (Olivier) (p. 2297).
- Algérie: Beaucé (Thierry de) (p. 2305); Habert (Jacques) (p. 2292).
- Ambassades et consulats: Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2288); Jung (Louis) (p. 2286).
- Antarctique: Thyraud (Jacques) (p. 2293, 2294).
- Asie du Sud-Est: Decaux (Alain) (p. 2310); Dumas (Roland) (p. 2267, 2314); Ornano (Paul d') (p. 2295).
- Cambodge: Garcia (Jean) (p. 2284).
- Centre de conférences internationales: Dumas (Roland) (p. 2265).
- Communauté économique européenne (CEE) (institutions): Cresson (Edith) (p. 2307); Dumas (Roland) (p. 2315); Genton (Jacques) (p. 2282).
- Communication audiovisuelle: Alduy (Paul) (p. 2274); Beaucé (Thierry de) (p. 2306); Cresson (Edith) (p. 2269); Delaneau (Jean) (p. 2276); Moinet (Josy) (p. 2272).
- Conseil de défense franco-allemand: Dumas (Roland) (p. 2266).
- Conseil pour l'enseignement français à l'étranger (CEFE): Bayle (Jean-Pierre) (p. 2303); Beaucé (Thierry de) (p. 2305); Habert (Jacques) (p. 2292); Ornano (Paul d') (p. 2295).
- Conseil supérieur des Français de l'étranger: Avice (Edwige) (p. 2312); Barras (Jean) (p. 2298); Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2288).
- Conventions de Lomé: Cresson (Edith) (p. 2269, 2308).
- Coopération culturelle, scientifique et technique: Alduy (Paul) (p. 2274); Beaucé (Thierry de) (p. 2306); Croze (Pierre) (p. 2285, 2286); Decaux (Alain) (p. 2310); Delaneau (Jean) (p. 2275); Habert (Jacques) (p. 2291); Roux (Olivier) (p. 2298).
- Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes: Genton (Jacques) (p. 2281).
- Désarmement: Dumas (Roland) (p. 2266, 2314); Garcia (Jean) (p. 2283, 2284); Mont (Claude) (p. 2273).
- Droit communautaire: Genton (Jacques) (p. 2281, 2282).
- Droits de l'homme: Avice (Edwige) (p. 2311); Dumas (Roland) (p. 2267); Garcia (Jean) (p. 2285).
- Droits de l'humanité: Dumas (Roland) (p. 2267).
- Ecoles françaises à l'étranger: Alduy (Paul) (p. 2274); Avice (Edwige) (p. 2312); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2303); Beaucé (Thierry de) (p. 2305, 2306); Croze (Pierre) (p. 2285); Delaneau (Jean) (p. 2275); Garcia (Jean) (p. 2285); Habert (Jacques) (p. 2291, 2292); Ornano (Paul d') (p. 2295); Villepin (Xavier de) (p. 2294).
- Elections européennes: Cresson (Edith) (p. 2268, 2269); Lecanuet (Jean) (p. 2280).
- Enseignants: Alduy (Paul) (p. 2274); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2303); Beaucé (Thierry de) (p. 2305); Delaneau (Jean) (p. 2275); Garcia (Jean) (p. 2285); Habert (Jacques) (p. 2292); Moinet (Josy) (p. 2271).
- Environnement: Cresson (Edith) (p. 2269).
- Epargne: Cresson (Edith) (p. 2268).
- Europe: Barras (Jean) (p. 2298); Couve de Murville (Maurice) (p. 2289); Cresson (Edith) (p. 2268); Dumas (Roland) (p. 2266, 2315); Estier (Claude) (p. 2290); Genton (Jacques) (p. 2281, 2282, 2283); Jung (Louis) (p. 2287); Lecanuet (Jean) (p. 2278, 2279, 2280); Matraja (Pierre) (p. 2301); Mont (Claude) (p. 2274); Pontillon (Robert) (p. 2297); Thyraud (Jacques) (p. 2293); Villepin (Xavier de) (p. 2294).
- Europe (défense): Couve de Murville (Maurice) (p. 2289); Dumas (Roland) (p. 2315); Lecanuet (Jean) (p. 2280); Matraja (Pierre) (p. 2301).
- Europe (fiscalité): Barras (Jean) (p. 2299); Cresson (Edith) (p. 2308); Dumas (Roland) (p. 2315).
- Europe (liberté d'établissement et de circulation): Bayle (Jean-Pierre) (p. 2303); Cresson (Edith) (p. 2309); Croze (Pierre) (p. 2286).
- Europe sociale: Avice (Edwige) (p. 2312); Barras (Jean) (p. 2298, 2299); Cresson (Edith) (p. 2308); Dumas (Roland) (p. 2315, 2316).
- Fiscalité: Cresson (Edith) (p. 2268); Lecanuet (Jean) (p. 2279).
- Français de l'étranger: Avice (Edwige) (p. 2311, 2312); Barras (Jean) (p. 2298); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2302); Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2287, 2288); Croze (Pierre) (p. 2285); Habert (Jacques) (p. 2292); Moinet (Josy) (p. 2271); Ornano (Paul d') (p. 2295); Roux (Olivier) (p. 2297); Villepin (Xavier de) (p. 2294).
- Francophonie: Alduy (Paul) (p. 2274); Decaux (Alain) (p. 2310); Garcia (Jean) (p. 2285); Habert (Jacques) (p. 2293); Roux (Olivier) (p. 2297); Villepin (Xavier de) (p. 2294).
- Francophonie (budget): Decaux (Alain) (p. 2309); Habert (Jacques) (p. 2276, 2277).
- Grand marché intérieur (CEE): Avice (Edwige) (p. 2312); Barras (Jean) (p. 2298); Couve de Murville (Maurice) (p. 2289, 2290); Cresson (Edith) (p. 2268, 2269, 2307); Dumas (Roland) (p. 2266); Estier (Claude) (p. 2290); Genton (Jacques) (p. 2283); Mont (Claude) (p. 2274); Pontillon (Robert) (p. 2296).
- Groenland: Cresson (Edith) (p. 2308); Thyraud (Jacques) (p. 2293).
- Information: Cresson (Edith) (p. 2268).
- Informatique: Dumas (Roland) (p. 2265); Moinet (Josy) (p. 2270).
- Institut du Monde arabe: Alduy (Paul) (p. 2275); Beaucé (Thierry de) (p. 2306).
- Israël: Garcia (Jean) (p. 2284).
- Liban: Dumas (Roland) (p. 2314); Francou (Jean) (p. 2301, 2302).
- Maghreb: Decaux (Alain) (p. 2310).
- Maison des Français à l'étranger: Bayle (Jean-Pierre) (p. 2302).
- Maroc: Garcia (Jean) (p. 2284).
- Monnaie: Lecanuet (Jean) (p. 2279).
- Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA): Avice (Edwige) (p. 2311).
- Organisations internationales: Bayle (Jean-Pierre) (p. 2302).
- Parlement européen (siège): Cresson (Edith) (p. 2308); Jung (Louis) (p. 2287); Roux (Olivier) (p. 2297); Rudloff (Marcel) (p. 2304).
- Parlement (information): Cresson (Edith) (p. 2307); Genton (Jacques) (p. 2281, 2282, 2283).
- Parlement (rôle): Cresson (Edith) (p. 2269, 2270); Genton (Jacques) (p. 2283).
- Pays en voie de développement (PVD) (endettement): Croze (Pierre) (p. 2286); Dumas (Roland) (p. 2267, 2314, 2315); Matraja (Pierre) (p. 2301); Mont (Claude) (p. 2273).
- Politique étrangère: Couve de Murville (Maurice) (p. 2289); Dumas (Roland) (p. 2266, 2314); Lecanuet (Jean) (p. 2277); Matraja (Pierre) (p. 2300); Mont (Claude) (p. 2273); Ornano (Paul d') (p. 2295); Thyraud (Jacques) (p. 2293).
- Proche-Orient: Dumas (Roland) (p. 2267); Estier (Claude) (p. 2291).
- Radio France internationale (RFI): Alduy (Paul) (p. 2274); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2304); Beaucé (Thierry de) (p. 2306);

Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2288); *Delaneau (Jean)* (p. 2276); *Moinet (Josy)* (p. 2272); *Ornano (Paul d')* (p. 2295); *Villepin (Xavier de)* (p. 2294).

Réfugiés : *Avice (Edwige)* (p. 2311, 2312).

Relations internationales : *Estier (Claude)* (p. 2291); *Garcia (Jean)* (p. 2283, 2284); *Jung (Louis)* (p. 2287); *Lecanuet (Jean)* (p. 2278, 2279); *Mont (Claude)* (p. 2273); *Pontillon (Robert)* (p. 2296).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Barras (Jean)* (p. 2298); *Pontillon (Robert)* (p. 2297).

Révolution française (bicentenaire) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2304); *Moinet (Josy)* (p. 2272); *Roux (Olivier)* (p. 2298).

Royaume-Uni : *Cresson (Edith)* (p. 2308); *Pontillon (Robert)* (p. 2297).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Cresson (Edith)* (p. 2268, 2269).

Turquie : *Garcia (Jean)* (p. 2285).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Dumas (Roland)* (p. 2266); *Lecanuet (Jean)* (p. 2280); *Mont (Claude)* (p. 2273); *Pontillon (Robert)* (p. 2296).

Visas : *Alduy (Paul)* (p. 2274); *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2303); *Cresson (Edith)* (p. 2309); *Dumas (Roland)* (p. 2313); *Jung (Louis)* (p. 2287); *Moinet (Josy)* (p. 2271).

Examen des crédits (6 décembre 1988) (p. 2317) : *MM. Daniel Millaud, Josy Moinet, rapporteur spécial; Roland Dumas, ministre.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 2316).

TITRE IV (p. 2316).

Retiré : amendement n° II-9 de M. Daniel Millaud : suppression, à titre symbolique, des crédits d'intervention du ministère des affaires européennes (p. 2317).

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 2317).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 2317).

AGRICULTURE ET FORET

Discussion (29 novembre 1988) (p. 1897, 1949) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt; Roland du Luart, rapporteur spécial; Michel Sordel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Maurice Arreckx, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural); Charles-Edmond Lenglet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires); Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole); Christian Poncelet, président de la commission des finances; Geoffroy de Montalembert, Joseph Caupert, Michel Souplet, Guy Besse, Louis Souvet, Fernand Tardy, François Delga, Louis Minetti, Jean Boyer, Marcel Daunay, Jean Roger, Adrien Gouteyron, Marcel Bony, Serge Mathieu, Guy Robert, Henri Belcour, William Chervy, Pierre Louvot.

Agriculteurs : *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Chervy (William)* (p. 1931); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Henry (Marcel)* (p. 1939); *Louisy (François)* (p. 1938); *Louvot (Pierre)* (p. 1931); *Mathieu (Serge)* (p. 1927); *Nallet (Henri)* (p. 1898, 1942); *Roger (Jean)* (p. 1923).

Agriculteurs (jeunes) : *Huriet (Claude)* (p. 1940); *Louvot (Pierre)* (p. 1931); *Mathieu (Serge)* (p. 1927); *Minetti (Louis)* (p. 1919, 1921); *Poncelet (Christian)* (p. 1912); *Robert (Guy)* (p. 1929).

Agriculture : *Boyer (Jean)* (p. 1921); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Luart (Roland du)* (p. 1901, 1902); *Mathieu (Serge)* (p. 1927); *Minetti (Louis)* (p. 1920); *Nallet (Henri)* (p. 1942); *Souplet (Michel)* (p. 1913).

Agriculture (budget) : *Belcour (Henri)* (p. 1929); *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Minetti (Louis)* (p. 1919); *Nallet (Henri)*

(p. 1898, 1900, 1941); *Poirier (Raymond)* (p. 1932); *Poncelet (Christian)* (p. 1910); *Roger (Jean)* (p. 1923); *Souvet (Louis)* (p. 1915).

Agro-alimentaire (industrie) : *Besse (Guy)* (p. 1914, 1915); *Delga (François)* (p. 1918); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1907); *Nallet (Henri)* (p. 1898, 1899); *Souvet (Louis)* (p. 1915); *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

Aménagement rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907); *Authié (Germain)* (p. 1934); *Belcour (Henri)* (p. 1929); *Bouvier (Raymond)* (p. 1940); *Caron (Paul)* (p. 1941); *Caupert (Joseph)* (p. 1912); *Minetti (Louis)* (p. 1921); *Poncelet (Christian)* (p. 1910); *Robert (Guy)* (p. 1928, 1929); *Souvet (Louis)* (p. 1916).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Mathieu (Serge)* (p. 1928).

Arboriculture : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937).

Balance commerciale : *Souplet (Michel)* (p. 1913).

Biotechnologie : *Luart (Roland du)* (p. 1901).

Bois (industrie) : *Nallet (Henri)* (p. 1899).

Bourses d'études : *Vecten (Albert)* (p. 1909).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Authié (Germain)* (p. 1935); *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Minetti (Louis)* (p. 1921); *Poncelet (Christian)* (p. 1910); *Robert (Guy)* (p. 1928).

Calamités agricoles : *Delga (François)* (p. 1917); *Louisy (François)* (p. 1938); *Roger (Jean)* (p. 1923); *Sordel (Michel)* (p. 1905).

Céréales : *Besse (Guy)* (p. 1914); *Delga (François)* (p. 1918); *Poirier (Raymond)* (p. 1932); *Robert (Guy)* (p. 1929); *Roger (Jean)* (p. 1923).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Roger (Jean)* (p. 1924).

Communautés européennes (directives) : *Authié (Germain)* (p. 1934); *Boyer (Jean)* (p. 1921); *Luart (Roland du)* (p. 1904); *Nallet (Henri)* (p. 1945); *Sordel (Michel)* (p. 1906).

Compétitivité économique : *Belcour (Henri)* (p. 1930); *Boyer (Jean)* (p. 1921); *Louvot (Pierre)* (p. 1931); *Nallet (Henri)* (p. 1941); *Souplet (Michel)* (p. 1913); *Souvet (Louis)* (p. 1915); *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

Concurrence internationale : *Boyer (Jean)* (p. 1921); *Daunay (Marcel)* (p. 1922, 1923); *Delga (François)* (p. 1919); *Louvot (Pierre)* (p. 1931); *Luart (Roland du)* (p. 1901); *Nallet (Henri)* (p. 1898); *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

Conseil économique et social : *Poirier (Raymond)* (p. 1932).

Constitution (article 40) : *Souplet (Michel)* (p. 1913).

Coopération : *Louvot (Pierre)* (p. 1931).

Coopératives agricoles : *Caupert (Joseph)* (p. 1912); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1936); *Herment (Rémi)* (p. 1936); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1908); *Nallet (Henri)* (p. 1900, 1945); *Poncelet (Christian)* (p. 1911).

Cotisations sociales : *Delga (François)* (p. 1918).

Crédit agricole : *Henry (Marcel)* (p. 1939); *Nallet (Henri)* (p. 1944).

Croissance économique : *Louvot (Pierre)* (p. 1931).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907).

Démographie : *Arreckx (Maurice)* (p. 1906); *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Louisy (François)* (p. 1938).

Dotations aux jeunes agriculteurs : *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

Elevage : *Belcour (Henri)* (p. 1929, 1930); *Besse (Guy)* (p. 1914); *Chervy (William)* (p. 1930); *Delga (François)*

(p. 1918); *Minetti (Louis)* (p. 1919); *Nallet (Henri)* (p. 1943, 1944).

Elus locaux : *Authié (Germain)* (p. 1934); *Caron (Paul)* (p. 1941).

Emploi : *Besse (Guy)* (p. 1914); *Bony (Marcel)* (p. 1926).

Enseignement agricole : *Besse (Guy)* (p. 1915); *Duboscq (Franz)* (p. 1933); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Mathieu (Serge)* (p. 1927); *Minetti (Louis)* (p. 1920); *Nallet (Henri)* (p. 1899, 1942, 1943); *Poncelet (Christian)* (p. 1910); *Souplet (Michel)* (p. 1913); *Tardy (Fernand)* (p. 1917); *Vecten (Albert)* (p. 1909).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Boyer (Jean)* (p. 1921).

Ethanol : *Besse (Guy)* (p. 1915); *Nallet (Henri)* (p. 1944).

Exode rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 1906); *Bouvier (Raymond)* (p. 1940); *Boyer (Jean)* (p. 1922); *Tardy (Fernand)* (p. 1916).

Exploitants agricoles (conjointes) : *Huriet (Claude)* (p. 1939); *Nallet (Henri)* (p. 1943).

Exportations : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1908); *Nallet (Henri)* (p. 1899).

Fermage : *Luart (Roland du)* (p. 1903).

Fiscalité : *Delga (François)* (p. 1918); *Herment (Rémi)* (p. 1936); *Luart (Roland du)* (p. 1903, 1904).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907); *Authié (Germain)* (p. 1935); *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Caron (Paul)* (p. 1941); *Caupert (Joseph)* (p. 1912); *Duboscq (Franz)* (p. 1933); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Souvet (Louis)* (p. 1916).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907); *Authié (Germain)* (p. 1935); *Belcour (Henri)* (p. 1930); *Bouvier (Raymond)* (p. 1940); *Duboscq (Franz)* (p. 1932, 1933); *Nallet (Henri)* (p. 1945).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Duboscq (Franz)* (p. 1933); *Luart (Roland du)* (p. 1902); *Poncelet (Christian)* (p. 1911).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Arreckx (Maurice)* (p. 1906, 1907); *Belcour (Henri)* (p. 1930); *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Bouvier (Raymond)* (p. 1940); *Caron (Paul)* (p. 1941); *Caupert (Joseph)* (p. 1912); *Duboscq (Franz)* (p. 1932); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Nallet (Henri)* (p. 1945); *Souvet (Louis)* (p. 1916).

Forêts : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907); *Herment (Rémi)* (p. 1936); *Nallet (Henri)* (p. 1899); *Robert (Guy)* (p. 1929).

Formation professionnelle : *Vecten (Albert)* (p. 1910).

Grand marché intérieur (CEE) : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1908); *Souplet (Michel)* (p. 1913).

Impôts et taxes : *Sordel (Michel)* (p. 1906).

Informatique : *Nallet (Henri)* (p. 1942).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Louisy (François)* (p. 1938); *Roger (Jean)* (p. 1924).

Investissements : *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Minetti (Louis)* (p. 1920).

Lait et produits laitiers : *Huriet (Claude)* (p. 1939); *Minetti (Louis)* (p. 1919).

Machines agricoles : *Besse (Guy)* (p. 1914); *Duboscq (Franz)* (p. 1933).

Marchés agricoles : *Daunay (Marcel)* (p. 1922); *Luart (Roland du)* (p. 1901).

Mayotte : *Henry (Marcel)* (p. 1938, 1939).

Pauvreté : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Roger (Jean)* (p. 1924).

Politique agricole : *Duboscq (Franz)* (p. 1934); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Nallet (Henri)* (p. 1897, 1900); *Tardy (Fernand)* (p. 1916).

Politique agricole commune (PAC) : *Bony (Marcel)* (p. 1926); *Daunay (Marcel)* (p. 1922); *Duboscq (Franz)* (p. 1933); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Luart (Roland du)* (p. 1902); *Mathieu (Serge)* (p. 1927); *Nallet (Henri)* (p. 1898); *Sordel (Michel)* (p. 1906); *Vecten (Albert)* (p. 1909).

Politique économique et sociale : *Authié (Germain)* (p. 1934); *Daunay (Marcel)* (p. 1922); *Nallet (Henri)* (p. 1898).

Prêts bonifiés : *Authié (Germain)* (p. 1935); *Sordel (Michel)* (p. 1905); *Souplet (Michel)* (p. 1913).

Prix agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 1902); *Minetti (Louis)* (p. 1919, 1920); *Sordel (Michel)* (p. 1905, 1906).

Protection sociale : *Nallet (Henri)* (p. 1900).

Quotas laitiers : *Boyer (Jean)* (p. 1921); *Caron (Paul)* (p. 1941); *Daunay (Marcel)* (p. 1923); *Duboscq (Franz)* (p. 1933); *Huchon (Jean)* (p. 1940); *Luart (Roland du)* (p. 1903); *Nallet (Henri)* (p. 1898, 1943); *Poirier (Raymond)* (p. 1932).

Recherche : *Delga (François)* (p. 1918); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1908); *Sordel (Michel)* (p. 1905); *Tardy (Fernand)* (p. 1917).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Nallet (Henri)* (p. 1899).

Revenu minimum d'insertion : *Belcour (Henri)* (p. 1929); *Luart (Roland du)* (p. 1904); *Nallet (Henri)* (p. 1900).

Revenus agricoles : *Herment (Rémi)* (p. 1935); *Luart (Roland du)* (p. 1901); *Minetti (Louis)* (p. 1920); *Roger (Jean)* (p. 1924); *Sordel (Michel)* (p. 1906); *Tardy (Fernand)* (p. 1916).

Royaume-Uni : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1937); *Nallet (Henri)* (p. 1944).

Subventions : *Boyer (Jean)* (p. 1922); *Luart (Roland du)* (p. 1901, 1904); *Poncelet (Christian)* (p. 1910); *Sordel (Michel)* (p. 1905).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Besse (Guy)* (p. 1914); *Caron (Paul)* (p. 1941); *Herment (Rémi)* (p. 1935); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1911); *Nallet (Henri)* (p. 1943); *Souplet (Michel)* (p. 1914).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Chervy (William)* (p. 1930); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1907); *Luart (Roland du)* (p. 1903); *Poncelet (Christian)* (p. 1911); *Souplet (Michel)* (p. 1914).

Technologies nouvelles : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 1908); *Luart (Roland du)* (p. 1904); *Nallet (Henri)* (p. 1942); *Poncelet (Christian)* (p. 1910).

Tourisme rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 1907); *Nallet (Henri)* (p. 1899).

Viandes : *Luart (Roland du)* (p. 1903, 1904); *Robert (Guy)* (p. 1929); *Roger (Jean)* (p. 1924).

Viticulture : *Daugnac (André)* (p. 1939); *Mathieu (Serge)* (p. 1927, 1928); *Roger (Jean)* (p. 1924).

Zones de montagne : *Boyer (Jean)* (p. 1922); *Caupert (Joseph)* (p. 1912); *Duboscq (Franz)* (p. 1932); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Souvet (Louis)* (p. 1916).

Zones rurales : *Arreckx (Maurice)* (p. 1906); *Authié (Germain)* (p. 1935); *Belcour (Henri)* (p. 1930); *Besse (Guy)* (p. 1914); *Boyer (Jean)* (p. 1922); *Duboscq (Franz)* (p. 1932); *Gouteyron (Adrien)* (p. 1925); *Luart (Roland du)* (p. 1904); *Robert (Guy)* (p. 1928); *Vecten (Albert)* (p. 1909).

Examen des crédits (29 novembre 1988) (p. 1945, 1949) : *MM. Philippe François, Alphonse Arzel, Roland du Luart, rapporteur spécial; Henri Nallet, ministre; Jacques Delong, Joseph Caupert, Michel Sordel, Marcel Daunay, Louis Minetti.*

Etat B - TITRE III - Adopté (p. 1946).

TITRE IV (p. 1946).

Retirés : amendement n° II-10 de M. Alphonse Arzel : minoration des crédits afférents aux interventions en forêt afin de

« majorer d'une somme identique les crédits destinés aux foyers ruraux » (p. 1946) – Amendement n° II-25 de M. Joseph Cauptert : minoration des crédits du titre IV afin de « débloquent cette somme pour les SAFER » (p. 1947) – Amendement n° II-26 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Michel Sordel : minoration des crédits inscrits à ce titre « en vue de voir le Gouvernement majorer les sommes allouées aux offices interprofessionnels agricoles » (p. 1648).

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 1949).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 1949).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (7 décembre 1988) (p. 2342, 2369) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial ; André Rabineau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Edouard Le Jeune, André Boyer, Paul Malassagne, Roland Courteau, Jacques Habert, Robert Pagès, Hubert Martin, Raymond Poirier, Claude Prouvoyeur, Marc Boeuf, Guy Robert, Roger Husson, Pierre Matraja.

Action sanitaire et sociale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2361) ; *Méric (André)* (p. 2344, 2365) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Alsace et Moselle : *Méric (André)* (p. 2345).

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Boyer (André)* (p. 2351) ; *Courteau (Roland)* (p. 2353) ; *Habert (Jacques)* (p. 2354) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2348) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2350) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Méric (André)* (p. 2344, 2361, 2365) ; *Pagès (Robert)* (p. 2355) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2358) ; *Rabineau (André)* (p. 2349) ; *Robert (Guy)* (p. 2359).

Anciens combattants (budget) : *Boeuf (Marc)* (p. 2358) ; *Courteau (Roland)* (p. 2353) ; *Habert (Jacques)* (p. 2353) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2346) ; *Husson (Roger)* (p. 2359) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2350) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2360) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2362) ; *Pagès (Robert)* (p. 2355) ; *Poirier (Raymond)* (p. 2357) ; *Rabineau (André)* (p. 2348).

Anciens combattants (Etats africains et malgache) : *Habert (Jacques)* (p. 2354) ; *Méric (André)* (p. 2363).

Anciens combattants et victimes de guerre : *Méric (André)* (p. 2366).

Anciens combattants et victimes de guerre (données chiffrées) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2346).

Anciens combattants (ministère) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2361) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2362).

Appareillage (handicapés) : *Boyer (André)* (p. 2351) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2348) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2364) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Armement nucléaire : *Pagès (Robert)* (p. 2356).

Carte de combattant : *Méric (André)* (p. 2344, 2345).

Carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) : *Courteau (Roland)* (p. 2353) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2350) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Méric (André)* (p. 2344, 2366) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Cimetières et pompes funèbres : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2364).

Emplois réservés : *Méric (André)* (p. 2344).

Enseignement (programmes) : *Martin (Hubert)* (p. 2356).

Fiscalité : *Habert (Jacques)* (p. 2354).

Formation professionnelle : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 2354).

Harkis : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2346) ; *Méric (André)* (p. 2343) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2358).

Histoire : *Boeuf (Marc)* (p. 2359) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2348) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2361) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2361, 2362, 2363) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Indochine : voir Prisonniers de guerre (Viêtname).

Institution nationale des invalides : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Méric (André)* (p. 2344, 2364).

Invalides de guerre : *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Pagès (Robert)* (p. 2355).

Nécropoles : voir Cimetières et pompes funèbres.

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Husson (Roger)* (p. 2360) ; *Méric (André)* (p. 2343) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Orphelins : *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Méric (André)* (p. 2363).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Méric (André)* (p. 2362, 2363) ; *Robert (Guy)* (p. 2359).

Politique économique et sociale : *Méric (André)* (p. 2342).

Prisonniers de guerre (Viêtname) : *Habert (Jacques)* (p. 2353, 2354) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Husson (Roger)* (p. 2360) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Méric (André)* (p. 2344, 2366) ; *Poirier (Raymond)* (p. 2357) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Protection sociale : *Méric (André)* (p. 2342).

Rapport constant : *Boeuf (Marc)* (p. 2358) ; *Boyer (André)* (p. 2351) ; *Courteau (Roland)* (p. 2353) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2346, 2347) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2345, 2362, 2363) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2358) ; *Rabineau (André)* (p. 2348) ; *Robert (Guy)* (p. 2359).

Rawa-Ruska (camp de prisonniers de guerre) : *Méric (André)* (p. 2344).

Résistants : *Le Jeune (Edouard)* (p. 2350).

Retraites mutualistes : *Boyer (André)* (p. 2351) ; *Courteau (Roland)* (p. 2353) ; *Habert (Jacques)* (p. 2354) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Méric (André)* (p. 2345, 2362, 2365) ; *Rabineau (André)* (p. 2349) ; *Robert (Guy)* (p. 2359).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Méric (André)* (p. 2365).

Transports : *Habert (Jacques)* (p. 2354).

Veuvage : *Boeuf (Marc)* (p. 2359) ; *Boyer (André)* (p. 2351) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2346) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2352) ; *Martin (Hubert)* (p. 2356) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2360) ; *Méric (André)* (p. 2343, 2361, 2363) ; *Poirier (Raymond)* (p. 2357) ; *Rabineau (André)* (p. 2349).

Examen des crédits et de l'article 62 A (7 décembre 1988) (p. 2366, 2369) : *MM. Xavier de Villepin, Roger Husson, André Boyer, Robert Pagès, Jacques Habert, André Méric, secrétaire d'Etat ; Charles Bonifay, Max Lejeune, Jacques Desacres, Jean Garcia.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 2368 ; scrutin public n° 71).

TITRE IV – Adopté (p. 2368).

Art. 62 A (Augmentation de l'indice des pensions de veuves de guerre) – Adopté (p. 2369).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion (6 décembre 1988) (p. 2317, 2336) :

MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération ; André-Georges Voisin, rapporteur spécial ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Pierre Croze, Xavier de Villepin, Josy Moinet, Auguste Cazalet, René Régnauld, Jacques Habert, Jean Garcia, Jean-Pierre Bayle.

Afrique : *Cazalet (Auguste)* (p. 2327) ; *Croze (Pierre)* (p. 2324) ; *Moinet (Josy)* (p. 2326) ; *Ornano (Paul d')*

(p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2317, 2318, 2319, 2320, 2331, 2332, 2336); *Régnault (René)* (p. 2328); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325); *Voisin (André-Georges)* (p. 2321, 2322).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Pelletier (Jacques)* (p. 2318).

Aide alimentaire : *Cazalet (Auguste)* (p. 2327); *Croze (Pierre)* (p. 2324); *Pelletier (Jacques)* (p. 2333, 2334); *Régnault (René)* (p. 2328).

Aide au développement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2330); *Croze (Pierre)* (p. 2325); *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2318, 2331); *Régnault (René)* (p. 2328); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325); *Voisin (André-Georges)* (p. 2321).

Air Afrique : *Pelletier (Jacques)* (p. 2332); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325).

Asie du Sud-Est : *Régnault (René)* (p. 2328).

Collectivités territoriales : *Pelletier (Jacques)* (p. 2335); *Régnault (René)* (p. 2328).

Commission de la coopération décentralisée pour le développement : *Pelletier (Jacques)* (p. 2320).

Communication audiovisuelle : *Pelletier (Jacques)* (p. 2319).

Conjoncture éconômique : *Pelletier (Jacques)* (p. 2317).

Contrats de plan : *Pelletier (Jacques)* (p. 2320); *Régnault (René)* (p. 2328).

Conventions de Lomé : *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2318, 2335, 2336).

Coopérants : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2330, 2331); *Habert (Jacques)* (p. 2329); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2319, 2331, 2332, 2334, 2335); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325).

Coopération : *Croze (Pierre)* (p. 2324); *Pelletier (Jacques)* (p. 2336).

Coopération (budget) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2330); *Croze (Pierre)* (p. 2324); *Garcia (Jean)* (p. 2330); *Moinet (Josy)* (p. 2325, 2326); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2317, 2319, 2331); *Régnault (René)* (p. 2328); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325); *Voisin (André-Georges)* (p. 2320, 2321, 2322).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Habert (Jacques)* (p. 2329); *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Pelletier (Jacques)* (p. 2319, 2320, 2333); *Voisin (André-Georges)* (p. 2322).

Coopération décentralisée : *Pelletier (Jacques)* (p. 2335).

Coopération (domaine) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2331); *Pelletier (Jacques)* (p. 2331).

Coopération économique : *Ornano (Paul d')* (p. 2324); *Pelletier (Jacques)* (p. 2320); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325).

Coopération militaire : *Ornano (Paul d')* (p. 2323, 2324); *Pelletier (Jacques)* (p. 2332); *Voisin (André-Georges)* (p. 2322).

Coopération (ministère) : *Habert (Jacques)* (p. 2329); *Voisin (André-Georges)* (p. 2320).

Côte d'Ivoire : *Pelletier (Jacques)* (p. 2332); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325).

Développement rural : *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Régnault (René)* (p. 2328).

Droits de l'homme : *Régnault (René)* (p. 2329).

Ecoles françaises à l'étranger : *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2334).

Europe : *Pelletier (Jacques)* (p. 2318, 2335, 2336).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2331).

Fonds européen de développement (FED) : *Régnault (René)* (p. 2328).

Français de l'étranger : *Pelletier (Jacques)* (p. 2319).

Francophonie : *Habert (Jacques)* (p. 2329); *Pelletier (Jacques)* (p. 2319, 2334).

Madagascar : *Pelletier (Jacques)* (p. 2332); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325).

Matières premières : *Pelletier (Jacques)* (p. 2317, 2318).

Organisations internationales : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2330); *Pelletier (Jacques)* (p. 2318, 2319); *Voisin (André-Georges)* (p. 2322).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2330); *Croze (Pierre)* (p. 2324); *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2319, 2320, 2335); *Voisin (André-Georges)* (p. 2322).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Croze (Pierre)* (p. 2324); *Garcia (Jean)* (p. 2330); *Moinet (Josy)* (p. 2327); *Ornano (Paul d')* (p. 2323); *Pelletier (Jacques)* (p. 2318, 2331); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325); *Voisin (André-Georges)* (p. 2321).

Santé : *Moinet (Josy)* (p. 2326); *Pelletier (Jacques)* (p. 2333).

Tchad : *Pelletier (Jacques)* (p. 2332); *Villepin (Xavier de)* (p. 2325); *Voisin (André-Georges)* (p. 2322).

Examen des crédits (6 décembre 1988) (p. 2336) : *M. Jean Garcia*.

Etat B - TITRES III ET IV - Adoptés (p. 2336).

Etat C - TITRES V ET VI - Adoptés (p. 2336).

CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS TRAVAUX ET BICENTENAIRE

CULTURE ET GRANDS TRAVAUX

Discussion (8 décembre 1988) (p. 2420, 2448) :

MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire; Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux; Raymond Bourguine, rapporteur spécial; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique); Marc Lauriol, Marcel Vidal, Jacques Habert, Ivan Renar, Henri Goetschy, Pierre Laffitte, Albert Ramassamy, Jacques Golliet, Jean-Luc Mélenchon, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Banlieues : *Lang (Jack)* (p. 2446); *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2440).

Bibliothèques : *Biasini (Emile)* (p. 2422, 2447); *Bourguine (Raymond)* (p. 2423, 2424); *Goetschy (Henri)* (p. 2438); *Laffitte (Pierre)* (p. 2438, 2439); *Lang (Jack)* (p. 2443, 2446); *Lauriol (Marc)* (p. 2430); *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2441); *Miroudot (Michel)* (p. 2426); *Renar (Ivan)* (p. 2435).

Censure : *Carat (Jacques)* (p. 2429).

Centre national de la cinématographie (CNC) : *Lang (Jack)* (p. 2444).

Centre national des arts plastiques : *Lang (Jack)* (p. 2444); *Lauriol (Marc)* (p. 2430).

Cinéma : *Bourguine (Raymond)* (p. 2424, 2425); *Carat (Jacques)* (p. 2428, 2429); *Lang (Jack)* (p. 2442, 2443, 2444); *Lauriol (Marc)* (p. 2430).

Collectivités territoriales : *Carat (Jacques)* (p. 2428); *Vidal (Marcel)* (p. 2432).

Conservateurs : *Lang (Jack)* (p. 2445); *Lauriol (Marc)* (p. 2431); *Renar (Ivan)* (p. 2436).

Contrats de plan : *Lang (Jack)* (p. 2445); *Renar (Ivan)* (p. 2435).

Création audiovisuelle : *Carat (Jacques)* (p. 2428, 2429); *Lauriol (Marc)* (p. 2430); *Renar (Ivan)* (p. 2436).

Culture (budget) : *Biasini (Emile)* (p. 2422); *Bourguine (Raymond)* (p. 2423, 2424, 2425); *Carat (Jacques)* (p. 2429); *Lang*

(Jack) (p. 2420, 2421, 2442); Lauriol (Marc) (p. 2430); Miroudot (Michel) (p. 2425); Renar (Ivan) (p. 2435, 2437); Schumann (Maurice) (p. 2441); Vidal (Marcel) (p. 2432).

Culture (ministère) : Lang (Jack) (p. 2420).

Décentralisation : Biasini (Emile) (p. 2447); Goetschy (Henri) (p. 2437); Golliet (Jacques) (p. 2440); Laffitte (Pierre) (p. 2438); Lang (Jack) (p. 2444, 2446); Lauriol (Marc) (p. 2431); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 2440); Vidal (Marcel) (p. 2432).

Disques, phonogrammes et vidéogrammes : Miroudot (Michel) (p. 2427).

Enseignement artistique : Miroudot (Michel) (p. 2426); Renar (Ivan) (p. 2436).

Fiscalité : Carat (Jacques) (p. 2429); Miroudot (Michel) (p. 2427).

Grands travaux : Biasini (Emile) (p. 2422, 2446); Bourguine (Raymond) (p. 2423); Golliet (Jacques) (p. 2440); Lang (Jack) (p. 2421); Lauriol (Marc) (p. 2430); Miroudot (Michel) (p. 2426); Renar (Ivan) (p. 2435); Schumann (Maurice) (p. 2441); Vidal (Marcel) (p. 2432).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : Bourguine (Raymond) (p. 2424); Lang (Jack) (p. 2442); Miroudot (Michel) (p. 2427).

Langue et culture françaises : Lauriol (Marc) (p. 2431, 2432).

La Villette (Cité des sciences et de l'industrie) : Biasini (Emile) (p. 2422); Bourguine (Raymond) (p. 2423); Lauriol (Marc) (p. 2430).

Mécénat : Lang (Jack) (p. 2442, 2444); Miroudot (Michel) (p. 2427).

Montpellier (ville) : Lang (Jack) (p. 2445).

Monuments historiques : Bourguine (Raymond) (p. 2424); Goetschy (Henri) (p. 2438); Lang (Jack) (p. 2421, 2422, 2442, 2446).

Musée d'Orsay : Biasini (Emile) (p. 2422).

Musée du Louvre : Biasini (Emile) (p. 2422, 2447); Bourguine (Raymond) (p. 2423, 2424); Lang (Jack) (p. 2421, 2444); Lauriol (Marc) (p. 2430); Miroudot (Michel) (p. 2426).

Musée Henner : Goetschy (Henri) (p. 2437); Lang (Jack) (p. 2445).

Musées : Lang (Jack) (p. 2421).

Musées (droit d'entrée) : Biasini (Emile) (p. 2447); Bourguine (Raymond) (p. 2424); Lang (Jack) (p. 2442).

Musées (province) : Lang (Jack) (p. 2444, 2446); Lauriol (Marc) (p. 2431).

Musique : Lang (Jack) (p. 2445); Vidal (Marcel) (p. 2432).

Opéra (Bastille) : Biasini (Emile) (p. 2422); Golliet (Jacques) (p. 2440); Lang (Jack) (p. 2443, 2445); Lauriol (Marc) (p. 2430); Miroudot (Michel) (p. 2426); Renar (Ivan) (p. 2435); Schumann (Maurice) (p. 2441).

Parlement européen (siège) : Goetschy (Henri) (p. 2438); Lang (Jack) (p. 2445).

Patrimoine monumental : Miroudot (Michel) (p. 2427).

Patrimoine (protection) : Bourguine (Raymond) (p. 2424); Goetschy (Henri) (p. 2437); Golliet (Jacques) (p. 2440); Lang (Jack) (p. 2446); Miroudot (Michel) (p. 2426); Vidal (Marcel) (p. 2432, 2433).

Politique culturelle : Biasini (Emile) (p. 2422); Bourguine (Raymond) (p. 2423); Golliet (Jacques) (p. 2439, 2440); Laffitte (Pierre) (p. 2438); Lang (Jack) (p. 2446); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 2440, 2441); Miroudot (Michel) (p. 2426); Ramassamy (Albert) (p. 2439); Renar (Ivan) (p. 2435, 2436, 2437); Schumann (Maurice) (p. 2441).

Radio France outre-mer (RFO) : Ramassamy (Albert) (p. 2439).

Révolution française (bicentenaire) : Biasini (Emile) (p. 2447); Habert (Jacques) (p. 2433, 2434, 2435); Lang (Jack) (p. 2445).

Rhin (Haut) (département) : Goetschy (Henri) (p. 2437).

Théâtre : Carat (Jacques) (p. 2429); Lang (Jack) (p. 2444).

Théâtre de l'Europe : Carat (Jacques) (p. 2429).

Très grande bibliothèque : voir Bibliothèques.

Examen des crédits (8 décembre 1988) (p. 2447, 2448) : MM. Raymond Bourguine, rapporteur spécial; Jack Lang, ministre.

Etat B (Réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication) (p. 2447).

Etat C - TITRE V (Réservé) (p. 2447).

TITRE VI (Réservé) (p. 2448).

Rejeté : amendement n° II-21 de M. Raymond Bourguine, rapporteur spécial : réduction des crédits inscrits au Titre VI en conséquence de la qualité de « travaux nouveaux » du parc de La Villette et de la Tête de la Défense.

Etat D - TITRE III - Adopté (p. 2448).

- Les crédits réservés sont examinés (8 décembre 1988) (p. 2467).

CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS TRAVAUX ET BICENTENAIRE

COMMUNICATION ET INFORMATION

Discussion (8 décembre 1988) (p. 2449, 2471) :

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire; Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication; MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; François Autain, Jacques Habert, Michel Miroudot, Paul Caron, Henri Collette, François Louisy, Rodolphe Désiré.

Audience : Cluzel (Jean) (p. 2453); Renar (Ivan) (p. 2459).

Audiovisuel (secteur public) (financement) : Autain (François) (p. 2457); Cluzel (Jean) (p. 2452, 2453); Gouteyron (Adrien) (p. 2454, 2455); Lang (Jack) (p. 2449); Renar (Ivan) (p. 2458, 2459); Tasca (Catherine) (p. 2450, 2451, 2464, 2465).

Audiovisuel (programmes) : Autain (François) (p. 2456); Cluzel (Jean) (p. 2452, 2454); Collette (Henri) (p. 2462); Gouteyron (Adrien) (p. 2455); Lang (Jack) (p. 2449); Renar (Ivan) (p. 2458, 2459); Tasca (Catherine) (p. 2451, 2465).

Audiovisuel (secteur privé) : Collette (Henri) (p. 2462).

Audiovisuel (secteur public) : Autain (François) (p. 2457); Cluzel (Jean) (p. 2452, 2453, 2454); Collette (Henri) (p. 2462); Gouteyron (Adrien) (p. 2457); Lang (Jack) (p. 2448, 2449); Renar (Ivan) (p. 2458, 2459); Tasca (Catherine) (p. 2450, 2465).

Audiovisuel (technologie) : Caron (Paul) (p. 2461); Cluzel (Jean) (p. 2453).

Cinéma : Gouteyron (Adrien) (p. 2455); Tasca (Catherine) (p. 2451).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) : Autain (François) (p. 2456, 2457).

Communication audiovisuelle : Cluzel (Jean) (p. 2451); Lang (Jack) (p. 2448); Tasca (Catherine) (p. 2450).

Communication (budget) : Autain (François) (p. 2457); Collette (Henri) (p. 2461); Gouteyron (Adrien) (p. 2454, 2456); Renar (Ivan) (p. 2458, 2459); Tasca (Catherine) (p. 2450, 2451, 2464).

Compte de soutien à l'industrie cinématographique et à l'industrie des programmes audiovisuels : Gouteyron (Adrien) (p. 2455).

Concurrence : Cluzel (Jean) (p. 2452, 2453); Collette (Henri) (p. 2462); Lang (Jack) (p. 2448).

Création audiovisuelle : Autain (François) (p. 2456); Cluzel (Jean) (p. 2452, 2453); Gouteyron (Adrien) (p. 2455); Lang (Jack) (p. 2449); Renar (Ivan) (p. 2459); Tasca (Catherine) (p. 2464).

Culture (budget) : *Lang (Jack)* (p. 2449).

Emploi : *Renar (Ivan)* (p. 2458) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2464).

Fonds d'aide à la diffusion et à l'expansion de la presse française à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 2458) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2464).

Haute autorité de la communication audiovisuelle : *Renar (Ivan)* (p. 2459).

Information : *Renar (Ivan)* (p. 2460).

Institut national de la communication audiovisuelle (INA) : *Renar (Ivan)* (p. 2459) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2451).

Observatoire de la production : *Tasca (Catherine)* (p. 2464).

Parlement (contrôle) : *Cluzel (Jean)* (p. 2452, 2454) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2465).

Parrainage : *Collette (Henri)* (p. 2462) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2455) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2450).

Presse (aides financières) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2456) ; *Renar (Ivan)* (p. 2460) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2450, 2463, 2464).

Publicité : *Collette (Henri)* (p. 2462) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2455) ; *Renar (Ivan)* (p. 2458, 2460) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2464).

Radio France : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2455, 2456) ; *Renar (Ivan)* (p. 2459) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2451, 2465).

Radio France internationale (RFI) : *Miroudot (Michel)* (p. 2460, 2461) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2451, 2465, 2466).

Radios locales : *Autain (François)* (p. 2458).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Autain (François)* (p. 2457, 2458) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2455) ; *Lang (Jack)* (p. 2449) ; *Renar (Ivan)* (p. 2458) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2451).

Satellites : *Caron (Paul)* (p. 2461) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2453) ; *Renar (Ivan)* (p. 2459).

Société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 2463) ; *Louisy (François)* (p. 2462) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2466).

Télévision (chaînes) : *Autain (François)* (p. 2457) ; *Collette (Henri)* (p. 2462) ; *Lang (Jack)* (p. 2449) ; *Tasca (Catherine)* (p. 2451, 2465, 2466).

Examen des crédits et des articles 52 et 52 bis (8 décembre 1988) (p. 2466, 2471) : *M. Henri Bangou, Mme Catherine Tasca, ministre délégué ; M. André Diligent*.

Etat B – TITRE III (Précédemment réservé, p. 2447) – Rejeté (p. 2467 ; scrutin public n° 74).

TITRE IV (Précédemment réservé, p. 2447) – Rejeté (p. 2467 ; scrutin public n° 75).

Etat C – TITRE V (Précédemment réservé, p. 2447) – Adopté (p. 2467 ; scrutin public n° 76).

TITRE VI (Précédemment réservé, p. 2448) – Adopté (p. 2467 ; scrutin public n° 77).

Etat E annexé à l'article 48 – Lignes 50 et 51 – Adoptées (p. 2468, 2469).

Art. 52 (*Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée aux organismes du secteur public audiovisuel, et approbation du produit attendu de la publicité de marque des sociétés nationales de télévision*) – Adopté (p. 2471).

Art. 52 bis (*Dépôt d'un rapport d'information par le Gouvernement*) – Adopté (p. 2471).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (25 novembre 1988) (p. 1685, 1713) :

MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Goetschy, rapporteur spécial ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires

économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Jacques Thyraud, Daniel Millaud, Emmanuel Hamel, François Louisy, Henri Bangou, Marcel Henry, Alain Pluchet, Raymond Tarcy, Jean-Luc Bécart, Albert Pen.

Action sanitaire et sociale : *Le Pensec (Louis)* (p. 1686) ; *Lise (Roger)* (p. 1695) ; *Pen (Albert)* (p. 1708) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) : *Bangou (Henri)* (p. 1704) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1688) ; *Lise (Roger)* (p. 1694).

Antarctique : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1698, 1699).

Antilles : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1707).

Arctique : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1698).

Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer (ANDDOM) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711).

Caraïbes : *Louisy (François)* (p. 1703).

Code des communes : *Millaud (Daniel)* (p. 1699).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Le Pensec (Louis)* (p. 1710) ; *Louisy (François)* (p. 1703) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1700) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1695).

Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer (CORDET) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Conventions de Lomé : *Le Pensec (Louis)* (p. 1686, 1688).

Culture : *Le Pensec (Louis)* (p. 1686).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (budget) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1690, 1691) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1697) ; *Goetschy (Henri)* (p. 1690) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1692) ; *Lise (Roger)* (p. 1693) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1706).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Millaud (Daniel)* (p. 1700).

Economie : *Bangou (Henri)* (p. 1704) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1707) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Louisy (François)* (p. 1702, 1703) ; *Pen (Albert)* (p. 1708).

Egalité sociale : *Bangou (Henri)* (p. 1703) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1707) ; *Goetschy (Henri)* (p. 1690) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701, 1702) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1686, 1687, 1711) ; *Lise (Roger)* (p. 1694) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Emploi : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1707) ; *Lise (Roger)* (p. 1694) ; *Louisy (François)* (p. 1702).

Enseignement : *Bangou (Henri)* (p. 1704) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1712) ; *Louisy (François)* (p. 1702) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1706).

Equipement : *Le Pensec (Louis)* (p. 1686).

Equipements scolaires : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1692).

Fiscalité : *Goetschy (Henri)* (p. 1690) ; *Louisy (François)* (p. 1703) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1707) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1687, 1711, 1712) ; *Louisy (François)* (p. 1703).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Fonds européen de développement (FED) : *le Pensec (Louis)* (p. 1687) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1700, 1701).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Fonds pour l'égalité sociale adaptée : *Lise (Roger)* (p. 1694).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1712).

Fonds social européen : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Grand marché intérieur (CEE) : *Goetschy (Henri)* (p. 1690) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701, 1702) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1686, 1687, 1709, 1711) ; *Louisy (François)* (p. 1703) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1700) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1707) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Guadeloupe : *Louisy (François)* (p. 1702).

Guyane : *Tarcy (Raymond)* (p. 1706) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1711).

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) : *Lise (Roger)* (p. 1695).

Kerguelen (îles) : *Thyraud (Jacques)* (p. 1699).

Logement : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1686, 1710) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1707).

Lois (application) : *Virapoullé (Louis)* (p. 1695, 1696).

Martinique : *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Mayotte : *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Henry (Marcel)* (p. 1704, 1705) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Nouvelle-Calédonie : *Girault (Jean-Marie)* (p. 1697, 1698) ; *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701) ; *Henry (Marcel)* (p. 1704) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1692) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1685, 1686, 1710) ; *Lise (Roger)* (p. 1693, 1695) ; *Louisy (François)* (p. 1702) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1699) ; *Pen (Albert)* (p. 1707, 1708) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1705, 1706) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1695).

Pacifique sud (zone) : *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1693) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1688, 1710) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1700).

Parité sociale globale : *Lise (Roger)* (p. 1694).

Pêche : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Pen (Albert)* (p. 1708, 1709).

Pôles d'excellence : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Politique de l'emploi : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1702) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1688) ; *Lise (Roger)* (p. 1694).

Politique économique et sociale : *Bangou (Henri)* (p. 1703) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691, 1692) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1702) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1693) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1686, 1710) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1700) ; *Pen (Albert)* (p. 1708) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Politique monétaire et financière : *Le Pensec (Louis)* (p. 1686).

Polynésie française : *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1692) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1688, 1710) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1699, 1700, 1701).

Pouvoir d'achat : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691).

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1687, 1709).

Recherche : *Le Pensec (Louis)* (p. 1687).

Réunion (île) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1691) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1687, 1709) ; *Lise (Roger)* (p. 1694).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Pen (Albert)* (p. 1708, 1709) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1696).

Service militaire adapté (SMA) : *Bangou (Henri)* (p. 1704) ; *Goetschy (Henri)* (p. 1690) ; *Lise (Roger)* (p. 1694).

Société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1711) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 1706).

Terre Adélie : *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1693) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1699).

Wallis-et-Futuna : *Goetschy (Henri)* (p. 1689) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1701).

Examen des crédits (25 novembre 1988) (p. 1712)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 1712).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 1712).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

I – CHARGES COMMUNES (ET RAPATRIES) ET II – SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2484, 2508) (Discussion commune avec celles relatives aux comptes spéciaux du Trésor et aux observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes) :

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; André Fosset, rapporteur spécial (charges communes) ; Michel Manet, rapporteur spécial (services financiers) ; Lucien Neuwirth, rapporteur spécial (comptes spéciaux du Trésor) ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial (observations sur le rapport annuel de la Cour des comptes) ; Henri Bangou, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; André Dagnac, Lucien Neuwirth, Charles Bonifay, Paul Loridant.

Accidents de la circulation : *Bangou (Henri)* (p. 2497).

Action sanitaire et sociale : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2498).

Adductions d'eau : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Administration fiscale : *Dagnac (André)* (p. 2497).

Aide au développement : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2492).

Armée : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Balance commerciale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486).

Centre de conférences internationales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485).

Cinéma : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Bangou (Henri)* (p. 2497).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bangou (Henri)* (p. 2496) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : *Fosset (André)* (p. 2487).

Compte d'affectation des produits de la privatisation : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2493).

Comptes spéciaux du Trésor : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2490).

Concurrence : *Bangou (Henri)* (p. 2496) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2494, 2502).

Conflits sociaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2484).

Consommateurs (protection et information) : *Bangou (Henri)* (p. 2496, 2497) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2500) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2494, 2502, 2503).

Consommation : *Bangou (Henri)* (p. 2496) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2501).

Consommation (budget) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2493).

Contrôles fiscaux : *Manet (Michel)* (p. 2490).

Cour des comptes : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2494) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2502).

Créances : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Déficit budgétaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486) ; *Fosset (André)* (p. 2488) ; *Loridant (Paul)* (p. 2501).

Dette publique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485, 2486) ; *Fosset (André)* (p. 2488) ; *Loridant (Paul)* (p. 2500) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2502) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2493).

Douanes : *Manet (Michel)* (p. 2489, 2490) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2501).

Economie et finances (budget) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2500) ; *Fosset (André)* (p. 2487) ; *Manet (Michel)* (p. 2489).

Economie et finances (ministère) (transfert à Bercy) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485) ; *Manet (Michel)* (p. 2490) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2501).

Emploi : *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Fosset (André)* (p. 2487).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Bangou (Henri)* (p. 2496) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485) ; *Manet (Michel)* (p. 2489, 2490) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2494, 2501).

Emprunts d'Etat : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486).

Entreprises publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2488) ; *Fosset (André)* (p. 2487).

Epargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486).

Etablissements pénitentiaires : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Etats étrangers : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2492).

Finances locales : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2496) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2492).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2502) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2492).

Fonds forestier national : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Fonds national de développement de la vie associative (FNDA) : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Fonds national du livre : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2490, 2491).

Formation professionnelle : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485) ; *Manet (Michel)* (p. 2490).

Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Handicapés : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2496).

Harkis : *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2502, 2503) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2498).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Manet (Michel)* (p. 2489).

Informatique : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Instituteurs : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2502).

Intérêt (taux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486) ; *Loridant (Paul)* (p. 2500, 2501).

Investissements : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Lois (application) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2496).

Lois de finances : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2496).

Marchés financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486) ; *Fosset (André)* (p. 2488).

Négociations collectives : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2485).

Obligations (valeurs mobilières) : *Fosset (André)* (p. 2489).

Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC) : *Bonifay (Charles)* (p. 2499).

Parcs d'attraction : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Neiertz (Véronique)* (p. 2503).

Politique monétaire et financière : *Loridant (Paul)* (p. 2501).

Postes : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Privatisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2488) ; *Fosset (André)* (p. 2487, 2488) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2493).

Prix (liberté) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2494).

Publicité : *Bangou (Henri)* (p. 2497).

Rapatriés (budget) : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2498).

Rapatriés (indemnisation) : *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Daugnac (André)* (p. 2497) ; *Fosset (André)* (p. 2487) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2502, 2503) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 2498).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2490).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2486).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bonifay (Charles)* (p. 2499) ; *Fosset (André)* (p. 2487).

Secteur public : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2484).

Sidérurgie (industrie) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2495).

Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) : *Manet (Michel)* (p. 2490) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2501).

Sports : *Neuwirth (Lucien)* (p. 2491).

Travail (conditions) : *Manet (Michel)* (p. 2490).

Examen des crédits et des articles 62 et 62 bis (9 décembre 1988) (p. 2503, 2507) : *M. André Fosset, rapporteur spécial* ; *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat* ; *MM. Paul Loridant, Robert Vizet, Jean Chérioux.*

I - CHARGES COMMUNES.

Etat B - TITRE I^{er} (p. 2503).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, rapporteur spécial, n° II-6 : réduction de 4 milliards des crédits destinés au service de la dette « afin de protester contre la clôture du compte de privatisations » (p. 2504) - Et n° II-7 : réduction des crédits destinés au service des intérêts des obligations délivrées en paiement d'actions des sociétés nationalisées (p. 2505).

- Les crédits du titre I^{er}, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2505).

TITRE II - Adopté (p. 2505).

TITRE III (p. 2505).

Rejeté : amendement n° II-36 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Robert Vizet : suppression des crédits destinés au financement des partiz et groupements politiques (p. 2505).

- Les crédits du titre III sont adoptés (p. 2505).

TITRE IV - Adopté (p. 2505).

Etat C - TITRE V (p. 2505).

Adopté : amendement de M. André Fosset, rapporteur spécial : suppression des crédits destinés aux versements de dotation en capital aux sociétés nationalisées ou aux sociétés d'économie mixte (p. 2506).

- Les crédits du titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2506).

TITRE VI - Adopté (p. 2506).

Art. 62 (Transfert à l'Etat des droits et obligations de la caisse nationale de l'industrie et de la caisse nationale des banques) (p. 2506).

Adopté : amendement n° II-22 de M. André Fosset, rapporteur spécial : suppression de cet article (p. 2507).

Art. 62 bis (Prise en charge par l'Etat des cotisations sociales dues au titre des salaires versés aux apprentis) – Adopté (p. 2507).

II – SERVICES FINANCIERS.

Etat B – TITRES III, IV, V et VI – Adoptés (p. 2507).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (3 décembre 1988) (p. 2181, 2195) :

MM. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur; Tony Larue, rapporteur spécial; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jacques Oudin, Robert Laucournet, Robert Pagès, Jean Boyer, Xavier de Villepin, Jacques Habert.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Daunay (Marcel)* (p. 2185); *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181, 2193).

Aéronautique (industrie) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194).

Agro-alimentaire (industrie) : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Daunay (Marcel)* (p. 2184); *Larue (Tony)* (p. 2183); *Oudin (Jacques)* (p. 2186); *Pagès (Robert)* (p. 2190).

Assurances : *Larue (Tony)* (p. 2184).

Balance commerciale : *Daunay (Marcel)* (p. 2184, 2185); *Larue (Tony)* (p. 2183); *Laucournet (Robert)* (p. 2188, 2189); *Oudin (Jacques)* (p. 2185); *Villepin (Xavier de)* (p. 2191).

Bourses de valeurs : *Daunay (Marcel)* (p. 2184).

Chambres de commerce et d'industrie : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194).

Chômage : *Boyer (Jean)* (p. 2191).

Commerce extérieur : *Boyer (Jean)* (p. 2190); *Daunay (Marcel)* (p. 2184); *Habert (Jacques)* (p. 2195); *Larue (Tony)* (p. 2184); *Oudin (Jacques)* (p. 2186, 2187); *Pagès (Robert)* (p. 2189); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181, 2194, 2195).

Commerce extérieur (budget) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2193).

Commerce intracommunautaire : *Daunay (Marcel)* (p. 2184); *Larue (Tony)* (p. 2183); *Oudin (Jacques)* (p. 2186); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2182).

Commission des communautés européennes : *Laucournet (Robert)* (p. 2189).

Communauté économique européenne (CEE) : *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194); *Villepin (Xavier de)* (p. 2192).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Boyer (Jean)* (p. 2191).

Compétitivité économique : *Oudin (Jacques)* (p. 2186, 2187).

Concurrence internationale : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194).

Consommation : *Laucournet (Robert)* (p. 2188).

Contrats de plan : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2182).

Croissance économique : *Laucournet (Robert)* (p. 2189).

Devises : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2182).

Devises (dollar) : *Pagès (Robert)* (p. 2190).

Economie : *Boyer (Jean)* (p. 2190).

Entreprises (charges) : *Oudin (Jacques)* (p. 2187).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Daunay (Marcel)* (p. 2185); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2182).

Equipement : *Laucournet (Robert)* (p. 2188); *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2193).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Pagès (Robert)* (p. 2190).

Exportations : *Boyer (Jean)* (p. 2190); *Daunay (Marcel)* (p. 2185); *Larue (Tony)* (p. 2183); *Laucournet (Robert)*

(p. 2188); *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181, 2193).

Fiscalité : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Oudin (Jacques)* (p. 2187).

Fonctionnaires et agents publics : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2193).

Formation professionnelle : *Oudin (Jacques)* (p. 2186); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2182).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 2195); *Villepin (Xavier de)* (p. 2192).

Grand marché intérieur (CEE) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194); *Villepin (Xavier de)* (p. 2192).

Industrie : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Oudin (Jacques)* (p. 2185); *Pagès (Robert)* (p. 2190); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194).

Informatique : *Larue (Tony)* (p. 2184).

Investissements : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Oudin (Jacques)* (p. 2186); *Pagès (Robert)* (p. 2190); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181, 2193).

Japon : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Pagès (Robert)* (p. 2190).

Langues et cultures étrangères : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181).

Marketing et promotion : *Larue (Tony)* (p. 2184); *Pagès (Robert)* (p. 2190); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2195).

Pétrole : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Laucournet (Robert)* (p. 2188); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2181, 2182).

Politique économique et sociale : *Larue (Tony)* (p. 2183).

Pouvoir d'achat : *Laucournet (Robert)* (p. 2188).

Prix : *Oudin (Jacques)* (p. 2186).

Recherche : *Oudin (Jacques)* (p. 2186); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Boyer (Jean)* (p. 2191); *Daunay (Marcel)* (p. 2184); *Larue (Tony)* (p. 2183); *Laucournet (Robert)* (p. 2189); *Pagès (Robert)* (p. 2190); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2194); *Villepin (Xavier de)* (p. 2192).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2192).

Textile (industrie) : *Oudin (Jacques)* (p. 2187); *Rausch (Jean-Marie)* (p. 2193).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de l'économie, des finances et du budget) (3 décembre 1988) (p. 2195)

– Les crédits sont adoptés (9 décembre 1988) (p. 2507).

EDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENTS SCOLAIRE ET SUPERIEUR

Discussion (2 décembre 1988) (p. 2077, 2128) :

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports; Mme Hélène Luc, MM. Jacques Delong, rapporteur spécial (enseignement scolaire); Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial (enseignement supérieur); Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire); Pierre Brantus, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement supérieur); Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique); Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique; Jean Francou, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Habert, François Lesein, Maurice Schumann, Gérard Delfau, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Paul Bataille, Daniel Millaud, Stéphane Bonduel, Jean Simonin, Paul Loridant, Marcel Henry, Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Masseret.

Affaires étrangères : *Habert (Jacques)* (p. 2100, 2101); *Jospin (Lionel)* (p. 2124).

Affaires étrangères (budget) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116).

- Analphabétisme : *Simonin (Jean)* (p. 2112).
- Associations : *Jospin (Lionel)* (p. 2091).
- Auxiliarat (enseignement) : *Delfau (Gérard)* (p. 2105).
- Baccalauréats : *Jospin (Lionel)* (p. 2079, 2093).
- Baccalauréats professionnels : *Chapuis (Robert)* (p. 2096).
- Bibliothèques : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107); *Brantus (Pierre)* (p. 2089); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086); *Jospin (Lionel)* (p. 2122).
- Bourses d'études : *Delfau (Gérard)* (p. 2105); *Delong (Jacques)* (p. 2083); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086); *Jospin (Lionel)* (p. 2078, 2081); *Séramy (Paul)* (p. 2088).
- Collectivités territoriales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2106); *Brantus (Pierre)* (p. 2090); *Delong (Jacques)* (p. 2083); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085, 2125); *Franco (Jean)* (p. 2096); *Jospin (Lionel)* (p. 2081, 2094, 2120, 2121, 2123); *Lesein (François)* (p. 2102, 2103); *Loridant (Paul)* (p. 2113); *Luc (Hélène)* (p. 2081); *Schumann (Maurice)* (p. 2103).
- Collèges : *Luc (Hélène)* (p. 2097); *Simonin (Jean)* (p. 2112).
- Communauté économique européenne (CEE) : *Jospin (Lionel)* (p. 2120).
- Conseil national des universités : *Delfau (Gérard)* (p. 2105).
- Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : *Chapuis (Robert)* (p. 2096, 2118).
- Constructions scolaires et universitaires : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2106); *Brantus (Pierre)* (p. 2089); *Henry (Marcel)* (p. 2114); *Jospin (Lionel)* (p. 2094, 2121); *Lesein (François)* (p. 2102); *Luc (Hélène)* (p. 2098); *Schumann (Maurice)* (p. 2104); *Simonin (Jean)* (p. 2111, 2112).
- Contrats de plan : *Jospin (Lionel)* (p. 2081).
- Cour des comptes : *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Jospin (Lionel)* (p. 2123).
- Décentralisation : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2125); *Jospin (Lionel)* (p. 2123); *Simonin (Jean)* (p. 2111).
- Défense (budget) : *Loridant (Paul)* (p. 2113).
- Départements : *Lesein (François)* (p. 2103).
- Diplômes : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2108); *Jospin (Lionel)* (p. 2119); *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Directeurs d'écoles : *Luc (Hélène)* (p. 2097).
- Direction des affaires générales, internationales et de la coopération (DAGIC) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116); *Habert (Jacques)* (p. 2100); *Jospin (Lionel)* (p. 2120, 2124).
- Documentation pédagogique : *Luc (Hélène)* (p. 2098).
- Echec scolaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115); *Delfau (Gérard)* (p. 2105); *Jospin (Lionel)* (p. 2092); *Luc (Hélène)* (p. 2097); *Séramy (Paul)* (p. 2088); *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Ecoles françaises à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 2100); *Jospin (Lionel)* (p. 2120).
- Ecoles normales : *Jospin (Lionel)* (p. 2121); *Lesein (François)* (p. 2103); *Luc (Hélène)* (p. 2097).
- Education nationale (budget) : *Delfau (Gérard)* (p. 2104); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Habert (Jacques)* (p. 2100); *Jospin (Lionel)* (p. 2077); *Lesein (François)* (p. 2101); *Loridant (Paul)* (p. 2113); *Millaud (Daniel)* (p. 2109).
- Education nationale (budget) (contrôle) : *Jospin (Lionel)* (p. 2079).
- Education nationale (ministère) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2108); *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116); *Delfau (Gérard)* (p. 2105); *Millaud (Daniel)* (p. 2110).
- Education physique et sportive (EPS) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2111); *Franco (Jean)* (p. 2096); *Jospin (Lionel)* (p. 2119, 2121); *Lesein (François)* (p. 2103); *Luc (Hélène)* (p. 2098).
- Effectifs scolaires : *Luc (Hélène)* (p. 2097); *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Emploi : *Loridant (Paul)* (p. 2113).
- Emplois publics (créations et suppressions) : *Brantus (Pierre)* (p. 2089); *Delfau (Gérard)* (p. 2104, 2105); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085); *Jospin (Lionel)* (p. 2077, 2078, 2080, 2121); *Lesein (François)* (p. 2101); *Luc (Hélène)* (p. 2097); *Séramy (Paul)* (p. 2087); *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Enseignants : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2107); *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115, 2116); *Chapuis (Robert)* (p. 2095); *Delfau (Gérard)* (p. 2105, 2106); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Jospin (Lionel)* (p. 2078, 2092, 2093, 2119, 2124); *Lesein (François)* (p. 2101); *Luc (Hélène)* (p. 2097, 2098); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2117); *Séramy (Paul)* (p. 2087, 2088); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2099).
- Enseignants chercheurs : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086).
- Enseignants (formation) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116); *Brantus (Pierre)* (p. 2089); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Habert (Jacques)* (p. 2100, 2101); *Jospin (Lionel)* (p. 2121); *Luc (Hélène)* (p. 2099); *Millaud (Daniel)* (p. 2110); *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Enseignants (recrutement) : *Chapuis (Robert)* (p. 2095); *Jospin (Lionel)* (p. 2092, 2119, 2120); *Millaud (Daniel)* (p. 2109); *Séramy (Paul)* (p. 2088); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2099).
- Enseignants (recrutement) (données chiffrées) : *Delong (Jacques)* (p. 2082).
- Enseignement artistique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115); *Delong (Jacques)* (p. 2083); *Jospin (Lionel)* (p. 2092); *Luc (Hélène)* (p. 2098); *Séramy (Paul)* (p. 2088).
- Enseignement français à l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116); *Habert (Jacques)* (p. 2125).
- Enseignement français à l'étranger (budget) : *Habert (Jacques)* (p. 2100, 2101).
- Enseignement (personnel mis à disposition) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115); *Delfau (Gérard)* (p. 2105); *Jospin (Lionel)* (p. 2091, 2123).
- Enseignement (personnel non enseignant) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107); *Delfau (Gérard)* (p. 2105, 2106); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085); *Jospin (Lionel)* (p. 2078, 2122).
- Enseignement préscolaire : *Jospin (Lionel)* (p. 2119); *Luc (Hélène)* (p. 2097).
- Enseignement primaire : *Franco (Jean)* (p. 2096); *Jospin (Lionel)* (p. 2124); *Lesein (François)* (p. 2103); *Millaud (Daniel)* (p. 2109); *Séramy (Paul)* (p. 2087).
- Enseignement privé : *Delong (Jacques)* (p. 2082, 2084).
- Enseignement (programmes) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2108); *Chapuis (Robert)* (p. 2118); *Jospin (Lionel)* (p. 2079); *Millaud (Daniel)* (p. 2110).
- Enseignement religieux : *Delong (Jacques)* (p. 2084); *Jospin (Lionel)* (p. 2092).
- Enseignement scolaire (budget) : *Jospin (Lionel)* (p. 2077).
- Enseignement secondaire : *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Lesein (François)* (p. 2103); *Luc (Hélène)* (p. 2097).
- Enseignement supérieur : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2106); *Bonduel (Stéphane)* (p. 2110); *Brantus (Pierre)* (p. 2089); *Chapuis (Robert)* (p. 2095, 2096); *Delfau (Gérard)* (p. 2105); *Delong (Jacques)* (p. 2082); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085, 2086, 2125); *Jospin (Lionel)* (p. 2078, 2081, 2093, 2094, 2120, 2121, 2122, 2124); *Lesein (François)* (p. 2102); *Loridant (Paul)* (p. 2113); *Luc (Hélène)* (p. 2081); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2117); *Millaud (Daniel)* (p. 2109); *Schumann (Maurice)* (p. 2103, 2104).
- Enseignement supérieur (budget) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2111); *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2084, 2085, 2087); *Jospin (Lionel)* (p. 2080).

- Enseignement supérieur (grands établissements) : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086).
- Enseignement supérieur privé : *Brantus (Pierre)* (p. 2089) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2094) ; *Lesein (François)* (p. 2102).
- Enseignement technique et professionnel : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2094, 2117, 2118) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2119) ; *Lesein (François)* (p. 2102) ; *Luc (Hélène)* (p. 2098) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Enseignement technique et professionnel (budget) : *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Enseignement technique et professionnel (orientation) : *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Enseignement technique et professionnel (programmes) : *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Entreprises : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2095, 2096, 2117) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2123) ; *Lesein (François)* (p. 2102) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2110).
- Equipements scolaires : *Chapuis (Robert)* (p. 2095, 2117) ; *Delong (Jacques)* (p. 2084) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086) ; *Lesein (François)* (p. 2102).
- Equipements sportifs : *Francou (Jean)* (p. 2096).
- Essonne (département) : *Simonin (Jean)* (p. 2112).
- Etudes surveillées : *Jospin (Lionel)* (p. 2120) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2100).
- Etudiants : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107) ; *Brantus (Pierre)* (p. 2089) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2081, 2122).
- Etudiants (enseignement technique) : *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Examens et concours : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116) ; *Delong (Jacques)* (p. 2084).
- Finances locales : *Brantus (Pierre)* (p. 2090) ; *Delong (Jacques)* (p. 2084) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2092, 2124).
- Finances publiques : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085).
- Fonds d'aide à l'innovation : *Delfau (Gérard)* (p. 2105) ; *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2079) ; *Séramy (Paul)* (p. 2088).
- Formation continue : *Chapuis (Robert)* (p. 2096) ; *Habert (Jacques)* (p. 2100).
- Formation en alternance : *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2110).
- Formation professionnelle : *Chapuis (Robert)* (p. 2095, 2118).
- Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116) ; *Habert (Jacques)* (p. 2100, 2101) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2120).
- Ile-de-France (région) : *Jospin (Lionel)* (p. 2122) ; *Simonin (Jean)* (p. 2111).
- Informatique : *Delong (Jacques)* (p. 2083).
- Insertion sociale : *Chapuis (Robert)* (p. 2095, 2118) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2091).
- Instituteurs : *Delong (Jacques)* (p. 2082) ; *Francou (Jean)* (p. 2096) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2078) ; *Lesein (François)* (p. 2103) ; *Simonin (Jean)* (p. 2112).
- Instituteurs (logement) : *Jospin (Lionel)* (p. 2121) ; *Lesein (François)* (p. 2102).
- Instituts universitaires de technologie (IUT) : *Jospin (Lionel)* (p. 2123) ; *Loridant (Paul)* (p. 2114) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Langue et culture françaises : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2108) ; *Delong (Jacques)* (p. 2084) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2092) ; *Simonin (Jean)* (p. 2112).
- Langues et cultures étrangères : *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2092, 2094) ; *Séramy (Paul)* (p. 2088) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2099).
- La Rochelle (ville) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2110) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2123).
- Liban : *Francou (Jean)* (p. 2096, 2097) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2119).
- Lois d'orientation : *Delfau (Gérard)* (p. 2104, 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2079, 2081) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2099).
- Lycées : *Luc (Hélène)* (p. 2097).
- Lycées d'enseignement professionnel (LEP) : *Chapuis (Robert)* (p. 2095) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Lycées (données chiffrées) : *Jospin (Lionel)* (p. 2078).
- Maîtres directeurs : *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2092).
- Mayotte : *Henry (Marcel)* (p. 2114) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2124).
- Médecine scolaire : *Lesein (François)* (p. 2103) ; *Luc (Hélène)* (p. 2098).
- Missions de réflexion : *Jospin (Lionel)* (p. 2079) ; *Séramy (Paul)* (p. 2087, 2088).
- Moselle (département) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2116).
- Nouvelle-Calédonie : *Jospin (Lionel)* (p. 2093) ; *Loridant (Paul)* (p. 2113).
- Oeuvres universitaires et scolaires : *Brantus (Pierre)* (p. 2089) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2109).
- Organisation administrative : *Delfau (Gérard)* (p. 2105).
- Parents d'élèves : *Delfau (Gérard)* (p. 2106).
- Parlement (rôle) : *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085).
- Patrimoine immobilier : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086).
- Pédagogie : *Luc (Hélène)* (p. 2098).
- Politique de l'éducation : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2107) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2079, 2080, 2093, 2119) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2109) ; *Séramy (Paul)* (p. 2087) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2099).
- Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 2108, 2109).
- Procédure budgétaire : *Delong (Jacques)* (p. 2083, 2084) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2085, 2087) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2093) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2090).
- Professeurs : *Delong (Jacques)* (p. 2082) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2078).
- Recherche universitaire : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107) ; *Brantus (Pierre)* (p. 2089, 2090) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2105) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2081, 2093, 2094).
- Régions : *Delong (Jacques)* (p. 2084) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2081, 2121) ; *Lesein (François)* (p. 2102) ; *Loridant (Paul)* (p. 2113) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2117) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2103, 2104).
- Réponse à M. Bataille : *Jospin (Lionel)* (p. 2122).
- Réponse à M. Bayle : *Chapuis (Robert)* (p. 2118) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2120, 2124).
- Réponse à Mme Bidard-Reydet : *Jospin (Lionel)* (p. 2122).
- Réponse à M. Bonduel : *Jospin (Lionel)* (p. 2123).
- Réponse à M. Brantus : *Jospin (Lionel)* (p. 2094).
- Réponse à M. Delfau : *Jospin (Lionel)* (p. 2121, 2122).
- Réponse à M. Delong : *Jospin (Lionel)* (p. 2091, 2092).
- Réponse à M. Descours Desacres : *Chapuis (Robert)* (p. 2096) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2093).
- Réponse à M. Francou : *Jospin (Lionel)* (p. 2118).
- Réponse à M. Habert : *Jospin (Lionel)* (p. 2120).

Réponse à M. Henry : *Jospin (Lionel)* (p. 2124).

Réponse à M. Lesein : *Chapuis (Robert)* (p. 2117) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2120).

Réponse à M. Loridant : *Chapuis (Robert)* (p. 2117) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2124).

Réponse à Mme Luc : *Jospin (Lionel)* (p. 2119, 2120).

Réponse à M. Masseret : *Jospin (Lionel)* (p. 2124).

Réponse à M. Millaud : *Jospin (Lionel)* (p. 2123).

Réponse à M. Schumann : *Chapuis (Robert)* (p. 2117) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2121).

Réponse à M. Séramy : *Jospin (Lionel)* (p. 2093).

Réponse à M. Simonin : *Jospin (Lionel)* (p. 2123).

Réponse à M. Taittinger : *Jospin (Lionel)* (p. 2120).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2116).

Rythmes scolaires : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 2108) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2111) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2093, 2118) ; *Lesein (François)* (p. 2103).

Salaires, traitements et indemnités : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2115, 2116) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2107) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2095) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2106) ; *Delong (Jacques)* (p. 2082, 2083) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2086) ; *Henry (Marcel)* (p. 2114) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2080) ; *Luc (Hélène)* (p. 2098) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2110) ; *Séramy (Paul)* (p. 2087).

Seine-Saint-Denis (département) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2122).

Sport de haut niveau : *Franco (Jean)* (p. 2096).

Transports scolaires : *Lesein (François)* (p. 2102).

Travail (conditions) : *Delfau (Gérard)* (p. 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2080) ; *Séramy (Paul)* (p. 2087).

Université française du Pacifique : *Jospin (Lionel)* (p. 2123) ; *Loridant (Paul)* (p. 2113) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2109).

Universités : *Brantus (Pierre)* (p. 2089) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2105, 2106) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2122, 2124) ; *Loridant (Paul)* (p. 2113).

Universités (inscriptions des étudiants) : *Loridant (Paul)* (p. 2114).

Val-de-Marne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 2098).

Zones d'éducation prioritaires (ZEP) : *Delong (Jacques)* (p. 2083) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2079, 2092) ; *Séramy (Paul)* (p. 2088).

Examen des crédits (2 décembre 1988) (p. 2125, 2128) : *MM. Jacques Delong, Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial ; Lionel Jospin, ministre ; Mme Hélène Luc.*

Etat B – TITRE III (p. 2125).

Retiré : amendement n° II-14 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial : réduction des crédits du titre III « afin de protester contre l'inscription de crédits à titre de provision » (p. 2126).

– Les crédits du titre III sont adoptés (p. 2126).

TITRE IV – Adopté (p. 2125).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 2126).

Après l'art. 62 bis (p. 2126).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° II-1 de M. Jacques Descours Desacres : financement du logement des instituteurs et versement d'une indemnité compensatrice (p. 2612 ; précédemment réservé p. 2128).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° II-28 de M. Jacques Delong, rapporteur spécial : financement du logement des ins-

tituteurs et versement d'une indemnité compensatrice (p. 2610 ; précédemment réservé p. 2128).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2612).

EDUCATION NATIONALE

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (2 décembre 1988) (p. 2128, 2140) :

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Stéphane Bonduel, rapporteur spécial ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Mme Hélène Luc, MM. Jules Faigt, Jean-Pierre Masseret.

Aménagement du temps : *Bambuck (Roger)* (p. 2129, 2136, 2137) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2132) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135) ; *Lesein (François)* (p. 2134).

Associations : *Bambuck (Roger)* (p. 2128) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135).

Centres de vacances et de loisirs : *Bambuck (Roger)* (p. 2130).

Centres d'information jeunesse : *Bambuck (Roger)* (p. 2130) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131).

Collectivités territoriales : *Luc (Hélène)* (p. 2134).

Contrats bleus : *Lesein (François)* (p. 2134).

Dopage : *Bambuck (Roger)* (p. 2129) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131, 2132).

Economie sociale : *Bambuck (Roger)* (p. 2128).

Education populaire : *Bambuck (Roger)* (p. 2128).

Emplois (créations et suppressions) : *Bambuck (Roger)* (p. 2129) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131).

Equipements sportifs : *Bambuck (Roger)* (p. 2130, 2137) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2132) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135).

Fédérations sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 2137, 2138) ; *Lesein (François)* (p. 2133).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : *Bambuck (Roger)* (p. 2128, 2136) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135).

Fonds national de développement de la vie associative (FNDA) : *Bambuck (Roger)* (p. 2130) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Bambuck (Roger)* (p. 2129, 2130, 2136, 2137) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2130, 2131, 2132) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135) ; *Lesein (François)* (p. 2133) ; *Luc (Hélène)* (p. 2134).

Formation continue : *Bambuck (Roger)* (p. 2130).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bambuck (Roger)* (p. 2128).

Jeunesse : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131).

Jeunesse et sports (budget) : *Bambuck (Roger)* (p. 2129) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2130) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135) ; *Luc (Hélène)* (p. 2134) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2136).

Jeunesse et sports (ministère) : *Bambuck (Roger)* (p. 2130) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131).

Jeux méditerranéens : *Bambuck (Roger)* (p. 2137) ; *Faigt (Roger)* (p. 2135).

Jeux olympiques : *Bambuck (Roger)* (p. 2130) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2133).

Loto : *Bambuck (Roger)* (p. 2136) ; *Lesein (François)* (p. 2133).

Loto sportif : *Bambuck (Roger)* (p. 2137) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131, 2132, 2133).

Médecine sportive : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2132) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135) ; *Lesein (François)* (p. 2133).

Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) : *Bambuck (Roger)* (p. 2136) ; *Lesein (François)* (p. 2133).

Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) : *Bambuck (Roger)* (p. 2136) ; *Lesein (François)* (p. 2133).

Politique de la jeunesse : *Bambuck (Roger)* (p. 2128) ; *Faigt (Jules)* (p. 2135).

Procédure budgétaire : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131).

Réponse à M. Bonduel : *Bambuck (Roger)* (p. 2136, 3137).

Réponse à M. Faigt : *Bambuck (Roger)* (p. 2137).

Réponse à M. Lesein : *Bambuck (Roger)* (p. 2136).

Réponse à Mme Luc : *Bambuck (Roger)* (p. 2136, 2137, 2138).

Réponse à M. Masseret : *Bambuck (Roger)* (p. 2137, 2138).

Révolution française (bicentenaire) : *Bambuck (Roger)* (p. 2128).

Rythmes scolaires : voir Aménagement du temps.

Sections sport études : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2132).

Sport dans l'entreprise : *Bambuck (Roger)* (p. 2129).

Sport de haut niveau : *Bambuck (Roger)* (p. 2129, 2137) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2132) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2136).

Sports : *Bambuck (Roger)* (p. 2129, 2136, 2137, 2138) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2131) ; *Lesein (François)* (p. 2133) ; *Luc (Hélène)* (p. 2134) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2136).

Examen des crédits (2 décembre 1988) (p. 2139, 2140) : *Mme Hélène Luc*, *MM. Edouard Le Jeune*, *Stéphane Bonduel*, rapporteur spécial ; *Roger Bambuck*, secrétaire d'Etat ; *François Lesein* - Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), Conseil national de la vie associative (CNVA), sports, aménagement du temps, sport de haut niveau, enseignement supérieur.

Etat B - TITRES III ET IV - Adoptés (p. 2140).

Etat C - TITRES V ET VI - Adoptés (p. 2140).

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

I - URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS

Discussion (1^{er} décembre 1988) (p. 2046, 2065) :

MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; *Ernest Cartigny*, rapporteur spécial ; *Robert Laucournet*, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement) ; *André Rouvière*, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme) ; *Charles Bonifay*, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; *François Louisy*, *Jean-Luc Bécart*, *José Balarello*, *Louis de Catuelan*, *Jacques Delong*, *René Régnauld*, *Marcel Vidal*.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2051) ; *Delong (Jacques)* (p. 2061) ; *Faure (Maurice)* (p. 2046, 2047, 2048).

Aide personnalisée au logement (APL) : *Balarello (José)* (p. 2058, 2059) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2051) ; *Faure (Maurice)* (p. 2047, 2048, 2065) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054) ; *Régnauld (René)* (p. 2062, 2063).

Allocation logement : *Cartigny (Ernest)* (p. 2050).

Architecture : *Balarello (José)* (p. 2060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2053) ; *Rouvière (André)* (p. 2055).

Architecture (enseignement) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2053) ; *Rouvière (André)* (p. 2055).

Bâtiment et travaux publics : *Balarello (José)* (p. 2059, 2060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2049, 2050, 2053) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Faure (Maurice)* (p. 2064, 2065) ; *Régnauld (René)* (p. 2062).

Collectivités territoriales : *Rouvière (André)* (p. 2055).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Faure (Maurice)* (p. 2064) ; *Louisy (François)* (p. 2057).

Décentralisation : *Rouvière (André)* (p. 2055).

Equipements collectifs : *Laucournet (Robert)* (p. 2054).

Fiscalité : *Balarello (José)* (p. 2059) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2050).

Fonds national d'aide au logement (FNAL) : *Balarello (José)* (p. 2059) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2051).

Grand marché intérieur (CEE) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2050) ; *Faure (Maurice)* (p. 2065).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 2058, 2059, 2060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2052) ; *Faure (Maurice)* (p. 2047) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2053, 2054) ; *Régnauld (René)* (p. 2062).

Institut géographique national (IGN) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2053).

Logement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2057) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2052, 2053) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Delong (Jacques)* (p. 2061, 2062) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054, 2055).

Logement (aides au) : *Balarello (José)* (p. 2058, 2059, 2060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2051, 2052) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Delong (Jacques)* (p. 2061) ; *Faure (Maurice)* (p. 2047, 2048, 2049, 2065) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054, 2055) ; *Louisy (François)* (p. 2057) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2063).

Logement social : *Balarello (José)* (p. 2060) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Delong (Jacques)* (p. 2062) ; *Faure (Maurice)* [p. 2064] ; *Louisy (François)* (p. 2057) ; *Régnauld (René)* (p. 2062) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2063, 2064).

Loyers : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2057) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2052, 2053) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Delong (Jacques)* (p. 2061, 2062) ; *Faure (Maurice)* (p. 2049).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Rouvière (André)* (p. 2056).

Prêts d'accèsion à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 2058, 2059, 2060) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2058) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2050, 2051) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2061) ; *Faure (Maurice)* (p. 2046, 2047, 2048, 2064) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054) ; *Louisy (François)* (p. 2057) ; *Régnauld (René)* (p. 2062) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2064).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Balarello (José)* (p. 2058, 2059) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Delong (Jacques)* (p. 2062) ; *Faure (Maurice)* (p. 2047, 2064) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2053) ; *Régnauld (René)* (p. 2062).

Primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2051, 2052) ; *Faure (Maurice)* (p. 2065).

Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : *Balarello (José)* (p. 2059) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2052) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054).

Propriété (accession à la) : *Faure (Maurice)* (p. 2064) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2063, 2064).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Balarello (José)* (p. 2058).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Faure (Maurice)* (p. 2048, 2064) ; *Louisy (François)* (p. 2057).

Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) : *Rouvière (André)* (p. 2056).

Urbanisme : *Balarello (José)* (p. 2058) ; *Bonifay (Charles)* (p. 2056) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2052, 2053) ; *Delong (Jacques)* (p. 2061) ; *Faure (Maurice)* (p. 2049) ; *Rouvière (André)* (p. 2055).

Urbanisme et logement (crédits) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2050, 2051, 2052) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2060) ; *Faure (Maurice)* (p. 2046) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2054) ; *Régnauld (René)* (p. 2062) ; *Rouvière (André)* (p. 2055).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen de l'ensemble des crédits du ministère de l'équipement et du logement) (p. 2066, 2067) et **des articles 63, 64 et 65** (1^{er} décembre 1988) (p. 2067, 2069) : *MM. Pierre Matraja, Jean-Luc Bécart, Ernest Cartigny, rapporteur spécial; José Balarello, Maurice Faure, ministre; Robert Laucournet, rapporteur pour avis.*

Art. 63 (Modification de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation) (p. 2067) – Suppression maintenue (p. 2067).

Art. 64 (Taux de participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 2067).

Adoptés : amendements identiques n° II-13 de M. Ernest Cartigny, rapporteur spécial, et n° II-29 de M. José Balarello : relèvement du taux de la contribution des employeurs au financement du fonds national d'aide au logement (FNAL) et abaissement du taux de la contribution à l'effort de construction (p. 2069 ; scrutin public n° 66).

Rejeté : amendement n° II-31 de M. Jean-Luc Bécart : relèvement du taux de participation des employeurs à l'effort de construction (p. 2068).

– L'article 64, ainsi modifié, est adopté (p. 2069).

Après l'art. 64 (p. 2069).

Rejeté : amendement n° II-30 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exonération de la taxe foncière pour les organismes d'HLM ainsi que pour les foyers ayant accédé à la propriété avant 1973 (p. 2069).

Art. 65 (Reconduction de la dotation globale d'équipement des agglomérations nouvelles) – Adopté (p. 2069).

– Les crédits sont adoptés (9 décembre 1988) (p. 2528, 2529).

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

II – ROUTES

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2512, 2520 ; 2522, 2529) :

MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement; Paul Loridant, rapporteur spécial; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes); José Balarello, Daniel Hoeffel, Ernest Cartigny, Jean-Jacques Robert, Louis Longuequeue, Robert Vizet, Louis Brives, Paul Masson.

Accidents de la circulation : *Cartigny (Ernest)* (p. 2522).

Aéroports : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2523).

Alpes-Maritimes (département) : *Balarello (José)* (p. 2518, 2519).

Alsace (région) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 2519).

Autoroutes : *Balarello (José)* (p. 2518) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 2517, 2518) ; *Faure (Maurice)* (p. 2513, 2527, 2528) ; *Loridant (Paul)* (p. 2515) ; *Masson (Paul)* (p. 2525) ; *Vizet (Robert)* (p. 2524).

Autoroutes (financement) : *Faure (Maurice)* (p. 2514, 2526) ; *Loridant (Paul)* (p. 2515).

Auvergne (région) : *Loridant (Paul)* (p. 2515, 2516).

Bâtiment et travaux publics : *Cartigny (Ernest)* (p. 2523) ; *Faure (Maurice)* (p. 2514).

Calamités et catastrophes : *Faure (Maurice)* (p. 2514).

Circulation routière : *Cartigny (Ernest)* (p. 2522) ; *Faure (Maurice)* (p. 2527) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2523).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Loridant (Paul)* (p. 2516).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Faure (Maurice)* (p. 2513).

Contrats de plan Etat-régions : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Faure (Maurice)* (p. 2514, 2526) ; *Loridant (Paul)* (p. 2516).

Corée : *Cartigny (Ernest)* (p. 2523).

Ecole nationale supérieure des ponts et chaussées : *Faure (Maurice)* (p. 2514).

Espagne : *Faure (Maurice)* (p. 2527).

Essonne (département) : *Loridant (Paul)* (p. 2516) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2523).

Europe : *Faure (Maurice)* (p. 2513) ; *Loridant (Paul)* (p. 2515).

Fonds de concours : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Faure (Maurice)* (p. 2526) ; *Masson (Paul)* (p. 2525).

Francilienne : voir Ile-de-France (région).

Ile-de-France (région) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2522) ; *Faure (Maurice)* (p. 2526, 2527) ; *Loridant (Paul)* (p. 2515) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2523) ; *Vizet (Robert)* (p. 2524).

Investissements : *Braconnier (Jacques)* (p. 2516) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2522).

Investissements (délais) : *Faure (Maurice)* (p. 2528).

Investissements (données chiffrées) : *Faure (Maurice)* (p. 2513, 2514).

Investissements (financement) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2522).

Italie : *Balarello (José)* (p. 2519).

Jeux olympiques : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Loridant (Paul)* (p. 2516).

Limousin (région) : *Faure (Maurice)* (p. 2527) ; *Longuequeue (Louis)* (p. 2523, 2524).

Loiret (département) : *Masson (Paul)* (p. 2525).

Midi-Pyrénées (région) : *Faure (Maurice)* (p. 2527).

Orléans (ville) : *Masson (Paul)* (p. 2525).

Péages : *Braconnier (Jacques)* (p. 2518) ; *Faure (Maurice)* (p. 2513, 2526, 2527) ; *Loridant (Paul)* (p. 2515) ; *Masson (Paul)* (p. 2526) ; *Vizet (Robert)* (p. 2524).

Picardie (région) : *Braconnier (Jacques)* (p. 2518) ; *Faure (Maurice)* (p. 2527).

Régions : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Faure (Maurice)* (p. 2513).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2523) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2519).

Réseau numérique à intégration de services (RNIS) (Numéris) : *Braconnier (Jacques)* (2517).

Réseau routier et autoroutier : *Faure (Maurice)* (p. 2513) ; *Longuequeue (Louis)* (p. 2523).

Réseau routier et autoroutier (budget) : *Loridant (Paul)* (p. 2515).

Réseau routier et autoroutier (entretien) : *Braconnier (Jacques)* (p. 2518) ; *Faure (Maurice)* (p. 2514).

Routes : *Loridant (Paul)* (p. 2515, 2516).

Routes (N20) : *Longuequeue (Louis)* (p. 2523, 2524).

Schéma routier directeur national : *Faure (Maurice)* (p. 2513).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 2525).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Braconnier (Jacques)* (p. 2517) ; *Faure (Maurice)* (p. 2526) ; *Masson (Paul)* (p. 2525).

Train à grande vitesse (TGV) : *Longuequeue (Louis)* (p. 2524).

Transports routiers : *Braconnier (Jacques)* (p. 2518).

Tunnels routiers : *Balarello (José)* (p. 2519) ; *Faure (Maurice)* (p. 2527).

Examen des crédits (9 décembre 1988) (p. 2528, 2529) : *Mme Hélène Luc, MM. Maurice Faure, ministre; Gérard Delfau – Autoroutes (A86), autoroutes (Lodève-Montpellier).*

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 2528).

Etat C - TITRES V ET VI - Adoptés (p. 2529).

Etat D - TITRE III - Adopté (p. 2529).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

I - INDUSTRIE

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2217, 2242) :

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire; Jean-François Pintat, rapporteur spécial; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie); Jacques Bellanger, en remplacement de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie); Tony Larue, Louis Minetti, Jean-François Pintat, Xavier de Villepin, Jacques Moutet, Maurice Schumann, André Rouvière, Henri Portier, Gérard Delfau, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2226).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Fauroux (Roger)* (p. 2219); *Pintat (Jean-François)* (p. 2222).

Aquitaine (région) : *Fauroux (Roger)* (p. 2241); *Pintat (Jean-François)* (p. 2229).

Aube (département) : *Portier (Henri)* (p. 2233).

Automobile (industrie) : *Collomb (Francisque)* (p. 2224).

Charbon : *Bellanger (Jacques)* (p. 2225); *Collomb (Francisque)* (p. 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2237, 2238); *Minetti (Louis)* (p. 2228).

Commerce extérieur : *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2238); *Larue (Tony)* (p. 2226); *Moutet (Jacques)* (p. 2231); *Pintat (Jean-François)* (p. 2222); *Poncelet (Christian)* (p. 2234, 2238).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Fauroux (Roger)* (p. 2219); *Minetti (Louis)* (p. 2228).

Conjoncture économique : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Fauroux (Roger)* (p. 2218); *Moutet (Jacques)* (p. 2231).

Construction navale : *Collomb (Francisque)* (p. 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2238); *Minetti (Louis)* (p. 2227, 2228, 2241).

Contrats d'objectifs pluriannuels : *Pintat (Jean-François)* (p. 2223).

Directions régionales de l'industrie et de la recherche : *Fauroux (Roger)* (p. 2240).

Electricité : *Bellanger (Jacques)* (p. 2225); *Fauroux (Roger)* (p. 2237); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221).

Electronique (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 2219).

Emploi : *Delfau (Gérard)* (p. 2234); *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2220, 2236); *Minetti (Louis)* (p. 2227); *Poncelet (Christian)* (p. 2235); *Portier (Henri)* (p. 2233).

Energie : *Bellanger (Jacques)* (p. 2224, 2226); *Fauroux (Roger)* (p. 2237, 2238); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221).

Energie nucléaire : *Fauroux (Roger)* (p. 2237); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221, 2229).

Entreprises : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Delfau (Gérard)* (p. 2234); *Fauroux (Roger)* (p. 2220); *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Entreprises publiques : *Collomb (Francisque)* (p. 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2236, 2237); *Pintat (Jean-François)* (p. 2222, 2223).

Entreprises (transmission) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Fiscalité : *Bellanger (Jacques)* (p. 2225); *Moutet (Jacques)* (p. 2231); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221); *Schumann (Maurice)* (p. 2232); *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Fonds d'innovation industrielle : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Delfau (Gérard)* (p. 2234).

Gard (département) : *Fauroux (Roger)* (p. 2241); *Rouvière (André)* (p. 2232, 2233).

Gaz : *Bellanger (Jacques)* (p. 2225); *Fauroux (Roger)* (p. 2238); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2226); *Collomb (Francisque)* (p. 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2237); *Moutet (Jacques)* (p. 2231).

Industrie (budget) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2224); *Collomb (Francisque)* (p. 2223, 2224); *Delfau (Gérard)* (p. 2234); *Fauroux (Roger)* (p. 2219, 2236); *Minetti (Louis)* (p. 2228); *Pintat (Jean-François)* (p. 2222, 2229); *Poncelet (Christian)* (p. 2235).

Industrie (ministère) : *Fauroux (Roger)* (p. 2220).

Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) : *Fauroux (Roger)* (p. 2238); *Minetti (Louis)* (p. 2228).

Investissements : *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2236); *Larue (Tony)* (p. 2226); *Minetti (Louis)* (p. 2227, 2228); *Poncelet (Christian)* (p. 2235); *Rouvière (André)* (p. 2232).

Machines et équipements de conception avancée : *Pintat (Jean-François)* (p. 2229).

Normalisation : *Collomb (Francisque)* (p. 2223, 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2220, 2240); *Pintat (Jean-François)* (p. 2222).

Pétrole : *Bellanger (Jacques)* (p. 2225, 2226); *Fauroux (Roger)* (p. 2237).

Politique industrielle : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Fauroux (Roger)* (p. 2218, 2219); *Minetti (Louis)* (p. 2227, 2228); *Pintat (Jean-François)* (p. 2221); *Poncelet (Christian)* (p. 2235); *Rouvière (André)* (p. 2232); *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Politique industrielle internationale : *Villepin (Xavier de)* (p. 2230).

Politique monétaire et financière : *Fauroux (Roger)* (p. 2236).

Procédure : *Pintat (Jean-François)* (p. 2229).

Pyrénées-Atlantiques (département) : *Fauroux (Roger)* (p. 2241); *Moutet (Jacques)* (p. 2231, 2232).

Recherche : *Collomb (Francisque)* (p. 2223); *Fauroux (Roger)* (p. 2219); *Minetti (Louis)* (p. 2228).

Reconversion industrielle : *Fauroux (Roger)* (p. 2219).

Sidérurgie (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 2218).

Textile (industrie) : *Collomb (Francisque)* (p. 2224); *Fauroux (Roger)* (p. 2219, 2239, 2240); *Poncelet (Christian)* (p. 2235, 2236); *Portier (Henri)* (p. 2233); *Schumann (Maurice)* (p. 2232, 2239).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à l'aménagement du territoire) et de l'article 66 (5 décembre 1988) (p. 2241, 2242) : *MM. Maurice Schumann, Michel Miroudot.*

Art. 66 (Actualisation du barème des redevances auxquelles sont assujetties les exploitations des installations nucléaires de base) - Adopté (p. 2242).

- Les crédits sont adoptés (5 décembre 1988) (p. 2257).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

II - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2242, 2255) :

MM. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial; Jean Puech, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jacques Boyer-Andrievet, Louis Minetti, Xavier de Villepin, Georges Mouly, André Delelis, Jean-François Pintat, Daniel Percheron, Jean-Eric Bousch.

Aménagement du territoire (budget): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 2251, 2252); *Chérèque (Jacques)* (p. 2243, 2244, 2252); *Minetti (Louis)* (p. 2248); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2244); *Mouly (Georges)* (p. 2248); *Villepin (Xavier de)* (p. 2248).

Aménagement du territoire (objectifs): *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2247); *Chérèque (Jacques)* (p. 2242, 2252); *Mouly (Georges)* (p. 2248); *Puech (Jean)* (p. 2246); *Villepin (Xavier de)* (p. 2248).

Aquitaine (région): *Pintat (Jean-François)* (p. 2250).

Collectivités territoriales: *Chérèque (Jacques)* (p. 2243).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT): *Chérèque (Jacques)* (p. 2244, 2253); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2244).

Communauté économique européenne (CEE): *Chérèque (Jacques)* (p. 2253, 2254); *Pintat (Jean-François)* (p. 2250); *Puech (Jean)* (p. 2246, 2247); *Villepin (Xavier de)* (p. 2248).

Contrats de plan: *Chérèque (Jacques)* (p. 2243, 2244, 2253); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2245); *Mouly (Georges)* (p. 2249); *Pintat (Jean-François)* (p. 2250); *Puech (Jean)* (p. 2246); *Villepin (Xavier de)* (p. 2248).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): *Chérèque (Jacques)* (p. 2254); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2245); *Mouly (Georges)* (p. 2249); *Puech (Jean)* (p. 2246).

Fonds de développement industriel: *Chérèque (Jacques)* (p. 2244).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT): *Chérèque (Jacques)* (p. 2253); *Mouly (Georges)* (p. 2249).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR): *Chérèque (Jacques)* (p. 2252, 2253); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2245); *Mouly (Georges)* (p. 2249).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM): *Chérèque (Jacques)* (p. 2244, 2252); *Mouly (Georges)* (p. 2249).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE): *Chérèque (Jacques)* (p. 2244, 2253); *Mouly (Georges)* (p. 2249); *Puech (Jean)* (p. 2246).

Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (GIRZOM): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 2252); *Chérèque (Jacques)* (p. 2253, 2254); *Delelis (André)* (p. 2250); *Percheron (Daniel)* (p. 2251).

Nord-Pas-de-Calais (région): *Chérèque (Jacques)* (p. 2254); *Delelis (André)* (p. 2249, 2250); *Percheron (Daniel)* (p. 2251).

Planification: *Chérèque (Jacques)* (p. 2242).

Poitou-Charentes (région): *Pintat (Jean-François)* (p. 2250).

Primes d'aménagement du territoire: *Bousch (Jean-Eric)* (p. 2252); *Chérèque (Jacques)* (p. 2244, 2252); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2244, 2245).

Reconversion industrielle: *Chérèque (Jacques)* (p. 2243, 2254).

Redéveloppement économique: *Chérèque (Jacques)* (p. 2244).

Réseau routier et autoroutier: *Bousch (Jean-Eric)* (p. 2252); *Delelis (André)* (p. 2250); *Mouly (Georges)* (p. 2249); *Puech (Jean)* (p. 2246).

Service public: *Chérèque (Jacques)* (p. 2254); *Puech (Jean)* (p. 2246).

Zones rurales: *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2247); *Chérèque (Jacques)* (p. 2243, 2252, 2253, 2254); *Minetti (Louis)* (p. 2248); *Mouly (Georges)* (p. 2249); *Pintat (Jean-François)* (p. 2250); *Puech (Jean)* (p. 2246).

Zones urbaines: *Chérèque (Jacques)* (p. 2243).

Examen des crédits (5 décembre 1988) (p. 2255, 2257) (précédemment réservés p. 2241): *MM. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial; Jacques Chérèque, ministre; Gérard Delfau, Roger Fauroux, ministre.*

bert, rapporteur spécial; Jacques Chérèque, ministre; Gérard Delfau, Roger Fauroux, ministre.

Etat B – TITRE III (p. 2255).

Adopté: amendement n° II-17 de M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial: réduction de ces crédits (p. 2256; scrutin public n° 67).

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2256).

TITRE IV (p. 2256).

Adopté: amendement n° II-18 de M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial: accroissement de la réduction de crédits figurant au titre IV (p. 2256; scrutin public n° 68).

– Les crédits figurant au titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2256).

Etat C – TITRE V (p. 2256).

Adoptés: amendement n° II-19 de M. Geoffroy de Montalembert: réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 2257; scrutin public n° 69) – Amendement n° II-15 de la commission des finances (précédemment adopté p. 2165).

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2257).

TITRE VI (p. 2257).

Adoptés: amendement n° II-20 de M. Geoffroy de Montalembert: réduction de ces autorisations de programme et de ces crédits de paiement (p. 2257; scrutin public n° 70) – Amendement n° II-16 de la commission des finances (précédemment adopté p. 2165).

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2257).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

III – COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (3 décembre 1988) (p. 2165, 2181):

MM. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat; René Ballayer, rapporteur spécial; Philippe François, en remplacement de M. Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Edouard Le Jeune; Georges Mouly, Robert Laucournet.

Apprentissage: *Ballayer (René)* (p. 2169); *Doubin (François)* (p. 2166, 2167, 2168, 2177); *Laucournet (Robert)* (p. 2174); *Le Jeune (Edouard)* (p. 2173).

Chambres de commerce et d'industrie: *Doubin (François)* (p. 2166).

Chambres des métiers: *Doubin (François)* (p. 2166).

Charges sociales (sauf entreprises): *Doubin (François)* (p. 2178).

Chèques: *Doubin (François)* (p. 2179); *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172).

Code du travail: *Doubin (François)* (p. 2179); *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Commerce et artisanat: *Ballayer (René)* (p. 2169, 2170); *Doubin (François)* (p. 2165, 2168, 2178); *Laucournet (Robert)* (p. 2174); *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172); *Mouly (Georges)* (p. 2173).

Contrats de plan: *Ballayer (René)* (p. 2170); *Doubin (François)* (p. 2166, 2177); *Laucournet (Robert)* (p. 2174).

Cotisations sociales: *Doubin (François)* (p. 2169).

Décisions de justice: *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): *Doubin (François)* (p. 2165).

Emplois (créations et suppressions): *Doubin (François)* (p. 2165); *Mouly (Georges)* (p. 2173).

Enseignement supérieur : *Doubin (François)* (p. 2167).

Entreprises : *Doubin (François)* (p. 2165, 2167) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172).

Entreprises (création) : *François (Philippe)* (p. 2171).

Exode rural : *Doubin (François)* (p. 2168).

Fiscalité : *Doubin (François)* (p. 2166, 2167) ; *François (Philippe)* (p. 2171) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Ballayer (René)* (p. 2170) ; *Doubin (François)* (p. 2166, 2178) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2174).

Formation professionnelle : *Ballayer (René)* (p. 2169, 2170) ; *Doubin (François)* (p. 2166, 2167, 2177) ; *Mouly (Georges)* (p. 2173).

Grandes surfaces : *Doubin (François)* (p. 2179).

Grand marché intérieur (CEE) : *Le Jeune (Edouard)* (p. 2173) ; *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Doubin (François)* (p. 2168).

Limousin (région) : *Laucournet (Robert)* (p. 2175).

Plan : *Doubin (François)* (p. 2177).

Politique économique et sociale : *Doubin (François)* (p. 2166).

Pouvoir d'achat : *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Prêts bonifiés : *Ballayer (René)* (p. 2170) ; *Doubin (François)* (p. 2177) ; *François (Philippe)* (p. 2171) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2174) ; *Mouly (Georges)* (p. 2173).

Protection sociale : *Doubin (François)* (p. 2169) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2173) ; *Mouly (Georges)* (p. 2173) ; *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Retraites : *Doubin (François)* (p. 2169).

Sociétés civiles et commerciales : *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172).

Technologies nouvelles : *Laucournet (Robert)* (p. 2174).

Travail (conditions) : *Besse (Guy)* (p. 2176) ; *Doubin (François)* (p. 2179, 2180) ; *François (Philippe)* (p. 2171) ; *Pagès (Robert)* (p. 2175).

Travail des femmes : *Besse (Guy)* (p. 2176).

Urbanisme : *Doubin (François)* (p. 2179).

Urbanisme commercial : *Doubin (François)* (p. 2168).

Zones rurales : *Besse (Guy)* (p. 2176) ; *Doubin (François)* (p. 2177, 2178, 2180) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2174, 2175) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 2172) ; *Mouly (Georges)* (p. 2173).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen de l'ensemble des crédits du ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire) et de l'article 67 (3 décembre 1988) (p. 2181)

– Les crédits sont adoptés (5 décembre 1988) (p. 2257).

Art. 67 (Fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambre des métiers, prévu à l'article 1601 du code général des impôts) – Adopté (p. 2181).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

IV – TOURISME

Discussion (3 décembre 1988) (p. 2145, 2165) :

MM. Olivier Stirn, ministre chargé du tourisme ; Roger Chinaud, rapporteur spécial ; Paul Malassagne, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Christian Bonnet, Daniel Millaud, Stéphane Bonduel, Gérard Larcher, Marc Boeuf, Robert Pagès, Xavier de Villepin, Georges Mouly, Jacques Oudin, Marcel Vidal.

Agriculteurs : *Vidal (Marcel)* (p. 2158).

Balance commerciale : *Chinaud (Roger)* (p. 2146) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2156) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2145, 2146, 2159).

Chèques vacances : *Pagès (Robert)* (p. 2154).

Compétitions sportives : *Millaud (Daniel)* (p. 2150).

Compétitivité économique : *Oudin (Jacques)* (p. 2156).

Concurrence internationale : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2151).

Contrats de plan : *Chinaud (Roger)* (p. 2147) ; *Mouly (Georges)* (p. 2155) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2157) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2159).

Devises : *Malassagne (Paul)* (p. 2148).

Emplois (créations et suppressions) : *Bonnet (Christian)* (p. 2150) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2147) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2152) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2149) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2151) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2156) ; *Pagès (Robert)* (p. 2154) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2145).

Enseignement : *Bonnet (Christian)* (p. 2150).

Equipement : *Larcher (Gérard)* (p. 2152) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2159, 2160, 2162).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Stirn (Olivier)* (p. 2160).

Fiscalité : *Malassagne (Paul)* (p. 2149) ; *Mouly (Georges)* (p. 2155) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2154).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2152) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2148) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2151) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2159).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2152) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2148) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2151) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2160) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2158).

Formation professionnelle : *Boeuf (Marc)* (p. 2153) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2146, 2147) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2151) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2157) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2146, 2161).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2151) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2157) ; *Pagès (Robert)* (p. 2153) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2154).

Informatique : *Millaud (Daniel)* (p. 2151).

Japon : *Stirn (Olivier)* (p. 2160).

Langues et cultures étrangères : *Bonnet (Christian)* (p. 2150) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2152) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2159).

Loisirs : *Pagès (Robert)* (p. 2153, 2154).

Marketing et promotion : *Boeuf (Marc)* (p. 2153) ; *Bonnet (Christian)* (p. 2149) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2147) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2157) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2158).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2151).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 2151) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2161).

Stations thermales et climatiques : *Malassagne (Paul)* (p. 2148).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Malassagne (Paul)* (p. 2148) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2150) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2161, 2162) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2154).

Terrorisme : *Chinaud (Roger)* (p. 2146).

Tourisme : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2152) ; *Bonnet (Christian)* (p. 2149) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2146) ; *Mouly (Georges)* (p. 2155) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2145, 2146).

Tourisme (budget) : *Boeuf (Marc)* (p. 2153).

Tourisme rural : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2152) ; *Larcher (Gérard)* (p. 2152, 2153) ; *Malassagne (Paul)* (p. 2148, 2149) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2150) ; *Mouly (Georges)* (p. 2155) ; *Oudin (Jacques)* (p. 2157) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2158).

Tourisme social : *Bonnet (Christian)* (p. 2149, 2150) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2150) ; *Pagès (Robert)* (p. 2154) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2146, 2159, 2160, 2162).

Vacances : *Malassagne (Paul)* (p. 2148, 2149) ; *Pagès (Robert)* (p. 2153, 2154) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2161).

Visas : *Chinaud (Roger)* (p. 2147) ; *Stirn (Olivier)* (p. 2159, 2161) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2154).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen de l'ensemble des crédits du ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire, à l'exception des amendements n^{os} II-15 et II-16) (3 décembre 1988) (p. 2165) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur spécial ; Olivier Stirn, ministre ; Robert Laucournet, Jacques Oudin, Stéphane Bonduel.*

Etat C – TITRE V (p. 2162).

Adopté : amendement n^o II-15 de M. Roger Chinaud, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme figurant à ce titre, d'une somme correspondant à un crédit supplémentaire adopté par l'Assemblée nationale afin de « financer l'étude d'un projet touristique » (p. 2165).

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (5 décembre 1988) (p. 2257).

TITRE VI (p. 2165).

Adopté : amendement n^o II-16 de M. Roger Chinaud, rapporteur spécial : réduction des crédits du tourisme social (p. 2165).

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (5 décembre 1988) (p. 2257).

INTERIEUR

Discussion (1^{er} décembre 1988) (p. 2001, 2046) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Guy de La Verpillière, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Joseph Raybaud, rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation et tribunaux administratifs) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Mme Hélène Luc, MM. Auguste Cazalet, Paul Loridant, Jacques Boyer-Andrivet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Louvot, Daniel Hoeffel, Stéphane Bonduel, Marcel Vidal, Mme Paulette Fost, MM. Jacques Descours Desacres, Raymond Poirier, Pierre Laffitte, René Régnault, André Rouvière.

Acte unique européen : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Régnault (René)* (p. 2037).

Administration territoriale : *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2030) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2006, 2039) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2013) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2018).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRA) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2041, 2042, 2043) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 2025) ; *Fost (Paulette)* (p. 2033) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2008) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2029) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2015) ; *Régnault (René)* (p. 2038) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2018).

Calamités et catastrophes : *Cazalet (Auguste)* (p. 2024) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2023) ; *Luc (Hélène)* (p. 2022).

Centres de gestion (fonction publique territoriale) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2043) ; *Poirier (Raymond)* (p. 2035, 2036).

Collectivités territoriales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2009, 2010, 2041) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2032) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2026, 2027) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 2025) ; *Fost (Paulette)* (p. 2034) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2001, 2003, 2006) ; *La Verpillière (Guy de)* (p. 2008) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2014) ; *Régnault (René)* (p. 2037) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2016) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Coopération intercommunale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010, 2041, 2042) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Fost (Paulette)* (p. 2034) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2006) ; *Régnault (René)* (p. 2037).

Décentralisation : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010, 2041) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2027) ; *Descours Desacres (Jacques)*

(p. 2035) ; *Fost (Paulette)* (p. 2033) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2030) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2007, 2008, 2009) ; *Rouvière (André)* (p. 2038) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2017, 2018) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Déconcentration : *Joxe (Pierre)* (p. 2006).

Défense civile : *Joxe (Pierre)* (p. 2023) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2021, 2022).

Délinquance : *Cazalet (Auguste)* (p. 2025) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2004) ; *Masson (Paul)* (p. 2019).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Pellarin (Bernard)* (p. 2015) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2017).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2009, 2041, 2042, 2043) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2034) ; *Fost (Paulette)* (p. 2033) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2014) ; *Rouvière (André)* (p. 2038) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2016).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2042) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2015) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Dotation régionale d'équipement scolaire : *Salvi (Pierre)* (p. 2017).

Dotation spéciale pour les instituteurs : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2041) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2034) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2023) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2029) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2014) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2016).

Drogue : *Joxe (Pierre)* (p. 2002).

Elections : *Joxe (Pierre)* (p. 2008) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 2011).

Elus locaux (statut) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010, 2043) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2008) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Essonne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 2022).

Finances locales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2041, 2042) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2026, 2027) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 2025) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2034) ; *Fost (Paulette)* (p. 2033) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2030) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2029) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2015) ; *Régnault (René)* (p. 2037) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2017) ; *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Finances publiques : *Joxe (Pierre)* (p. 2022, 2023).

Fiscalité locale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010, 2042) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 2031) ; *Boyer-Andrivet (Jacques)* (p. 2027) ; *Fost (Paulette)* (p. 2033) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2030) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2023) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2029) ; *Régnault (René)* (p. 2037) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2017, 2018).

Fonction publique territoriale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010, 2042, 2043) ; *Fost (Paulette)* (p. 2034) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2007, 2008) ; *Poirier (Raymond)* (p. 2035, 2036) ; *Régnault (René)* (p. 2037, 2038) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2017).

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2009, 2010, 2041) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2023) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2029) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 2014, 2015) ; *Régnault (René)* (p. 2037) ; *Salvi (Pierre)* (p. 2016).

Forêts (incendies) : *Joxe (Pierre)* (p. 2039, 2040) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 2013) ; *Rouvière (André)* (p. 2038, 2039) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2021).

Gendarmerie nationale : *Joxe (Pierre)* (p. 2005, 2039).

Îlotage : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2028).

Immigration clandestine : *Joxe (Pierre)* (p. 2004, 2024) ; *Masson (Paul)* (p. 2020).

Informatique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2028) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2024, 2040) ; *Loridant (Paul)* (p. 2026) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2030) ; *Masson (Paul)* (p. 2019) ; *Raybaud (Joseph)* (p. 2012).

Intérieur (budget) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2027) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2001, 2002, 2022, 2028) ; *Masson (Paul)*

(p. 2019); *Pellarin (Bernard)* (p. 2013); *Raybaud (Joseph)* (p. 2011); *Salvi (Pierre)* (p. 2016).

Justice administrative : *Joxe (Pierre)* (p. 2023); *Pellarin (Bernard)* (p. 2013); *Raybaud (Joseph)* (p. 2018); *Salvi (Pierre)* (p. 2011).

Liberté de circulation : *Joxe (Pierre)* (p. 2024); *Masson (Paul)* (p. 2019, 2020).

Parlement (information) : *Joxe (Pierre)* (p. 2023); *Pellarin (Bernard)* (p. 2014); *Salvi (Pierre)* (p. 2016).

Police : *Joxe (Pierre)* (p. 2002, 2004, 2039); *Louvot (Pierre)* (p. 2029, 2030); *Masson (Paul)* (p. 2019).

Police de l'air et des frontières (PAF) : *Raybaud (Joseph)* (p. 2012).

Police (formation professionnelle) : *Joxe (Pierre)* (p. 2003, 2024); *Loridant (Paul)* (p. 2026); *Raybaud (Joseph)* (p. 2012).

Police judiciaire : *Masson (Paul)* (p. 2019); *Raybaud (Joseph)* (p. 2012).

Police municipale : *Joxe (Pierre)* (p. 2040); *Laffitte (Pierre)* (p. 2036); *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Police nationale : *Cazalet (Auguste)* (p. 2025); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2027, 2028); *Joxe (Pierre)* (p. 2005, 2024, 2025, 2040); *Loridant (Paul)* (p. 2025, 2026); *Raybaud (Joseph)* (p. 2011, 2012); *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Police nationale (équipements) : *Loridant (Paul)* (p. 2026); *Louvot (Pierre)* (p. 2030).

Préfets : *Joxe (Pierre)* (p. 2005, 2006).

Racisme : *Joxe (Pierre)* (p. 2002).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Joxe (Pierre)* (p. 2023); *Louvot (Pierre)* (p. 2029); *Pellarin (Bernard)* (p. 2015); *Salvi (Pierre)* (p. 2017).

Sécurité civile : *Cazalet (Auguste)* (p. 2024); *Joxe (Pierre)* (p. 2001, 2003, 2006, 2007, 2022, 2023, 2039); *Raybaud (Joseph)* (p. 2013); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2020, 2021).

Sécurité publique : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2034); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2027, 2028); *Joxe (Pierre)* (p. 2002, 2028, 2040); *Loridant (Paul)* (p. 2026); *Vidal (Marcel)* (p. 2032).

Sécurité routière : *Cazalet (Auguste)* (p. 2024); *Joxe (Pierre)* (p. 2003).

Seine-et-Marne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 2022).

Service national : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 2034); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2028); *Joxe (Pierre)* (p. 2002, 2003); *Raybaud (Joseph)* (p. 2011).

Sous-préfets : *Joxe (Pierre)* (p. 2039).

Taxe professionnelle : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2010); *Régnauld (René)* (p. 2037).

Terrorisme : *Joxe (Pierre)* (p. 2003).

Val-de-Marne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 2022).

Validation législative : *Joxe (Pierre)* (p. 2023).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1988) (p. 2043, 2046) : *MM. Max Lejeune, Pierre Joxe, ministre; Jacques Delong, Mme Paulette Fost, MM. Albert Voilquin, Daniel Hoefel, Jacques Descours Desacres, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat; Josselin de Rohan, René Régnauld, José Balarello, Pierre Salvi, rapporteur pour avis; Stéphane Bonduel.*

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 2044).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 2044).

Après l'art. 67 (p. 2044).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnels) n° II-12 de M. Bernard Pellarin, rapporteur spécial, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, et n° II-2 de M. Josselin de

Rohan : constitution d'une commission d'étude sur la réforme du régime de retraite des maires et des adjoints (p. 2046).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2046).

JUSTICE

Discussion (30 novembre 1988) (p. 1955, 1979) :

MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice; Georges Lombard, rapporteur spécial; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux); Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire); Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis de la commission des lois (éducation surveillée); Marcel Rudloff, Paul Masson, Charles Lederman, Daniel Millaud, Etienne Dailly, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Henry.

Administration pénitentiaire : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955); *Lederman (Charles)* (p. 1967); *Lombard (Georges)* (p. 1957); *Rufin (Michel)* (p. 1972); *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).

Administration pénitentiaire (budget) : *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).

Aide judiciaire : *Authié (Germain)* (p. 1960); *Lederman (Charles)* (p. 1967).

Autorisations de programme : *Lombard (Georges)* (p. 1958).

Autorité de la chose jugée : *Rudloff (Marcel)* (p. 1964).

Auxiliaires de justice : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Avocats : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Code de procédure pénale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1957).

Code pénal : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1957).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Communautés européennes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956).

Conciliation : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Condammations pénales : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956).

Condamnés (réinsertion) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956, 1977).

Conseil de l'Europe : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976); *Thyraud (Jacques)* (p. 1962).

Conseil d'Etat : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : *Dailly (Etienne)* (p. 1971).

Contentieux administratif : *Henry (Marcel)* (p. 1974).

Contentieux social : *Authié (Germain)* (p. 1960).

Cour de cassation : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976).

Cours et tribunaux : voir Juridictions judiciaires.

Crimes, délits et contraventions : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956).

Décentralisation : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976).

Détention provisoire : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977); *Dailly (Etienne)* (p. 1970); *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).

Détenus : *Dailly (Etienne)* (p. 1968); *Masson (Paul)* (p. 1965).

Détenus (isolement) : *Dailly (Etienne)* (p. 1969).

Documentation juridique : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976).

Droit communautaire : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956).

Ecoutes téléphoniques : *Dailly (Etienne)* (p. 1971).

Educateurs spécialisés (délinquants) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1963).

Education surveillée : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1977); *Cuttoli (Charles de)* (p. 1962); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1972); *Lombard (Georges)* (p. 1958).

- Education surveillée (budget) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1962).
- Emplois publics (créations et suppressions) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1976) ; *Authié (Germain)* (p. 1959) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958) ; *Rufin (Michel)* (p. 1971, 1972).
- Etablissements pénitentiaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976, 1977, 1978) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1968) ; *Henry (Marcel)* (p. 1974) ; *Rufin (Michel)* (p. 1972) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).
- Etablissements pénitentiaires (construction) : *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).
- Grâce et amnistie : *Dailly (Etienne)* (p. 1970).
- Greffes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955) ; *Lombard (Georges)* (p. 1957, 1958) ; *Masson (Paul)* (p. 1966).
- Justice judiciaire : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1974) ; *Lombard (Georges)* (p. 1957).
- Justice pénale : *Dailly (Etienne)* (p. 1968).
- Justice (personnels) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1976) ; *Authié (Germain)* (p. 1959) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958).
- Libertés publiques : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1973).
- Magistrats : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1977) ; *Authié (Germain)* (p. 1959) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1969, 1970) ; *Henry (Marcel)* (p. 1974) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1968) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1965).
- Magistrats du siège : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975) ; *Masson (Paul)* (p. 1973).
- Magistrats (logement) : *Dailly (Etienne)* (p. 1969).
- Magistrature : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1957) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1964) ; *Rufin (Michel)* (p. 1971).
- Mayotte : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977, 1978) ; *Henry (Marcel)* (p. 1974).
- Mineurs (d'âge) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1963).
- Ministère public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1970) ; *Masson (Paul)* (p. 1965).
- Ministre de la justice : *Dailly (Etienne)* (p. 1969).
- Nouvelle-Calédonie : *Dailly (Etienne)* (p. 1969, 1970) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1973, 1974) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1968).
- Ordre public : *Masson (Paul)* (p. 1965).
- Organisation judiciaire : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1963) ; *Rufin (Michel)* (p. 1972).
- Organisation judiciaire (réformes) : *Rudloff (Marcel)* (p. 1964).
- Otages (terrorisme) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1973).
- Parlement (rôle) : *Dailly (Etienne)* (p. 1948).
- Patrimoine immobilier : *Authié (Germain)* (p. 1960) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958).
- Peines de substitution : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).
- Personnels pénitentiaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1977) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1968) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1961).
- Politique pénale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967).
- Polynésie française : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1968).
- Poursuites judiciaires : *Dailly (Etienne)* (p. 1969).
- Professions judiciaires et juridiques : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956).
- Rapport Langlais (éducation surveillée) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1963) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958).
- Réponse à M. Authié : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975, 1976).
- Réponse à M. Dailly : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1978) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1972, 1973).
- Réponse à M. de Cuttoli : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977).
- Réponse à M. Dreyfus-Schmidt : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1948).
- Réponse à M. Henry : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977).
- Réponse à M. Lederman : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976, 1977).
- Réponse à M. Lombard : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975, 1976).
- Réponse à M. Masson : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1973).
- Réponse à M. Millaud : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977).
- Réponse à M. Rufin : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1977).
- Réponse à M. Thyraud : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976).
- Salaires, traitements et indemnités : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1955, 1976) ; *Authié (Germain)* (p. 1959) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1969) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967, 1968) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1968) ; *Ruffin (Michel)* (p. 1972).
- Santé : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976, 1977) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967) ; *Rufin (Michel)* (p. 1972) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1961, 1962).
- Sécurité publique : *Masson (Paul)* (p. 1965).
- Service public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1956) ; *Authié (Germain)* (p. 1960) ; *Lederman (Charles)* (p. 1968).
- Services judiciaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975, 1976) ; *Authié (Germain)* (p. 1959) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1972) ; *Henry (Marcel)* (p. 1974) ; *Lederman (Charles)* (p. 1966, 1967) ; *Lombard (Georges)* (p. 1958) ; *Rufin (Michel)* (p. 1971).
- Sûreté de l'Etat : *Masson (Paul)* (p. 1965).
- Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976, 1977) ; *Lederman (Charles)* (p. 1967) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1962).
- Terrorisme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1975) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1969) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1973) ; *Masson (Paul)* (p. 1965, 1966).
- Toxicomanie : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1976) ; *Rufin (Michel)* (p. 1972) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1962).
- Victimes (indemnisation) : *Authié (Germain)* (p. 1960).
- Vie politique et sociale : *Rudloff (Marcel)* (p. 1965).
- Examen des crédits** (30 novembre 1988) (p. 1978, 1979) : *M. Jean-Jacques Robert*.
- Etat B – TITRE III – Rejeté** (p. 1979 ; scrutin public n° 65).
- TITRE IV – Adopté** (p. 1979).
- Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés** (p. 1979).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

- Discussion** (30 novembre 1988) (p. 1979, 1994) : *MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Pierre Croze, rapporteur spécial ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Jacques Robert, Roland Grimaldi, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. René Régnauld, Paul Lorient*.
- Aéronautique (industrie) : *Curien (Hubert)* (p. 1981).
- Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Curien (Hubert)* (p. 1981) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Allocations de recherche : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990) ; *Curien (Hubert)* (p. 1981) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1989) ; *Régnauld (René)* (p. 1990).

- Alpes-Maritimes (département) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1984, 1985).
- Aménagement du territoire : *Trégouët (René)* (p. 1988).
- Centre national d'études spatiales (CNES) : *Curien (Hubert)* (p. 1982); *Trégouët (René)* (p. 1986).
- Chercheurs : *Curien (Hubert)* (p. 1980); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1988, 1989); *Trégouët (René)* (p. 1986).
- Chercheurs (comparaisons internationales) : *Curien (Hubert)* (p. 1980); *Trégouët (René)* (p. 1987).
- Chercheurs étrangers : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1980); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Chercheurs (mobilité) : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1992, 1993); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985); *Trégouët (René)* (p. 1988).
- Comités d'entreprise : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Curien (Hubert)* (p. 1981).
- Communauté économique européenne (CEE) : *Curien (Hubert)* (p. 1993, 1994); *Loridant (Paul)* (p. 1992).
- Communication : *Croze (Pierre)* (p. 1984).
- Compétitivité économique : *Croze (Pierre)* (p. 1983).
- Conseil supérieur de la recherche et de la technologie : *Curien (Hubert)* (p. 1993); *Régnauld (René)* (p. 1991).
- Contrôles fiscaux : *Trégouët (René)* (p. 1987).
- Coopération culturelle, scientifique et technique : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1980).
- Crédit d'impôt-recherche : voir Fiscalité.
- Démographie : *Curien (Hubert)* (p. 1980).
- Dépenses intérieures de recherche et de développement (DIRD) : voir Recherche (budget).
- Emploi : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Curien (Hubert)* (p. 1980); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989).
- Emplois (créations et suppressions) : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1980, 1993); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989); *Loridant (Paul)* (p. 1991); *Régnauld (René)* (p. 1990); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1988, 1989).
- Energie nucléaire : *Curien (Hubert)* (p. 1981).
- Enseignement supérieur : *Curien (Hubert)* (p. 1993); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1989).
- Entreprises (création) : *Curien (Hubert)* (p. 1993); *Trégouët (René)* (p. 1988).
- Entreprises (financement) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1981).
- Espace : *Curien (Hubert)* (p. 1982, 1993).
- Fiscalité : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1993); *Régnauld (René)* (p. 1990, 1991); *Trégouët (René)* (p. 1987).
- Fonctionnaires et agents publics : *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Fonds de la recherche et de la technologie : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Croze (Pierre)* (p. 1983, 1984); *Régnauld (René)* (p. 1991); *Trégouët (René)* (p. 1987).
- Formation professionnelle : *Curien (Hubert)* (p. 1980, 1981).
- Grands programmes : *Croze (Pierre)* (p. 1984); *Curien (Hubert)* (p. 1981); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989); *Régnauld (René)* (p. 1991); *Trégouët (René)* (p. 1987).
- Impôts et taxes : *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Institut national de la recherche en informatique et en automatique (INRIA) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- La Villette (Cité des sciences et de l'industrie) : *Croze (Pierre)* (p. 1984); *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- Nord-Pas-de-Calais (région) : *Curien (Hubert)* (p. 1993); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989).
- Parlement (information) : *Croze (Pierre)* (p. 1984); *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- Recherche appliquée : *Curien (Hubert)* (p. 1992); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Recherche (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1989); *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1980, 1992); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989); *Loridant (Paul)* (p. 1991); *Régnauld (René)* (p. 1990); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1988); *Trégouët (René)* (p. 1986).
- Recherche (budget) (comparaisons internationales) : *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Trégouët (René)* (p. 1986).
- Recherche (évaluation) : *Croze (Pierre)* (p. 1984); *Curien (Hubert)* (p. 1992); *Loridant (Paul)* (p. 1992).
- Recherche fondamentale : *Curien (Hubert)* (p. 1982); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989); *Loridant (Paul)* (p. 1992).
- Recherche industrielle : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Croze (Pierre)* (p. 1983); *Curien (Hubert)* (p. 1981, 1993); *Grimaldi (Roland)* (p. 1989); *Laffitte (Pierre)* (p. 1985, 1986); *Régnauld (René)* (p. 1990, 1991); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1988); *Trégouët (René)* (p. 1986, 1987).
- Recherche industrielle (comparaisons internationales) : *Curien (Hubert)* (p. 1981).
- Recherche marine : *Régnauld (René)* (p. 1991).
- Recherche militaire : *Curien (Hubert)* (p. 1982).
- Recherche militaire (comparaisons internationales) : *Curien (Hubert)* (p. 1982).
- Réponse à Mme Bidard-Reydet : *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Réponse à M. Croze : *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- Réponse à M. Grimaldi : *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Réponse à M. Laffitte : *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- Réponse à M. Loridant : *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Réponse à M. Régnauld : *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Réponse à M. Robert : *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Réponse à M. Trégouët : *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1986).
- Salaires, traitements et indemnités : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1990); *Curien (Hubert)* (p. 1993).
- Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1986).
- Sophia Antipolis : *Laffitte (Pierre)* (p. 1985).
- Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Curien (Hubert)* (p. 1982).
- Transferts de technologies : *Curien (Hubert)* (p. 1992).
- Veille technologique : voir Recherche (évaluation).
- Examen des crédits (30 novembre 1994) : MM. René Trégouët, rapporteur pour avis ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis ; Mme Danielle Bidard-Reydet.**
- Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 1994).**
- Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 1994).**
- SERVICES DU PREMIER MINISTRE**
- I – SERVICES GÉNÉRAUX (DONT FONCTION PUBLIQUE ET ÉCONOMIE SOCIALE)**
- Discussion (10 décembre 1988) (p. 2556, 2568) :**

MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial (services généraux); Robert Vizet, rapporteur spécial (économie sociale); Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Pierre Masseret, Jacques Habert, Jacques Golliet, René Régnauld.

Afghanistan : *Golliet (Jacques)* (p. 2563).

Associations : *Vizet (Robert)* (p. 2559, 2560).

Budget de l'Etat : *Golliet (Jacques)* (p. 2563); *Habert (Jacques)* (p. 2562).

Calamités et catastrophes : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2558).

Chèques vacances : *Dreyfus (Tony)* (p. 2566).

Conflits sociaux : *Durafour (Michel)* (p. 2556); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2560); *Régnauld (René)* (p. 2564).

Coopératives : *Dreyfus (Tony)* (p. 2567); *Vizet (Robert)* (p. 2560).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Durafour (Michel)* (p. 2565); *Régnauld (René)* (p. 2565).

Economie sociale : *Dreyfus (Tony)* (p. 2557, 2558); *Vizet (Robert)* (p. 2559, 2560).

Elus locaux : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2562).

Emplois (créations et suppressions) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2558); *Dreyfus (Tony)* (p. 2557); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2561); *Vizet (Robert)* (p. 2559).

Faim dans le monde : *Golliet (Jacques)* (p. 2563).

Femmes : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2558); *Dreyfus (Tony)* (p. 2557); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2561).

Fonctionnaires et agents publics : *Régnauld (René)* (p. 2564).

Fonction publique : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2559); *Dreyfus (Tony)* (p. 2557); *Durafour (Michel)* (p. 2556, 2565, 2566); *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2560, 2561); *Régnauld (René)* (p. 2564).

Formation professionnelle : *Vizet (Robert)* (p. 2560).

Francophonie : *Dreyfus (Tony)* (p. 2566); *Habert (Jacques)* (p. 2562).

Gouvernement : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2558).

Grand marché intérieur (CEE) : *Durafour (Michel)* (p. 2557); *Régnauld (René)* (p. 2564).

Grèves : *Régnauld (René)* (p. 2565).

Information : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 2562).

Langue et culture françaises : *Habert (Jacques)* (p. 2562).

Organisations syndicales : *Durafour (Michel)* (p. 2556).

Pauvreté : *Dreyfus (Tony)* (p. 2557).

Pensions de reversion : *Durafour (Michel)* (p. 2566); *Régnauld (René)* (p. 2565).

Politique économique et sociale : *Vizet (Robert)* (p. 2559).

Politique économique et sociale (action humanitaire) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2567); *Golliet (Jacques)* (p. 2563).

Pouvoir d'achat : *Durafour (Michel)* (p. 2556).

Salaires, traitements et indemnités : *Durafour (Michel)* (p. 2565, 2566); *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2559).

Service public : *Régnauld (René)* (p. 2564).

Examen des crédits (10 décembre 1988) (p. 2567, 2568) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Etienne Dailly, Michel Durafour, ministre; Robert Pagès, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Etat B – TITRE III (p. 2567).

Retiré : amendement n° II-59 de M. Etienne Dailly : réduction des crédits consacrés aux « dépenses relatives à l'activité du Médiateur » afin que soit modifiée l'appellation de celui-ci (p. 2568).

– Les crédits sont adoptés (p. 2568).

TITRE IV – Adopté (p. 2568).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 2568).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II – SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2210, 2214) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial; Paul Loridant, Xavier de Villepin, Louis Minetti.

Défense civile : *Dreyfus (Tony)* (p. 2210, 2214); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2210, 2211, 2212); *Loridant (Paul)* (p. 2212, 2213).

Défense nationale : *Dreyfus (Tony)* (p. 2210); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2211); *Loridant (Paul)* (p. 2213); *Minetti (Louis)* (p. 2213).

Europe : *Loridant (Paul)* (p. 2212).

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2210, 2214); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2211); *Loridant (Paul)* (p. 2212); *Minetti (Louis)* (p. 2213).

Mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées (MCLAA) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2211).

Parlement (information) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2214); *Villepin (Xavier de)* (p. 2213).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (restructuration) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2210); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2212); *Loridant (Paul)* (p. 2212); *Villepin (Xavier de)* (p. 2213).

Sécurité civile : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2211).

Sécurité informatique : *Dreyfus (Tony)* (p. 2214); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2211).

Examen des crédits (5 décembre 1988) (p. 2214)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 2214).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 2214).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III – CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2214, 2216) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial.

Conseil économique et social (composition) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2214).

Conseil économique et social (crédits) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2214); *Fost (Paulette)* (p. 2215).

Conseil économique et social (fonctionnement) : *Dreyfus (Tony)* (p. 2214); *Fost (Paulette)* (p. 2215).

Examen des crédits (5 décembre 1988) (p. 2216)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 2216).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV – PLAN

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2200, 2210) :

MM. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan; Gérard Delfau, rapporteur spécial; Bernard Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Roland Grimaldi, Louis Minetti.

Acte unique européen : *Delfau (Gérard)* (p. 2203) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2201).

Aménagement du territoire : *Grimaldi (Roland)* (p. 2207).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) : *Delfau (Gérard)* (p. 2202).

Commissariat général au plan : *Barbier (Bernard)* (p. 2204) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2206) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2200).

Conjoncture économique : *Barbier (Bernard)* (p. 2204, 2205).

Contrats de plan : *Barbier (Bernard)* (p. 2203, 2204) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202, 2203) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2206, 2207) ; *Minetti (Louis)* (p. 2207) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2201, 2208).

Décentralisation : *Barbier (Bernard)* (p. 2204).

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification : *Barbier (Bernard)* (p. 2204) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2208).

Economie sociale : *Barbier (Bernard)* (p. 2204) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202).

Emploi : *Barbier (Bernard)* (p. 2205).

Finances publiques : *Barbier (Bernard)* (p. 2205, 2206).

Fiscalité : *Barbier (Bernard)* (p. 2206).

Grand marché intérieur (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 2203, 2204, 2205) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2206) ; *Minetti (Louis)* (p. 2207) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2208, 2209).

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : *Barbier (Bernard)* (p. 2204).

Plan (crédits) : *Barbier (Bernard)* (p. 2204) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2200, 2207).

Plan (élaboration) : *Barbier (Bernard)* (p. 2206) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202, 2203, 2209) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2206) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2201, 2207, 2208, 2209).

Plan (engagements pluriannuels) : *Stoléru (Lionel)* (p. 2208, 2209).

Planification : *Barbier (Bernard)* (p. 2203, 2205) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2202, 2209) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2206) ; *Minetti (Louis)* (p. 2207) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2201).

Politique monétaire et financière : *Barbier (Bernard)* (p. 2205) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2208).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Barbier (Bernard)* (p. 2204) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 2200).

Transports : *Barbier (Bernard)* (p. 2203).

Examen des crédits (5 décembre 1988) (p. 2210)

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 2210).

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 2210).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V – ENVIRONNEMENT

Discussion (27 novembre 1988) (p. 1801, 1823) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Robert Vizet, rapporteur spécial ; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; José Balarello, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Henri Goetschy, François Giacobbi, Charles Ginesy, Franck Sérusclat, Roland Ruet, Daniel Millaud, Gérard Larcher.

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : *Lalonde (Brice)* (p. 1802, 1803) ; *Martin (Hubert)* (p. 1809).

Animaux (protection) : *Goetschy (Henri)* (p. 1811, 1812) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1821).

Associations : *Lalonde (Brice)* (p. 1801, 1802) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817).

Bruit : *Lalonde (Brice)* (p. 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1806).

Chasse : *Lalonde (Brice)* (p. 1822) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1818, 1819).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Balarello (José)* (p. 1809).

Déchets : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1811) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1820, 1822) ; *Martin (Hubert)* (p. 1808, 1809) ; *Ruet (Roland)* (p. 1816) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1816).

Déchets industriels : *Hugo (Bernard)* (p. 1807) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1802) ; *Martin (Hubert)* (p. 1808) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1815).

Déprise agricole : *Lalonde (Brice)* (p. 1822) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1818).

Désarmement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1811) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1821).

Droit communautaire : *Giacobbi (François)* (p. 1813) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1807) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1822) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1819) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817).

Environnement : *Lalonde (Brice)* (p. 1822).

Environnement (administration) : *Hugo (Bernard)* (p. 1806) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1802, 1819) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1818) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817) ; *Vizet (Robert)* (p. 1806).

Environnement (budget) : *Balarello (José)* (p. 1809) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1811) ; *Ginesy (Charles)* (p. 1814) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1807) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1801, 1802, 1803, 1819) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1818) ; *Martin (Hubert)* (p. 1808) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1815) ; *Vizet (Robert)* (p. 1805, 1806).

Environnement (ministère) : *Vizet (Robert)* (p. 1805).

Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) : *Balarello (José)* (p. 1810) ; *Giacobbi (François)* (p. 1813) ; *Ginesy (Charles)* (p. 1814) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1820) ; *Martin (Hubert)* (p. 1809).

Formation à l'environnement : *Lalonde (Brice)* (p. 1821).

Incendies : *Lalonde (Brice)* (p. 1820) ; *Martin (Hubert)* (p. 1808).

Information : *Lalonde (Brice)* (p. 1822).

Littoral (protection) : *Giacobbi (François)* (p. 1813) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1801, 1821).

Loi (application) : *Lalonde (Brice)* (p. 1801, 1803, 1820) ; *Martin (Hubert)* (p. 1808).

Loire (fleuve) : *Lalonde (Brice)* (p. 1802).

Nature (protection) : *Sérusclat (Franck)* (p. 1816).

Nîmes (ville) : *Lalonde (Brice)* (p. 1802).

Parcs nationaux : *Balarello (José)* (p. 1810) ; *Giacobbi (François)* (p. 1813) ; *Ginesy (Charles)* (p. 1814) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1802, 1804).

Parcs naturels régionaux : *Balarello (José)* (p. 1810) ; *Giacobbi (François)* (p. 1813) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1804, 1820, 1821) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1818) ; *Martin (Hubert)* (p. 1809) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817) ; *Vizet (Robert)* (p. 1806).

Patrimoine (protection) : *Balarello (José)* (p. 1810) ; *Ginesy (Charles)* (p. 1814) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1804, 1820) ; *Martin (Hubert)* (p. 1809) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817).

Pays-Bas : *Lalonde (Brice)* (p. 1802).

Pêche : *Lalonde (Brice)* (p. 1801).

Plans d'exposition aux risques (PER) : *Balarello (José)* (p. 1810).

Pollution (air) : *Balarello (José)* (p. 1809) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1811) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1807) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1801, 1803, 1819, 1820) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1817) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1816).

Pollution (eau) : *Balarello (José)* (p. 1809) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1811) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1807, 1808) ; *Lalonde*

(Brice) (p. 1802, 1820, 1821); Larcher (Gérard) (p. 1818); Millaud (Daniel) (p. 1817).

Pollutions et nuisances : Lalonde (Brice) (p. 1803); Martin (Hubert) (p. 1808); Vizet (Robert) (p. 1806).

Programme « Eclat » : Lalonde (Brice) (p. 1804).

Recherche : Balarello (José) (p. 1810); Lalonde (Brice) (p. 1802, 1804, 1820); Larcher (Gérard) (p. 1818); Millaud (Daniel) (p. 1817); Vizet (Robert) (p. 1806).

Relations internationales : Lalonde (Brice) (p. 1805).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : Lalonde (Brice) (p. 1802).

Risques naturels : Balarello (José) (p. 1810); Lalonde (Brice) (p. 1821); Martin (Hubert) (p. 1808).

Risques naturels (vallée de la Tinée) : Ginesy (Charles) (p. 1814, 1815).

Risques technologiques : Lalonde (Brice) (p. 1803, 1820); Sérusclat (Franck) (p. 1816).

Examen des crédits (27 novembre 1988) (p. 1823)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 1823).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 1823).

SOLIDARITE, SANTE ET PROTECTION SOCIALE

Discussion (28 novembre 1988) (p. 1848, 1881) :

MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale; Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille; MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie; Jacques Oudin, rapporteur spécial; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et action sociale); Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Charles Descours, rapporteur pour avis (sécurité sociale); Paul Souffrin, Bernard Lemarié, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Barras, Charles Bonifay, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Daniel Millaud, Jacques Oudin, Franck Sérusclat.

Action sanitaire et sociale : Barras (Jean) (p. 1870); Boyer (Louis) (p. 1858); Braun (Théo) (p. 1851); Oudin (Jacques) (p. 1855); Souffrin (Paul) (p. 1861).

Aide familiale ou ménagère : Oudin (Jacques) (p. 1857); Souffrin (Paul) (p. 1863).

Alcoolisme : Bonifay (Charles) (p. 1872); Boyer (Louis) (p. 1859); Evin (Claude) (p. 1849); Oudin (Jacques) (p. 1855, 1856); Sérusclat (Franck) (p. 1877).

Assurance maladie maternité : Evin (Claude) (p. 1851).

Assurance vieillesse : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860).

Biotechnologie : Sérusclat (Franck) (p. 1877).

Budget social de la Nation : Barras (Jean) (p. 1868); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1859); Oudin (Jacques) (p. 1855).

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860).

Compétitivité économique : Barras (Jean) (p. 1869); Oudin (Jacques) (p. 1874, 1875).

Conseil de l'Europe : Millaud (Daniel) (p. 1874).

Conseil économique et social : Evin (Claude) (p. 1850); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1861).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1866, 1868).

Contrats de plan : Boyer (Louis) (p. 1858); Braun (Théo) (p. 1852); Evin (Claude) (p. 1878).

Cotisations sociales : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1873); Bonifay (Charles) (p. 1872); Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1866,

1867); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860); Oudin (Jacques) (p. 1876).

Croissance économique : Oudin (Jacques) (p. 1874).

Démographie : Bonifay (Charles) (p. 1871); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860); Oudin (Jacques) (p. 1876).

Déontologie (règles) : Lemarié (Bernard) (p. 1865).

Elus locaux : Barras (Jean) (p. 1868); Evin (Claude) (p. 1878).

Emploi : Evin (Claude) (p. 1851).

Emplois (créations et suppressions) : Oudin (Jacques) (p. 1876).

Enfance : Dorlhac (Hélène) (p. 1853, 1854).

Famille : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1873); Boyer (Louis) (p. 1859); Dorlhac (Hélène) (p. 1853).

Familles nombreuses : Barras (Jean) (p. 1870).

Fiscalité : Barras (Jean) (p. 1869); Dorlhac (Hélène) (p. 1853); Evin (Claude) (p. 1880); Oudin (Jacques) (p. 1876).

Fonctionnaires et agents publics : Oudin (Jacques) (p. 1874).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : Dorlhac (Hélène) (p. 1854).

Formation continue : Evin (Claude) (p. 1851).

Français de l'étranger : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1865, 1866, 1867).

Grand marché intérieur (CEE) : Barras (Jean) (p. 1868).

Grèves : Barras (Jean) (p. 1870).

Habitat (amélioration) : Dorlhac (Hélène) (p. 1853).

Handicapés : Barras (Jean) (p. 1869); Bonifay (Charles) (p. 1870); Boyer (Louis) (p. 1858); Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1867); Evin (Claude) (p. 1848, 1878); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860); Gillibert (Michel) (p. 1853); Oudin (Jacques) (p. 1855, 1856); Souffrin (Paul) (p. 1862).

Hôpitaux privés et cliniques : Evin (Claude) (p. 1850); Sérusclat (Franck) (p. 1877).

Hôpitaux publics : Boyer (Louis) (p. 1858); Evin (Claude) (p. 1850, 1851, 1878); Oudin (Jacques) (p. 1857, 1875); Sérusclat (Franck) (p. 1877); Souffrin (Paul) (p. 1862).

Hospices : Boyer (Louis) (p. 1858); Braun (Théo) (p. 1851, 1852); Oudin (Jacques) (p. 1855).

Hospitalisation à domicile : Lemarié (Bernard) (p. 1864); Souffrin (Paul) (p. 1863).

Infirmiers : Barras (Jean) (p. 1870); Boyer (Louis) (p. 1859); Evin (Claude) (p. 1879); Lemarié (Bernard) (p. 1863); Souffrin (Paul) (p. 1862).

Information : Evin (Claude) (p. 1849).

Informatique : Evin (Claude) (p. 1878).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : Evin (Claude) (p. 1878); Gillibert (Michel) (p. 1853); Souffrin (Paul) (p. 1861).

Japon : Oudin (Jacques) (p. 1875).

Jeunesse : Dorlhac (Hélène) (p. 1854).

Logement : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1860); Gillibert (Michel) (p. 1853).

Loisirs : Braun (Théo) (p. 1851).

Maisons de retraite : Souffrin (Paul) (p. 1863).

Médecins : Bonifay (Charles) (p. 1871); Sérusclat (Franck) (p. 1877).

Médecins hospitaliers : Boyer (Louis) (p. 1859).

Médicaments : Bonifay (Charles) (p. 1872); Lemarié (Bernard) (p. 1864); Oudin (Jacques) (p. 1875).

Organisations syndicales : *Barras (Jean)* (p. 1868, 1870) ;

Parlement (rôle) : *Oudin (Jacques)* (p. 1858).

Pauvreté : *Boyer (Louis)* (p. 1858) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 1853) ; *Evin (Claude)* (p. 1848) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1861).

Personnes âgées : *Barras (Jean)* (p. 1869) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1871) ; *Boyer (Louis)* (p. 1858) ; *Braun (Théo)* (p. 1851, 1852) ; *Evin (Claude)* (p. 1848) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1862, 1863).

Pharmacie (industrie) : *Lemarié (Bernard)* (p. 1864).

Pharmaciens : *Oudin (Jacques)* (p. 1875) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1877).

Politique économique et sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1861) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1876).

Politique familiale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1873).

Polynésie française : *Evin (Claude)* (p. 1880) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1873).

Préretraites : *Braun (Théo)* (p. 1852).

Prestations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1873) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 1853).

Prévention médicale : *Evin (Claude)* (p. 1879).

Procréation médicalement assistée : *Sérusclat (Franck)* (p. 1877).

Protection sociale : *Barras (Jean)* (p. 1868, 1869) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1866) ; *Evin (Claude)* (p. 1850, 1880) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1859, 1860) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856).

Recherche médicale : *Evin (Claude)* (p. 1849) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1876).

Retraite (âge) : *Bonifay (Charles)* (p. 1872).

Retraites : *Evin (Claude)* (p. 1851) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1860, 1861) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1873) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1855).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Barras (Jean)* (p. 1868) ; *Evin (Claude)* (p. 1848) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856, 1876).

Sécurité sociale : *Bonifay (Charles)* (p. 1871, 1872) ; *Braun (Théo)* (p. 1852) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1873).

Sécurité sociale (financement) : *Bonifay (Charles)* (p. 1871) ; *Evin (Claude)* (p. 1850, 1880) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 1863) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1857, 1875).

Sécurité sociale (régime général) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1860).

Subventions : *Braun (Théo)* (p. 1852).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Barras (Jean)* (p. 1868) ; *Bonifay (Charles)* (p. 1871) ; *Boyer (Louis)* (p. 1858, 1859) ; *Evin (Claude)* (p. 1849) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1861) ; *Lemarié (Bernard)* (p. 1864, 1865) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1855) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1876) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1861, 1862).

Tabagisme : *Bonifay (Charles)* (p. 1872) ; *Boyer (Louis)* (p. 1859) ; *Evin (Claude)* (p. 1849) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1877).

Toxicomanie : *Lemarié (Bernard)* (p. 1865) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1856) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1861).

Examen des crédits (28 novembre 1988) (p. 1880, 1881) : *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Louis Souvet*, *Claude Huriet*.

Etat B - TITRES III ET IV - Rejetés (p. 1881).

Etat C - TITRES V ET VI - Rejetés (p. 1881).

TRANSPORTS ET MER

TRANSPORTS TERRESTRES, VOIES NAVIGABLES ET SECURITE ROUTIERE

Discussion (26 novembre 1988) (p. 1721, 1746) :

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer ; *Mlle Irma Rapuzzi*, rapporteur spécial (transports terrestres) ; *MM. Jean-Pierre Masseret*, rapporteur spécial (voies navigables) ; *Georges Berchet*, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; *Jacques Braconnier*, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; *Paul Loridant*, rapporteur spécial (sécurité routière) ; *Jacques Golliet*, *Jacques Bimbenet*, *Charles Descours*, *Robert Pagès*, *Louis de Catuelan*, *Jean-Jacques Robert*, *Jacques Oudin*, *Emmanuel Hamel*, *Georges Sarre*, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; *Mme Hélène Luc*.

Accidents de la circulation (données chiffrées) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732) ; *Loridant (Paul)* (p. 1730).

Aéronautique (industrie) : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).

Aménagement du territoire : *Berchet (Georges)* (p. 1727) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1740) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1737).

Automobile (industrie) : *Loridant (Paul)* (p. 1731) ; *Sarre (Georges)* (p. 1744).

Automobiles (contrôles techniques) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 1729) ; *Loridant (Paul)* (p. 1730) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1737) ; *Sarre (Georges)* (p. 1744, 1745).

Autoroutes : *Pagès (Robert)* (p. 1734).

Autoroutes (A86) : *Luc (Hélène)* (p. 1746) ; *Pagès (Robert)* (p. 1734).

Auvergne (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1723).

Batellerie : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1726).

Bretagne (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1723).

Carburants : *Golliet (Jacques)* (p. 1731) ; *Sarre (Georges)* (p. 1745).

Carte orange : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).

Code de la route : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).

Collectivités territoriales : *Berchet (Georges)* (p. 1727) ; *Descours (Charles)* (p. 1733) ; *Loridant (Paul)* (p. 1731) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1737) ; *Sarre (Georges)* (p. 1744, 1745).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Delebarre (Michel)* (p. 1723).

Communauté économique européenne (CEE) : *Golliet (Jacques)* (p. 1731).

Conflits sociaux : *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1722, 1742) ; *Golliet (Jacques)* (p. 1731).

Contrats de plan : *Berchet (Georges)* (p. 1727) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1742) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1726) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1743) ; *Pagès (Robert)* (p. 1734).

Corse (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1739) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724).

Emploi : *Pagès (Robert)* (p. 1734).

Enseignement : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 1728) ; *Loridant (Paul)* (p. 1731) ; *Sarre (Georges)* (p. 1744, 1745).

Espagne : *Pagès (Robert)* (p. 1735).

Fiscalité : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732) ; *Golliet (Jacques)* (p. 1731) ; *Sarre (Georges)* (p. 1745).

Formation professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).

Ile-de-France (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1740, 1742) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).

Investissements : *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1741) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1737) ; *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724, 1725) ; *Sarre (Georges)* (p. 1745).

Liaison Rhin-Rhône : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1735) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1738) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1726) ; *Sarre (Georges)* (p. 1744).

- Pays de la Loire (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1743).
- Peines et amendes : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729); *Loridant (Paul)* (p. 1730); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Permis de conduire : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732); *Braconnier (Jacques)* (p. 1728, 1729); *Loridant (Paul)* (p. 1730); *Sarre (Georges)* (p. 1744, 1745).
- Picardie (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1740).
- Pollutions et nuisances : *Pagès (Robert)* (p. 1735).
- Ports : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).
- Prévention routière : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732); *Braconnier (Jacques)* (p. 1728); *Loridant (Paul)* (p. 1730); *Oudin (Jacques)* (p. 1737); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Prix à la consommation (indice) : *Descours (Charles)* (p. 1733).
- Province : *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1739, 1740); *Descours (Charles)* (p. 1733); *Pagès (Robert)* (p. 1734); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725).
- Publicité : *Braconnier (Jacques)* (p. 1728).
- Rapport Grégoire (voies navigables) : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729).
- REAGIR (programme) : voir Prévention routière.
- Recherche : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).
- Régie autonome des transports parisiens (RATP) : *Delebarre (Michel)* (p. 1722, 1742); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).
- Réponse à M. Berchet : *Delebarre (Michel)* (p. 1739).
- Réponse à M. Bimbenet : *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Réponse à M. Descours : *Delebarre (Michel)* (p. 1739, 1740).
- Réponse à M. Golliet : *Sarre (Georges)* (p. 1745).
- Réponse à M. Hamel : *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Réponse à M. Oudin : *Delebarre (Michel)* (p. 1739, 1743).
- Réponse à M. Pagès : *Delebarre (Michel)* (p. 1741).
- Réponse à Mlle Rapuzzi : *Delebarre (Michel)* (p. 1739).
- Réponse à M. Robert : *Delebarre (Michel)* (p. 1742).
- Réseau express régional (RER) : *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1722).
- Réseau routier et autoroutier : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732); *Braconnier (Jacques)* (p. 1728); *Delebarre (Michel)* (p. 1724); *Loridant (Paul)* (p. 1730); *Oudin (Jacques)* (p. 1737); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Retraites (financement) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724).
- Sécurité publique : *Delebarre (Michel)* (p. 1742); *Loridant (Paul)* (p. 1731); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).
- Sécurité routière : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1732); *Braconnier (Jacques)* (p. 1728); *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1724, 1739); *Golliet (Jacques)* (p. 1731); *Loridant (Paul)* (p. 1729, 1730); *Oudin (Jacques)* (p. 1737); *Pagès (Robert)* (p. 1734); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Service public : *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1722).
- Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1739, 1740, 1741, 1742); *Oudin (Jacques)* (p. 1736, 1737, 1743); *Pagès (Robert)* (p. 1734); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724, 1725); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).
- Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (endettement) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724).
- Tourisme : *Catuelan (Louis de)* (p. 1735).
- Train à grande vitesse (TGV) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Delebarre (Michel)* (p. 1739, 1740, 1743); *Oudin (Jacques)* (p. 1736, 1737).
- Train à grande vitesse (TGV) (Atlantique) : *Delebarre (Michel)* (p. 1723); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725).
- Train à grande vitesse (TGV) (Est) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Delebarre (Michel)* (p. 1740).
- Train à grande vitesse (TGV) (Nord) : *Berchet (Georges)* (p. 1728); *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1740, 1743); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725).
- Train à grande vitesse (TGV) (Sud-Est) : *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725).
- Transports aériens (sécurité) : *Delebarre (Michel)* (p. 1721).
- Transports de marchandises : *Golliet (Jacques)* (p. 1731); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1725).
- Transports en commun : *Berchet (Georges)* (p. 1728); *Delebarre (Michel)* (p. 1722, 1723, 1739, 1740, 1741, 1742); *Descours (Charles)* (p. 1733, 1734); *Golliet (Jacques)* (p. 1731); *Pagès (Robert)* (p. 1734); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725); *Sarre (Georges)* (p. 1745).
- Transports en commun (tarifs) : *Delebarre (Michel)* (p. 1741); *Descours (Charles)* (p. 1741).
- Transports en commun (tarifs sociaux) : *Delebarre (Michel)* (p. 1739).
- Transports et mer (budget) : *Delebarre (Michel)* (p. 1722).
- Transports ferroviaires : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).
- Transports ferroviaires (électrification) : *Delebarre (Michel)* (p. 1742, 1743); *Oudin (Jacques)* (p. 1737).
- Transports ferroviaires (sécurité) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Delebarre (Michel)* (p. 1721, 1740, 1741, 1742); *Pagès (Robert)* (p. 1734); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1725); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1736).
- Transports fluviaux : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729); *Catuelan (Louis de)* (p. 1735); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1738); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1725); *Pagès (Robert)* (p. 1735); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Transports routiers : *Berchet (Georges)* (p. 1728); *Delebarre (Michel)* (p. 1723); *Golliet (Jacques)* (p. 1731); *Pagès (Robert)* (p. 1735); *Sarre (Georges)* (p. 1745).
- Transports terrestres (budget) : *Berchet (Georges)* (p. 1727); *Delebarre (Michel)* (p. 1722); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724).
- Travail (durée) : *Pagès (Robert)* (p. 1735); *Sarre (Georges)* (p. 1745).
- Urbanisme : *Delebarre (Michel)* (p. 1723, 1742); *Rapuzzi (Irma)* (p. 1724).
- Vendée (département) : *Delebarre (Michel)* (p. 1743); *Oudin (Jacques)* (p. 1737, 1743).
- Voies navigables : *Catuelan (Louis de)* (p. 1735, 1746); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1738).
- Voies navigables (budget) : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729); *Delebarre (Michel)* (p. 1724); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1726).
- Voies navigables (entretien et investissements) : *Braconnier (Jacques)* (p. 1729); *Catuelan (Louis de)* (p. 1735); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1738); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1726); *Sarre (Georges)* (p. 1744).
- Examen des crédits** (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la mer) (p. 1746)
- Les crédits sont adoptés (26 novembre 1988) (p. 1779).

TRANSPORTS ET MER

AVIATION CIVILE, METEOROLOGIE ET BUDGET ANNEXE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Discussion (26 novembre 1988) (p. 1746, 1760) :

MM. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer ; Marcel Fortier, rapporteur spécial ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

(aviation civile); Ernest Cartigny, Jean-Jacques Robert, Jacques Habert, Mme Hélène Luc, M. Jean-François Pintat.

Aéroclubs: Cartigny (Ernest) (p. 1751); Fortier (Marcel) (p. 1748); Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Aéronautique (industrie): Delebarre (Michel) (p. 1746, 1757, 1758); Fortier (Marcel) (p. 1748); Legrand (Bernard) (p. 1750); Pintat (Jean-François) (p. 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Aéroports: Delebarre (Michel) (p. 1746, 1759); Habert (Jacques) (p. 1752, 1753); Legrand (Bernard) (p. 1750); Luc (Hélène) (p. 1754).

Airbus: Delebarre (Michel) (p. 1757); Fortier (Marcel) (p. 1748); Legrand (Bernard) (p. 1750).

Air France: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1757); Fortier (Marcel) (p. 1748); Legrand (Bernard) (p. 1749); Pintat (Jean-François) (p. 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Air Inter: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1757); Fortier (Marcel) (p. 1748); Legrand (Bernard) (p. 1749); Pintat (Jean-François) (p. 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Anciens combattants et victimes de guerre: Delebarre (Michel) (p. 1759); Habert (Jacques) (p. 1753).

Aviation civile (budget): Delebarre (Michel) (p. 1746); Fortier (Marcel) (p. 1747); Legrand (Bernard) (p. 1749).

Aviation légère: Cartigny (Ernest) (p. 1750, 1751); Delebarre (Michel) (p. 1746, 1758); Legrand (Bernard) (p. 1749); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Collectivités territoriales d'outre-mer: Delebarre (Michel) (p. 1756); Legrand (Bernard) (p. 1750).

Commerce extérieur: Fortier (Marcel) (p. 1749).

Communauté économique européenne (CEE): Delebarre (Michel) (p. 1756, 1757, 1759); Fortier (Marcel) (p. 1747); Luc (Hélène) (p. 1759).

Compagnies aériennes: Delebarre (Michel) (p. 1747, 1756); Fortier (Marcel) (p. 1747); Habert (Jacques) (p. 1753); Legrand (Bernard) (p. 1749); Pintat (Jean-François) (p. 1754, 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Concurrence: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1757); Fortier (Marcel) (p. 1747); Habert (Jacques) (p. 1753); Legrand (Bernard) (p. 1750); Luc (Hélène) (p. 1754).

Conflits sociaux: Delebarre (Michel) (p. 1746, 1747, 1757); Fortier (Marcel) (p. 1748, 1749); Habert (Jacques) (p. 1753); Luc (Hélène) (p. 1754); Pintat (Jean-François) (p. 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Déréglementation: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1757); Luc (Hélène) (p. 1754); Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Espace (industrie): Delebarre (Michel) (p. 1757); Luc (Hélène) (p. 1759).

Etats-Unis d'Amérique (USA): Delebarre (Michel) (p. 1757).

Europe: Luc (Hélène) (p. 1759).

Formation professionnelle: Cartigny (Ernest) (p. 1751); Delebarre (Michel) (p. 1746, 1758); Fortier (Marcel) (p. 1748); Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Français de l'étranger: Delebarre (Michel) (p. 1759); Habert (Jacques) (p. 1753).

Météorologie nationale: Delebarre (Michel) (p. 1747).

Navigation aérienne (budget annexe): Delebarre (Michel) (p. 1759); Fortier (Marcel) (p. 1748, 1749).

Paris (survol de): Legrand (Bernard) (p. 1750).

Participation des salariés: Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Personnel de la navigation aérienne: Delebarre (Michel) (p. 1746, 1747); Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Pollutions et nuisances: Luc (Hélène) (p. 1754).

Recherche: Delebarre (Michel) (p. 1746); Pintat (Jean-François) (p. 1755).

Réponse à M. Cartigny: Delebarre (Michel) (p. 1758).

Réponse à M. Fortier: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1759).

Réponse à M. Habert: Delebarre (Michel) (p. 1759).

Réponse à M. Legrand: Delebarre (Michel) (p. 1756).

Réponse à Mme Luc: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1759).

Réponse à M. Pintat: Delebarre (Michel) (p. 1757).

Réponse à M. Robert: Delebarre (Michel) (p. 1758).

Sécurité civile: Legrand (Bernard) (p. 1750).

Sécurité publique: Delebarre (Michel) (p. 1746).

Service public: Delebarre (Michel) (p. 1756); Fortier (Marcel) (p. 1749); Luc (Hélène) (p. 1754).

Sports: Cartigny (Ernest) (p. 1751).

Trafic aérien: Delebarre (Michel) (p. 1758); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Train à grande vitesse (TGV): Legrand (Bernard) (p. 1749).

Train à grande vitesse (TGV) (Nord): Delebarre (Michel) (p. 1759); Habert (Jacques) (p. 1753).

Transports aériens: Delebarre (Michel) (p. 1746, 1747); Fortier (Marcel) (p. 1747).

Transports aériens (sécurité): Delebarre (Michel) (p. 1757, 1758); Luc (Hélène) (p. 1754).

Transports en commun: Delebarre (Michel) (p. 1759); Habert (Jacques) (p. 1753).

Transports (politique communautaire): Delebarre (Michel) (p. 1759).

Travail (conditions): Luc (Hélène) (p. 1754).

UTA: Delebarre (Michel) (p. 1756, 1758, 1759); Legrand (Bernard) (p. 1749); Pintat (Jean-François) (p. 1755); Robert (Jean-Jacques) (p. 1752).

Examen des crédits du budget annexe de la navigation aérienne figurant aux articles 36 et 37, paragraphes I et II (26 novembre 1988) (p. 1760) (L'examen des crédits relatifs à l'aviation civile, à l'exception d'un amendement, et à la météorologie nationale, est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la mer) (p. 1759): MM. Marcel Fortier, rapporteur spécial; Michel Delebarre, ministre.

Etat C - TITRE IV (p. 1759).

Adopté: amendement n° II-5 de M. Marcel Fortier, rapporteur spécial: réduction des crédits du titre IV « afin d'augmenter les crédits en faveur des aéroclubs » (p. 1760).

Art. 36 (Services votés) - Adopté (p. 1760).

Art. 37 (Mesures nouvelles) - Adopté (p. 1760).

- Les crédits concernant l'aviation civile de la météorologie nationale sont adoptés (26 novembre 1988) (p. 1779).

TRANSPORTS ET MER

MER, MARINE MARCHANDE ET PORTS MARITIMES

Discussion (26 novembre 1988) (p. 1760, 1779):

MM. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer; René Régnault, rapporteur spécial (marine marchande); Yves le Cozannet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande); Tony Larue, rapporteur spécial (ports maritimes); Claude Prouvoveur, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes); Jacques Oudin, Jacques Bialski; Robert Pagès, José Balarello, Louis de Catuelan, Paul Caron, Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer.

Aide alimentaire: Catuelan (Louis de) (p. 1774).

- Aquaculture : *Balarello (José)* (p. 1773); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1778); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Armement maritime : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Catuelan (Louis de)* (p. 1773); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Mellick (Jacques)* (p. 1776); *Oudin (Jacques)* (p. 1768); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Association nationale des élus du littoral : *Oudin (Jacques)* (p. 1769).
- Basse-Normandie (région) : *Régnault (René)* (p. 1762).
- Bretagne (région) : *Régnault (René)* (p. 1762).
- Cabotage : *Balarello (José)* (p. 1772).
- Calamités et catastrophes : *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Canada : *Mellick (Jacques)* (p. 1776); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Charges sociales : *Larue (Tony)* (p. 1766); *Mellick (Jacques)* (p. 1760); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Communauté économique européenne (CEE) : *Mellick (Jacques)* (p. 1761).
- Compagnie générale maritime (CGM) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Conseil national des communautés portuaires : *Larue (Tony)* (p. 1766); *Mellick (Jacques)* (p. 1776); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Construction navale : *Balarello (José)* (p. 1772); *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Mellick (Jacques)* (p. 1777).
- Cultures marines : voir Aquaculture.
- Emploi : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Pagès (Robert)* (p. 1771).
- Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : *Bialski (Jacques)* (p. 1769); *Catuelan (Louis de)* (p. 1773); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1760); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Fiscalité : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Formation professionnelle : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1760, 1761, 1775); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Haute-Normandie (région) : *Caron (Paul)* (p. 1775).
- Littoral (protection) : *Balarello (José)* (p. 1773); *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Oudin (Jacques)* (p. 1768); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Marine marchande : *Balarello (José)* (p. 1772); *Bialski (Jacques)* (p. 1769, 1770); *Catuelan (Louis de)* (p. 1773); *Delebarre (Michel)* (p. 1778); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1763, 1764); *Mellick (Jacques)* (p. 1760, 1775); *Oudin (Jacques)* (p. 1768); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Marine marchande (budget) : *Régnault (René)* (p. 1762).
- Marins : *Catuelan (Louis de)* (p. 1774).
- Mer (budget) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1763); *Mellick (Jacques)* (p. 1760).
- Navigation de plaisance : *Balarello (José)* (p. 1772); *Mellick (Jacques)* (p. 1777).
- Nodules polymétalliques : *Balarello (José)* (p. 1773).
- Noirmoutier (île) : *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Oudin (Jacques)* (p. 1769).
- Nord-Pas-de-Calais (région) : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Delebarre (Michel)* (p. 1778).
- Pavillon des Kerguelen : voir Pavillons de complaisance.
- Pavillons de complaisance : *Balarello (José)* (p. 1772); *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Mellick (Jacques)* (p. 1776); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Pêche : *Balarello (José)* (p. 1772); *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1761, 1776, 1778); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Pêche (politique communautaire) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1761); *Oudin (Jacques)* (p. 1768); *Pagès (Robert)* (p. 1771); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Plan Guellec : *Caron (Paul)* (p. 1775); *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764).
- Police maritime : *Régnault (René)* (p. 1762).
- Pollutions et nuisances : *Oudin (Jacques)* (p. 1768).
- Ports : *Balarello (José)* (p. 1772); *Caron (Paul)* (p. 1775); *Delebarre (Michel)* (p. 1778); *Larue (Tony)* (p. 1765, 1766); *Mellick (Jacques)* (p. 1760, 1761, 1776); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Ports autonomes : *Bialski (Jacques)* (p. 1770, 1771); *Caron (Paul)* (p. 1775); *Larue (Tony)* (p. 1765, 1766); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Ports (budget) : *Caron (Paul)* (p. 1774, 1775); *Larue (Tony)* (p. 1766).
- Ports (concurrence européenne) : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Caron (Paul)* (p. 1775); *Larue (Tony)* (p. 1766); *Oudin (Jacques)* (p. 1768); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Ports (Dieppe) : *Caron (Paul)* (p. 1775).
- Ports (Dunkerque) : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Mellick (Jacques)* (p. 1777, 1778).
- Ports (investissements) : *Bialski (Jacques)* (p. 1771); *Larue (Tony)* (p. 1766); *Pagès (Robert)* (p. 1771).
- Ports (Noirmoutier) : *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Oudin (Jacques)* (p. 1769).
- Protection sociale : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Balarello (José)* (p. 1773).
- Rapport Le Drian (marine marchande) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764); *Mellick (Jacques)* (p. 1776).
- Recherche : *Balarello (José)* (p. 1773); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Réponse à M. Balarello : *Mellick (Jacques)* (p. 1777, 1778).
- Réponse à M. Bialski : *Delebarre (Michel)* (p. 1778); *Mellick (Jacques)* (p. 1777, 1778).
- Réponse à M. de Catuelan : *Delebarre (Michel)* (p. 1778).
- Réponse à M. Larue : *Mellick (Jacques)* (p. 1776).
- Réponse à M. Oudin : *Mellick (Jacques)* (p. 1777).
- Réponse à M. Pagès : *Mellick (Jacques)* (p. 1777, 1778).
- Réponse à M. Prouvoyeur : *Mellick (Jacques)* (p. 1776).
- Réponse à M. Régnault : *Mellick (Jacques)* (p. 1775).
- Réseau routier et autoroutier : *Bialski (Jacques)* (p. 1770); *Larue (Tony)* (p. 1766); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1767).
- Retraites : *Mellick (Jacques)* (p. 1760); *Régnault (René)* (p. 1762).
- Saint-Malo : *Mellick (Jacques)* (p. 1776).
- Saint-Pierre-et-Miquelon : *Mellick (Jacques)* (p. 1776); *Régnault (René)* (p. 1763).
- Salaires, traitements et indemnités : *Catuelan (Louis de)* (p. 1774).

Schémas de mise en valeur de la mer: *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Oudin (Jacques)* (p. 1768).

Sécurité maritime: *Balarello (José)* (p. 1772); *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1765); *Mellick (Jacques)* (p. 1777); *Oudin (Jacques)* (p. 1769).

Service public: *Mellick (Jacques)* (p. 1761).

Signalisation maritime: *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Mellick (Jacques)* (p. 1775); *Régnauld (René)* (p. 1762).

Société nationale de sauvetage en mer (SNSM): *Bialski (Jacques)* (p. 1769); *Catuelan (Louis de)* (p. 1774); *Oudin (Jacques)* (p. 1769).

Transports maritimes: *Balarello (José)* (p. 1772); *Catuelan (Louis de)* (p. 1773); *Mellick (Jacques)* (p. 1761).

Transports maritimes (données chiffrées): *Larue (Tony)* (p. 1765); *Le Cozannet (Yves)* (p. 1764).

Transports maritimes (tarifs): *Mellick (Jacques)* (p. 1761).

Examen des crédits relatifs au ministère des transports et de la mer (26 novembre 1988) (p. 1779): *MM. René Régnauld, rapporteur spécial*; *Yves le Cozannet, rapporteur pour avis*; *Paul Caron, Robert Pagès*.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 1779).

TITRE IV – Adopté (p. 1779).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 1779).

TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET SERVICES COMMUNS

Discussion (28 novembre 1988) (p. 1829, 1848):

MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle; *André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle*; *René Monory, rapporteur spécial*; *Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi)*; *Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle)*; *Gérard Delfau, Hector Viron, Guy Besse, Charles Bonifay*.

Agence nationale pour l'emploi (ANPE): *Besse (Guy)* (p. 1842); *Monory (René)* (p. 1835); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1831, 1844, 1845); *Souvet (Louis)* (p. 1838).

Analphabétisme: *Besse (Guy)* (p. 1843); *Laignel (André)* (p. 1832, 1846).

Apprentissage: *Bonifay (Charles)* (p. 1844); *Laignel (André)* (p. 1833); *Madelain (Jean)* (p. 1839); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1830).

Asie du Sud-Est: *Delfau (Gérard)* (p. 1841).

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA): *Besse (Guy)* (p. 1842); *Laignel (André)* (p. 1833, 1834); *Madelain (Jean)* (p. 1839); *Monory (René)* (p. 1836); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1844, 1845); *Souvet (Louis)* (p. 1838).

Automobile (industrie): *Monory (René)* (p. 1835).

Chômage: *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1844); *Souvet (Louis)* (p. 1837, 1839).

Chômage de longue durée: *Laignel (André)* (p. 1832); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1830).

Chômage (indemnisation): *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1831).

Concurrence internationale: *Monory (René)* (p. 1837).

Contrôle parlementaire: *Monory (René)* (p. 1836).

Déconcentration: *Delfau (Gérard)* (p. 1841); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1845).

Education nationale (budget): *Monory (René)* (p. 1834).

Emploi: *Laignel (André)* (p. 1834); *Madelain (Jean)* (p. 1839); *Monory (René)* (p. 1834, 1835); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1829, 1831); *Viron (Hector)* (p. 1842).

Emploi des jeunes: *Bonifay (Charles)* (p. 1843); *Delfau (Gérard)* (p. 1840, 1841); *Laignel (André)* (p. 1832, 1833); *Madelain (Jean)* (p. 1839); *Monory (René)* (p. 1836); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1829, 1830); *Souvet (Louis)* (p. 1837); *Viron (Hector)* (p. 1842).

Emplois (créations et suppressions): *Bonifay (Charles)* (p. 1843); *Delfau (Gérard)* (p. 1841); *Monory (René)* (p. 1834, 1835).

Entreprises: *Madelain (Jean)* (p. 1840); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1830, 1845).

Entreprises (aides aux): *Delfau (Gérard)* (p. 1841); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1830, 1845).

Entreprises (charges): *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1829).

Entreprises (création): *Monory (René)* (p. 1836).

Fiscalité: *Delfau (Gérard)* (p. 1840); *Madelain (Jean)* (p. 1839).

Formation continue: *Madelain (Jean)* (p. 1839); *Monory (René)* (p. 1835, 1837).

Formation en alternance: *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1846).

Formation professionnelle: *Besse (Guy)* (p. 1843); *Bonifay (Charles)* (p. 1843); *Laignel (André)* (p. 1832, 1833, 1834, 1846); *Madelain (Jean)* (p. 1839, 1840); *Monory (René)* (p. 1834, 1835); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1829, 1830, 1844, 1845); *Viron (Hector)* (p. 1842).

Grand marché intérieur (CEE): *Monory (René)* (p. 1837).

Informatique: *Madelain (Jean)* (p. 1840).

Licenciements économiques: *Monory (René)* (p. 1836).

Lycées: *Monory (René)* (p. 1835).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE): *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1844).

Organisations syndicales: *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1845); *Souvet (Louis)* (p. 1838).

Parlement (rôle): *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1845).

Politique économique et sociale: *Delfau (Gérard)* (p. 1840); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1830).

Salariés: *Laignel (André)* (p. 1832).

Sénat: *Souvet (Louis)* (p. 1838).

Travail: *Bonifay (Charles)* (p. 1843); *Delfau (Gérard)* (p. 1840); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1829).

Examen des crédits (28 novembre 1988) (p. 1847, 1848): *MM. Hector Viron, Louis Souvet, rapporteur pour avis*; *Jean-Pierre Soisson, ministre*.

Travail, emploi et formation professionnelle.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 1848).

TITRE IV (p. 1847).

Retiré: amendement n° II-4 de M. Louis Souvet, rapporteur pour avis: réduction des crédits afin de « protester contre la pratique des provisions » et « de faire procéder à un audit de l'ANPE et de l'AFPA » (p. 1848).

– Le titre IV est adopté (p. 1848).

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 1848).

Services communs.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 1848).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 1848).

IMPRIMERIE NATIONALE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2508, 2512):

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Robert Vizet, Jacques Habert, Jean Chérioux.

Communauté économique européenne (CEE) : Habert (Jacques) (p. 2512).

Départements d'outre-mer (DOM) : Neiertz (Véronique) (p. 2512) ; Vizet (Robert) (p. 2511).

Emplois publics (créations et suppressions) : Neiertz (Véronique) (p. 2510) ; Vizet (Robert) (p. 2510, 2511).

Imprimerie nationale (budget) : Neiertz (Véronique) (p. 2510) ; Vizet (Robert) (p. 2510).

Imprimerie nationale (transfert hors Paris) : Chérioux (Jean) (p. 2512) ; Neiertz (Véronique) (p. 2512) ; Vizet (Robert) (p. 2511).

Investissements : Neiertz (Véronique) (p. 2510) ; Vizet (Robert) (p. 2511).

Journal officiel : Habert (Jacques) (p. 2511).

Langues et cultures étrangères : Habert (Jacques) (p. 2512) ; Neiertz (Véronique) (p. 2512).

Livres : Habert (Jacques) (p. 2511, 2512) ; Neiertz (Véronique) (p. 2510) ; Vizet (Robert) (p. 2511).

Sénat (services des comptes rendus) : Habert (Jacques) (p. 2511).

Vacances : Neiertz (Véronique) (p. 2512) ; Vizet (Robert) (p. 2511).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (9 décembre 1988) (p. 2512)

Art. 36 (Services votés) – Adopté (p. 2512).

Art. 37 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 2512).

JOURNAUX OFFICIELS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (5 décembre 1988) (p. 2216, 2217) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial.

Centre national d'informatique juridique (CNIJ) : Dreyfus (Tony) (p. 2216) ; Fost (Paulette) (p. 2216).

Emploi : Dreyfus (Tony) (p. 2216) ; Fost (Paulette) (p. 2216).

Journaux officiels (crédits) : Dreyfus (Tony) (p. 2216).

Journaux officiels (modernisation) : Dreyfus (Tony) (p. 2216) ; Fost (Paulette) (p. 2216).

Tarifs publics : Dreyfus (Tony) (p. 2216) ; Fost (Paulette) (p. 2216).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (5 décembre 1988) (p. 2217)

Art. 36 (Services votés) – Adopté (p. 2217).

Art. 37 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 2217).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

(BUDGETS ANNEXES)

Discussion (30 novembre 1988) (p. 1953, 1955) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial.

Anciens combattants et victimes de guerre : Arpaillange (Pierre) (p. 1954) ; Perrein (Louis) (p. 1954).

Enseignement : Arpaillange (Pierre) (p. 1954) ; Perrein (Louis) (p. 1954).

Légion d'honneur (budget annexe) : Arpaillange (Pierre) (p. 1953) ; Perrein (Louis) (p. 1954).

Maisons d'éducation : Arpaillange (Pierre) (p. 1953) ; Perrein (Louis) (p. 1954).

Ordre de la Libération (budget annexe) : Arpaillange (Pierre) (p. 1954) ; Perrein (Louis) (p. 1954).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (30 novembre 1988) (p. 1954)

LEGION D'HONNEUR.

Art. 36 (Services votés) – Adopté (p. 1954).

Art. 37 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 1954).

ORDRE DE LA LIBERATION.

Art. 36 (Services votés) – Adopté (p. 1955).

Art. 37 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 1955).

MONNAIES ET MEDAILLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2508, 2510) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; Louis Perrein, rapporteur spécial.

Emploi : Neiertz (Véronique) (p. 2509).

Etats étrangers : Perrein (Louis) (p. 2509).

Médailles : Perrein (Louis) (p. 2509).

Monnaie : Neiertz (Véronique) (p. 2508, 2509) ; Perrein (Louis) (p. 2509).

Monnaies et médailles (budget) : Perrein (Louis) (p. 2510).

Musée de la monnaie : Neiertz (Véronique) (p. 2509).

Numismatique : Perrein (Louis) (p. 2509).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (9 décembre 1988) (p. 2510)

Art. 36 (Services votés) – Adopté (p. 2510).

Art. 37 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 2510).

POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET ESPACE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2529, 2547) :

MM. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace ; Henri Torre, rapporteur spécial ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Yves le Cozannet, Jean-Jacques Robert, Paul Lorient, Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Gérard Delfau, Louis Perrein, René Régnauld.

Audiovisuel (technologie) : Quilès (Paul) (p. 2531).

Bretagne (région) : Le Cozannet (Yves) (p. 2537) ; Quilès (Paul) (p. 2546).

Centre national d'études spatiales (CNES) : Faure (Jean) (p. 2535) ; Pagès (Robert) (p. 2540) ; Perrein (Louis) (p. 2542) ; Quilès (Paul) (p. 2531, 2544) ; Torre (Henri) (p. 2532, 2534).

Communauté économique européenne (CEE) : Quilès (Paul) (p. 2530).

Concurrence : Perrein (Louis) (p. 2542) ; Quilès (Paul) (p. 2530).

Conflits sociaux : Faure (Jean) (p. 2535) ; Pagès (Robert) (p. 2539) ; Quilès (Paul) (p. 2529, 2545, 2546) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 2538).

Contrôle parlementaire : Torre (Henri) (p. 2533).

Cour des comptes : Faure (Jean) (p. 2536) ; Le Cozannet (Yves) (p. 2536).

Déréglementation : Faure (Jean) (p. 2535) ; Quilès (Paul) (p. 2530).

Direction générale des télécommunications (DGT): voir France Télécom.

Elus locaux : *Faure (Jean)* (p. 2535).

Emplois publics (créations et suppressions): *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Quilès (Paul)* (p. 2532, 2546); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Endettement (entreprises et particuliers): *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Quilès (Paul)* (p. 2545); *Torre (Henri)* (p. 2534).

Entreprises : *Quilès (Paul)* (p. 2529).

Environnement : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2537); *Quilès (Paul)* (p. 2546).

Espace : *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2531, 2545); *Régnauld (René)* (p. 2543).

Espace (budget) : *Torre (Henri)* (p. 2532).

Filiales : *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2545).

Finances publiques : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Perrein (Louis)* (p. 2542); *Quilès (Paul)* (p. 2544); *Torre (Henri)* (p. 2532, 2534).

Fonctionnaires et agents publics : *Delfau (Gérard)* (p. 2541); *Faure (Jean)* (p. 2535); *Perrein (Louis)* (p. 2542); *Quilès (Paul)* (p. 2530); *Régnauld (René)* (p. 2543).

France Télécom : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2541); *Loridant (Paul)* (p. 2538); *Quilès (Paul)* (p. 2544); *Torre (Henri)* (p. 2532).

Investissements (postes) : *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2531); *Régnauld (René)* (p. 2543); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Investissements (télécommunications) : *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2531); *Torre (Henri)* (p. 2534).

Libertés individuelles : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2540).

Mission sur la place et le rôle des postes et télécommunications : *Quilès (Paul)* (p. 2530, 2546); *Régnauld (René)* (p. 2543).

Numéris : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Loridant (Paul)* (p. 2539); *Quilès (Paul)* (p. 2531); *Régnauld (René)* (p. 2543).

Participation des salariés : *Delfau (Gérard)* (p. 2541); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Perrein (Louis)* (p. 2542); *Quilès (Paul)* (p. 2546); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2538); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Pornographie : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2541).

Postes : *Delfau (Gérard)* (p. 2541); *Perrein (Louis)* (p. 2541); *Quilès (Paul)* (p. 2529, 2530); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2537); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Postes et télécommunications (budget annexe) : *Faure (Jean)* (p. 2534); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Quilès (Paul)* (p. 2531, 2544); *Torre (Henri)* (p. 2532, 2533).

Postes (secteur financier) : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Perrein (Louis)* (p. 2541); *Quilès (Paul)* (p. 2545); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Presse : *Torre (Henri)* (p. 2533).

Recherche : *Quilès (Paul)* (p. 2532).

Réseau numérique à intégration de services (RNIS): voir Numéris.

Réseaux câblés : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2537); *Loridant (Paul)* (p. 2538); *Quilès (Paul)* (p. 2532, 2545); *Régnauld (René)* (p. 2543); *Torre (Henri)* (p. 2534).

Salaires, traitements et indemnités : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Perrein (Louis)* (p. 2542); *Quilès (Paul)* (p. 2532).

Satellites : *Faure (Jean)* (p. 2536); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2537); *Loridant (Paul)* (p. 2539); *Quilès (Paul)* (p. 2531, 2544); *Régnauld (René)* (p. 2543); *Torre (Henri)* (p. 2534).

Service public : *Delfau (Gérard)* (p. 2541); *Faure (Jean)* (p. 2535); *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2529, 2530, 2544, 2545); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2538).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Torre (Henri)* (p. 2534).

Télécommunications : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2540); *Loridant (Paul)* (p. 2538); *Pagès (Robert)* (p. 2539); *Perrein (Louis)* (p. 2542); *Quilès (Paul)* (p. 2530); *Régnauld (René)* (p. 2543); *Torre (Henri)* (p. 2533).

Télécommunications (industrie) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2537); *Quilès (Paul)* (p. 2530, 2546).

Télédiffusion de France (TDF) : *Faure (Jean)* (p. 2536); *Loridant (Paul)* (p. 2539); *Quilès (Paul)* (p. 2544); *Torre (Henri)* (p. 2532).

Télématique : *Faure (Jean)* (p. 2536); *Quilès (Paul)* (p. 2532).

Télématique (minitel rose) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2546).

Téléphone : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536); *Quilès (Paul)* (p. 2532).

Téléphone (tarification) : *Le Cozannet (Yves)* (p. 2536).

Télévision haute définition (TVHD) : *Quilès (Paul)* (p. 2531, 2544); *Régnauld (René)* (p. 2543).

Télévisions locales : *Loridant (Paul)* (p. 2538); *Quilès (Paul)* (p. 2545).

Zones de montagne : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Quilès (Paul)* (p. 2545).

Zones rurales : *Faure (Jean)* (p. 2535); *Le Cozannet (Jean)* (p. 2536, 2537); *Pagès (Robert)* (p. 2540); *Quilès (Paul)* (p. 2545); *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2537).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (9 décembre 1988) (p. 2547, 2548) : *MM. Richard Pouille, Henri Torre, rapporteur spécial; Paul Quilès, ministre; Louis Perrein.*

Art. 36 (Services votés) (p. 2547).

Retiré : amendement n° II-60 de M. José Balareello, soutenu par M. Richard Pouille : retrait du mot « espace » de l'appellation du budget annexe (p. 2547).

– Les crédits figurant à l'article 36 sont rejetés (p. 2548 ; scrutin public n° 78).

Art. 37 (Mesures nouvelles) (p. 2548).

Retiré : amendement n° II-61 de M. José Balareello, retiré par M. Richard Pouille : coordination avec l'amendement n° II-60 à l'article 36 (p. 2548).

– Les crédits figurant à l'article 37 sont rejetés (p. 2548).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (29 novembre 1988) (p. 1885, 1897) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt; Roland du Luart, rapporteur spécial; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Louis Minetti, Raymond Soucaret, Henri Belcour, Michel Moreigne, Guy Robert, Marcel Daunay.

Agriculteurs : *Louvot (Pierre)* (p. 1889); *Minetti (Louis)* (p. 1891); *Nallet (Henri)* (p. 1885, 1886); *Soucaret (Raymond)* (p. 1891).

Agriculteurs (jeunes) : *Luart (Roland du)* (p. 1888).

Agriculture (budget) : *Soucaret (Raymond)* (p. 1892).

Aide familiale ou ménagère : *Louvot (Pierre)* (p. 1890); *Nallet (Henri)* (p. 1895, 1896).

Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) : *Louvot (Pierre)* (p. 1890); *Mercier (Louis)* (p. 1891).

Assurance veuvage : *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Nallet (Henri)* (p. 1896).

Assurance vieillesse : *Luart (Roland du)* (p. 1887).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (financement) : *Belcour (Henri)* (p. 1893) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1894) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1889, 1890) ; *Luart (Roland du)* (p. 1887) ; *Minetti (Louis)* (p. 1891) ; *Nallet (Henri)* (p. 1885) ; *Robert (Guy)* (p. 1894) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1892).

Contrôle parlementaire : *Luart (Roland du)* (p. 1888).

Cotisations sociales : *Louvot (Pierre)* (p. 1889) ; *Luart (Roland du)* (p. 1887, 1888) ; *Mercier (Louis)* (p. 1891) ; *Moreigne (Michel)* (p. 1893) ; *Nallet (Henri)* (p. 1886, 1895, 1896) ; *Robert (Guy)* (p. 1894) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1892).

Creuse (département) : *Moreigne (Michel)* (p. 1894).

Démographie : *Louvot (Pierre)* (p. 1889, 1890) ; *Luart (Roland du)* (p. 1888) ; *Moreigne (Michel)* (p. 1893) ; *Nallet (Henri)* (p. 1896) ; *Robert (Guy)* (p. 1894) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1892).

Economie : *Luart (Roland du)* (p. 1888).

Exploitants agricoles : *Belcour (Henri)* (p. 1893) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1889).

Exploitants agricoles (conjointes) : *Nallet (Henri)* (p. 1885, 1895).

Finances locales : *Moreigne (Michel)* (p. 1894).

Fiscalité : *Belcour (Henri)* (p. 1892).

Fonds national de solidarité et d'action mutualiste : *Louvot (Pierre)* (p. 1890).

Impôts et taxes : *Luart (Roland du)* (p. 1887) ; *Minetti (Louis)* (p. 1891).

Organisations interprofessionnelles agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1886).

Pensions et retraites : *Belcour (Henri)* (p. 1892) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1894) ; *Luart (Roland du)* (p. 1887) ; *Minetti (Louis)* (p. 1891) ; *Moreigne (Michel)* (p. 1893) ; *Nallet (Henri)* (p. 1885, 1895).

Personnes âgées : *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Nallet (Henri)* (p. 1895).

Prestations familiales : *Luart (Roland du)* (p. 1887) ; *Nallet (Henri)* (p. 1885).

Protection sociale : *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Luart (Roland du)* (p. 1887) ; *Minetti (Louis)* (p. 1891) ; *Nallet (Henri)* (p. 1885, 1886) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 1891, 1892).

Retraite (âge) : *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Nallet (Henri)* (p. 1885, 1895) ; *Robert (Guy)* (p. 1894).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Nallet (Henri)* (p. 1886).

Revenus agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 1887, 1888).

RMI : voir Revenu minimum d'insertion.

Sécurité sociale : *Louvot (Pierre)* (p. 1889).

Sécurité sociale (financement) : *Luart (Roland du)* (p. 1887).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Louvot (Pierre)* (p. 1889).

Vaccinations : *Belcour (Henri)* (p. 1893) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Nallet (Henri)* (p. 1895).

Zones rurales : *Louvot (Pierre)* (p. 1890) ; *Minetti (Louis)* (p. 1891) ; *Nallet (Henri)* (p. 1895).

Examen des crédits figurant aux articles 36 et 37 (29 novembre 1988) (p. 1896, 1897) : *MM. Guy Besse, Raymond Soucaret, Louis Minetti, Roland du Luart, rapporteur spécial ; Henri Nallet, ministre.*

Art. 36 (BAPSA : services votés) – Adopté (p. 1897).

Art. 37 (BAPSA : mesures nouvelles) – Adopté (p. 1897).

Après l'art. 67 (p. 1897).

Adopté : amendement n° II-11 (art. additionnel) de *M. Roland du Luart, rapporteur spécial* : présentation annuelle par le Gouvernement, dans le projet de loi de finances, d'une évaluation des recettes par chapitre, en ce qui concerne les services votés et les mesures nouvelles du BAPSA (p. 1897).

– Un article additionnel est inséré dans la seconde partie de la loi de finances (p. 1897).

DEFENSE

Discussion (7 décembre 1988) (p. 2369, 2410) :

MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Jean Francou, rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; Modeste Legouez, rapporteur spécial (dépenses ordinaires) ; Xavier de Villepin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section commune) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section gendarmerie) ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section forces terrestres) ; Michel d'Aillières, en remplacement de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section marine) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jean Simonin, Robert Pontillon, Jean-Luc Bécart, Guy Cabanel, Jacques Golliet, Roger Husson, Louis Longequeue, Jacques Genton, Emmanuel Hamel, Pierre Matraja, Louis de Catuelan.

Aéronautique (industrie) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388).

Aéronavale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402) ; *Lejeune (Max)* (p. 2382, 2383).

Algérie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Alliance atlantique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402) ; *Francou (Jean)* (p. 2374) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2384).

Armée de l'air : *Aillières (Michel d')* (p. 2381) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371).

Armée de terre : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371) ; *Francou (Jean)* (p. 2374).

Armée (entraînement et activités) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2391) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2391) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2373, 2403) ; *Husson (Roger)* (p. 2393) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2385) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2376).

Armement : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2386).

Armement nucléaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2392) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398).

Armement nucléaire préstratégique : *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2369, 2370, 2371, 2404) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377, 2378).

Armement nucléaire stratégique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Armement nucléaire (URSS) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Armes chimiques et biologiques : *Cabanel (Guy)* (p. 2392) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2401, 2402) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2383) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398).

Associations : *Legouez (Modeste)* (p. 2375).

Assurance chômage : *Genton (Jacques)* (p. 2395).

Autoroutes : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Avions de combat : *Aillières (Michel d')* (p. 2381) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Brigade franco-allemande : *Cabanel (Guy)* (p. 2392).

Calamités et catastrophes : *Legouez (Modeste)* (p. 2376).

Chars Leclerc : *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371).

Code du service national : *Legouez (Modeste)* (p. 2375).

Collectivités territoriales : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370).

Conflits sociaux : *Legouez (Modeste)* (p. 2376) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Construction navale : *Lejeune (Max)* (p. 2383).

Défense (budget) : *Cabanel (Guy)* (p. 2391, 2392) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2400) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395) ; *Husson (Roger)* (p. 2393) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2384) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2376) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Défense nationale : *Longequeue (Louis)* (p. 2394).

Déficit budgétaire : *Lecanuet (Jean)* (p. 2384).

Désarmement : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2369, 2370, 2400, 2403, 2404) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2383, 2384) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2394) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388, 2389) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Dissuasion nucléaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2369, 2402, 2403) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2392) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2394) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Effectifs militaires : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372, 2373, 2404) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395) ; *Husson (Roger)* (p. 2393) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2375, 2376) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2399) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Effectifs militaires (armée de l'air) : *Aillières (Michel d')* (p. 2382).

Effectifs militaires (gendarmerie) : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Effectifs militaires (URSS) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2389) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2383).

Emplois (créations et suppressions) : *Genton (Jacques)* (p. 2395) ; *Husson (Roger)* (p. 2393).

Enseignement : *Legouez (Modeste)* (p. 2375).

Equipements militaires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390, 2391) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2392) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2371, 2373, 2402) ; *Franco (Jean)* (p. 2374, 2375) ; *Genton (Jacques)* (p. 2396) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2385) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2399) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388).

Equipements militaires (entretien) : *Legouez (Modeste)* (p. 2376).

Equipements militaires (gendarmerie) : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Equipements militaires (marine nationale) (entretien) : *Lejeune (Max)* (p. 2382).

Espace : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397).

Europe (coopération en matière d'armement) : *Franco (Jean)* (p. 2375) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2389).

Europe (défense) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2384, 2386) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388, 2389).

Fonction militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372, 2404) ; *Franco (Jean)* (p. 2375) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Fonction militaire (gendarmerie) : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Fonction militaire (marine nationale) : *Lejeune (Max)* (p. 2383).

Force océanique stratégique (FOS) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401) ; *Lejeune (Max)* (p. 2382).

Forces conventionnelles : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2394) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398).

Forces conventionnelles (URSS) : *Lecanuet (Jean)* (p. 2384).

Gendarmerie nationale : *Alloncle (Michel)* (p. 2378) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2399) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371, 2372, 2401) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2376) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2395).

Gendarmerie nationale (budget) : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Groupe européen indépendant de programmes (GEIP) (armement) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372).

Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2373) ; *Franco (Jean)* (p. 2375).

Hélicoptères : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371).

Histoire : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2396).

Industrie : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2391) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371) ; *Franco (Jean)* (p. 2375).

Logement : *Alloncle (Michel)* (p. 2379) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2381) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Lois de programmation militaire : *Cabanel (Guy)* (p. 2391) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Lois de programmation militaire (actualisation) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2373) ; *Genton (Jacques)* (p. 2396).

Marine nationale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2393) ; *Husson (Roger)* (p. 2393) ; *Lejeune (Max)* (p. 2382).

Marine nationale (budget) : *Lejeune (Max)* (p. 2382).

Marine nationale (présence outre-mer) : *Lejeune (Max)* (p. 2382).

Militaires : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403, 2404) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Missiles : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2401, 2402, 2403) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2385) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377, 2378).

Nationalité française : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2375).

Nouvelle-Calédonie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Opinion publique : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397, 2398) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2384) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388).

Patrimoine militaire (vente) : *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402) ; *Franco (Jean)* (p. 2375).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395).

Plan ORION : *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2373, 2402) ; *Franco (Jean)* (p. 2374).

Politique de défense : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2373, 2400) ; *Franco (Jean)* (p. 2374) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2383, 2386).

Politique de défense (données chiffrées) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2400) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2385).

Politique économique et sociale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390).

Président de la République : *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2394).

Recherche militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2371) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2388).

Relations internationales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2392) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Réponse à M. d'Aillières : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Réponse à M. Alloncle : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Réponse à M. Bécart : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403).

Réponse à M. Cabanel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404).

Réponse à M. Chaumont : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401, 2402).

Réponse à M. de Catuelan : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Réponse à M. Francou : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Réponse à M. Genton : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404).

Réponse à M. Golliet : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404).

Réponse à M. Hamel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403).

Réponse à M. Husson : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404).

Réponse à M. Lecanuet : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401, 2402).

Réponse à M. Legouez : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

Réponse à M. Lejeune : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2402).

Réponse à M. Longequeue : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401, 2404).

Réponse à M. Matraja : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401, 2404).

Réponse à M. Pontillon : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403).

Réponse à M. Simonin : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403).

Réponse à M. de Villepin : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2401).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2400) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2384).

Retraités : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2403, 2404) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395).

Salaires, traitements et indemnités : *Aillières (Michel d')* (p. 2382) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2376) ; *Simonin (Jean)* (p. 2387).

Satellites : *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Sécurité publique : *Catuelan (Louis de)* (p. 2399).

Sécurité routière : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372).

Service national : *Chaumont (Jacques)* (p. 2381) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2372, 2401, 2402) ; *Husson (Roger)* (p. 2393) ; *Legouez (Modeste)* (p. 2375, 2376) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2395).

Service public : *Legouez (Modeste)* (p. 2376).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2404) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2393) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2385) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2377).

Sous-officiers : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404) ; *Genton (Jacques)* (p. 2395).

Télécommunications : *Alloncle (Michel)* (p. 2379).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2404) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2389).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Aillières (Michel d')* (p. 2381) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2390) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2380) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 2370, 2400, 2403) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2396, 2397) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2383, 2384) ; *Longequeue (Louis)* (p. 2394) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2398).

Examen des crédits de la défense et figurant aux articles 33 et 34 (7 décembre 1988) (p. 2405, 2410) : *MM. Jean-Luc Bécart,*

Jean Francou, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Chevènement, ministre ; Emmanuel Hamel, Michel d'Aillières, Xavier de Villepin, Max Lejeune, Robert Pontillon, Jean Garcia.

Art. 33 (*Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires*) – Adopté (p. 2405).

Art. 34 (*Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires*) (p. 2405).

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° II-37 : suppression des crédits « destinés à l'arme chimique » (p. 2406 ; scrutin public n° 72) – N° II-38 : réduction des crédits consacrés à « l'armement nucléaire stratégique » (p. 2406) – N°s II-39, II-43 et II-45, soutenus par M. Jean Garcia : suppression des crédits consacrés « aux nouveaux armements nucléaires tactiques » (p. 2407) – N° II-40 : suppression des crédits consacrés « à l'arme neutronique » (p. 2407) – N° II-41 : suppression des crédits consacrés à « divers systèmes d'armes nucléaires » (p. 2408) – N° II-42 : analogue à l'amendement n° II-39 (p. 2408) – N° II-44 : réduction des crédits consacrés au centre d'expérimentation du Pacifique « afin que soient autorisées des missions d'études sur les conséquences des expérimentations nucléaires » (p. 2408) – N° II-46 : réduction des crédits « au profit de l'enseignement et de la recherche » (p. 2409 ; scrutin public n° 73) – N° II-47 : réduction des crédits consacrés « au porte-avions nucléaire » (p. 2409) – Et n° II-48 : suppression des crédits consacrés « aux missiles destinés aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins » (p. 2409).

– Les autorisations de programme et les crédits de paiement figurant aux titres V et VI sont adoptés (p. 2409).

– L'article 34 est adopté (p. 2410).

Etat D – TITRE III – Adopté (p. 2410).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2484, 2508) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes et aux services financiers du ministère de l'économie, des finances et du budget).

Examen des crédits (9 décembre 1988) (p. 2507, 2508) : *MM. Robert Vizet, Lucien Neuwirth, rapporteur spécial ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; M. Paul Loridant.*

OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.

Art. 38 (*Ouverture des crédits aux ministres au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) – Adopté (p. 2507).

Art. 39 (*Ouverture aux ministres d'autorisation de programmes et de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) – Adopté (p. 2507).

Art. 40 (*Clôture du compte d'affectation des produits de la privatisation*) (p. 2507).

Adopté : amendement n° II-23 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur spécial : suppression de cet article (p. 2508).

– L'article 40 est supprimé (p. 2508) :

OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE.

Art. 41, 42, 43, 44 et 45 (*Ouvertures de crédits aux ministres, fixation du montant des découverts accordés aux comptes de commerce et aux comptes de règlement avec les gouvernements étrangers*) – Adopté (p. 2508).

Art. 46 (*Ouverture d'un compte de commerce : « Gestion de titres du secteur public et apports et avances aux entreprises publiques »*) (p. 2508).

Adopté : amendement n° II-24 de M. Lucien Neuwirth, rapporteur spécial : suppression de cet article (p. 2508).

– L'article 46 est supprimé (p. 2508).

Art. 47 (*Modification de l'intitulé d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers*) – Adopté (p. 2508).

RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Discussion (9 décembre 1988) (p. 2484, 2508) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes et aux services financiers du ministère de l'économie, des finances et du budget).

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHÉS À L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (10 décembre 1988) (p. 2569, 2637) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances; Michel Charasse, ministre chargé du budget; Jean-Pierre Maseret, Jacques Oudin, Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles; Roger Chinaud, Louis de Catuelan, André Fosset, Michel Darras, Jean Arthuis, Jacques Golliet, Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles; Richard Pouille, Jacques Descours Desacres :*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNEE 1989

A - Opérations à caractère définitif

I - Budget général

Art. 30 (*Budget général; services votés*) (p. 2569).

Adopté : amendement n° II-62 de M. Maurice Blin, rapporteur général : harmonisation des décisions prises par le Sénat au cours de l'examen de la seconde partie du budget avec celles qu'il a votées lors de l'examen de la première partie de la loi de finances (p. 2570).

- L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2570).

Art. 31 et Etat B annexé (*Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils*) - L'ensemble est adopté (p. 2571).

Art. 32 et Etat C (*Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils*) - L'ensemble est adopté (p. 2574).

Art. 35 et Etat D (*Autorisations d'engagement par anticipation*) - L'ensemble est adopté (p. 2574).

II - Budgets annexes

Art. 36 (*Budgets annexes - Services votés*) - Adopté (p. 2574).

Art. 37 (*Mesures nouvelles*) - Adopté (p. 2575).

C - Dispositions diverses

Art. 48 et Etat E (*Perception des taxes parafiscales*) (p. 2575).

Rejeté : amendement n° II-3 de M. Jacques Oudin : suppression de la taxe parafiscale sur les céréales (p. 2589).

- L'ensemble de l'article 48 et de l'Etat E est adopté (p. 2589).

Art. 49 et Etat F (*Crédits évaluatifs*) - L'ensemble est adopté (p. 2591).

Art. 50 et Etat G (*Crédits provisionnels*) - L'ensemble est adopté (p. 2592).

Art. 51 et Etat H (*Reports de crédits*) - L'ensemble est adopté (p. 2596).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A - Mesures concernant la fiscalité

a - Fiscalité locale

Art. 53 (*Détermination des bases des impôts directs locaux en 1989 : articles 1518 bis et 1480 du code général des impôts*) - Adopté (p. 2596).

Après l'art. 53 (p. 2596).

Adopté : amendement n° II-53 (art. additionnel) de M. Louis de Catuelan : bénéfice de l'exonération fiscale accordé pour

toutes les réunions de l'année aux associations sportives redevables de l'impôt sur les spectacles par une seule délibération du conseil municipal (p. 2598).

Rejeté : amendement n° II-35 (art. additionnel) de M. Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles : exonération totale ou partielle de la taxe professionnelle au bénéfice de certaines entreprises de spectacles (p. 2598).

Retiré : amendement n° II-54 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Louis de Catuelan : extension du bénéfice des dispositions fiscales applicables aux associations sportives régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 aux sociétés sportives visées à l'article 11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (p. 2599).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 2598).

b - Fiscalité de l'épargne

Art. 54 (*Régime des porteurs de parts de fonds commun de placement à risques et des sociétés de capital-risque*) (p. 2599).

Adopté : amendement n° II-56 de M. André Fosset : allongement à cinq ans du délai pendant lequel les actions des sociétés à capital-risque, lorsqu'elles sont admises à la cote officielle ou au second marché, continuent à être prises en compte pour le calcul de l'obligation de détention de 50 % du capital (p. 2600).

- L'article 54, ainsi modifié, est adopté (p. 2600).

Art. 55 (*Définition du régime fiscal applicable aux opérations réalisées par les particuliers sur les marchés d'option négociable*) - Adopté (p. 2600).

Après l'art. 55 (p. 2601).

Adopté : amendement n° II-55 (art. additionnel) de M. Jacques Oudin : régime fiscal accordé sur agrément du ministre de l'économie, des finances et du budget : crédit d'impôt égal à 100 % des intérêts des emprunts contractés par une société créée en vue du rachat d'une entreprise par ses salariés (p. 2602).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 2602).

Art. 55 bis (*Réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés nouvelles*) (p. 2602).

Retiré : amendement n° II-50 de M. Jacques Oudin : suppression du paragraphe IV : maintien du régime de déductibilité des pertes (p. 2604).

- L'article 55 bis est adopté (p. 2605).

c - Mesures concernant les entreprises

Art. 56 (*Extension du régime des sociétés mères*) (p. 2605).

Adopté : amendement n° II-63 de M. Michel Charasse, ministre : extension aux sociétés coopératives et aux banques mutualistes ou coopératives du bénéfice du régime de la déductibilité des dividendes applicable aux autres sociétés (p. 2606).

- L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 2606).

Après l'art. 56 (p. 2606).

Rejeté : amendement n° II-51 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Golliet : applicabilité des dispositions de l'article 239 du code général des impôts aux sociétés de personnes entrant dans le champ d'application du régime d'intégration fiscale prévue à l'article 223 A dudit code (p. 2607).

Art. 57 (*Régime fiscal des interventions des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, SICOMI, à l'étranger*) - Adopté (p. 2607).

Art. 57 bis (*Modification du statut des sociétés agréées pour le financement des télécommunications*) - Adopté (p. 2607).

Après l'art. 57 bis (p. 2607).

Adoptés : amendement n° II-34 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires cultu-

relles : mécénat culturel des entreprises : conditions de l'acceptation du don (p. 2608); sous-amendement n° II-64 de M. Michel Charasse, ministre : conditions juridiques du don (p. 2608).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 2608).

d - Mesures en faveur du logement

Art. 58 (*Allègement des droits de mutation à l'occasion des rachats effectués par les organismes d'HLM des logements d'accédants à la propriété en difficulté*) - Adopté (p. 2608).

Après l'art. 58 (p. 2608).

Retiré : amendement n° II-52 (art. additionnel) de M. Louis de Catuelan : prolongation de la période d'application des mesures d'incitation à la construction de logements locatifs au-delà du 31 décembre 1989 pour une durée de trois ans (p. 2609).

e - Mesures diverses

Art. 59 (*Modalités de taxation des redevables du régime simplifié d'imposition à la TVA en cas de défaut de versement des acomptes*) - Adopté (p. 2609).

Art. 60 (*Recouvrement des créances fiscales en cas de sinistres ou d'attentats*) (p. 2609).

Adopté : amendement n° II-32 de M. Maurice Blin, rapporteur général : mise en recouvrement du paiement des créances fiscales et domaniales : non-interruption du délai de prescription de l'action en recouvrement ouvert par le titre exécutoire initial (p. 2609).

- L'article 60, ainsi modifié, est adopté (p. 2609).

Art. 61 (*Relèvement du seuil pour l'obligation de paiement par chèques et virements*) - Adopté (p. 2609).

Après l'art. 61 (p. 2609).

Retiré : amendement n° II-49 (art. additionnel) de M. Richard Pouille : uniformisation du régime d'exonération fiscale en ce qui concerne les acquisitions faites par l'Etat, les partages de biens entre lui et les particuliers et tous autres actes faits à ce sujet (p. 2610).

B - Autres mesures

Après l'art. 62 bis (p. 2610).

Adopté : amendement n° II-1 (art. additionnel) de M. Jacques Descours Desacres : régime des instituteurs bénéficiant d'un logement mis à leur disposition et régime de l'indemnité communale aux instituteurs non logés (p. 2612; précédemment réservé p. 2128).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 2612).

Art. 68 (*Extension aux associations de droit local d'Alsace-Lorraine de l'obligation faite au Gouvernement de publier la liste des associations subventionnées*) - Adopté (p. 2610).

Seconde délibération ordonnée, à la demande de M. Michel Charasse, ministre, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, portant sur les articles 31, 32 et 29 (p. 2612).

Demande de vote unique formulée par M. Michel Charasse, ministre, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, portant sur les articles 31 et Etat B, 32 et Etat C, ainsi que, pour coordination, sur l'article 29 et Etat A, modifiés par les amendements du Gouvernement (p. 2612).

Art. 31 et Etat B (p. 2613).

Adoptés lors du vote unique : amendements n°s B-16 et B-1 à B-10 de M. Michel Charasse, ministre : nouvel équilibre budgétaire prenant en compte les demandes de la commission des finances (p. 2627).

- L'article 31 et l'Etat B, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2627).

Art. 32 et Etat C (p. 2614).

Adoptés lors du vote unique : amendements n°s B-11 à B-15 de M. Michel Charasse, ministre : nouvel équilibre budgétaire tenant compte des demandes de la commission des finances (p. 2627).

- L'article 32 et l'Etat C, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2627).

Art. 29 et Etat A (p. 2627).

Adopté lors du vote unique : amendement de coordination n° B-17 de M. Michel Charasse, ministre (p. 2627).

- L'article 29 et l'Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2627).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances (p. 2628); Jacques Oudin (p. 2628, 2629), Jean-Pierre Masseret (p. 2629 à 2631), Mme Paulette Fost (p. 2631, 2632), MM. Marcel Lucotte (p. 2632 à 2634), Daniel Hoeffel (p. 2634, 2635), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2635), Jacques Habert (p. 2635), Mme Hélène Luc (p. 2635), intervention de M. Michel Charasse, ministre (p. 2635 à 2637).

Scrutin public de droit à la tribune n° 80 (p. 2637).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1989 (10 décembre 1988) (p. 2637).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1988) (p. 3065, 3069).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3065, 3067) : MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget; André Fosset, en remplacement de M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances; Robert Vizet.

Armement : Vizet (Robert) (p. 3066).

Collectivités territoriales : Régnauld (René) (p. 3067).

Comptes spéciaux du Trésor : Fosset (André) (p. 3065).

Croissance économique : Vizet (Robert) (p. 3067).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : Régnauld (René) (p. 3067).

Emploi : Fosset (André) (p. 3066).

Emplois (créations et suppressions) : Vizet (Robert) (p. 3066).

Entreprises : Fosset (André) (p. 3065, 3066); Régnauld (René) (p. 3067).

Fiscalité : Fosset (André) (p. 3065); Vizet (Robert) (p. 3066, 3067).

Grève (droit de) : Vizet (Robert) (p. 3066).

Instituteurs : Régnauld (René) (p. 3067).

Loyers : Vizet (Robert) (p. 3067).

Parlement : Charasse (Michel) (p. 3068).

Politique économique et sociale : Régnauld (René) (p. 3067); Vizet (Robert) (p. 3066).

Privatisations : Fosset (André) (p. 3066).

Salaires, traitements et indemnités : Vizet (Robert) (p. 3066, 3067).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Vizet (Robert) (p. 3067).

Motion n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenue par M. André Fosset, tendant à opposer la question préalable (p. 3067, 3069) - MM. André Fosset, René Régnauld, Michel Charasse, ministre.

Adoption de la motion (p. 3068; scrutin public de droit n° 107).

Rejet du projet de loi de finances (21 décembre 1988) (p. 3069).

Lois de finances rectificatives

1. - **Projet de loi de finances rectificative pour 1988**, PRESENTE

A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (29 novembre 1988) [n° 411] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général (6 décembre 1988) [n° 419] – Avis de M. Gérard Istace (6 décembre 1988) [n° 420] – Discussion (8 et 9 décembre 1988) – Adoption (9 décembre 1988) [n° 45].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1988) [n° 129 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (13 décembre 1988) [n° 137 (88-89)] – Avis de M. Jacques Genton (14 décembre 1988) [n° 138 (88-89)] – Discussion (15 et 16 décembre 1988) – Rejet (16 décembre 1988) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1988) [n° 486] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alain Richard (19 décembre 1988) [n° 487] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. André Fosset (19 décembre 1988) [n° 164 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1988) [n° 486] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général (20 décembre 1988) [n° 492] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 59].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 174 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. André Fosset (21 décembre 1988) [n° 175 (88-89)] – Discussion (21 décembre 1988) – Rejet (21 décembre 1988) [n° 46].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1988) [n° 515] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général (21 décembre 1988) [n° 516] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 67].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-250 DC du 29 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1988) qui déclare les articles 30 et 31 contraires à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1988) – Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 14 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1988) (p. 2797, 2835); (16 décembre 1988) (p. 2841, 2860).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2797, 2812) : MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances; Michel Charasse, ministre chargé du budget; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; André Fosset, Robert Vizet, Paul Loridant, Josy Moinet, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Aménagement du territoire : Charasse (Michel) (p. 2811); Moinet (Josy) (p. 2808).

Caisse d'amortissement de la dette publique (Cadep) : Charasse (Michel) (p. 2800).

Caisse nationale de retraite des agents de collectivités locales (CNRACL) : Charasse (Michel) (p. 2811); Vizet (Robert) (p. 2806).

Chômage : Blin (Maurice) (p. 2799); Vizet (Robert) (p. 2805).

Commerce extérieur : Charasse (Michel) (p. 2801); Vizet (Robert) (p. 2806).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : Blin (Maurice) (p. 2798); Charasse (Michel) (p. 2801); Loridant (Paul) (p. 2810); Vizet (Robert) (p. 2806).

Compétitivité économique : Blin (Maurice) (p. 2799).

Croissance économique : Charasse (Michel) (p. 2799); Loridant (Paul) (p. 2809).

Défense (budget) : Genton (Jacques) (p. 2803).

Déficit budgétaire : Blin (Maurice) (p. 2798); Charasse (Michel) (p. 2799); Fosset (André) (p. 2805); Moinet (Josy) (p. 2808).

Dette publique : Blin (Maurice) (p. 2798); Charasse (Michel) (p. 2800, 2801); Fosset (André) (p. 2804).

Donations-partages : Loridant (Paul) (p. 2810).

Education : Vizet (Robert) (p. 2806).

Emploi : Vizet (Robert) (p. 2805).

Entreprises : Blin (Maurice) (p. 2799).

Epargne (fiscalité) : Fosset (André) (p. 2805).

Fiscalité : Blin (Maurice) (p. 2799); Charasse (Michel) (p. 2801).

Fiscalité locale : Blin (Maurice) (p. 2799); Fosset (André) (p. 2805); Moinet (Josy) (p. 2808).

Golfe persique : Genton (Jacques) (p. 2803).

Grèves : Vizet (Robert) (p. 2807).

Guyane (centre spatial de Kourou) : Genton (Jacques) (p. 2803).

Hélicoptères : Genton (Jacques) (p. 2804).

Impôts et taxes : Blin (Maurice) (p. 2797).

Impôts locaux : Charasse (Michel) (p. 2802).

Impôt sur le revenu : Blin (Maurice) (p. 2797); Vizet (Robert) (p. 2806).

Impôt sur les sociétés : Blin (Maurice) (p. 2797); Vizet (Robert) (p. 2806).

Intérêt (taux) : Loridant (Paul) (p. 2810).

Investissements : Vizet (Robert) (p. 2805).

Liban : Genton (Jacques) (p. 2803).

Lois de finances : Charasse (Michel) (p. 2800).

Marine nationale : Genton (Jacques) (p. 2803).

Nouvelle-Calédonie : Genton (Jacques) (p. 2803).

Obligations (valeurs mobilières) : Moinet (Josy) (p. 2808).

Pays en voie de développement (PVD) : Charasse (Michel) (p. 2802); Loridant (Paul) (p. 2810).

Politique économique et sociale : Loridant (Paul) (p. 2809).

Prélèvements obligatoires : Fosset (André) (p. 2804).

Privatisations : Loridant (Paul) (p. 2810); Moinet (Josy) (p. 2808).

Produit intérieur brut (PIB) : Charasse (Michel) (p. 2801, 2802, 2812).

République Fédérale d'Allemagne (RFA) : Loridant (Paul) (p. 2809, 2811).

Royaume-Uni : Loridant (Paul) (p. 2809).

Salaires, traitements et indemnités : Charasse (Michel) (p. 2801); Vizet (Robert) (p. 2806).

Sécurité sociale : Charasse (Michel) (p. 2801).

Subventions : Fosset (André) (p. 2805).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : Blin (Maurice) (p. 2798).

Tabacs et allumettes : Blin (Maurice) (p. 2798).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : Fosset (André) (p. 2805); Moinet (Josy) (p. 2809).

Taxe professionnelle : Charasse (Michel) (p. 2802, 2812).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Blin (Maurice) (p. 2797) ; Charasse (Michel) (p. 2802) ; Loridant (Paul) (p. 2810, 2811).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2812, 2835, 2841, 2860) : MM. Robert Vizet, Maurice Blin, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre ; Jean Simonin, André Fosset, Paul Loridant, Raymond Bourguine, Josy Moinet, Jacques Descours Desacres, Jean Arthuis, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1^{er} (Révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement) - Adopté (p. 2812).

Art. 2 (Affectation des bénéficiaires de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer) - Adopté (p. 2812).

Après l'art. 2 (p. 2812).

Rejeté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : réduction de l'endettement de l'Etat grâce à la création d'un emprunt obligatoire assujettissant les contribuables qui payent l'impôt sur le revenu aux trois plus hautes tranches, et à l'obligation faite aux sociétés d'assurance et à leurs filiales de déposer une fraction de leur réserve sous forme de compte courant bloqué auprès du Trésor public (p. 2812).

Art. 3 et Etat A annexé - Adoptés (p. 2818).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS SPECIALES A L'ANNEE 1988

A - Opérations à caractère définitif

I - Budget général

Art. 4 et Etat B annexé - Adoptés (p. 2819).

Art. 5 et Etat C annexé - Adoptés (p. 2820).

Art. 6 (Dépenses ordinaires des services militaires - Ouvertures) - Adopté (p. 2820).

Art. 7 (Dépenses en capital des services militaires - Ouvertures) - Adopté (p. 2820).

II - Budgets annexes

Art. 8 (Budgets annexes - Ouvertures) (p. 2820).

III - Opérations à caractère temporaire

Art. 9 (Comptes d'avances - Ouvertures) - Adopté (p. 2820).

Art. 10 (Comptes de prêts - Ouvertures) - Adopté (p. 2820).

B - Autres dispositions

Art. 11 (Ratification de décrets d'avance) - Adopté (p. 2820).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A - Mesures concernant la fiscalité

Art. 12 (Précisions relatives à la déduction des frais professionnels réels des salariés pour le calcul de l'impôt sur le revenu) - Adopté (p. 2821).

Art. 12 bis (Fiscalité de groupe : réintégration dans le résultat d'ensemble du groupe, des intérêts d'emprunts contractés par une société pour racheter à son actionnaire principal les titres d'une filiale entrant par la suite dans le périmètre d'intégration du groupe) (p. 2821).

Adoptés : amendements de M. André Fosset, n° 1 : contrôle de la société qui achète les titres par l'actionnaire qui procède à l'opération (p. 2823) - Et n° 27 : limitation du champ d'application de la réintégration dans le résultat d'ensemble d'un groupe des intérêts d'emprunts contractés par une société pour acheter à son actionnaire principal les titres d'une filiale entrant par la suite dans le périmètre d'intégration du groupe (p. 2823).

Retirés : amendements identiques n° 3 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et n° 19 de M. Jacques Oudin : suppression de cet article (p. 2822) - Amendement n° 28 de M. André Fosset : suppression de la rétroactivité des nouvelles dispositions relatives à la fiscalité de groupe (p. 2823).

- L'article 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2823).

Art. 13 (Modalités d'imputation des déficits antérieurs des sociétés qui font partie d'un groupe) - Adopté (p. 2823).

Avant l'art. 14 (p. 2823).

Retiré : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : diminution du prélèvement effectué par l'Etat au titre de la TVA sur le montant de la redevance audiovisuelle afin de dégager des ressources supplémentaires pour les organismes du secteur public (p. 2823).

Art. 14 (Portée de l'option pour le paiement de la TVA exercée par certains propriétaires d'immeubles) - Adopté (p. 2823).

Après l'art. 14 (p. 2823).

Retirés : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : revalorisation du seuil d'exonération pour les droits de mutation à titre gratuit pour les petites successions (p. 2824) - Amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Paul Loridant : possibilité pour les communes de modifier dans des situations tout à fait particulières le régime de la taxe professionnelle (p. 2825).

Art. 14 bis (Récupération de la TVA afférente à des opérations impayées) (p. 2826).

Parole sur l'article : MM. André Fosset (p. 2826), Michel Charasse, ministre (p. 2826).

- L'article 14 bis est adopté (p. 2826).

Avant l'art. 14 ter (p. 2826).

Rejeté : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : abrogation des articles 1636 B sexies et 1636 B septies du code général des impôts : déverrouillage des taux des quatre taxes locales (p. 2830 ; scrutin public n° 15).

Art. 14 ter (Aménagement des modalités de vote des taux des impôts locaux) (p. 2830).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : assouplissement des modalités de vote des taux des impôts locaux ; sous-amendement n° 31 de M. Michel Charasse, ministre (p. 2834) - Amendement n° 23 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Jean Simonin : dispositions de nature à empêcher les collectivités locales d'augmenter les taux de la taxe professionnelle et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant les trois années suivant une réduction (p. 2834).

Retiré : amendement n° 16 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2833).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 30 de M. Michel Charasse, ministre (p. 2834).

- L'article 14 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2835).

Avant l'art. 15 (p. 2841).

Non soutenu : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay (p. 2841).

Art. 15 (Taxe professionnelle : compensations versées aux collectivités locales et fonds départementaux de la taxe professionnelle) - Adopté (p. 2841).

Art. 15 bis (Actualisation des conditions d'exonération de taxe professionnelle pour certaines entreprises dans le cadre de l'aménagement du territoire) - Adopté (p. 2841).

Avant l'art. 15 ter (p. 2841).

Retiré : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : cultures pérennes exonérées de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant la période d'improductivité qui suit leur plantation ou leur replantation (p. 2843).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Philippe François, soutenu par M. Jean Simonin : déclassement en dernière catégorie au titre de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, des terres agricoles délimitées par un plan de zone submersible (p. 2842).

Art. 15 ter (*Suppression de la taxe perçue au profit du BAPSA*) (p. 2843).

Adopté : amendement n° 24 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti perçue au profit du BAPSA (p. 2845).

Non soutenu : amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (p. 2844).

– L'article 15 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 2845).

Art. 16 (*Aménagement des procédures de délégation pour l'homologation des rôles et pour la signature des actes de recouvrement*) – Adopté (p. 2845).

Art. 16 bis (*Réduction du taux du droit d'apport exigé en cas de non-respect des engagements prévus à l'article 812 du code général des impôts*) – Adopté (p. 2845).

Art. 17 (*Dispositif à mettre en oeuvre en cas de sinistre affectant une conservation des hypothèques*) – Adopté (p. 2845).

Après l'art. 17 (p. 2845).

Rejeté : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : exonération fiscale, exceptionnelle accordée aux sinistrés de la région de Nîmes (p. 2846).

Art. 17 bis (*Exonération de droits et taxes au profit des victimes des inondations dans le Gard*) – Adopté (p. 2846).

Art. 18 (*Aménagement du régime de la cotisation sociale sur les boissons alcooliques*) – Adopté (p. 2846).

Art. 19 (*Mise en conformité européenne : suppression de l'obligation de mention du titre alcoométrique sur les produits de parfumerie et de toilette*) – Adopté (p. 2846).

Art. 20 (*Champ d'application de la taxe sur les emplacements publicitaires fixes*) – Adopté (p. 2846).

Art. 21 (*Institution d'un seuil minimum de perception de la reprise sur stocks de produits pétroliers*) – Adopté (p. 2846).

Art. 21 bis (*Recouvrement des créances de toute nature dont le montant cumulé excède cinquante francs*) – Adopté (p. 2846).

Art. 21 ter (*Extension de la procédure de l'opposition administrative*) (p. 2846).

Adopté : amendement n° 5 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 2849).

Devenu sans objet : amendement n° 32 de M. Michel Charasse, ministre : subordination de la possibilité pour les comptables publics de recourir à la procédure de l'opposition administrative sous réserve de l'accord préalable de l'ordonnateur (p. 2849).

– L'article 21 ter est supprimé (p. 2849).

Art. 21 quater (*Extension du droit de communication*) – Adopté (p. 2849).

Art. 22 (*Aménagement du mécanisme de fixation trimestrielle de la valeur forfaitaire des produits pétroliers imposables à la TVA prévue par l'article 298-2-1° du code général des impôts*) – Adopté (p. 2849).

Art. 22 bis (*Modulation du taux de la taxe perçue lors de l'entrée de véhicules sur le territoire français*) – Adopté (p. 2849).

B – Autres dispositions

Art. 23 (*Création d'un droit au profit de l'institut national des appellations d'origine, INAO*) – Adopté (p. 2849).

Art. 24 (*Modification du régime de la taxe d'usage des abattoirs publics et de la taxe de protection sanitaire et d'organisation du marché des viandes*) – Adopté (p. 2850).

Art. 25 (*Statut des établissements d'enseignement français en République Fédérale d'Allemagne*) – Adopté (p. 2850).

Art. 26 (*Contrôle financier du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) – Adopté (p. 2850).

Art. 27 (*Financement du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction*) – Adopté (p. 2850).

Art. 28 (*Suppression du fonds d'intervention sidérurgique*) – Adopté (p. 2850).

Art. 29 (*Mise en oeuvre de l'annulation partielle de la dette des pays les plus pauvres proposée par la France au sommet de Toronto*) – Adopté (p. 2850).

Art. 30 (*Taxe parafiscale du centre technique des industries de la fonderie*) – Adopté (p. 2850).

Art. 31 (*Répartition et affectation des ressources du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2850).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Jacques Descours Desacres : éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des subventions spécifiques de l'Etat perçues par les collectivités locales pour les exercices 1986 et 1987 (p. 2853).

Retirés : amendements de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, n° 6 : report au 1^{er} janvier 1989 de la taxe d'entrée en vigueur de l'obligation de remboursement, par les collectivités locales, des attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en cas de cessions ou de mises à disposition d'immobilisations (p. 2851) – Et n° 7 : éligibilité au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, à compter du 1^{er} janvier 1988, de l'ensemble des subventions spécifiques versées par l'Etat aux collectivités locales (p. 2852) – Amendement n° 12 de M. Marcel Daunay (p. 2852).

– L'article 31 est adopté (p. 2853).

Art. 32 (*Modification du compte d'affectation spéciale « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels »*) (p. 2853).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2854).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2854).

Art. 33 (*Suppression des droits d'épreuves des appareils à vapeur*) – Adopté (p. 2854).

Art. 34 (*Majoration du versement transport*) (p. 2854).

Retiré : amendement n° 2 de M. André Fosset, repris par M. Maurice Blin, rapporteur général : modification de la ventilation entre les départements de la région parisienne des taux plafond servant au calcul du versement transport (p. 2855).

– L'article 34 est adopté (p. 2855).

Art. 34 bis (*Validation de la perception du versement transport au profit du syndicat intercommunal à vocation unique de transports urbains de Bourges*) (p. 2855).

Retiré : amendement n° 18 de M. Jean Boyer, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de cet article (p. 2857).

– L'article 34 bis est adopté (p. 2857).

Art. 35 (*Modulation de la redevance sur la construction de bureaux en Ile-de-France*) – Adopté (p. 2857).

Art. 36 (*Rapport au Parlement sur les opérations du fonds de soutien des rentes*) (p. 2857).

Adopté : amendement n° 9 de M. Maurice Blin, rapporteur général : présentation annuelle par le Gouvernement au Parle-

ment, en annexe au projet de loi de finances, d'un rapport sur l'utilisation par le fonds de soutien des rentes des avances consenties par l'Etat en vue d'alléger les charges de la dette publique (p. 2859).

– L'article 36, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 2859).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Emmanuel Hamel (p. 2859), Robert Vizet (p. 2859), Paul Loridant (p. 2859, 2860), Jacques Descours Desacres, au nom de la commission des finances (p. 2860); Maurice Blin, rapporteur général (p. 2860); Lucien Neuwirth (p. 2860), Josy Moinet (p. 2860).

Scrutin public de droit n° 89 (p. 2860).

Rejet (16 décembre 1988) (p. 2860).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1988) (p. 3069, 3071).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3069, 3070) : MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget; André Fosset, rapporteur de la commission des finances.

Comptables du Trésor : Fosset (André) (p. 3070).

Dette publique : Régnault (René) (p. 3070).

Entreprises (fiscalité) : Fosset (André) (p. 3069).

Fiscalité locale : Fosset (André) (p. 3069); Régnault (René) (p. 3071).

Fonds de développement économique et social (FDES) : Fosset (André) (p. 3070).

Impôts et taxes : Fosset (André) (p. 3069).

Prêts : Fosset (André) (p. 3069).

Transports en commun : Fosset (André) (p. 3070).

Villes : Fosset (André) (p. 3070).

Motion n° 2 de M. André Fosset tendant à opposer la question préalable (p. 3070, 3071) – MM. André Fosset, rapporteur; René Régnault.

Adoption de la motion (p. 3071; scrutin public de droit n° 108).

Rejet du projet de loi (21 décembre 1988) (p. 3071).

Lois de programmation militaire

Voir *Lois de finances, 2, Défense*

Luxembourg

Voir *Traités et conventions, 13*

M

Madagascar

Voir *Rapports d'information*, 3

Magistrature

Voir *Lois de finances*, 2, Justice

Maires

1. – **Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. José Balarello, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 février 1988) [n° 223 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Manuels scolaires

Voir *Enseignement*, 2

Marchés financiers

1. – **Projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et aux fonds communs de créances**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégofoy, ministre de l'économie, des finances et du budget (12 octobre 1988) [n° 28 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Larché (16 novembre 1988) [n° 85 (88-89)] – Avis de M. Jacques Oudin (15 novembre 1988) [n° 83 (88-89)] – Urgence – Discussion (19 et 21 novembre 1988) – Adoption (21 novembre 1988) [n° 18].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1988) [n° 365] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Douyère (7 décembre 1988) [n° 427] – Avis oral de M. François Colcombet – Discussion (13 décembre 1988) – Adoption (13 décembre 1988) [n° 50].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1988) [n° 153 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Raymond Douyère (15 décembre 1988) [n° 482] – Discussion (19 décembre 1988) – Adoption (19 décembre 1988) [n° 54].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jacques Larché (15 décembre 1988) [n° 156 (88-89)] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 47].

PROMULGATION : Loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1988) – Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 17 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(19 novembre 1988) (p. 1297, 1341); (21 novembre 1988) (p. 1346, 1366).

I – **DISCUSSION GENERALE** (p. 1297, 1313) : MM. Pierre Bérégofoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Louis Virapoullé, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Paul Loridant, et les orateurs sur la motion.

Administration fiscale : Virapoullé (Louis) (p. 1308).

Banque de France : Larché (Jacques) (p. 1301).

Banques et établissements financiers : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308, 1309) ; Larché (Jacques) (p. 1300) ; Loridant (Paul) (p. 1310) ; Oudin (Jacques) (p. 1301, 1302) ; Virapoullé (Louis) (p. 1307).

Bourses de valeurs : Bérégofoy (Pierre) (p. 1306) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308) ; Vizet (Robert) (p. 1303, 1305).

Chômage : Bérégofoy (Pierre) (p. 1305) ; Vizet (Robert) (p. 1304).

Commerce extérieur : Bérégofoy (Pierre) (p. 1305) ; Vizet (Robert) (p. 1304).

Commission des opérations de bourse (COB) : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298) ; Larché (Jacques) (p. 1300, 1301).

Communauté économique européenne (CEE) : Bérégofoy (Pierre) (p. 1297).

Communautés européennes (directives) : Larché (Jacques) (p. 1299) ; Loridant (Paul) (p. 1310).

Concurrence : Bérégofoy (Pierre) (p. 1297).

Concurrence européenne : Bérégofoy (Pierre) (p. 1297).

Conseil constitutionnel : Larché (Jacques) (p. 1300).

Conseil d'Etat (avis) : Larché (Jacques) (p. 1299).

Contrôle des changes : Vizet (Robert) (p. 1305).

Cour des comptes : Oudin (Jacques) (p. 1302).

Créances : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298) ; Larché (Jacques) (p. 1300) ; Oudin (Jacques) (p. 1301).

Crédit : voir Intérêt (taux).

Dettes publiques : Vizet (Robert) (p. 1304).

Emploi (données chiffrées) : Vizet (Robert) (p. 1304).

Entreprises (charges) : Vizet (Robert) (p. 1305).

Entreprises (financement) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1309).

Epargne : Bérégofoy (Pierre) (p. 1297, 1298) ; Loridant (Paul) (p. 1311).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : Vizet (Robert) (p. 1304).

Fiscalité : Oudin (Jacques) (p. 1302, 1303) ; Vizet (Robert) (p. 1305).

Fonds communs de créances : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308) ; Larché (Jacques) (p. 1300) ; Loridant (Paul) (p. 1310, 1311) ; Oudin (Jacques) (p. 1301, 1302) ; Virapoullé (Louis) (p. 1307).

Fonds communs de placement : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298).

Fonds monétaire international (FMI) : Bérégofoy (Pierre) (p. 1306).

Fonds régionaux pour l'emploi, la recherche et la production : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1309).

Grand marché intérieur (CEE) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308) ; Vizet (Robert) (p. 1305).

Inflation : Bérégofoy (Pierre) (p. 1312) ; Loridant (Paul) (p. 1311) ; Oudin (Jacques) (p. 1302).

Intérêt (taux) : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298, 1312) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1309) ; Loridant (Paul) (p. 1311) ; Oudin (Jacques) (p. 1301) ; Vizet (Robert) (p. 1303, 1304).

Intermédiation : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308).

Intermédiation (coût) : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298).

Investissements : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1309) ; Vizet (Robert) (p. 1304).

« Krach » boursier : voir Bourses de valeurs.

Logement : Bérégofoy (Pierre) (p. 1298) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1308) ; Larché (Jacques) (p. 1300) ; Loridant (Paul)

(p. 1311); *Oudin (Jacques)* (p. 1301); *Virapoullé (Louis)* (p. 1307).

Loi et règlement (domaines respectifs): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1298, 1312); *Larché (Jacques)* (p. 1299, 1300); *Virapoullé (Louis)* (p. 1307).

Loi n° 79-12 du 3 janvier 1979 (SICAV): *Larché (Jacques)* (p. 1299).

Loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 (épargne): *Larché (Jacques)* (p. 1299).

Marchés financiers: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1311, 1312); *Loridant (Paul)* (p. 1309); *Virapoullé (Louis)* (p. 1307); *Vizet (Robert)* (p. 1304).

OPCVM: voir Organismes de placements collectifs.

Ordonnances (législation par): *Larché (Jacques)* (p. 1312).

Organismes de placements collectifs: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1298, 1306); *Loridant (Paul)* (p. 1310); *Virapoullé (Louis)* (p. 1307).

Organismes de placements collectifs (données chiffrées): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1297); *Loridant (Paul)* (p. 1310).

Parlement (rôle): *Larché (Jacques)* (p. 1299).

Politique économique et sociale: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312); *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1309); *Oudin (Jacques)* (p. 1302); *Vizet (Robert)* (p. 1306).

Politique monétaire et financière: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1297, 1312); *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1308); *Larché (Jacques)* (p. 1301); *Loridant (Paul)* (p. 1309); *Oudin (Jacques)* (p. 1302); *Vizet (Robert)* (p. 1303).

Postes et télécommunications (P et T): *Oudin (Jacques)* (p. 1302).

Prélèvement libératoire: *Oudin (Jacques)* (p. 1303).

Prêts: *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1308).

Prêts hypothécaires: Voir Logement.

Prix à la consommation (indice): *Vizet (Robert)* (p. 1304).

Protection des emprunteurs: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1298); *Loridant (Paul)* (p. 1310).

Protection des épargnants: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1298, 1312); *Larché (Jacques)* (p. 1300, 1301); *Loridant (Paul)* (p. 1310, 1311); *Oudin (Jacques)* (p. 1302); *Virapoullé (Louis)* (p. 1307).

Relations financières internationales: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312); *Vizet (Robert)* (p. 1303).

Réponse à Mme Frayssé-Cazalis: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

Réponse à M. Larché: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

Réponse à M. Loridant: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

Réponse à M. Oudin: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

Réponse à M. Virapoullé: *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

République fédérale d'Allemagne (RFA): *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1308); *Vizet (Robert)* (p. 1304).

Salaires, traitements et indemnités: *Vizet (Robert)* (p. 1305).

Secteur public: *Oudin (Jacques)* (p. 1302).

Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1298); *Loridant (Paul)* (p. 1310).

Sociétés régionales de financement (SOREFI): *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1312).

Sûretés: *Virapoullé (Louis)* (p. 1307, 1308).

« Titrisation » des créances: voir Fonds communs de créances.

Valeurs mobilières: *Loridant (Paul)* (p. 1310); *Oudin (Jacques)* (p. 1301).

Motion n°1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable (p. 1303) – *MM. Robert Vizet, Pierre Bérégovoy, ministre; Jacques Larché, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 1307; scrutin public n° 41).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1313, 1341; 1346, 1366): *MM. Jacques Larché, rapporteur; Pierre Bérégovoy, ministre; Paul Loridant, Louis Virapoullé, Emmanuel Hamel – Robert Vizet, Jacques Oudin, rapporteur pour avis.*

Chapitre premier

De la société d'investissement à capital variable

Art. 1^{er} (*Définition de la société d'investissement à capital variable, SICAV*) (p. 1313).

Adoptés: amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 21: rédactionnel (p. 1313) – Et n° 22: montant du capital (p. 1313).

Devenu sans objet: sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 105 de M. Pierre Bérégovoy, ministre (p. 1313).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1313).

Après l'art. 1^{er} (p. 1313).

Adopté: amendement (art. additionnel) n° 23 de M. Jacques Larché, rapporteur: mention, dans les statuts, de l'évaluation des apports en nature et de l'interdiction des avantages particuliers (p. 1314).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1314).

Art. 2 (*Etablissement dépositaire de la société d'investissement à capital variable, SICAV*) (p. 1314).

Adopté: amendement n° 24 de M. Jacques Larché, rapporteur: modalités d'agrément et rôle de l'établissement dépositaire (p. 1315).

Devenu sans objet: amendement n° 95 de M. Paul Loridant: modalités d'agrément et rôle de l'établissement dépositaire (p. 1315).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 1315).

Art. 3 (*Dérogations à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales*) (p. 1315).

Adoptés: amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 26: nombre de mandats de président de conseil d'administration ou de membre de directoire susceptibles d'être exercés par une même personne physique (p. 1317) – N° 27: désignation du commissaire aux comptes par l'assemblée générale et procédure de récusation ou de révocation (p. 1317) – N° 28: régime des fusions et scissions des SICAV (p. 1317) – Et n° 29: date de réunion de l'assemblée générale annuelle (p. 1317).

Retiré: amendement n° 25 de M. Jacques Larché, rapporteur: rétablissement des conditions de quorum applicables aux assemblées générales (p. 1317).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1317).

Art. 4 (*Dérogations à la législation commerciale*) – *Adopté* (p. 1317).

Après l'art. 4 (p. 1317).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 30: agrément de la société d'investissement à capital variable (p. 1318) – N° 31: approbation des statuts de la société d'investissement à capital variable par la commission des opérations de bourse (p. 1318) – Et n° 32: obligation d'émission et de rachat de ses actions par la société d'investissement à capital variable; suspension possible des rachats et des émissions (p. 1320).

Retiré: amendement (art. additionnel) n° 33 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 1320).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1318 et 1320)

Chapitre II

Du fonds commun de placement

Intitulé (p. 1320).

Adopté : amendement n° 34 de M. Jacques Larché, rapporteur : « Des dispositions communes à l'ensemble des fonds communs de placement » (p. 1320).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 1320).

Art. 5 (Définition du fonds commun de placement) (p. 1320).

Adopté : amendement n° 35 de M. Jacques Larché, rapporteur : nature juridique du fonds commun de placement (p. 1321).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1321).

Après l'art. 5 (p. 1321).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 36 de M. Jacques Larché, rapporteur : substitution de la dénomination du fonds commun de placement à celle des copropriétaires (p. 1321).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 37 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 1321).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1321).

Art. 6 (Interdiction du partage du fonds) – *Adopté* (p. 1321).

Art. 7 (Responsabilité des porteurs de parts du fonds commun de placement) – *Adopté* (p. 1321).

Art. 8 (Conditions de constitution du fonds commun de placement) (p. 1321).

Adopté : amendement n° 38 de M. Jacques Larché, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article reprise de la loi du 13 juillet 1979 et de la directive européenne (p. 1322).

Retirés : sur l'amendement n° 38 de la commission, sous-amendement n° 106 de M. Pierre Bérégovoy, ministre (p. 1322) – Amendement n° 96 de M. Paul Loridant : initiative de la création du fonds commun de placement (p. 1322).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 1322).

Art. 9 (Société de gestion du fonds commun de placement) (p. 1322).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jacques Larché, rapporteur : agrément et moyens financiers de la société de gestion (p. 1323).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 1323).

Art. 10 (Dépositaire du fonds commun de placement) (p. 1323).

Adopté : amendement n° 40 de M. Jacques Larché, rapporteur : agrément, garanties financières et professionnelles, missions du dépositaire (p. 1324).

Devenu sans objet : amendement n° 97 de M. Paul Loridant : agrément et missions du dépositaire (p. 1324).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 40, est adopté (p. 1324).

Après l'art. 10 (p. 1324).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 41 : indépendance de la société de gestion et du dépositaire (p. 1325) – N° 42 : activités de la société de gestion (p. 1325) – N° 43 : agrément du fonds commun de placement par la commission des opérations de bourse (p. 1325) – N° 44 : actif minimum des fonds communs de placement (p. 1325) – Et n° 45 : responsabilité de la société de gestion et du dépositaire (p. 1325).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1325).

Art. 11 (Commissaires aux comptes du fonds commun de placement) (p. 1325).

Adopté : amendement n° 46 de M. Jacques Larché, rapporteur : désignation et déontologie des commissaires aux comptes (p. 1326).

Devenu sans objet : amendement n° 107 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : référence à certains articles de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, relatifs aux commissaires aux comptes (p. 1326).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1326).

Après l'art. 11 (p. 1326).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 47 : conditions de souscription et de rachat et suspension des émissions et des rachats (p. 1327) – N° 49 : dissolution du fonds commun de placement (p. 1328) ; sous-amendement n° 108 de M. Pierre Bérégovoy, ministre (p. 1328) – Et n° 50 : obligation de déclaration des franchissements de seuil (p. 1329).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 48 de M. Jacques Larché, rapporteur : fusion de fonds communs de placement d'une même société de gestion (p. 1328) – Amendement (art. additionnel) n° 109 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : obligation de déclaration des franchissements de seuil (p. 1329).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1327, 1328 et 1329).

Avant l'art. 12 (p. 1329).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 51 de M. Jacques Larché, rapporteur : « Chapitre II bis – Des fonds communs de placement d'entreprise » (p. 1329).

– Une division nouvelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 1329).

Art. 12 (Fonds communs de la participation) (p. 1329).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 52 : institution, par le règlement du fonds, d'un conseil de surveillance (p. 1330) – N° 53 : composition du conseil de surveillance (p. 1330) – N° 55 : rédactionnel (p. 1330) – Et n° 56 : non-applicabilité des dispositions de cet article aux fonds communs de placement gérés par des coopératives (p. 1330).

Retirés : amendement n° 110 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : composition du conseil de surveillance (p. 1330) – Amendement n° 54 de M. Jacques Larché, rapporteur : examen du rapport sur les opérations du fonds par le conseil de surveillance (p. 1330).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1330).

Art. 13 (Fonds communs des titres acquis par les salariés) (p. 1330).

Adopté : amendement n° 58 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression des dispositions relatives à l'exercice individuel des droits de vote attachés aux titres (p. 1331).

Retiré : amendement n° 57 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de la participation des seuls salariés au conseil de surveillance du fonds (p. 1331).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1331).

Avant l'art. 14 (p. 1331).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 59 de M. Jacques Larché, rapporteur : insertion d'une division additionnelle : « Chapitre II ter – Du fonds commun de placement à risques » (p. 1331).

– Une division nouvelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 1331).

Art. 14 (Fonds communs de placement à risques) (p. 1331).

Adopté : amendement n° 60 de M. Jacques Larché, rapporteur : fixation de la part de valeurs mobilières non cotées comprise dans l'actif du fonds (p. 1332).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1332).

Avant l'art. 15 (p. 1332).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 62 de M. Jacques Larché, rapporteur : insertion d'une division additionnelle : « Chapitre II quater – Du fonds commun d'intervention sur les marchés à terme » (p. 1333).

– Une division nouvelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 1333).

Art. 15 (*Fonds commun d'intervention sur les marchés à terme*) (p. 1333).

Adopté : amendement n° 61 de M. Jacques Larché, rapporteur : rédactionnel (p. 1333).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1333).

Chapitre III

Des dispositions communes

Art. 16 (*Constitution des organismes de placement collectif en valeurs mobilières*) (p. 1333).

Adopté : amendement n° 63 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article (p. 1334).

– L'article 16 est supprimé (p. 1334).

Après l'art. 16 (p. 1334).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 64 : définition et composition des actifs des OPCVM (p. 1336) – N° 65 : division des risques (p. 1336) – N° 66 : dispositions particulières relatives à la composition des actifs (p. 1336) – N° 67 : dispositions financières particulières applicables aux OPCVM (p. 1336) – Et n° 68 : protection du fonds contre les créanciers d'un dépositaire (p. 1336).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1336).

Art. 17 (*Opérations des SICAV et des fonds communs sur les marchés internes*) (p. 1336).

Retiré : amendement n° 111 de M. Pierre Bérégoovoy, ministre : composition de l'actif des OPCVM et dispositions diverses (p. 1337).

– L'article 17 est adopté (p. 1337).

Art. 18 (*Inventaire de l'actif des SICAV et des fonds communs*) (p. 1337).

Adopté : amendement n° 69 de M. Jacques Larché, rapporteur : contrôle du dépositaire et publication du compte de résultats et du bilan (p. 1337).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1337).

Art. 19 (*Résultat net de l'OPCVM*) (p. 1337).

Adopté : amendement n° 70 de M. Jacques Larché, rapporteur : déduction de la charge des emprunts éventuels (p. 1338).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1338).

Art. 20 (*Sommes distribuables et obligation de distribution*) (p. 1338).

Adopté : amendement n° 71 de M. Jacques Larché, rapporteur : date de distribution aux porteurs de parts des profits acquis par les fonds communs de placement (p. 1338).

Retiré : amendement n° 72 de M. Jacques Larché, rapporteur : création d'OPCVM de capitalisation (p. 1338).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1338).

Après l'art. 20 (p. 1338).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 73 de M. Jacques Larché, rapporteur : documents d'information remis à la commission des opérations de bourse ; publication du rapport annuel ; frais et commissions prélevés par les OPCVM (p. 1338).

Art. 21 (*Comptabilité des SICAV et du fonds commun en devises étrangères*) (p. 1331).

Retiré : amendement n° 74 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article (p. 1364 ; réservé p. 1340).

– L'article 21 est adopté (p. 1364 ; réservé p. 1340).

Art. 22 (*Information des souscripteurs d'OPCVM ; publicité et démarchage*) – Adopté (p. 1340).

Art. 23 (*Communication d'éléments statistiques à la Banque de France*) (p. 1340).

Adopté : amendement n° 75 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article (p. 1340).

– L'article 23 est supprimé (p. 1340).

Après l'art. 23 (p. 1340).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 76 de M. Jacques Larché, rapporteur : prêts de titres des OPCVM (p. 1341).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1341).

Chapitre IV

Du fonds commun de créances

Art. 24 (*Définition du fonds commun de créances*) (p. 1346).

Parole sur l'article : MM. Robert Vizet (p. 1346), Pierre Bérégoovoy, ministre (p. 1346).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 77 : substitution de la notion de copropriété à celle de personnalité morale et règles d'acquisition des titres (p. 1348) – N° 78 : fixation par décret des premières valeurs nominales des parts émises par le fonds (p. 1349) – N° 79 : modalités de cession des créances au fonds et opposabilité aux tiers (p. 1350) – Et n° 80 : coordination avec la suppression de la personnalité morale (p. 1351).

Retirés : sur l'amendement n° 77 de la commission, sous-amendement n° 112 de M. Pierre Bérégoovoy, ministre (p. 1348)

– Amendement n° 98 de M. Paul Loridant : modalités d'émission de parts représentatives de créances et limitation de la durée du fonds (p. 1348) – Amendement n° 2 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1349) – Sur l'amendement n° 78 de la commission, sous-amendement n° 113 de M. Pierre Bérégoovoy, ministre (p. 1349) – Amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n° 3 : modalités de cession des créances au fonds (p. 1350) – N° 4 et 5 : intervention de la commission bancaire (p. 1350) – Amendement n° 114 de M. Pierre Bérégoovoy, ministre : modalités de cession des créances au fonds (p. 1350) – Et amendement n° 99 de M. Paul Loridant : modalités de cession des créances au fonds (p. 1350).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1351).

Après l'art. 24 (p. 1351).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 117 de M. Pierre Bérégoovoy, ministre : protection des épargnants ; intervention possible de la commission des opérations de bourse (p. 1352).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n° 6 et 7 : protection des épargnants (p. 1352).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1352).

Avant l'art. 25 (p. 1352).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 8 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : recouvrement des créances cédées au fonds commun de créances (p. 1354).

Retiré : sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 100 de M. Paul Loridant (p. 1353).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1354).

Art. 25 (*Constitution et règlement du fonds commun de créances*) (p. 1354).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 81 : constitution du fonds commun de créances et élaboration de son règlement (p. 1355) – Et n° 82 : définition, par le

règlement du fonds, des conditions de la garantie des créances cédées (p. 1356) – Amendement n° 10 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 8 (p. 1356).

Retirés : amendement n° 101 de M. Paul Loridant : rédactionnel (p. 1354) – Amendement n° 9 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : exception à l'obligation de garantie (p. 1356) – Amendement n° 83 de M. Jacques Larché, rapporteur : recouvrement des créances cédées au fonds (p. 1356).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1356).

Après l'art. 25 (p. 1356).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n°s 11, 12, 13 et 14 (p. 1356).

Art. 26 (*Application au fonds commun de créances de certaines dispositions propres au fonds commun de placement*) (p. 1356).

Adopté : amendement n° 84 de M. Jacques Larché, rapporteur : agrément et règles de fonctionnement des fonds communs de créances (p. 1357).

Retirés : amendement n° 16 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis (p. 1356) – Amendement n° 115 de M. Pierre Bérégo-voy, ministre (p. 1357) – Amendement n° 102 de M. Paul Loridant : dates de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi (p. 1357).

– L'article 26, dans la rédaction de l'amendement n° 84, est adopté (p. 1357).

Art. 27 (*Liquidation du fonds*) – Adopté (p. 1357).

Art. 28 (*Régime fiscal des activités et des parts de fonds communs de créances*) (p. 1357).

Adoptés : amendements de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, n° 17 : fixation d'un taux unique de prélèvement libératoire (p. 1357) – N° 18 : rédactionnel (p. 1359) – Et n° 19 : exonération des fonds perçus au titre de la gestion d'un fonds commun de créances (p. 1359).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1359).

Après l'art. 28 (p. 1359).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 20 de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis : transmission d'informations nécessaires à l'élaboration des statistiques monétaires (p. 1360) – Amendements (art. additionnels) n°s 103 et 104 de M. Paul Loridant : dispositions destinées à encourager le développement d'un marché de prêts de titres (p. 1361).

Avant l'art. 29 (p. 1361).

Adopté : amendement (division additionnelle) n° 85 de M. Jacques Larché, rapporteur : insertion d'une division nouvelle : « Chapitre V – Dispositions diverses » (p. 1361).

– Une division nouvelle et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 1361).

Art. 29 (*Abrogations*) (p. 1362).

Adopté : amendement n° 86 de M. Jacques Larché, rapporteur : rédactionnel (p. 1362).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1362).

Après l'art. 29 (p. 1362).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 87 : communication à la Banque de France des informations nécessaires à l'élaboration des statistiques monétaires (p. 1362) – N° 88 : sanctions de l'exercice sans agrément (p. 1362) – N° 89 : sanctions du non-respect des obligations de démarchage (p. 1362) – Et n° 90 : sort des dirigeants éventuellement condamnés (p. 1363).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1362 et 1363).

Art. 30 (*Décret d'application*) – Adopté (p. 1363).

Art. 31 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 1363).

Retirés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 91 : modification de la date d'entrée en vigueur (p. 1363) – Et n° 92 : régime transitoire (p. 1363).

– L'article 31 est adopté (p. 1363).

Après l'art. 31 (p. 1363).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 116 de M. Pierre Bérégo-voy, ministre : abrogation de l'article 30 de la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeur (p. 1364).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 93 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 1363).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1364).

Intitulé du projet de loi (p. 1364).

Adopté : amendement n° 94 de M. Jacques Larché, rapporteur : nouvel intitulé : « projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances » (p. 1364).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1364).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Robert Vizet (p. 1364), Paul Loridant (p. 1365), Jacques Larché, rapporteur (p. 1365) ; intervention de M. Pierre Bérégo-voy, ministre (p. 1365) ; Emmanuel Hamel (p. 1365), Louis Virapoullé (p. 1365).

Adoption (21 novembre 1988) (p. 1366).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1988) (p. 3071, 3077).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3071, 3072) : MM. Jacques Larché, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Charasse, ministre chargé de budget.

Banque de France : Larché (Jacques) (p. 3072).

Commission des opérations de bourse (COB) : Charasse (Michel) (p. 3072) ; Larché (Jacques) (p. 3072).

Communautés européennes (directives) : Larché (Jacques) (p. 3072).

Fiscalité : Larché (Jacques) (p. 3072).

Parlement : Larché (Jacques) (p. 3071).

Prêts : Charasse (Michel) (p. 3072).

Valeurs mobilières : Charasse (Michel) (p. 3072) ; Larché (Jacques) (p. 3071).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3073, 3077) : MM. Jacques Larché, rapporteur ; Emmanuel Hamel, Robert Vizet.

Art. 1^{er}, 2, 3, 4, 4 quater, 5, 8, 9 et 10 (p. 3073).

Art. 11, 11 quater, 12 et 13 (p. 3074).

Art. 14 (p. 3074).

Amendement rédactionnel n° 1 de M. Michel Charasse, ministre (p. 3077).

Art. 15 (p. 3074).

Art. 16 (p. 3075).

Art. 16 bis (p. 3075).

Amendement rédactionnel n° 2 de M. Michel Charasse, ministre (p. 3077).

Art. 16 ter, 16 sexies, 17, 20, 24, 24 bis, 24 ter et 25 (p. 3075).

Art. 25 bis (p. 3076).

Amendement de coordination n° 3 de M. Michel Charasse, ministre (p. 3076).

Art. 25 ter, 26, 28, 28 bis et 29 ter 1 (p. 3076).

Art. 33 (p. 3077). **Adoption** (21 décembre 1988) (p. 3077)

Marine marchande

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Mer, marine marchande et ports maritimes
Questions orales avec débat n° 13
Rapports au Gouvernement, 1
Rapports d'information, 9

Marine nationale

1. - **Proposition de loi visant à donner le nom d'Alain Savary à un bâtiment de la marine nationale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 février 1988) [n° 239 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Marins

Voir *Assurance vieillesse*, 6

Martinique

Voir *Questions au Gouvernement* n° 74

Maurice (île)

Voir *Rapports d'information*, 3

Mayotte

Voir *Apprentissage*, 2

Mécanique (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 61

Mécénat

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 1

Médecine

Voir *Santé*, 2

1. - **Proposition de loi relative à la filiation des enfants nés par procréation médicalement assistée**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 février 1988) [n° 237 (87-88)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi relative au recueil, à la conservation et à l'utilisation des gamètes humains**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 février 1988) [n° 238 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Retirée le 9 juillet 1988.

3. - **Proposition de loi relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 - 10 août 1988) [n° 330 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Médecine (enseignement)

Voir *Politique économique et sociale*, 4

Médiateur

Voir *Politique économique et sociale*, 4, Art. add. après l'art. 28

Rapports au Parlement, 1**Mer et littoral**

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Mer, marine marchande et ports maritimes
Navires, 1
Questions orales sans débat n° 31 ; n° 42

Messages du Président de la République

1. - **Message du Président de la République relatif au référendum** du 6 novembre 1988 sur la **Nouvelle Calédonie** (26 octobre 1988) (p. 671) - *M. Alain Poher, président du Sénat.*

Métaux précieux

Voir *Traités et conventions*, 25

Météorologie nationale

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne

Militaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° 4

Mines et carrières

Voir *Questions au Gouvernement* n° 11 ; n° 72
Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux), 1 ; 2

Missions d'information

Voir *Rapports d'information*
 « *Renseignements divers* », p. 24 *

Modes de scrutin

Voir *Elections*, 1 ; 6 ; 17

Monnaies et médailles (budget)

Voir *Lois de finances*, 2, Monnaies et médailles (Budget annexe)

Motions d'ordre (procédure parlementaire)

Voir *Politique économique et sociale*, 4

1. - **De Mme Hélène Luc** : organisation des travaux du Sénat : demande de renvoi de la suite de la discussion des textes relatifs à la transparence financière de la vie politique au lendemain matin - Rejet de la motion (17 février 1988) (p. 165) : *Mme Hélène Luc, MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. - **Ordre du jour du Sénat** : fixation de la date de discussion en deuxième lecture des deux projets de loi inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire (17 février 1988) (p. 185, 186) - *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Darras.*

3. - **Examen** du projet de loi portant amnistie, en vue d'une nouvelle lecture, après l'échec de la commission mixte pari-

taire ; M. Charles Lederman demande que les groupes politiques du Sénat aient connaissance du texte transmis par l'Assemblée nationale avant la réunion de la commission des lois (7 juillet 1988) (p. 462) - *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Charles Lederman.*

4. - **Séance levée** par M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance, **afin que soit close la session ordinaire** (21 décembre 1988) (p. 3091).

Mutualité sociale agricole (MSA)

Voir *Politique économique et sociale*, 4, Art. 5

N

Nationalité française

1. – **Proposition de loi tendant à reconnaître la nationalité française à tout étranger résistant**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 351 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Nature (protection)

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - V – Environnement
Questions au Gouvernement n° 24
Traités et conventions, 10

Navigation aérienne

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne

Navigation maritime

Voir *Questions orales sans débat n° 31*

Navires

1. – **Projet de loi portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires modifiée par la loi n° 68-1045 du 29 novembre 1968**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Albin Chalandon, ministre de la justice (23 octobre 1987) [n° 65 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alphonse Arzel (3 octobre 1988) [n° 1 (88-89)] – Discussion (4 octobre 1988) – Adoption (4 octobre 1988) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 168] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (10 novembre 1988) [n° 350] – Discussion (22 novembre 1988) – Adoption (22 novembre 1988) [n° 29].

PROMULGATION : Loi n° 88-1093 du 1^{er} décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 507, 509).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 507, 508) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Alphonse Arzel, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert.*

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508).

Droit de la mer (droit d'escale) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Droit international privé (loi du pavillon) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Indemnisation : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508).

Indemnisation (plancher) : *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Marine nationale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508).

Mer territoriale (étranger) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 507) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Navires (propulsion nucléaire) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 507, 508) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Responsabilité civile : *Arpaillage (Pierre)* (p. 507).

Responsabilité civile (limitation) : *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

Responsabilité sans faute : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508).

Sécurité civile : *Arpaillage (Pierre)* (p. 507).

Service public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 508).

Traités et conventions : *Arpaillage (Pierre)* (p. 507) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 508).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 508, 509) : *MM. Alphonse Arzel, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Jacques Habert.*

Art. unique (*Désignation de la loi compétente pour déterminer le régime de responsabilité en cas d'accident causé par un navire nucléaire dans les eaux territoriales*) (p. 508).

Retirés : amendements de M. Alphonse Arzel, rapporteur, n° 1 : suppression de la limitation du champ d'application du texte aux seuls navires nucléaires affectés à un service public de l'Etat (p. 509) – Et n° 2 : suppression du caractère illimité de la responsabilité de l'exploitant d'un navire français en cas de dommage dans les eaux territoriales étrangères (p. 509).

– L'article unique est adopté (p. 509).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 509).

Normalisation

Voir *Lois de finances, 2*, Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications, 2 ; 12 ; 16 ; 20 ; 21 ; 23 ; 25 ; 26 ; 28 ; 29 ; 30 ; 32*

Messages du Président de la République, 1
Parlement, 2

Questions au Gouvernement n° 3 ; n° 4 ; n° 45
Rapports d'information, 10

1. – **Projet de loi relatif à l'administration de la Nouvelle-Calédonie**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Rocard, Premier ministre (29 juin 1988) [n° 24] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Forni (4 juillet 1988) [n° 38] – Discussion (4 juillet 1988) – Adoption (4 juillet 1988) [n° 5].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1988) [n° 315 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (5 juillet 1988) [n° 319 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 103].

PROMULGATION : Loi n° 88-808 du 12 juillet 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 432, 448).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 432, 446) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Claude Estier, Jean Chérioux, Jean-Luc Bécart, Louis de Catuelan, Germain Authié, Sosefo Makapé Papilio, Etienne Dailly, Jean-Luc Mélenchon.*

Accords de Matignon : *Authié (Germain)* (p. 440) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 439) ; *Chérioux (Jean)* (p. 438) ; *Estier (Claude)* (p. 438) ; *Larché (Jacques)* (p. 436) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 433) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 442).

Accords de Nainville-les-Roches : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 440).

Agence de développement de la culture canaque : *Le Pensec (Louis)* (p. 434).

Autodétermination : *Authié (Germain)* (p. 441) ; *Estier (Claude)* (p. 438) ; *Larché (Jacques)* (p. 437) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 434).

- Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP): *Dailly (Etienne)* (p. 443).
- Colonialisme: *Bécart (Jean-Luc)* (p. 439).
- Comité consultatif: *Authié (Germain)* (p. 441); *Catuelan (Louis de)* (p. 440); *Estier (Claude)* (p. 438); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec (Louis)* (p. 434, 445).
- Commissions d'enquête ou de contrôle: *Bécart (Jean-Luc)* (p. 440); *Dailly (Etienne)* (p. 442).
- Congrès du territoire: *Le Pensec (Louis)* (p. 433, 445); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 442).
- Conseil constitutionnel: *Dailly (Etienne)* (p. 446).
- Contrats de plan: *Le Pensec (Louis)* (p. 433).
- Cour des comptes: *Catuelan (Louis de)* (p. 440); *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Culture mélanésienne: *Girault (Jean-Marie)* (p. 436).
- Défense: *Dailly (Etienne)* (p. 442).
- Ethnies: *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec* (p. 433).
- Exécutif territorial: *Authié (Germain)* (p. 441); *Estier (Claude)* (p. 438); *Le Pensec (Louis)* (p. 434, 444).
- Formation professionnelle: *Authié (Germain)* (p. 441); *Le Pensec (Louis)* (p. 433).
- Gendarmerie nationale: *Dailly (Etienne)* (p. 443).
- Grands travaux: *Le Pensec (Louis)* (p. 433, 445).
- Haut-commissaire de la République: *Authié (Germain)* (p. 441); *Estier (Claude)* (p. 438); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec (Louis)* (p. 434).
- Indépendantisme (mouvements indépendantistes): *Chérioux (Jean)* (p. 439); *Dailly (Etienne)* (p. 443, 444); *Girault (Jean-Marie)* (p. 436); *Larché (Jacques)* (p. 436); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 441).
- Institutions: *Bécart (Jean-Luc)* (p. 440); *Catuelan (Louis de)* (p. 440); *Chérioux (Jean)* (p. 439); *Le Pensec (Louis)* (p. 433, 434).
- Juridictions administratives: *Catuelan (Louis de)* (p. 440); *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Langue et culture françaises: *Girault (Jean-Marie)* (p. 436).
- Libertés publiques: *Larché (Jacques)* (p. 437); *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 (statut Pons): *Authié (Germain)* (p. 440); *Bécart (Jean-Luc)* (p. 439); *Chérioux (Jean)* (p. 439); *Estier (Claude)* (p. 438); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec (Louis)* (p. 434, 444).
- Minorités: *Le Pensec (Louis)* (p. 433).
- Mission du dialogue: *Dailly (Etienne)* (p. 443); *Estier (Claude)* (p. 437); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Larché (Jacques)* (p. 436); *Le Pensec (Louis)* (p. 433).
- Nodules polymétalliques: *Dailly (Etienne)* (p. 443).
- Organisation administrative: *Authié (Germain)* (p. 441); *Le Pensec (Louis)* (p. 433, 445).
- Pacifique (zone): *Dailly (Etienne)* (p. 442, 443).
- Parlement: *Dailly (Etienne)* (p. 446); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Larché (Jacques)* (p. 437); *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Partis et groupements politiques: *Le Pensec (Louis)* (p. 434).
- Peuple canaque: *Bécart (Jean-Luc)* (p. 439).
- Politique économique et sociale: *Authié (Germain)* (p. 441); *Estier (Claude)* (p. 438); *Girault (Jean-Marie)* (p. 436); *Le Pensec (Louis)* (p. 433).
- Polynésie française: *Dailly (Etienne)* (p. 443).
- Référendums: *Authié (Germain)* (p. 441); *Dailly (Etienne)* (p. 445, 446); *Larché (Jacques)* (p. 436, 437); *Le Pensec (Louis)* (p. 434, 444).
- Référendums (procédure): *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Claude Estier: *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Etienne Dailly: *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Réponse à M. Germain Authié: *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Réponse à M. Jacques Larché: *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Jean Chérioux: *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Jean-Luc Bécart: *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Jean-Marie Girault: *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Réponse à M. Louis de Catuelan: *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Réponse à M. Sosefo Makapé Papilio: *Le Pensec (Louis)* (p. 445).
- Sécurité publique: *Authié (Germain)* (p. 440); *Girault (Jean-Marie)* (p. 435); *Le Pensec (Louis)* (p. 444).
- Statut Pisani: *Chérioux (Jean)* (p. 439); *Dailly (Etienne)* (p. 442).
- Statut Pons: voir Loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 (statut Pons).
- Statuts (historique): *Dailly (Etienne)* (p. 442); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 441).
- Wallis-et-Futuna: *Le Pensec (Louis)* (p. 444, 445); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 442).
- II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 446, 448): *M. Louis Virapoullé*.
- Art. 1^{er}** (Transfert de l'exécutif territorial au haut-commissaire) (p. 446).
- Parole sur l'article: *M. Louis Virapoullé* (p. 446).
- L'article 1^{er} est adopté (p. 446).
- Art. 2** (Représentation consultative des « familles politiques » auprès du haut-commissaire) - Adopté (p. 446).
- Explications de vote sur l'ensemble:** *MM. Stéphane Bonduel* (p. 447), *René-Georges Laurin* (p. 447, 448), *Claude Estier* (p. 448), *Daniel Hoeffel* (p. 448).
- Adoption** (6 juillet 1988) (p. 448).

O

Opéra de Paris

Voir *Parlement*, 3

Ordre du jour du Sénat

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, 1 ; 2
Rappels au règlement, 20 ; 22 ; 23

1. – **Modification de l'ordre du jour à la demande de la commission des affaires sociales**, en raison de l'heure de transmission de la proposition de loi relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (13 décembre 1988) (p. 2671) – *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Demande de levée de séance** de M. Michel Dreyfus-Schmidt, au cours de la discussion relative à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3044) – La demande est repoussée (p. 3044 ; scrutin public n° 105).

Ordre public

1. – **Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au pro-

cès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 350 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à indemniser pleinement les victimes d'attentats**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 352 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat)

Voir *Traités et conventions*, 3

Organisation internationale du travail (OIT)

Voir *Traités et conventions*, 16 ; 17 ; 18

Organisations internationales

Voir *Questions orales avec débat* n° 12

Organisations syndicales

Voir *Formation professionnelle*, 1
Lois de finances, 2, Art. 5
Travail, 4

Otages (terrorisme)

Voir *Allocutions et communications*, 4

P

Pacifique (zone)

Voir *Traités et conventions*, 6

Pacifique sud (zone)

Voir *Traités et conventions*, 10

Parlement

Voir *Lois de finances*, 1

1. – Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 16 mars 1988) [n° 242 (87-88)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a eu lieu l'opération meurtrière du 5 mai 1988 à l'île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 49 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur le théâtre national de l'Opéra de Paris, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ivan Renar, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 50 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

4. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers, publics, privés et privés à but non lucratif ainsi que sur la qualité de la vie en milieu hospitalier, et les moyens de les améliorer, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 53 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (1^{er} décembre 1988) [n° 111 (88-89)].

5. – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 103 du Règlement du Sénat, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1988) [n° 110 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (7 décembre 1988) [n° 116 (88-89)] – Discussion (9 décembre 1988) – Adoption (9 décembre 1988) [n° 20].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-246 DC du 20 décembre 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 21 décembre 1988) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution.

Discussion des conclusions du rapport

(9 décembre 1988) (p. 2520, 2521).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2520, 2521) : M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.

Groupes politiques : Dailly (Etienne) (p. 2520).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2521)

Art. unique (*Composition de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes*) (p. 2521).

Explication de vote sur l'article unique : M. Pierre Carous, intervention de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2521).

Adoption (9 décembre 1988) (p. 2521).

6. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonc-

tionnement des assemblées parlementaires, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (6 décembre 1988) [n° 115 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Partis et groupements politiques

Voir *Elections*, 3 ; 4

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Questions au Gouvernement* n° 10

1. – Proposition de loi tendant à la création de fonds d'entreprises pour le mécénat, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (30 juin 1988) [n° 308 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

Pauvreté

Voir *Politique économique et sociale*, 2 ; 3
Questions au Gouvernement n° 8 ; n° 43
Rapports au Gouvernement, 1

1. – Proposition de loi tendant à instituer un revenu minimum d'existence tenant compte des charges familiales et de logement, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Diligent, sénateur (Rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 2 avril 1988 – 18 mai 1988) [n° 280 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Coopération*, 1
Environnement, 1
Lois de finances, 2, Affaires étrangères
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 29

Pêche

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - V - Environnement

Peine de mort

1. – Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux ainsi que pour la protection des fonctionnaires de sécurité et de justice, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 13 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Peines et amendes

Voir *Questions au Gouvernement* n° 26

Pensions civiles et militaires d'invalidité

Voir *Déportés et internés*, 2

1. – Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 338 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Assurance vieillesse*, 1 ; 2 ; 3 ; 5 ; 7

Pensions et retraites

Voir *Maires*, 1

1. – **Proposition de loi portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 340 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi visant à étendre aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants d'Algérie le droit aux campagnes doubles, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 343 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Permis de conduire

Voir *Circulation routière*, 1; 2

Personnes âgées

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1
Questions au Gouvernement n° 23

Pétitions

1. – **n° 47270 du 17 février 1988** – M. Olivier Roujanski – Objet : diffusion d'émissions de télévision et de messages sonores dans les transports en commun et les lieux publics (Feuilleton n° 59 du 25 février 1988).

2. – **n° 47271 du 5 avril 1988** – M. Christian Borniche – Objet : administration judiciaire de la preuve en matière de litiges relatifs à la concurrence déloyale (Feuilleton n° 61 du 23 juin 1988).

3. – **n° 47272 du 9 mai 1988** – M. Lucien Orsane – Objet : prise en compte des bonifications et majorations lors d'un changement de corps pour un fonctionnaire (Feuilleton n° 61 du 23 juin 1988).

4. – **n° 47273 du 20 juin 1988** – M. Christian Borniche – Objet : publicité des listes des administrateurs de sociétés, ainsi que des associés uniques de SARL (Feuilleton n° 61 du 23 juin 1988).

5. – **n° 47274 du 4 juillet 1988** – M. Olivier Roujanski – Objet : amendements au projet de loi d'amnistie (Feuilleton n° 1 du 3 octobre 1988).

Pétrole

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 22

Pharmacie (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* n° 27
Santé, 1

Pharmaciens

Voir *Questions au Gouvernement* n° 46

Plan (ministère)

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - IV – Plan

Planification

Voir *Lois de finances*, 2, Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire
Rapports d'information, 13

Police

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur
Rapports du Gouvernement, 11

Politique agricole

Voir *Lois de finances*, 2, Agriculture et forêt

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 7; n° 70; n° 76
Questions orales sans débat n° 26

Politique de défense

Voir *Lois de finances*, 2, Défense

Politique économique et sociale

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer
Questions au Gouvernement n° 8; n° 43; n° 62; n° 63
Rappels au règlement, 9; 13
Traités et conventions, 22

1. – **Proposition de loi visant à instaurer un revenu minimum d'insertion, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1988) [n° 253 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Retirée le 27 avril 1988.

2. – **Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté, PRESENTÉE AU SENAT**, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 335 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (3 octobre 1988) [n° 146] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois et à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (3 octobre 1988) [n° 161] – Avis oraux de MM. Jean-Pierre Worms (4 octobre 1988) et Jean Le Garrec (4 octobre 1988) – Urgence – Discussion (4, 5, 10, 11, 12 octobre 1988) – Adoption (12 octobre 1988) [n° 12].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1988) [n° 30 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des finances et à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Louvot (26 octobre 1988) [n° 57 (88-89)] – Avis de M. Bernard Pellarin (28 octobre 1988) [n° 61 (88-89)] – Avis de M. Bernard Laurent (26 octobre 1988) [n° 60 (88-89)] – Discussion (2, 3, 4 novembre 1988) – Adoption (4 novembre 1988) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 novembre 1988) [n° 347] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Michel Belorgey (10 novembre 1988) [n° 353] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Pierre Louvot (10 novembre 1988) [n° 79 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (4 novembre 1988) [n° 347] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (16 novembre 1988) [n° 357] – Discussion (21 novembre 1988) – Adoption (21 novembre 1988) [n° 25].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 novembre 1988) [n° 94 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Pierre Louvot (23 novembre 1988) [n° 96 (88-89)] – Discussion (27 novembre 1988) – Adoption (27 novembre 1988) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 novembre 1988) [n° 412] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (30 novembre 1988) [n° 416] – Discussion (30 novembre 1988) – Adoption (30 novembre 1988) [n° 37].

PROMULGATION : Loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (JO Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(2 novembre 1988) (p. 701, 738); (3 novembre 1988) (p. 753, 796); (4 novembre 1988) (p. 812, 861).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 701, 738) : MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale; Pierre Louvot, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Laurent, rapporteur pour avis de la commission des lois; Bernard Pellarin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Pierre-Christian Taittinger, Louis Virapoullé, Henri Collard, Mme Hélène Missoffe, M. Charles Bonifay, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. José Balarello, André Diligent, Georges Mouly, Louis Souvet, Marc Boeuf, Henri Bangou, Claude Huriet, Jean Chérioux, François Autain, Jacques Habert, Roger Lise, Josy Moinet, Claude Prouvoyeur, Franck Sérusclat, Guy Robert, Gérard Larcher, Henri Belcour, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Action sanitaire et sociale : Evin (Claude) (p. 703); Pellarin (Bernard) (p. 708, 709).

Aide sociale à l'enfance : Chérioux (Jean) (p. 725); Evin (Claude) (p. 703); Pellarin (Bernard) (p. 710).

Allocations familiales : Louvot (Pierre) (p. 706).

Analphabétisme : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 717); Louvot (Pierre) (p. 704); Souvet (Louis) (p. 721); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 710).

Associations : Balarello (José) (p. 718); Boeuf (Marc) (p. 722, 723); Chérioux (Jean) (p. 725); Collard (Henri) (p. 712); Evin (Claude) (p. 702, 737); Habert (Jacques) (p. 728); Louvot (Pierre) (p. 704, 706); Moinet (Josy) (p. 730); Mouly (Georges) (p. 720); Pellarin (Bernard) (p. 709, 710); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 711).

Caisses d'allocations familiales : Pellarin (Bernard) (p. 709).

Centres communaux d'action sociale : Autain (François) (p. 726); Evin (Claude) (p. 737); Larcher (Gérard) (p. 733, 734); Prouvoyeur (Claude) (p. 730, 731); Sérusclat (Franck) (p. 732); Souvet (Louis) (p. 721).

Chambres régionales des comptes : Pellarin (Bernard) (p. 710).

Chômage : Balarello (José) (p. 718); Beaudeau (Marie-Claude) (p. 716); Boeuf (Marc) (p. 722); Robert (Guy) (p. 732); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 710); Chérioux (Jean) (p. 725).

Collectivités territoriales : Autain (François) (p. 726); Beaudeau (Marie-Claude) (p. 717); Chérioux (Jean) (p. 725); Collard (Henri) (p. 712); Evin (Claude) (p. 701, 702, 703); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 735, 736); Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 704, 705, 706); Moinet (Josy) (p. 730); Mouly (Georges) (p. 720); Pellarin (Bernard) (p. 708, 709); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 711).

Commission nationale de développement social des quartiers : Diligent (André) (p. 720).

Commissions locales d'insertion : Collard (Henri) (p. 713); Evin (Claude) (p. 702, 703); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 736);

Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 704, 705); Missoffe (Hélène) (p. 715); Pellarin (Bernard) (p. 708); Prouvoyeur (Claude) (p. 730); Souvet (Louis) (p. 721); Sérusclat (Franck) (p. 732).

Communauté économique européenne (CEE) : Larcher (Gérard) (p. 733); Moinet (Josy) (p. 729, 730).

Communes : Evin (Claude) (p. 703); Souvet (Louis) (p. 721).

Compléments locaux de ressources : Balarello (José) (p. 718); Evin (Claude) (p. 701); Huriet (Claude) (p. 724); Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 704, 705, 706); Missoffe (Hélène) (p. 715); Mouly (Georges) (p. 721).

Concurrence : Huriet (Claude) (p. 725).

Conseils départementaux d'insertion : Evin (Claude) (p. 703); Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 705); Souvet (Louis) (p. 721); Autain (François) (p. 726); Collard (Henri) (p. 712, 713).

Conseil économique et social (rapport) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 717); Belcour (Henri) (p. 734); Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 703, 704); Pellarin (Bernard) (p. 709).

Décentralisation : Autain (François) (p. 726, 727); Balarello (José) (p. 718, 719); Bangou (Henri) (p. 723); Bonifay (Charles) (p. 715); Chérioux (Jean) (p. 725); Collard (Henri) (p. 712, 713, 714); Evin (Claude) (p. 702, 738); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 736); Larcher (Gérard) (p. 733); Laurent (Bernard) (p. 707, 708); Louvot (Pierre) (p. 706); Pellarin (Bernard) (p. 709, 710); Prouvoyeur (Claude) (p. 731); Robert (Guy) (p. 733); Sérusclat (Franck) (p. 731); Souvet (Louis) (p. 721).

Départements : Evin (Claude) (p. 703); Pellarin (Bernard) (p. 708).

Départements (compétences) : Autain (François) (p. 726, 727); Balarello (José) (p. 718, 719); Belcour (Henri) (p. 734); Collard (Henri) (p. 713); Evin (Claude) (p. 736, 737); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 736); Larcher (Gérard) (p. 733); Laurent (Bernard) (p. 707, 708); Mouly (Georges) (p. 721); Pellarin (Bernard) (p. 709, 710); Souvet (Louis) (p. 721).

Départements (dépenses obligatoires) : Autain (François) (p. 727); Belcour (Henri) (p. 734); Bonifay (Charles) (p. 715); Collard (Henri) (p. 713); Evin (Claude) (p. 703, 737); Huriet (Claude) (p. 724); Laurent (Bernard) (p. 707); Louvot (Pierre) (p. 705, 706); Mouly (Georges) (p. 720, 721); Pellarin (Bernard) (p. 710).

Départements d'outre-mer (DOM) : Bangou (Henri) (p. 723); Evin (Claude) (p. 738); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 735); Lise (Roger) (p. 728, 729).

Economie et finances : Bangou (Henri) (p. 723); Beaudeau (Marie-Claude) (p. 716); Laurent (Bernard) (p. 708).

Emploi : Balarello (José) (p. 718); Beaudeau (Marie-Claude) (p. 716); Diligent (André) (p. 719); Laurent (Bernard) (p. 708); Mouly (Georges) (p. 720); Robert (Guy) (p. 732); Souvet (Louis) (p. 721).

Exploitants agricoles : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 716, 717); Prouvoyeur (Claude) (p. 731).

Fiscalité : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 711).

Fonds de péréquation des dépenses d'insertion : Autain (François) (p. 727).

Formation professionnelle : Chérioux (Jean) (p. 725); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 711).

Français de l'étranger : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 735); Habert (Jacques) (p. 727, 728, 738).

Handicapés : Mouly (Georges) (p. 720).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 717); Missoffe (Hélène) (p. 714).

Insertion sociale : Balarello (José) (p. 719); Beaudeau (Marie-Claude) (p. 717); Bonifay (Charles) (p. 715); Chérioux (Jean)

(p. 726); *Collard (Henri)* (p. 712); *Diligent (André)* (p. 719, 720); *Evin (Claude)* (p. 702, 703, 738); *Habert (Jacques)* (p. 728); *Louvot (Pierre)* (p. 703); *Moinet (Josy)* (p. 729); *Mouly (Georges)* (p. 720); *Robert (Guy)* (p. 732); *Sérusclat (Franck)* (p. 731, 732); *Souvet (Louis)* (p. 721); *Virapoullé (Louis)* (p. 712).

Insertion sociale (actions de formation): *Balarello (José)* (p. 719); *Diligent (André)* (p. 719); *Louvot (Pierre)* (p. 704).

Insertion sociale (actions d'insertion): *Evin (Claude)* (p. 702, 703); *Laurent (Bernard)* (p. 707); *Louvot (Pierre)* (p. 704, 705).

Insertion sociale (actions pédagogiques): *Diligent (André)* (p. 720).

Insertion sociale (contrat d'insertion): *Balarello (José)* (p. 718); *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 717); *Belcour (Henri)* (p. 734); *Boeuf (Marc)* (p. 723); *Collard (Henri)* (p. 712, 713, 714); *Evin (Claude)* (p. 702, 736); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 735, 736); *Huriet (Claude)* (p. 724, 725); *Larcher (Gérard)* (p. 733); *Louvot (Pierre)* (p. 705, 706); *Pellarin (Bernard)* (p. 708); *Robert (Guy)* (p. 732); *Souvet (Louis)* (p. 722).

Insertion sociale (coût): *Collard (Henri)* (p. 713); *Souvet (Louis)* (p. 721).

Insertion sociale (plan départemental): *Collard (Henri)* (p. 712, 713); *Louvot (Pierre)* (p. 706); *Pellarin (Bernard)* (p. 710).

Insertion sociale (revenu d'insertion): *Collard (Henri)* (p. 712); *Evin (Claude)* (p. 702).

Logement: *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 716); *Chérioux (Jean)* (p. 725, 726); *Evin (Claude)* (p. 738); *Habert (Jacques)* (p. 728); *Huriet (Claude)* (p. 724); *Lise (Roger)* (p. 729); *Louvot (Pierre)* (p. 704).

Logement (aides au): *Louvot (Pierre)* (p. 705, 706); *Evin (Claude)* (p. 702).

Loi et règlement (domaines respectifs): *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 735); *Mouly (Georges)* (p. 720); *Virapoullé (Louis)* (p. 712).

Parité sociale globale: *Lise (Roger)* (p. 728).

Pauvreté: *Balarello (José)* (p. 718); *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 716); *Boeuf (Marc)* (p. 722); *Chérioux (Jean)* (p. 725, 726); *Diligent (André)* (p. 719, 720); *Evin (Claude)* (p. 701, 702); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 735); *Huriet (Claude)* (p. 724); *Laurent (Bernard)* (p. 707, 708); *Louvot (Pierre)* (p. 703, 704, 706); *Missoffe (Hélène)* (p. 714); *Moinet (Josy)* (p. 729); *Mouly (Georges)* (p. 720); *Pellarin (Bernard)* (p. 708); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 710); *Virapoullé (Louis)* (p. 711).

Personnes âgées: *Mouly (Georges)* (p. 720).

Politique économique et sociale: *Huriet (Claude)* (p. 724); *Souvet (Louis)* (p. 722).

Politique familiale: *Chérioux (Jean)* (p. 725, 726); *Missoffe (Hélène)* (p. 715).

Pouvoir d'achat: *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 716).

Préambule de la Constitution de 1946: *Boeuf (Marc)* (p. 722).

Prestations sociales: *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 717); *Evin (Claude)* (p. 702); *Larcher (Gérard)* (p. 733).

Prestations sociales (coordination): *Balarello (José)* (p. 718); *Boeuf (Marc)* (p. 723); *Chérioux (Jean)* (p. 725); *Evin (Claude)* (p. 736, 738); *Mouly (Georges)* (p. 721); *Souvet (Louis)* (p. 721).

Procédure parlementaire: *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 716).

Protection sociale: *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 717); *Boeuf (Marc)* (p. 722, 723); *Collard (Henri)* (p. 712); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 710).

Rapport Oheix: *Laurent (Bernard)* (p. 707); *Missoffe (Hélène)* (p. 714).

Régions: *Evin (Claude)* (p. 703).

Revenu minimum d'insertion (RMI): *Evin (Claude)* (p. 702); *Laurent (Bernard)* (p. 707); *Louvot (Pierre)* (p. 703, 704); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 711); *Virapoullé (Louis)* (p. 711).

Revenu minimum d'insertion (actions de formation): *Belcour (Henri)* (p. 734).

Revenu minimum d'insertion (champ d'application): *Balarello (José)* (p. 718); *Belcour (Henri)* (p. 734); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 735); *Habert (Jacques)* (p. 727, 728); *Huriet (Claude)* (p. 725); *Lise (Roger)* (p. 728, 729); *Louvot (Pierre)* (p. 704, 705); *Pellarin (Bernard)* (p. 708, 709).

Revenu minimum d'insertion (condition de nationalité): *Balarello (José)* (p. 718, 719); *Bonifay (Charles)* (p. 715); *Evin (Claude)* (p. 738); *Habert (Jacques)* (p. 728); *Missoffe (Hélène)* (p. 714); *Mouly (Georges)* (p. 720).

Revenu minimum d'insertion (contrat d'insertion): *Mouly (Georges)* (p. 720).

Revenu minimum d'insertion (coût): *Autain (François)* (p. 727); *Belcour (Henri)* (p. 735); *Evin (Claude)* (p. 738); *Larcher (Gérard)* (p. 733); *Pellarin (Bernard)* (p. 709); *Souvet (Louis)* (p. 722).

Revenu minimum d'insertion (détermination des ressources): *Balarello (José)* (p. 718); *Belcour (Henri)* (p. 734); *Bonifay (Charles)* (p. 715); *Chérioux (Jean)* (p. 725, 726); *Collard (Henri)* (p. 713); *Huriet (Claude)* (p. 724); *Louvot (Pierre)* (p. 704, 706); *Missoffe (Hélène)* (p. 714); *Mouly (Georges)* (p. 720); *Pellarin (Bernard)* (p. 709).

Revenu minimum d'insertion (financement): *Autain (François)* (p. 727); *Balarello (José)* (p. 718); *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 717); *Huriet (Claude)* (p. 724); *Laurent (Bernard)* (p. 707, 708); *Louvot (Pierre)* (p. 705); *Pellarin (Bernard)* (p. 708).

Revenu minimum d'insertion (moyens de fonctionnement): *Collard (Henri)* (p. 713).

Revenu minimum d'insertion (nature): *Autain (François)* (p. 726); *Boeuf (Marc)* (p. 722); *Collard (Henri)* (p. 713); *Evin (Claude)* (p. 737); *Pellarin (Bernard)* (p. 708).

Revenu minimum d'insertion (non-salariés): *Mouly (Georges)* (p. 720); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 731); *Robert (Guy)* (p. 732).

Revenu minimum d'insertion (procédure d'attribution): *Collard (Henri)* (p. 712, 714); *Evin (Claude)* (p. 737); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 736); *Habert (Jacques)* (p. 728); *Huriet (Claude)* (p. 724); *Larcher (Gérard)* (p. 733); *Louvot (Pierre)* (p. 705, 706); *Pellarin (Bernard)* (p. 709, 710); *Prouvoyeur (Claude)* (p. 731); *Robert (Guy)* (p. 733); *Sérusclat (Franck)* (p. 731, 732).

Revenu minimum d'insertion (rapport annuel au Parlement): *Collard (Henri)* (p. 714).

Revenu minimum garanti: *Collard (Henri)* (p. 712).

Salaires minimum interprofessionnel de croissance (SMIC): *Autain (François)* (p. 726); *Balarello (José)* (p. 719); *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 717); *Boeuf (Marc)* (p. 722, 723); *Chérioux (Jean)* (p. 725); *Diligent (André)* (p. 719); *Evin (Claude)* (p. 737); *Habert (Jacques)* (p. 728); *Huriet (Claude)* (p. 725); *Lise (Roger)* (p. 728, 729).

Travail clandestin: *Balarello (José)* (p. 719); *Bangou (Henri)* (p. 724); *Diligent (André)* (p. 719); *Missoffe (Hélène)* (p. 715).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 753, 786; 812, 861):
Mme Hélène Luc, MM. Pierre Louvot, rapporteur; Claude Evin, ministre; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Mélenchon, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Bernard Laurent, rapporteur pour avis; Franck Sérusclat, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle, Robert Pagès, François Autain, Bernard Pellarin, rapporteur pour avis; Mmes Paulette Fost, Hélène Missoffe, MM. Olivier Roux, Hector Viron, Guy Besse, Jean-Pierre Fourcade, Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis; Stéphane Bonduel, Jean Chérioux, Charles Bonifay, Emmanuel Hamel, Claude Estier, Robert Vizet, Guy Robert, Henri Bangou, Roger Lise, Henri Collard.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Avant l'art. 1^{er} A (p. 753).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 171 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenue par Mme Hélène Luc : création d'une allocation minimale mensuelle excluant de la base des ressources les allocations familiales et les allocations logement et augmentation de l'impôt sur la fortune (p. 754 ; scrutin public n° 3).

Art. 1^{er} A (*Intégration du revenu minimum d'insertion dans le dispositif global de lutte contre la pauvreté*) (p. 754).

Parole sur l'article : M. Jean-Luc Mélenchon (p. 754), Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 755).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 6 : référence à la situation locale de l'économie et de l'emploi (p. 757) – Et n° 7 : référence aux notions d'impératif national et de dignité (p. 758) – Amendement n° 95 de M. Charles de Cuttoli : mise en oeuvre d'une politique de lutte contre la pauvreté et d'insertion sociale et professionnelle en faveur de certains Français établis hors de France (p. 762).

Rejetés : amendement n° 65 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : suppression d'une disposition de valeur constitutionnelle reprise du préambule de la Constitution de 1946 et d'une seconde disposition ayant valeur de principe fondamental (p. 756) – Sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 216 de M. Franck Sérusclat : transformation de l'amendement n° 192 (p. 758) – Amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 96 : remplacement du revenu minimum d'insertion par une allocation minimum d'urgence (p. 759) – Et n° 97 : généralisation de la protection sociale (p. 759).

Devenu sans objet : amendement n° 192 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : possibilité d'accorder le revenu minimum d'insertion dans le seul but d'insertion sociale (p. 756).

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 762).

Avant l'art. 1^{er} (p. 762).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 98, soutenu par M. Robert Pagès : poursuite de la distribution de secours alimentaires (p. 762) – Et n° 99 : interdiction à compter de la date de promulgation de la loi des saisies, expulsions et coupures de gaz et d'électricité (p. 763 ; scrutin public n° 4).

Art. 1^{er} (*Définition du droit à un revenu minimum d'insertion*) (p. 763).

Parole sur l'article : M. François Autain (p. 763).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 8 : coordination avec les articles 6 et 7 du projet de loi (p. 765) – Et n° 9 : assouplissement des conditions d'insertion (p. 768) – Amendement n° 66 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : adjonction de la référence aux départements d'outre-mer (p. 765 ; scrutin public n° 5) – Amendement n° 208 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Olivier Roux : application des dispositions relatives au revenu minimum d'insertion aux Français expatriés de retour définitif en France (p. 769).

Rejeté : amendement n° 101 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de la contrepartie relative à l'insertion sociale et professionnelle (p. 768 ; scrutin public n° 6).

Retirés : amendement n° 144 de M. Louis Virapoullé : prise en compte des départements d'outre-mer parmi les conditions de résidence (p. 765) – Amendement n° 193 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : analogue à l'amendement n° 9 de la commission (p. 768).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 191 de M. Jacques Habert : modalités d'application du revenu minimum d'insertion aux Français établis hors de France (p. 766) – Amendement n° 100 de Mme Danielle Bidard-Reydet : abaissement à 18 ans de l'âge permettant de prétendre à un revenu minimum d'insertion (p. 767).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 769).

Après l'art. 1^{er} (p. 769).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Hector Viron, n° 102 et 103 : revalorisation des allocations de chômage (p. 770).

Art. 2 (*Caractère différentiel de l'allocation de revenu minimum*) – Suppression maintenue (p. 770).

Art. 3 (*Montant du revenu minimum d'insertion*) (p. 770).

Parole sur l'article : M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 770).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 172 de Mme Marie-Claude Beaudeau : montant du revenu versé aux foyers monoparentaux (p. 771) – Amendement n° 1 de M. Henri Collard, soutenu par M. Guy Besse : variation du revenu minimum d'insertion en fonction du SMIC (p. 772) – Amendement n° 104 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Pagès : revalorisation biannuelle du revenu minimum d'insertion en fonction du SMIC (p. 772) – Et amendement n° 131 de Mme Hélène Missoffe : indexation du revenu minimum d'insertion sur le SMIC (p. 772).

– L'article 3 est adopté (p. 772).

Art. 3 bis (*Caractère différentiel de l'allocation de revenu minimum*) (p. 773).

Parole sur l'article : Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 773).

Adopté : amendement n° 10 de M. Pierre Louvot, rapporteur : précisions relatives à l'attributaire de l'allocation de revenu minimum d'insertion (p. 774).

– L'article 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 774).

Art. 4 (*Financement de l'allocation*) (p. 774).

Adopté : amendement n° 11 de M. Pierre Louvot, rapporteur : transfert de la compétence du financement et de l'attribution du revenu minimum d'insertion de l'Etat aux départements à compter du 1^{er} janvier 1992 (p. 777 ; scrutin public n° 7).

Rejeté : amendement n° 173 de Mme Marie-Claude Beaudeau : mise à la charge exclusive de l'Etat du financement du revenu minimum d'insertion et rétablissement de l'impôt sur la fortune (p. 776).

Retiré : amendement n° 67 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : transfert de la compétence du financement, de la gestion et de l'attribution du revenu minimum d'insertion de l'Etat aux départements dans un délai de 3 ans (p. 776).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 777).

TITRE II

ALLOCATIONS DE REVENU MINIMUM D'INSERTION

Chapitre 1^{er}

Conditions d'ouverture du droit à l'allocation

Art. 5 (*Point de départ du droit à l'allocation*) (p. 778).

Adopté : amendement n° 12 de M. Pierre Louvot, rapporteur : rédactionnel (p. 778).

Retiré : amendement n° 145 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, soutenu par M. Emmanuel Hamel : ouverture du droit à l'allocation au premier jour du mois de dépôt de la demande (p. 778).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 779).

Art. 6 (*Situation des personnes ayant la qualité d'élève, d'étudiant ou de stagiaire*) (p. 779).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 13 : non-application des clauses restrictives aux personnes considérées comme étant à charge de l'allocataire (p. 779) – Et n° 14 : qualification de l'engagement de participer à une action d'insertion (p. 779).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 779).

Art. 7 (Situation des ressortissants étrangers) (p. 779).

Adopté : amendement n° 132 de Mme Hélène Missoffe : suppression de la carte de séjour temporaire des conditions ouvrant droit au revenu minimum d'insertion (p. 782).

Retirés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 15 : suppression de la carte de séjour temporaire des conditions ouvrant droit au revenu minimum d'insertion (p. 781) – Et n° 16 : conditions requises pour que les enfants étrangers puissent être pris en compte dans le calcul du revenu minimum d'insertion (p. 781).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 174 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression des conditions particulières d'ouverture du droit au revenu minimum d'insertion pour les étrangers en situation régulière (p. 782).

Devenu sans objet : amendement n° 2 de M. Pierre Laffitte, soutenu par M. Stéphane Bonduel : application des dispositions relatives au revenu minimum d'insertion aux ressortissants de la communauté économique européenne (p. 782).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 132, est adopté (p. 782).

Chapitre 2

Détermination des ressources

Art. 8 (Appréciation des ressources) (p. 782).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 783).

Adopté : amendement n° 18 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression du 2^e alinéa de cet article par coordination avec l'article 28 du projet de loi (p. 785).

Rejeté : amendement n° 108 de Mme Marie-Claude Beaudeau : exclusion de certaines aides en nature lors du calcul des ressources (p. 786).

Retiré : amendement n° 133 de Mme Hélène Missoffe, soutenu par M. Jean Chérioux : exclusion des allocations familiales et des allocations d'aide sociale versées par les collectivités locales du calcul des ressources (p. 785) – Amendement n° 209 de M. Claude Huriet, retiré par M. Guy Robert : analogue à l'amendement n° 17 de la commission (p. 785).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 17 de M. Pierre Louvot, rapporteur : exclusion des allocations familiales du calcul des ressources (p. 785) ; sous-amendement n° 214 de Mme Hélène Missoffe, soutenu par M. Jean Chérioux : exclusion des allocations d'aide sociale versées par les collectivités locales (p. 785) – Amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 105 : exclusion des allocations versées aux personnes handicapées du calcul des ressources (p. 785) – N° 106 : exclusion des prestations familiales et des allocations logement du calcul des ressources (p. 785) – Et n° 107 : coordination (p. 785).

Explications de vote sur l'article : *M. Jean-Pierre Fourcade* (p. 786). *intervention de M. Claude Evin, ministre* (p. 786).

– L'article 8 n'est pas adopté (p. 786).

Art. 9 (Appréciation des ressources pour les travailleurs non salariés) – Adopté (p. 787).

Chapitre 3

Décision d'octroi de l'allocation et engagement de l'allocataire

Intitulé (p. 787).

Adopté : amendement n° 194 de M. Claude Estier, soutenu par M. Charles Bonifay : intitulé : « Engagement de l'allocataire et décision d'octroi de l'allocation » (p. 787).

– L'intitulé du chapitre 3, dans la rédaction de l'amendement n° 194, est adopté (p. 787).

Art. 10 A (Engagement de l'allocataire) (p. 787).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Pierre Louvot, rapporteur : portée de l'engagement de participer aux activités ou actions

d'insertion sociale ou professionnelle (p. 788) ; sous-amendement n° 68 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis (p. 788).

Rejeté : amendement n° 109 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de cet article (p. 788).

– L'article 10 A, dans la rédaction de l'amendement n° 19, ainsi modifié, est adopté (p. 788).

Après l'art. 10 A (p. 788).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 20 : dépôt de la demande d'allocation (p. 792) ; sous-amendement n° 195 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat (p. 792) – Et n° 210 : instruction de la demande d'allocation (p. 792).

Rejeté : sur l'amendement n° 210 de la commission, sous-amendement n° 196 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat (p. 792).

Retiré : sur l'amendement n° 20 de la commission, sous-amendement n° 218 de M. Claude Evin, ministre (p. 789).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 792).

Avant l'art. 10 (p. 792).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 21 de M. Pierre Louvot, rapporteur : cas des personnes sans résidence stable ; élection de domicile (p. 792) ; sous-amendement n° 219 de M. Claude Evin, ministre (p. 792).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 792).

Art. 10 (Décision d'octroi et de prorogation de l'allocation) (p. 792).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 22 : vérification des conditions d'ouverture du droit et des ressources du demandeur (p. 794) – N° 23 : versement éventuel d'acomptes ou d'avances sur droits supposés (p. 794) – N° 24 : coordination avec l'amendement n° 14 à l'article 6 (p. 794) – Et n° 25 : non-prorogation de l'allocation sur avis motivé de la commission locale d'insertion transmis aux représentants de l'Etat dans le département (p. 795).

Rejetés : amendement n° 110 de Mme Marie-Claude Beaudeau : attribution de l'allocation par le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale (p. 794) – Amendement n° 177 de M. Claude Evin, ministre : procédure en cas de défaut de communication du contrat d'insertion dans le délai de trois mois (p. 795).

Retirés : amendement n° 134 de M. Louis Souvet, retiré par M. Jean Chérioux (p. 793) – Sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 197 de M. Claude Estier, retiré par M. Charles Bonifay (p. 793) – Amendement n° 146 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 793) – Amendement n° 69 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : prorogation de l'allocation en cas de non-transmission du contrat d'insertion à l'expiration de la première période de trois mois (p. 794) – Amendement n° 147 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : suspension de l'allocation en cas de refus de signature du contrat d'insertion par le bénéficiaire (p. 794).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 795).

Art. 10 bis (Décision de renouvellement de l'allocation) (p. 795).

Adoptés : amendement n° 135 de Mme Hélène Missoffe : périodes de renouvellement de l'allocation (p. 795) – Amendement n° 26 de M. Pierre Louvot, rapporteur : rédactionnel (p. 795) – Amendement n° 71 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : procédure de renouvellement de l'allocation (p. 796).

Retiré : amendement n° 70 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis (p. 795).

– L'article 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 796).

Après l'art. 10 bis (p. 796).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 211 de M. Pierre Louvot, rapporteur : information des présidents de conseils généraux relative aux décisions d'attribution des allocations (p. 796).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 796).

Art. 11 (Dépôt de la demande d'allocation) (p. 790).

Adopté : amendement n° 27 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de cet article (p. 792).

Retirés : amendement n° 148 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 791) – Amendement n° 72 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : rôle des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (p. 791).

Devenus sans objet : amendements n°s 217 et 178 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnels (p. 791).

– L'article 11 est supprimé (p. 791 ; priorité ordonnée p. 788).

Après l'art. 11 (p. 791).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 136 de Mme Hélène Missoffe (p. 792 ; priorité ordonnée p. 788) – Amendement (art. additionnel) n° 149 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 792 ; priorité ordonnée p. 788).

Art. 12 (Cas des personnes sans résidence stable) (p. 796).

Adopté : amendement n° 28 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de cet article, par coordination avec l'amendement n° 21 (p. 796).

Devenus sans objet : amendements n°s 73, 137, 150 et 179 (p. 796).

– L'article 12 est supprimé (p. 796).

Art. 13 (Constitution et instruction du dossier) – Suppression maintenue (p. 812).

Art. 14 (Vérification des déclarations des bénéficiaires) – Suppression maintenue (p. 812).

Art. 15 (Engagement de l'intéressé) – Suppression maintenue (p. 812).

Art. 16 (Suspension de l'allocation) (p. 812).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 29 : coordination (p. 813) – N° 30 : révision du contrat d'insertion à la demande du président du conseil général (p. 813) – N° 31 : non-automaticité de la suspension (p. 814) ; sous-amendement rédactionnel n° 220 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis (p. 814) – Et n° 32 : possibilité pour l'allocataire de se faire assister (p. 814).

Retiré : amendement n° 74 de M. Bernard Laurent : rédactionnel (p. 813).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 814).

Art. 17 (Révision du montant de l'allocation) (p. 814).

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 814).

Rejeté : amendement n° 111 de Mme Marie-Claude Beaudeau : revalorisation automatique (p. 814).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 814).

Art. 17 bis (Information des personnes en situation de précarité) (p. 814).

Adoptés : amendements de coordination n° 180 de M. Claude Evin, ministre (p. 815) et n° 151 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 816).

Retiré : amendement n° 34 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de cet article (p. 815).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 816).

Chapitre 4

Versement de l'allocation

Art. 18 (Service de l'allocation) – Adopté (p. 816).

Art. 18 bis (Vérification des déclarations des bénéficiaires) (p. 816).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 35 : coordination (p. 816) – Et n° 36 : communication des informations détenues par les administrations publiques (p. 816).

– L'article 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 816).

Art. 18 ter (Secret professionnel des personnels des organismes instructeurs et payeurs) – Adopté (p. 816).

Avant l'art. 19 (p. 816).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 112 de Mme Marie-Claude Beaudeau : versement de l'allocation dès dépôt du dossier (p. 817).

Art. 19 (Caractère subsidiaire de l'allocation) (p. 817).

Adoptés : amendement n° 221 de M. Claude Evin, ministre : application des dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 817) – Amendement n° 37 de M. Pierre Louvot, rapporteur : assistance des demandeurs et pouvoirs du préfet en matière de dérogation à l'obligation de faire valoir les droits aux créances alimentaires (p. 819) ; sous-amendement n° 215 de M. Claude Evin, ministre (p. 819).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 113 : suppression du caractère préalable du recouvrement des créances alimentaires (p. 817) – Et n° 115 : subordination du mécanisme de subrogation à une décision de justice (p. 819).

Devenu sans objet : amendement n° 114 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression des mécanismes de subrogation pour le recouvrement des créances alimentaires (p. 818).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 819).

Art. 20 (Versement d'acomptes) (p. 819).

Adopté : amendement n° 38 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de l'article (p. 819).

– L'article 20 est supprimé (p. 819).

Art. 21 (Seuils d'application) – Adopté (p. 819).

Art. 22 (Réduction ou suspension de l'allocation liée à l'admission dans un établissement) (p. 819).

Adoptés : amendement n° 75 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : maintien d'une participation financière aux frais d'hébergement (p. 820) ; sous-amendement n° 198 de M. Claude Estier (p. 820) – Amendement n° 39 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression des dispositions précisant la possibilité de liquidation de l'allocation avant la sortie de l'établissement (p. 821) – Amendement n° 76 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 39 (p. 821).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de la possibilité de suspension de l'allocation (p. 820).

Devenus sans objet : amendement rédactionnel n° 181 de M. Claude Evin, ministre (p. 821) – Amendement n° 199 de M. Claude Estier : liquidation de l'allocation avant la sortie de l'établissement (p. 821).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 821).

Chapitre 5

Recours

Art. 23 (Recours gracieux préalable) – Suppression maintenue (p. 821).

Art. 24 (Recours contentieux) (p. 821).

Adopté : amendement n° 138 de Mme Hélène Missoffe : composition de la commission départementale d'aide sociale (p. 821).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 822).

Chapitre 6

Dispositions diverses

Art. 25 (Prescriptions) – Adopté (p. 822).

Art. 26 (Récupération de l'indû) (p. 822).

Adoptés : amendement n° 77 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : modalités de contestation de la demande de récupération de l'indû (p. 822) – Amendement n° 200 de M. Claude Estier : détermination par voie réglementaire du montant des retenues (p. 822).

Rejeté : amendement n° 117 de Mme Marie-Claude Beaudeau : compétence du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale (p. 823).

Retiré : amendement n° 40 de M. Pierre Louvot, rapporteur : modalités de contestation de la demande de récupération de l'indû (p. 822).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 823).

Art. 27 (Récupération sur la succession ou la cession de l'actif du bénéficiaire) (p. 823).

Adopté : amendement rédactionnel n° 41 de M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 824).

Rejeté : amendement n° 118 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'article (p. 824 ; scrutin public n° 8).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 824).

Art. 28 (Caractère inaccessibles et insaisissables de l'allocation – Application de la tutelle aux prestations sociales) (p. 824).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 182 de M. Claude Evin, ministre (p. 824) – Amendement n° 42 de M. Pierre Louvot, rapporteur : organismes auxquels le mandatement peut être fait (p. 824).

Rejeté : amendement n° 119 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de la tutelle (p. 824).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 824).

Après l'art. 28 (p. 824).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 183 de M. Claude Evin, ministre : charge des frais de gestion occasionnés par la tutelle (p. 825).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 825).

Art. 29 (Sanctions) – Adopté (p. 825).

Après l'art. 29 (p. 825).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 139 de M. Louis Souvet : information des organismes chargés de la répression du travail clandestin (p. 825).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 825).

TITRE III

ACTIONS D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Titre III (p. 825).

Rejeté : amendement n° 120 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression du Titre III et de son intitulé (p. 825).

Art. 30 A (Commission locale d'insertion) (p. 825).

Adoptés : amendement n° 43 de M. Pierre Louvot, rapporteur : règles de création et de fonctionnement des commissions (p. 828) ; sous-amendements de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis, n°s 222 et 223 : composition des commissions (p. 828) ; sous-amendement n° 212 de Mme Hélène Missoffe : présidence des commissions (p. 828).

Retiré : amendement n° 140 de Mme Hélène Missoffe au profit du sous-amendement n° 212 (p. 827).

Devenus sans objet : amendement n° 78 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : règles de création et de fonctionnement des commissions (p. 828) – N° 201 de M. Claude Estier : modalités de désignation du conseiller général et du maire ou du conseiller municipal (p. 828) – Amendement n° 152 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : modalités de désignation du président de la commission (p. 828).

– L'article 30 A, ainsi modifié, est adopté (p. 828).

Avant l'art. 30 (p. 828).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 121 de Mme Marie-Claude Beaudeau : mesures d'insertion par la formation professionnelle et statut des bénéficiaires (p. 219).

Art. 30 (Conseil départemental d'insertion) (p. 829).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Pierre Louvot, rapporteur : composition et désignation des membres du conseil (p. 831) ; sous-amendement n° 202 de M. Claude Estier : représentation des commissions locales d'insertion au conseil (p. 831).

Devenus sans objet : amendement n° 79 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : modalités de désignation des membres du conseil (p. 831) – Amendement n° 153 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : catégories de membres devant siéger au conseil (p. 831) – Amendement n° 184 de M. Claude Evin, ministre : composition du conseil (p. 831) – Amendement n° 190 de M. Emmanuel Hamel : représentation au conseil des associations d'anciens combattants (p. 831).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 831).

Art. 30 bis (Définition du projet contractuel d'insertion) (p. 831).

Adoptés : amendement n° 45 de M. Pierre Louvot, rapporteur : bénéficiaire de l'allocation et contenu de l'engagement contractuel (p. 833) ; sous-amendements de M. Claude Estier n° 203 : prise en compte des conditions de logement (p. 832) et n° 204 : information du préfet et du président du conseil général (p. 832).

Retirés : amendement n° 80 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : définition des responsabilités des co-contractants (p. 832) – Amendement n° 154 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : signataire du contrat (p. 832) – Amendement n° 175 de Mme Marie-Claude Beaudeau : prise en compte des conditions de logement (p. 832) – Amendement n° 155, rédactionnel, de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 832).

– L'article 30 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 833).

Art. 30 ter (Définition des activités d'insertion) (p. 833).

Adoptés : amendements de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, n° 156 : suppression de la notion de séquence d'insertion (p. 834) – Et n° 157 : précision de la notion de formation qualifiante (p. 834) – Amendement n° 48 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de la notion d'action de groupe (p. 834).

Retirés : amendement n° 81 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 833) – Amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 46, retiré au profit de l'amendement n° 156 (p. 833) – N° 47 : précision de la notion de formation qualifiante (p. 833) – Amendement n° 158 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : suppression de la notion d'action de groupe (p. 833).

– L'article 30 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 834).

Art. 31 (Programme départemental d'insertion) (p. 834).

Adopté : amendement rédactionnel n° 159 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 835).

Retirés : amendement n° 82 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : compétences du président du conseil général et du préfet (p. 835) – Amendement n° 50 de M. Pierre Louvot, rapporteur : coordination des actions d'insertion (p. 835).

Devenus sans objet : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 49 : compétences du président du conseil général et

du préfet (p. 835) – Et n° 83 : coordination des actions d'insertion (p. 835).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 835).

Après l'art. 31 (p. 835).

Adopté : amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : procédure en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général dans l'exercice des compétences communes (p. 835).

Retiré : amendement n° 160 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, retiré au profit de l'amendement n° 84 (p. 836).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 836).

Art. 32 (*Conventions d'insertion Etat-départements*) (p. 836).

Adoptés : amendements identiques n° 51 de M. Pierre Louvot, rapporteur et n° 85 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : spécificité du rôle de l'Etat et du département (p. 836).

Rejeté : amendement n° 122 de Mme Marie-Claude Beaudou : suppression de l'article (p. 836).

Retiré : amendement n° 161 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, retiré au profit des amendements n° 51 et 85 (p. 836).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 837).

Art. 33 (*Définition de la participation financière du département*) (p. 836).

Adoptés : amendement n° 52 de M. Pierre Louvot, rapporteur : modalités de participation des départements au financement du revenu minimum d'insertion (p. 839) ; sous-amendement n° 86 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : procédure d'évaluation de la participation du département (p. 838).

Rejeté : amendement n° 123 de Mme Marie-Claude Beaudou : suppression de l'article (p. 838).

Retirés : amendement n° 141 de Mme Hélène Missoffe (p. 838) – Amendement n° 162 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, retiré au profit de l'amendement n° 52 modifié (p. 838).

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 185 de M. Claude Evin, ministre (p. 839).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 839).

Après l'art. 33 (p. 839).

Adopté : amendement n° 163 (art. additionnel) de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : caractère obligatoire et plafond de la participation du département au financement du revenu minimum d'insertion (p. 841).

Retirés : amendement n° 53 de M. Pierre Louvot, rapporteur, retiré au profit de l'amendement n° 163 (p. 839) – Sur l'amendement n° 87, sous-amendement n° 205 de M. Claude Estier : création d'un fonds de péréquation des dépenses d'insertion (p. 841).

Devenu sans objet : amendement n° 87 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis (p. 841).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 841).

Avant l'art. 34 (p. 841).

Adopté : amendement n° 164 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : saisine de la chambre régionale des comptes en cas d'écart entre la dépense obligatoire forfaitaire et les dépenses légales d'aide sociale (p. 842).

Retiré : amendement n° 54 de M. Pierre Louvot, rapporteur, retiré au profit de l'amendement n° 164 (p. 842).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 842).

Art. 34 (*Procédure en cas de non-engagement des dépenses par le département*) (p. 842).

Adopté : amendement n° 55 de M. Pierre Louvot, rapporteur : prise en compte des actions d'insertion engagées par le départe-

ment en dehors d'un cadre conventionnel (p. 844 ; priorité ordonnée p. 844 ; scrutin public n° 9).

Retiré : amendement n° 88 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis, retiré au profit de l'amendement n° 55 (p. 843).

Devenus sans objet : amendement de suppression n° 124 de Mme Marie-Claude Beaudou (p. 844) – Amendement n° 165 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis (p. 844).

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 844).

Après l'art. 34 (p. 844).

Adopté : amendement n° 56 (art. additionnel) de M. Pierre Louvot, rapporteur : prise en compte de la participation financière minimale du département dans le calcul des contingents communaux d'aide sociale (p. 845 ; scrutin public n° 10).

Rejeté : amendement n° 125 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudou : non-remise en cause des budgets sociaux des départements et des communes par la mise en oeuvre du revenu minimum d'insertion (p. 845).

Retiré : amendement n° 166 (art. additionnel) de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, retiré au profit de l'amendement n° 56 (p. 844).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 845).

Art. 35 à 40 (*Participation financière minimale du département et prélèvements contraints*) – Suppressions maintenues (p. 845).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE SOCIALE ET AU DROIT DU TRAVAIL

Art. 41 A (*Dispositif d'aide au logement*) – Adopté (p. 845).

Art. 41 (*Couverture maladie des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion*) (p. 845).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 57 de M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 846) – Amendement n° 168 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : maintien transitoire de la prise en charge au titre de l'assurance personnelle (p. 847).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 126 : prise en charge par l'Etat de la couverture maladie (p. 846) – Et n° 127 : aide médicale gratuite aux bénéficiaires du RMI et à leurs ayants droit (p. 847) – Amendement n° 167 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : maintien des règles relatives à l'obligation alimentaire (p. 846).

Retiré : amendement n° 89 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : clause de sauvegarde du dispositif de prise en charge des dépenses par le département (p. 847).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 847).

Après l'art. 41 (p. 847).

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° 128 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudou : prise en compte du versement de l'allocation pour le calcul du droit à la retraite (p. 847).

Art. 42 (*Cas particuliers des exploitants agricoles déchus du droit aux prestations*) (p. 847).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 58 de M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 848) – Amendement n° 225 de M. Claude Evin, ministre : rétablissement du droit aux prestations d'assurance maladie et maternité des non salariés non agricoles bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et débiteurs de leurs cotisations (p. 848).

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 848).

Art. 43 (*Extension de la protection légale contre les accidents du travail à certains bénéficiaires du revenu minimum d'insertion suivant des actions d'insertion*) (p. 848).

Adopté : amendement n° 59 de M. Pierre Louvot, rapporteur : limitation du champ d'application de l'article aux activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général (p. 848).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 848).

Art. 44 (*Conventions pour l'organisation d'activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général*) (p. 849).

Adopté : amendement n° 60 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de cet article (p. 849).

Devenus sans objet : amendement n° 187 de M. Claude Evin, ministre (p. 849) – Amendement n° 129 de Mme Marie-Claude Beaudou (p. 849).

– L'article 44 est supprimé (p. 849).

Art. 45 (*Statut des bénéficiaires des conventions organisant des activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général*) (p. 849).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 61 : coordination avec la suppression de l'article 44 (p. 850) – N° 62 : statut des personnes bénéficiaires des conventions (p. 850).

– L'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 850).

Art. 45 bis (*Bénéfice des actions d'insertion aux titulaires de l'allocation de parents isolés, API*) (p. 850).

Adopté : amendement n° 63 de M. Pierre Louvot, rapporteur : suppression de l'article (p. 850).

Devenu sans objet : amendement n° 130 de Mme Marie-Claude Beaudou : droit à une formation professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (p. 850).

– L'article 45 est supprimé (p. 850).

Après l'art. 45 bis (p. 850).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : maintien à titre subsidiaire des dispositions spécifiques aux départements d'Alsace et de Moselle (p. 851).

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 46 (*Modalités d'application du projet de loi notamment dans les départements d'outre-mer*) (p. 851).

Parole sur l'article : MM. Robert Vizet, Henri Bangou, Louis Virapoullé (p. 852).

Adopté : amendement n° 142 de M. Paul Moreau : suppression des dispositions prévoyant des modalités particulières d'application de la loi pour les départements d'outre-mer (p. 854 ; scrutin public n° 11).

Devenu sans objet : amendement n° 91 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : fixation d'un délai de six mois pour l'adoption des mesures d'application aux départements d'outre-mer (p. 854).

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 854).

Art. 47 (*Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer*) – Suppression maintenue (p. 854).

Avant l'art. 48 (p. 855).

Retiré : amendement n° 169 (art. additionnel) de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis : rapport annuel relatif à l'exécution de la loi devant le Parlement (p. 855).

Art. 48 (*Evaluation et durée d'application du revenu minimum d'insertion*) (p. 855).

Adoptés : amendement n° 92 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : présentation au Parlement d'un rapport sur les modalités d'évaluation de l'application de la loi (p. 855) – Amendement n° 206 de M. Claude Estier : allongement du délai pour la présentation du rapport d'évaluation (p. 855) – Amendement n° 64 de M. Pierre Louvot, rapporteur : conditions du transfert aux départements de l'attribution et du financement du revenu minimum d'insertion (p. 857) – Amendement n° 94 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : présentation d'un rapport d'évaluation sur les deux premières années d'application de la loi (p. 857) ; sous-amendement

n° 213 de M. Hubert Haenel : rapport d'évaluation présenté département par département (p. 857) – Amendement n° 189 de M. Claude Evin, ministre : nature des informations statistiques déterminées par décret (p. 857).

Retirés : amendement n° 93 de M. Bernard Laurent, rapporteur pour avis : report du terme de la durée d'application de la loi (p. 856) – Amendement n° 170 de M. Bernard Pellarin, rapporteur pour avis, retiré au profit de l'amendement n° 64 (p. 856) – Amendement n° 5 de M. Henri Collard : présentation d'un rapport annuel d'évaluation (p. 857).

Devenus sans objet : amendement n° 143 de M. Hubert Haenel : présentation d'un rapport annuel d'évaluation (p. 856) – Amendement n° 176 de Mme Marie-Claude Beaudou : contenu de l'information annuelle du Parlement (p. 857) – Amendement rédactionnel n° 188 de M. Claude Evin, ministre (p. 857).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 857).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement, à la demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 857).

Art. 8 (p. 858).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Louvot, rapporteur : rétablissement de l'article 8 du projet de loi (p. 858).

– L'article 8 est rétabli (p. 858).

Art. 10 (p. 858).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur : coordination avec les articles 6 et 30 bis (p. 858).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 858).

Art. 28 (p. 858).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Louvot, rapporteur : conditions de versement de l'allocation à un organisme agréé précisées par décret (p. 858).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 859).

Art. 31 bis (p. 859).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 859).

– L'article 31 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 859).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Claude Estier (p. 859), Louis Virapoullé (p. 859), Mmes Marie-Claude Beaudou (p. 859), Hélène Missoffe (p. 860), MM. Henri Collard (p. 860), Jacques Habert (p. 860), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 860) ; Pierre Louvot, rapporteur (p. 861) ; Claude Evin, ministre (p. 861).

Adoption (4 novembre 1988) (p. 861).

Discussion (nouvelle lecture)

(27 novembre 1988) (p. 1784, 1800).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1784, 1788) : MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement ; Pierre Louvot, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudou, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Centres communaux d'action sociale : Beaudou (Marie-Claude) (p. 1787).

Collectivités territoriales (compétences) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1788).

Commissions locales d'insertion : Evin (Claude) (p. 1785).

Contrats d'insertion : Evin (Claude) (p. 1786).

Départements (compétences) : Evin (Claude) (p. 1784, 1785) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1788).

Départements (dépenses obligatoires) : Evin (Claude) (p. 1785).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Evin (Claude)* (p. 1786).
 Etrangers : *Evin (Claude)* (p. 1784, 1785) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1788).
 Insertion sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1787) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1788).
 Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1787) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1788).
 Politique économique et sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1787).
 Procédure parlementaire : *Evin (Claude)* (p. 1786).
 Revenu minimum d'insertion (procédure d'attribution) : *Evin (Claude)* (p. 1785, 1786).
 Revenu minimum d'insertion (conditions d'attribution) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1787) ; *Evin (Claude)* (p. 1786).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1789, 1800) : *MM. Jean Chérioux, Pierre Louvot, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Emmanuel Hamel, Mme Paulette Fost, MM. Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Caldaguès, Franck Sérusclat, Claude Estier, Roger Lise, José Balarello.*

Art. 1^{er} A (Institution du revenu minimum d'insertion) – Adopté (p. 1789).

Art. 1^{er} (Conditions d'attribution du revenu minimum d'insertion) – Adopté (p. 1789).

Avant l'art. 3 bis (p. 1789).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Louis Souvet, soutenu par M. Jean Chérioux : attribution, aux couples mariés, d'une allocation égale à la somme de deux allocations individuelles (p. 1789).

Art. 3 bis (Mode de calcul de l'allocation) (p. 1789).

Adopté : amendement n° 7 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1790).

– L'article 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1790).

Art. 4 (Charges du financement de l'allocation) (p. 1790).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Louvot, rapporteur : caractère transitoire du financement de l'allocation par l'Etat (p. 1790).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1790).

Art. 5 (Date d'ouverture du droit à l'allocation) (p. 1790).

Adopté : amendement n° 8 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1790).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1790).

Art. 6 (Modalités d'application de l'allocation aux personnes en formation) (p. 1791).

Adopté : amendement n° 9 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1791).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1791).

Art. 7 (Situation des ressortissants étrangers) (p. 1791).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur : attribution de l'allocation aux seuls étrangers titulaires d'une carte de résidence de dix ans (p. 1793 ; scrutin public n° 63).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1793).

Art. 8 (Appréciation des ressources) (p. 1793).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Louvot, rapporteur : prise en compte de l'ensemble des ressources des bénéficiaires dans le mode de calcul de l'allocation (p. 1794).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1794).

Art. 10 A (Engagement de participation aux activités d'insertion) – Adopté (p. 1794).

Art. 10 B (Dépôt et instruction de la demande d'allocation) (p. 1794).

Adopté : amendement n° 4 de M. Pierre Louvot, rapporteur : compétence de l'ensemble des organismes publics et privés (p. 1794).

Devenu sans objet : amendement n° 10 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1794).

– L'article 10 B, ainsi modifié, est adopté (p. 1794).

Art. 10 (Durée d'attribution de l'allocation) (p. 1794).

Adopté : amendement n° 11 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1795).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1795).

Art. 10 bis (Modalités de renouvellement du droit à l'allocation) – Adopté (p. 1795).

Art. 12 (Modalités d'attribution de l'allocation aux personnes sans résidence stable) – Adopté (p. 1795).

Art. 16 (Suspension de l'allocation en cas de non-respect du contrat d'insertion) – Adopté (p. 1795).

Art. 17 bis (Modification des ressources des bénéficiaires de l'allocation) – Adopté (p. 1795).

Art. 18 bis A (Convention Etat – Caisse nationale des allocations familiales – Caisse centrale de mutualité sociale agricole) (p. 1795).

Adopté : amendement n° 12 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1795).

– L'article 18 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 1795).

Art. 18 bis (Modalités d'information des organismes payeurs de l'allocation) – Adopté (p. 1795).

Art. 19 (Caractère subsidiaire de l'allocation) – Adopté (p. 1795).

Art. 20 (Versement d'acomptes ou d'avances) – Adopté (p. 1796).

Art. 22 (Conséquences de l'admission dans un établissement d'hospitalisation, d'hébergement ou relevant de l'administration pénitentiaire) – Adopté (p. 1796).

Art. 24 (Modalités des recours contentieux contre les décisions relatives à l'allocation de revenu minimum) – Adopté (p. 1796).

Art. 27 (Recouvrement des allocations en cas de décès du bénéficiaire ou de cession de son actif) (p. 1796).

Adopté : amendement n° 13 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1796).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1796).

Art. 30 A (Composition des commissions locales d'insertion) (p. 1796).

Adopté : amendement n° 14 de M. Claude Evin, ministre : coordination avec l'article 30 (p. 1796).

– L'article 30 A, ainsi modifié, est adopté (p. 1796).

Art. 30 (Composition du conseil départemental d'insertion) (p. 1796).

Adopté : amendement n° 15 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1796).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1796).

Art. 30 bis (Conclusion des contrats d'insertion) – Adopté (p. 1797).

Art. 30 ter (Modalités des actions d'insertion) – Adopté (p. 1797).

Art. 31 bis (Autorités compétentes pour fixer les actions d'insertion) – Adopté (p. 1797).

Art. 32 (Conclusion de conventions précisant les dispositifs d'insertion) – Adopté (p. 1797).

Art. 33 ter (*Clauses de sauvegarde pour la participation mini-male du département*) (p. 1797).

Adopté : amendement n° 5 de M. Pierre Louvot, rapporteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale (p. 1797).

– L'article 33 ter est rétabli (p. 1797).

Art. 34 (*Report de crédits non engagés*) – Adopté (p. 1797).

Art. 41 (*Couverture sociale des allocataires*) – Adopté (p. 1798).

Art. 42 (*Couverture sociale des allocataires relevant antérieurement du régime applicable aux exploitants agricoles ou aux travailleurs non salariés des professions non agricoles*) – Adopté (p. 1798).

Art. 43 (*Extension de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale aux allocataires en activité d'insertion*) – Adopté (p. 1798).

Art. 44 (*Conventions d'organisation d'activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général*) – Adopté (p. 1798).

Art. 45 (*Application de certaines dispositions du code du travail aux allocataires bénéficiant d'action d'insertion*) – Adopté (p. 1798).

Art. 45 bis (*Dispositions particulières applicables aux parents isolés*) – Adopté (p. 1798).

Art. 46 (*Mesures d'application et modalités particulières applicables aux départements d'outre-mer prises par décret en conseil d'Etat*) – Adopté (p. 1798).

Art. 48 (*Présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation*) (p. 1798).

Adopté : amendement n° 16 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 1798).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 1798).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Jean Chérioux (p. 1799), Charles Bonifay (p. 1799), Franck Sérusclat (p. 1800), José Balarello (p. 1800), Jean-Pierre Fourcade (p. 1800).

Scrutin public n° 64 (p. 1800).

Adoption (27 novembre 1988) (p. 1800).

4. – **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, et par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (20 octobre 1988) [n° 52 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles et à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Hélène Missoffe et de M. Henri Collard (9 novembre 1988) [n° 78 (88-89)] – Avis de M. Jean Delaneau (8 novembre 1988) [n° 73 (88-89)] et de M. Jacques Chaumont (9 novembre 1988) [n° 77 (88-89)] – Urgence – Discussion (15 et 16 novembre 1988) – Adoption (16 novembre 1988) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 novembre 1988) [n° 359] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Bartolone (24 novembre 1988) [n° 408] – Discussion (30 novembre, 1^{er} et 2 décembre 1988) – Adoption (2 décembre 1988) [n° 40].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 décembre 1988) [n° 114 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Claude Bartolone (8 décembre 1988) [n° 432] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Hélène Missoffe et de M. Henri Collard (8 décembre 1988) [n° 124 (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1988) [n° 433] – Renvoi à la

commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Bartolone (15 décembre 1988) [n° 473] – Discussion (15 décembre 1988) – Adoption (15 décembre 1988) [n° 51].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1988) [n° 157 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe et de M. Henri Collard (19 décembre 1988) [n° 158 (88-89)] – Discussion (19 décembre 1988) – Adoption (19 décembre 1988) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1988) [n° 490] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Bartolone (20 décembre 1988) [n° 491] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-249 DC du 12 janvier 1989 (*J.O. Lois et décrets* du 13 janvier 1989) qui déclare conforme la loi portant diverses mesures d'ordre social.

PROMULGATION : Loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1988) (p. 1032, 1049 ; 1050, 1069) ; (16 novembre 1988) (p. 1079, 1139).

I – **DISCUSSION GENERALE** (p. 1032, 1049) : M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. Henri Collard, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Xavier de Villepin, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Louis Souvet, Charles Bonifay, Hector Viron, Jean Pourchet, Gérard Roujas, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Allocations familiales (cotisations) : Bonifay (Charles) (p. 1040) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1045) ; Missoffe (Hélène) (p. 1034, 1035) ; Pourchet (Jean) (p. 1042) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033, 1047, 1048) ; Souvet (Louis) (p. 1039).

Anciens combattants et victimes de guerre : Pourchet (Jean) (p. 1042).

Apprentissage : Pourchet (Jean) (p. 1042) ; Roujas (Gérard) (p. 1043) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1047, 1048) ; Souvet (Louis) (p. 1038).

Centre national d'études de sécurité sociale (CNESS) : Collard (Henri) (p. 1036).

Charges sociales (fiscalisation) : Bonifay (Charles) (p. 1040) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1045, 1046) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1047, 1048).

Chômage : Viron (Hector) (p. 1041).

Chômage de longue durée : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1045) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1047).

Chômage des jeunes : Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033).

Chômage (statistiques) : Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033) ; Villepin (Xavier de) (p. 1037) ; Viron (Hector) (p. 1041).

Code de la santé publique : Collard (Henri) (p. 1036).

Code du travail : Soisson (Jean-Pierre) (p. 1034) ; Souvet (Louis) (p. 1038).

Compétitivité économique : Souvet (Louis) (p. 1039) ; Viron (Hector) (p. 1041).

Contrats de qualification : Missoffe (Hélène) (p. 1035) ; Pourchet (Jean) (p. 1042) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033, 1046, 1047, 1048) ; Souvet (Louis) (p. 1038) ; Viron (Hector) (p. 1041).

Contrats de retour à l'emploi : Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033, 1047, 1048) ; Souvet (Louis) (p. 1038).

Cotisations sociales : Bonifay (Charles) (p. 1040) ; Missoffe (Hélène) (p. 1035) ; Pourchet (Jean) (p. 1041) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 1033).

Crédit foncier : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Emploi : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1046) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1032, 1034, 1046) ; *Souvet (Louis)* (p. 1039) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1037, 1038) ; *Viron (Hector)* (p. 1041).

Enseignants : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Enseignement agricole : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Entreprises (charges) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1045, 1046) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1034, 1035) ; *Pourchet (Jean)* (p. 1041, 1042) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1033, 1046, 1047, 1048) ; *Souvet (Louis)* (p. 1038).

Fonctionnaires et agents publics : *Pourchet (Jean)* (p. 1042).

Fonction publique hospitalière : *Collard (Henri)* (p. 1036) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034, 1046).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1032).

Formation professionnelle : *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1033) ; *Viron (Hector)* (p. 1041).

Grèves : *Viron (Hector)* (p. 1041).

Handicapés : *Collard (Henri)* (p. 1036) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Insertion sociale : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1032).

La maison de Nanterre (statut) : *Collard (Henri)* (p. 1036).

Licenciements : *Roujas (Gérard)* (p. 1042, 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034, 1048) ; *Viron (Hector)* (p. 1041).

Loi du 30 juillet 1987 : voir Médecine (enseignement).

Médecine (enseignement) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1043, 1044) ; *Collard (Henri)* (p. 1035, 1036) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1045) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1044, 1045) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034, 1046, 1048, 1049).

Médiateur : *Collard (Henri)* (p. 1036) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1045).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Politique de l'emploi : *Bonifay (Charles)* (p. 1040) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1045) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1034, 1035) ; *Pourchet (Jean)* (p. 1042) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1032, 1033, 1047) ; *Souvet (Louis)* (p. 1038, 1039) ; *Viron (Hector)* (p. 1041).

Politique économique et sociale : *Souvet (Louis)* (p. 1039).

Population active : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Procédure parlementaire : *Bonifay (Charles)* (p. 1040) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1046) ; *Viron (Hector)* (p. 1040, 1041).

Professions libérales : *Missoffe (Hélène)* (p. 1035) ; *Pourchet (Jean)* (p. 1041, 1042) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1047, 1048) ; *Souvet (Louis)* (p. 1038, 1039).

Protection sociale : *Pourchet (Jean)* (p. 1041) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Salaires (paiement) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Sécurité sociale (financement) : *Bonifay (Charles)* (p. 1040) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1048).

Service national (report d'incorporation) : *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034, 1048) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1037, 1038).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1033) ; *Souvet (Louis)* (p. 1038, 1046) ; *Viron (Hector)* (p. 1041).

Statut général des militaires : *Villepin (Xavier de)* (p. 1037).

Travail (aménagement du temps) : *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1049).

Travail clandestin : *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

Travailleurs indépendants : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1046) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1035) ; *Pourchet (Jean)* (p. 1041, 1042) ; *Souvet (Louis)* (p. 1039).

Travail temporaire : *Roujas (Gérard)* (p. 1043) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1049).

Validation législative : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1045) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1034).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1050, 1069 ; 1079, 1139) : *MM. Paul Souffrin, Jean-Pierre Soisson, ministre ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. André Rabineau, Louis Souvet, Stéphane Bonduel, Robert Pagès, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, rapporteur pour avis ; Louis Boyer, Maurice Schumann, Franck Sérusclat, Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Madelain, Charles Bonifay, Michel Gilbert, secrétaire d'Etat ; Emmanuel Hamel, Henri Collette, Charles Lederman – Pierre Louvot, Mme Marie-Claude Beaudau, MM. Jean Garcia, Hector Viron, Bernard Laurent, Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Louis Virapoullé, Henri Collard, rapporteur ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Evin, ministre ; Marcel Rigou, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Daniel Hoeffel, Jean-Pierre Chevènement, ministre ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis ; Robert Vizet, Jacques Mellick, ministre.*

Motion d'ordre de M. Paul Souffrin, relative à l'ordre de discussion des titres (p. 1049) – *MM. Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Soisson, ministre.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE

Art. 1^{er} (*Exonération totale des charges patronales liées à l'embauche d'un premier salarié*) (p. 1050).

Parole sur l'article : *M. Paul Souffrin* (p. 1050).

Adopté : amendement n° 21 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1051).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Pagès : renversement des exonérations, en cas de licenciement (p. 1053 ; scrutin public n° 25).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 22 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : extension du régime applicable aux travailleurs artisans et commerçants, aux travailleurs non salariés exerçant leur activité dans les mêmes conditions (p. 1052) – Amendement n° 20 de M. Louis Virapoullé : extension de l'exonération aux professions libérales (p. 1052) – Amendement n° 69 de M. Louis Souvet : extension de l'exonération aux professions libérales (p. 1052).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1053).

Art. 2 (*Déplafonnement des cotisations d'allocations familiales*) (p. 1053).

Parole sur l'article : *MM. Ernest Cartigny* (p. 1053), *Paul Souffrin* (p. 1053), *Robert Pagès* (p. 1054).

Adoptés : amendement n° 23 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article (p. 1058 ; priorité ordonnée p. 1054 ; scrutin public n° 26) ; sous-amendement n° 84 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : maintien du plafonnement dans le domaine des oeuvres audiovisuelles (p. 1058).

Devenus sans objet : amendement n° 67 de M. Marcel Lucotte : limitation du déplafonnement pour les entreprises employant des salariés percevant des rémunérations élevées du fait de leur compétence (p. 1058) – Amendement n° 40 de M. Louis Virapoullé : limitation du déplafonnement pour les travailleurs indépendants (p. 1058) – Amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : date d'entrée en vigueur de la mesure (p. 1058) – Amendement n° 1 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : maintien du plafonnement pour les rémunérations versées aux artistes du spectacle (p. 1058) – Amendement n° 70 de M. Louis Souvet : ajournement de l'entrée en application de la loi pour les travailleurs non salariés indépendants (p. 1058).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1058).

Art. 3 (*Déplafonnement des cotisations d'allocations familiales dues par les exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 1058).

Après l'art. 3 (p. 1058).

Adoptés : amendement n° 24 (art. additionnel) de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : cessation anticipée d'activité des médecins (p. 1059) – Amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : revalorisation des pensions au titre de l'exercice 1989 (p. 1059).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1059).

Art. 4 (*Intégration du régime spécial du crédit foncier de France dans le régime général de la sécurité sociale*) (p. 1059).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 1060).

– L'article 4 est adopté (p. 1060).

Après l'art. 4 (p. 1060).

Adoptés : amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Bayle : création d'une troisième catégorie de cotisants à la caisse des Français de l'étranger (p. 1061) – Amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Cantegrit : modulation par la caisse des Français de l'étranger du taux d'appel des cotisations pour les entreprises souscrivant des contrats de groupe couvrant leurs salariés (p. 1061) – Amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : conséquences sur le régime d'assurance vieillesse du nouveau statut de salariés des agents de change (p. 1062).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1061, 1062).

Art. 5 (*Tutelle sur les caisses de mutualité sociale agricole*) (p. 1062).

Retiré : amendement n° 64 de M. Stéphane Bonduel : exclusion du champ de la tutelle des caisses d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 1063).

– L'article 5 est adopté (p. 1063).

Après l'art. 5 (p. 1063).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 66 de M. Claude Huriet, soutenu par M. Jean Madelain : exclusion de la tutelle des caisses d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 1063).

Art. 6 (*Régime d'accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace Moselle*) – Adopté (p. 1063).

Après l'art. 6 (p. 1063).

Adoptés : amendement n° 74 (art. additionnel) de M. Claude Estier, soutenu par M. Charles Bonifay : augmentation du nombre des jeunes handicapés pris en charge par des établissements spécifiques (p. 1067) ; sous-amendements de M. Jean-Pierre Soisson, ministre n° 86 : conditions du maintien des personnes handicapées dans des établissements pour enfants dans l'attente du placement dans des établissements pour adultes (p. 1066) ; et n° 87 : coordination avec l'amendement n° 88 ci-dessous (p. 1066) – Amendement n° 88 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : coordination avec l'amendement n° 74 (p. 1067).

Retirés : amendement n° 4 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Pagès : mensualisation des pensions (p. 1064) – Amendement n° 25 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : conditions d'adhésion à une société de retraite mutualiste pour les anciens combattants (p. 1064) – Amendement n° 73 de M. Claude Estier, soutenu par M. Charles Bonifay : conditions d'adhésion à une société de retraite mutualiste pour les anciens combattants (p. 1064) – Amendement n° 41 de M. André Diligent, soutenu par M. Jean Madelain : obligation d'assurance pour les entreprises pour la couverture des pertes financières encourues par les personnels à l'occasion des sinistres constituant des cas de force majeure (p. 1065).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1067).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETUDES MEDICALES ET A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Avant l'art. 7 (p. 1112).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 59 : abrogation des dispositions de la loi du 30 juillet 1987 relative aux études médicales (p. 1115 ; scrutin public n° 36) – N° 60 : suppression de la notion de résident (p. 1115) – N° 61 : suppression de la notion de résidanat de la loi du 30 juillet 1987 (p. 1115).

Art. 7 (*Conditions du droit d'exercice de la médecine*) (p. 1115).

Parole sur l'article : M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis (p. 1115).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1116).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 1116).

Art. 8 (*Conditions d'obtention du doctorat en médecine*) (p. 1116).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de l'article 8 (p. 1119).

Retiré : amendement n° 26 de M. Henri Collard, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article 8 (p. 1118).

Devenu sans objet : amendement n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet : amendement de coordination avec l'amendement tendant à supprimer le titre de résident (p. 1119).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 1119).

Après l'art. 8 (p. 1119).

Adopté : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Michel Rigou : conditions d'accès des étudiants vétérinaires à l'enseignement de biologie médicale (p. 1120).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1120).

Art. 9 (*Répartition des postes de résidents*) – Adopté (p. 1120).

Art. 10 (*Suppression des commissions inter-régionales d'évaluation des besoins de santé*) (p. 1120).

Parole sur l'article : M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis (p. 1120).

– L'article 10 est adopté (p. 1120).

Art. 11 (*Suppression des commissions techniques et pédagogiques inter-régionales*) (p. 1120).

Parole sur l'article : M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis (p. 1120).

Retiré : amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat : composition des commissions techniques et pédagogiques compétentes dans le domaine de la biologie médicale (p. 1121).

– L'article 11 est adopté (p. 1121).

Art. 12 (*Aménagement d'un dispositif transitoire*) (p. 1121).

Adopté : amendement n° 81 de M. Claude Evin, ministre : extension du champ de l'article aux internes actuellement en fonction (p. 1121).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 13 (*Prorogation d'une mesure temporaire*) (p. 1121).

Rejeté : amendement n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet : prolongation de la prorogation de l'article 13 (p. 1122).

– L'article 13 est adopté (p. 1122).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FONCTION
PUBLIQUE HOSPITALIERE

Art. 14 (*Commissions administratives paritaires locales*) (p. 1123).

Parole sur l'article : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 1123), M. Claude Evin, ministre (p. 1123).

Retiré : amendement n° 27 de M. Henri Collard, rapporteur : exclusion, du champ d'application de l'article, des commissions administratives paritaires couvrant un ensemble d'établissements (p. 1124).

- L'article 14 est adopté (p. 1124).

Art. 15 (*Accès direct à certains corps de catégorie A*) - Adopté (p. 1124).

Art. 16 (*Intégration de personnels d'établissements privés dans la fonction publique hospitalière*) - Adopté (p. 1124).

Division additionnelle (p. 1124).

Adopté : amendement n° 49 de M. Claude Evin, ministre : insertion après l'article 16 d'une division nouvelle ainsi rédigée : TITRE III BIS - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ERECTION EN ETABLISSEMENT AUTONOME DE LA MAISON DE NANTERRE (p. 1128).

- Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 1128).

Après l'art. 16 (p. 1124).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Claude Evin, ministre, n° 50 : érection de la maison de Nanterre en établissement public et définition de ses missions (p. 1128 ; scrutin public n° 37) - N° 51 : règles de fonctionnement de l'établissement (p. 1129) - N° 52 : règles de composition et de fonctionnement du conseil d'administration fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 1130 ; scrutin public n° 38) - N° 53 : statut du personnel de l'établissement (p. 1130 ; scrutin public n° 39) - N° 54 : dispositions relatives aux biens mobiliers et immobiliers de l'établissement (p. 1131).

- Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1128, 1129, 1130, 1131).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI

(Priorité ordonnée p. 1049)

Avant l'art. 17 (p. 1067).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 5 : suppression de la règle du trentième indivisible (p. 1067 ; scrutin public n° 27) - N° 6 : garanties de l'exercice du droit de grève (p. 1083 ; scrutin public n° 28) - N° 7 : institution d'une nouvelle procédure en matière de licenciement économique (p. 1086 ; scrutin public n° 29) - N° 8 : suppression de la dissociation entre accidents du travail et accidents du trajet et modification de l'article L. 122-32-1 du code du travail en conséquence (p. 1087) - N° 9 : maintien dans l'emploi en cas de longue maladie (p. 1088).

Art. 17 (*Age limite de souscription d'un contrat d'apprentissage : articles L. 117-3 et L. 118-3-1 du code du travail*) (p. 1088).

Adopté : amendement n° 28 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1090).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1090).

- L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1090).

Après l'art. 17 (p. 1090).

Rejetés : amendement (art. additionnel) n° 11 de M. Hector Viron : statut juridique des jeunes de 16 à 25 ans embauchés par une entreprise privée (p. 1091) - Amendement (art. additionnel) n° 71 de M. Louis Souvet : affectation d'une fraction

de la taxe d'apprentissage aux formations de niveau 5 (p. 1092 ; scrutin public n° 30).

Art. 18 (*Inspection de l'apprentissage agricole : article L. 119-1 du code du travail*) (p. 1092).

Adopté : amendement n° 29 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1092).

- L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1092).

Après l'art. 18 (p. 1092).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre, n° 42 : exonération des cotisations sociales liée à l'embauche d'un jeune par contrat de qualification (p. 1094 ; scrutin public n° 31) - N° 43 : objet des stages d'initiation à la vie professionnelle, SIVP, conditions du concours de l'Etat (p. 1097 ; scrutin public n° 32) - N° 44 : application des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail, à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions du travail, aux stages d'initiation à la vie professionnelle, SIVP ; exclusion des dispositions relatives aux heures supplémentaires (p. 1098) - N° 45 : avis du comité d'entreprise sur la mise en oeuvre des stages d'initiation à la vie professionnelle, SIVP (p. 1098).

- Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1094, 1097, 1098).

Avant l'art. 19 (p. 1098).

Adopté : amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : création du dispositif des contrats de retour à l'emploi (p. 1102 ; scrutin public n° 33).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1102).

Art. 19 (*Modalités de calcul de l'indemnité compensatrice de préavis : article L. 122-8 du code du travail*) (p. 1102).

Retiré : amendement n° 30 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 1103).

- L'article 19 est adopté (p. 1103).

Art. 20 (*Abaissement du plafond de paiement des salaires en espèce : article L. 143-1 du code du travail*) (p. 1103).

Adopté : amendement n° 31 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1104).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Hector Viron : suppression de la possibilité de paiement en monnaie métallique ou fiduciaire (p. 1104).

- L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1104).

Art. 21 (*Suppression de la différence de rémunération résultant de la modulation du temps du travail : article L. 212-8-5 du code du travail*) (p. 1104).

Rejeté : amendement n° 13 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1105 ; scrutin public n° 34).

- L'article 21 est adopté (p. 1105).

Art. 22 (*Dispense de formation à la sécurité pour les salariés liés par un contrat de travail temporaire et recrutés pour l'exécution de travaux urgents de sécurité : article L. 231-3-1 du code du travail*) (p. 1105).

Adopté : amendement n° 32 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1107).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. Hector Viron : exclusion du champ d'application de l'article des salariés chargés de l'exécution de travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité (p. 1107).

- L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1107).

Art. 23 (*Sanctions des situations de clandestinité de l'emploi : article L. 324-10 du code du travail*) (p. 1107).

Adopté : amendement n° 33 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 1107).

- L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1107).

Art. 24 (*Changement de catégories professionnelles des délégués du personnel: article L. 423-16 du code du travail*) (p. 1107).

Adopté: amendement n° 34 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: rédactionnel (p. 1108).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1108).

Art. 25 (*Changement de catégories professionnelles des membres des comités d'entreprises: article L. 433-12 du code du travail*) (p. 1108).

Adopté: amendement n° 35 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: rédactionnel (p. 1108).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1108).

Art. 26 (*Non-imputation sur le crédit d'heures des membres titulaires des comités d'entreprises, de la participation à certaines commissions: article L. 434-1 du code du travail*) (p. 1108).

Adopté: amendement n° 36 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: rédactionnel (p. 1108).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1108).

Après l'art. 26 (p. 1108).

Rejeté: amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Hector Viron: abrogation de l'article 414 du code pénal relatif à la répression des atteintes à la liberté du travail et amnistie des condamnations prononcées au titre de cet article (p. 1110; scrutin public n° 35).

Retirés: amendements (art. additionnels) de M. Hector Viron n° 15: extension de l'article L. 435-2 du code du travail aux entreprises de plus de 500 salariés dont aucun établissement n'atteint ce chiffre (p. 1109) – N° 17: statistiques annuelles sur l'application du droit social (p. 1111).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 27 (*Priorité en matière de marchés publics aux organismes de handicapés vendant certains produits d'entretien*) (p. 1111).

Adopté: amendement n° 37 de M. Henri Collard, rapporteur: rédactionnel (p. 1112).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1112, priorité ordonnée p. 1107).

Art. 28 (*Statut du personnel du Centre national d'études supérieures de la sécurité sociale*) (p. 1131).

Adopté: amendement n° 38 de M. Henri Collard, rapporteur: généralisation du champ d'application de l'article L. 123-4 du code de la sécurité sociale (p. 1132).

Rejeté: amendement n° 18 de M. Hector Viron: suppression de cet article (p. 1132).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1132).

Après l'art. 28 (p. 1132).

Adoptés: amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Henri Collard, rapporteur: statut du médiateur (p. 1133) – Amendements (art. additionnels) de M. Claude Evin, ministre, n° 82: prorogation des dispositions relatives à la cessation progressive d'activité des fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif (p. 1133) – Et n° 83: âge d'admission à la retraite dans le cadre de la cessation progressive d'activité (p. 1134).

Retiré: amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Claude Estier: statut du médiateur (p. 1133) – Amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel: prorogation des dispositions relatives à la cessation d'activité des fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif (p. 1133).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1133, 1134).

Art. 29 et 30 (*Validations de concours*) – Adoptés (p. 1134).

Art. 31 (*Rémunération des chefs d'établissements scolaires*) – Adopté (p. 1134).

Art. 32 (*Congé spécial des officiers supérieurs et généraux*) (p. 1134).

Adopté: amendement n° 89 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre: rédactionnel (p. 1134).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1134).

Art. 33 (*Report d'incorporation pour études*) (p. 1134).

Adopté: amendement n° 68 de M. Henri Collette: extension du champ d'application de l'article aux jeunes en situation intermédiaire entre les deux législations (p. 1136).

Retiré: amendement n° 57 de M. Hector Viron: date limite de dépôt des demandes de report (p. 1135).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1136).

Après l'art. 33 (p. 1136).

Adopté: amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Jacques Mellick, ministre: bénéfice de la position hors cadre pour les fonctionnaires placés dans les ports autonomes (p. 1138).

Rejetés: amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Hector Viron: réintégration dans l'entreprise à l'issue de la période du service national (p. 1137) – Amendement n° 78 (art. additionnel) de M. Jacques Mellick, ministre: recrutement exceptionnel pour les chambres régionales des comptes (p. 1138).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1138).

Explications de vote sur l'ensemble: MM. Robert Vizet (p. 1138), Charles Bonifay (p. 1139).

Adoption (16 novembre 1988) (p. 1139).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1988) (p. 2870, 2913).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2870, 2875): MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle; Henri Collard, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Claude Beaudeau.

Artistes et interprètes: Soisson (Jean-Pierre) (p. 2871).

Chômage (indemnisation): Soisson (Jean-Pierre) (p. 2871).

Cotisations sociales: Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2872); Soisson (Jean-Pierre) (p. 2871).

Emploi: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2873); Soisson (Jean-Pierre) (p. 2871).

Emplois (créations et suppressions): Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2873).

Entreprises (fiscalité): Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2873).

Fiscalité: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2874); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2872).

Gouvernement: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2873).

Hôpitaux publics (chefs de service): Collard (Henri) (p. 2872).

Internat (médecine): Collard (Henri) (p. 2872).

Investissements: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2874).

Professions libérales: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2873); Soisson (Jean-Pierre) (p. 2871).

République fédérale d'Allemagne (RFA): Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2874).

Salariés: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2874).

Travailleurs indépendants: Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2873); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2872).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2875, 2913): Mmes Marie-Claude Beaudeau, Hélène Missoffe, rapporteur de la

commission des affaires sociales; MM. Jean-Pierre Soisson, ministre; Charles Bonifay, Jean Simonin, Jean-Pierre Bayle, Claude Estier, Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et accidentés de la vie; Henri Collard, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille, MM. Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission; Jean-Chérioux, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, René Régnauld, Charles de Cuttoli, Hubert Haenel.

Art. 1^{er} AA et 1^{er} AB – Adoptés (p. 2875).

Avant l'art. 1^{er} A (p. 2875).

Rejeté: amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Hélène Luc, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou: abrogation de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 dite « loi Méhaignerie » et remise en application des anciennes dispositions (p. 2875; scrutin public n° 90).

Art. 1^{er} A (p. 2875).

Rejeté: amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudou: suppression de cet article (p. 2876).

– L'article 1^{er} A est adopté (p. 2876).

Art. 1^{er} B (p. 2876).

Adopté: amendement n° 45 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: rectification d'une erreur formelle (p. 2877).

Rejeté: amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudou: suppression de cet article (p. 2876).

– L'article 1^{er} B, ainsi modifié, est adopté (p. 2877).

Art. 1^{er} C (p. 2877).

Rejeté: amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudou: suppression de cet article (p. 2877).

– L'article 1^{er} C est adopté (p. 2877).

Avant le titre I^{er} (p. 2877).

Rejetés: amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudou, n° 26: abrogation de la loi n° 87-259 du 13 juillet 1987 modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (p. 2877) – Et n° 27: application immédiate aux fonctionnaires territoriaux ayant vocation à l'intégration dans les cadres d'emploi des articles 97 à 99 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984: maintien de leur rémunération, possibilité de se voir confier des missions (p. 2878).

Art. 1^{er} (p. 2878).

Retiré: amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Simonin: exonération partielle et décroissante des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche d'un salarié dans les entreprises employant moins de quatre salariés (p. 2879).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 2879).

Art. 2 (p. 2879).

Parole sur l'article: Mme Marie-Claude Beaudou (p. 2878, 2879).

Rejetés: amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudou: suppression du dé plafonnement de la cotisation patronale pour la branche famille (p. 2882) – Amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Simonin: cas des travailleurs non salariés indépendants: décret d'application qui fixera la date d'entrée et les conditions d'application de la présente loi (p. 2882).

Irrecevable (article 40 de la Constitution): amendement n° 3 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: limitation à 5,5 % de la masse salariale du montant total des cotisations patronales de la branche famille; élimination du corps du dispositif des professions libérales (p. 2882).

– L'article 2 est adopté (p. 2882).

Art. 3 quater, 3 quinquies, 4 bis 1, 4 bis 2, 4 bis 3, 4 ter et 6 – Adoptés (p. 2882).

Art. 6 bis (p. 2883).

Adopté: amendement n° 19 de M. Claude Estier: suppression de la limite de « deux ans renouvelable » en ce qui concerne la possibilité de prolonger au-delà de l'âge de vingt ans le placement des jeunes handicapés (p. 2884).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2884).

Art. 6 ter – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2884).

Après l'art. 6 ter (p. 2884).

Retiré: amendement n° 22 (art. additionnel) de Mme Hélène Missoffe, rapporteur: garantie du versement des prestations aux personnes handicapées jusqu'à la décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (p. 2885).

Art. 6 quater (p. 2885).

Rejeté: amendement n° 28 de Mme Marie-Claude Beaudou: suppression de cet article (p. 2885; scrutin public n° 91).

– L'article 6 quater est adopté (p. 2885).

Art. 6 quinquies (p. 2885).

Rejeté: amendement n° 29 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou: suppression de cet article (p. 2886; scrutin public n° 92).

– L'article 6 quinquies est adopté (p. 2886).

Art. 8 (p. 2899).

Adopté: amendement n° 4 de M. Henri Collard, rapporteur: retour au texte voté par le Sénat en première lecture en ce qui concerne la délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine, la qualification obtenue et l'usage du titre d'ancien interne ou d'ancien résident (p. 2900).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2900).

Art. 8 bis – Adopté (p. 2900).

Art. 13 (p. 2900).

Adopté: amendement n° 5 de M. Henri Collard, rapporteur: retour au texte du Gouvernement voté précédemment par le Sénat: accès des étudiants au troisième cycle des études médicales même si au terme de l'année universitaire 1987-1988 un des certificats de second cycle des études médicales ou son équivalent leur fait défaut, à l'exception du certificat de synthèse clinique et thérapeutique; conditions d'accès en seconde année du troisième cycle (p. 2900).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 2900).

Art. 13 bis (p. 2900).

Adopté: amendement de coordination n° 6 de M. Henri Collard, rapporteur: suppression de cet article (p. 2901).

Art. 13 ter – Adopté (p. 2901).

Art. 13 quater (p. 2901).

Adopté: amendement n° 21 de M. Charles Descours, soutenu par M. Jean Chérioux: mesures contre les détournements de publicité en faveur du tabac (p. 2902).

– L'article 13 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est adopté (p. 2902).

Avant le titre III (p. 2902).

Demande de vote unique formulée par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, à l'exclusion des amendements n°s 46 à 53 et n°s 7 et 2 qui portent sur l'article 16 bis A (p. 2903).

Non retenus dans le vote unique: amendements (art. additionnels) de M. Daniel Hoeffel, n° 46: insertion d'un titre III A intitulé « dispositions relatives à la fonction publique territoriale » (p. 2904; précédemment réservé p. 2902) – N° 47: instauration du paritarisme dans la composition et le fonctionnement du conseil d'administration du centre national de la fon-

tion publique territoriale (p. 2903) – N° 48 : compétence de la Cour des comptes pour le contrôle du centre national de la fonction publique territoriale (p. 2903) – N° 49 : composition du conseil d'orientation du conseil national de la fonction publique territoriale qui prévoit trois collèges (p. 2903) – N° 50 : mandat des délégués régionaux et interdépartementaux tenu des élus locaux qui siègent au conseil d'administration du conseil national de la fonction publique territoriale (p. 2903) – N° 51 : conditions de recrutement des agents à temps non complet par les centres de gestion (p. 2903) – N° 52 : article 104 de la loi du 26 janvier 1984 : prise d'un décret en Conseil d'Etat relatif à certaines dérogations en ce qui concerne la nomination de fonctionnaires territoriaux dans des emplois permanents à temps non complet (p. 2904) – Et n° 53 : intégration dans les cadres d'emploi des fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet (p. 2904).

Art. 16 bis A (p. 2904).

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques n° 7 de M. Henri Collard, rapporteur, et n° 2 de M. Jean Chérioux : suppression de cet article (p. 2905).

– L'article 16 bis A est rejeté et supprimé (p. 2905 ; scrutin public n° 98).

Titre III bis (p. 2905).

Rejeté : amendement n° 30 de M. Paul Souffrin : suppression du titre III bis et de son intitulé (p. 2906).

Art. 16 bis (p. 2906).

Rejetés : amendements de M. Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 31 : suppression de cet article (p. 2906) – Et n° 32 : création en lieu et place de la maison de Nanterre d'un hôpital public, d'un établissement assurant l'hébergement et les soins des personnes âgées et des personnes handicapées, et d'un établissement assurant l'hébergement et la réinsertion sociale et professionnelle des personnes sans abri (p. 2906).

– L'article 16 bis est adopté (p. 2906).

Art. 16 quater (p. 2906).

Adopté : amendement n° 8 de M. Henri Collard, rapporteur, soutenu par Mme Hélène Missoffe, rapporteur : fixation par un décret en Conseil d'Etat de la composition du conseil d'administration de l'établissement dont la présidence et la vice-présidence sont confiées respectivement au préfet de police de Paris et à un élu du conseil de Paris désigné par le maire (p. 2907).

Rejeté : amendement n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 2907).

– L'article 16 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2907).

Art. 16 quinques – Adopté (p. 2907).

Titre IV (p. 2886).

Demande de priorité formulée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre – Priorité ordonnée (p. 2886).

Avant l'art. 17 (p. 2886).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, soutenu par M. Jean Simonin : transports en commun, en cas de grève, dans les villes ou agglomérations de plus de 50 000 habitants : conditions du service minimum (p. 2888 ; scrutin public n° 93 ; mise au point au sujet du vote, formulée par M. Jacques Habert).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 35 : rétablissement de l'autorisation administrative préalable de licenciement (p. 2888) – Et n° 36 : garanties entourant le droit de grève (p. 2889).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2891).

Art. 17 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2889).

Adopté : amendement n° 9 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : report de l'âge limite d'entrée en apprentissage dans les

secteurs des banques et des assurances (p. 2890 ; scrutin public n° 94).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est rétabli (p. 2890).

Art. 18 – Adopté (p. 2890).

Art. 18 ter (p. 2890).

Adopté : suppression de l'obligation faite à l'employeur de verser au stagiaire SIVP un montant de rémunération égal à celui qu'il aurait perçu jusqu'au terme du contrat en cas de rupture de celui-ci (p. 2891).

Rejeté : amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article (p. 2891).

– L'article 18 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2891).

Art. 18 ter 1 et 18 quater – Adoptés (p. 2891).

Art. 18 quinques 1 (p. 2895).

Adopté : amendement n° 11 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2896 ; scrutin public n° 95).

– L'article 18 quinques 1 est supprimé (p. 2896).

Art. 18 sexies (p. 2896).

Rejeté : amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 2896).

– L'article 18 sexies est adopté (p. 2896).

Art. 19 – Adopté (p. 2896).

Art. 21 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2896).

Adopté : amendement n° 12 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : retour au texte initial du Gouvernement : bénéfice pour les salariés d'un paiement régulier de leur salaire lorsque leur temps de travail est aménagé (p. 2897 ; scrutin public n° 96).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est rétabli (p. 2897).

Art. 22 (p. 2897).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : précision relative à la qualification « dûment établie » en vue d'une intervention de sécurité effectuée par des travailleurs (p. 2898).

– L'article 22 est adopté (p. 2898).

Art. 23 bis – Adopté (p. 2898).

Art. 24 (p. 2898).

Adopté : amendement n° 13 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : maintien de leur mandat aux délégués qui changent de collège électoral en cas d'absence de suppléant dans ce même collège (p. 2898).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2898).

Art. 25 (p. 2898).

Adopté : amendement n° 14 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, analogue à son amendement n° 15 (p. 2898).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2898).

Art. 26 bis – Adopté (p. 2898).

Art. 26 ter (p. 2898).

Adopté : amendement n° 15 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : crédit d'heure ramené de vingt heures à huit heures pour les représentants syndicaux au comité central d'entreprise dans le cas d'entreprises dont l'effectif est supérieur à cinq cents salariés (p. 2899 ; scrutin public n° 97).

– L'article 26 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2899).

Art. 26 quater – Adopté (p. 2899).

Après l'art. 27 (p. 2907).

Demande de vote unique, formulée par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, portant sur l'article 27 bis à l'exclusion des amendements n°s 54 et 55 (p. 2907).

Non retenus dans le vote unique : amendements (art. additionnels) de M. Daniel Hoeffel, n° 54 : report de un an de la date limite pour la réorganisation des services extérieurs de l'Etat, consécutive au transfert de compétences (p. 2908) – Et n° 55 : prorogation de un an du délai relatif au droit d'option ouvert au profit des personnels concernés par les partages des services de l'Etat, qu'il s'agisse de fonctionnaires de l'Etat ou de fonctionnaires de la fonction publique territoriale (p. 2908).

Art. 27 bis – Adopté (p. 2908).

Art. 27 ter et 27 quater – Adoptés (p. 2908).

Art. 28 (p. 2908).

Adopté : amendement n° 16 de M. Henri Collard, rapporteur, soutenu par Mme Hélène Missoffe, rapporteur : possibilité pour le centre national d'études supérieures de sécurité sociale de recruter des agents de droit privé (p. 2908).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2908).

Après l'art. 28 bis (p. 2908).

Rejeté : amendement n° 40 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beauveau, soutenu par M. Paul Souffrin : rétablissement de la troisième voie d'accès à l'école nationale d'administration (p. 2908).

Art. 28 quater – Adopté (p. 2908).

Art. 31 (p. 2908).

Rejeté : amendement n° 41 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 2909 ; scrutin public n° 99).

– L'article 31 est adopté (p. 2909).

Art. 31 bis – Adopté (p. 2909).

Art. 35 (p. 2909).

Adopté : amendement n° 17 de M. Henri Collard, rapporteur, soutenu par Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2909).

Art. 36 et 37 – Adoptés (p. 2909).

Art. 38 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2909).

Adopté : amendement n° 18 de M. Henri Collard, rapporteur, soutenu par Mme Hélène Missoffe, rapporteur : possibilité pour les établissements sanitaires privés de remplacer leurs équipements lourds sans autorisation ministérielle dans le cas où ce remplacement n'entraîne aucune augmentation des capacités de l'établissement (p. 2910).

– L'article 38, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est rétabli (p. 2910).

In fine (p. 2910).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Charles de Cuitoli : amnistie des délits prévus par l'article 146 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, relatifs aux détournements qui ont pu être commis, dans une certaine période, par des syndics de faillite (p. 2911).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2911).

Seconde délibération, portant sur l'article 2, demandée par M. Hubert Haenel – Ordonnée (p. 2911).

Art. 2 (p. 2911).

Adopté : amendement n° 1 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2912 ; scrutin public n° 100).

– L'article 2 est supprimé (p. 2912).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Paul Souffrin (p. 2912), Charles Bonifay (p. 2912).

Adoption (19 décembre 1988) (p. 2913).

Politique étrangère

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Questions orales avec débat n° 12
Traités et conventions, 22

Politique industrielle

Voir *Lois de finances*, 2, Industrie et aménagement du territoire - I - Industrie

Politique monétaire et financière

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1

Politiques communautaires

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de finances, 2, Transports et mer - Mer, marine marchande et ports maritimes
Rapports d'information, 8

Pollutions et nuisances

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - V - Environnement
Questions au Gouvernement n° 6
Questions orales sans débat n° 39 ; n° 42 ; n° 43
Traités et conventions, 8 ; 20

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications*, 2 ; 16 ; 21 ; 25 ; 26 ; 28 ; 29 ; 30 ; 32
Questions au Gouvernement n° 54
Rapports d'information, 10

Ports

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Mer, marine marchande et ports maritimes

Postes et télécommunications (P et T)

Voir *Logement*, 1
Lois de finances, 2, Postes, télécommunications et espace (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° 37

Prélèvements obligatoires

Voir *Sécurité sociale*, 4

Président de la République

Voir *Elections*, 3 ; 14

Prestations familiales

Voir *Rapports du Gouvernement*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à l'extension des allocations familiales dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beauveau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 345 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Prestations sociales

Voir *Lois de finances, 2*, Prestations sociales agricoles (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° 34

Prêts

Voir *Lois de finances, 2*, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat
Questions au Gouvernement n° 14

Prévision économique

Voir *Rapports d'information, 13*

Privatisations

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle, 1*
Lois de finances, 2
Questions au Gouvernement n° 68

Procédure parlementaire

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire), 3*

Procédure pénale

1. - **Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Sapin, député, et plusieurs de ses collègues (5 octobre 1988) [n° 264] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun avec la proposition de loi de M. Jacques Brunhes, député, « tendant à modifier et à compléter la procédure de révision des procès criminels et correctionnels », fait par M. Philippe Marchand (23 novembre 1988) [n° 404] - Discussion des conclusions du rapport (29 novembre 1988) - Adoption (29 novembre 1988) [n° 36].

INTITULE RETENU : « **Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1988) [n° 106 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (26 octobre 1988) [n° 325] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe Marchand (23 novembre 1988) [n° 403] - Discussion (29 novembre 1988) - Adoption (29 novembre 1988) [n° 35].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1988) [n° 107 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Procès-verbal

1. - **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Marcel Daunay, à propos du scrutin public n° 40 du 18 novembre 1988 (22 novembre 1988) (p. 1438).

2. - **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Paul Girod : vote de M. Etienne Dailly favorable à l'amendement en discussion, lors du scrutin n° 55 (25 novembre 1988) (p. 1689).

Procréation médicalement assistée

Voir *Médecine, 1; 2*
Santé, 2

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*, Art. 24
Questions orales sans débat n° 26

Professions libérales

1. - **Proposition de loi portant création de « Sociétés d'exercice libéral »**, PRESENTÉE AU SENAT par M. Pierre Laffitte, sénateur (12 octobre 1988) [n° 25 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Protection sociale

Voir *Agriculture, 2*
Lois de finances, 2, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat ; Solidarité, santé et protection sociale ; Prestations sociales agricoles (Budget annexe)
Politique économique et sociale, 4
Sécurité sociale, 4; 5

Publicité

Voir *Communication audiovisuelle, 3*, Art. add. avant l'art. 17
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 20

Pyrénées-Atlantiques (département)

Voir *Questions au Gouvernement n° 73*

Q

Québec

Voir *Traités et conventions*, 5

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Elections*, 3

Grâce et amnistie, 1

Lois de finances, 2

Lois de finances rectificatives, 1

Marchés financiers, 1

Traités et conventions, 22

Questions au Gouvernement

n° 1. – Communauté économique européenne (CEE) (Résultats du sommet européen de Hanovre) – Question de M. Jacques Genton.

Discussion (30 juin 1988) (p. 324) :

MM. Jacques Genton, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 2. – Enseignement (Problèmes concernant l'Éducation nationale) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (30 juin 1988) (p. 324, 326) :

MM. Gérard Delfau, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 3. – Départements et territoires d'outre-mer (Date d'un éventuel référendum sur la Nouvelle-Calédonie) – Question de M. Paul Robert.

Discussion (30 juin 1988) (p. 326) :

MM. Paul Robert, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 4. – Défense nationale (Événements de Nouvelle-Calédonie) – Question de M. Roger Husson.

Discussion (30 juin 1988) (p. 326, 327) :

MM. Roger Husson, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 5. – Enseignement (Prochaine rentrée scolaire) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (30 juin 1988) (p. 327, 328) :

Mme Hélène Luc, M. Michel Rocard, Premier ministre.

n° 6. – Pollutions et nuisances (Incendie de l'usine Protex en Indre et Loire) – Question de M. Jean Delaneau.

Discussion (30 juin 1988) (p. 328, 329) :

MM. Jean Delaneau, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 7. – Agriculture (Difficultés des agriculteurs) – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (30 juin 1988) (p. 329, 331) :

MM. Marcel Daunay, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 8. – Politique économique et sociale (Institution d'un revenu minimum d'insertion) – Question de M. Charles Bonifay.

Discussion (30 juin 1988) (p. 331, 332) :

MM. Charles Bonifay, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 9. – Santé (Greffes de moelle osseuse sur les leucémiques) – Question de M. Jean Roger.

Discussion (30 juin 1988) (p. 331, 332) :

MM. Jean Roger, Léon Schwartzberg, ministre chargé de la santé.

n° 10. – Culture (Jardin du Palais Royal) – Question de M. Michel Caldaguès.

Discussion (30 juin 1988) (p. 332, 333) :

MM. Michel Caldaguès, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 11. – Sécurité sociale (Régimes autonomes et spéciaux) (Avenir de la sécurité sociale minière) – Question de M. Paul Souffrin.

Discussion (30 juin 1988) (p. 333) :

MM. Paul Souffrin, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 12. – Finances locales (Concurrence des départements pour attirer les industries) – Question de M. Guy de La Verpillière.

Discussion (30 juin 1988) (p. 333, 334) :

MM. Guy de La Verpillière, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 13. – Universités (Problèmes des universités de La Réunion) – Question de M. Louis Virapoullé.

Discussion (30 juin 1988) (p. 334, 335) :

MM. Louis Virapoullé, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 14. – Logement (Aides aux familles en matière de logement) – Question de M. William Chervy.

Discussion (30 juin 1988) (p. 335, 336) :

MM. William Chervy, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 15. – Transports ferroviaires (Accident de la gare de Lyon) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (30 juin 1988) (p. 336, 337) :

MM. Jean-Jacques Robert, Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer.

n° 16. – Transports aériens (Grèves à Air Inter) – Question de M. Olivier Roux.

Discussion (30 juin 1988) (p. 337) :

MM. Olivier Roux, Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer.

n° 17. – Universités (Directive européenne sur la formation universitaire) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (30 juin 1988) (p. 337, 338) :

MM. Jacques Habert, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 18. – Infirmières (Revendications) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 573, 575) :

M. Jean-Luc Mélenchon, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 19. – Infirmières (Revendications) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 573, 574) :

M. Pierre-Christian Taittinger, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 20. – Infirmières (Revendications) – Question de M. Michel Alloncle.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 573, 575) :

M. Michel Alloncle, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 21. – Infirmières (Revendications) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 574, 575) :

Mmes Jacqueline Fraysse-Cazalis, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 22. – Collectivités territoriales (Difficultés de la décentralisation en ce qui concerne la fonction publique territoriale et l'enseignement) – Question de M. Paul Girod.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 575, 577) :

MM. Paul Girod, Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Josy Moinet.

n° 23. – Personnes âgées (Aide à domicile des personnes âgées) – Question de M. François Delga.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 577, 578) :

MM. François Delga, Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées.

n° 24. – Loire (fleuve) (Entretien du lit de la Loire) – Question de M. Jacques Genton.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 578, 579) :

MM. Jacques Genton, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 25. – Enseignement (Planification des besoins d'éducation et de formation) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 579, 580) :

MM. Gérard Delfau, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

n° 26. – Référendums (Référendum pour le rétablissement de la peine de mort) – Question de M. Louis Souvet.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 580, 581) :

MM. Louis Souvet, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 27. – Enseignement (Difficultés de la rentrée scolaire et universitaire) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 581, 582) :

Mme Hélène Luc, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

n° 28. – Elections (Regroupement des élections locales) – Question de M. Guy Cabanel.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 582, 584) :

MM. Guy Cabanel, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 29. – Elections cantonales (Absence de campagne d'information pour les élections cantonales) – Question de M. Michel Souplet.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 584, 585) :

MM. Michel Souplet, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 30. – Déchets (Importation et stockage des déchets industriels et ménagers) – Question de M. Roland Grimaldi.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 585, 586) :

MM. Roland Grimaldi, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 31. – Lait et produits laitiers (Nouvelle réduction des quotas laitiers) – Question de M. Alain Gérard.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 586, 587) :

MM. Alain Gérard, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 32. – Construction navale (Construction d'un navire aux chantiers de La Ciotat) – Question de M. Louis Minetti.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 587, 588) :

MM. Louis Minetti, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 33. – Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) (Suppression) – Question de M. Albert Vecten.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 588, 589) :

MM. Albert Vecten, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 34. – Prestations sociales (Remboursement à 100 % des médicaments dits de « confort ») – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 589, 590) :

M. Franck Sérusclat, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 35. – Transports ferroviaires (Sécurité le long du TGV Atlantique) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (13 octobre 1988) (p. 590) :

MM. Guy Robert, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 36. – Transports aériens (Grèves à Air France et politique des transports aériens) – Question de M. Pierre Laffitte.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1167, 1168) :

MM. Pierre Laffitte, Jacques Mellick, ministre chargé de la mer.

n° 37. – Postes (Conséquences de la paralysie du courrier sur les entreprises) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1168, 1169) :

MM. Jean-Jacques Robert, Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

n° 38. – Autoroutes (Liaison autoroutière Bordeaux-Périgueux) – Question de M. Jacques Boyer-Andrivet.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1169, 1170) :

MM. Jacques Boyer-Andrivet, Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement.

n° 39. – Service public (Conditions de rémunération, de qualification et d'emploi dans les services publics) – Question de M. Charles Lederman.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1170, 1172) :

MM. Charles Lederman, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 40. – Fonction publique (Grille de la fonction publique et préparation de l'administration à l'échéance européenne) – Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1172, 1173) :

MM. Christian Bonnet, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 41. – Grèves (Réactions du Gouvernement aux grèves répétées) – Question de M. Louis Moinard.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1173, 1174) :

MM. Louis Moinard, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 42. – Transports ferroviaires (Sécurité dans les chemins de fer) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1174, 1175) :

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 43. – Pauvreté (Pauvreté, précarité et application du revenu minimum d'insertion) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1175) :

MM. Georges Mouly, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 44. – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Mesures adoptées par les Etats de la CEE pour harmoniser les taux de TVA) – Question de M. Christian Poncelet.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1175, 1176) :

MM. Christian Poncelet, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 45. – Gendarmerie (Emotion des familles de gendarmes face à l'accroissement du nombre des victimes en service commandé) – Question de M. Roland du Luart.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1176, 1177) :

MM. Roland du Luart, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 46. – Pharmaciens (Baisse du taux de marge des médicaments remboursés par la sécurité sociale) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1177, 1178) :

MM. Claude Huriet, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé, de la protection sociale.

n° 47. – Hôpitaux publics (Conditions de travail dans les établissements hospitaliers) – Question de M. André Delelis.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1178, 1179) :

MM. André Delelis, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 48. – Terrorisme (Remise en liberté de terroristes) – Question de M. Marc Lauriol.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1179, 1180) :

MM. Marc Lauriol, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 49. – Relations diplomatiques (Problème des visas) – Question de M. Pierre Vallon.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1180, 1181) :

MM. Pierre Vallon, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

n° 50. – Lait et produits laitiers (Situation des producteurs de lait) – Question de M. Marcel Bony.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1181, 1182) :

MM. Marcel Bony, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 51. – Politique agricole commune (PAC) (Gel des terres) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1182) :

MM. Guy Robert, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 52. – Energie nucléaire (Livraison par la RFA à l'URSS d'un réacteur nucléaire) – Question de M. Jean-François Le Grand.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1182, 1183) :

MM. Jean-François Le Grand, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

n° 53. – Elus locaux (Statut de l'élu) – Question de M. Guy Allouche.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1183, 1184) :

MM. Guy Allouche, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 54. – Polynésie française (Droit d'établissement des ressortissants de la CEE en Polynésie française) – Question de M. Daniel Millaud.

Discussion (17 novembre 1988) (p. 1184, 1185) :

MM. Daniel Millaud, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 55. – Conflits sociaux (Conséquences des grèves dans le service public) – Question de M. Jean Simonin.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2775, 2776) :

MM. Jean Simonin, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 56. – Conflits sociaux (Grèves dans le secteur public) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2776, 2777) :

MM. Jacques Habert, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 57. – Etrangers (Conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) – Question de M. Louis Minetti.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2777, 2778) :

MM. Louis Minetti, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 58. – Textile (industrie) (Perspectives de l'industrie textile après Montréal) – Question de M. Michel Miroudot.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2778, 2779) :

MM. Michel Miroudot, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

n° 59. – Banques et établissements financiers (Prise du contrôle du crédit industriel et commercial par le groupement des assurances nationales) – Question de M. Daniel Hoefel.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2779, 2780) :

MM. Daniel Hoefel, Pierre Bérégofoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

n° 60. – Désarmement (Suites à donner à la proposition de M. Gorbatchev) – Question de M. Robert Pontillon.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2780, 2781) :

M. Robert Pontillon, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 61. – Mécanique (industrie) (Situation de l'industrie de la machine-outil en France) – Question de M. Josy Moinet.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2781, 2782) :

MM. Josy Moinet, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

n° 62. – Politique monétaire et financière (Libération des mouvements de capitaux en 1990) – Question de M. Josselin de Rohan.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2782, 2784) :

MM. Josselin de Rohan, Pierre Bérégofoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

n° 63. – Conflits sociaux (Bien-fondé des revendications salariales) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2784) :

MM. Ivan Renar, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 64. – Collectivités territoriales (Relations entre l'Etat et les collectivités territoriales lors de la signature des contrats de plan) – Question de M. Henri de Raincourt.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2784, 2786) :

MM. Henri de Raincourt, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 65. – Danse (Associations professionnelles de la danse) – Question de M. Guy Penne.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2786) :

MM. Guy Penne, Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire.

n° 66. – Services publics (Maintien des services publics en milieu rural) – Question de M. Claude Mont.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2787) :

MM. Claude Mont, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 67. – Chasse (Défense des pratiques de la chasse) – Question de M. Max Lejeune.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2787, 2788) :

MM. Max Lejeune, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 68. – Valeurs mobilières (Droits de garde des actions acquises lors des privatisations par les petits porteurs) – Question de M. Alain Gérard.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2788, 2789) :

M. Alain Gérard, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 69. – Calamités et catastrophes (Constatation de l'état de catastrophe naturelle dans le Val-de-Marne et l'Essonne) – Question de M. Robert Vizet.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2789) :

MM. Robert Vizet, Gérard Renon, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

n° 70. – Agriculture (Négociations agricoles dans le cadre du GATT) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2789, 2790) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 71. – Langue et culture françaises (Réforme de l'orthographe) – Question de M. Paul Séramy.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2790, 2791) :

MM. Paul Séramy, Lionel Jospin, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports.

n° 72. – Mines et carrières (Fermeture des mines d'uranium dans la Haute-Vienne, la Vendée et l'Hérault) – Question de M. Robert Laucournet.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2791, 2792) :

MM. Robert Laucournet, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 73. – Transports ferroviaires (Reprise de la ligne ferroviaire Pau-Canfranc) – Question de M. Auguste Cazalet.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2792) :

MM. Auguste Cazalet, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 74. – Cours d'eau, étangs et lacs (Entretien des rivières à la Martinique) – Question de M. Roger Lise.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2793) :

MM. Roger Lise, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 75. – Enseignement supérieur (Décisions du conseil national des universités concernant la nomination à des postes de philosophie) – Question de M. Paul Loridant.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2793, 2794) :

MM. Paul Loridant, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

n° 76. – Agriculture (Plan social pour l'agriculture) – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2794, 2795) :

MM. Marcel Daunay, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 77. – Justice (Lenteurs de la justice) – Question de M. André Diligent.

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2795, 2796) :

MM. André Diligent, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

Questions orales avec débat

Ne sont mentionnées ici que les questions orales avec débat venues en discussion au cours de l'année 1988. La totalité des questions déposées figure dans la Table des questions 1988.

n° 6. – Réseau routier et autoroutier (Mise en service d'un tronçon de l'autoroute A 86) – Question de Mme Hélène Luc (6 juillet 1988) (p. 455).

Discussion (14 octobre 1988) (p. 599, 603) :

Mme Hélène Luc, M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement.

Autoroutes (A14) : *Faure (Maurice)* (p. 602).

Autoroutes (A86) : *Luc (Hélène)* (p. 599, 602) ; *Faure (Maurice)* (p. 601).

Choisy-le-Roi (ville) : *Luc (Hélène)* (p. 599).

Circulation routière : *Luc (Hélène)* (p. 600, 601, 602, 603) ; *Faure (Maurice)* (p. 602).

Equipement : *Faure (Maurice)* (p. 601).

Pollutions et nuisances : *Luc (Hélène)* (p. 600, 601) ; *Faure (Maurice)* (p. 602).

Sécurité routière : *Luc (Hélène)* (p. 600, 601).

Table ronde : *Faure (Maurice)* (p. 603).

Thiais (ville) : *Luc (Hélène)* (p. 600) ; *Faure (Maurice)* (p. 602).

n° 12. – Droits de l'homme (Action diplomatique du Gouvernement pour la défense des droits de l'homme) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger (*JO Débats questions du 29 septembre 1988*) (p. 1064).

Discussion (25 octobre 1988) (p. 654, 665) – Commune avec les questions :

n° 17 de M. Jean-Luc Mélenchon (**Principes de la Révolution française**) (20 octobre 1988) (p. 624).

n° 18 de Mme Nicole de Hauteclocque (**Violation des droits de l'homme en Roumanie**) (20 octobre 1988) (p. 624).

n° 19 de M. Charles Descours (**Choix de Moscou pour la tenue en 1992 de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE**) (20 octobre 1988) (p. 624).

n° 21 de M. Jacques Habert (**Respect des droits de l'homme en Algérie**) (20 octobre 1988) (p. 624).

n° 22 de M. Charles Lederman (**Arrestation et torture de deux dirigeants du parti communiste turc à leur retour en Turquie**) (20 octobre 1988) (p. 624) :

MM. Pierre-Christian Taittinger, Jean-Luc Mélenchon, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Charles Descours, Jacques Habert, Charles Lederman, Jean-Pierre Bayle, Marcel Vidal, Pierre Lacour, André Rouvière, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Avice (Edwige)* (p. 662, 663) ; *Descours (Charles)* (p. 656).

Conflits sociaux : *Habert (Jacques)* (p. 657).

Conseil de l'Europe : *Avice (Edwige)* (p. 662) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 658).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Démocratie : *Avice (Edwige)* (p. 661).

Dictatures : *Avice (Edwige)* (p. 661) ; *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 655).

Droits de la défense : *Lederman (Charles)* (p. 658).

Droits de l'homme (en France) : *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Enseignement : *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Etrangers : *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Europe : *Avice (Edwige)* (p. 663) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 655).

Français de l'étranger (M. François Charlot) : *Avice (Edwige)* (p. 664) ; *Habert (Jacques)* (p. 657).

Génocides : *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 656).

Grèce : *Avice (Edwige)* (p. 665).

Hongrie : *Hauteclocque (Nicole de)* (p. 656).

Immigration : *Avice (Edwige)* (p. 662, 664).

Immigration clandestine : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 659).

Informatique : *Avice (Edwige)* (p. 661).

Liban : *Lacour (Pierre)* (p. 660) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 655).

Liberté de la presse : *Descours (Charles)* (p. 656).

Liberté d'opinion et de pensée : *Lederman (Charles)* (p. 658).

Libertés publiques : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 654).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Avice (Edwige)* (p. 660, 662, 665) ; *Rouvière (André)* (p. 660).

Organisations internationales : *Avice (Edwige)* (p. 662).

Otages (terrorisme) : *Avice (Edwige)* (p. 664) ; *Lacour (Pierre)* (p. 660) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 654).

Parlement européen : *Lederman (Charles)* (p. 658).

Parlement (information) : *Avice (Edwige)* (p. 664).

Partis et groupements politiques : *Avice (Edwige)* (p. 664) ; *Lederman (Charles)* (p. 658).

Pauvreté : *Avice (Edwige)* (p. 661, 665).

Pays en voie de développement (PVD) : *Avice (Edwige)* (p. 662).

Pays socialistes : *Avice (Edwige)* (p. 661).

Peine de mort : *Avice (Edwige)* (p. 664) ; *Lederman (Charles)* (p. 658).

Politique étrangère : *Habert (Jacques)* (p. 657) ; *Hauteclouque (Nicole de)* (p. 656).

Politique étrangère (droits de l'homme) : *Avice (Edwige)* (p. 660, 661, 662).

Recherche : *Avice (Edwige)* (p. 661, 665).

Recours individuels : *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Relations diplomatiques : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 654) ; voir aussi Politique étrangère.

Réponse à M. André Rouvière : *Avice (Edwige)* (p. 664).

Réponse à M. Charles Descours : *Avice (Edwige)* (p. 663).

Réponse à M. Charles Lederman : *Avice (Edwige)* (p. 664).

Réponse à M. Jacques Habert : *Avice (Edwige)* (p. 663).

Réponse à M. Jean-Luc Mélenchon : *Avice (Edwige)* (p. 662).

Réponse à M. Jean-Pierre Bayle : *Avice (Edwige)* (p. 664).

Réponse à Mme Nicole de Hauteclouque : *Avice (Edwige)* (p. 663).

Réponse à M. Pierre-Christian Taittinger : *Avice (Edwige)* (p. 661).

Réponse à M. Pierre Lacour : *Avice (Edwige)* (p. 664).

Révolution française (bicentenaire) : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 655, 665) ; *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Roumanie : *Avice (Edwige)* (p. 663) ; *Hauteclouque (Nicole de)* (p. 655, 656).

Santé : *Avice (Edwige)* (p. 661).

Terrorisme : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 658).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 662, 663) ; *Hauteclouque (Nicole de)* (p. 655) ; *Vidal (Marcel)* (p. 659).

Transylvanie : *Avice (Edwige)* (p. 663) ; *Hauteclouque (Nicole de)* (p. 656).

Turquie : *Avice (Edwige)* (p. 664, 665) ; *Lederman (Charles)* (p. 658) ; *Rouvière (André)* (p. 660).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Avice (Edwige)* (p. 663) ; *Descours (Charles)* (p. 656) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 655).

Violence : *Rouvière (André)* (p. 660).

Visas : *Avice (Edwige)* (p. 664) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 658, 659).

n° 13. – Marine marchande (Orientation de la politique gouvernementale dans le domaine de la marine marchande) –

Question de M. Josselin de Rohan (3 octobre 1988) (p. 487).

Discussion (25 octobre 1988) (p. 649, 653) :

MM. Josselin de Rohan, Claude Prouvoeur, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

Armateurs : *Mellick (Jacques)* (p. 651) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 652).

Commerce extérieur : *Mellick (Jacques)* (p. 650) ; *Prouvoeur (Claude)* (p. 650).

Communauté économique européenne (CEE) : *Mellick (Jacques)* (p. 651) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 650, 652).

Compétitivité économique : *Mellick (Jacques)* (p. 651).

Concurrence internationale : *Mellick (Jacques)* (p. 651).

Emploi : *Mellick (Jacques)* (p. 650) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 650).

Entreprises (charges) : *Rohan (Josselin de)* (p. 650, 652).

Fiscalité : *Mellick (Jacques)* (p. 653) ; *Prouvoeur (Claude)* (p. 650, 653) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 649, 650, 652).

Formation professionnelle : *Rohan (Josselin de)* (p. 649).

Investissement (crédits à l') : *Rohan (Josselin de)* (p. 649, 653) ; *Mellick (Jacques)* (p. 651).

Marine marchande : *Mellick (Jacques)* (p. 650, 652) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 653).

Marine marchande (données chiffrées) : *Mellick (Jacques)* (p. 650, 651) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 649).

Marine nationale : *Mellick (Jacques)* (p. 651).

Missions temporaires (parlementaires) : *Mellick (Jacques)* (p. 652).

Négociations collectives : *Mellick (Jacques)* (p. 652).

Pavillon luxembourgeois : *Rohan (Josselin de)* (p. 650, 652).

Pavillons de complaisance : *Rohan (Josselin de)* (p. 649, 650, 653).

Politique économique et sociale : *Mellick (Jacques)* (p. 652).

Ports : *Mellick (Jacques)* (p. 652) ; *Prouvoeur (Claude)* (p. 653).

Rapport Lathière : *Rohan (Josselin de)* (p. 649).

Réglementation : *Rohan (Josselin de)* (p. 649).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux) : *Rohan (Josselin de)* (p. 649, 652).

Transports maritimes : Voir Marine marchande.

n° 15. – Industrie (Industrie du jouet) – Question de M. Louis Souvet (12 octobre 1988) (p. 529).

Discussion (12 décembre 1988) (p. 2659, 2664) :

MM. Louis Souvet, Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Fauroux (Roger)* (p. 2663).

Asie du Sud-Est : *Fauroux (Roger)* (p. 2661) ; *Souvet (Louis)* (p. 2659).

Balance commerciale : *Souvet (Louis)* (p. 2660).

Commerce extérieur : *Fauroux (Roger)* (p. 2662).

Commerce international : *Fauroux (Roger)* (p. 2661) ; *Souvet (Louis)* (p. 2659).

Compétitivité économique : *Souvet (Louis)* (p. 2659).

Concurrence internationale : *Fauroux (Roger)* (p. 2661, 2662) ; *Souvet (Louis)* (p. 2660).

Douanes : *Fauroux (Roger)* (p. 2662, 2663) ; *Souvet (Louis)* (p. 2663).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Fauroux (Roger)* (p. 2663) ; *Souvet (Louis)* (p. 2660, 2661, 2663).

Formation professionnelle : *Souvet (Louis)* (p. 2660).

Franche-Comté (région) : *Souvet (Louis)* (p. 2659).

Jouet (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 2661, 2663) ; *Souvet (Louis)* (p. 2659, 2660).

Marketing et promotion : *Souvet (Louis)* (p. 2661).

Pédagogie : *Souvet (Louis)* (p. 2661).

Protection des modèles et dessins : *Fauroux (Roger)* (p. 2662) ; *Souvet (Louis)* (p. 2660).

Publicité : *Fauroux (Roger)* (p. 2662) ; *Souvet (Louis)* (p. 2661).

Recherche : *Souvet (Louis)* (p. 2661).

Taïwan : *Fauroux (Roger)* (p. 2662).

Zones de montagne : *Souvet (Louis)* (p. 2660).

n° 16. – Transports aériens (Dégradations) – Question de Mme Hélène Luc (14 octobre 1988) (p. 603).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 685, 690) :

Mme Hélène Luc, MM. Jacques Habert, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

Aéronautique (industrie) : *Luc (Hélène)* (p. 686).

Aéroport de Paris : *Luc (Hélène)* (p. 685, 686, 687, 690).

Aéroports (Orly) : *Habert (Jacques)* (p. 688) ; *Luc (Hélène)* (p. 686, 687, 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Aéroports (Roissy) : *Luc (Hélène)* (p. 687).

Airbus A 320 : *Habert (Jacques)* (p. 688).

Bruit : *Luc (Hélène)* (p. 687, 690).

Code de l'aviation civile : *Sarre (Georges)* (p. 689).

Conventions collectives : *Luc (Hélène)* (p. 686).

Déréglementation : *Luc (Hélène)* (p. 686, 687, 690).

Emploi : *Luc (Hélène)* (p. 686, 687, 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Essonne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 687).

Invalides de guerre (résidant à l'étranger) : *Habert (Jacques)* (p. 689, 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Isolation phonique : *Luc (Hélène)* (p. 687).

Sécurité aérienne : *Habert (Jacques)* (p. 688, 689) ; *Luc (Hélène)* (p. 686, 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Sécurité aérienne (contrôle du trafic) : *Sarre (Georges)* (p. 689).

Sécurité publique : *Luc (Hélène)* (p. 686, 687).

Service public : *Luc (Hélène)* (p. 687) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Transports aériens : *Habert (Jacques)* (p. 688) ; *Luc (Hélène)* (p. 685, 686, 687).

Transports aériens (augmentation de trafic) : *Luc (Hélène)* (p. 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Transports aériens (restructuration) : *Luc (Hélène)* (p. 687).

Transports aériens (vols nolisés) : *Habert (Jacques)* (p. 688, 689, 690) ; *Sarre (Georges)* (p. 689).

Val-de-Marne (département) : *Habert (Jacques)* (p. 688) ; *Luc (Hélène)* (p. 687).

Questions orales sans débat

Ne sont mentionnées ici que les questions orales sans débat venues en discussion au cours de l'année 1988. La totalité des questions déposées figure dans la Table des questions 1988.

n° 4. – Equipements routiers (Programmation et tracé du

boulevard intercommunal du Parisis) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (*JO Débats questions du 26 mai 1988*) (p. 695).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 636, 637) :

M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 5. – Autoroutes (Tracé de l'autoroute A 16 dans le département du Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (*JO Débats questions du 26 mai 1988*) (p. 695).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 637, 639) :

M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 6. – Sports (Situation du circuit motocycliste de Tremblay-les-Gonnesse) – Question de Mme Hélène Luc (*JO Débats questions du 9 juin 1988*) (p. 719).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 635, 636) :

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Mme Hélène Luc.

n° 10. – Enseignants (Situation de certains professeurs d'enseignement de collèges) – Question de M. André Rouvière (*JO Débats questions du 25 août 1988*) (p. 920).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 691) :

MM. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; André Rouvière.

n° 11. – Enseignants (formation) (Renvendications des instituteurs, maîtres, formateurs et directeurs d'école d'application du Val-de-Marne) – Question de Mme Hélène Luc (*JO Débats questions du 22 septembre 1988*) (p. 1034).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 633, 635) :

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Mme Hélène Luc.

n° 13. – Recherche (Devenir des centres de recherche français) – Question de M. Louis Minetti (3 octobre 1988) (p. 493).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2774, 2775) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Minetti.

n° 14. – Finances locales (Suppression du décalage pour le remboursement de la TVA par l'Etat aux collectivités territoriales) – Question de M. Pierre Lacour (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 749, 750) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Pierre Lacour.

n° 15. – Fiscalité (Politique fiscale française en vue de l'harmonisation européenne) – Question de M. Xavier de Villepin (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 750, 751) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Xavier de Villepin.

n° 16. – Enseignants (Création de huit cents postes supplémentaires d'instituteurs dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 639, 641) :

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 17. – Transports ferroviaires (Prise en charge du surcoût financier de la construction d'un tunnel du TGV en zone urbanisée) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 641, 642) :

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 18. – Enseignement artistique (Avenir des enseignements artistiques) – Question de M. Paul Loridant (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 643, 644) :

Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication ; M. Paul Loridant.

n° 19. – Enseignants (Création de postes supplémentaires au lycée de Gonesse) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (3 octobre 1988) (p. 494).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 641) :

M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 20. – Chambres d'agriculture (Régime électoral des chambres d'agriculture) – Question de M. Philippe François (4 octobre 1988) (p. 510).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 693, 694) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Philippe François.

n° 26. – Produits agricoles et alimentaires (Mesures pour préserver les intérêts des biscuitiers français) – Question de M. Alain Gérard (12 octobre 1988) (p. 568).

Discussion (21 octobre 1988) (p. 642, 643) :

MM. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Alain Gérard.

n° 22. – Lait et produits laitiers (Aide en faveur des producteurs de lait) – Question de M. Abel Sempé (18 octobre 1988) (p. 615).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 694, 695) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Abel Sempé.

n° 27. – Interruption volontaire de grossesse (Précautions d'emploi de la pilule abortive RU 486) – Question de M. Gérard Larcher (18 octobre 1988) (p. 614).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 695, 696) :

MM. Claude Evin, ministre de la solidarité ; Gérard Larcher.

n° 28. – Référendum (Organisation du référendum du 6 novembre 1988) – Question de M. Paul Loridant (18 octobre 1988) (p. 615).

Discussion (28 octobre 1988) (p. 691, 693) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Paul Loridant.

n° 29. – Sourds et sourds-muets (Reconnaissance de la langue des signes française) – Question de M. Paul Souffrin (21 octobre 1988) (p. 645).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 747, 748) :

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Mme Hélène Luc, en remplacement de M. Paul Souffrin.

n° 30. – Education nationale (Moyens du service d'information et d'orientation de l'éducation nationale) – Question de Mme Hélène Luc (25 octobre 1988) (p. 667).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 745, 746) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Hélène Luc.

n° 31. – Mer et littoral (Transfert à Brest des services techniques des phares et balises) – Question de Mme Hélène Luc (25 octobre 1988) (p. 667).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 746, 747) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Hélène Luc.

n° 32. – Adoption (Longueur de la procédure d'adoption d'enfants français) – Question de M. Jean-Jacques Robert (25 octobre 1988) (p. 667).

Discussion (3 novembre 1988) (p. 749) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Jean-Jacques Robert.

n° 34. – Sports (Projet de création d'un circuit de sport mécanique en Seine-Maritime) – Question de M. Paul Caron (27 octobre 1988) (p. 681).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2770, 2771) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Paul Caron.

n° 35. – Logement (Elaboration d'une nouvelle convention relative à la réhabilitation de logements sociaux à Sarcelles, Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (27 octobre 1988) (p. 681).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2769, 2770) :

M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 39. – Pollutions et nuisances (Lutte contre les graffitis) – Question de M. Louis Perrein (15 novembre 1988) (p. 1070).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2765, 2766) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Louis Perrein, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 40. – Entreprises (fiscalité) (Régime fiscal de l'indemnité compensatrice demandée par une société à ses employés utilisant ses véhicules pour un usage semi-privatif) – Question de M. Daniel Millaud (15 novembre 1988) (p. 1070).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2773, 2774) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Daniel Millaud.

n° 42. – Pollutions et nuisances (Charges financières des collectivités locales du fait de la prolifération des algues vertes) – Question de M. Alain Gérard (1^{er} décembre 1988) (p. 2071).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2771, 2772) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Alain Gérard.

n° 43. – Pollutions et nuisances (Lutte contre la pollution par les nitrates) – Question de M. Alain Gérard (1^{er} décembre 1988) (p. 2071).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2772, 2773) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Alain Gérard.

n° 46. – Expulsions (étrangers) (Expulsion d'un jeune comorien, collégien à Marseille) – Question de M. Louis Minetti (6 décembre 1988) (p. 2737).

Discussion (15 décembre 1988) (p. 2766, 2769) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Louis Minetti.

R

Radiodiffusion et télévision

Voir *Communication audiovisuelle*, 3
Handicapés, 2
Rapports d'information, 11
Traités et conventions, 6

Rapatriés

Voir *Lois de finances*, 2, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) et II - Services financiers (et consommation)

1. - **Proposition de loi relative aux droits des Français rapatriés d'origine nord-africaine**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 28 avril 1988) [n° 266 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Retirée le 18 octobre 1988.

2. - **Proposition de loi modifiant la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Alduy, sénateur (5 juillet 1988) [n° 316 (87-88)] - Renvoi à la commission des finances.

Rappels au règlement

1. - **De Mme Hélène Luc et M. André Méric** : durée des suspensions de séance demandées par les groupes de la majorité et par la commission des lois (16 février 1988) (p. 72) - *M. André Méric, Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance; Jacques Larché, président de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt.*

2. - **De M. Charles Lederman** : article 42 du règlement : limitation du temps de parole sur les amendements ; suspensions de séance (16 février 1988) (p. 72, 73) - *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. - **De M. Jean Garcia** : articles 13 et suivants du règlement : répression exercée à l'encontre du peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël (17 février 1988) (p. 119) - *MM. Jean Garcia, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. - **De Mme Hélène Luc** : articles 13 et suivants du règlement : conditions de distribution des surplus alimentaires de la Communauté économique européenne à l'égard des personnes victimes de l'extrême pauvreté (17 février 1988) (p. 119, 120) - *Mme Hélène Luc, MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

5. - **De MM. Jacques Larché et Michel Dreyfus-Schmidt** : article 16 du règlement : travaux de la commission des lois ; consultation du bulletin des commissions et du procès-verbal (25 février 1988) (p. 210, 211) - *MM. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt.*

6. - **De M. Etienne Dailly** : Presse ; Détenus ; Terrorisme ; Crimes de sang ; Justice (6 juillet 1988) (p. 449, 450) - *MM. Etienne Dailly, Jean Popereen, ministre chargé des relations avec le Parlement; Jean Delaneau, Roger Romani.*

7. - **De Mme Hélène Luc** : article 103 du règlement : conditions de représentation du groupe communiste à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes du Sénat ;

report de la désignation des membres de cette commission (11 octobre 1988) (p. 515) - *Mme Hélène Luc; M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

8. - **De M. Robert Pagès** : article 36, alinéa 3, du règlement ; candidatures à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; protestation du groupe communiste (18 octobre 1988) (p. 607) - *MM. Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance; Mme Hélène Luc.*

9. - **De Mme Danielle Bidard-Reydet** : article 36, alinéa 3, du règlement ; situation économique, salariés, conflits sociaux (18 octobre 1988) (p. 607).

10. - **De M. Charles Lederman** : article 29 bis du règlement ; demande l'ouverture de négociations sur les revendications des infirmières (20 octobre 1988) (p. 619).

11. - **De M. Louis Minetti** : se félicite de la grâce accordée aux « six » de Sharpeville et demande la rupture des relations avec l'Afrique du Sud (24 novembre 1988) (p. 1536) - *MM. Louis Minetti, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. - **De M. Claude Estier** : ordre d'appel et vote des amendements au cours de la discussion sur le projet de loi relatif à la liberté de communication (10 novembre 1988) (p. 994) - *MM. Claude Estier, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

13. - **De M. Robert Pagès** : grèves et actions revendicatives dans le secteur public et le secteur privé (15 novembre 1988) (p. 1032).

14. - **De M. Jean Garcia** : grève de la faim de cinq administrateurs du bureau des cadets de la RATP (25 novembre 1988) (p. 1651) - *MM. Jean Garcia, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

15. - **De M. Charles Lederman** : article 36 du règlement ; assassinat de prisonniers politiques en Iran (30 novembre 1988) (p. 1953).

16. - **De M. Louis Minetti** : demande d'abrogation de la loi n° 86-1025 relative au séjour des étrangers en France et protestation contre l'expulsion d'un jeune Comorien (5 décembre 1988) (p. 2217) - *MM. Louis Minetti, Alain Poher, président du Sénat.*

17. - **De Mme Hélène Luc** : article 18 du règlement relatif à l'audition des ministres : demande des explications sur la non-dissolution du peloton des voltigeurs motocyclistes et souhaite la condamnation des responsables de la mort de Malik Ousseine (6 décembre 1988) (p. 2281) - *Mme Hélène Luc, MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères; Alain Poher, président du Sénat.*

18. - **De M. Robert Vizet** : organisation des travaux de la commission des finances (15 décembre 1988) (p. 2797) - *MM. Robert Vizet, Christian Poncet, président de la commission des finances.*

19. - **De M. Paul Loridant** : articles 36 et 11 du règlement ; organisation des travaux de la commission des finances (15 décembre 1988) (p. 2807) - *MM. Paul Loridant, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances.*

20. - **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : organisation des travaux du Sénat ; inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration

du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet ; déplore que le rapport de la commission des lois ne soit pas disponible (19 décembre 1988) (p. 2870) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

21. – **De M. Geoffroy de Montalembert** : déplore que le Premier ministre, lors d'une émission télévisée, n'ait pas mentionné les élections sénatoriales comme « significatives » (19 décembre 1988) (p. 2892, 2893) – *MM. Geoffroy de Montalembert, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

22. – **De M. Paul Souffrin** : organisation des travaux du Sénat ; inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet ; déplore que la commission des lois ne soit pas prête à rapporter (19 décembre 1988) (p. 2893, 2895) – *MM. Paul Souffrin, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Claude Estier.*

23. – **De Mme Hélène Luc** : organisation des travaux du Sénat ; déplore le fait d'ignorer si sera examiné le projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet, inscrit à l'ordre du jour prioritaire du Sénat (19 décembre 1988) (p. 2895) – *Mme Hélène Luc, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

24. – **De MM. Louis Minetti et Jean Chérioux** : chapitre XXII de l'instruction générale du bureau (IGB) ; groupes d'amitiés, Afrique du Sud (République) (20 décembre 1988) (p. 2964) – *MM. Louis Minetti et Jean Chérioux.*

25. – **De M. Charles Lederman** : proteste contre la durée d'une suspension de séance au cours de la discussion d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3043).

26. – **De M. Claude Estier et de Mme Hélène Luc** : demandent une suspension de séance pour examiner un amendement relatif à la création d'une commission de contrôle (20 décembre 1988) (p. 3044).

27. – **De MM. Michel Dreyfus-Schmidt et Claude Estier** : demandent une suspension de séance afin de pouvoir rédiger une exception d'irrecevabilité, une question préalable et une motion de renvoi en commission ; procédure relative aux dépôts d'amendements (20 décembre 1988) (p. 3045) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Claude Estier.*

28. – **De M. Josy Moinet** : ordre d'appel des amendements au cours de la discussion relative à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3046) – *MM. Josy Moinet, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

29. – **De M. Charles Lederman** : procédure relative aux dépôts d'amendements au cours de la discussion relative à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3047) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Paul Loridant.*

30. – **De MM. Michel Dreyfus-Schmidt et Claude Estier** : article 44, alinéa 2, du règlement ; demandent une suspension de séance afin de pouvoir examiner la recevabilité d'un amendement au cours de la discussion relative à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3049) – *MM.*

Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Claude Estier.

31. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : conteste la façon dont sont conduits les débats au cours de la discussion relative à la création d'une commission d'enquête (20 décembre 1988) (p. 3051).

Rapports au Gouvernement.

Rapport Aicardi (fiscalité du patrimoine).

Rapport Grégoire (voies navigables).

Rapport Langlais (éducation surveillée).

Rapport Lathière (marine marchande).

Rapport Laxan (aides au logement).

Rapport Le Drian (marine marchande).

Rapport Millier (commandes publiques d'ingénierie et d'architecture).

Rapport Oheix (pauvreté).

Rapport Wiesenski (pauvreté).

Rapports au Parlement

1. – **Dépôt du rapport du médiateur** au Président de la République et au Parlement pour l'année 1987 (2 avril 1988) (p. 243).

2. – **Dépôt du rapport annuel** de la Cour des comptes (5 juillet 1988) (p. 389) – *MM. André Chandernagor, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis du 16 au 26 juillet 1987, sur la situation de l'aéronautique civile de ce pays et des différents aspects du contentieux Airbus, par M. Marcel Fortier, sénateur, et plusieurs de ses collègues – (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987 – 22 janvier 1988) [n° 222 (87-88)].

2. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée en Indonésie du 20 au 30 septembre 1987, afin d'y étudier les relations culturelles, scientifiques et techniques entre la France et ce pays, par M. Jean Delaneau, sénateur, et plusieurs de ses collègues – (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 18 mars 1988) [n° 248 (87-88)].

3. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission d'information effectuée du 14 au 27 septembre 1987 sur l'état de la francophonie et l'usage de la langue française à Madagascar et à l'île Maurice, par M. Michel Miroudot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1988) [n° 257 (87-88)].

4. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur l'activité de cette assemblée au cours de sa 38^e session ordinaire (1986-1987), par M. André Bohl, sénateur, et plusieurs de ses collègues – (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 10 mai 1988) [n° 276 (87-88)].

5. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de cette assemblée au cours de sa session extraordinaire d'avril 1987 et de sa 33^e session ordinaire 1987, par M. Pierre Jeambrun, sénateur, et plusieurs de ses collègues – (Rattaché

pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juin 1988 – 10 mai 1988) [n° 277 (87-88)].

6. – **Rapport d'information**, fait, au nom de la commission des lois, à la suite d'une **mission d'information** effectuée au **Brésil** et en **Argentine** du 6 au 18 septembre 1987, afin d'étudier les institutions de ces deux pays – (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 3 juin 1988) [n° 287 (87-88)].

7. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une **mission d'information** effectuée au **Japon**, en **République de Corée** et à **Hong Kong** du 24 février au 10 mars 1988 afin d'étudier le bicamérisme et les structures décentralisées au Japon, les institutions nouvelles de la République de Corée et l'évolution du statut de Hong Kong, par M. Germain Authié, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juin 1988) [n° 292 (87-88)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **délégation du Sénat pour les Communautés européennes** sur les activités des institutions des communautés européennes entre le 1^{er} novembre 1987 et le 30 avril 1988, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les communautés européennes, par M. Jacques Genton, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juin 1988) [n° 293 (87-88)].

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur **l'avenir de la marine marchande**, par M. Josselin de Rohan, sénateur (30 juin 1988) [n° 304 (87-88)].

10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une **mission d'information** effectuée du 5 au 21 février 1988, chargée d'étudier dans les Territoires de **Polynésie française** et de **Nouvelle-Calédonie** et en **Australie**, la mise en place de l'**Université du Pacifique** ainsi que l'enseignement et la diffusion de la **langue française**, par M. Paul Séramy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattaché par ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 12 septembre 1988) [n° 355 (87-88)].

11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles sur l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication**, par M. Adrien Gouteyron, sénateur (11 octobre 1988) [n° 20 (88-89)].

12. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée du 29 février au 11 mars 1988 au **Pérou** et en **Bolivie** sur l'évolution de la situation en **Amérique andine** et les relations bilatérales avec la France, par M. Michel d'Aillières, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 octobre 1988) [n° 26 (88-89)].

13. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Délégation du Sénat pour la planification sur les résultats de **projections macro-économiques** et sur l'exécution du **IXe Plan**, par M. Bernard Barbier, sénateur (18 octobre 1988) [n° 39 (88-89)].

14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, alinéa premier, du Règlement, sur les **négociations commerciales multilatérales**, par M. Jacques Chaumont, sénateur (20 octobre 1988) [n° 55 (88-89)].

15. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information désignée par la commission des affaires économiques chargée d'étudier les **conséquences, pour l'économie française, de l'achèvement du marché intérieur européen en 1992**, par MM. Jean François-Poncet et Bernard Barbier, sénateurs (26 octobre 1988) [n° 59 (88-89)].

16. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **délégation du Sénat pour les Communautés européennes** sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 1988 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes, par M. Jacques Genton, président de la délégation, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 décembre 1988) [n° 125 (88-89)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** sur l'application de la loi relative à l'intervention des organismes débiteurs de **prestations familiales** pour le recouvrement des pensions alimentaires impayées, établi en application de l'article 8 de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 (2 février 1988) (p. 5).

2. – **Dépôt du rapport du Gouvernement** établi en application de l'article 6 de la loi n° 86-797 du 3 juillet 1986 relative à la suppression de **l'autorisation administrative de licenciement** (25 février 1988) (p. 210).

3. – **Dépôt du rapport général du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics** pour les années 1985 à 1987 (25 février 1988) (p. 210).

4. – **Dépôt**, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, du **neuvième rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** (23 juin 1988) (p. 250).

5. – **Dépôt du troisième rapport de la commission de la sécurité des consommateurs**, présenté en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1^{er} août 1905 (23 juin 1988) (p. 250).

6. – **Dépôt**, en application de l'article 164, paragraphe IV de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, du **rapport établi par la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1987** (23 juin 1988) (p. 250).

7. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel d'activité de l'Office National des forêts** pour l'année 1987, établi en application de l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1964 (3 octobre 1988) (p. 486).

8. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport** sur les interventions du **Fonds national de l'emploi** pour l'année 1985, établi en application de l'article L. 322-5 du code du travail (3 octobre 1988) (p. 486).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du sixième rapport sur le contrôle a posteriori des actes des **collectivités locales** et des **établissements publics locaux**, établi en application des dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (21 octobre 1988) (p. 633).

10. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances, du **dix-septième rapport sur la situation démographique de la France** (21 octobre 1988) (p. 633).

11. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** sur l'exécution de la loi n° 85-385 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale** (années 1986-1988) (16 novembre 1988) (p. 1122).

12. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel d'information**, sur la protection et le contrôle des **matières nucléaires** pour 1987 (21 décembre 1988) (p. 3077) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

Recherche

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de finances, 2, Education nationale - Enseignements scolaires et supérieur ; Recherche et technologie

Questions au Gouvernement n° 2
Questions orales sans débat n° 13

Recherche médicale

Voir *Santé*, 1

Redressement et liquidation judiciaires

Voir *Agriculture*, 2

1. – **Proposition de loi tendant à renforcer la responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de règlement judiciaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 41 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Référendums

Voir *Allocutions et communications*, 20
Elections, 11 ; 13
Messages du Président de la République, 1
Nouvelle-Calédonie, 1
Questions au Gouvernement n° 3 ; n° 26
Questions orales sans débat n° 28

Régions

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement et logement - II – Routes

1. – **Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres des comités économiques et sociaux régionaux**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Suchod, député, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 166] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (12 octobre 1988) [n° 289] – Discussion (13 octobre 1988) – Adoption (13 octobre 1988) [n° 13].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1988) [n° 31 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Auguste Cazalet (20 octobre 1988) [n° 51 (88-89)] – Discussion (27 octobre 1988) – Adoption (27 octobre 1988) [n° 13].

PROMULGATION : Loi n° 88-1023 du 7 novembre 1988 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1988).

Discussion (première lecture)

(27 octobre 1988) (p. 675, 677).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 675, 677) : MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Auguste Cazalet, rapporteur de la commission des lois ; Germain Authié, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel.

Comités économiques et sociaux régionaux (CESR) : Baylet (Jean-Michel) (p. 675) ; Cazalet (Auguste) (p. 675).

Comités économiques et sociaux régionaux (CESR) (fonctionnement et désignation des membres) : Cazalet (Auguste) (p. 676).

Elections cantonales : Cazalet (Auguste) (p. 676).

Elections régionales : Baylet (Jean-Michel) (p. 675) ; Cazalet (Auguste) (p. 676).

Loi et règlement (domaines respectifs) : Baylet (Jean-Michel) (p. 675) ; Cazalet (Auguste) (p. 676).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 676, 677)

Art. 1^{er} (Prorogation du mandat des membres des comités économiques et sociaux régionaux) – Adopté (p. 676).

Art. 2 (Prorogation du mandat des présidents des bureaux des comités) – Suppression maintenue (p. 676).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Germain Authié (p. 676), Emmanuel Hamel (p. 676), Daniel Hoeffel (p. 676, 677).

Adoption (27 octobre 1988) (p. 677).

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 5

Relations diplomatiques

Voir *Questions au Gouvernement n° 49*

Relations internationales

Voir *Questions au Gouvernement n° 60*

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Banques et établissements financiers*, 1
Santé, 1

Représentation proportionnelle

Voir *Elections*, 6

République fédérale d'Allemagne (RFA)

Voir *Questions au Gouvernement n° 52*
Traités et conventions, 22

Réseau routier et autoroutier

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement et logement - II – Routes
Questions au Gouvernement n° 38
Questions orales avec débat n° 6
Questions orales sans débat n° 4 ; n° 5

Résistants

1. – **Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants (14 décembre 1988) [n° 152 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Responsabilité civile

Voir *Navires*, 1

Retraités

Voir *Conseil économique et social*, 1

Réunion (île)

Voir *Questions au Gouvernement n° 13*

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Politique économique et sociale*, 3

Roumanie

Voir *Questions orales avec débat n° 12*

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Impôts et taxes*, 3
Sécurité sociale, 1

Salaires, traitements et indemnités

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique et économie sociale)
Questions au Gouvernement n° 40

Sang et organes humains

Voir *Médecine*, 3

Santé

Voir *Lois de finances*, 2, Solidarité, santé et protection sociale
Ordre du jour du Sénat, 1
Questions au Gouvernement n° 9 ; n° 34 ; n° 47
Sports, 2

1. - **Proposition de loi relative aux essais chez l'homme d'une substance à visée thérapeutique ou diagnostique**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 2 juin 1988) [n° 286 rect. bis (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude Huriet (11 octobre 1988) [n° 19 (88-89)] - Discussion (12 octobre 1988) - Adoption (12 octobre 1988) [n° 9].

NOUVEL INTITULE « Proposition de loi relative à la protection des personnes dans la recherche biomédicale ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1988) [n° 293] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard Charles (16 novembre 1988) [n° 356] - Discussion (23 novembre, 2 et 12 décembre 1988) - Adoption (12 décembre 1988) [n° 47].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1988) [n° 131 (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude Huriet (13 décembre 1988) [n° 132 (88-89)] - Discussion (13 décembre 1988) - Adoption (13 décembre 1988) [n° 26].

PROMULGATION : Loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1988).

Discussion des conclusions du rapport

(12 octobre 1988) (p. 535, 566).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 535, 537 ; 541, 545) : M. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. Charles Descours, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Bioéthique : Huriet (Claude) (p. 536).

Code civil : Lederman (Charles) (p. 538, 539).

Code de la santé publique (essais pratiqués en situation d'urgence) : Souffrin (Paul) (p. 545).

Code de la santé publique (Livre II bis nouveau) : Huriet (Claude) (p. 536).

Code pénal : Huriet (Claude) (p. 535).

Code pénal (article 318) : Huriet (Claude) (p. 536) ; Lederman (Charles) (p. 538, 539).

Comité national d'éthique : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Lederman (Charles) (p. 538) ; Sérusclat (Franck) (p. 542, 543) ; Souffrin (Paul) (p. 544).

Comités locaux d'éthique : Huriet (Claude) (p. 536) ; Lederman (Charles) (p. 539, 540) ; Sérusclat (Franck) (p. 543).

Comités locaux d'éthique (composition, fonctionnement) : Sérusclat (Franck) (p. 543).

Conseil d'Etat (rapport) : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Huriet (Claude) (p. 536, 541) ; Lederman (Charles) (p. 538) ; Sérusclat (Franck) (p. 540, 542, 543).

Conseil national de l'ordre des médecins : Huriet (Claude) (p. 541) ; Lederman (Charles) (p. 538) ; Sérusclat (Franck) (p. 544).

Crimes contre l'humanité : Sérusclat (Franck) (p. 543).

Dons d'organes (rémunération) : Souffrin (Paul) (p. 545).

Droits de l'homme : Descours (Charles) (p. 542) ; Dorlhac (Hélène) (p. 541).

Ethique et déontologie médicales : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Huriet (Claude) (p. 535, 536) ; Lederman (Charles) (p. 538) ; Sérusclat (Franck) (p. 543, 544).

Intégrité corporelle : Huriet (Claude) (p. 536) ; Lederman (Charles) (p. 539) ; Sérusclat (Franck) (p. 542).

Médecine (académie) : Sérusclat (Franck) (p. 542).

Médecine (secret professionnel) : Sérusclat (Franck) (p. 542).

Médicaments (autorisation de mise sur le marché) : Descours (Charles) (p. 542) ; Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Huriet (Claude) (p. 535) ; Sérusclat (Franck) (p. 544).

Médicaments (essais sur l'homme) : Huriet (Claude) (p. 535, 536) ; Lederman (Charles) (p. 538, 540) ; Sérusclat (Franck) (p. 540) ; Souffrin (Paul) (p. 545).

Médicaments (essais de phase IV) : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Huriet (Claude) (p. 535) ; Sérusclat (Franck) (p. 542, 543, 544).

Médicaments (essais, gratuité) : Dorlhac (Hélène) (p. 537).

Médicaments (essais, illégalité) : Descours (Charles) (p. 541) ; Sérusclat (Franck) (p. 542).

Médicaments (essais, information) : Souffrin (Paul) (p. 544).

Médicaments (essais sans but thérapeutique) : Souffrin (Paul) (p. 544).

Médicaments (protection spécifique de certains groupes) : Huriet (Claude) (p. 536).

Parlement (droits) : Sérusclat (Franck) (p. 543).

Pharmacie (industrie) : Descours (Charles) (p. 541, 542) ; Huriet (Claude) (p. 535) ; Souffrin (Paul) (p. 544).

Principe d'égalité : Huriet (Claude) (p. 536).

Procédure parlementaire : Huriet (Claude) (p. 540, 541) ; Lederman (Charles) (p. 538, 539) ; Sérusclat (Franck) (p. 540).

Recherche biomédicale : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Sérusclat (Franck) (p. 542) ; Souffrin (Paul) (p. 544, 545).

Recherche biomédicale (cosmétologie, alimentation) : Sérusclat (Franck) (p. 543).

Recherche biomédicale (protection des personnes) : Huriet (Claude) (p. 536).

Recherche médicale : Dorlhac (Hélène) (p. 537) ; Huriet (Claude) (p. 535, 536).

Recherche médicale (SIDA) : Descours (Charles) (p. 542).

Responsabilité civile : Lederman (Charles) (p. 539).

Responsabilité sans faute : Huriet (Claude) (p. 536) ; Sérusclat (Franck) (p. 543).

Sanctions pénales : *Huriet (Claude)* (p. 536).

Motion n° 59 de M. Charles Lederman, **tendant au renvoi du texte en commission** (p. 538) – *MM. Charles Lederman, Franck Sérusclat, Claude Huriet, rapporteur ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat.*

Rejet de la motion (p. 541 ; scrutin public n° 1).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 545, 566) : *MM. Franck Sérusclat, Claude Huriet, rapporteur ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; MM. Paul Souffrin, Paul Malassagne, Raymond Bourguine, Emmanuel Hamel, Guy Besse, Jacques Machet.*

Art. 1^{er} (*Insertion dans le code de la santé publique d'un livre relatif à la protection des personnes dans la recherche biomédicale*) (p. 545).

Adopté : amendement n° 21 de M. Franck Sérusclat : intitulé du nouveau livre (p. 545).

ARTICLE L. 209-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Champ d'application*) (p. 545).

Adopté : amendement n° 33 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : portée du terme « biomédical » (p. 546).

Retiré : amendement n° 22 de M. Franck Sérusclat : champ d'application de cet article (p. 545).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-1 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 546).

TITRE 1^{er}

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE L. 209-2 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Pré-requis imposés pour toute recherche biomédicale*) (p. 546).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n° 34 : conditions d'expérimentation préalables aux essais sur l'homme (p. 546) – Et n° 35 : champ d'application de cet article (p. 547).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin n° 1 : conditions d'expérimentation sur l'homme (p. 546) – Et n° 2 : interdiction de l'expérimentation sur l'homme dans certaines hypothèses (p. 547).

Retirés : amendements de M. Franck Sérusclat n° 23 : définition par décret des pré-requis imposés (p. 546) – Et n° 24 : désignation des personnes concernées par cet article (p. 547).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-2 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 547).

ARTICLE L. 209-3 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Obligations quant aux conditions de réalisation des recherches*) (p. 547).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Paul Souffrin (p. 547).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin n° 4 : qualifications de l'investigateur (p. 548) – Et n° 5 : conditions de réalisation des recherches (p. 548).

Retiré : amendement n° 25 de Franck Sérusclat : qualifications de l'investigateur (p. 547).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-3 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 548).

ARTICLE L. 209-4 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Consentement libre et éclairé du sujet de la recherche*) (p. 548).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 26 de M. Franck Sérusclat (p. 549) – Amendement n° 37 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : modalités d'expression du consentement (p. 552) ; sous-amendement n° 63 de M. Claude Huriet (p. 552).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin n° 6 et 8 : nature exhaustive de l'information donnée au sujet (p. 550).

Retirés : amendement rédactionnel n° 36 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 549) – Amendement n° 7 de M. Paul Souffrin : information du sujet sur les risques encourus (p. 549) – Amendement n° 27 de M. Franck Sérusclat : expression du consentement (p. 551).

Devenu sans objet : amendement n° 9 de M. Paul Souffrin : modalités d'expression du consentement (p. 551).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-4 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 552).

ARTICLE L. 209-5 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Gratuité de la participation à toute recherche biomédicale*) (p. 552).

Adopté : amendement n° 38 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : champ d'application de cet article (p. 552).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-5 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 552).

ARTICLE L. 209-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Responsabilités et assurances du promoteur d'une recherche biomédicale*) – Adopté (p. 552).

ARTICLE L. 209-7 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Avis préalable du comité local d'éthique*) (p. 552).

Adoptés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 28 : appellation du représentant de l'Etat (p. 553) – Et n° 30 : communication de l'avis (p. 554) – Amendements de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n° 39 : rédactionnel (p. 552) – Et n° 40 : suppression des dispositions relatives aux compétences et au fonctionnement du comité local d'éthique (p. 554).

Rejetés : sur l'amendement n° 28 de M. Franck Sérusclat, sous-amendement n° 64 de M. Paul Malassagne (p. 553) – Amendements de M. Paul Souffrin, n° 11 : objet de la consultation (p. 554) – Et n° 12 : procédure en cas de changement de circonstances (p. 555).

Retiré : amendement n° 29 de M. Franck Sérusclat (p. 554).

Devenu sans objet : amendement n° 10 de M. Paul Souffrin (p. 554).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-7 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 555).

APRES L'ARTICLE L. 209-7 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 555).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 41 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : garanties d'indépendance des comités d'éthique agréés (p. 555) ; sous-amendement de coordination n° 62 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 555).

– Le texte proposé pour le nouvel article à insérer dans le code de la santé publique est adopté (p. 555).

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A LA PROTECTION DE CERTAINES PERSONNES

ARTICLE L. 209-8 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Dispositions spécifiques pour les personnes incarcérées*) – Adopté (p. 555).

ARTICLE L. 209-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Dispositions spécifiques relatives au consentement des mineurs ou des majeurs protégés*) (p. 555).

Adoptés : amendement n° 42 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : consentement de l'intéressé et de son représentant (p. 556) – Et amendement n° 13 de M. Paul Souffrin : expression du consentement de l'intéressé (p. 556).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-9 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 556).

ARTICLE L. 209-10 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Conditions posées quant à la participation de certaines personnes : mineurs, majeurs protégés ou personnes hébergées dans un établissement sanitaire et social*) (p. 556).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Dorlhac, n° 43 : rédactionnel (p. 557) – Et n° 44 : conditions spécifiques à certaines personnes (p. 557).

Rejeté : amendement n° 14 rectifié de M. Paul Souffrin : limitation de la participation de certaines personnes (p. 557).

Retiré : amendement n° 31 de M. Franck Sérusclat : conditions spécifiques à certaines personnes (p. 556).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-10 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 557).

ARTICLE L. 209-11 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Dispositions spécifiques pour les femmes enceintes ou allaitantes*) (p. 557).

Adopté : amendement n° 45 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : conditions particulières aux recherches sans finalité thérapeutique pour les femmes enceintes ou allaitantes (p. 558).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 557).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-11 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 558).

ARTICLE L. 209-12 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Recherches pratiquées en situation d'urgence*) (p. 558).

Adoptés : amendement n° 46 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : rédactionnel (p. 558) ; sous-amendement rédactionnel n° 61 de M. Claude Huriet (p. 558).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-11 du code de la santé publique, dans la rédaction de l'amendement n° 46, ainsi modifié, est adopté (p. 558).

TITRE III

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECHERCHES SANS FINALITE THERAPEUTIQUE

INTITULE DU TITRE III (p. 558).

Adopté : amendement n°47 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : Intitulé « Dispositions particulières aux recherches sans finalité thérapeutique directe » (p. 558).

– L'intitulé du Titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 558).

ARTICLE L. 209-13 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Indemnisations dans le cas d'un essai sans finalité thérapeutique*) (p. 559).

Adopté : amendement n° 48 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : plafond annuel d'indemnisation (p. 559).

Retiré : amendement n° 16 de M. Paul Souffrin (p. 559).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-13 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 559).

ARTICLE L. 209-14 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Obligation d'une couverture sociale*) (p. 559).

Adopté : amendement de coordination n° 49 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 559).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-14 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 559).

ARTICLE L. 209-15 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Fixation d'un nombre maximal d'essais*) (p. 560).

Adoptés : amendement n° 50 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : mise en place d'un fichier national des volontaires sains (p. 560) ; sous-amendement rédactionnel n° 65 de M. Franck Sérusclat (p. 560).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-15 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 560).

ARTICLE L. 209-16 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Agrément des centres effectuant des recherches sans finalité thérapeutique*) (p. 560).

Adopté : amendement n° 51 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : précisions sur l'objet de l'agrément (p. 560).

Devenu sans objet : amendement n° 17 de M. Paul Souffrin (p. 560).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-16 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 560).

TITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET SANCTIONS PENALES

ARTICLE L. 209-17 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Notification des recherches et pouvoir d'interdiction du ministre chargé de la santé*) (p. 561).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Paul Souffrin (p. 561).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Paul Souffrin : autorisations ministérielles préalables (p. 561).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-17 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 561).

APRES L'ARTICLE L. 209-17 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 561).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 20 de M. Paul Souffrin : contenu du protocole entre le promoteur et l'investigateur (p. 561).

ARTICLE L. 209-18 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Sanctions prévues lorsque le consentement n'est pas – ou mal – recueilli*) – Adopté (p. 561).

ARTICLE L. 209-19 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Sanctions prévues en cas de non-saisine du comité d'éthique ou de non-respect d'une décision administrative*) (p. 562).

Adoptés : amendements de coordination de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n°s 52 et 53 (p. 562).

– Le texte proposé pour l'article L. 209-19 du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 562).

ARTICLE L. 209-20 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Sanction du défaut d'assurance*) – Adopté (p. 562).

ARTICLE L. 209-21 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Compétences administratives des médecins et des pharmaciens inspecteurs de la santé*) – Adopté (p. 562).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 562).

Art. 2 (*Non-imposition des indemnités versées dans le cadre d'essai sans finalité thérapeutique*) – Adopté (p. 562).

Art. 3 (*Modification du code civil*) (p. 562).

Adopté : amendement n° 54 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : modification de l'article 16 du code civil plutôt que de l'article 9 (p. 563).

Retiré : sur l'amendement n° 54, sous-amendement n° 60 de M. Claude Huriet, rapporteur : limitation de la portée de la modification du code civil (p. 563).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 563).

Art. 4 (*Modification de l'article 318 du code pénal*) (p. 563).

Retiré : amendement n° 32 de M. Franck Sérusclat (p. 563).

– L'article 3 est adopté (p. 563).

Après l'art. 4 (p. 563).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n° 55 : modification de l'article L. 605 du code de la santé publique (p. 564) – Et n° 57 : modification de l'article L. 564 du code de la santé publique (p. 563).

– Deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 564).

Art. 5 (*Modalités d'application*) (p. 564).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : dispositions précisées par décret en Conseil d'Etat (p. 565) – Amendement n° 58 de M. Claude Huriet, rapporteur : date d'entrée en vigueur (p. 564 ; réservé p. 564).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 565).

Intitulé de la proposition de loi (p. 565).

Adopté : proposition de la commission des affaires sociales : intitulé « proposition de loi relative à la protection des personnes dans la recherche biomédicale » (p. 565).

– L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 565).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Paul Souffrin (p. 565), Franck Sérusclat (p. 565, 566), Emmanuel Hamel (p. 566), Guy Besse (p. 566), Jacques Machet (p. 566), Claude Huriet, rapporteur (p. 566).

Scrutin public n° 2 (p. 566).

Adoption (12 octobre 1988) (p. 566).

Discussion (deuxième lecture)

(13 décembre 1988) (p. 2685, 2692).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2685, 2689) : MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Luc Bécart, Franck Sérusclat.

Bioéthique : Huriet (Claude) (p. 2687).

Code civil : Bécart (Jean-Luc) (p. 2687).

Code pénal (article 318) : Bécart (Jean-Luc) (p. 2688) ; Sérusclat (Franck) (p. 2688).

Comités locaux d'éthique : voir Comités locaux pour la protection des personnes dans la recherche biomédicale.

Comités locaux pour la protection des personnes dans la recherche biomédicale : Huriet (Claude) (p. 2686) ; Sérusclat (Franck) (p. 2688).

Conseil de l'Europe : Huriet (Claude) (p. 2686).

Consentement : Huriet (Claude) (p. 2686).

Dons d'organes : Huriet (Claude) (p. 2687).

Embryons humains : Huriet (Claude) (p. 2686).

Formation professionnelle : Sérusclat (Franck) (p. 2689).

Information : Huriet (Claude) (p. 2686).

Personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (définition) : Bécart (Jean-Luc) (p. 2687) ; Huriet (Claude) (p. 2686).

Recherche biomédicale : Huriet (Claude) (p. 2686).

Recherche biomédicale (définition) : Huriet (Claude) (p. 2687).

Recherche biomédicale (période d'exclusion) : Huriet (Claude) (p. 2686).

Responsabilité civile : Huriet (Claude) (p. 2686).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2689, 2692) : MM. Claude Huriet, rapporteur ; Claude Evin, ministre.

Art. 1^{er} (p. 2689).

ART. L. 209-1, L. 209-2, L. 209-3, L. 209-3 BIS (*Recherches sans finalité thérapeutique sur les femmes enceintes*), L. 209-3 TER (*Recherches sans finalité thérapeutique sur les personnes privées de liberté*), L. 209-3 QUATER (*Conditions posées à la participation de certaines personnes à des recherches biomédicales*), L. 209-3 QUINQUIES (*Responsabilité et assurance du promoteur*) (p. 2689).

ART. L. 209-3 SEXIES (*Gratuité des recherches*), L. 209-4, L. 209-5 (p. 2690).

ART. L. 209-6 – Supprimé (p. 2690).

ART. L. 209-7 (*Création des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale*), L. 209-7 BIS (*Compétence du comité consultatif*), L. 209-7 TER (*Compétences administratives des médecins et des pharmaciens inspecteurs de la santé*) (p. 2690).

ART. L. 209-8, L. 209-9, L. 209-10, L. 209-11, L. 209-12 – Supprimés (p. 2690).

ART. L. 209-13 A (*Examen médical*), L. 209-13, L. 209-14 (p. 2690).

ART. L. 209-15, L. 209-16 (p. 2691).

ART. L. 209-17 – Supprimé (p. 2691).

ART. L. 209-18, L. 209-19, L. 209-20 (p. 2691).

ART. L. 209-21 – Supprimé (p. 2691).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 2691).

Art. 2 – Adopté (p. 2691).

Art. 3 – Suppression maintenue (p. 2691).

Art. 4 – Suppression maintenue (p. 2692).

Art. 4 bis – Adopté (p. 2692).

Art. 4 quater (*Circuit du médicament*) – Adopté (p. 2692).

Art. 5 – Adopté (p. 2692).

Adoption (13 décembre 1988) (p. 2692).

2. – **Proposition de loi relative à la procréation humaine médicalement assistée**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 juillet 1988) [n° 327 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Sapeurs pompiers

Voir *Service national*, 1

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Allocutions et communications*, 6

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - II – Secrétariat général de la défense nationale

Secteur public

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 46.

Sécurité sociale

Voir *Lois de finances*, 2, Solidarité, santé et protection sociale *Politique économique et sociale*, 4 *Questions au Gouvernement* n° 46

1. – **Projet de loi relatif à la protection sociale et portant dispositions diverses relatives à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (2 avril 1988) [n° 254 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. José Balarelo (11 octobre 1988) [n° 17 (88-89)] – Discussion (11 octobre 1988) – Adoption (11 octobre 1988) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1988) [n° 292] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Grignon (10 novembre 1988) [n° 349] – Discussion (22 novembre 1988) – Adoption (22 novembre 1988) [n° 26].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 novembre 1988) [n° 97 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. José Balarelo (29 novembre 1988) [n° 104 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 36].

PROMULGATION : Loi n° 88-1264 du 30 décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 1988) (p. 515, 524).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 515, 518) : MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; José Balarello, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Albert Pen.

Accidents du travail : Balarello (José) (p. 517).

Accidents du travail (indemnisation) : Balarello (José) (p. 517).

Allocations familiales : Balarello (José) (p. 517).

Amérique du Nord : Balarello (José) (p. 516).

Assurance maladie maternité : Balarello (José) (p. 517).

Assurance vieillesse : Balarello (José) (p. 516, 517) ; Pen (Albert) (p. 518).

Assurance volontaire : Balarello (José) (p. 517).

Budget global : Le Pensec (Louis) (p. 516).

Caisse de prévoyance sociale : Pen (Albert) (p. 518) ; Balarello (José) (p. 517) ; Le Pensec (Louis) (p. 516).

Canada : Balarello (José) (p. 516) ; Le Pensec (Louis) (p. 516).

Chômage : Balarello (José) (p. 516).

Chômeurs en fin de droits : Balarello (José) (p. 517).

Code de la santé publique : Balarello (José) (p. 516).

Code de la sécurité sociale : Balarello (José) (p. 517).

Code du travail : Balarello (José) (p. 516).

Commissions parlementaires : Balarello (José) (p. 517).

Conseils généraux (avis) : Balarello (José) (p. 516) ; Le Pensec (Louis) (p. 516) ; Pen (Albert) (p. 518).

Conseils généraux (compétences) : Balarello (José) (p. 517).

Cotisations sociales (plafond) : Le Pensec (Louis) (p. 516) ; Balarello (José) (p. 517).

Départements d'outre-mer (DOM) : Balarello (José) (p. 516).

Douanes : Balarello (José) (p. 516, 517).

Economie et finances : Balarello (José) (p. 516).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : Balarello (José) (p. 517).

Etrangers (entrée et séjour) : Balarello (José) (p. 517).

Fiscalité : Balarello (José) (p. 516, 517).

Fonction publique : Balarello (José) (p. 516).

Hôpital François Dunan : Le Pensec (Louis) (p. 516).

Logement : Balarello (José) (p. 516, 517).

Marins : Balarello (José) (p. 517).

Mayotte : Balarello (José) (p. 516).

Pêche : Balarello (José) (p. 516) ; Le Pensec (Louis) (p. 516).

Peines et amendes : Balarello (José) (p. 517).

Polynésie française : Balarello (José) (p. 517).

Ports : Balarello (José) (p. 516).

Prestations familiales : Balarello (José) (p. 517).

Protection sociale : Balarello (José) (p. 516) ; Le Pensec (Louis) (p. 516) ; Pen (Albert) (p. 518).

Protection sociale (harmonisation) : Balarello (José) (p. 517).

Québec : Balarello (José) (p. 517).

Saint-Pierre-et-Miquelon : Balarello (José) (p. 516) ; Le Pensec (Louis) (p. 516) ; Pen (Albert) (p. 517, 518).

Saint-Pierre-et-Miquelon (histoire et statut) : Balarello (José) (p. 516, 517).

Sécurité sociale : Le Pensec (Louis) (p. 516).

Sécurité sociale (financement) : Balarello (José) (p. 517) ; Le Pensec (Louis) (p. 516).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux) : Balarello (José) (p. 517).

Territoires d'outre-mer (TOM) : Balarello (José) (p. 516).

Urbanisme : Balarello (José) (p. 516, 517).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 518, 524) : MM. José Balarello, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre ; Albert Pen, Paul Souffrin.

TITRE PREMIER**DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE ET MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 77-1102 DU 26 SEPTEMBRE 1977**

Art. 1^{er} (Suppression de la référence à l'invalidité dans l'énumération des risques gérés par la caisse de prévoyance sociale) - Adopté (p. 518).

Art. 2 (Financement de la caisse de prévoyance sociale) (p. 518).

Adopté : amendement n° 1 de M. José Balarello, rapporteur : rédactionnel (p. 518).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 518).

Art. 3 (Recouvrement des cotisations) (p. 518).

Adopté : amendement n° 13 de M. Louis Le Pensec, ministre : exclusion de l'article L. 243-14 du code de la sécurité sociale du champ d'application de l'article 3 (p. 519).

Retiré : amendement n° 2 de M. José Balarello, rapporteur : adaptation par voie réglementaire de l'article L. 243-14 du code de la sécurité sociale (p. 519).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 519).

Art. 4 (Extension de la législation métropolitaine) (p. 519).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Albert Pen : extension du champ d'application de l'article L. 162-2 du code de la sécurité sociale (p. 520) - Et n° 14 de M. Louis Le Pensec, ministre : modalités de prise en charge des soins dispensés hors de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon aux assurés affiliés à la caisse de prévoyance sociale (p. 521).

Retirés : amendements de M. Albert Pen, n° 8 : modalités de prise en charge des soins dispensés hors de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon aux assurés affiliés à la caisse de prévoyance sociale (p. 520) - Et n° 12 : non-abrogation de la loi n° 76-664 du 19 juillet 1976 (p. 520).

- L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 521).

Art. 5 (Mesure d'ordre) - Adopté (p. 521).

Art. 6 (Allocation aux personnes handicapées) - Adopté (p. 521).

Art. 7 (Indemnisation des accidents du travail) (p. 521).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Louis Le Pensec, ministre : rédactionnel (p. 521) - Et amendements de M. José Balarello, rapporteur, n° 3 et 4 : précision des règles de conversion en capital d'une rente d'accidents du travail (p. 522).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 522).

Après l'art. 7 (p. 522).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 9 de M. Albert Pen : extension à l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'article 32 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 relatif à la garantie de ressources accordée en complément de rémunération aux travailleurs handicapés exerçant une activité professionnelle (p. 523).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 9, ci-dessus, de M. Albert Pen, repris par M. Paul Souffrin (p. 522).

TITRE II
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8 (*Moyens de fonctionnement du comité économique et social*) – Adopté (p. 523).

Art. 9 (*Attributions du conseil général en matière pénale*) – Adopté (p. 523).

Art. 10 (*Dépenses de fonctionnement des administrations préfectorales*) – Adopté (p. 523).

Art. 11 (*Application de la loi relative à l'usure*) – Adopté (p. 523).

Art. 12 (*Transmission des informations relatives aux dettes de cotisations*) (p. 523).

Retiré : amendement n° 5 de M. José Balarello, rapporteur : suppression de cet article (p. 519).

– L'article 12 est adopté (p. 523).

Art. 13 (*Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat*) – Adopté (p. 523).

Art. 14 (*Emploi de travailleurs étrangers*) – Adopté (p. 523).

Après l'art. 14 (p. 523).

Adoptés : amendements de M. Albert Pen n° 10 (art. additionnel) : application du code minier (p. 524) – N° 11 (art. additionnel) : application de la loi relative aux conditions d'exercice des activités d'organisation de voyages et de séjour (p. 524) ; sous-amendement n° 15 de M. Louis Le Pensec, ministre (p. 524).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 524).

Art. 15 (*Mesures d'ordre*) (p. 524).

Adopté : amendement n° 6 de M. José Balarello, rapporteur : coordination avec l'article 5 (p. 524).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 524).

Adoption (11 octobre 1988) (p. 524).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2967, 2968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2967, 2968) : *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes* ; *MM. José Balarello, rapporteur de la commission des affaires sociales* ; *Jean Garcia*.

Centre d'aide pour le travail (CAT) : *Balarello (José)* (p. 2967) ; *Cresson (Edith)* (p. 2967).

Consommateurs (protection et information) : *Garcia (Jean)* (p. 2968).

Cotisations sociales : *Garcia (Jean)* (p. 2968).

Protection sociale : *Garcia (Jean)* (p. 2968).

Salariés : *Garcia (Jean)* (p. 2968).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2968, 2969) : *MM. Albert Pen, José Balarello, rapporteur* ; *Mme Edith Cresson, ministre* ; *M. André Rabineau*.

Art. 3 – Adopté (p. 2968).

Art. 4 (p. 2968).

Retiré : amendement n° 1 de M. Albert Pen : conditions d'exercice de la médecine libérale (p. 2969).

– L'article 4 est adopté (p. 2969).

Art. 6, 7 et 7 bis – Adoptés (p. 2969).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2969).

2. – Proposition de loi tendant à garantir la couverture sociale des agriculteurs en retard de paiement de leurs cotisations, PRE-

SENTEE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 268 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi visant à modifier les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux contributions de solidarité des scieries agricoles, PRESENTEE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 11 mai 1988) [n° 279 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – Projet de loi relatif au prélèvement sur certains revenus au profit de la sécurité sociale et à l'augmentation de la retenue pour pension des fonctionnaires, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (24 juin 1988) [n° 6] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (30 juin 1988) [n° 34] – Discussion (30 juin 1988) – Adoption (30 juin 1988) [n° 1].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1988) [n° 309 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Oudin (5 juillet 1988) [n° 313 (87-88)] – Avis de M. Charles Descours (5 juillet 1988) [n° 314 (87-88)] – Discussion (5 juillet 1988) – Adoption (5 juillet 1988) [n° 94].

PROMULGATION : Loi n° 88-810 du 12 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(5 juillet 1988) (p. 391, 405).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 391, 401) : *MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale* ; *Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances* ; *Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales* ; *Paul Souffrin, René Régnauld, Emmanuel Hamel*.

Action sanitaire et sociale : *Evin (Claude)* (p. 392).

Alcoolisme : *Descours (Charles)* (p. 397) ; *Oudin (Jacques)* (p. 395) ; *Régnauld (René)* (p. 399).

Assurance maladie maternité : *Evin (Claude)* (p. 392).

Assurance vieillesse : *Descours (Charles)* (p. 397) ; *Evin (Claude)* (p. 392).

Chômage : *Oudin (Jacques)* (p. 394).

Conseil économique et social : *Evin (Claude)* (p. 391, 400, 401).

Cotisations sociales : *Descours (Charles)* (p. 396) ; *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Démographie : *Oudin (Jacques)* (p. 394) ; *Régnauld (René)* (p. 399).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Descours (Charles)* (p. 397).

Fiscalité : *Evin (Claude)* (p. 400) ; *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Gouvernement (déclarations) : *Souffrin (Paul)* (p. 397).

Grand marché intérieur (CEE) : *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Handicapés : *Evin (Claude)* (p. 400).

Hôpitaux (forfait journalier) : *Oudin (Jacques)* (p. 394) ; *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Hôpitaux publics : *Evin (Claude)* (p. 393).

Maladies : *Descours (Charles)* (p. 396) ; *Evin (Claude)* (p. 393) ; *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Médicaments : *Evin (Claude)* (p. 400) ; *Oudin (Jacques)* (p. 394, 395) ; *Régnauld (René)* (p. 399).

Organisations syndicales : *Descours (Charles)* (p. 396) ; *Evin (Claude)* (p. 393, 400).

Parlement (rôle) : *Discours (Charles)* (p. 397) ; *Evin (Claude)* (p. 393).

Pharmacie (industrie) : *Evin (Claude)* (p. 400).

Prélèvements obligatoires : *Oudin (Jacques)* (p. 394).

Prestations familiales : *Evin (Claude)* (p. 392).

Protection sociale : *Discours (Charles)* (p. 396, 397) ; *Evin (Claude)* (p. 393, 400, 401) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 399) ; *Oudin (Jacques)* (p. 394) ; *Régault (René)* (p. 399) ; *Souffrin (Paul)* (p. 397).

Retraites : *Evin (Claude)* (p. 393).

Sécurité sociale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 399, 400).

Sécurité sociale (commission des comptes) : *Discours (Charles)* (p. 396) ; *Evin (Claude)* (p. 392) ; *Oudin (Jacques)* (p. 395).

Sécurité sociale (financement) : *Discours (Charles)* (p. 396, 397) ; *Evin (Claude)* (p. 391, 392, 393) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 399) ; *Oudin (Jacques)* (p. 394, 395) ; *Régault (René)* (p. 398) ; *Souffrin (Paul)* (p. 398).

Sécurité sociale (régime général) : *Discours (Charles)* (p. 396) ; *Evin (Claude)* (p. 392) ; *Oudin (Jacques)* (p. 395) ; *Régault (René)* (p. 398).

Tabacs et allumettes : *Oudin (Jacques)* (p. 395).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Discours (Charles)* (p. 397) ; *Evin (Claude)* (p. 392, 400) ; *Oudin (Jacques)* (p. 395) ; *Régault (René)* (p. 399).

Ticket modérateur : *Oudin (Jacques)* (p. 394).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 401, 405) : *MM. Paul Souffrin, Jacques Oudin, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Emmanuel Hamel, Charles Bonifay, Michel Charasse, ministre chargé du budget.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 401).

Rejeté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : application d'une cotisation sociale aux revenus et plus-values du capital (p. 403 ; scrutin public n° 150).

Art. 1^{er} (*Reconduction pour deux ans du prélèvement social de 1 %, sur certains revenus soumis à l'impôt sur le revenu, institué par l'article 1^{er} de la loi n° 87-516 du 10 juillet 1987 portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 403).

Art. 2 (*Reconduction, jusqu'à la fin de l'année 1989, du prélèvement social de 1 %, sur les produits de placement soumis à prélèvement libératoire, institué par l'article 2 de la loi n° 87-516 précitée*) – Adopté (p. 403).

Art. 3 (*Reconduction de la majoration temporaire du taux de la retenue pour pension applicable aux fonctionnaires civiles et militaires : article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite*) (p. 403).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 404 ; scrutin public n° 151).

– L'article 3 est adopté (p. 404).

Art. 4 (*Application aux boissons non alcooliques du taux super-réduit de la taxe sur la valeur ajoutée, TVA*) – Adopté (p. 404).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Madelain* (p. 405), *Charles Bonifay* (p. 405), *Stéphane Bonduel* (p. 405).

Adoption (5 juillet 1988) (p. 405).

5. – **Proposition de loi tendant à ce qu'en matière de protection sociale chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 10 août 1988) [n° 341 (87-88)]** – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 11

1. – **Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au régime minier le bénéfice du régime spécial, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 48 (86-87)]** – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des travailleurs des mines, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 49 (86-87)]** – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

Seine-Maritime (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 34

Service national

Voir *Travail*, 5

1. – **Proposition de loi tendant à permettre aux appelés du contingent d'effectuer leur service national dans les services départementaux d'incendie et de secours et dans les corps de sapeurs pompiers communaux, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Georges Mouly et Paul Robert, sénateurs (30 novembre 1988) [n° 105 (88-89)]** – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Service public

Voir *Conflits sociaux*, 1 ; 2

Questions au Gouvernement n° 39 ; n° 41 ; n° 55 ; n° 56 ; n° 66

Sessions parlementaires de droit

Voir *Allocutions et communications*, 7

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 1 ; 5 ; 13 ; 14 ; 17 ; 34 ; 35 ; 36 ; 37

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 10 ; 15 ; 36
Motions d'ordre (procédure parlementaire), 4

Sidérurgie (industrie)

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 28, 30

Société générale

Voir *Banques et établissements financiers*, 1

Sports

Voir *Impôts et taxes*, 2

Lois de finances, 2, Education nationale - Jeunesse et sports ; *Comptes spéciaux du Trésor*
Questions au Gouvernement n° 65

Questions orales sans débat n° 6 ; n° 34

1. – **Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 5 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives**, PRESENTÉ AU SÉNAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale et par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat

chargé de la jeunesse et des sports (12 octobre 1988) [n° 29 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Suisse

Voir *Traités et conventions*, 1 ; 25

Sûretés

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 17

Suspensions de séance

Voir *Rappels au règlement*, 1 ; 2 ; 25 ; 26 ; 27 ; 30

T

Taxe d'épreuves d'appareils à vapeur

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 33

Taxe d'habitation

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 7

Taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 33

Taxe professionnelle

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1, Art. 15

1. – **Proposition de loi tendant à exclure, de la base d'imposition de la taxe professionnelle, les immobilisations réalisées par les collectivités locales et par leurs groupements pour la collecte et le traitement des ordures ménagères**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Cluzel, sénateur (23 juin 1988) [n° 291 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à conférer un caractère extra-territorial à la taxe professionnelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur (4 octobre 1988) [n° 15 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Lois de finances*, 2, Art. 6, 20, 59
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 14, 22, 31
Questions au Gouvernement n° 44
Questions orales sans débat n° 14 ; n° 40

Télécommunications

Voir *Lois de finances*, 2, Postes, télécommunications et espace (Budget annexe)
Traités et conventions, 3

1. – **Proposition de loi portant création d'une société nationale des télécommunications**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 25 février 1988 – 3 mars 1988) [n° 241 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Télévision (chaînes)

Voir *Communication audiovisuelle*, 4

Terrorisme

Voir *Ordre public*, 2
Questions au Gouvernement n° 48
Rappels au règlement, 6
Traités et conventions, 7

Textile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 58

Tourisme

Voir *Agriculture*, 2

Lois de finances, 2, Industrie et aménagement du territoire - IV - Tourisme

Toxicomanie

1. – **Proposition de loi tendant à lutter contre la drogue par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1988) [n° 43 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Traités et conventions

Voir *Allocutions et communications*, 32

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (17 juin 1987) [n° 294 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (9 octobre 1987) [n° 39 (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° 16] (Voir Table des matières 1987 : Traités et conventions n° 19).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° 1012] – Redéposé le 21 octobre 1988 (n° 322) – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (6 décembre 1988) [n° 423] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 60].

PROMULGATION : Loi n° 88-1255 du 30 décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1989).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1987) [n° 4 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (29 octobre 1987) [n° 76 (87-88)] – Discussion (3 novembre 1987) – Adoption (3 novembre 1987) [n° 15] (Voir Table des matières 1987 : Traités et conventions n° 22).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1987) [n° 1018] – Redéposé le 21 octobre 1988 [n° 323] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (15 décembre 1988) [n° 479] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 63].

PROMULGATION : Loi n° 88-1259 du 30 décembre 1988 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1989).

3. – **Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat)**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (25 novembre 1987) [n° 110 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 7 avril 1988) [n° 258 (87-88)] – Discussion (6 juin 1988) – Adoption (6 juin 1988) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 juin 1988) [n° 118] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Godfrain (11 octobre 1988) [n° 280] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 19].

PROMULGATION : Loi n° 88-997 du 21 octobre 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 22 octobre 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 428).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 428) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Impôt sur le revenu : *Avice (Edwige) (p. 428) ; Aillières (Michel d') (p. 428).*

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Avice (Edwige) (p. 428) ; Aillières (Michel d') (p. 428).*

Sûreté de l'Etat : *Avice (Edwige) (p. 428).*

Télécommunications : *Avice (Edwige) (p. 428).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 428)

Art. unique (*Est autorisée l'adhésion au protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat), fait à Washington le 19 mai 1978 et dont le texte est annexé à la présente loi*) (p. 428).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 428).

4. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (10 novembre 1987) [n° 1023] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Vadepiéd (26 novembre 1987) [n° 1082] – Discussion (1^{er} décembre 1987) – Adoption (1^{er} décembre 1987) [n° 190].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1^{er} décembre 1987) [n° 120 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (29 juin 1988) [n° 299 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 96].

PROMULGATION : Loi n° 88-804 du 12 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 420, 421).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 420, 421) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Départements d'outre-mer (DOM) : *Avice (Edwige) (p. 421) ; Moinet (Josy) (p. 421).*

ECU : *Moinet (Josy) (p. 421).*

Entreprises : *Avice (Edwige) (p. 420).*

Français de l'étranger : *Avice (Edwige) (p. 420).*

Impôt sur le revenu : *Avice (Edwige) (p. 420).*

Prêts : *Avice (Edwige) (p. 420).*

Transports maritimes : *Avice (Edwige) (p. 420).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 421)

Art. unique (*Est autorisée l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole), signé à Port-d'Espagne le 5 août 1987 et dont le texte est annexé à la présente loi*) (p. 421).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 421).

5. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (9 décembre 1987) [n° 1125] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Véronique Neiertz (17 décembre 1987) [n° 1160] – Discussion (20 décembre 1987) – Adoption (20 décembre 1987) [n° 229].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1987) [n° 203 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (29 juin 1988) [n° 300 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 97].

PROMULGATION : Loi n° 88-803 du 12 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 421, 423).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 421, 423) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Actionnaires et actionnariat : *Avice (Edwige) (p. 421).*

Banques et établissements financiers : *Avice (Edwige) (p. 421).*

Collectivités territoriales : *Moinet (Josy) (p. 422, 423) ; Avice (Edwige) (p. 423).*

Conseil d'Etat (jurisprudence) : *Moinet (Josy) (p. 422).*

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Moinet (Josy) (p. 422).*

Cotisations sociales : *Avice (Edwige) (p. 421).*

Finances locales : *Moinet (Josy) (p. 422) ; Avice (Edwige) (p. 423).*

Impôt sur le revenu : *Avice (Edwige) (p. 422).*

Investissements français à l'étranger : *Moinet (Josy) (p. 422).*

Québec : *Avice (Edwige) (p. 422) ; Moinet (Josy) (p. 422).*

Taxe professionnelle : *Moinet (Josy) (p. 422).*

Transports : *Moinet (Josy) (p. 422).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 423)

Art. unique (*Est autorisée l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada fait à Ottawa le 16 janvier 1987, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Québec le 1^{er} décembre 1987 et dont le texte est annexé à la présente loi*) (p. 423).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 423).

6. – Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à un accord portant création de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1987 – 5 janvier 1988) [n° 219 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 25 mai 1988) [n° 282 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 120] – Renvoi à la

commission des affaires étrangères – Rapport de M. Noël Joseph (11 octobre 1988) [n° 282] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 20].

PROMULGATION : Loi n° 88-998 du 21 octobre 1988 (J.O. Lois et décrets du 22 octobre 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 429, 430).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 429, 430) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué chargé des affaires étrangères; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Asie : *Avice (Edwige)* (p. 429) ; *Crucis (Michel)* (p. 429).

Audiovisuel (programmes) : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Audiovisuel (technologie) : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Communication audiovisuelle : *Crucis (Michel)* (p. 429).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Avice (Edwige)* (p. 429) ; *Crucis (Michel)* (p. 429).

Fréquences hertziennes : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (IADR) : *Avice (Edwige)* (p. 429) ; *Crucis (Michel)* (p. 429).

Pacifique (zone) : *Avice (Edwige)* (p. 429) ; *Crucis (Michel)* (p. 429).

Politique culturelle : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Radio France Internationale (RFI) : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Technologies nouvelles : *Avice (Edwige)* (p. 429).

Traités et conventions (version officielle française) : *Avice (Edwige)* (p. 429) ; *Crucis (Michel)* (p. 429).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 430)

Art. unique (*Autorisation de l'adhésion de la France à l'accord portant création de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique, IADR*) (p. 430).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 430).

7. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (9 février 1988) [n° 224 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 25 mai 1988) [n° 283 (87-88)] – Discussion (4 octobre 1988) – Adoption (4 octobre 1988) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 172] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Michèle Alliot-Marie (15 décembre 1988) [n° 476] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 62].

PROMULGATION : Loi n° 88-1251 du 30 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 497, 500).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 497, 500) : *MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert.*

Code de procédure pénale : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498, 499) ; *Dumas (Roland)* (p. 498, 500).

Code pénal : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Dumas (Roland)* (p. 498).

Communautés européennes (directives) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Dumas (Roland)* (p. 497).

Conseil de l'Europe : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498, 500) ; *Dumas (Roland)* (p. 497).

Etrangers : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 499) ; *Dumas (Roland)* (p. 498, 500) ; *Habert (Jacques)* (p. 500).

Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 500) ; *Habert (Jacques)* (p. 500).

Justice (harmonisation des législations européennes) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498, 499) ; *Dumas (Roland)* (p. 498).

Peines et amendes : *Dumas (Roland)* (p. 497).

Résidents : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 499) ; *Habert (Jacques)* (p. 499).

Terrorisme : *Habert (Jacques)* (p. 499, 500).

Tourisme (indemnisation des Français à l'étranger) : *Habert (Jacques)* (p. 500).

Traités et conventions : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Dumas (Roland)* (p. 497) ; *Habert (Jacques)* (p. 500).

Traités et conventions (réserve de réciprocité) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 499) ; *Dumas (Roland)* (p. 498, 500).

Victimes (indemnisation) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498, 499) ; *Dumas (Roland)* (p. 497, 498, 500) ; *Habert (Jacques)* (p. 499, 500).

Violence : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 498) ; *Dumas (Roland)* (p. 497).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 500)

Art. unique (*Approbation de la convention européenne, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983, relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes*) (p. 500).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 500).

8. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (9 février 1988) [n° 226 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 25 mai 1988) [n° 284 (87-88)] – Discussion (4 octobre 1988) – Adoption (4 octobre 1988) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 173] – Rapport de M. Michel Bérégovoy (15 décembre 1988) [n° 478] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 65].

PROMULGATION : Loi n° 88-1252 du 30 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 500, 503).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 500, 503) : *MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Guy Cabanel.*

Accords internationaux : *Crucis (Michel)* (p. 501) ; *Dumas (Roland)* (p. 501, 503).

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : *Crucis (Michel)* (p. 501, 502) ; *Dumas (Roland)* (p. 501).

Coopération internationale (assistance entre Etats signataires) : *Crucis (Michel)* (p. 502, 503).

Cour internationale de justice (CIJ) : *Crucis (Michel)* (p. 502) ; *Dumas (Roland)* (p. 501).

Droit international public : *Crucis (Michel)* (p. 502) ; *Dumas (Roland)* (p. 501).

Energie nucléaire (situation d'urgence radiologique) : *Cabanel (Guy)* (p. 503) ; *Crucis (Michel)* (p. 501, 502) ; *Dumas (Roland)* (p. 501) ; *Habert (Jacques)* (p. 502, 503).

France : *Dumas (Roland)* (p. 503).

Gouvernement : *Crucis (Michel)* (p. 502).

Pollutions et nuisances : *Crucis (Michel)* (p. 502).

Pollutions et nuisances (accident de Tchernobyl) : *Crucis (Michel)* (p. 501) ; *Dumas (Roland)* (p. 501).

Victimes (indemnisation) : *Crucis (Michel)* (p. 502).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 503)

Art. unique (*Approbation de la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, signée par la France à Vienne le 26 septembre 1986*) (p. 503).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 503).

9. - **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1988) [n° 250 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Emile Didier (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 25 mai 1988) [n° 285 (87-88)] - Discussion (4 octobre 1988) - Adoption (4 octobre 1988) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 171] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Charles Pistre (15 décembre 1988) [n° 477] - Discussion (21 décembre 1988) - Adoption (21 décembre 1988) [n° 64].

PROMULGATION : Loi n° 88-1250 du 30 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 503, 505).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 503, 505) : *MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Chambres (commission européenne des droits de l'homme) : *Dumas (Roland)* (p. 503) ; *Didier (Emile)* (p. 504).

Comités restreints (commission européenne des droits de l'homme) : *Dumas (Roland)* (p. 503) ; *Didier (Emile)* (p. 504, 505).

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : *Dumas (Roland)* (p. 503) ; *Didier (Emile)* (p. 504).

Justice (délais) : *Dumas (Roland)* (p. 503) ; *Didier (Emile)* (p. 504).

Membre de la commission européenne des droits de l'homme : *Dumas (Roland)* (p. 504).

Procédure : *Dumas (Roland)* (p. 504).

Protocole (conditions d'application) : *Dumas (Roland)* (p. 504) ; *Didier (Emile)* (p. 505).

Requêtes individuelles : *Dumas (Roland)* (p. 503) ; *Didier (Emile)* (p. 504).

Requêtes individuelles (données chiffrées) : *Dumas (Roland)* (p. 504) ; *Didier (Emile)* (p. 504).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 505)

Art. unique (*Autorisation d'approbation du protocole n° 8 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Vienne le 19 mars 1985*) (p. 505).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 505).

10. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud**, PRÉSENTE

AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1988) [n° 251 (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roger Poudonson (23 juin 1988) [n° 294 (87-88)] - Discussion (6 juillet 1988) - Adoption (6 juillet 1988) [n° 102].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 119] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Michèle Alliot-Marie (11 octobre 1988) [n° 281] - Discussion (14 octobre 1988) - Adoption (14 octobre 1988) [n° 22].

PROMULGATION : Loi n° 88-999 du 21 octobre 1988 (J.O. Lois et décrets du 22 octobre 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 430, 432).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 430, 432) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué chargé des affaires étrangères ; MM. Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Daniel Millaud.*

Assemblées territoriales : *Avice (Edwige)* (p. 431) ; *Millaud (Daniel)* (p. 432) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430, 432).

Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Chasse : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Avice (Edwige)* (p. 430) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Coutume : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Défense (ministère) : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Dissuasion nucléaire : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Droit international public : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Ecologie : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Environnement : *Avice (Edwige)* (p. 431) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Liberté de navigation : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Liberté de survol : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Nature (protection) : *Avice (Edwige)* (p. 430) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Pacifique Sud (zone) : *Avice (Edwige)* (p. 430) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Parcs nationaux : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Patrimoine (protection) : *Avice (Edwige)* (p. 430).

Pêche : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 432).

Recherche : *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Avice (Edwige)* (p. 430, 431) ; *Poudonson (Roger)* (p. 432).

Traités et conventions (déclaration interprétative) : *Avice (Edwige)* (p. 430) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

Traités et conventions (réserves) : *Avice (Edwige)* (p. 431).

Zones protégées : *Avice (Edwige)* (p. 430, 431) ; *Poudonson (Roger)* (p. 430).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 432) : *MM. Jean Garcia, Roger Poudonson, rapporteur.*

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de la convention pour la protection de la nature dans le Pacifique Sud*) (p. 432).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Garcia* (p. 432), *Roger Poudonson* (p. 432).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 432).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 4 octobre 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la double imposition en matière de transport maritime et aérien**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (2 avril 1988) [n° 252 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (29 juin 1988) [n° 301 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 juillet 1988) [n° 121] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (11 octobre 1988) [n° 283] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 21].

PROMULGATION : Loi n° 88-1000 du 21 octobre 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 22 octobre 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 423, 424).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 423, 424) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères; M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Air France : *Moinet (Josy)* (p. 424).

Commerce extérieur : *Moinet (Josy)* (p. 424).

Gaz : *Avice (Edwige)* (p. 424).

Hydrocarbures : *Avice (Edwige)* (p. 423); *Moinet (Josy)* (p. 424).

Impôts locaux : *Avice (Edwige)* (p. 424).

Politique étrangère : *Moinet (Josy)* (p. 424); *Avice (Edwige)* (p. 424).

Transports : *Avice (Edwige)* (p. 423).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 424)

Art. unique (*Est autorisée l'approbation d'un avenant à la convention du 4 octobre 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la double imposition en matière de transport maritime et aérien, signé à Caracas le 24 novembre 1987*) (p. 424).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 424).

12. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 21 avril 1988) [n° 261 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (23 juin 1988) [n° 295 (87-88)] – Discussion (4 octobre 1988) – (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 262 – Traités et conventions 13) – Adoption (4 octobre 1988) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 170] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (6 décembre 1988) [n° 422].

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 505, 507).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 505, 507) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 262 – Traités et conventions 13)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 507)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouverne-*

ment du Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, signée à Bruxelles le 4 avril 1987) (p. 507).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 507).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 21 avril 1988) [n° 262 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (23 juin 1988) [n° 296 (87-88)] – Discussion (4 octobre 1988) – (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 261 – Traités et conventions 12)] – Adoption (4 octobre 1988) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1988) [n° 169] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alain Bocquet (6 décembre 1988) [n° 421].

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1988) (p. 505, 507).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 505, 507) (Discussion générale commune avec le projet de loi n° 261 – Traités et conventions 12) : *MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert.*

Aide judiciaire : *Cabanel (Guy)* (p. 506).

Algérie : *Cabanel (Guy)* (p. 506); *Dumas (Roland)* (p. 507).

Ambassades et consulats : *Habert (Jacques)* (p. 507).

Belgique : *Dumas (Roland)* (p. 505); *Cabanel (Guy)* (p. 506).

Commission paritaire franco-algérienne : *Dumas (Roland)* (p. 507).

Communauté économique européenne (CEE) : *Dumas (Roland)* (p. 506, 507); *Cabanel (Guy)* (p. 506).

Convention (historique) : *Dumas (Roland)* (p. 505).

Coopération judiciaire : *Dumas (Roland)* (p. 506).

Décisions de justice : *Dumas (Roland)* (p. 506); *Cabanel (Guy)* (p. 506).

Divorce ou séparation de corps : *Dumas (Roland)* (p. 505).

Luxembourg : *Dumas (Roland)* (p. 505); *Cabanel (Guy)* (p. 506).

Organisation des Nations Unies (ONU) : *Cabanel (Guy)* (p. 506).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 507)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, signée à Bruxelles le 4 avril 1987*) (p. 507).

Adoption (4 octobre 1988) (p. 507).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (29 juin 1988) [n° 303 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (6 juillet 1988) [n° 321 (87-88)] – Discussion (6 juillet 1988) – Adoption (6 juillet 1988) [n° 99].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juillet 1988) [n° 114] – Renvoi à la

commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Le Déaut (7 juillet 1988) [n° 115] – Discussion (7 juillet 1988) – Adoption (7 juillet 1988) [n° 8].

PROMULGATION : Loi n° 88-809 du 12 juillet 1988 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1988).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1988) (p. 424, 428).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 424, 427) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Hélène Luc, M. Guy Penne.*

Aide judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 425).

Commission paritaire franco-algérienne : *Avice (Edwige)* (p. 427) ; *Cabanel (Guy)* (p. 425) ; *Luc (Hélène)* (p. 426) ; *Penne (Guy)* (p. 427).

Convention (historique) : *Avice (Edwige)* (p. 424, 427) ; *Penne (Guy)* (p. 426).

Coopération judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 425) ; *Penne (Guy)* (p. 427).

Corps diplomatique et consulaire : *Cabanel (Guy)* (p. 425).

Divorce ou séparation de corps : *Cabanel (Guy)* (p. 425).

Droit de visite (enfants) : *Avice (Edwige)* (p. 425) ; *Cabanel (Guy)* (p. 425) ; *Penne (Guy)* (p. 427).

Education religieuse : *Penne (Guy)* (p. 427).

Enfance : *Avice (Edwige)* (p. 425) ; *Cabanel (Guy)* (p. 425) ; *Penne (Guy)* (p. 427).

Garde des enfants : *Avice (Edwige)* (p. 425, 427).

Juridictions judiciaires : *Penne (Guy)* (p. 427).

Mères de famille : *Luc (Hélène)* (p. 426).

Rapports du Gouvernement : *Cabanel (Guy)* (p. 425).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.427, 428) : *M. Claude Estier.*

Art. unique. (*Est autorisée l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens, faite à Alger le 21 juin 1988 et dont le texte est annexé à la présente loi*) (p. 427).

Explication de vote sur l'article : *M. Claude Estier* (p. 427).

Adoption (6 juillet 1988) (p. 428).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant d'une convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, fait à Paris le 16 juin 1988**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1988 – 21 septembre 1988) [n° 356 (87-88)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Pierre Croze (10 novembre 1988) [n° 81 (88-89)] – Discussion (13 décembre 1988) – Adoption (13 décembre 1988) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1988) [n° 439] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Michèle Alliot-Marie (15 décembre 1988) [n° 480] – Discussion (21 décembre 1988) – Adoption (21 décembre 1988) [n° 61].

PROMULGATION : Loi n° 88-1257 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1988) (p. 2668, 2671).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2668, 2671) : *MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Pierre Croze,*

rapporteur de la commission des finances ; Jacques Habert, Xavier de Villepin.

Collectivités territoriales : *Croze (Pierre)* (p. 2669) ; *Habert (Jacques)* (p. 2670).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Faure (Maurice)* (p. 2668).

Finances publiques : *Croze (Pierre)* (p. 2669) ; *Faure (Maurice)* (p. 2671) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2671).

Fiscalité (Etats-Unis d'Amérique) (USA) : *Croze (Pierre)* (p. 2669) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2671).

Français de l'étranger : *Faure (Maurice)* (p. 2671) ; *Habert (Jacques)* (p. 2670) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2671).

Impositions (doubles) : *Croze (Pierre)* (p. 2670) ; *Faure (Maurice)* (p. 2668).

Impôt sur le revenu : *Croze (Pierre)* (p. 2670) ; *Faure (Maurice)* (p. 2668).

Impôt sur les sociétés : *Croze (Pierre)* (p. 2669).

Investissements étrangers en France : *Faure (Maurice)* (p. 2669) ; *Habert (Jacques)* (p. 2670) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2671).

Investissements français à l'étranger : *Villepin (Xavier de)* (p. 2671).

Résidents : *Habert (Jacques)* (p. 2670).

Traités et conventions : *Croze (Pierre)* (p. 2669).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2671)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée à Paris le 16 juin 1988*) (p. 2671).

Adoption (13 décembre 1988) (p. 2671).

16. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 octobre 1988) [n° 151] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (11 octobre 1988) [n° 285] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 15].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 34 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (14 décembre 1988) [n° 148 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 35 et 36 (88-89) – Traités et conventions n° 17 et 18) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 32].

PROMULGATION : Loi n° 88-1241 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2959, 2963).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2959, 2963) (Discussion commune avec celles des projets de loi n° 35 et 36 (88-89) – Traités et conventions n° 17 et 18) : *MM. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Marie-Claude Beaudéau, M. Daniel Millaud.*

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Millaud (Daniel)* (p. 2963) ; *Poperen (Jean)* (p. 2963).

Communauté économique européenne (CEE) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2962).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2963) ; *Poperen (Jean)* (p. 2963).

Emploi : *Matraja (Pierre)* (p. 2960) ; *Poperen (Jean)* (p. 2959).

Enfance : *Matraja (Pierre)* (p. 2960) ; *Poperen (Jean)* (p. 2959).

Famille : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2962) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2960, 2961) ; *Poperen (Jean)* (p. 2959).

Handicapés : *Matraja (Pierre)* (p. 2961) ; *Poperen (Jean)* (p. 2960, 2963).

Licenciements : *Matraja (Pierre)* (p. 2961) ; *Poperen (Jean)* (p. 2959, 2960).

Organisation internationale du travail (OIT) : *Poperen (Jean)* (p. 2959).

Service public : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2962).

Travail des femmes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2962) ; *Matraja (Pierre)* (p. 2961).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2963)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales*) (p. 2963).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2963).

17. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 158 concernant la cessation de la relation de travail à l'initiative de l'employeur**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 octobre 1988) [n° 152] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Marie-Noëlle Lienemann (11 octobre 1988) [n° 286] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 16].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 35 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (14 décembre 1988) [n° 149 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 34 et 36 (88-89) – Traités et conventions n°s 16 et 18) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 33].

PROMULGATION : Loi n° 88-1242 du 30 décembre 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2959, 2963).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2959, 2963) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 34 et 36 (88-89) – Traités et conventions n°s 16 et 18)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2963)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention internationale du travail n° 158 concernant la cessation de la relation de travail à l'initiative de l'employeur*) (p. 2963).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2963).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 octobre 1988) [n° 153] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Marie-Noëlle Lienemann (11 octobre 1988) [n° 287] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 17].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 36 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (14 décembre 1988) [n° 150 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 34 et 35 (88-89) – Traités et conventions n°s 16 et 17) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 34].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 88-247 DC du 17 janvier 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1989) qui

déclare la loi non contraire à la Constitution – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 21 janvier 1989).

PROMULGATION : Loi n° 89-24 du 17 janvier 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2959, 2963).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2959, 2963) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 34 et 35 (88-89) – Traités et conventions n°s 16 et 17)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2963)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées*) (p. 2963).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2963).

19. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 octobre 1988) [n° 150] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (11 octobre 1988) [n° 284] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 18].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 37 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (14 décembre 1988) [n° 151 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 35].

PROMULGATION : Loi n° 88-1258 du 30 décembre 1988 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2965, 2967).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2965, 2967) : *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; MM. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

Canada : *Cresson (Edith)* (p. 2965).

Conjoints : *Cresson (Edith)* (p. 2965).

Conventions de Vienne (relations diplomatiques et consulaires) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2966) ; *Habert (Jacques)* (p. 2966).

Corps diplomatique et consulaire : *Cresson (Edith)* (p. 2965) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2965, 2966) ; *Habert (Jacques)* (p. 2966).

Enseignants : *Habert (Jacques)* (p. 2966).

Famille : *Cresson (Edith)* (p. 2965).

Fiscalité : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2966).

Privilèges et immunités : *Cresson (Edith)* (p. 2965) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2967).

Sécurité sociale : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2965).

Travail des femmes : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2965).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2967)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, signé à Paris le 24 juin 1987*) (p. 2967).

Explication de vote sur l'article unique : *M. Albert Pen* (p. 2967) – *Saint-Pierre-et-Miquelon.*

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2967).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (4 octobre 1988) [n° 167] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (11 octobre 1988) [n° 288] – Discussion (14 octobre 1988) – Adoption (14 octobre 1988) [n° 23].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 38 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (8 décembre 1988) [n° 121 (88-89)] – Discussion (12 décembre 1988) – Adoption (12 décembre 1988) [n° 22].

PROMULGATION : Loi n° 88-1128 du 20 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 21 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1988) (p. 2644, 2647).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2644, 2647) : *MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Roland Grimaldi, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Chimie (industrie) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2647) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2644) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2645).

Maladies : *Lalonde (Brice)* (p. 2644).

Opinion publique : *Grimaldi (Roland)* (p. 2646).

Ozone : *Grimaldi (Roland)* (p. 2647) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2645).

Pollutions et nuisances (appauvrissement de la couche d'ozone) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2647) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2647) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2644, 2645) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2645).

Recherche : *Villepin (Xavier de)* (p. 2646).

Traités et conventions : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2647) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2647) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2644) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2645, 2646).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2647)

Art. unique (Autorisation d'approuver le protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, signé à Montréal le 16 septembre 1987) (p. 2647).

Explication de vote sur l'article unique : *M. Emmanuel Hamel* (p. 2647).

Adoption (12 décembre 1988) (p. 2647).

21. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 novembre 1988) [n° 98 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

22. – **Projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles au traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (29 juin 1988) [n° 25] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Jean-Marie Caro (24 novembre 1988) [n° 405] – Avis de M. Jean-Yves Le Drian (29 novembre 1988) [n° 414] – Discussion (1^{er} décembre 1988) – Adoption (1^{er} décembre 1988) [n° 38].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 décembre 1988) [n° 112 (88-89)] – Renvoi à la commission des

affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (8 décembre 1988) [n° 122 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 30].

PROMULGATION : Loi n° 88-1240 du 30 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 3 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2941, 2955).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2941, 2954) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Claude Estier, et les orateurs sur les motions.*

Alliance atlantique : *Avice (Edwige)* (p. 2949, 2950) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951, 2953) ; *Genton (Jacques)* (p. 2944) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Armement : *Genton (Jacques)* (p. 2944).

Armement (industrie) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2952) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951).

Armement nucléaire : *Avice (Edwige)* (p. 2949) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951, 2953) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2947).

Banque de France : *Genton (Jacques)* (p. 2945).

Brigade franco-allemande : *Avice (Edwige)* (p. 2942, 2949) ; *Estier (Claude)* (p. 2948) ; *Genton (Jacques)* (p. 2943, 2944) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Budget de l'Etat : *Genton (Jacques)* (p. 2945) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Bundesbank : *Genton (Jacques)* (p. 2945).

Communauté économique européenne (CEE) : *Avice (Edwige)* (p. 2941, 2950) ; *Estier (Claude)* (p. 2954) ; *Genton (Jacques)* (p. 2945).

Communauté européenne de défense (CED) : *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Conseil de défense et de sécurité : *Avice (Edwige)* (p. 2942, 2949) ; *Estier (Claude)* (p. 2953) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951, 2952) ; *Genton (Jacques)* (p. 2943, 2944) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946, 2947).

Conseil économique et financier : *Avice (Edwige)* (p. 2942, 2950, 2954) ; *Estier (Claude)* (p. 2954) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951, 2952) ; *Genton (Jacques)* (p. 2944, 2945) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Constitution : *Avice (Edwige)* (p. 2949) ; *Estier (Claude)* (p. 2948) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2947).

Coopération franco-allemande : *Garcia (Jean)* (p. 2952) ; *Genton (Jacques)* (p. 2945).

Coopération militaire : *Avice (Edwige)* (p. 2942) ; *Estier (Claude)* (p. 2948) ; *Genton (Jacques)* (p. 2943, 2944) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Défense : *Avice (Edwige)* (p. 2942).

Défense nationale : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2952) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Désarmement : *Avice (Edwige)* (p. 2949) ; *Estier (Claude)* (p. 2948) ; *Garcia (Jean)* (p. 2950, 2951, 2953) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2947).

Dissuasion nucléaire : *Avice (Edwige)* (p. 2950) ; *Genton (Jacques)* (p. 2944).

Lois de programmation militaire : *Souffrin (Paul)* (p. 2947).

Parlement (rôle) : *Avice (Edwige)* (p. 2949) ; *Genton (Jacques)* (p. 2945) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Politique de défense (France) : *Genton (Jacques)* (p. 2944).

Politique de défense (RFA) : *Genton (Jacques)* (p. 2944).

Politique économique et sociale : *Avice (Edwige)* (p. 2942) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951) ; *Genton (Jacques)* (p. 2944).

Politique monétaire et financière : *Avice (Edwige)* (p. 2942) ; *Garcia (Jean)* (p. 2951) ; *Genton (Jacques)* (p. 2944, 2945) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946, 2948).

Président de la République : *Avice (Edwige)* (p. 2948) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Souveraineté nationale : *Avice (Edwige)* (p. 2948, 2954) ; *Estier (Claude)* (p. 2948) ; *Garcia (Jean)* (p. 2953) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2946).

Traité franco-allemand de l'Elysée (historique) : *Avice (Edwige)* (p. 2941) ; *Genton (Jacques)* (p. 2943).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Paul Souffrin, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2946) – *MM. Paul Souffrin, Claude Estier, Mme Edwige Avice, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2950 ; scrutin public n° 101).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean Garcia, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2950) – *MM. Jean Garcia, Jean-Pierre Bayle, Mme Edwige Avice, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2952 ; scrutin public n° 102).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2954)

Art. 1^{er} (*Autorisation de ratification du protocole au traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963, portant création d'un conseil franco-allemand de défense et de sécurité, signé à Paris le 22 janvier 1988*) – Adopté (p. 2954).

Art. 2 (*Autorisation de ratification du protocole au traité précité, portant création d'un conseil franco-allemand économique et financier, signé à Paris le 22 janvier 1988*) – Adopté (p. 2954).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Xavier de Villepin* (p. 2954), *Josy Moinet* (p. 2955), *Jean Clouet* (p. 2955), *Jacques Habert* (p. 2955).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2955).

23. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 novembre 1988) [n° 348] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Garmendia (29 novembre 1988) [n° 413] – Discussion (1^{er} décembre 1988) – Adoption (1^{er} décembre 1988) [n° 39].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 décembre 1988) [n° 113 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (14 décembre 1988) [n° 143 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 31].

PROMULGATION : Loi n° 88-1243 du 30 décembre 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 3 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2955, 2959).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2955, 2957) : *MM. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2957).

Comité européen pour la prévention de la torture : *Poperen (Jean)* (p. 2955) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2956) ; *Garcia (Jean)* (p. 2957).

Conseil de l'Europe : *Poperen (Jean)* (p. 2955) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2956).

Détenus : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2957).

Droits de l'homme : *Poperen (Jean)* (p. 2955) ; *Garcia (Jean)* (p. 2957).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2956).

Torture : *Poperen (Jean)* (p. 2955) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 2955).

Turquie : *Garcia (Jean)* (p. 2957).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2957, 2958) : *MM. Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle, rapporteur.*

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, faite à Strasbourg le 26 novembre 1987*) (p. 2957).

Explications de vote sur l'article unique : *MM. Daniel Millaud* (p. 2958), *Xavier de Villepin* (p. 2958), *Lucien Neuwirth* (p. 2958) ; *intervention de M. Jean Poperen, ministre* (p. 2958).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2959).

24. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 juillet 1988) [n° 40] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (24 novembre 1988) [n° 406] – Discussion (8 décembre 1988) – Adoption (8 décembre 1988) [n° 42].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1988) [n° 126 (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (14 décembre 1988) [n° 147 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 40].

PROMULGATION : Loi n° 88-1260 du 30 décembre 1988 (*J.O. Lois et décrets* du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2983, 2984).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2983, 2984) : *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

Congo : *Moinet (Josy)* (p. 2984).

Entreprises : *Cresson (Edith)* (p. 2984).

Pétrole : *Moinet (Josy)* (p. 2984).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2984)

Art. unique (*Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République populaire du Congo en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre (ensemble un protocole), signée à Brazzaville le 27 novembre 1987*) (p. 2984).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2984).

25. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 juillet 1988) [n° 41] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (24 novembre 1988) [n° 407] – Discussion (8 décembre 1988) – Adoption (8 décembre 1988) [n° 43].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1988) [n° 127 (88-89)] – Renvoi à la commission des

affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (14 décembre 1988) [n° 142 (88-89)] – Discussion (20 décembre 1988) – Adoption (20 décembre 1988) [n° 41].

PROMULGATION : Loi n° 88-1256 du 30 décembre 1988 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1988) (p. 2984, 2985).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2984, 2985) : *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Code général des impôts : *Crucis (Michel)* (p. 2985).

Commerce extérieur : *Cresson (Edith)* (p. 2985).

Consommateurs (protection et information) : *Cresson (Edith)* (p. 2985).

Industrie horlogère : *Cresson (Edith)* (p. 2985).

Poinçons : *Cresson (Edith)* (p. 2985).

Suisse : *Crucis (Michel)* (p. 2985).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2985)

Art. unique (*Approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux, faite à Paris le 2 juin 1987*) (p. 2985).

Adoption (20 décembre 1988) (p. 2985).

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Australie**, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (21 décembre 1988) [n° 178 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Transports

Voir *Lois de finances, 2*, Art. 19 à 21
Lois de finances rectificatives, 1, Art. 34
Traités et conventions, 5

Transports aériens

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation aérienne
Questions au Gouvernement n° 16 ; n° 36
Questions orales avec débat n° 16
Traités et conventions, 11

Transports ferroviaires

Voir *Allocutions et communications, 8 ; 22*
Lois de finances, 2, Transports et mer - Transports terrestres, voies navigables et sécurité routière
Questions au Gouvernement n° 15 ; n° 35 ; n° 42 ; n° 73
Questions orales sans débat n° 17

Transports fluviaux

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Transports terrestres, voies navigables et sécurité routière
Rapports au Gouvernement, 1

Transports maritimes

Voir *Allocutions et communications, 21*
Lois de finances, 2, Transports et mer - Mer, marine marchande et ports maritimes

Questions orales avec débat n° 13 Traités et conventions, 11

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes**, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 27 avril 1988) [n° 264 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (12 octobre 1988) [n° 22 (88-89)] – Discussion (18 octobre 1988) – Adoption (18 octobre 1988) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1988) [n° 301] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (10 novembre 1988) [n° 351] – Discussion (22 novembre 1988) – Adoption (22 novembre 1988) [n° 28].

PROMULGATION : Loi n° 88-1091 du 1^{er} décembre 1988 (JO Lois et décrets du 3 décembre 1988).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1988) (p. 612, 613).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 612) : *MM. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Algérie : *Rohan (Josselin de)* (p. 612).

Contrôles d'identité (à l'étranger) : *Mellick (Jacques)* (p. 612) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 612).

Législations étrangères : *Rohan (Josselin de)* (p. 612).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (armement naval) : *Mellick (Jacques)* (p. 612).

Royaume-Uni : *Mellick (Jacques)* (p. 612).

Transports de passagers : *Mellick (Jacques)* (p. 612).

Transports aériens : *Mellick (Jacques)* (p. 612).

Tunisie : *Rohan (Josselin de)* (p. 612).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 613) : *MM. Josselin de Rohan, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre ; William Chervy.*

Art. unique (*Possibilité pour le transporteur, dans le cas des transports internationaux, de refuser d'embarquer ou de débarquer un passager ne présentant pas les documents requis pour son débarquement : article 34 de la loi n° 66-420 du 18 juin 1966*) (p. 613).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 1 : rédactionnel (p. 613) – Et n° 2 : application de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte (p. 613).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 613).

Adoption (18 octobre 1988) (p. 613).

Transports routiers

Voir *Lois de finances, 2*, Transports et mer - Transports terrestres, voies navigables et sécurité routière

Travail

Voir *Lois de finances, 2*, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

1. – **Proposition de loi visant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail**, PRÉSENTÉE AU SENAT, par Mme Héléne Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° 43 (86-87)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988.

2. – Proposition de loi tendant à garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 – 28 avril 1988) [n° 274 (87-88)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 7 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 435-2 du code du travail et relative aux crédits d'heures allouées au représentant syndical au comité central d'entreprises, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 8 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur

emploi pour accomplir leur service national, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 octobre 1988) [n° 10 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Travail (conditions)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 47

Trinité et Tobago

Voir *Traités et conventions*, 4

Turquie

Voir *Questions orales avec débat* n° 12

U

Union de l'Europe occidentale (UEO)

Voir *Rapports d'information*, 5

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 52 ; n° 60
Questions orales avec débat n° 12

Université française du Pacifique

Voir *Rapports d'information*, 10

Universités

Voir *Questions au Gouvernement* n° 13 ; n° 17

Urbanisme

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement et logement - I - Urbanisme, logement et services communs
Questions orales sans débat n° 34

1. - **Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Maurice Faure, ministre de l'équipement (3 octobre 1988) [n° 165] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Floch (12 octobre 1988) [n° 290] - Discussion (13 octobre 1988) - Adoption (13 octobre 1988) [n° 14].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1988) [n° 32 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marcel Rudloff (7 décembre 1988) [n° 117 (88-89)] - Discussion (13 décembre 1988) - Adoption (13 décembre 1988) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1988) [n° 441] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1988) (p. 2672, 2685).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2672, 2676) : MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Luc Bécart, Franck Sérusclat.

Agglomérations nouvelles : Bécart (Jean-Luc) (p. 2674, 2675) ; Faure (Maurice) (p. 2673) ; Rudloff (Marcel) (p. 2674) ; Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Aménagement du territoire : Bécart (Jean-Luc) (p. 2674).

Collectivités territoriales : Sérusclat (Franck) (p. 2676).

Communes : Bécart (Jean-Luc) (p. 2674).

Conseil constitutionnel : Rudloff (Marcel) (p. 2674).

Conseil d'Etat (avis) : Faure (Maurice) (p. 2672) ; Rudloff (Marcel) (p. 2673).

Conseils municipaux : Sérusclat (Franck) (p. 2676).

Coopération intercommunale : Bécart (Jean-Luc) (p. 2675) ; Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Décentralisation : Faure (Maurice) (p. 2672) ; Rudloff (Marcel) (p. 2673).

Elections : Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Plans d'occupation des sols (POS) : Faure (Maurice) (p. 2672).

Préemption : Faure (Maurice) (p. 2672).

Rhône-Alpes (région) : Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Saint-Quentin-en-Yvelines (ville nouvelle) : Faure (Maurice) (p. 2672).

Syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) : Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Tribunaux administratifs : Faure (Maurice) (p. 2672, 2673) ; Rudloff (Marcel) (p. 2674).

Urbanisme : Faure (Maurice) (p. 2672) ; Rudloff (Marcel) (p. 2673, 2674).

Validation législative : Faure (Maurice) (p. 2672) ; Rudloff (Marcel) (p. 2673, 2674).

Villes nouvelles : Bécart (Jean-Luc) (p. 2674) ; Faure (Maurice) (p. 2673).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : Faure (Maurice) (p. 2672).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2676, 2685) : MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Maurice Faure, ministre ; Jacques Bellanger, Hubert Haenel, Marc Lauriol, Louis de Catuelan, Jean-Luc Bécart, Jacques Larché, président de la commission des lois.

Art. 1^{er} (Validation de schémas directeurs et de plans d'occupation des sols) - Adopté (p. 2676).

Après l'art. 1^{er} (p. 2676).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : plan d'occupation des sols de la ville de Strasbourg (p. 2678).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2678).

Art. 2 (Validation de zones d'aménagement concerté) - Adopté (p. 2678).

Art. 3 (Zones d'aménagement différé) - Adopté (p. 2678).

Après l'art. 3 (p. 2678).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel : procédure d'élaboration de la réglementation des boisements (p. 2679).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2679).

Art. 4 (Périmètre d'urbanisation de l'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines) (p. 2679).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Maurice Faure, ministre, et n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2679).

Devenu sans objet : amendement n° 9 de Mme Nelly Rodi et de M. Marc Lauriol (p. 2679).

- L'article 4 est supprimé (p. 2679).

Art. 5 (Evolution des agglomérations nouvelles après achèvement des opérations de construction et d'aménagement : procédure et conditions de retrait et d'admission des communes) (p. 2679).

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, et n° 10 de Mme Nelly Rodi, soutenu par M. Marc Lauriol : suppression de cet article (p. 2681).

- L'article 5 est supprimé (p. 2681).

Après l'art. 5 (p. 2681).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de Mme Nelly Rodi, soutenu par M. Marc Lauriol : composition du comité chargé d'administrer le syndicat d'agglomération nouvelle, SAN (p. 2682) - Amendements (art. additionnels) de M. Jacques Bellanger, n° 7 : modalités d'admission d'une commune au sein d'un syndicat d'agglomération nouvelle (p. 2682) - Et n° 8 : coordination avec l'amendement n° 7

(p. 2682) – Amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel : insertion d'un chapitre 5 (nouveau) dans le titre II du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; création d'une procédure spécifique d'expropriation des biens immeubles à l'état d'abandon manifeste (p. 2685).

Retirés : amendements (art. additionnels) de Mme Nelly Rodi, soutenus par M. Marc Lauriol, n° 12 : association des communes au décision des communautés ou des syndicats d'agglomération nouvelle (p. 2683) – Et n° 13 : pouvoirs respectifs de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle et des maires des communes (p. 2684).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2682 et 2685).

Adoption (13 décembre 1988) (p. 2685).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 35-1 du code des postes et télécommunications et l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Philippe François, sénateur (21 décembre 1988) [n° 177 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

V**Valde-Marne (département)**

Voir *Questions au Gouvernement* n° 69

Valeurs mobilières

Voir *Banques et établissements financiers*, 1
Lois de finances, 2, Après l'art. 10, Art. 18
Marchés financiers, 1
Questions au Gouvernement n° 68

Validation législative

Voir *Communication audiovisuelle*, 3, Art. add. après l'art. 13
Lois de finances, 2, Intérieur
Politique économique et sociale, 4, Art. 29

Venezuela

Voir *Traités et conventions*, 11

Veuvage

Voir *Lois de finances*, 2, Anciens combattants

Victimes

Voir *Ordre public*, 2
Traités et conventions, 7

Vie politique et sociale

Voir *Elections*, 3 ; 4

Vietnam

Voir *Déportés et internés*, 3

Violence

Voir *Traités et conventions*, 7

Violences

Voir *Femme (droits)*, 1

Voies navigables

Voir *Lois de finances*, 2, Transports et mer - Transports terrestres, voies navigables et sécurité routière

W**Wallis-et-Futuna**

Voir *Allocutions et communications*, 2 ; 16 ; 21 ; 23 ; 25 ; 26 ;
28 ; 29 ; 30 ; 32

Z

Zones de montagne

Voir *Questions au Gouvernement* n° 66